

UNIVERSITE SORBONNE NOUVELLE - PARIS III
ECOLE DOCTORALE 514 : ETUDES ANGLOPHONES, GERMANOPHONES ET EUROPEENNES

TECHNISCHE UNIVERSITÄT DRESDEN
FAKULTÄT SPRACH-, LITERATUR- UND KULTURWISSENSCHAFTEN
INSTITUT FÜR ROMANISTIK
PROFESSUR FRANKREICHSTUDIEN UND FRANKOPHONIE

**Le développement de la conscience environnementale et
l'émergence de l'écologie politique dans l'espace public
en France et en Allemagne, 1960-1990**

**Die Entwicklung des Umweltbewusstseins und
die Entstehung der Ökologie als Feld politischen Handelns
in der deutschen und französischen Öffentlichkeit, 1960-1990**

DISSERTATION ZUR ERLANGUNG DES GRADES EINES DOKTORS DER PHILOSOPHIE

AN DER FAKULTÄT SPRACH-, LITERATUR- UND KULTURWISSENSCHAFTEN
DER TECHNISCHEN UNIVERSITÄT DRESDEN

sowie

AN DER ECOLE DOCTORALE 514 : ETUDES ANGLOPHONES, GERMANOPHONES ET EUROPEENNES
DER UNIVERSITE SORBONNE NOUVELLE - PARIS III

vorgelegt von:

Céline CARO

geb. am 01. Juli 1979, Paris

Betreuer:

Prof. Dr. Dr. h.c. Ingo KOLBOOM, Technische Universität Dresden

Prof. Dr. Anne SAINT SAUVEUR-HENN, Université Sorbonne Nouvelle-Paris III

Gutachter:

1. Prof. Dr. Maria LIEBER, Technische Universität Dresden

2. Prof. Dr. Stephan MARTENS, Université Michel de Montaigne-Bordeaux III

Verteidigungsdatum: 04. 12. 2009

Prädikat: „summa cum laude“

Remerciements

Cette thèse est l'aboutissement de plusieurs années de recherche effectuées auprès de l'Université Sorbonne Nouvelle-Paris III et de la Technische Universität Dresden. Elle a été réalisée sous la direction conjointe de Madame Anne Saint Sauveur-Henn et de Monsieur Ingo Kolboom, qui m'ont toujours apporté l'attention ainsi que le soutien intellectuel et moral nécessaires à la poursuite de mes recherches, tout en me laissant une grande liberté dans mon travail, et à qui je tiens à exprimer l'expression de ma plus vive gratitude.

Je remercie sincèrement Monsieur Christoph Becker-Schaum, directeur des archives de la Fondation Heinrich Böll à Berlin, pour son accueil chaleureux, mais aussi pour ses indications et ses conseils précieux. Merci également à l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg (Dfi), qui m'a accordé une bourse d'étude en mars 2005 et dont les archives de presse ont été essentielles pour l'avancement de ce travail.

Par ailleurs, j'exprime toute mon amitié à mes collègues et amis de l'Institut de romanistique de la Technische Universität Dresden, ainsi que de la Fondation Konrad Adenauer à Paris, pour leur soutien dans cette entreprise et pour les échanges fructueux que nous avons eus.

Toute ma reconnaissance va à Paul Caro et Anne Lebreton, pour le soin avec lequel ils ont relu l'ensemble de cette thèse, et pour les réflexions que nous avons pu partager sur certains points de ce travail. Un grand merci enfin à Maximilian Hoffmann pour sa patience au cours de ces années, pour ses encouragements et son aide indispensable à différentes étapes de la réalisation de ce doctorat.

SOMMAIRE

	Page
Introduction	7
PREMIERE PARTIE : Du respect de la nature à la protection de l'environnement	 27
Chapitre 1 : Respecter la nature – valorisation et approfondissement d'une idée ancienne	 29
Chapitre 2 : Sur la voie d'une prise de conscience écologique : le tournant décisif des années 1960-1970	 59
DEUXIEME PARTIE : La mobilisation de la société civile et la naissance de l'écologie politique	 121
Chapitre 3 : L'opinion publique face aux nouvelles menaces pesant sur l'homme et son environnement	 123
Chapitre 4 : Apparition des discours de l'écologie politique et de listes électorales vertes	 207
TROISIEME PARTIE : L'arrivée de l'écologie sur la scène politique nationale	 309
Chapitre 5 : La création de partis écologistes	 311
Chapitre 6 : Les Verts et les Grünen dans le système politique des années 1980	 381
Conclusion	451
Bibliographie	469
Sommaire des annexes	507
Annexes	511
Table des matières	533

INTRODUCTION

INTRODUCTION

L'écologie, telle qu'elle s'exprime par des mobilisations en faveur de la protection consciente de l'environnement en raison de la perception d'une menace, est un courant de pensée né dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle. Elle est constitutive d'une évolution de la société et la résultante d'un long processus dont font partie intégrante la transformation du regard porté sur la nature (au niveau religieux, philosophique et culturel) ainsi que la prise de conscience des destructions dont pâtit la biosphère (en particulier à cause de l'industrialisation et de l'urbanisation). Ce processus est caractérisé par l'émergence d'une vision du monde où les problèmes environnementaux constituent un nouveau défi universel. Il est également lié au développement de l'idée que la protection des espaces naturels est une valeur et que l'homme doit s'engager à les protéger dans la mesure où il est responsable des atteintes portées aux écosystèmes.

En matière d'écologie, les changements profonds qui s'opèrent dans les mentalités sont de plus en plus perceptibles, en France et en Allemagne de l'Ouest, à partir des années 1960. Cela a des conséquences concrètes multiples : au sein de la société, avec des mobilisations citoyennes en faveur de la protection de l'environnement et l'expression de discours politiques centrés sur l'écologie, et dans la sphère institutionnelle, avec l'apparition de listes électorales et de partis écologistes.

Ce travail de thèse se propose d'examiner, à l'exemple des questions environnementales, les interdépendances complexes qui existent entre les progrès techniques et industriels, l'évolution des attentes et des horizons de valeur de la société ainsi que les politiques menées par les pouvoirs publics. Il vise à dégager la spécificité des regards portés sur la nature et l'environnement au sein de la société civile des deux pays dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle (1960-1990), à livrer une réflexion sur les évolutions des pratiques sociales et des habitudes quotidiennes et à mettre en valeur les conséquences de ces évolutions sur la scène politique. Il prend la forme d'une étude comparative sur la naissance de la conscience écologique en France et en République fédérale d'Allemagne (RFA), dans les années 1960 et 1970, puis sur les mouvements et les listes électorales écologistes qui ont pu voir le jour dans ces deux pays au cours des années 1970 et qui ont conduit dans les années 1980 à la naissance de partis écologistes nationaux : Die Grünen en RFA et Les Verts en France¹.

¹ Au cours de ce travail, nous écrirons en italique les expressions et termes en langues étrangères (sauf les citations et les titres d'article). Pour plus de commodité et afin de fluidifier la lecture, nous ferons toutefois une

L'enjeu de ce travail est d'apporter des éléments d'explication à un cliché largement répandu dans l'univers des représentations franco-allemandes : celui d'une Allemagne romantique, sensible à la protection de la biosphère, et d'une France cartésienne, poursuivant fièrement sa vocation de « maître et possesseur de la nature » et ne s'intéressant à l'écologie que de manière contrainte et forcée. La question qui se pose est donc la suivante : est-ce que le « sentiment de la nature » n'existe qu'en Allemagne ?² Pour y répondre, nous chercherons à dégager les spécificités nationales de part et d'autre du Rhin afin d'expliquer comment, à la fin du XX^{ème} siècle, l'écologie est considérée comme une spécialité allemande, érigée en valeur au sein de la population, reconnue et puissante comme formation politique. Avant de poursuivre, il convient toutefois de s'attarder sur la définition de quelques notions afin de clarifier notre réflexion.

Définitions

La notion de « nature », au centre des préoccupations écologistes, présente une première difficulté dans la mesure où elle peut avoir plusieurs sens en fonction de l'approche choisie et de l'époque à laquelle elle est utilisée. Ainsi, la nature au sens métaphysique ou éthique ne correspond pas à la nature telle que l'entendent les scientifiques ; la nature des penseurs de la Grèce antique n'est pas la nature de ceux du Moyen-âge, ni de ceux du XVI^{ème} siècle et encore moins celle des écologistes. De plus, le concept français de « nature » ne correspond pas forcément à ce que les Allemands entendent par « *Natur* », en raison de traditions historiques différentes³.

A la suite de Kant (1724-1804), la philosophie occidentale retient généralement deux significations principales pour le concept de nature. Celle-ci représente d'une part « l'enchaînement des déterminations d'une chose opéré suivant un principe interne de la causalité » et d'autre part, « l'ensemble des phénomènes, en tant que ceux-ci, en vertu d'un principe interne de la causalité, s'enchaînent universellement »⁴. La première définition renvoie donc à ce qu'une chose possède comme caractéristiques propres, ce qu'elle est en dehors de toute intervention et de toute volonté humaine. Selon l'expression du biologiste

exception pour « Die Grünen » que nous écrirons sans signes distinctifs particuliers, comme son pendant en France : Les Verts.

² Cf. : Le classement de l'homme dans le tableau du système naturel par les naturalistes fait de celui-ci une espèce animale parmi les autres et noue des solidarités qui entraînent la négociation d'un nouveau contrat d'établissement de l'homme dans le monde. Le « sentiment de la nature » est, selon Georges Gusdorf, l'expression de la situation ainsi créée. Cf. : Georges Gusdorf, *Le savoir romantique de la nature*, Payot, 1985.

³ Dans le chapitre 1, nous nous efforcerons notamment de mettre en valeur les différentes évolutions historiques qui ont influencé le concept de nature en France et en Allemagne.

⁴ Cf. : Emmanuel Kant, *Critique de la raison pure*, Paris, P.U.F., 1967, p. 334 (Titre original : *Kritik der reinen Vernunft*, 1781).

François Terrasson, « les hommes de tous les peuples appellent « nature » toutes les choses qui échappent à leur volonté : le vent, le sanglier, les battements du cœur, les pâquerettes, les tremblements de terre, les sentiments et les émotions. (...) Les hommes ont décidé de forger un concept où ils rassemblaient tout ce qui échappe à leur décision consciente »⁵. La seconde définition donnée par Kant renvoie à l'ensemble des phénomènes physiques, chimiques, biologiques et représente la totalité du réel, conçu comme un grand système soumis à des lois. Il s'agit donc de l'ensemble des phénomènes naturels et de leurs enchaînements⁶. Pris dans ce sens, le terme de « nature » est parfois orthographié avec une majuscule, la « Nature » renvoyant dans ce cas à une totalité finalisée et englobante, souvent dotée de sensibilité et de pensée, le plus souvent fortement empreinte de religiosité. Au XX^{ème} siècle, James E. Lovelock (*1919), qui développe dans les années 1970 son « hypothèse Gaïa »⁷, sera le plus célèbre représentant de ce courant holiste vénérant la « Mère Nature ». Dans ce travail, en suivant la seconde définition donnée par Kant, nous nous limiterons à donner un sens physique à ce concept, en comprenant par « nature » l'ensemble des systèmes biologiques. Cette nature existe sans l'homme, qu'il y ait ou non une intelligence pour la percevoir. Elle est donc extra-humaine, autonome et distincte de tout ordre culturel ou social. Nous utiliserons également le terme de « biosphère » dans un sens proche. Cette notion, diffusée par le géochimiste russe Vladimir Vernadsky (1863-1945) pendant l'entre-deux guerres, est traditionnellement chargée d'une forte dimension holiste, faisant référence au « Tout », mais nous l'emploierons dans un sens plus moderne pour désigner la quantité totale de matière végétale et animale sur terre, autrement dit la biomasse, la somme totale des organismes vivants⁸.

En comparaison, le mot « environnement » est beaucoup plus anthropocentriste. Il est défini par le Conseil international de la langue française en 1970 comme l'« ensemble des agents physiques, chimiques, biologiques et des facteurs sociaux susceptibles d'avoir un effet

⁵ Cf. : François Terrasson, « Rappelez-vous qu'il ne faut jamais penser à cette phrase » in : Marc-Olivier Gonseth, Jacques Hainard, Roland Kaehr (éd.), *Natures en tête*, Musée d'ethnographie de Neuchâtel, 1996, p. 45-49, ici p. 46-47.

⁶ Sur le concept de nature selon Kant, voir les analyses de Jean-Marc Drouin, maître de conférence au Muséum National d'Histoire Naturelle de Paris. Cf. : Jean-Marc Drouin, « Les sens de la nature : une notion équivoque mais irremplaçable » in : Jean-Marc Besse, Isabelle Roussel (dir.), *Environnement. Représentations et concepts de la nature*, Paris, L'Harmattan, 1997, p.77-87, ici p. 82-83 ; Jean-Marc Drouin, *L'écologie et son histoire*, Paris, Flammarion, 1991, p. 170 sq.

⁷ Théorie selon laquelle la terre et l'ensemble des êtres vivants formeraient un seul et même macro-organisme appelé Gaïa, aujourd'hui menacé de déséquilibre par les activités humaines. Voir en particulier : James E. Lovelock, *Gaia, a new look at life on earth*, Oxford/New York, Oxford University Press, 1979 (édition française : *La terre est un être vivant : l'hypothèse Gaïa*, Monaco, Le Rocher, 1986).

⁸ Cf. : Vladimir Ivanovich Vernadsky, *La Biosphère*, Paris, Seuil, 2002 (titre original : *Biosfera*, 1926 - 1^{ère} édition française : 1929). Sur les travaux de V. Vernadsky, voir : Jacques Grinevald, « Nature, environnement ou biosphère » in : Dominique Bourg (dir.), *La nature en politique ou l'enjeu philosophique de l'écologie*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 21-35.

direct ou indirect, immédiat ou à terme, sur les êtres vivants et les activités humaines »⁹. L'environnement représente donc le cadre de vie, l'ensemble des éléments externes qui rendent possible et conditionnent l'existence des êtres vivants. C'est un terme d'origine anglo-saxonne qui s'est développé dans les années 1960 au sein de la communauté scientifique internationale et qui a remplacé dans les années 1970 le terme français de « milieu »¹⁰. En ce sens, les préoccupations environnementales sont surtout liées aux conséquences néfastes de certaines actions de l'homme sur son propre cadre de vie. Elles se développent entre autres avec l'intensification de ce que Liliane Elsen appelle en 1973 les « sept grandes nuisances » à savoir : la pollution de l'air et celle de l'eau, le bruit, l'accumulation des déchets, la disparition des espaces verts, l'entassement des hommes et l'éloignement de la nature – liste non exhaustive à laquelle on peut par exemple ajouter la dégradation des paysages, la déforestation, la disparition de certaines espèces animales et végétales ou encore le réchauffement climatique, la contamination des aliments et le risque nucléaire¹¹. Les politiques de l'environnement, telles qu'elles se développent en France et en RFA à partir des années 1970, se fixent donc pour principal objectif d'améliorer le cadre de vie de la population, et notamment des citoyens, et de promouvoir le développement qualitatif du secteur industriel¹².

Le terme d'« écologie » est beaucoup plus ancien que celui d'« environnement ». Son caractère polysémique peut prêter à confusion. On distingue en effet l'écologie scientifique de l'écologie politique dont l'origine est beaucoup plus récente. La paternité du mot « écologie », littéralement « science de l'habitat », revient au zoologiste allemand Ernst Haeckel (1834-1919) qui l'utilise dans son ouvrage *Morphologie générale des organismes* en 1866 pour définir « la science des rapports des organismes avec le monde extérieur, dans lequel nous pouvons reconnaître d'une façon plus large les facteurs de la 'lutte pour l'existence' »¹³.

⁹ Cf. : Circulaire n° 77-300, B.O.E.N. du 08/09/1977. Définition reprise in : C.E.N.E.C.O., *Dixeco de l'Environnement, pour comprendre les échanges entre l'homme et son milieu*, Paris, ESKA, 1995, p. 118.

¹⁰ Le *Nouveau Dictionnaire de la langue française* de MM. Noël et Chapsal, 17^{ème} édition, 1860, définit le « milieu » entre autres de la façon suivante : « terme de physique – corps qui en environnement d'autres ou qui leur livrent passage : 'L'air est le milieu dans lequel nous vivons' ». Dans les années 1980-88, il existait en France une revue portant le titre *Milieux* (éditée par l'Ecomusée du Creusot), qui était un forum des écomusées à ses débuts, mais dont la préoccupation s'est portée par la suite davantage sur la sauvegarde culturelle des anciens sites industriels. Notons au passage que la notion d'« écomusée » est d'essence purement française. Elle désigne une institution visant à l'étude, à la conservation et à la mise en valeur du mode de vie, du patrimoine naturel et culturel d'une région. En Allemagne, la notion d'« écomusée » n'existe pas et celle de « *Heimatmuseum* » prend moins en compte le patrimoine naturel dans sa présentation de la région.

¹¹ Cf. : Liliane Elsen, *La Pollution et l'environnement*, Paris, Filipacchi, 1973.

¹² Sur la notion d'environnement, voir en particulier : Florian Charvolin, « 1970 : L'année clef pour la définition de l'environnement en France », *La Revue pour l'histoire du CNRS*, n° 4, mai 2001. Article consultable sur Internet à l'adresse suivante : <http://histoirecnrs.revues.org/document3022.html> [réf. du 19.01.2008].

¹³ Cf. : Ernst Haeckel, *Generelle Morphologie der Organismen*, Berlin, G. Reiner, 1866. Traduction française citée par Jean-Paul Deléage in : *Une histoire de l'écologie. Une science de l'homme et de la nature*, Paris,

L'écologie (adjectif : écologique) est donc à l'origine une discipline scientifique liée à la biologie qui cherche à comprendre les relations entre les êtres vivants et leur milieu, autrement dit le fonctionnement des écosystèmes¹⁴. Les spécialistes de cette discipline sont les « écologues ». Selon cette première définition, une « catastrophe écologique » se caractérise ainsi par le déséquilibre brutal d'un écosystème. Elle peut être d'origine humaine (suite par exemple à une marée noire ou à un phénomène de pêche intensive, de déforestation, de pollution, etc.) ou non (après une tempête, une inondation, un raz-de-marée, une invasion de sauterelles, etc.). Dans le second cas, on parle alors souvent de « catastrophe naturelle ». Dans la mesure où une catastrophe écologique a souvent des répercussions sur le cadre de vie des humains, on parle aussi, dans une perspective plus anthropocentriste, de « catastrophe environnementale ».

Dans les années 1970, la notion d'écologie s'est enrichie dans les pays occidentaux d'un nouveau sens pour acquérir une dimension politique. Dans ce cas, l'adjectif du mot écologie est alors « écologiste ». Pris dans cette acception, le terme d'écologie représente un courant de pensée qui se fonde sur l'observation des phénomènes écologiques, et en particulier des déséquilibres au sein des écosystèmes, pour demander leur prise en compte dans les différents champs de l'action politique et au sein de la société. Les « écologistes » cherchent donc à attirer l'attention de la population et des pouvoirs publics sur l'empreinte négative de certaines activités humaines sur terre. En ce sens, l'écologie est le reflet d'une certaine prise de conscience écologique, elle interroge les rapports entre l'homme et son environnement, comme des êtres humains entre eux, et cherche à définir les règles d'une société plus respectueuse de la nature. Il s'agit donc d'une idéologie à prétention globale qui voit dans les dégradations portées à l'environnement le révélateur d'une crise plus profonde, causée par les dysfonctionnements de la société industrielle. Selon Jean-Paul Deléage, son enjeu est « d'anticiper les changements de civilisation qui s'imposent à l'humanité, de proposer des voies pour une modernisation écologique, sociale, politique, propice au libre épanouissement de tous »¹⁵. Dans ce travail, si aucune précision supplémentaire ne vient éclairer notre propos, c'est en fonction de cette seconde définition que nous utiliserons le terme d'« écologie ».

Editions La Découverte, 1991, p. 63. Notons que pour E. Haeckel, qui a été un grand vulgarisateur des théories de Charles Darwin (1809-1882) sur l'évolution et l'adaptation des espèces (son œuvre majeure, *De l'origine des espèces*, est publiée en 1859), l'écologie entre dans le champ d'une nouvelle biologie évolutionniste.

¹⁴ Le terme d'« écosystème » apparaît en 1935 grâce aux travaux du botaniste britannique Arthur George Stanley (1871-1955). Un écosystème se caractérise par les interactions constantes entre un milieu physico-chimique déterminé (un biotope) et les espèces animales et végétales qui y sont associées (une biocénose).

¹⁵ Jean-Paul Deléage considère ainsi que l'écologie politique pourrait être reconnue comme « l'humanisme de notre temps ». Cf. : Jean-Paul Deléage, « L'écologie, humanisme de notre temps » in : *Ecologie politique*, n° 5, hiver 1993, p. 12-15, ici p. 12.

Il convient donc de faire la différence entre les trois sortes de mobilisation suivantes :

- les luttes naturalistes : celles-ci s'engagent en faveur de la défense des milieux naturels, de la faune et de la flore sauvages. Elles prennent forme dans les mouvements de protection de la nature, incarnés par des associations comme en France, la Société nationale de protection de la nature (SNPN) ou la Ligue française pour la protection des oiseaux (LPO) et en RFA, le *Naturschutzbund Deutschland* (NABU – « Fédération de protection de la nature en Allemagne »).

- les luttes environnementalistes : liées à l'exigence de la défense du cadre de vie et que l'on retrouve par exemple lors de mouvements locaux d'opposition à certaines politiques publiques, notamment lors de mobilisations contre la construction de nouveaux tracés d'autoroute, de centrales nucléaires, d'aéroports, etc. Ce sont ces luttes qui rassemblent le plus de militants. Ces militants « environnementalistes » sont des écologistes associatifs *stricto sensu* dans la mesure où ils ont un comportement réactif vis-à-vis d'un problème ciblé, lié à un sentiment de perte de qualité de vie ou de non prise en compte de leurs intérêts comme de leurs modes de vie. Ils se considèrent souvent comme victimes d'une injustice et cherchent avant tout à obtenir un règlement des conflits en leur faveur, sans forcément se soucier des conséquences possibles pour une autre partie de la population. En ce sens, leur démarche s'appuie sur des motivations personnelles liées à leur environnement proche, ce qui leur vaut en anglais le surnom de « NIMBY's »¹⁶. Sans être forcément politisés, ils s'opposent aux autorités, forment des groupes de pression et tentent d'orienter les politiques locales ou nationales en faveur d'une plus grande prise en compte des arguments écologiques et de leur cadre de vie personnel. Ils font souvent appel aux militants « scientifiques » pour renforcer leur argumentation et livrer des contre-expertises.

- les revendications écologistes qui se mêlent souvent aux luttes précédentes mais y ajoutent une dimension supplémentaire en proposant une réflexion politique sur le fonctionnement et les structures de la société. Ces revendications sont le fait des écologistes dits « politiques » qui ont une vision plus globale et à long terme des problèmes écologiques que les groupes précédents. Selon eux, les atteintes portées aux espaces naturels comme au cadre et à la qualité de vie, parfois aussi à la sécurité de la population – dimension décisive des mouvements antinucléaires – sont perçues comme le reflet de dysfonctionnements plus profonds. Ils raisonnent donc en termes de conflits politiques, leurs revendications et leurs

¹⁶ « NYMBY » est une abréviation anglaise pour « *Not in my backyard* ».

idées les amènent devant un choix de société et ils veulent intervenir directement dans le fonctionnement de celle-ci¹⁷.

Ainsi, les mouvements et les partis écologistes, au sens politique du terme, ne veulent pas uniquement se défendre contre certaines agressions et destructions environnementales, ils passent à l'offensive en se constituant comme une force de proposition, qui a ses solutions pour répondre aux différents problèmes auxquels est confrontée la société, tant au niveau local, qu'au niveau national ou international. Si les associations de protection de la nature traditionnelles comptent des « adhérents », les comités qui s'engagent pour la protection de l'environnement et les mouvements écologistes recrutent, eux, des « militants » actifs.

Il n'en demeure pas moins que ces différents thèmes : destruction de la nature, disparition des ressources naturelles, danger du nucléaire, surpopulation et urbanisation constituent les sujets originels du mouvement écologiste de part et d'autre du Rhin. Cette orientation première se retrouve dans une grande partie de la symbolique politique utilisée par les partis écologistes dès leur fondation, à commencer par le nom même qu'ils choisissent de se donner. Ainsi, en remplacement d'« écologiste », l'appellation « vert », qui évoque des espaces naturels mais aussi urbains (« espaces verts »), va acquérir une signification partisane au début des années 1980. Ce choix permet de différencier le parti de l'écologie (qui est une science), de l'écologisme (une pensée), des écologistes (un mouvement social), d'« écologique » (adjectif attaché aux travaux scientifiques, aux politiques publiques, aux associations de défense de l'environnement) et d'« écolo » (troncature populaire)¹⁸. En Allemagne où les partis politiques sont associés à une couleur, le vert des écologistes s'ajoute au rouge des sociaux-démocrates (SPD, *Sozialdemokratische Partei Deutschlands*), au noir des conservateurs (CDU, *Christlich Demokratische Union Deutschlands*) et au jaune des libéraux (FDP, *Freie Demokratische Partei*). De plus, la représentation visuelle utilisée par les partis verts dans les années 1980 approfondit cette symbolique naturaliste dans la mesure où ils utilisent souvent, pour leurs affiches et brochures, les tonalités vertes et bleues – représentation de la « planète bleue » – ainsi que plusieurs métaphores végétales. La plus répandue en France et en Allemagne est celle du tournesol, qui est apprécié des écologistes car il est symboliquement en liaison avec la terre et le ciel, et qui encadre dans les deux cas le nom du parti dans le logo. L'orientation environmentaliste originelle des partis se retrouve

¹⁷ Sur les diverses formes de l'engagement militant, voir notamment le numéro spécial « Devenir Militants », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n° 1-2, février-avril 2001 et en particulier, sur les militants écologistes français : Sylvie Ollitrault, « Les écologistes français, des experts en action », p. 105-130.

¹⁸ La symbolique du mot est si bien choisie qu'en 1983, l'*Ecology Party of Ireland* devient la *Green Alliance*. Il en va de même en Grande-Bretagne où *The Ecology Party* prend le nom en 1985 de *The Green Party*. Au sujet de l'utilisation politique du mot « vert » au cours des siècles, voir : Jérôme Vialatte, *Les partis Verts en Europe occidentale*, Paris, Edition Economica, 1996, p. 187 sq.

aussi dans les tenues vestimentaires souvent décontractées de leurs militants et élus, notamment dans l'enceinte parlementaire du Bundestag en RFA, où les Grünen se font remarquer à leurs débuts en se présentant – suivant la tradition des manifestations écolo-alternatives des années 1970 et avec l'objectif de rapprocher la politique des citoyens – vêtus de salopettes et de pantalons en velours, de « pulls à cols roulés tricotés par eux-mêmes et chaussés de chaussettes pure laine et de sandales en cuir naturel », tandis que les femmes arborent, avec de grandes jupes longues, « le look indien »¹⁹.

Enfin, la notion d'« opinion publique » sera importante tout au long de notre travail. Elle caractérise généralement la manière de penser, l'ensemble des jugements et des convictions, de la majorité du corps social adulte. Elle se développe au sein de l'« espace public » (*Öffentlichkeit*) défini par Jürgen Habermas (*1929) comme « la sphère des personnes privées rassemblées en un public » où la critique s'exerce vis-à-vis du pouvoir d'Etat²⁰. Plus précisément, l'opinion publique est donc selon lui une opinion qui se développe par le dialogue et la discussion, forgée par « un public faisant usage de sa raison »²¹, et qui échappe au contrôle des autorités. Sa légitimité se base sur son aptitude au jugement et à la critique raisonnée du pouvoir politique. J. Habermas considère que depuis le XVIII^{ème} siècle, qui a vu se développer pour la première fois une véritable sphère publique animée par la bourgeoisie contre la monarchie absolue et l'aristocratie, l'espace public constitue un espace politique entre l'Etat et les individus. Les opinions publiques qui émanent de la sphère publique « jouent un rôle de médiateur entre les besoins de la société et l'Etat »²². En ce sens, l'espace public assume une fonction politique en permettant à l'intérêt général de s'exprimer.

Période étudiée

Nous avons choisi de commencer notre étude en 1960. C'est en effet à partir de cette décennie que l'intensification des menaces sur l'environnement – via la multiplication d'accidents industriels par exemple ou le développement de l'énergie nucléaire – aussi bien que plusieurs facteurs économiques, culturels, scientifiques et politiques, vont permettre une large sensibilisation de l'opinion publique française et allemande aux questions environnementales et une mobilisation active dans ce domaine. Avant 1960, il n'est pas

¹⁹ Cf. : Brigitte Sauzay, *Le vertige allemand*, Paris, O. Orban, 1985, p. 182-183.

²⁰ Cf. : Jürgen Habermas, *Strukturwandel der Öffentlichkeit : Untersuchungen zu einer Kategorie der bürgerlichen Gesellschaft*, Neuwied/Berlin, Luchterhand, 1962 (*L'Espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1978). Citation en français extraite de : Jürgen Habermas, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, avec une préface inédite de l'auteur (1990), Paris, Payot, 1993, p. 38.

²¹ Cf. : *Ibid.*, p. 35.

²² Cf. : *Ibid.*, p. 41.

possible de parler de « conscience écologique » dans la mesure où ce terme implique une « vision globale », c'est-à-dire une prise de conscience à grande échelle des effets cumulatifs et des circuits écologiques, ce qui était rarement le cas au cours des époques précédentes. Ainsi, c'est seulement à partir de cette date que l'écologie devient un sujet de réflexion globale et de discussion au sein de la société civile et qu'elle prend tout son sens actuel.

Des événements marquants permettent de soutenir le choix de ce découpage périodique. En effet, dès l'année 1961, la protection de l'environnement entre par la grande porte dans le débat public ouest-allemand. C'est une thématique importante du programme du SPD, via le slogan : « Ciel bleu au-dessus de la Ruhr » (*Blauer Himmel über der Ruhr*). En France, l'année 1963 constitue également une étape décisive dans le domaine environnemental, puisque c'est l'année de l'ouverture du premier parc national, le parc de la Vanoise, destiné à contrer la disparition du bouquetin dans la région.

La réunification allemande, à partir de 1990, a de lourdes conséquences sur le parti des Grünen qui développe de nouvelles préoccupations de politique extérieure, voit baisser les votes en sa faveur, et s'associe à partir de 1992 avec un parti de RDA (République démocratique allemande) fraîchement créé : *Bündnis 90*²³. En France, le mouvement écologiste éclate au début des années 1990 en trois partis politiques distincts, ce qui plonge les Verts dans une phase de recomposition qui ne s'achèvera que dans les années 2000. Nous arrêterons donc notre étude comparative en 1990 pour nous concentrer sur les années 1960-1990 où, en Allemagne de l'Ouest et en France, les phases de prise de conscience environnementale, d'élaboration de discours d'écologie politique et de lancement de partis écologistes sont comparables.

De plus, à partir des années 1990, l'écologie politique commence à acquérir ses lettres de noblesse : elle fait l'objet d'une préoccupation internationale de plus en plus intense, grâce au coup d'envoi donné par la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement, en 1992 à Rio de Janeiro (Brésil). Les préoccupations environnementales entrent alors de façon plus systématique dans les programmes de travail des différentes instances décisionnelles, comme dans ceux des partis politiques traditionnels. C'est le début d'une homogénéisation des discours politiques sur l'écologie et d'une politique

²³ *Bündnis 90* est issu d'une fusion entre un regroupement démocratique de citoyens fondé en 1985, *Initiative für Frieden und Menschenrechte*, et deux comités de citoyens en faveur de la démocratie fondés au moment de la chute du mur : *Neues Forum* et *Demokratie Jetzt*. *Bündnis 90* est créé en 1990 dans la perspective des premières élections législatives libres de RDA, le 18 mars 1990. Cette alliance participe également aux élections régionales qui ont lieu dans les *Länder* est-allemands en 1990, puis aux premières élections législatives dans l'Allemagne réunifiée (pour le Bundestag), le 2 décembre 1990.

institutionnelle à grande échelle, au niveau national, européen et mondial, de développement durable.

Etat de la recherche et choix des sources

Force est de constater que l'essor des partis verts en Europe n'a pas suscité une abondante réflexion comparative. Si les écologistes français et allemands sont observés et confrontés dans leur évolution, c'est à un niveau international, dans des ouvrages qui cherchent par exemple à apprécier selon une approche essentiellement quantitative la montée et le succès des nouveaux partis verts dans tous les pays d'Europe. Ainsi, à notre connaissance, il n'existe aucune analyse d'envergure qui se concentre spécifiquement sur l'étude des formations politiques écologistes de part et d'autre du Rhin, et qui cherche à comprendre dans le détail l'origine et la nature des écarts qui se dessinent, à partir des années 1980, entre les Verts français et les Grünen de la RFA. Nous n'avons pas connaissance non plus de travaux de recherche qui s'intéressent de manière qualitative aux différences qui caractérisent l'avènement de la sensibilité écologique en France et en Allemagne, à partir des années 1960, ainsi que ses multiples formes d'expression dans l'espace public, avant la création de partis verts nationaux. En effet, les ouvrages publiés dans le domaine de l'environnement et de l'écologie s'inscrivent en général dans des disciplines très variées et souvent peu perméables les unes aux autres et ils ne procèdent pas selon une démarche comparative. On peut ainsi distinguer:

- les ouvrages d'histoire, se rapportant à l'image de la nature à travers les siècles et à l'évolution de la gestion humaine du patrimoine naturel ;
- les ouvrages scientifiques, portant sur le fonctionnement des écosystèmes, ainsi que les analyses quantitatives sur l'état de santé de la biosphère ;
- les ouvrages juridiques consacrés à l'élaboration et l'approfondissement du droit de l'environnement, dans un pays déterminé ou à l'échelle européenne;
- les ouvrages de sociologie, s'intéressant à l'émergence de nouveaux mouvements sociaux au sein de la société, aux représentations culturelles et à l'évolution des valeurs ;
- les ouvrages de science politique, que l'on peut classer en fonction de deux orientations principales. Ceux qui analysent l'évolution des mouvements ou des partis écologistes, en Allemagne ou en France, pour les situer dans un contexte national précis. Dans ce cas, tout au plus les Verts français ont-ils fait l'objet d'un chapitre à part, dans un ouvrage consacré aux Grünen, ou inversement, mais jamais d'une comparaison exhaustive. Ceux que nous évoquions précédemment, qui observent l'évolution des mouvements et des partis écologistes dans le monde, et avant tout en Europe occidentale, et qui s'attachent à évaluer, selon une

démarche essentiellement quantitative, leur nature, leurs succès, leur influence, leur poids politique et leur progression dans les différents systèmes politiques nationaux.

Pour notre recherche, nous avons eu recours à beaucoup de ces ouvrages qu'il serait bien entendu trop fastidieux d'énumérer ici, mais auxquels nous nous reportons au fil de nos chapitres et qui sont classés dans notre bibliographie. Toutefois, insistons sur le fait que notre travail s'inscrit dans une démarche nouvelle, en confrontant la question du développement de la conscience écologique et la naissance de l'écologie politique en France et en Allemagne, afin de mettre en valeur les enjeux, les évolutions et les caractéristiques nationales se rapportant à ces questions. Pour cela, nous avons pu également nous appuyer sur des recherches spécifiquement franco-allemandes, publiées souvent dans des revues spécialisées comme *Dokumente*, *Allemagne(s) d'aujourd'hui*²⁴ ou le *Frankreich Jahrbuch* de l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg, et qui ont pu cerner des problématiques essentielles en matière d'écologie, pour une comparaison entre ces deux pays, à l'exemple des travaux de Gerhard Kiersch et Sabine von Oppeln sur les politiques nucléaires de part et d'autre du Rhin.

Pour nos sources primaires, celles-ci se répartissent essentiellement entre :

- les œuvres historiques d'auteurs tels que Goethe, Kant, Weber en Allemagne, Descartes, Diderot ou Rousseau en France, qui ont – chacun à leur manière – directement influencé le regard que nos sociétés occidentales portent sur la nature et notre environnement ;
- les ouvrages de pionniers de la pensée écologiste ou d'auteurs qui y ont indirectement contribué ;
- les documents émanant de listes électorales vertes ou comités écologistes, avant la fondation du parti des Verts et de celui des Grünen ;
- les ouvrages, les textes ou les recueils de textes de militants écologistes qui éclairent, justifient et analysent, avec plus ou moins d'objectivité, mais toujours de l'intérieur, l'évolution de leur formation politique ;
- les documents émanant du parti des Verts, de celui des Grünen ou des alliances nationales passées entre mouvements écologistes à partir de 1978 (programmes électoraux, déclarations, textes d'orientation) ;
- les documents institutionnels, publiés par un conseil régional, un ministère, un gouvernement ou une organisation internationale ;
- les documents émanant de partis traditionnels ou de représentants de ces partis ;
- les articles de presse et interviews, publiés aussi bien dans des journaux quotidiens et revues d'information bénéficiant d'une diffusion régionale ou nationale que dans des magazines

²⁴ Jusqu'à la réunification allemande, la revue portait un « s » dans son nom.

spécialisés dans les problématiques écologistes, dont la ligne éditoriale est souvent proche des associations de protection de l'environnement ou des comités de militants écologistes ;

- les sites Internet de différentes organisations, associations, institutions, en rapport avec les thématiques qui nous intéressent ici.

En dépit des atouts que présente la méthode de l'histoire orale, nous ne recourons pas dans ce travail à des interviews de militants et anciens leaders des mouvements écologistes des années 1970-1980 et cela pour deux raisons principales. La première est liée au caractère comparatiste de cette étude. Or, la plupart des leaders écologistes allemands des années 1970 qui ont lancé le parti des Grünen en 1980 sont à ce jour décédés, à l'exemple de Herbert Gruhl (1921-1993), Baldur Springmann (1912-2003), Petra Kelly (1947-1992), August Haußleiter (1905-1989), Rudi Dutschke (1940-1979) ou encore Rudolf Bahro (1935-1997). Ainsi, par souci d'équilibre, nous renonçons aux interviews des leaders français encore en vie. De plus, une prudence méthodologique nous incite également à nous distancer de la pratique de l'histoire orale et à nous concentrer sur les sources d'époque. Nous voulons en effet éviter le piège des discours rétroactifs et trop affirmatifs, diplomatiques ou auto-correcteurs qui rendent mal compte de la situation passée, notamment auprès des anciens leaders des courants écologistes issus de la gauche alternative et libertaire²⁵.

Problématique et progression choisie pour notre étude

Notre problématique se divise en trois orientations principales que nous traiterons dans trois parties distinctes qui constituent la structure de cette recherche :

- Pourquoi, à partir des années 1960-1970, la protection des espaces naturels et de l'environnement humain devient-elle un sujet d'actualité, autrement dit de préoccupation et de débat, au sein de l'opinion publique française et allemande ? Pourquoi ne peut-on pas parler d'écologie avant cette date ? Quels sont les similitudes et les points de différence quant à la situation à laquelle est confrontée la société en RFA et en France ? Est-ce qu'une véritable prise de conscience environnementale ne s'est faite qu'en Allemagne, terre d'élection des romantiques ? (Partie I)
- Qui sont les militants écologistes qui, dans les années 1970, se mobilisent autour de scandales écologiques et développent, pour certains, un discours politique autour des thèses

²⁵ Le sociologue Stein Rokkan, grand spécialiste des études comparées sur les évolutions politiques au sein de l'Europe, ne recommande pas non plus à tout prix le recours aux interviews qui ne sont pas sans apporter confusions et controverses au sujet étudié. Voir par exemple à ce sujet : Stein Rokkan, « Cross-Cultural, Cross-Societal and Cross-National Research » in : *Historical Social Research/Historische Sozialforschung*, Zentrum für Historische Sozialforschung, Vol. 18, 1993, n° 2, p. 6-54, ici p. 26 (texte initialement publié in : *Main Trends of Research in the Human and the Social Sciences*, Paris, UNESCO/Mouton, 1970, p. 645-689).

écologiques, n'hésitant pas, dans certains cas, à participer à des scrutins électoraux? S'agit-il d'un phénomène dont on ne peut tenir compte qu'en RFA où, dans la plupart des *Länder*, des comités de citoyens se développent dans la durée ainsi que des « listes vertes » d'audience régionale qui s'intègrent rapidement au paysage politique local? Les militants écologistes français sont-ils si peu nombreux que cela et leur influence politique est-elle négligeable? Est-ce qu'au fond, les mouvements écologistes ont moins de raison en France de se développer dans l'espace public? (Partie II)

- Alors que les écologistes français sont les premiers à participer à un grand scrutin national – les élections présidentielles de 1974 – comment les écologistes allemands parviennent-ils, bien avant leurs homologues français, à fonder un parti vert national qui, en l'espace de quelques années, s'intègre pleinement dans le paysage politique de RFA? L'écologie est-elle en France, au « paradis des centrales nucléaires », une dimension du champ politique superflue et donc une notion qui reste étrangère à la classe politique comme à l'électorat? (Partie III)

Les spécificités de la perception de la nature dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle, de la naissance de la conscience écologique dans l'espace public et du développement de l'écologie politique en France et en RFA seront placées dans une perspective sur le long terme et analysées au regard des thèses suivantes :

- Depuis le XVIII^{ème} siècle, il existe *dans les deux pays* une certaine sensibilité pour la nature qui, après 1945, avec l'avènement d'un nouveau contexte industriel, économique et scientifique, ainsi que social, philosophique et culturel, devient populaire au sein de l'opinion publique.

- Des particularités nationales existent aussi bien dans la perception sociale de la nature que dans l'avènement d'une conscience environnementale et au sein des mouvements et des partis écologistes.

- La France et l'Allemagne présentent des similitudes dans l'évolution générale de nos deux champs d'étude (la perception de l'environnement et l'écologie), similitudes liées notamment au processus d'industrialisation. Une analyse plus précise dévoile toutefois des caractéristiques historiques, économiques, sociales, politiques et institutionnelles ainsi que culturelles et mentales propres qui permettent de souligner des divergences importantes dans ces domaines et d'expliquer les clichés se rapportant à une Allemagne consciencieuse et à une France négligente sur le plan environnemental.

En conséquence, notre démarche suivra deux objectifs. Nous nous attacherons, à la suite de Hartmut Kaelble, à mettre l'accent sur les similitudes structurelles qui existent entre la France et l'Allemagne en rapport avec la question écologique, dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle. Dans ses ouvrages, cet historien des sociétés souligne en effet combien, depuis 1945, les différences franco-allemandes se sont de plus en plus estompées, aussi bien au niveau du système politique et de l'organisation économique du pays, que par rapport aux évolutions démographiques, culturelles et sociales qui traversent la société. Il démontre ainsi que sur bien des sujets, les défis auxquels se trouvent confrontés les deux pays sont devenus de même nature, voire identiques, signe d'un rapprochement franco-allemand significatif au sein de l'Europe de l'Ouest qui mérite d'être souligné. Suivant ce *paradigme de la similarité*, il accorde donc plus d'importance aux ressemblances franco-allemandes qui existent entre les structures politiques, économiques et sociales et relativise les différences socio-culturelles²⁶. Nous verrons à notre tour dans quelle mesure il est possible de parler de similitudes entre les sociétés française et allemande en matière de prise de conscience environnementale et de développement de l'écologie politique.

D'autre part, au regard de l'écart très net entre l'implantation de l'écologie en France et en Allemagne à la fin de la période étudiée, c'est-à-dire à la toute fin des années 1980, nous chercherons à cerner et à expliquer les divergences au niveau du développement de la société française et allemande dans ce domaine, notamment en portant davantage que H. Kaelble notre attention sur les différences culturelles et mentales qui persistent de part et d'autre du Rhin. A juste titre, H. Kaelble admet d'ailleurs que si les sociétés française et allemande n'ont jamais été aussi proches et aussi liées à la fin des années 1980, il y a bien « un nouveau point de différence spectaculaire » entre la France et la RFA : les mouvements écologistes et pacifistes qui se développent à partir de la fin des années 1970 et qui sont « inhabituellement forts » à l'échelle européenne en Allemagne et « inhabituellement faibles » dans l'Hexagone²⁷. Nous nous baserons alors sur le *paradigme de l'altérité* qui part du principe qu'en dépit d'un nivellement des structures économiques et sociales, des différences qualitatives demeurent entre les sociétés d'Europe de l'Ouest, en particulier dans le domaine

²⁶ Cf. : Voir en particulier les ouvrages de Hartmut Kaelble suivants : *Auf dem Weg zu einer europäischen Gesellschaft. Eine Sozialgeschichte Westeuropas 1880-1980* (C.H. Beck Verlag, München, 1987) dans lequel il met l'accent sur les points communs qui caractérisent l'évolution historique des sociétés d'Europe de l'Ouest au XX^{ème} siècle et *Nachbarn am Rhein : Entfremdung und Annäherung der französischen und der deutschen Gesellschaft seit 1980* (München, C.H. Beck Verlag, 1991) dans lequel il analyse plus précisément le rapprochement des sociétés française et allemande après 1945 dans le prisme des évolutions convergentes et divergentes à l'échelle de la société en Europe de l'Ouest.

²⁷ Cf. : Hartmut Kaelble, *Nachbarn am Rhein : Entfremdung und Annäherung der französischen und der deutschen Gesellschaft seit 1980*, op. cit., p. 231.

culturel²⁸. Dans ce contexte, le « domaine culturel » n'est pas compris seulement comme l'ensemble des aspects intellectuels ou artistiques et des formes de communication et de comportement propres à une société, il englobe également les systèmes juridiques ou politiques, les structures administratives et sociales, les styles et les habitudes au sein de la sphère politique, etc. qui donnent à une société sa spécificité nationale. Ce concept élargi du « domaine culturel » inclut ainsi la réalité politique, juridique et sociale de chaque société dans la mesure où celle-ci est marquée culturellement²⁹.

Méthode

Pour aborder cette question de la similarité et de l'altérité, nous adopterons ainsi une méthode comparative, dans la tradition des études de civilisation franco-allemandes. Notre recherche sera ainsi « transnationale », au sens défini par Stein Rokkan de « recherche entreprise à des fins comparatives sur les mêmes catégories de données collectées parmi différentes populations nationales ou des segments équivalents de différentes populations nationales »³⁰. Conformément à ses recommandations, nous avons pris la précaution méthodologique de choisir un nombre limité de cas, à savoir deux pays, de concentrer notre étude sur une période assez courte, trente années comprises entre 1960 et 1990, et sur une région du monde relativement homogène historiquement et culturellement, l'Europe occidentale industrialisée³¹. La France et la République fédérale d'Allemagne sont en effet en Europe les deux pays les plus intéressants pour une analyse comparative dans le domaine de la perception de la nature et de l'écologie dans la mesure où, après la Seconde Guerre mondiale, ils sont tous deux confrontés à une intensification des pollutions et des nuisances ainsi qu'à de vives réactions de protestation au sein de leur opinion publique. D'autre part, ils disposent d'outils institutionnels, économiques et technologiques comparables pour tenter de faire face aux défis que pose la civilisation occidentale dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle. Précisons que pour évoquer la République fédérale d'Allemagne, nous utiliserons

²⁸ Pour une présentation claire et concise du *paradigme de la similarité* et du *paradigme de l'altérité*, voir en particulier : Roland Höhne, Ingo Kolboom, « 'Die gestiegene Nachfrage nach Fernkompetenz' : Entwicklung und Methoden der romanistischen Landes- und Kulturwissenschaften am Beispiel der Französisistik » in : Ingo Kolboom, Thomas Kotschi, Edward Reichel (éd.), *Handbuch Französisch. Sprache, Literatur, Kultur, Gesellschaft. Für Studium, Lehre, Praxis*, 2., neu bearbeitete und erweiterte Auflage, Erich Schmidt Verlag, Berlin, 2008, p. 387-404, ici p. 394-395.

²⁹ Cf. : *Ibid.*, p. 394.

³⁰ Cf. : « An early definition of 'cross-national research' runs : 'research undertaken for comparative purposes on the same categories of data across several different national populations or equivalent sections of different national populations' » in : Stein Rokkan, « Cross-Cultural, Cross-Societal and Cross-National Research », *art. cit.*, p. 18. Précisons que Rokkan propose aussi comme traduction du terme « *cross-national* », le terme « *inter-national* » qui porte plus à confusion. Nous nous référons également à son analyse qui emploie le terme de « *cross-national* » pour comparer des sociétés qui ont atteint un degré de développement politique, économique et social élevé, tandis que le terme « *cross-cultural* » s'applique davantage à l'analyse par les anthropologues des sociétés primitives.

³¹ Cf. : *Ibid.*, p. 36, 41 et 51.

également sans distinction de sens les termes « Allemagne », « Allemagne de l'Ouest » ainsi que l'abréviation « RFA ».

Nous chercherons à l'occasion de cette étude comparative à éviter deux écueils : celui de surestimer les similitudes bilatérales en négligeant de les replacer dans le cadre plus large de l'évolution des sociétés industrialisées et de la même culture occidentale européenne ; celui de surestimer les différences dans la mesure où notre étude ne prend pas en compte d'autres sociétés encore plus différentes, erreur que Bernard Shaw (1856-1950) a pu qualifier de « narcissisme de la différence »³². Dans le cas de particularités nationales qui ne seraient que des variantes du même modèle sociétal et de la même culture, nous nous attacherons donc à mettre en avant les *similarités* et les *différences dans la similarité*. Si les particularités nationales sont des manifestations de différences qualitatives fondamentales qui se sont affirmées entre deux Etats, et cela en dépit d'un nivellement des structures socio-économiques et des modèles culturels, notre objectif sera alors de mettre en avant *l'altérité* de chaque société et de chaque culture³³. Dans les deux cas, ces distinctions seront appréhendées comme le résultat d'une histoire nationale. En ce sens, l'approche comparative nécessite une analyse du contexte historique qui fait partie intégrante des objectifs de recherche³⁴. Les événements et les faits évoqués lors notre recherche ne nous intéresseront pas en tant que tels, mais serviront à mettre en lumière l'évolution des mentalités dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle et à souligner l'apparition de nouvelles habitudes culturelles et de nouveaux courants politiques se basant sur des thèses écologiques.

Au regard des exigences propres à l'étude comparée et de la multi-dimensionalité de la conscience écologique qui se développe en France et en Allemagne entre 1960 et 1990, nous adopterons ainsi une démarche proprement civilisationniste, en menant une recherche interdisciplinaire qui s'appuie sur les méthodes et les acquis de ses disciplines de référence, les sciences sociales et l'histoire. Dans ce contexte, notre travail sera inspiré à sa base théorique par la « nouvelle histoire » qui s'est développée autour de l'Ecole des Annales et qui cherche à relier l'histoire événementielle à l'histoire des sociétés et des mentalités, pour établir une histoire « totale » ne visant pas uniquement à reconstituer le passé mais à analyser comment il a été vécu et interprété par ses acteurs. En ce sens, nous avancerons à l'aide :

³² Voir à ce sujet : Hartmut Kaelble, *Nachbarn am Rhein : Entfremdung und Annäherung der französischen und der deutschen Gesellschaft seit 1980*, op. cit., p. 14.

³³ Cf. : Roland Höhne, Ingo Kolboom, « 'Die gestiegene Nachfrage nach Fernkompetenz' : Entwicklung und Methoden der romanistischen Landes- und Kulturwissenschaften am Beispiel der Französisistik », art. cit., p. 394-395.

³⁴ Pour toute comparaison entre les sociétés, et encore plus si celles-ci sont très éloignées géographiquement ou culturellement, Max Weber (1864-1920) insiste également sur l'importance de la prise en compte du contexte historique. Voir notamment à ce sujet ses remarques introductives in : *Economie et Société* (Paris, Pocket, 1995 ; titre original : *Wirtschaft und Gesellschaft*, œuvre publiée après sa mort, en 1922).

- de macroanalyses, qui prendront en compte les bouleversements technologiques, économiques et sociaux ainsi que l'évolution du paysage politique à l'échelle nationale,
- de microanalyses qui s'intéresseront plus précisément aux motivations des écologistes et à la spécificité des mouvements verts dans chaque pays, ainsi qu'aux éléments socio-culturels qui facilitent cette forme de mobilisation citoyenne.

Notre projet se place ainsi dans la tradition de l'histoire des idées, tout en inscrivant le développement de la pensée écologique dans le temps long, autrement dit dans un contexte historique, géographique, économique et technique, mais aussi idéologique, culturel et mental particulier. Nous aurons aussi l'occasion, surtout à la fin de cette recherche, de nous intéresser à l'aspect interculturel de certaines confrontations franco-allemandes dans le domaine de l'écologie où les perceptions de réalités étrangères joueront un rôle important. Soulignons enfin que la structuration de notre propos nous obligera souvent à nous départir de la chronologie et à faire de nombreux allers et retours dans le temps.

Concrètement, nous procéderons de la façon suivante :

- *L'analyse historique* aura pour objectif d'étudier les éléments constitutifs d'une prise de conscience environnementale, au sein des opinions publiques française et allemande, dans les années 1960-1970. Nous verrons tout d'abord en quoi celle-ci constitue une valorisation et un approfondissement d'une idée plus ancienne, celle du respect de la biosphère, tout en étant une nouveauté absolue par rapport à une certaine affinité vis-à-vis de la nature qui a pu caractériser les siècles précédents, en Allemagne surtout. Nous analyserons ensuite le contexte économique et scientifique ainsi que culturel et social dans lequel les réflexions écologistes vont voir le jour dans les années 1960-1970. Par là, nous chercherons à savoir quelles réalités permettent le développement d'une sensibilité écologique au sein de la population et quels sont les points de différences entre la France et l'Allemagne. (Partie I)
- *L'analyse sociologique* se concentrera sur la nature des premiers élans de protestation en faveur de la protection de l'environnement et des premiers courants écologistes et listes vertes locales qui font leur apparition de part et d'autre du Rhin dans les années 1970. Elle s'intéressera à leurs revendications, à leurs formes de mobilisation et à leur positionnement sur l'échiquier politique. Elle permettra de mettre l'accent sur la diversité d'orientation que dissimulent les termes génériques de « mouvements écologistes » ou de « listes vertes ». L'objectif sera de montrer que déjà à ce niveau, l'écologie française est structurellement et idéologiquement différente de l'écologie allemande et que celle-ci touche une part plus importante de l'opinion publique outre-Rhin. (Partie II)

- *L'analyse politique* sera fondamentale pour mesurer en détail l'incidence de la thématique écologique sur la scène politique nationale. Dans ce cadre, nous comparerons la position et la stratégie des écologistes français et allemands face aux partis de gouvernement et nous étudierons le processus de fondation de partis écologistes nationaux dans les années 1980. A cette occasion, nous nous poserons la question de savoir si la fondation des Grünen et des Verts est un projet compatible avec les enjeux propres à l'écologie politique. Nous chercherons aussi quels éléments permettent d'expliquer les différences qui existent dans le processus de création des Grünen en RFA et des Verts en France, dans l'orientation et l'évolution de leurs programmes, tout comme dans leurs succès électoraux, leur intégration dans le paysage politique national et leur poids politique à la fin des années 1980. (Partie III)

- *L'analyse des cultures et des mentalités* nous servira tout au long de ce travail pour approfondir l'étude qualitative des points de divergence qui caractérisent le développement de la société française et allemande en matière d'écologie. Dans ce contexte, nous pourrons mettre l'accent sur la dimension mémorielle et sur les traumatismes qui peuvent être à l'origine de certains comportements.

PREMIERE PARTIE

DU RESPECT DE LA NATURE A LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

CHAPITRE 1 :

RESPECTER LA NATURE – VALORISATION ET APPROFONDISSEMENT D'UNE IDÉE ANCIENNE

L'écologie produit des analyses sur l'environnement qui interrogent le rapport entre l'homme et la nature. Comme tous discours, celles-ci sont influencées par leur époque et leur milieu. En ce sens, elles véhiculent une image de la nature qui est liée à la perception de leur(s) auteur(s). Cette perception est déterminée par les connaissances cognitives, les représentations mentales, les préoccupations culturelles, philosophiques, religieuses et morales, comme par les conceptions esthétiques et affectives et les structures politiques et économiques de la société à un moment précis de l'histoire. Aussi, au cours des siècles, l'image de la nature a-t-elle beaucoup évolué en Occident. Ces caractéristiques font dire à Robert Lenoble, historien des sciences et philosophe, auteur d'un ouvrage de référence sur « l'idée de nature », qu'il n'y a qu'une nature pensée¹. La diversité des points de vue à l'égard de celle-ci, à une époque donnée, atteste également de cette particularité.

Sous l'angle de l'écologie, deux grandes époques sont habituellement retenues pour définir la relation entre la civilisation occidentale et la nature. Une première phase où l'homme aurait vécu *dans* la nature ou *avec* la nature, en subsistant grâce à la chasse et la cueillette, puis une seconde étape où l'homme se serait érigé *hors* de la nature, ou *contre* la nature, celui-ci étant désormais capable de s'affranchir de ses contraintes en modifiant son environnement². Le discours écologiste prône en conséquence une nouvelle ère rétablissant les liens entre l'homme et la nature, sur la base de nouvelles solidarités permettant d'assurer la conservation de l'environnement et la survie de l'humanité.

Dans la première partie de ce travail, nous allons nous pencher plus avant sur le contexte historique qui permet le mûrissement d'idées appelant à concevoir ce nouveau rapport entre l'humanité et la biosphère au sein de la civilisation occidentale. Comme nous l'avons souligné en introduction, l'écologie est une idéologie moderne qui préconise des mesures de protection de l'espace face à la perception de menaces étroitement liées aux activités humaines et pesant sur la nature comme sur l'ensemble du vivant. Nous nous intéresserons ainsi aux faits et aux événements qui lancent ce mouvement à partir des années 1960, pour tenter de comprendre pourquoi à ce moment de l'histoire, un tel tournant a pu être pris dans les rapports homme-nature, et si des deux côtés du Rhin l'évolution a été similaire. Cependant, l'écologie est intimement liée à la notion de respect de la nature : les discours

¹ Cf. : Robert Lenoble, *Esquisse d'une histoire de l'idée de Nature*, Paris, Albin Michel, 1968, p. 29.

² A ce sujet, voir par exemple : Willy Matthey, Willy Geiger « La nature, un concept à géométrie variable » in : Marc-Olivier Gonseth, Jacques Hainard, Roland Kaehr (éd.), *Natures en tête, op. cit.*, p. 13-26.

écologistes y ont en effet souvent recours pour expliciter la nouvelle place qu'ils veulent attribuer à l'homme dans le monde. Cette idée de respect de la nature par l'homme n'a pas attendu la seconde moitié du XX^{ème} siècle pour voir le jour et au cours des siècles précédents, elle a eu l'occasion de s'exprimer sous diverses formes, en particulier dans les arts et les lettres, mais aussi au sein de mouvements populaires. Dans un objectif de mise en perspective de la thématique écologiste, il nous a donc semblé important – même si cela n'est ici possible que de façon forcément trop succincte – de présenter dans un premier chapitre les caractéristiques principales des premières manifestations historiques refusant l'idée d'une opposition et même d'une confrontation entre nature et culture. De plus, dans la mesure où des rapprochements ont pu être faits entre certains de ces faits anciens et les mouvements écologistes, il nous apparaît essentiel de les évoquer d'abord en dehors de toute récupération idéologique afin de les replacer dans leur contexte et de cerner leur originalité. A travers ce survol historique, il est aussi question de savoir si des deux côtés du Rhin, on a pu assister à des évolutions similaires qui aideront à préparer le terrain de l'écologie. Nous verrons que dans ce domaine, l'Allemagne bénéficie non pas d'une avance particulière en matière de mise en œuvre de politiques de protection de l'environnement, mais du développement précoce d'un terreau affectif latent sur lequel l'écologie politique pourra d'autant plus facilement s'épanouir. Afin d'illustrer cette thèse, nous évoquerons dans un premier temps la valorisation du progrès technique dans l'Europe du XVII^{ème} siècle et les premiers affrontements autour de l'idée de nature au XVIII^{ème} siècle. Nous analyserons ensuite les différentes dimensions de la redécouverte de la nature par la société civile après 1750 pour mettre l'accent sur les caractéristiques allemandes de ce changement de paradigme. Enfin, nous aborderons la question de la conservation de l'environnement avant la seconde moitié du XX^{ème} siècle pour démarquer clairement celle-ci de l'écologie.

I Hymne au progrès et affrontements autour de l'idée de nature au XVIII^{ème} siècle

Les religions et les mythes européens les plus anciens font de l'être humain le fils de la terre qui l'a vu naître et la nature y est vénérée comme une Mère ; l'univers y est perçu comme un grand tout, vivant, auquel l'homme se trouve associé par son être même. Dans l'Europe chrétienne, Hegel (1770-1831) interprète toutefois le Déluge comme l'événement qui rendit à jamais impossible l'entente entre l'homme et la nature, l'événement à partir duquel l'être humain n'est plus *dans* la nature ou *avec* elle, comme un arbre ou un animal,

mais *face* à elle³. Max Weber dira que le christianisme a « désenchanté » (*entzaubert*) la nature en la réduisant à un élément créé par Dieu, qui n'existe pas en lui-même, et dont l'homme s'est affranchi en concevant sa destinée indépendamment de l'histoire du monde⁴. D'habitant de la nature, l'homme devient ainsi celui qui, par la civilisation et la culture, se construit contre elle, celui qui transforme le paysage, cultive la terre et domestique les animaux. Sous les effets conjugués de la connaissance scientifique, des inventions techniques puis de l'exploitation industrielle et agricole, la distance qui sépare l'homme de la nature s'est agrandie⁵. Au plus tard avec la révolution industrielle du XIX^{ème} siècle, l'homme occidental se conçoit comme le propriétaire de la nature dont il use comme d'un bien inépuisable, dont il fait son domaine. Dès le XVII^{ème} siècle toutefois, sur fond d'hymne au progrès, le rapport de force entre la nature et l'homme s'est inversé au profit de ce dernier.

1-1 Les certitudes des positivistes

Instituées par Kepler (1571-1630), Galilée (1564-1642) et Newton (1642-1727), les sciences expérimentales, qui placent la connaissance physico-mathématique au cœur de leur démarche, se développent au XVII^{ème} siècle. L'avènement de la science mécaniste marque selon Robert Lenoble « le début de la conquête effective de la nature »⁶. Il situe le coup d'envoi de cette révolution en 1632, date de la publication du *Dialogue sur les deux grands systèmes du monde* par Galilée qui veut découvrir le « vrai système du monde » et qui octroie à l'ingénieur la dignité du savant⁷. Le questionnement et l'utilisation de la nature, et non plus son observation, deviennent ainsi la fin de la connaissance. En remplaçant les mythes par des lois physiques et en la vidant de toute finalité, les sciences contribuent ainsi à une désacralisation de la nature. En conséquence, les hymnes à la nature, tels qu'on en trouvait souvent chez les savants antérieurs – de Platon à Dante et aux naturalistes de la Renaissance –

³ Cf. : Georg Wilhelm Friedrich Hegel, *L'esprit du christianisme et son destin*, Paris, Vrin, 1988 (titre original : *Der Geist des Christentums und sein Schicksal*, 1799).

⁴ Cf. : Max Weber, *Sociologie des religions*, Paris, Gallimard, 1996 (titre original: *Gesammelte Aufsätze zur Religionssoziologie*, 1920).

⁵ Sur la conception des rapports entre culture et nature dans la société occidentale, nous renvoyons en particulier aux travaux de Claude Lévi-Strauss et plus récemment, aux œuvres de Philippe Descola. Voir notamment : Claude Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale – 2*, Paris, Plon, 1973 et Philippe Descola, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005.

⁶ Cf. : Sur la révolution mécaniste du XVII^{ème} siècle, voir : Robert Lenoble, *Esquisse d'une histoire de l'idée de Nature*, *op. cit.*, p. 309-339, ici p. 327.

⁷ Cf. : Galileo Galilei (Galilée), *Dialogue sur les deux grands systèmes du monde*, Paris, Seuil, 2000 (titre original : *Dialogo sopra i due massimi sistemi del mondo ptolemaico e copernicano*, 1632).

disparaissent à cette époque. La nature devient pour l'Europe savante du XVII^{ème} siècle⁸ une machine utile et amusante à comprendre, dont il faut découvrir les ressorts grâce à la science, pour fabriquer des modèles mécaniques qui produiraient les mêmes résultats. Ce que les Allemands appellent la « mécanisation de l'image du monde » (*Mechanisierung des Weltbildes*)⁹ caractérise ce siècle.

En allant dans ce sens, la science ne s'oppose pas à la religion : la nature, machine entre les mains de Dieu selon le christianisme, devient une machine dont l'homme réussit également à manier les leviers. On pense que Dieu a donné aux hommes la mission de travailler à son image. Selon la *Genèse* en effet, Dieu bénit le premier couple et lui dit : « Soyez féconds, multipliez, emplissez la terre et soumettez-la ; dominez sur les poissons de la mer, les oiseaux du ciel et tous les animaux qui rampent sur terre »¹⁰. Francis Bacon (1561-1626) exprime pour la première fois l'idée que seule l'expérience est susceptible de révéler la réalité du monde et que « le savoir est pouvoir » : grâce à ses connaissances et son action, l'homme devient ainsi « interprète et ministre de la nature »¹¹. Tout en louant le génie du Créateur, Descartes (1596-1650) affirme également que la maîtrise des sciences (les mathématiques et la physique avant tout) permet à l'homme de se rendre « comme le maître et possesseur de la nature »¹². La nature n'est pas perçue comme « quelque Déesse, ou quelque autre chose de puissance imaginaire », mais comme simple « Matière » et c'est « sous cette condition que Dieu continue de la conserver de la même façon qu'il l'a créée »¹³. Selon une conception dualiste, la raison humaine, attribut de l'âme, est qualifiée de « substance pensante », celle-ci ne pouvant être sur le même plan que la matière¹⁴. La dévaluation de l'idée de nature permet ainsi l'exaltation de l'homme qui, grâce à sa foi, reste tourné vers Dieu ; l'heure est à l'optimisme et au progrès.

Au XVIII^{ème} siècle, Kant (1724-1804), dans *Fondements de la métaphysique des mœurs* place les objets naturels au rang d'instruments, de « choses », possédant « une valeur relative, celle de moyens »¹⁵. C'est cette vision scientifique de la nature qui s'impose

⁸ Rappelons qu'à cette époque, les intellectuels européens pensent ensemble car le nationalisme n'a pas encore rompu l'unité du savoir ni de la langue – le français.

⁹ Voir : Anneliese Maier, *Die Mechanisierung des Weltbildes im 17. Jahrhundert*, Leipzig, Meiner Verlag, 1938 et surtout : Eduard Jan Dijksterhuis, *Die Mechanisierung des Weltbildes*, Berlin/Göttingen/Heidelberg, Springer Verlag, 1956 (titre original : *De mechanisering van het wereldbeeld*, 1950).

¹⁰ Cf. : *Genèse* I, 28. Cela est confirmé un peu plus avant dans la *Genèse* lorsque Dieu s'adresse à Noé après le Déluge : « Vous inspirerez désormais la plus grande crainte à toutes les bêtes de la terre, aux oiseaux, aux petits animaux et aux poissons. Vous pourrez disposer d'eux. » (*Genèse* IX, 1-7)

¹¹ Cf. : Francis Bacon, *Novum Organum. Aphorismes sur l'interprétation de la nature et le règne de l'homme*, Livre I, Chapitre premier, Aphorisme I, Paris, P.U.F., 1986, p. 101 (titre original : *Novum Organum*, 1620).

¹² Cf. : René Descartes, *Le Discours de la méthode* (1637), sixième partie, Paris, GF Flammarion, 2000, p. 99.

¹³ Cf. : René Descartes, *Traité du monde* (1664), Chap. VII, Paris, Garnier, 1963, p. 349.

¹⁴ Cf. : René Descartes, *Le Discours de la méthode*, cinquième partie, *op. cit.*, p. 77-95.

¹⁵ Cf. : « Les êtres dont l'existence dépend, à vrai dire, non pas de notre volonté mais de la nature n'ont cependant, quand ce sont des êtres dépourvus de raison, qu'une valeur relative, celle de moyens, et voilà

finalement, de Galilée à Newton. La vision moderne de la nature reste par la suite celle que Kant présente dans les *Fondements* : la nature est un ensemble de ressources, sans valeur intrinsèque, à la disposition de l'homme et subordonnée à son instrumentalisation.

Ainsi, dans l'*Encyclopédie* éditée de 1751 à 1772 sous la direction de Diderot (1713-1784) et d'Alembert (1717-1783), la nature n'a ni âme, ni personnalité. Elle est définie comme « le système du monde, la machine de l'univers, ou l'assemblage de toutes les choses créées »¹⁶. C'est un ensemble de phénomènes liés par des lois mécaniques et elle ne se rattache plus à Dieu que grâce à l'acte créateur originel dont le souvenir se perd dans la nuit des temps : « Quand on parle de l'action de la *nature*, on n'entend plus autre chose que l'action des corps les uns sur les autres, conforme aux lois du mouvement établies par le Créateur. »¹⁷. A partir du XVII^{ème} siècle, le jardin à la française, créé pour Louis XIV (1638-1715), exprime le triomphe de l'homme sur la substance matérielle, de la culture sur la nature sauvage. De même, au XVIII^{ème} siècle, la forêt devient le symbole cartésien de la maîtrise et de la possession de la nature et fait alors l'objet d'une exploitation intensive : lieu de l'algèbre et de la géométrie appliqués à la nouvelle science des forêts, les longues allées rectilignes conduisent vers la lumière, entretenant la métaphore du progrès¹⁸.

Ce rationalisme sera poussé à son extrême par des penseurs comme Locke (1632-1704), Condillac (1714-1780), Hume (1711-1776), Laplace (1749-1827) ou Paul Henri Dietrich, baron d'Holbach (1723-1789), qui traversent une époque profondément anticléricale et anti-religieuse¹⁹. Ces derniers refusent le dualisme de Descartes au profit du monisme²⁰ et remettent en cause toute transcendance divine. Ils rétrogradent ainsi l'homme du rang de « substance pensante » que Descartes lui avait accordé et ne voient plus dans l'âme et la raison qu'une mécanique des sensations de l'ordre de l'organique. Après l'animal-machine de Descartes, c'est l'homme-machine de La Mettrie (1709-1751), manifeste du radicalisme athée²¹. De cette manière, les preuves cartésiennes de l'existence de Dieu s'écroulent aussi et c'est toute l'ascension de l'homme vers une autre fin que celle de la nature qui est remise en

pourquoi on les nomme des choses. » In : Emmanuel Kant, *Fondements de la métaphysique des mœurs*, II^{ème} section, Œuvres philosophiques, Tome II, Paris, Pléiade, 1985, p. 294. (Titre original : *Grundlegung zur Metaphysik der Sitten*, 1785)

¹⁶ Le chevalier de Jaucourt, « Nature », *Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, 1751-1772.

¹⁷ Cf. : *Ibid.*

¹⁸ Voir à ce sujet : Robert P. Harrison, *Forêts, essai sur l'imaginaire occidental*, Paris, Flammarion, 1992 (Titre original : *Forests : the shadow of civilization*, 1992).

¹⁹ Voir en particulier : Paul Henri Dietrich, baron d'Holbach, *Système de la nature, ou Des lois du monde physique et du monde moral* (1770), Paris, Coda, 2008.

²⁰ Monisme : « Système selon lequel le monde n'est constitué que d'une seule substance, pour lequel l'objet auquel s'applique la pensée n'est qu'un, par opp. à *dualisme*, à *pluralisme* ». In : *Dictionnaire Larousse*, Paris, Larousse, 1992.

²¹ Cf. : Julien Offray de La Mettrie, *L'homme-machine* (1748), Paris, Mille et une nuits, 2000.

question. La métaphysique mécaniste poussée à son comble remet ainsi l'individu dans sa dépendance de la nature. Le ciel se vide et l'homme devient un cas particulier de la mécanique cosmique²². Si, selon cette conception, l'homme perd son statut privilégié au sein de la nature, cela conduit toutefois à une prise de conscience de la spécificité humaine : en tant qu'être culturel et créateur de valeurs, ce dernier a en effet pu s'imposer grâce à la civilisation. Par son entendement, l'homme est donc autonome et peut même exercer son influence sur la nature et l'utiliser à son profit – cela constitue la revanche de l'homme sur la nature selon La Mettrie²³.

Entre le XVII^{ème} et le XVIII^{ème} siècle, on passe ainsi d'une nature divine à une nature créée mais qui chante la gloire de Dieu puis à une nature-machine qui perd bientôt toutes ses références divines. L'homme se conçoit comme le propriétaire de la nature, qu'il n'hésite pas à exploiter, se considérant dans un premier temps comme l'intendant de Dieu dans l'administration du monde, mais doutant au XVIII^{ème} siècle de sa foi et s'érigant par la suite au rang de « maître du monde ». Devant les bouleversements religieux, philosophiques et culturels que cela entraîne, un grand mouvement de réaction vis-à-vis de cette vision mécanisée et chosifiée du monde voit le jour et conduit, à partir du milieu du XVIII^{ème} siècle, à de nouvelles confrontations autour de la conception de la nature, de la place de Dieu et de l'homme vis-à-vis de celle-ci. Dans le cadre de cette introduction à la pensée écologique, nous présenterons ici brièvement, et donc forcément de façon schématique, la diversité et la nature de ces cris d'alarme face aux certitudes des positivistes. Même si l'écologie s'est développée sur des bases conceptuelles nouvelles, ces éléments sont importants pour la suite de notre travail dans la mesure où ils contribuent à faire évoluer l'image de la nature au sein de la société, à l'associer à de nouvelles valeurs et à développer un certain respect envers elle.

²² Cette vision du monde porte également en elle des réflexions sur la société caractéristiques de l'époque des Lumières car prétendre que tous les phénomènes sont équivalents dans la nature – dont l'homme fait partie – revient à remettre en cause l'organisation hiérarchique de la société et les privilèges accordés à l'aristocratie de l'Ancien régime. Toutefois, nous ne développerons pas ici cette réflexion qui dépasse notre propos.

²³ Cf. : Julien Offray de La Mettrie, *L'homme-machine*, *op. cit.* Ajoutons, sans développer ici cette idée, que cette conception laisse entrevoir combien la réforme de la société et l'éducation jouent un rôle déterminant dans la transformation de l'homme. A la veille de la Révolution française, les réflexions sur la nature et la place de l'homme dans le monde ne sont pas sans conséquences pour l'avenir de la société.

1-2 Oppositions à une vision mécanisée et chosifiée de la nature

1-2-1 Au sein des Lumières

Au sein du mouvement des Lumières, Diderot (1713-1784) et Rousseau (1712-1778) sont les représentants principaux de ce courant qui tente de remettre en cause la chosification de la nature qui subordonne celle-ci à l'instrumentalisation humaine.

Selon Diderot, il n'y a qu'une substance dans l'univers : la matière. La nature n'est donc que matière et se compose de trois règnes qui s'interpénètrent : les règnes minéral, végétal et animal dans lequel s'intègre l'homme. Refusant le dualisme, il pense que toute matière est pourvue d'une sensibilité, ce qui lui permet de penser son unité et d'unifier tous les êtres vivants sans que l'homme n'apparaisse comme un cas à part dans la nature. Athée, Diderot développe alors l'image d'une nature bonne par elle-même, assez forte pour libérer l'homme de toute foi et de toute transcendance. En se référant à la nature moralisatrice, il retrouve le thème de la nature divine et de la Mère nature qui prévaut au XVI^{ème} siècle. Sans compétence dans le domaine des mathématiques, il remet en cause le primat de la science et pense que l'intellectuel doit se rabattre sur le sensoriel, la poésie, la morale et les arts en général pour rechercher l'intelligence véritable de la nature²⁴.

Scientifique estimable, notamment dans le domaine de la botanique, Rousseau propose un modèle d'harmonie et de connivence avec la nature. D'une part, il refuse de considérer cette dernière comme une puissance objective, extérieure et indépendante de l'homme. En l'absence de société, il se réfère à l'animal pour résumer la « condition de l'homme naissant » et inscrit ce dernier dans un rapport d'égalité avec les animaux : la vie de l'être humain est qualifiée à la fois d'« animale et sauvage »²⁵ et elle est forgée par le milieu²⁶. L'état de nature tel que le décrit Rousseau avant l'avènement de la société se caractérise ainsi par un état d'équilibre et de plénitude entre l'homme et son environnement. D'autre part, la nature à laquelle Rousseau fait référence dans son œuvre est souvent une nature bonne et généreuse. Il évoque aussi parfois une Nature – avec une majuscule – finalisée et englobante, qu'il présente

²⁴ Sur ces questions, voir en particulier : *De l'interprétation de la nature* (1753), *Entretien entre d'Alembert et Diderot* (1769) et *Rêve de d'Alembert* (1769) in : Denis Diderot, *Œuvres philosophiques*, Paris, Garnier, 1964.

²⁵ Cf. : Jean-Jacques Rousseau, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* (1754), Paris, Gallimard, 2006, p. 134-135 et 155.

²⁶ Cf. : « l'homme tient à tout ce qui l'environne. (...) Le climat, le sol, l'air, l'eau, les productions de la terre et de la mer, forment son tempérament, son caractère, déterminent ses goûts, ses passions, ses travaux, ses actions de toute espèce ». Voir : Jean-Jacques Rousseau, « L'influence des climats sur la civilisation » in : *Fragments politiques, Œuvres complètes*, Tome III, p. 530. Citation faite par Catherine Larrère dans « Jean-Jacques Rousseau : la forêt, le champ et le jardin » in : Anne Cadoret (dir.), *Chasser le naturel...*, Paris, Editions de l'EHESS, 1988, p. 23-62, ici p. 27.

comme une puissance positive et bienfaisante à peine laïcisée – « notre mère commune »²⁷ – vision courante de la Nature au XVIII^{ème} siècle, à une époque encore marquée par Dieu et la Providence. En idéalisant la nature, Rousseau projette sur elle toutes les qualités dont il juge que la société moderne est singulièrement dépourvue (beauté, bonté, innocence, pureté, vérité, perfection, etc.) – car selon lui, les sciences et les arts n’ont pas contribué à épurer les mœurs. Il se sert de cette comparaison pour se livrer à une critique virulente des artifices de la civilisation et souligner l’urgence d’une solution politique. Sa vision de la nature a porté à confusion dans la mesure où nombre de lecteurs ont vu dans ses écrits l’apologie d’un retour à la nature, alors que Rousseau lui-même s’est toujours défendu de vouloir renvoyer l’homme dans la forêt car justement, la nature n’est pas morale, et seule la culture peut l’être²⁸. Il ne s’agit donc pas de revenir en arrière et de supprimer le progrès des sciences et des arts, des techniques et de la civilisation, même s’ils ont fini par pervertir la société. Et cela d’autant plus que selon lui, l’âge d’or n’a jamais existé car « les stupides hommes des premiers temps n’ont pas su en jouir » et qu’il « a échappé aux hommes éclairés des temps postérieurs »²⁹. Au contraire, si les « arts », nés des passions, de l’ambition, du désir, de l’avarice et de la vaine curiosité de l’homme, ont provoqué le dévoilement des secrets de la nature, il faut que l’homme perfectionne l’« art » pour « réparer les maux que l’art commencé fit à la nature »³⁰. Sa raison doit lui apprendre à modérer ses désirs et le guider sur cette voie. En ce sens, selon Rousseau, la clef du bonheur n’est pas à chercher dans l’assouvissement de désirs toujours plus démesurés mais dans une vie simple et proche de la nature³¹. Cette idée sera souvent reprise dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle par les écologistes. Ils mettront également en valeur sa conception d’une nature parfaitement équilibrée et qui se suffit à elle-même, dont l’homme s’est exclu sans raison légitime et qu’il ne cesse de perturber. En ce sens, certains spécialistes n’ont pas hésité à qualifier Rousseau de « pré-environnementaliste »³².

Lors de la Révolution française, la conception de la nature de Rousseau apportera une mystique qui aura de l’influence. A cette époque en effet, la nature se retrouve chargée d’enseigner une morale, une politique. La déesse Raison, fille de la déesse Nature, monte alors sur les autels. L’harmonie de l’ordre suprême ne semble plus possible qu’en réconciliant

²⁷ Cf. : Jean-Jacques Rousseau, *Les rêveries du promeneur solitaire* (1776-1778), Septième Promenade, Paris, GF Flammarion, 1997, p. 163.

²⁸ Voir par exemple sur cette controverse : Catherine Larrère, « Jean-Jacques Rousseau : la forêt, le champ et le jardin », *art. cit.*, p. 35-36. Et bien avant elle : Emmanuel Kant, *Anthropologie du point de vue pragmatique*, trad. Foucault, Paris, Vrin, 1964, p. 165 (titre original : *Anthropologie in pragmatischer Hinsicht*, 1798).

²⁹ Cf. : Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social* (1^{ère} version) in : J.-J. Rousseau, *Du contrat social* (1762), Paris, Editions R. Derathé, 1964, p. 105.

³⁰ Cf. : *Ibid.*, p. 110.

³¹ Cf. : Pierre Hadot, *Le voile d’Isis. Essai sur l’histoire de l’idée de Nature*, Paris, Gallimard, 2004, p. 157-160.

³² Voir par exemple : Gilbert F. LaFreniere, « Rousseau and the European roots of environmentalism », *Environmental History Review*, n° 14, 1990, p. 41-73.

l'homme avec la nature, et au nom de l'Être suprême et de la religion naturelle, on guillotine. Pendant ce temps, le peuple plante dans chaque commune des arbres de liberté, revivifiant par là une coutume ancestrale, et la vie s'écoule au rythme du calendrier républicain dont les noms de mois font référence à un aspect du climat, un élément végétal ou un moment important de la vie paysanne³³.

1-2-2 Parmi les savants naturalistes

Dans le domaine des sciences de la nature, sans accepter le radicalisme athée de penseurs comme La Mettrie – le thème judéo-chrétien de la Création garde son autorité à cette époque – beaucoup de savants cherchent à remédier au vide épistémologique suscité par la révolution galiléenne. Selon Robert Lenoble, le naturalisme de la seconde moitié du XVIII^{ème} siècle, qui observe la nature par et pour elle-même, apparaît comme une protestation de la conscience contre la nature mécanisée et proprement désanimée des physiciens³⁴. Dans ce domaine, les expéditions scientifiques à travers le monde, menées notamment par James Cook (1728-1779), Louis Antoine de Bougainville (1729-1811), Peter Simon Pallas (1741-1811), Carsten Niebuhr (1733-1815) ou Alexander von Humboldt (1769-1859), comme les travaux de personnalités telles que Carl von Linné (1707-1778) ou Georges-Louis Leclerc de Buffon (1707-1788) jouent un rôle déterminant. Ces multiples observations du monde végétal et animal induisent une réflexion sur les critères de l'humanité. A cette époque, on doute du fait que ce soit uniquement le *Cogito* de Descartes qui caractérise l'homme. Ce dernier en arrive ainsi à se comparer par le bas, aux animaux et en particulier au singe, au lieu d'évoquer l'âme et de regarder vers Dieu. Avec ce renversement de paradigme, l'individu dans son entier, et non plus seulement son âme, devient un objet d'étude. On commence à regarder l'homme comme un être naturel au milieu d'êtres naturels, un vivant parmi les vivants. Son âme et son esprit ne sont pas niés mais désormais appréhendés comme des caractéristiques anthropologiques.

A partir de ce moment-là, l'humanité sort de son isolement vis-à-vis du reste du monde. Pour la dixième édition de son *Systema Naturae* en 1758, Linné inclut l'espèce humaine dans la catégorie des mammifères, ordre des primates, genre *homo sapiens*³⁵. Le

³³ Cf. : Andrée Corvol, Isabelle Rochefort, *Nature, environnement et paysage : l'héritage du XVIII^{ème} siècle*, Paris, L'Harmattan, 1995.

³⁴ Cf. : Robert Lenoble, « L'évolution de l'idée de Nature du XVI^{ème} siècle au XVIII^{ème} siècle », *Revue de métaphysique et de morale*, 1953, p. 118-135, ici p. 125.

³⁵ Voir également : Buffon, *De l'homme, de la nature de l'homme*, publié en 1749 et l'article « Espèce humaine » dans l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert, où le classement de l'homme parmi les animaux et le titre même de la rubrique ne sont possibles qu'après Linné et Buffon. En Allemagne, Johann Friedrich Blumenbach (1753-1840) approfondit les travaux de Linné et Buffon. Il s'attache à démontrer par l'anatomie la

classement de l'homme dans le tableau du système naturel, qui en fait une espèce animale parmi les autres, est une révolution. Elle restitue à l'homme un rapport au monde et noue des solidarités qui entraînent la négociation d'un nouveau contrat d'établissement de l'homme dans le monde. Le « sentiment de la nature » est, selon Georges Gusdorf, l'expression de la situation ainsi créée³⁶.

Ce dernier considère que ce nouveau regard sur l'univers est suscité par « un pressentiment, une inquiétude d'ordre vital, qui trouvera sa pleine expression dans la philosophie romantique de la nature » :

« Le XVIII^{ème} siècle (...) revendique le 'retour à la nature' comme une compensation parce [que l'homme] a conscience d'avoir été séparé de l'ordre vital qui seul peut justifier son existence. Les sciences de la nature sont les produits, ou les sous-produits, d'une forme de la conscience de soi. Au schéma de l'univers-machine, de l'animal-machine et de l'homme-machine, s'oppose la revendication d'une possession du monde en sa plénitude. (...) Un reflux épistémologique suscite le vœu d'une prise en charge qui ne laisserait rien perdre de la multiple splendeur du domaine naturel ; il semble que ce soit là désormais l'une des responsabilités majeures de l'espèce humaine. »³⁷

Egalement liée aux sciences de la nature, la *Naturphilosophie* - la biologie romantique allemande – développe une conception universelle du monde qui refuse de séparer l'homme du cosmos dans lequel il réside³⁸. Friedrich Wilhelm Schelling (1775-1854), J. W. Ritter (1776-1810) ou Franz von Baader (1765-1841), pour ne citer qu'eux, refusent aussi de concevoir le monde comme un simple amas de matière. En conséquence, ils remettent en évidence la Nature et cherchent à appréhender l'univers dans sa totalité, sans séparer l'homme de son environnement. Pour atteindre une connaissance globale, ils ont recours aux sciences, à la raison, mais également à la poésie, à la religion, à la morale et aux arts ainsi qu'à tous leurs organes sensoriels, à leurs sentiments et leurs sensations. Leur démarche englobante sera largement discréditée par le triomphe des sciences positives, elle exprime toutefois une nouvelle appréhension de la nature et une nouvelle présence au monde³⁹.

1-2-3 Pour les romantiques

Plus généralement, au sein des mouvements scientifiques, littéraires et artistiques romantiques, une conscience poétique nouvelle soutient, selon cette idée d'unité du monde, ce

différence entre l'homme et le singe et s'interroge, grâce à une théorie des climats, sur les différentes races humaines.

³⁶ Cf. : Georges Gusdorf, *Dieu, la nature, l'homme au siècle des lumières*, Paris, Payot, 1972, p. 258-259.

³⁷ Cf. : *Ibid.*, p. 261.

³⁸ Sur l'influence de Johann Gottfried Herder (1744-1803) dans ce domaine, voir notamment : Zeev Sternhell, *Les anti-Lumières*, Paris, Fayard, 2006.

³⁹ Pour une analyse détaillée de la *Naturphilosophie* allemande, voir en particulier : Georges Gusdorf, *Le savoir romantique de la nature*, Paris, Payot, 1985.

grand mouvement de protestation contre la science newtonienne et le rationalisme des Lumières. En Allemagne, ce courant s'est développé notamment avec Johann Wolfgang von Goethe (1749-1832), Friedrich von Schiller (1759-1805), Friedrich Hölderlin (1770-1843), Novalis (1772-1801) et Caspar David Friedrich (1774-1840) ; en France, avec Chateaubriand (1768-1848) et Lamartine (1790-1869). Les romantiques de la fin de XVIII^{ème} et du début du XIX^{ème} siècle, et en particulier le mouvement *Sturm und Drang*, aspirent ainsi à *ré-enchanter* la nature. Ils opposent à l'approche scientifique des mécanistes une approche esthétique de la nature. Méfiants vis-à-vis de tout ce qui est artificiel et construit, ils se tournent plus volontiers vers le naturel, l'organique et recherchent une harmonie perdue entre l'homme et la nature, à laquelle ils vouent souvent un culte mystique, à l'affût des « correspondances » entre l'âme humaine et la nature, entre l'esprit et le paysage, entre l'orage interne et l'orage externe. Selon leur conception, l'être tout entier participe à la vie du monde, en harmonie avec ses rythmes vitaux. Face aux rigueurs de l'analyse, ils privilégient la connaissance intuitive, le sentiment, la sensibilité, la richesse de l'imagination, du rêve, de l'évasion. Selon eux, ce n'est qu'affranchi de ses désirs et de ses intérêts que l'homme peut s'adonner sans réserve à la contemplation de la nature, se laisser pénétrer par elle, capter ses énergies et vibrer avec le cosmos. Il accède alors au plaisir, à l'émerveillement devant les beautés de la nature mais aussi à la terreur devant le sublime. La délectation du paysage, à laquelle s'adonne par exemple *Le promeneur au-dessus de la mer de nuages* dans le tableau de Caspar David Friedrich (1818) revêt une portée métaphysique qui caractérise cette nouvelle posture de l'homme dans le paysage⁴⁰.

Le sentiment et l'émotion face à la nature se retrouvent également chez Rousseau qui a largement contribué à faire évoluer la sensibilité de son époque face au « tout ». Il écrit ainsi dans *Les rêveries du promeneur solitaire* :

« Je sens des extases, des ravissements inexprimables à me fondre pour ainsi dire dans le système des êtres, à m'identifier avec la nature entière.
[Le contemplateur] ne sait et ne sent rien que dans le tout »⁴¹.

Cette disposition affective n'empêche toutefois pas les analyses claires et rationnelles. Kant lui-même n'hésitera pas à parler du « frisson sacré » que l'on doit éprouver en présence

⁴⁰ Selon Alain Corbin, « le paysage est manière de lire et d'analyser l'espace, de se le représenter, au besoin en dehors de la saisie sensorielle, de le schématiser afin de l'offrir à l'appréciation esthétique, de le charger de significations et d'émotions. En bref, le paysage est une lecture, indissociable de la personne qui contemple l'espace considéré ». Voir à ce sujet : Alain Corbin, *L'homme dans le paysage*, Paris, Les éditions Textuel, 2001, p. 11.

⁴¹ Cf. : Jean-Jacques Rousseau, *Les rêveries du promeneur solitaire*, Septième Promenade, *op. cit.*, p. 146-149.

de la nature⁴². Pour Goethe, savant très critique vis-à-vis des expérimentations scientifiques⁴³, la perception par les sens, sans intermédiaire (prisme, microscope, etc.) et guidée par la raison, et surtout la description esthétique de la perception, permettent d'accéder à l'expérience de la nature. Sans tomber dans leurs excès, sa méthode scientifique est donc celle des *Naturphilosophen*. Goethe considère en effet que l'art – qui ne cherche pas des lois, des équations et des secrets cachés – est le meilleur interprète de la nature car il apprend à regarder et à voir *vraiment* la réalité vivante. Selon Pierre Hadot, « Goethe rêve d'un contact avec la nature qui abandonnerait le langage pour n'être plus que perception ou création de formes. L'art humain communiquerait ainsi en silence avec l'art spontané de la nature »⁴⁴.

Critique face aux progrès de l'industrialisation et à la conquête mécanisée de l'environnement, portant souvent un regard nostalgique vers le passé, les modes de vie anciens ou certaines valeurs morales, religieuses ou culturelles pré-modernes et remettant au goût du jour les vieux cultes germaniques de la nature, l'alternative romantique a souvent été perçue comme conservatrice ou réactionnaire. Michael Löwy souligne à ce sujet que celle-ci n'aspire pas forcément à un retour au passé, mais à un détour par le passé afin de trouver une alternative nouvelle pour le futur, pour définir une autre façon d'être dans le monde que celle de la société industrielle qui se profile, basée sur des rapports de domination (de l'âme sur le corps, de l'esprit sur la matière et de l'homme sur la nature)⁴⁵. Selon Pascal Acot, l'idée d'une harmonie avec la nature, telle qu'on la trouve chez les romantiques, constitue même « une pensée moderne, d'autant qu'elle considère une gigantesque et complexe totalité » :

« nous entrevoyons un système ; et surtout l'idée d'interdépendance, de solidarité intime des composants du système – êtres humains compris – qui caractérise l'objet que l'on nomme aujourd'hui 'biosphère', et qui fonde l'éthique environnementale en tant qu'exigence de respect de la nature par respect de l'humanité »⁴⁶.

⁴² Cf. : Emmanuel Kant, *Critique de la faculté de juger*, §49, Paris, Vrin, 1968, p. 146 (titre original : *Kritik der Urteilskraft*, 1790). Ainsi, selon les situations, Kant adopte aussi bien une vision mécaniste (dans la *Critique de la raison pure* ou dans les *Fondements de la métaphysique des mœurs*) ou une vision esthétique de la nature. Voir à ce sujet : Pierre Hadot, *Le voile d'Isis. Essai sur l'histoire de l'idée de Nature*, op. cit., p. 271-272.

⁴³ Cf. : Goethe écrit dans le *Premier Faust* (vers 668-674) : « Mystérieuse au grand jour, la Nature ne se laisse pas dérober son voile et ce qu'elle ne veut pas révéler à ton esprit, tu ne pourras pas la contraindre à le faire avec des leviers et des hélices ». Extrait en traduction française cité in : Pierre Hadot, *Le voile d'Isis. Essai sur l'histoire de l'idée de Nature*, op. cit., p. 253. Voir également son *Traité des couleurs* (*Farbenlehre*, 1810) dans laquelle Goethe reproche vivement à Newton de faire des expériences sur la lumière, notamment avec des prismes qui la défragmentent, car cela trouble selon lui le vrai phénomène lumineux. Cf. : Johann Wolfgang von Goethe, *Faust I und II, Urfaust* (1775-1832), Köln, Anaconda, 2005 ; *Farbenlehre* (1810), Köln, DuMont, 1978.

⁴⁴ Cf. : Pierre Hadot, *Le voile d'Isis. Essai sur l'histoire de l'idée de Nature*, op. cit., p. 223.

⁴⁵ Cf. : Michael Löwy, « L'alternative romantique », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, juillet-septembre 1990, Tome XXII, p. 313-321.

⁴⁶ Cf. : Pascal Acot, « Du mouvement romantique à Aldo Léopold: quelques racines non religieuses de l'éthique environnementale » in : Anne Fagot-Largeault, Pascal Acot, *L'éthique environnementale*, Chilly-Mazarin, Sens éd., 2000, p. 81-97, ici p. 87.

Ajoutons également que la critique romantique du progrès technique – accusé de multiplier les possibilités de falsification de l’expérience humaine sensorielle, affective et existentielle – se retrouvera dans certains aspects de l’idéologie écologique au XX^{ème} siècle. Enfin, les romantiques développent une vision de la nature qui leur permet de glorifier une contre-société, élément également constitutif de bien des positions sur l’environnement à partir des années 1970.

De façon générale, ces différentes réactions de méfiance au XVIII^{ème} siècle vis-à-vis des sciences, des techniques et d’une conception utilitariste de la nature seront parfois perçues comme des références historiques pour les mouvements verts de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, soit que les écologistes se situent eux-mêmes dans cette perspective, soit que leurs détracteurs les y placent ou que de véritables analogies puissent être constatées. Il ne s’agit pas ici de prouver une quelconque continuité entre des mouvements existant à partir du XVIII^{ème} siècle et les mouvements écologistes tels qu’ils se développent en France et en Allemagne à partir des années 1970, mais uniquement de montrer que l’image de la nature, élément central de l’écologie contemporaine, a commencé à évoluer dans les sociétés occidentales européennes bien avant l’époque sur laquelle nous allons nous pencher plus longuement. Apparues au XVIII^{ème} siècle, ces réactions seront nourries par la suite par l’avènement de l’ère industrielle qui entraîne une intensification de la déforestation, de l’exploitation des ressources naturelles, des industries et de l’urbanisation. Elle dépasse alors le cercle restreint de l’Europe savante qui a formulé les premières réticences.

II La redécouverte de la nature par la société civile après 1750

A partir de la seconde moitié du XVIII^{ème}, et jusqu’au milieu du XX^{ème} siècle, on observe de nouvelles tendances au sein de la société, dans les arts et les modes de vie, comme dans l’expression de certains malaises, qui confirment une évolution des mentalités et des habitudes vis-à-vis de la nature⁴⁷. Bien entendu, certaines orientations sont largement similaires de part et d’autre du Rhin et existent dans de nombreux pays d’Europe.

⁴⁷ Dans le cadre de cette introduction, et pour ces quelques pages sur la société civile, nous laissons consciemment de côté les débats qui agitent les intellectuels de la seconde moitié du XIX^{ème} et du début du XX^{ème} siècle concernant un nouvel inversement du paradigme naturaliste. En effet, si après 1750, on se représente une harmonie universelle dans la nature, un siècle plus tard se développe, à l’aide des théories transformistes de Darwin, l’idée de la sélection naturelle et de la guerre de chacun contre tous. La nature devient

2-1 Evolutions européennes

L'évolution des mentalités s'exprime notamment avec la vogue des jardins anglais qui se développe en Europe à partir de la seconde moitié du XVIII^{ème} siècle et dont l'esthétique privilégie la redécouverte de la nature sous son aspect sauvage et poétique, l'objectif de l'art des jardins visant dorénavant, comme chez Rousseau⁴⁸, non plus à contrôler la nature mais à en jouir en cachant l'artifice. A Versailles, par exemple, un jardin anglais est créé au Petit Trianon pour la reine Marie-Antoinette tandis qu'en Allemagne, le plus célèbre *Englischer Garten* est ouvert au public en 1792 à Munich. De plus, les nobles et les gens de lettres sont de nouveau attirés par la campagne qu'ils avaient délaissée pour gagner les grandes capitales. Ils se font construire en province d'imposantes villas propres au déploiement d'une vie prétendument simple. Les princesses découvrent la vie rustique des paysans : Marie-Antoinette joue à la bergère au Trianon et les bergers chantent dans les opéras. D'autre part, au sein de la classe aisée, les traditions du végétarisme reprennent vie : les cruautés inutiles sont dénoncées au nom de la solidarité entre les êtres vivants et la conscience se fait jour qu'il existe des devoirs envers la vie sous toutes ses formes. Enfin, le tourisme se développe à partir des années 1850. Avec l'essor du chemin de fer, l'amélioration des équipements et les progrès de la topographie, l'alpinisme devient un loisir populaire et il contribue à faire évoluer l'image traditionnellement inquiétante de la montagne. De même, les vacances sur la côte changent, elles aussi, l'image de la mer et des plages qui deviennent des lieux de loisirs délicieux pour les bourgeois en vacances. Le tourisme contribue ainsi à diffuser des modèles de consommation esthétisante du paysage. Cette évolution soutiendra l'émergence d'une nouvelle sensibilité protectrice où l'esthétique joue un rôle central. Parallèlement, les mouvements hygiénistes vantent les bienfaits thérapeutiques des eaux de source, dans les villes d'eau, des bains de mer et des marches « cure d'air », instaurant par là aussi de nouveaux liens entre l'homme et la nature.

2-2 Caractéristiques allemandes

Notons également, dans une perspective comparatiste franco-allemande, qu'au niveau des perceptions et des comportements vis-à-vis de la nature, des traditions différentes vont

alors une jungle et sert de modèle pour un darwinisme social qui trouve notamment un écho dans les théories colonialistes, racistes et vitalistes. Respect de la nature et antihumanisme se retrouvent alors associés.

⁴⁸ Voir notamment les écrits se rapportant au jardin de Julie in : Jean-Jacques Rousseau, *Julie ou la Nouvelle Héloïse* (1761), 4^{ème} partie, Œuvres complètes, Tome II, Paris, Gallimard, 1964, p. 471 sq.

aussi voir le jour de part et d'autre du Rhin. C'est en Allemagne qu'un rapport entre l'homme et son environnement se développe avec le plus d'intensité, au point de devenir une caractéristique nationale. Nous citerons ainsi quelques exemples significatifs de valorisation de la nature qui alimentent aujourd'hui notre vision d'une Allemagne proche de la nature – et donc forcément écologique.

2-2-1 Le protestantisme au secours de la nature en Allemagne ?

Avant d'illustrer notre propos, soulignons que dans ce contexte, le rôle de la religion protestante a pu être évoqué pour expliquer le grand intérêt porté à la nature en Allemagne. Ainsi, au sein du courant romantique notamment, la fascination pour les espaces naturels serait liée à la célébration du mystère divin, faisant de l'art du paysage un genre quasiment religieux. Cette théorie est en effet alimentée par le fait que la Réforme a supprimé la hiérarchie institutionnelle propre au catholicisme et favorisé le rétablissement d'un lien direct entre l'homme et Dieu, pour lequel non plus l'Eglise mais la nature joue un rôle de médiatrice privilégiée. Jean Viard note ainsi que « paradoxalement, le vieux panthéisme et la religion réformée se rejoignent ici »⁴⁹. Le protestantisme, s'il favorise l'individualisme, se manifeste ainsi par un certain « sentimentalisme » vis-à-vis de la nature, qui devient le lieu même où peut s'exprimer le sentiment religieux. A l'inverse, la religion catholique, dominante en France, aurait conduit à une attitude de domination excessive de l'espace géographique et serait à l'origine d'un rapport d'opposition entre l'homme et la nature. A l'heure actuelle, ces traditions religieuses sont parfois avancées pour expliquer les différences de mentalité entre le nord et le sud de l'Europe en matière de protection de l'environnement. Selon la terminologie de Donald Worster, les cultures catholiques seraient ainsi plutôt « impérialistes » dans leur rapport à la nature, aussi bien dans les représentations que dans les pratiques, tandis que les cultures protestantes adopteraient une position « arcadienne », de communion avec la nature – au moins dans les représentations⁵⁰.

Selon Pascal Acot toutefois, « cette thèse, pour aussi séduisante qu'elle soit, est cependant insuffisante pour expliquer la différence entre les regards catholique et protestant en matière de respect de la nature »⁵¹. Il montre ainsi qu'elle est affaiblie par beaucoup de contre-exemples issus de la diversité des attitudes catholiques à l'égard de la nature. A

⁴⁹ Cf. : Jean Viard, « Protestante, la nature ? » in : Anne Cadoret (dir.), *Protection de la nature : histoire et idéologie. De la Nature à l'environnement*, Paris, L'Harmattan, 1985, p. 161-173, ici p. 165.

⁵⁰ Cf. : Donald Worster, *Nature's economy : a history of ecological ideas*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990 (édition française : *Les pionniers de l'écologie : une histoire des idées écologiques*, Paris, Editions Sang de la terre, 1992).

⁵¹ Cf. : Pascal Acot, « Du mouvement romantique à Aldo Léopold : quelques racines non religieuses de l'éthique environnementale », *art. cit.*, ici p. 84.

l'inverse, Stanislas Breton a pu illustrer combien, jusqu'à un certain point, « la Réforme aurait (...) préparé le terrain à une conception purement mécanique de la *physis*, voire à un projet de domination intégrale des forces naturelles »⁵². Tous deux soulignent également qu'il existe un fond commun aux deux religions qui, lui aussi, affaiblit l'explication par les différences. Enfin, ils retiennent la dimension anthropocentrique des religions judéo-chrétiennes dans leur ensemble comme une des sources de la crise écologique contemporaine⁵³. C'est également le sens de la célèbre critique de l'historien américain Lynn White sur « les racines historiques de notre crise écologique », parue en 1967 dans la revue *Science*, et qui prétend qu'au-delà de la révolution industrielle, c'est le christianisme qui a soutenu l'idée qui se répand à partir du milieu du XIX^{ème} siècle selon laquelle toute connaissance scientifique doit se traduire par la puissance technologique⁵⁴. Ainsi Pascal Acot affirme que « ces arguments ne suffisent pas à réfuter la thèse religieuse mais ils conduisent à considérer qu'elle n'est pas décisive en elle-même, et qu'il convient, non pas de la tenir pour fautive mais de lui adjoindre autre chose »⁵⁵. En ce sens, on peut dire que certains éléments du protestantisme, comme du romantisme – et nous allons voir tout de suite que d'autres sources sont également importantes – ont marqué les pratiques sociales et les habitudes quotidiennes outre-Rhin et qu'ils ont contribué à développer une autre image de la nature en Allemagne qu'en France. Les exemples suivants sont ainsi caractéristiques de traditions différentes entre les deux pays, dans le rapport que la société entretient avec son environnement naturel.

2-2-2 « *Der deutsche Wald* »

Élément central de la culture allemande, le romantisme contribue à populariser outre-Rhin une perception sentimentale de la nature, magnifiée dans sa grandeur comme dans sa violence, et surtout régénératrice, apaisante et tranquillisante pour l'âme. Pour les peintres représentatifs de ce courant, les seules choses humaines qui s'accordent avec la nature ne peuvent être qu'antiques, primitives, patinées par les siècles et réintégrées de ce fait à la nature tandis que l'être civilisé, lié à la rationalité de son époque, y est minimisé et en devient parfois haïssable. Comme dans la littérature, la mobilisation de nombreuses images anciennes vise à redonner à la forêt sa place au sein du paysage. Cette entreprise existe également en France, notamment dans les œuvres de Victor Hugo, Stendhal, Michelet ainsi que dans les

⁵² Cf. : Stanislas Breton, « Christianisme et concept de la nature » in : Dominique Bourg (dir.), *Les sentiments de la nature*, Paris, Editions La Découverte, 1993, p. 138-161, ici p. 157.

⁵³ Lié à la question de l'orientation anthropocentrique de la religion protestante, voir en particulier : Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964 (titre original : *Die protestantische Ethik und der Geist des Kapitalismus*, 1905).

⁵⁴ Cf. : Lynn White Jr., « The Historical Roots of Our Ecological Crisis », *Science*, vol. 155, 1967, p. 1204-1207.

⁵⁵ Cf. : Pascal Acot, « Du mouvement romantique à Aldo Léopold : quelques racines non religieuses de l'éthique environnementale », *art. cit.*, p. 85.

écrits de Pierre Loti (1850-1923) qui s'engage à « sauver les chênes »⁵⁶ ou du poète symboliste Adolphe Retté (1863-1930)⁵⁷, mais c'est en Allemagne qu'elle prend toute sa dimension et toute sa profondeur. Ulrich Linse souligne à cet effet que la « forêt allemande », « *der deutsche Wald* » des contes et des légendes issus des anciens mythes germaniques, avec le chêne comme arbre sacré, devient un puissant pendant affectif au développement de l'industrialisation ; au XIX^{ème} siècle, la « religion de la forêt » (*Waldreligion*) est aussi un symbole culturel contribuant à forger l'identité nationale et à développer l'esprit patriotique⁵⁸. Plus généralement, du XVIII^{ème} et XX^{ème} siècle, on retrouve en Allemagne – sous diverses formes et instrumentalisée par diverses idéologies⁵⁹ – une certaine « religion de la nature » structurée autour de la forêt, « bois sacré ». Cette imagerie alimente une idéologie de sanctification de la forêt et des espaces naturels.

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, cet attachement à la forêt continue de s'exprimer, notamment grâce aux initiatives de l'association *Schutzgemeinschaft Deutscher Wald* qui soutient à partir de 1947 la gestion des forêts allemandes. En 1952, elle introduit en Allemagne une nouvelle tradition : la « journée de l'arbre » (*Tag des Baumes*) qui encourage les communes et les écoles à planter un arbre le 25 avril de l'année. Dans le contexte de l'après-guerre, cette initiative – soutenue par le président fédéral, Theodor Heuss (1884-1963) – est avant tout une mesure économique qui vise à contrebalancer l'exploitation intensive des forêts due aux réparations de guerre, aux reconstructions et aux pénuries de charbon. Elle se poursuit cependant bien au-delà de ces années difficiles⁶⁰. En 1983, le chancelier allemand Helmut Kohl (*1930) affirmait ainsi que « la mythologie, les Allemands et la forêt, ça va ensemble »⁶¹. Selon les statistiques actuelles du ministère fédéral de l'Environnement, portant sur des comparaisons européennes, cette perception harmonieuse et romantique de la nature

⁵⁶ Cf. : Pierre Loti, « Le château de la Belle-au-Bois-Dormant » (1910) in : Pierre Loti, *Le Château de la Belle-au-Bois-Dormant*, précédé de « La Maison des Aïeules », La Rochelle, Rumeur des Âges, 1993. Texte disponible sur Internet, à l'adresse suivante : <http://www.miscellanees.com/l/loti01.htm> [réf. du 20.09.2008].

⁵⁷ Cf. : Adolphe Retté, *Oeuvres complètes, Volume 1 : Poésie. Cloches dans la nuit. Une belle dame passa*, Paris, Bibliothèque artistique et littéraire, 1898. Voir notamment son « Hymne aux arbres ».

⁵⁸ Cf. : Ulrich Linse, « Der deutsche Wald als Kampfplatz politischer Ideen », *Revue d'Allemagne*, Tome XXII, n° 3, juillet-septembre 1990, p. 339-350. Voir également son abondante bibliographie sur la question de la forêt dans le système politique, culturel et socio-économique allemand depuis le XIX^{ème} siècle.

⁵⁹ Nous renvoyons en particulier à la littérature consacrée au nazisme en tant que totalitarisme naturaliste, et en particulier aux ouvrages qui confrontent l'exaltation de la nature sous le régime national-socialiste (liée à la préservation de l'espace vital et de la race) à une politique dynamique d'industrialisation et de modernisation telle qu'elle fut conduite sous le régime hitlérien.

⁶⁰ Au sujet des origines américaines du « Tag des Baumes » et de la *Schutzgemeinschaft Deutscher Wald*, voir en particulier le site Internet de l'association : <http://www.sdw.de/umweltgedenktaege/tagbaum.htm> [réf du 04.08.2008].

⁶¹ « Die Mythologie, die Deutschen und der Wald – das gehört zusammen ». Propos de H. Kohl rapportés dans le *Süddeutsche Zeitung* du 14 novembre 1983. Article cité par Ulrich Linse in : « Der deutsche Wald als Kampfplatz politischer Ideen », *art. cit.*, p. 339.

est typiquement allemande⁶². Le discours écologique se construira d'autant plus facilement outre-Rhin sur ce terreau affectif latent.

2-2-3 « *Die Heimatbewegung* »

Symptomatiques d'une Allemagne en pleine évolution, des mouvements de protestation, dirigés par des agronomes, gardes forestiers, géographes et industriels inquiets face à l'industrialisation galopante et l'évolution rapide de la société, vont se développer outre-Rhin et constituent, de par leur nombre et leur continuité, un autre point de différenciation entre la France et l'Allemagne. Au XIX^{ème} siècle, ces mouvements se développent notamment autour du concept de « *Raubwirtschaft* », littéralement « économie de pillage », notion appliquée à la situation allemande et qui sera formalisée dans les années 1880 par le géographe Friedrich Ratzel (1844-1904). Citons dans ce contexte l'influence d'Heinrich Cotta (1763-1844) qui dirige de 1810 à 1844 l'académie royale de Tharandt près de Dresde (Saxe) et dont les travaux en matière de gestion forestière « durable », approfondis par ses successeurs, lui assurent au milieu du XIX^{ème} siècle une renommée nationale⁶³.

De nombreux mouvements populaires locaux, animés par les classes bourgeoises rurales, voient également le jour pour protester contre les effets jugés négatifs de la révolution industrielle et de l'émigration du prolétariat agricole. Ce phénomène connu en Allemagne sous le nom de « *Heimatbewegung* » ou « *Heimatschutzbewegung* » est très actif à la fin du XIX^{ème} siècle. Il est constitué d'associations villageoises engagées dans la protection de leurs coutumes comme des particularités de leur terre natale – ou « petite patrie »⁶⁴. Celles-ci s'opposent par exemple à la multiplication des voies de communication dans leur contrée ou à la canalisation des rivières et plus généralement à l'exploitation industrielle. Face aux bouleversements économiques et politiques qui animent le pays, la paysannerie, traditionnellement symbole de désordre et de révolte, devient pour ce mouvement un symbole d'ordre et de soumission à un ordre éternel naturel. Une vision idéale et romantique de la nature comme de la vie rurale traditionnelle, parallèlement à une critique de la civilisation moderne, caractérisent ainsi souvent ses actions. Le « *Heimatbewegung* » dispose de sa propre littérature : les « *Heimatromane* », romans très populaires à la fin du XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècle qui exaltent le terroir et la vie rurale, à l'exemple des œuvres de l'écrivain Ludwig Ganghofer (1855-1920) devenu maître du genre ; ses illustrés, dont le plus célèbre est le magazine *Gartenlaube*, publié à Leipzig à partir de 1853 et tiré à 400.000

⁶² Cf. : Christiane Grefe, « Wie man in Deutschland Natur erlebt », *Die Zeit*, 16.10.2003, p. 36-37.

⁶³ Voir notamment à ce sujet : Ulrich Grober, « Der ewige Wald », *Die Zeit*, 24.07.2008.

⁶⁴ Cf. : La notion de « *Heimat* », traduite au mieux en français par celle de « terre natale » ou « petite patrie », exprime en allemand l'attachement de l'individu à l'espace qui l'a vu naître.

exemplaires en 1875⁶⁵ ; ainsi que ses propres musées, les « *Heimatmuseen* » qui se développent également à l'époque wilhelminienne pour protéger le patrimoine culturel régional⁶⁶.

2-2-4 « *Die Lebensreformbewegung* »

Comme l'hygiène au XIX^{ème} siècle, l'environnement n'est pas exempt de références idéologiques à l'ordre, à la pureté, à la dimension sacralisée de l'état de nature. A l'image du *Deutsches Hygiene-Museum* qui ouvre ses portes à Dresde en 1912, à partir de la fin du XIX^{ème} siècle, un important courant de pensée hygiéniste et naturaliste se développe également en Allemagne et continuera de marquer la société allemande après 1950. Il se caractérise par une opposition à l'euphorie du progrès matériel et aux conséquences de l'industrialisation sur le plan environnemental, social, nutritionnel et médical. Différents mouvements en font partie :

- le mouvement naturiste, caractérisé par la pratique de la nudité en commun et structuré par des notions de respect d'autrui et de convivialité sociale, met l'accent sur des valeurs hygiénistes, médicales, morales et éducatives. Il est articulé par différentes idéologies politiques et apparaît en Allemagne sous le règne de Guillaume II (1888-1919). Influencé par le mythe du « bon sauvage » de Rousseau, il cherche à proposer une alternative à la société industrialisée et urbaine, confinant la population dans de petits appartements. Il prône ainsi une autre manière de vivre, en extérieur et en harmonie avec la nature, et devient un mouvement très populaire outre-Rhin sous le nom de « *Freikörperkultur* » (FKK, la « culture du corps libre »). Au début des années 1970, le *Deutscher Verband für Freikörperkultur* (Fédération allemande pour la culture du corps libre) comptait encore 150.000 adhérents en RFA⁶⁷.

- le mouvement naturopathe (*Naturheilmovement*) se base pour sa part sur la force des remèdes naturels issus des plantes et de la végétation et sur l'influence positive du soleil, de

⁶⁵ Voir à ce sujet l'article suivant, consacré au *Gartenlaube* : « Sächsische Keilschrift », *Der Spiegel*, 17.04.1963, p. 67.

⁶⁶ Notons que ces musées en plein air, qui présentent l'histoire de l'architecture, des traditions et des coutumes régionales, se développent à la fin du XIX^{ème} siècle dans l'ensemble des pays d'Europe du Nord, surtout dans les zones très rurales où l'industrialisation fait craindre la perte du patrimoine traditionnel. Le plus célèbre d'entre eux, le Skansen, qui est assorti d'un parc zoologique, se situe à Stockholm en Suède. Il a été ouvert en 1891 afin de présenter les différents modes de vie traditionnels du pays. Dans la seconde partie du XX^{ème} siècle, le terme d'« écomusée » est souvent employé en France pour les désigner.

⁶⁷ Cf. : Chiffres cités sur le site Internet de la *Deutscher Verband für Freikörperkultur*, DFK : <http://www.dfk.org> [réf. du 02.08.2008].

Dans une perspective historique, voir sur les mouvements naturistes la thèse d'Etat de Marc Cluet : « La 'libre culture'. Le mouvement nudiste en Allemagne depuis ses origines au seuil du XX^e siècle jusqu'à l'arrivée de Hitler au pouvoir (1905-1933). Présupposés, développements et enjeux idéologiques », Université Paris-Sorbonne-Paris IV, 2000.

l'air pur et de la nature sur le corps humain. Il popularise de nombreux produits alternatifs dont les célèbres mueslis et pains complets allemands, les vêtements naturels à base de chanvre censés s'opposer à la mode des corsets jugés néfastes pour le corps féminin, les extraits de plantes médicinales et huiles pour le corps vendus dès 1902 dans les *Reformhäuser* qui se développent sur tout le territoire⁶⁸. Evoquons aussi dans ce contexte, les différentes initiatives au XIX^{ème} siècle, notamment grâce aux naturopathes, pour mettre à la disposition de la population citadine, souvent aux plus pauvres, un espace de verdure personnel près des villes (*Kleingarten*). Cette entreprise vise à améliorer leur quotidien grâce à l'entretien d'un potager, mais également à leur offrir la possibilité de se réfugier au vert quelques heures par semaine et de s'adonner en famille à une activité saine et jugée régénérante par le travail de la terre. Dans le nord de l'Allemagne, les premiers «jardins pour les pauvres» (*Armengartenanlagen*) se développent dès 1820, ils sont suivis de la création de nombreux «jardins ouvriers» ou «*Schrebergarten*» (du nom du médecin Daniel Gottlob Moritz Schreber, 1808-1861). Particulièrement appréciés en temps de guerre ou de récession économique, ces jardins marquent le paysage allemand tout au long du XX^{ème} siècle et malgré les spéculations immobilières près des grandes agglomérations, le «bonheur vert» qu'apporte un tel jardin est encore aujourd'hui largement prisé outre-Rhin⁶⁹. Dans les années 1900, nombreux sont aussi les urbanistes allemands qui présentent la cité-jardin sur le modèle anglais comme le lieu par excellence de l'équilibre social et ces aménagements se sont également bien développés en Allemagne au début du XX^{ème} siècle, à l'exemple de la première d'entre elles, la cité-jardin de Hellerau près de Dresde, dont la construction s'achève en 1909⁷⁰.

- le «*Wandervogelbewegung*» fait également partie de ce courant. Les mouvements de jeunesse qui se développent à la fin du XIX^{ème} siècle en Allemagne, et en particulier le premier d'entre eux, le «*Wandervogel*» («oiseau migrateur»), fondé à Steglitz près de Berlin en 1896 et qui dure jusqu'à la Première Guerre mondiale, constituent une réaction de rejet de la vie citadine et de l'industrialisation outrancière du pays. Le mouvement du «*Wandervogel*» prône ainsi un «retour à la nature» à travers la mise en valeur des activités

⁶⁸ Si l'Allemagne compte déjà plus de deux mille *Reformhäuser* en 1939, il en reste encore cinq cents en RFA au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et elles rouvrent rapidement dans les années suivantes. Chiffres cités sur le site Internet officiel. Voir : <http://www.reformhaus.de> [réf. du 02.08.2008].

⁶⁹ Sur la situation actuelle de ces jardins, voir par exemple le site Internet du *Bundesverband deutscher Gartenfreunde* (Fédération des amis allemands des jardins) qui évoque le «bonheur vert» (*grünes Glück*) de posséder un tel terrain : <http://www.kleingarten-bund.de>. Voir également le site du musée allemand des jardinets, situé à Leipzig sur l'emplacement des premiers *Schrebergärten* : <http://www.kleingarten-museum.de>. [réf. du 02.08.2008].

⁷⁰ Sur le développement de théories se rapportant à la cité-jardin, voir notamment : Theodor Fritsch, *Die Stadt der Zukunft*, Leipzig, Fritsch, 1896 ; Bernhard Kampfmeyer, *Von der Kleinstadt zur Gartenstadt*, Berlin, Deutsche Gartenstadt-Gesellschaft, 1908.

en plein air, comme les excursions champêtres, la randonnée et les soirées autour d'un feu de camp. Les lycéens puis les étudiants qui y participent sont influencés par les traditions médiévales comme par le mouvement romantique et s'adonnent volontiers à la visite de châteaux en ruine ou de vestiges médiévaux. Ils affectionnent particulièrement les séjours en montagne et l'ascension de hauts sommets et contribuent à remettre au goût du jour les fêtes traditionnelles et en particulier les célébrations solsticiales. Organisés par la jeunesse elle-même, ces mouvements fuient les villes. Ils préfèrent une vie simple dans les campagnes, auprès des gens du peuple, à l'esprit marchand, industriel et citadin, comme à l'éducation autoritaire qu'ils subissent au quotidien. Ce mouvement, véritable phénomène culturel et social au début du XX^{ème} siècle, influence l'instituteur Richard Schirrmann (1874-1961) qui fonde en 1909 la première auberge de jeunesse au monde dans le château d'Altena (Rhénanie du Nord-Westphalie). Aujourd'hui, l'historiographie est divisée sur ce mouvement qui pratique aussi un fort exclusivisme social et prône l'obéissance à des chefs charismatiques. De plus, l'exaltation du terroir, perçu comme lieu de régénération par excellence, nourrit une critique rétrograde de la société et aboutit, à la veille de la Première Guerre mondiale, à des positions très nationalistes⁷¹.

Dans son ensemble, le « *Lebensreformbewegung* » n'est pas un mouvement écologique puisqu'il a recours à la nature comme thérapie sociale. En revanche, il inspirera par la suite des mouvements se livrant à une critique encore plus radicale des formes de développement de la société industrielle.

De façon générale, tous ces mouvements que nous venons d'évoquer autour de la forêt, de la terre natale (*Heimat*) et de la nature comme lieu de vie alternatif sont caractéristiques d'une Allemagne en pleine mutation. Ils ancrent dans la société des traditions valorisant la nature dont certaines perdurent jusqu'à la fin du XX^{ème} siècle. Toutefois, celles-ci ne bouleversent pas la représentation du monde dominante depuis la révolution mécaniste du XVII^{ème} siècle. Commune à la France et l'Allemagne, cette dernière soutient la thèse de la rupture radicale entre l'homme et la nature. Ainsi, jusque dans les années 1950, la nature est encore pensée par une majorité de personnes comme étant au service de l'homme.

⁷¹ Sur le mouvement « *Wandervogel* », voir par exemple : Sabine Weißler (éd.), *Fokus Wandervogel : der Wandervogel in seinen Beziehungen zu den Reformbewegungen vor dem Ersten Weltkrieg*, Marburg, Jonas-Verlag, 2001.

Nous laissons ici de côté la question de la « forêt allemande », du *Heimatbewegung* et du *Lebensreformbewegung* sous le régime hitlérien, vaste sujet qui dépasserait notre propos. Précisons seulement que ces mouvements ont été en partie récupérés et mis au pas après 1933 dans l'objectif d'une propagande nationale mais également décriés à l'exemple de certains mouvements nudistes.

De plus, ces mouvements exprimant une certaine sensibilité vis-à-vis de la nature n'ont jamais considéré que celle-ci était menacée en tant que telle par les activités humaines – tout au plus maltraitée ici ou là. Jusqu'ici, le problème se pose en effet en terme de valeur et de morale afin de définir le rapport de l'homme à son environnement. Le courant romantique par exemple ne constitue en rien un courant écologique ayant pris conscience des conséquences globales des activités humaines sur la biosphère et cherchant à la protéger des agressions de la société. En ce sens, comme nous avons déjà eu l'occasion de l'évoquer en introduction, une prise de conscience à grande échelle des effets cumulatifs des activités humaines sur terre et des circuits écologiques ne se fera pas avant la seconde moitié du XX^{ème} siècle et c'est tout l'enjeu de notre travail. Cela ne signifie pas pour autant qu'aucune mesure de conservation de l'environnement n'ait été prise avant cette date – et dans ce domaine, même sans forte tradition romantique ni mouvements comme le « *Heimatsbewegung* » ou le « *Lebensreformbewegung* », la société française n'est pas en reste sur l'évolution allemande.

III La conservation de l'environnement avant l'avènement de l'écologie

Depuis des siècles, en France comme en Allemagne, des initiatives en matière de conservation de l'environnement ont été prises par la population ou les gouvernements locaux. Avant toute considération romantique, elles abordent la question en priorité sous l'angle des ressources naturelles nécessaires pour assurer le maintien de l'accroissement démographique et du développement économique. A partir du XIX^{ème} siècle, les progrès agricoles et industriels, avec leurs nouvelles techniques et leurs nouvelles méthodes de production, tout comme l'expansion des villes ainsi que la modernisation du commerce et des moyens de communication, ont modifié rapidement les conditions de vie et l'environnement des populations et très vite, des deux côtés du Rhin, une volonté de légiférer plus assidûment s'est manifestée pour assurer la pérennité des ressources. Très tôt, certains observateurs se sont également intéressés aux pollutions, avant tout celles occasionnées par l'utilisation industrielle et domestique du charbon ou la fabrication de produits chimiques. A l'avant garde, ce sont les nations coloniales, dont la France, qui ont conduit les premières expériences de protection de la biosphère.

3-1 L'influence de la colonisation

Avant l'avènement de l'écologie, des stratégies de conservation de la nature ont été développées de façon locale par des Occidentaux, en particulier par les Hollandais, les Anglais et les Français, dans le cadre de la colonisation des pays tropicaux⁷². Au XVIII^{ème} siècle, les agronomes et les physiocrates⁷³ ont joué un rôle important dans la prise de conscience des destructions dues au capitalisme colonial, notamment aux Indes, et surtout dans les îles telles que Maurice où un espace restreint et une nature tropicale en constante évolution permettaient d'observer l'impact global des activités économiques modernes sur l'environnement et de mener les premières expérimentations de conservation des forêts, de contrôle de la pollution de l'eau (liée par exemple aux fabriques d'indigo et aux usines de cannes à sucre) ou de régulation de la pêche et de préservation de la diversité des espèces⁷⁴. Dans ce contexte, les écrits d'A. von Humbolt, qui préconisaient l'établissement d'un nouveau lien entre l'homme et la nature fondé sur la pensée des philosophes hindous, eurent une grande influence dans les colonies. En France, les pionniers de l'environnementalisme moderne, comme l'ingénieur Bernardin de Saint-Pierre (1737-1814), le physiocrate Pierre Poivre (1719-1786) ou le botaniste et explorateur Philibert Commerson (1727-1773), sont à la fois des disciples de Rousseau et les adhérents d'un empirisme scientifique rigoureux associé à la botanique des Lumières telles qu'elle se développe dans les années 1750. Leurs travaux sont mus par la volonté de préserver dans la durée les intérêts économiques de la métropole. Toutefois, selon leur conception, une gestion responsable de l'environnement est aussi bien une nécessité économique qu'une priorité esthétique et morale visant à protéger ces jardins d'Eden. Ainsi, Bernardin de Saint-Pierre cherche à recréer sur l'île Maurice une symbiose

⁷² Il ne s'agit, bien sûr, que d'exemples isolés, étant bien entendu que la plupart du temps, les colonisations se sont faites sans égard pour les populations et la végétation locales. Citons en exemple l'Abbé Raynal (1713-1796) qui critique les gouvernements de son époque : « Tel est le fruit des jalousies nationales, de cette cupidité des gouvernements qui dévorent les terres & les hommes. (...) Quand on ne peut prendre une place, on l'affame pour en faire mourir les habitants. Si l'on ne peut la garder, on la met en cendres, on la rase » Cf. : Guillaume-Thomas Raynal, *Histoire philosophique et politique des Établissements et du Commerce des Européens dans les deux Indes*, tome huitième, Genève, Chez Jean-Léonard Pellet Imprimeur, 1783, p. 277 (paragraphe sur la déportation des Acadiens).

⁷³ La physiocratie est une nouvelle philosophie économique au XVIII^{ème} siècle qui considère la terre et l'agriculture comme les sources essentielles de la richesse. En ce sens, les physiocrates défendent l'idée qu'il faut sauvegarder ces sources de la prospérité.

⁷⁴ En 1670, la disparition du dodo de l'île Maurice connaît un retentissement considérable dans la communauté scientifique européenne. Les inquiétudes vis-à-vis de la disparition des espèces animales se renforceront par la suite avec les travaux de Darwin qui publie en 1859 *De l'origine des espèces* et place la notion d'extinction dans le contexte de la sélection naturelle. Pour un aperçu de ces questions, voir : Richard Grove, « Les origines historiques du mouvement écologiste », *Pour la science*, n° 179, septembre 1992, p. 30-35.

parfaite entre les humains et la nature, harmonie qu'il célébrera par la suite dans son roman *Paul et Virginie*, publié en 1787⁷⁵.

Menés dans le cadre restreint de colonies lointaines, les travaux de ces savants ne sont pas appliqués à la métropole où le fait de baisser les tensions entre l'homme et l'environnement ne constitue ni une urgence économique, ni une priorité esthétique et morale, et où une vue d'ensemble des problèmes et des défis écologiques n'existe pas encore, malgré les désagréments, dans les villes notamment⁷⁶. Localement en revanche, il est évident que des mesures de conservation de l'environnement vont également être prises, dans l'objectif, nous l'avons déjà souligné, d'assurer la pérennité des ressources pour l'homme.

3-2 Canaliser les effets nocifs, une première forme de gestion des pollutions

Dans certaines régions d'Allemagne, où l'industrialisation se fait plus vite et plus intensément qu'en France, la pollution de l'air, des sols et des cours d'eau devient rapidement un large problème d'hygiène publique. A partir des années 1870, sous le Reich, les discussions sont particulièrement animées sur ces sujets et certains éléments constitutifs de la conscience écologique de la seconde moitié du XX^{ème} siècle vont apparaître. Certains membres de l'élite s'interrogent en effet déjà sur les conséquences à long terme, non prévisibles, de la production industrielle. Ils expriment leurs craintes au sujet de l'appauvrissement des sols par l'agriculture intensive ou au sujet de la pérennité des équilibres naturels. Certains s'engagent déjà pour une protection active des espaces naturels et un usage précautionneux des ressources. En cela, les préoccupations environnementales ne datent vraiment pas de la seconde moitié du XX^{ème} siècle⁷⁷.

Toutefois, dans les deux pays, les solutions envisagées le plus souvent par les agronomes, les ingénieurs et les industriels, comme par les pouvoirs publics, pour faire face à ces nouvelles contraintes visent rarement à réduire les émissions polluantes ou même à les éviter. Là où la population et les industries se concentrent, les problèmes de pollution, en particulier de l'air et de l'eau, sont réglés grâce à des mécanismes qui vont se perpétuer jusque dans les années 1960 : la dilution et l'étalement d'une part, la concentration et la

⁷⁵ Pour une étude détaillée de l'ensemble de ces questions, voir l'ouvrage de référence suivant : Richard H. Grove, *Green imperialism. Colonial expansion, tropical island Edens and the origins of environmentalism, 1600-1860*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

⁷⁶ Voir notamment à ce sujet les écrits de Louis Sébastien Mercier (1740-1814) qui critique vivement « l'air vicié » et la saleté de Paris. Cf. : *Le tableau de Paris* (1781-1788), Paris, Maspero 1979, p. 39-46.

⁷⁷ Voir à ce sujet le recueil de textes de Franz-Josef Brüggemeier et Michael Toyka-Seid attestant de la vivacité de ces questions au XIX^{ème} siècle : Franz-Josef Brüggemeier, Michael Toyka-Seid, *Industrie-Natur. Lesebuch zur Geschichte der Umwelt im 19. Jahrhundert*, Francfort/New York, Campus Verlag, 1995.

régionalisation d'autre part. La première méthode vise par exemple à éloigner les substances nocives grâce à des canalisations qui les déversent dans les cours d'eau ou de hautes cheminées sur les usines qui les dispersent dans l'atmosphère. La seconde approche consiste à concentrer géographiquement les dommages dans la même partie d'une ville ou d'une région et à accepter la situation environnementale de la zone comme une fatalité⁷⁸.

Les préoccupations de cette minorité sont donc essentiellement de nature économique et ne peuvent être reliées à une conscience écologique reposant sur une volonté de diminuer les sources de pollution. A cela s'ajoute qu'encore au début du XX^{ème} siècle, l'industrialisation n'a de conséquence tragique ni en Allemagne, ni en France car elle se concentre dans des zones bien précises du territoire et que de larges espaces n'ont pas encore été touchés par ce phénomène. La situation écologique globale n'est donc pas alarmante, pour les témoins de l'époque comme pour les scientifiques d'aujourd'hui. En cela, la question de la pollution des sols, de l'air et de l'eau ne constitue ni une question centrale pour les administrations étatiques, ni une priorité. Ce sont tout au plus des problèmes locaux dont on essaye de venir à bout selon les méthodes présentées précédemment. De plus, de façon générale, ces préoccupations environnementales, même si elles incluent une dimension hygiéniste bien plus fondamentale pour les contemporains du XIX^{ème} siècle, n'intéressent qu'une minorité d'individus et les voix qui s'élèvent contre les différents types de pollution restent très minoritaires. De plus, à cette époque, les conséquences des pollutions industrielles sur la santé publique et l'environnement sont loin d'être mesurées et reconnues précisément. Enfin, répétons qu'au sujet de ces personnes qui s'intéressent aux problèmes de pollutions industrielles, il est également difficile de parler dans leur cas de « conscience écologique » dans la mesure où ce terme, dans sa définition moderne, implique une « vision globale », c'est-à-dire une prise de conscience à grande échelle des effets cumulatifs et des circuits écologiques, ce qui était très rarement le cas à l'époque. Sauf exception, il en va de même des membres actifs dans les sociétés naturalistes et dans les associations de protection de la nature.

⁷⁸ Sur ces questions, voir à titre d'exemple, pour l'Allemagne, en plus de l'ouvrage cité à la note précédente : Franz-Josef Brüggemeier, Thomas Rommelspacher (éd.), *Besiegte Natur. Geschichte der Umwelt im 19. und 20. Jahrhundert*, München, Beck, 1987. Pour la France : Andrée Corvol (dir.), *Les sources de l'histoire de l'environnement. Tome 2 : Le XIX^{ème} siècle et Tome 3 : Le XX^{ème} siècle*, Paris, L'Harmattan, 1999 et 2003.

3-3 Les sociétés savantes naturalistes et de protection de la nature

3-3-1 L'influence des sociétés naturalistes

Nombreuses sont les sociétés naturalistes qui se développent au cours du XIX^{ème} siècle, à l'image de la Société botanique de France (créée en 1832), de la Société des sciences naturelles de France (1835) ou de la société zoologique de France (1876) et en Allemagne, de la *Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin* (1828), de la *Gesellschaft für Naturkunde in Württemberg* (1844) ou de la *Deutsche Zoologische Gesellschaft* (1893). Historiquement, celles-ci sont généralement peu intéressées par les questions environnementales car l'étude des relations entre l'homme et les autres êtres vivants ne fait pas partie de leurs programmes de recherche. De plus, l'activité principale des naturalistes – des botanistes en particulier – étant la composition de collections et « tableaux de chasse », ils n'hésitent pas à arracher et à tuer pour leurs activités, même les espèces les plus rares. Ces sociétés agissent donc très peu en terme d'engagement pour la protection de la nature, en dehors de quelques cas remarquables comme Charles Le Gendre (1855-1932) par exemple, actif au sein de la Société botanique du Limousin fondée en 1889⁷⁹. Ces naturalistes sont cependant au fait des théories transformistes de Lamarck (1744-1829) et de Darwin (1809-1882) et se penchent sur les différents facteurs qui influencent et déterminent l'habitat de la faune et de la flore. Ils contribuent ainsi à diffuser le néologisme « écologie » de Ernst Haeckel qui est employé régulièrement par les botanistes allemands à la fin du XIX^{ème} siècle et qui fait son apparition en France au début du siècle suivant, à la suite des publications anglophones et germanophones, très à l'avant-garde sur le sujet⁸⁰.

3-3-2 Les premières sociétés de protection de la nature

En France, la première société de protection de la nature est créée en 1854, la Société des amis des arbres est fondée en 1894 et la Société pour la protection des paysages en 1901. A l'initiative de cette dernière, le 1^{er} congrès international pour la protection des paysages se tient à Paris en octobre 1909. En 1933, elle n'a cependant encore qu'un très faible nombre d'adhérents, indice de la faible diffusion des préoccupations protectionnistes dans la société civile et du désintérêt des pouvoirs publics⁸¹. Jusqu'au début du XX^{ème} siècle, ce sont surtout le Club Alpin, le Touring Club et la Société pour la protection des paysages qui alimentent un mouvement associatif protecteur des paysages, incluant la faune et la flore. Leurs

⁷⁹ Voir à ce sujet: Patrick Matagne, *Aux origines de l'écologie. Les naturalistes en France de 1800 à 1914*, Paris, édition du Comité des travaux historiques et scientifiques (CTHS), 1999, p. 159 sq.

⁸⁰ Cf. : *Ibid.*, p. 139-144.

⁸¹ Cf. : *Ibid.*, p. 153 sq.

préoccupations sont très liées aux intérêts touristiques qu'ils accordent à certaines régions et leurs actions motivées par le caractère avant tout esthétique et pittoresque de sites naturels⁸².

En Allemagne, les « *Heimatvereine* » que nous avons évoqués plus haut, très emprunts de romantisme, constituent l'aile conservatrice des premières sociétés de protection de la nature. Fondé en 1904, le *Bund Heimatschutz* (Fédération pour la protection de la patrie) poursuit une politique moins locale d'opposition à la construction d'infrastructures : barrages, voies de chemin de fer, lignes électriques, etc., dans un objectif de protection du patrimoine traditionnel, aussi bien naturel, le « monde poétique des animaux et des plantes », que culturel⁸³. Ils sont influencés par les travaux du botaniste Hugo Conwentz (1855-1922), célèbre en Europe au début du siècle et notamment président du 1^{er} congrès international pour la protection des paysages à Paris en 1909. Celui-ci préconise en Prusse une politique de conservation de la nature face aux agressions du monde moderne, en se focalisant sur les « monuments naturels » dignes de protection et considérés comme éléments du patrimoine national⁸⁴. Dans le sillage de la social-démocratie, les *Naturfreunde* (Amis de la nature), dont le premier groupe est créé en 1905 à Munich, cherchent à s'appuyer sur les écrits de Marx (1818-1883) et Engels (1820-1895) pour mettre en évidence les dangers de l'exploitation de la nature par le capitalisme industriel⁸⁵. Ils se fixent ainsi comme idéal d'éveiller le peuple, les travailleurs, à l'amour de la nature et de protéger celle-ci contre « l'exploitation capitaliste ». Ils rencontrent les aspirations ouvrières qui veulent échapper à l'air pollué des villes et au début du XX^{ème} siècle, leur magazine *Kosmos* tire certains numéros à plus de 100.000 exemplaires⁸⁶.

Pour l'ensemble de ces organisations françaises et allemandes, la sanctuarisation de certains lieux justifie par ailleurs une utilisation intensive des espaces naturels et agricoles. Ces sociétés ne sont pas choquées par une tendance qui ne fait que se renforcer au cours du XX^{ème} siècle, à savoir l'apparition de « deux natures » : l'une productive et de plus en plus rationalisée et l'autre aimée, récréative, support de loisirs ou paysage. Cette représentation

⁸² Cf. : *Ibid.*

⁸³ « [eine] poetische Tier- und (...) Pflanzenwelt ». Extrait du discours inaugural de Ernst Rudoff (1840-1916), professeur des universités et fondateur du *Bund Heimatschutz* en 1904, consultable sur Internet sur le site de la fédération (nom actuel : *Bund Heimat und Umwelt*). Voir les pages « Geschichte » sur : <http://www.bhu.de> [réf. du 05.08.2008].

⁸⁴ Cf. : Hugo Conwentz, *Die Gefährdung der Naturdenkmäler und Vorschläge zu ihrer Erhaltung*, Berlin, Borntraeger, 1904.

⁸⁵ Ils se basent notamment sur des extraits des *Manuscrits de 1844* de Karl Marx et *Dialectique de la nature* de Friedrich Engels. Nous aurons l'occasion, dans la deuxième partie de ce travail, de revenir plus longuement sur les liens entre la pensée communiste et l'écologie.

⁸⁶ Sur ce mouvement, voir les pages « Geschichte » sur le site Internet de l'organisation : <http://www.naturfreunde.de> [réf. du 05.08.2008]. Voir aussi la thèse suivante : Hans-Christian Brinkschmidt, *Das Naturverständnis der Arbeiterbewegung am Beispiel der Naturfreundebewegung*, Frankfurt a. M., Univ., Diss., 1998.

introduit ainsi une hiérarchie des espaces. Jean-Louis Fabiani parle d'une « distinction fondamentale entre la nature qui vaut encore la peine d'être préservée et celle qui peut être abandonnée aux appétits des hommes », instaurant par là une coupure entre nature « naturelle » et nature « ordinaire »⁸⁷. Cette vision dualiste de la nature caractérise le XX^{ème} siècle jusqu'après la Seconde Guerre mondiale et dans ce contexte, les premières sociétés de protection de la nature, actives uniquement au niveau local et sur une partie valorisée de l'espace géographique, ne sont pas assimilables au mouvement écologiste.

Bilan et perspectives

Dans leur ensemble, les courants intellectuels sensibles à la nature, comme la redécouverte des espaces naturels par la société civile après 1750 et les premières mesures en faveur de la conservation de la biosphère, tous ces éléments attestent de nouvelles préoccupations au sein de la société. Mais ils n'ont pas le même poids en France et en Allemagne. Ainsi, au début de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, les Allemands et les Français ne sont pas portés par les mêmes traditions dans leur appréhension et leur relation vis-à-vis de la nature : la culture allemande en général se caractérise ainsi par un goût plus prononcé pour les espaces naturels, notamment grâce au mouvement romantique qui permet de maintenir la nature au sein des préoccupations de l'élite comme de la population, tandis que dès le XVII^{ème} siècle, la France se démarque plutôt par un puissant courant de pensée cartésien qui éloigne davantage la société de la nature. Quoi qu'il en soit – à l'exception peut-être des mesures de protection des paradis tropicaux dans les colonies françaises – ces éléments historiques ne constituent en rien des phénomènes « écologistes » avant l'heure. Comme nous l'avons vu, même les premières lois importantes de conservation de la biosphère ne sont pas liées à une volonté consciente de protéger l'environnement, mais d'assurer le développement économique.

Cependant, dans la mesure où ces traditions allemandes contribueront indéniablement à préparer l'opinion publique à la définition d'un nouveau rapport entre la société et la biosphère, nous pouvons alors nous demander si l'écologie va d'autant mieux s'implanter outre-Rhin qu'elle rencontre la terre d'élection du romantisme et si inversement, une tradition différente face à la nature va retarder la France dans la conception d'un autre rapport au monde que celui de la domination de l'espace par la civilisation. Encore aujourd'hui,

⁸⁷ Cf. : Jean-Louis Fabiani, « Les Français et la protection de la nature », *Regards sur l'actualité*, La Documentation française, n° 117, janvier 1986, p. 31-38, ici p. 35. Voir également : Jean-Claude Chamboredon, « La 'naturalisation' de la campagne : une autre manière de cultiver les 'simples' ? » in : Anne Cadoret (dir.), *Protection de la nature : histoire et idéologie. De la Nature à l'environnement*, op. cit., p. 138-151.

nombreux sont les clichés qui se basent sur ces caractéristiques historiques pour expliquer le succès des partis écologistes en Allemagne et leurs faibles scores dans l'Hexagone. Néanmoins, selon ce raisonnement, il aurait été logique que l'écologie se développe en Allemagne dès la première révolution industrielle, particulièrement intense outre-Rhin, ou au plus tard au début du XX^{ème} siècle. Cela n'a pas été le cas. Il est donc peu réaliste que seules ces traditions « sensibles à la nature » permettent d'expliquer l'avènement d'un puissant courant écologiste en Allemagne après 1960, même si elles l'ont sûrement aidé à prendre toute sa dimension.

Nous consacrons donc ce travail à l'étude des relations entre l'homme et la nature dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle pour déterminer sur quelles bases nouvelles la pensée écologique va pouvoir se construire. Nous chercherons là aussi à apprécier les particularités françaises et allemandes dans ce domaine afin de comparer l'avènement de l'écologie et le développement de partis écologistes dans les deux pays. A ce stade, et en dépit de toutes les traditions allemandes que nous avons évoquées précédemment, la question est encore loin d'être tranchée de savoir pourquoi l'écologie est considérée à la fin du XX^{ème} siècle comme une spécialité allemande, érigée en valeur au sein de la population, reconnue et puissante comme formation politique.

CHAPITRE 2 :
SUR LA VOIE D'UNE PRISE DE CONSCIENCE ECOLOGIQUE :
LE TOURNANT DECISIF DES ANNEES 1960-1970

Dans l'histoire des rapports entre l'homme et son environnement, et plus précisément de l'image que la civilisation occidentale se fait de la nature et des pratiques qu'elle développe à son égard, la fin des années 1960 constitue un nouveau tournant. A cette époque en effet, le rapport nature-culture se trouve une nouvelle fois interrogé. Il est lié à un mouvement d'opposition sans précédent, au sein de la société civile, à l'instrumentalisation et à l'utilisation intensive de la biosphère par la civilisation. Tout en valorisant l'idée de respect de la nature et en rappelant fortement la pensée de Rousseau ou les conceptions des romantiques et des mouvements proches de la nature qui caractérisent le XIX^{ème} et le début du XX^{ème} siècle en Allemagne, il se développe toutefois sur la base de nouvelles considérations. En effet, après avoir crû longtemps que la terre était dotée de capacités de régénération inépuisables, l'idée commence à se répandre au sein de l'opinion publique occidentale que la civilisation moderne ne permettra pas forcément le maintien à long terme d'une nature lourdement mise à contribution par les activités de l'homme.

Les quelques espaces préservés pour leurs qualités esthétiques et pittoresques, leurs vertus médicales ou leurs avantages touristiques, n'apparaissent pas comme une garantie suffisante au maintien des équilibres de la biosphère. Une représentation du monde nouvelle commence donc à poindre selon laquelle, dorénavant, la nature est menacée par l'homme. Dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle, et pour la première fois depuis la révolution mécaniste du XVII^{ème} siècle, une partie de la population commence ainsi à s'intéresser à la nature pour elle-même et à se préoccuper de son état de santé en dehors de toute considération utilitaire. Elle porte alors son regard non seulement sur les espaces naturels mis en valeur par la société, mais également sur la campagne « ordinaire » où se sont développées les activités agricoles, industrielles, comme les zones d'urbanisation et les réseaux de communication. Ce changement d'attitude ne constitue pas un retournement complet de situation et une déclaration d'amour tardive mais sincère de l'être humain à une nature mise en péril par les activités humaines. Si l'état de santé de la biosphère devient un sujet de préoccupation au sein de la société civile, c'est parce qu'indirectement, l'idée est en train de se développer que c'est l'ensemble de l'espèce humaine qui est en danger si son environnement se dégrade de façon significative. Désormais, la conception positiviste, relayée notamment par les doctrines marxistes, socialistes et capitalistes, selon laquelle toutes les contraintes naturelles et toutes

les difficultés liées à l'environnement seront bientôt abolies sous l'effet du progrès technique et de la science, n'apparaît plus à tous comme une évidence. Et cela même en France où historiquement, les mouvements romantiques et d'exaltation de la nature n'ont pas eu le même poids qu'en Allemagne et où les idées cartésiennes ont été particulièrement bien reçues et mises en application.

Une nouvelle conception de la place de l'homme dans le monde commence alors à voir le jour et elle viendra s'épanouir dans la pensée écologique politique. Sans remettre forcément en cause les options humanistes de la société, ni le clivage institué depuis le XVII^{ème} siècle par la révolution mécaniste entre l'humain et le non-humain, elle entend veiller à ce que désormais, des contrepoids permettent un équilibre entre ces deux sphères. Ainsi, avec l'écologie, la nature cesse d'être ce qu'elle était depuis des siècles, à savoir le pôle opposé de la culture sur lequel la civilisation se doit de gagner du terrain. Selon son analyse, le nouvel enjeu auquel la civilisation est maintenant confrontée consiste à « maîtriser la maîtrise de la nature ».

Nous allons donc nous interroger dans ce chapitre sur l'origine et les différentes facettes de ce changement de paradigme dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle. Nous verrons qu'en effet, à partir des années 1960, une partie de la population des pays riches commence à s'interroger sur les conséquences négatives que peuvent avoir ses modes de vie, sur son environnement en particulier et les espaces naturels en général. Ces réflexions sont facilitées par l'observation d'un certain nombre de phénomènes nouveaux, liés en particulier à l'intensification de l'industrialisation et de l'urbanisation dans les années de forte croissance économique qui suivent la Seconde Guerre mondiale, et qui sont de plus en plus perçus comme des désagréments inacceptables. La pression démographique dans certaines parties du territoire, comme la pollution atmosphérique et sonore et la qualité des sols comme des eaux fluviales et maritimes en sont les illustrations les plus flagrantes. D'autre part, après 1945, une réflexion internationale, soutenue par les travaux de quelques personnalités phares qui dynamisent les débats, va également permettre de thématiser les questions de protection de l'environnement et leurs enjeux pour la planète. Pour la première fois, ces questions commencent à prendre la forme d'un nouveau défi planétaire que seule permettra de résoudre une gestion solidaire entre les différents pays du globe. Enfin, au sein des sociétés occidentales, les années 1960 constituent également le moment d'une autre césure, d'un autre tournant : l'évolution des mentalités, perceptible dans la montée en puissance de nouvelles valeurs plus individualistes et libertaires, s'illustre dans les mouvements extra-parlementaires et les événements de « Mai 68 ». Ces derniers introduisent de nouvelles revendications

politiques et sociales et thématisent les questions de liberté de choix et de qualité de vie, très liées aux préoccupations des écologistes.

Nous nous proposons ainsi d'analyser dans ce chapitre le « *master frame* »¹ au sein duquel vont se développer les mouvements écologistes, autrement dit le contexte, mais aussi les représentations et les effets de génération qui permettent une nouvelle perception et interprétation de la réalité. Pour cela, nous étudierons les particularités géo-économiques, les débats internationaux ainsi que les évolutions culturelles et sociales qui sous-tendent une prise de conscience vis-à-vis des enjeux environnementaux et contribuent à introduire l'écologie dans les débats de société. La notion d'opinion publique sera pour cela centrale car en plus de l'idée que l'avenir de la planète et de l'espèce humaine sont maintenant intimement liés, l'autre grande nouveauté de la seconde moitié du XX^{ème} siècle tient dans le fait que les enjeux écologiques vont concerner une partie croissante de la population – et non plus quelques savants ou spécialistes isolés. Tout au long de ces analyses, l'objectif sera de comparer les situations auxquelles se trouvent confrontés les Allemands et les Français, ainsi que leurs réactions, afin de déterminer si c'est au niveau de la prise de conscience des défis écologiques, dans les années 1960 et 1970, que des points de divergence apparaissent de part et d'autre du Rhin.

I L'évolution géo-économique

De façon globale, en France comme en Allemagne, depuis le XVIII^{ème} siècle, les différentes révolutions industrielles ont transformé le pays : les méthodes et les outils de production se sont modernisés, les structures économiques et les différents secteurs d'activité ont évolué, comme la répartition géographique et le poids total de la population, la taille et le nombre des agglomérations, l'importance et la nature des réseaux de communication, etc. En cela, les deux pays sont partie prenante d'une transition économique qui a eu lieu dans l'ensemble des pays occidentaux entre la fin du XVIII^{ème} siècle et la fin du XX^{ème} siècle et ils se caractérisent, avec la Grande-Bretagne notamment, par une amorce précoce de leur transition. Toutefois, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la situation économique, industrielle, démographique et urbaine est loin d'être la même des deux côtés du Rhin et au cours des trente années qui suivent, la France et la RFA vont connaître dans ces domaines des

¹ Cf. : David Snow, Robert Benford, « Master Frames and Cycles of Protest » (1988) in : Aldon Morris, Carol McClurg Mueller, *Frontiers in social movement theory*, Yale University Press, 1992, p. 133-155.

évolutions très différentes. Ces caractéristiques vont jouer un rôle décisif dans l'appréciation par l'opinion publique de son environnement car elles déterminent largement la nature, le poids et la répartition des différents types de pollution et désagréments qui pèsent sur l'espace géographique. Notre objectif dans ce chapitre est donc de comparer l'évolution économique, industrielle, démographique et urbaine de la France et de la RFA entre 1945 et 1975 afin de mesurer les écarts et de souligner combien les deux pays ne sont pas soumis aux mêmes pressions. Lié à cela, nous chercherons à apprécier la nature des pollutions qui touchent les deux pays afin, là aussi, de mettre en valeur les différences qui caractérisent les deux territoires. Enfin, nous reviendrons sur les conséquences de la crise économique qui touche la France et la RFA dans les années 1970 afin de mesurer leur impact sur la perception par la population de la société dans laquelle elle vit.

1-1 Activités industrielles, urbanisation et démographie

La perception croissante des pollutions et des nuisances est liée avant tout à l'intensification des activités industrielles et à l'urbanisation qui induisent le développement des transports et, dans certains cas, à une forte poussée démographique. Dans tous ces domaines, la République fédérale se caractérise dans les années 1960 par une forte avance sur la France.

1-1-1 Evolutions allemandes

En matière d'industrialisation, l'Allemagne de l'Ouest se démarque en effet de la France par le nombre et la taille de ses entreprises. Tandis que la France s'est concentrée plus longtemps sur le secteur agricole, l'Allemagne a su se lancer plus intensément, au XIX^{ème} siècle, dans la révolution industrielle. Elle a ainsi développé une tradition industrielle très importante et répartie sur l'ensemble du territoire autour de l'exploitation des matières premières, en particulier des mines de charbon (dans la région de la Ruhr, de la Sarre, autour d'Aix-la-Chapelle), ainsi que de fer et d'acier (Duisburg, Dortmund), comme autour des industries du textile (à Berlin, Augsburg, Wuppertal, Mönchengladbach) et de la chimie (Ludwigshafen, Leverkusen, Francfort, Cologne). D'autres centres industriels se sont développés le long des voies de communication, au bord du Rhin notamment (Karlsruhe, Mannheim, Mayence, Wiesbaden). Les secteurs électrotechniques et automobiles se sont implantés dans le sud de l'Allemagne, dans des zones où l'exploitation de matières premières n'était pas dominante, autour de Stuttgart et Munich avant tout (auxquelles s'ajoutent

Hanovre et Wolfsburg pour l'industrie automobile et Berlin, Hambourg, Nuremberg, Erlangen et Francfort pour l'électrotechnique). Après la Seconde Guerre mondiale, à partir de la fin de l'année 1946, la réhabilitation du secteur industriel en Allemagne de l'Ouest est largement soutenue par les Alliés, notamment grâce aux réformes monétaires, économiques et fiscales des années 1948-1949² et à des aides financières importantes comme le plan Marshall. Les reconstitutions, créations ou fusions de grandes entreprises industrielles accompagnent le développement économique de l'Allemagne de l'Ouest. Le secteur industriel constitue ainsi dans l'après-guerre, et cela restera le cas jusqu'à la fin des années 1980, la clef de voûte de l'économie allemande. La chimie, l'industrie électrotechnique, la construction aéronautique et la construction de véhicules routiers ainsi que le traitement du pétrole et des matières plastiques sont alors les secteurs industriels les plus dynamiques, tandis que les industries traditionnelles – charbonnages, industries textiles – régressent.

En dehors de quelques exceptions comme Münster, Coblenche, Bonn, Wiesbaden ou Oldenburg – qui tirent leur croissance de leur rayonnement historique, de leur rôle administratif et politique ou culturel – la plupart des grandes villes allemandes doivent ainsi leur développement économique avant tout au dynamisme du secteur secondaire. L'éparpillement industriel sur le territoire, lié à une production très diversifiée, a ainsi conduit au développement de nombreux centres industriels. En plus des villes portuaires hanséatiques, en particulier Brême et Hambourg (construction navale, sidérurgie, métallurgie, industries de transformation, industries mécanique, électrotechnique, alimentaire et textile), six d'entre eux sont particulièrement développés dans les années 1960 :

- la région de la Ruhr, en Rhénanie du Nord-Westphalie, autour de Duisburg et Düsseldorf (principales industries : charbonnerie, sidérurgie, chimie, construction mécanique, métallurgie) ;
- la région du Neckar moyen autour de Stuttgart (construction automobile, construction mécanique, industrie électrotechnique, industrie textile) ;
- la plaine du Rhin moyen aux confluent du Main et du Neckar, autour de Francfort et de Mannheim (industries mécaniques et électriques, chimie, construction automobile, fonderies de métaux, industries électrotechnique, alimentaire, textile) ;
- la Basse-Saxe méridionale autour de Hanovre (métallurgie, mécanique, construction automobile, chimie, sucreries) ;

² Cf. : La réforme monétaire date du 20 juin 1948, la loi du 24 juin 1948 (*Gesetz über Leitsätze für die Bewirtschaftung und Preispolitik nach der Geldreform*) supprime progressivement l'économie dirigée et instaure un cours néo-libéral, les réformes fiscales de 1948 et 1949 (*Steueränderungsgesetze*) accordent des allègements fiscaux aux industries de biens de consommation.

- la région de Munich (industrie mécanique, construction automobile, électrotechnique, mécanique, optique, chimie, confection, industrie alimentaire, industrie du bâtiment) ;
- la Sarre (charbonnerie, sidérurgie, verrerie, céramique, chimie, matière plastique, construction automobile).

Entre 1950 et 1970, la population active dans le secteur secondaire augmente encore largement dans toutes les régions industrielles du pays, à l'exception des centres miniers. La Ruhr, la région rhénane entre Karlsruhe et Francfort, ainsi que les agglomérations de Hambourg, Hanovre, Stuttgart et Munich, profitent particulièrement de cette croissance³. En 1960, le secteur industriel représente 53,2% de la valeur ajoutée brute en Allemagne et regroupe 48% des emplois ; en 1970, il produit encore 51,7% de la valeur ajoutée brute (en prix constants) et 48,9% des emplois⁴. Le secteur industriel constitue ainsi dans l'après-guerre, et cela restera le cas jusqu'à la fin des années 1980, la clef de voûte de l'économie allemande.

Parallèlement la population ouest-allemande connaît également une croissance nettement plus forte qu'en France. En effet, entre 1955 et 1975, elle affiche même un taux annuel de croissance parfois supérieur à 1%. Cette situation s'explique d'une part par les effets du baby-boom et de la baisse de la mortalité, phénomènes que connaît également la France à cette époque. A cela s'ajoute des éléments plus particulièrement caractéristiques de la situation ouest-allemande dans la mesure où la population s'accroît également outre-Rhin car beaucoup d'expulsés et de réfugiés de la Seconde Guerre mondiale se retrouvent après 1945 dans les zones d'occupation occidentales puis en RFA. De plus, entre 1945 et 1949, un million et demi de migrants passent de la zone d'occupation soviétique aux zones d'occupation occidentales puis trois millions de personnes quittent encore la République démocratique allemande pour la RFA entre 1949 et août 1961. En 1950, lors du premier recensement, l'ensemble de ces réfugiés, expulsés et migrants de l'Allemagne de l'Est représentaient 19% de l'ensemble de la population ouest-allemande. En 1960, ils sont quatorze millions en RFA et constituent 24% de la population totale⁵. De plus, pour répondre à la demande de main-d'œuvre engendrée par la croissance économique, comme en France, la RFA accueille une vague d'immigration étrangère économique entre 1955 et 1973, date de la

³ Cf. : « Stat. Jb. Dt. Gemeinden 1951 und 1973 », cité dans : W. Tietze, K.-A. Boesler, H.-J. Klink, G. Voppel (éd.), *Geographie Deutschlands. Bundesrepublik Deutschland. Staat-Natur-Wirtschaft*, Berlin/Stuttgart, Gebrüder Borntraeger, 1990, p. 499.

⁴ Cf. : Institut der deutschen Wirtschaft, *Zahlen zur wirtschaftlichen Entwicklung der Bundesrepublik Deutschland*, Köln, Deutscher Instituts-Verlag, édition CD-Rom 1999, tableaux 21 et 30.

⁵ Pour plus de détails, voir par exemple sur ces questions : Josef Ehmer, *Bevölkerungsgeschichte und historische Demographie 1800-2000*, München, Oldenbourg Verlag, 2004, p. 15-31.

première crise pétrolière où cette immigration est stoppée. Pendant cette période, quatorze millions de travailleurs immigrés (*Gastarbeiter*) viennent travailler en Allemagne, dont onze millions repartent pendant la même période, en particulier lors de la récession de 1966-1967⁶. Prise dans sa totalité, la population de RFA passe ainsi de 48,6 millions en 1950 à 59,3 millions en 1970, ce qui représente sur vingt ans un taux de croissance annuel moyen de 9,9‰⁷.

1-1-2 Evolutions françaises

En France, les taux d'industrialisation et de croissance démographique ont été beaucoup moins forts jusque dans les années 1960-1970 et cela, sur un territoire largement deux fois plus étendu puisque la RFA comptait environ 248.935 km² alors que la France métropolitaine a une superficie d'environ 551.695 km². La France se caractérise ainsi dans ces années-là par une proportion de population rurale⁸ beaucoup plus importante qu'en République fédérale d'Allemagne. Pour mémoire, en dehors de Berlin, on comptait déjà dans le Reich de 1910 : dix villes de plus de 300.000 habitants et trente villes avec une population comprise entre 100.000 et 300.000 habitants. En comparaison, en dehors de Paris, il n'y avait en France que deux villes de plus de 300.000 habitants à la même date : Lyon et Marseille ainsi que douze villes de 100.000 à 300.000 habitants⁹. Cette dynamique de croissance des grandes villes est ainsi une tendance qui s'ébauche en Allemagne dès le XIX^{ème} siècle, qui se prolongera jusque dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle et qui n'a pas son pendant en France. De ce fait, au début des années 1960, parallèlement au poids considérable de la capitale, la population française vivant dans des villes de plus de 500.000 habitants est très faible, le pays se distingue par un grand nombre de petites communes et une forte proportion de ruraux habitant dans de très petites localités avec moins de 1.000 habitants¹⁰. En 1975, sur 36.551 communes françaises au total, on dénombre 31.351 communes rurales (moins de 5.000 habitants) abritant 24,94% de la population française. En dehors de l'agglomération parisienne qui compte à cette date 8,87 millions de personnes, soit 16,88% de la population

⁶ Cf. : *Ibid*, p. 32 sq.

⁷ Cf. : « Bevölkerungsgeschichte 1800-1970 » in : Hermann Aubin, Wolfgang Zorn (éd.), *Handbuch der deutschen Wirtschafts- und Sozialgeschichte, Bd. 2.: Das 19. und 20. Jahrhundert*, Stuttgart, Klett-Cotta Verlag, 1976, p. 9-50, ici p. 47.

⁸ Cf. : On qualifie généralement de rurale la population qui réside dans des localités de moins de 5.000 habitants.

⁹ Cf. : Comparaisons internationales in : W. Tietze, K.-A. Boesler, H.-J. Klink, G. Voppel (éd.), *Geographie Deutschlands. Bundesrepublik Deutschland. Staat-Natur-Wirtschaft, op. cit.*, p. 517.

¹⁰ Cf. : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, Ministère de l'Équipement et du Logement, *Atlas économique et social pour l'aménagement du territoire, Tome I : Démographie*, Paris, La Documentation française, 1967, p. 2-5.

totale, on ne recense que neuf communes de plus de 200.000 habitants regroupant 21,56% des Français de métropole¹¹.

Cela est lié notamment au fait que l'évolution démographique de la France ne ressemble pas à celle de la RFA. En effet, la France a entamé très tôt, dès le XVIII^{ème} siècle, sa transition démographique, caractérisée par une diminution des naissances si bien qu'à la veille de la Première Guerre mondiale, la population française apparaît comme vieillie en comparaison aux autres pays européens. Au cours de la première moitié du XX^{ème} siècle, traversée par la Première Guerre mondiale, sa population stagne autour de 40 millions d'habitants. La fin de la Seconde Guerre mondiale, avec la baisse de la mortalité et le baby-boom, marque certes le début d'une croissance démographique exceptionnelle dans l'histoire du pays puisqu'entre 1945 et 1975, la population passe de 39,7 à 52,7 millions d'habitants, soit une augmentation de 32,8%, ce qui représente un taux de croissance annuel moyen de 9,6‰¹². Toutefois, la population française ne rattrapera pas la population allemande et la pression démographique de la France ne sera pas comparable à celle que connaît la République fédérale. Ainsi, en 1963-1964, la densité de la population de la RFA s'élève à 224 hab/km² (derrière les Pays-bas et la Belgique) tandis qu'avec 87 hab/km², la France se caractérise par la plus faible densité d'Europe de l'Ouest après l'Espagne¹³. Enfin, la pression de l'immigration se fait moins ressentir en France après 1945 dans la mesure où le pays n'est pas confronté, comme dans les zones d'occupation occidentales de l'Allemagne puis en RFA, au problème des réfugiés, des expulsés et des migrants. Notons également qu'en 1962, l'apport des étrangers dans la constitution de la population française représentait 3,9% des personnes recensées, soit 1,81 million d'individus¹⁴. La fin de la guerre d'indépendance de l'Algérie en 1962 entraîne l'arrivée de nombreux pieds-noirs et Algériens en France, mais dès 1964, ce flux migratoire est contrôlé par des contingentements. De façon générale, l'immigration économique est encouragée dans les années 1960 pour satisfaire les besoins de l'économie et elle s'intensifie dans les années 1970, mais elle ne contribue pas pour autant, tout comme l'augmentation de la population en général, à créer une pression démographique importante à l'échelle du pays. Il en va de même de l'urbanisation croissante puisque celle-ci

¹¹ Il s'agit de Marseille, Lyon, Toulouse, Nice, Nantes, Strasbourg, Montpellier, Bordeaux et Lille. Cf. : « La population française au XX^{ème} siècle », in : La Documentation française, *Histoire économique de la France au XX^{ème} siècle*, n° 255, mars-avril 1992, p. 99-102, ici p. 100.

¹² Voir le tableau : « Evolutions démographiques des unités urbaines et des communes rurales regroupées par tranche d'importance. Tableau métropole » in : Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), *Recensement général de la population de 1990. Evolutions démographiques 1975-1982-1990*, Paris, Insee, 1991, p. 62-63.

¹³ A cette date, les Pays-Bas comptent 356 hab/km², la Belgique 304 hab/km² et l'Espagne 62 hab/km². Cf. : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, Ministère de l'Équipement et du Logement, *Atlas économique et social pour l'aménagement du territoire*, op. cit., p. 2.

¹⁴ Cf. : *Ibid.*, p. 8.

se porte davantage dans les années 1960 vers les villes moyennes que vers les grandes villes, phénomène lié en partie à l'affaiblissement de l'attraction parisienne. Ainsi, selon le recensement du 27 mai 1970, la densité en RFA s'élève à cette époque à 244 hab/km²¹⁵ tandis qu'en France, à la même date, elle culmine à 90,3 hab/km² (recensement de 1968)¹⁶. A cette époque, la moitié des départements français ont moins de 50 hab/km²¹⁷ alors qu'en République fédérale d'Allemagne, les phénomènes de surconcentration sont fréquents dans la mesure où la population a tendance à se regrouper dans certaines zones du territoire qui présentent, entre 1950 et 1970, une croissance démographique extrêmement élevée. C'est le cas tout particulièrement de quatre *Länder* qui ont un taux de croissance annuel supérieur à 1% sur l'ensemble de la période :

- le Bade-Wurtemberg (taux annuel de croissance entre 1950 et 1970 de 17%) ;
- la ville hanséatique de Brême (15,4%) ;
- la Rhénanie du Nord-Westphalie (13,3%) ;
- la Hesse (11,7%)¹⁸.

Dans les années 1960, alors que la RFA se distingue par une forte proportion d'actifs employés dans les industries manufacturières, la France, avec 38,63% de la population active dans le secteur secondaire en 1962, se situe dans une position intermédiaire à l'échelle européenne. Elle se trouve en effet entre le groupe des pays latins possédant une forte proportion de personnes employées dans l'agriculture et le groupe des pays d'Europe du Nord auquel appartient la RFA, plus industrialisé, où la part de la population active dans le secteur primaire est beaucoup plus restreinte¹⁹. De plus, la tradition centralisatrice française qui a conduit au regroupement du pouvoir politique, administratif et économique dans la capitale explique qu'en France, les industriels non tenus géographiquement par l'exploitation de matières premières ou une tradition liée à un savoir-faire local, s'installent avant tout dans l'agglomération parisienne pour profiter de ces avantages. Cette caractéristique a porté

¹⁵ Cf. : Statistisches Bundesamt Deutschland. Statistiques disponibles sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.destatis.de> [réf. du 01.11.2007].

¹⁶ Cf. : INSEE-Annuaire statistique de la France. Statistiques disponibles sur Internet à l'adresse suivante : <http://ined.fr> [réf. du 01.11.2007].

¹⁷ Cf. : Pierre Longone, « Densité et urbanisation » in : *Population et sociétés*, n° 25, mai 1970, p.1-3, ici p. 2.

¹⁸ Cf. : « Bevölkerungsgeschichte 1800-1970 » in : Hermann Aubin, Wolfgang Zorn, *Handbuch der deutschen Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, op. cit., p. 47.

¹⁹ Cf. : Graphiques : « Répartition de la population active en trois secteurs en 1962 » et « Répartition de la population active en grandes branches dans les principaux pays d'Europe de l'Ouest » in : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, Ministère de l'Équipement et du Logement, *Atlas économique et social pour l'aménagement du territoire*, op. cit., p. 33-34. Pour une étude comparée de l'évolution industrielle et économique de la RFA et la France après 1945, voir également le chapitre « Deutsches Wirtschaftswunder und französische wirtschaftliche Modernisierung : Die wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Auswirkungen » in : Hartmut Kaelble, *Nachbarn am Rhein : Entfremdung und Annäherung der französischen und der deutschen Gesellschaft seit 1980*, op. cit., p. 151-167.

préjudice aux plus grandes villes du pays qui n'ont pas, comme dans une structure fédérale telle qu'en Allemagne de l'Ouest, bénéficié d'un développement industriel privilégié pour devenir de véritables capitales régionales. Ainsi, au cours des années 1960-1970, en comparaison à la RFA, la France compte peu de « zones de peuplement industriel ou urbain »²⁰ importantes. Seuls les espaces suivants sont en effet caractérisés comme tels :

- l'agglomération parisienne (très forte pression humaine : 8.755 hab/km² en 1970) ;
- les Bouches-du-Rhône (pression humaine importante / sidérurgie, pétrochimie, industrie minière (houille), métallurgie et équipements mécaniques, industrie navale et ferroviaire) ;
- la région lyonnaise (pression humaine importante / chimie, industrie pharmaceutique, construction mécanique et électrique, automobile, textile, agro-alimentaire) ;
- les régions minières du Nord – l'axe Roubaix-Tourcoing notamment – et de l'Est autour de Metz et de Nancy (zones industrielles à forte pression / textile, habillement, équipement mécanique et électrique, métallurgie, sidérurgie, industrie du bois) ;
- l'Alsace (pression humaine importante / bâtiment, métallurgie, textile, habillement, chimie, construction automobile) ;
- l'Ile-de-France (pression humaine importante / construction mécanique, automobile, matériel ferroviaire, métallurgie, sidérurgie, chimie de base)²¹.

En 1975, les terrains bâtis et artificiels occupent 4,2% du territoire national en France. En 1971, ils représentaient 16% du territoire de la RFA. A l'inverse, 36,3% de l'Hexagone contre 29,5% de la RFA sont recouverts par des forêts, des landes ou des espaces naturels de type aquatique ou rocheux (les forêts constituant à elles seules 27,1% de l'espace français, ce chiffre dépassant même la barre des 30% dans dix régions sur vingt-deux)²². De plus, la France est largement « aérée » par des vents océaniques dominants de secteur ouest, en

²⁰ Les zones de peuplement industriel sont caractérisées selon l'Insee par une homogénéité de peuplement avec une faible part de cultivateurs, des échanges de main d'œuvre importants entre les communes de la zone, une activité industrielle importante en raison de la proximité d'une grande ville, de la richesse du sous-sol ou de la présence d'un grand axe de communication. Définition rappelée in : *Ibid.*, p. 38.

²¹ Cf. : *Ibid.* ; carte : « Pression des activités humaines, 1975 » in : Secrétariat général du Haut comité de l'environnement, Ministère de la Culture et de l'Environnement, *L'état de l'environnement. Rapport annuel 1976-1977*, Tome 2 : Annexes, Paris, La Documentation française, 1978, p.15 ; « La France en faits et chiffres : Industrie-IAA-Construction », Insee, informations disponibles sur : <http://www.insee.fr> [réf. du 01.11.2007]. Sur l'ensemble de ces questions démographiques et industrielles, voir également l'ouvrage de référence de Fernand Braudel et Ernest Labrousse, *Histoire économique et sociale de la France (de 1450 à nos jours)*, tome 4 (1880-1980), Paris, Presses universitaires de France, 1982. Notons que l'index thématique (T. 4, vol. 3) ne mentionne ni le terme « écologie », ni le terme « environnement ».

²² Cf. : « Utilisation du territoire. Tableau d'ensemble, 1975 » et « Superficie des forêts par région, 1975 » in : Secrétariat général du Haut comité de l'environnement, Ministère de la Culture et de l'Environnement, *L'état de l'environnement. Rapport annuel 1976-1977*, Tome 2, *op. cit.*, p. 12 et 16 ; tableau : « Flächennutzung in den Jahren 1938, 1950 und 1971 » in : Landesregierung Nordrhein-Westfalen (éd.), *Umweltbericht Nordrhein-Westfalen*, Troisdorf, Buchdruckerei Max Jaschel & Sohn, 1974, p. 32.

particulier dans les régions occidentales, ainsi que par de nombreux vents locaux comme l'autan, la tramontane, le föehn et en particulier, sur le sud-est du pays, le mistral.

Ajoutées à la structure de l'urbanisation et de l'industrialisation, ces caractéristiques contribuent ainsi à donner un caractère « naturel » à une large proportion du territoire français tandis que les vents permettent aux pollutions atmosphériques de se disperser. Toutes ces particularités franco-allemandes soulignent ainsi combien l'espace géo-économique est différent de part et d'autre du Rhin dans les années 1960-1970. Alors que beaucoup d'Allemands de l'Ouest vivent sur des espaces très construits, urbanisés et industrialisés, selon un plan polycentrique, la pression des activités humaines est beaucoup moins forte sur une très grande part de l'espace français où la population est plus éparse. En ce sens, pour reprendre une expression de Joseph Rovin, nous pouvons évoquer une « nouvelle conscience géographique des individus et des groupes » qui se développe en RFA dans ces années-là et qui va jouer un rôle important dans l'intensification des préoccupations écologiques²³. En conséquence, Français et Allemands sont de plus en plus gênés par l'intensification des pollutions et des nuisances qui augmentent dans les deux pays à cette époque. Cependant, leurs préoccupations majeures diffèrent quelque peu : alors qu'en RFA, l'opinion publique se montre de plus en plus soucieuse vis-à-vis de la qualité de l'air et des problèmes de bruits liés, notamment, au développement des transports, les Français sont avant tout préoccupés par la pollution des eaux et des sols.

1-2 Pollutions françaises, pollutions allemandes

1-2-1 Pollution atmosphérique

Les principales sources de pollution atmosphérique sont les foyers de combustion domestiques ou industriels (émission de dioxydes de soufre, de fumées et d'oxydes d'azote), les installations industrielles (dioxyde de soufre, fumées, poussières) et les véhicules automobiles (dioxyde de carbone, hydrocarbures, oxydes d'azote, fumées, poussières). La question des nuisances phoniques est intimement liée à celle de la pollution atmosphérique car les sources sont les mêmes. Par définition, ces deux phénomènes restent relativement circonscrits aux grandes agglomérations, aux zones industrielles et aux infrastructures de transport, espaces qui représentent, comme nous venons de le voir, une large part du territoire

²³ Cf. : Joseph Rovin, « Les raisons géographiques de la puissance des « Verts » en R.F.A. Géographie et politique dans l'Allemagne d'aujourd'hui » in : *Hérodote*, n° 28, 1^{er} trimestre 1983, p. 48-55, ici p. 48.

ouest-allemand, ce qui est beaucoup moins le cas en France. Ainsi, en 1976, le Haut comité de l'environnement du ministère de la Culture et de l'Environnement rapporte qu'en France :

« la pollution atmosphérique n'atteint un niveau critique qu'aux alentours des concentrations urbaines et industrielles d'une certaine importance. La France apparaît relativement favorisée à cet égard : la densité démographique et industrielle reste peu élevée et l'habitat diffus (...). Les conditions climatiques et météorologiques sont généralement favorables. »²⁴

Effectivement, les indices de pollution de l'air en dioxyde de soufre (résultant principalement de la combustion et des installations industrielles) sont à cette époque largement plus importants en RFA qu'en France. Au niveau de l'Europe occidentale, l'Allemagne de l'Ouest est le second pays après la Grande-Bretagne par rapport à sa quantité d'émission annuelle tandis que la France n'arrive qu'en quatrième position, derrière ces deux pays et l'Italie²⁵. Beaucoup d'Allemands de République fédérale subissent ainsi les nuisances liées à la pollution atmosphérique. Ils sont particulièrement nombreux en Rhénanie du Nord-Westphalie qui, au début des années 1970, abrite sur son territoire presque un tiers de la population de RFA (densité : 503 hab/km² en 1972), presque la moitié de la production énergétique du pays (48% en 1972) ainsi qu'une grosse partie de l'industrie dans de nombreux centres urbains et industriels, à l'exemple de Düsseldorf, Cologne, Dortmund, Essen ou Duisburg. Notons encore qu'en 1973, il y a 16,8 millions de véhicules immatriculés en RFA et que le parc est estimé à 18 millions en France – sur un territoire deux fois plus étendu. Toute cette pollution atmosphérique se manifeste concrètement par des problèmes d'odeurs, par la baisse de la transparence de l'atmosphère (phénomène de smog), par le noircissement des façades et des monuments, dont la cathédrale de Cologne est le symbole et l'instrument de mesure, ainsi que par des problèmes de santé encore mal connus mais reliés à ce contexte (trouble du système nerveux, asthme, bronchite chronique, cancers, symptômes cardio-vasculaires, etc.).

Aux problèmes locaux de pollution atmosphérique s'ajoute le fait que la RFA subit également l'arrivée par l'est de son territoire de pollutions venues surtout de RDA. Cet Etat est en effet également très industrialisé, notamment dans le domaine de la chimie, de la production minière et de la métallurgie. Le secteur secondaire se caractérise dans son

²⁴ Cf. : Secrétariat général du Haut comité de l'environnement, Ministère de la Culture et de l'Environnement, *L'état de l'environnement. Rapport annuel 1976-1977*, Tome 1, Paris, La Documentation française, 1978, p. 25.

²⁵ Cf. : Cartes : « Pollution de l'air en dioxyde de soufre (SO₂) dans la CEE » et « Densité locale de la pollution de l'air en dioxyde de soufre (SO₂) » in : Commission des Communautés européennes, *L'état de l'environnement : premier rapport*, Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, 1977, p. 68 et 71.

ensemble par un parc industriel vieux et délabré, extrêmement polluant, aussi bien au niveau des sols, de l'eau que de l'atmosphère. A titre d'exemple, des spécialistes ont pu mesurer en 1989 que la pollution au dioxyde de soufre était huit fois plus élevée dans le Brandebourg qu'en Allemagne de l'Ouest. Alors que l'idéologie communiste prônait officiellement, afin de se démarquer des pays capitalistes, la coordination de l'économie planifiée socialiste avec la protection de l'environnement, nous savons aujourd'hui combien dans les faits les pratiques étaient différentes. Ainsi, la RDA est également le pays qui a atteint, selon les experts, le record mondial par tête en émissions de gaz à effet de serre (CO₂) dans les années 1980²⁶. Dans les années 1970, l'accumulation des déchets polluants et toxiques – qui tous, n'ont pas été produits en RDA mais font l'objet d'un trafic international, avec la RFA notamment – constitue également un des problèmes majeurs pour l'environnement du pays et des Etats voisins. En effet, ces déchets polluent les sols et les ressources en eau, pollution qui a tendance à se propager naturellement, notamment à travers les cours d'eau, l'exemple le plus célèbre concernant la pollution de l'Elbe²⁷. Ainsi, la RFA apparaît comme un pays grand producteur de substances polluantes à cause de sa forte concentration en industries, et du fait de sa situation géographique au centre de l'Europe, c'est également un Etat qui importe beaucoup de pollution. A l'inverse, non seulement la France produit moins de substances polluantes en moyenne que la RFA, mais elle en exporte également plus qu'elle n'en importe (en particulier vers l'Allemagne et les espaces maritimes). Seuls le nord et l'est du pays sont ainsi concernés par la pollution internationale²⁸.

1-2-2 Pollution sonore

En ce qui concerne les nuisances sonores, un rapport à l'initiative du gouvernement de Rhénanie du Nord-Westphalie note en 1974 qu'au sein du Land :

« dans les zones d'agglomération, la population vit pour ainsi dire sous un tapis de bruits issus des transports, des activités économiques et des occupations de loisirs »²⁹

²⁶ Cf. : Sighard Wilhelm, *Umweltpolitik. Bilanz, Probleme, Zukunft*, Opladen, Leske und Budrich, 1994, p. 26.

²⁷ Pour plus de détails sur la situation environnementale en RDA, voir : Institut für Ökologische Wirtschaftsforschung, *Umweltreport DDR. Bilanz der Zerstörung, Kosten der Sanierung, Strategien für den ökologischen Umbau*, Frankfurt am M., S. Fischer, 1990.

²⁸ Pour un aperçu détaillé des productions de substances polluantes en France et en RFA à partir de 1975, ainsi que des problèmes d'importation et d'exportation de ces dernières à l'échelle de l'Europe, voir : Adrienne Héritier, Susanne Mingers, Christoph Knill, Martina Becka, *Die Veränderung von Staatlichkeit in Europa. Ein regulativer Wettbewerb : Deutschland, Großbritannien und Frankreich in der Europäischen Union*, Opladen, Leske und Budrich, 1994, p. 31 sq, 116 sq et 151 sq.

²⁹ « In den Ballungsgebieten lebt die Bevölkerung gleichsam unter einem Teppich von Geräuschen aus Verkehr, Gewerbe und Freizeitbeschäftigungen. » In : Landesregierung Nordrhein-Westfalen (éd.), *Umweltbericht Nordrhein-Westfalen, op. cit.*, p. 47.

A l'opposé du bruit « naturel », le bruit « technique » a augmenté parallèlement à l'industrialisation et à l'urbanisation. Dans les zones de forte densité, il devient à cette époque un problème de société très présent. Les machines posent surtout problème quand elles sont employées sur des chantiers en zone urbaine, dans l'industrie à ciel ouvert et dans les usines proches des zones urbaines car elles s'entendent de très loin et en permanence (dans la mesure où les entreprises restent ouvertes vingt-quatre heures sur vingt-quatre). Certaines activités de loisirs sont également pointées du doigt, à l'image des classiques conflits de voisinage autour de tondeuses à gazons et outils de bricolage électriques ou d'instruments de musique puissants. L'intensification de la circulation automobile, avec l'accroissement massif, dans l'après-guerre, de la mobilité des marchandises et des personnes, nécessite également de plus en plus de routes pour des véhicules toujours plus nombreux et plus bruyants avec l'élévation de la vitesse autorisée. L'augmentation des transports aériens militaires et civils est également très importante entre 1950 et 1970, à l'exemple de l'aéroport de Düsseldorf où le trafic a été multiplié par quatre entre 1954 et 1971³⁰, situation qui provoque la colère des riverains et menace leur santé. A cette époque, de nombreuses questions se posent en RFA pour trouver des financements, développer des moyens techniques et résoudre des questions juridiques afin de construire plus de tunnels, d'abaisser certaines rues, d'élever des murs de protection sonore et d'installer des doubles vitrages chez les particuliers et dans les entreprises. A titre comparatif, en France, 72% de la population nationale est « très ou assez satisfaite » du bruit ambiant en 1975³¹.

1-2-3 Pollution des eaux

Les Français de leur côté s'inquiètent ainsi davantage de la pollution des eaux et des sols, phénomène lié en partie à l'importance de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche pour le pays, mais pas uniquement. En effet, les Français sont particulièrement sensibles à la pollution des eaux continentales qui affecte directement les cours d'eau, ou indirectement, au travers des sols, les nappes phréatiques. Cette pollution est due aux rejets ménagers, industriels et agricoles, elle rend les eaux impropres à la consommation ou à l'utilisation économique. Dans les années 1970, les « égouts à ciel ouvert » sont en effet de plus en plus mal supportés par la population – Paris rejette encore en 1978 la moitié de ses eaux d'égout dans la Seine – et cela d'autant plus qu'en 1964, la première loi de lutte contre la pollution

³⁰ Cf. : *Ibid.*, p. 50.

³¹ Cf. : Secrétariat général du Haut comité de l'environnement, Ministère de la Culture et de l'Environnement, *L'état de l'environnement. Rapport annuel 1976-1977*, Tome 2, *op. cit.*, p. 74.

des eaux a été adoptée dans le pays³². Dix ans après cette loi, encore beaucoup de collectivités locales ne disposent pas de système d'épuration des eaux usées domestiques qui sont ainsi rejetées dans le milieu naturel sans avoir été traitées. Les pollutions issues de l'agriculture dues, entre autres, à l'utilisation intensive d'engrais et de pesticides provoquent toujours une accumulation de substances toxiques (nitrates, phosphates) dans les sols et les nappes d'eau et menacent, tout comme les rejets issus de l'industrie, les eaux superficielles et les eaux souterraines. Les phénomènes d'eutrophisation de certains cours d'eau et plans d'eau (développement d'algues, de plantes aquatiques ou de mousses) tout comme les eaux troubles, souvent odorantes et où évoluent moins de poissons, ainsi que le réchauffement de la température de l'eau ou sa coloration, alertent particulièrement l'opinion publique et donnent lieu, en 1971, au lancement de l'opération « rivières propres ». La pollution des eaux marines est également un sujet de société en France, pays qui compte 5.533 kilomètres de littoral et qui tire des revenus importants de l'industrie du tourisme estival et de la pêche. Les déballastages illicites des navires, les rejets d'eaux usagées non traitées des communes du littoral, tout comme le trafic maritime (celui qui pénètre en Manche au large des côtes de Bretagne est le plus important au monde à cette époque, avec le passage de 11.000 bateaux par an) contribuent à la pollution des plages et à la destruction de la faune maritime dont se plaignent de plus en plus les pêcheurs.

Après la pollution atmosphérique et la pollution sonore, la pollution des eaux est également un sujet d'inquiétude pour les Allemands de l'Ouest. De façon générale, du fait de l'industrialisation et de l'urbanisation, la qualité de l'eau des rivières et des fleuves est très dégradée. A cela s'ajoute, comme nous l'avons précédemment évoqué, la pollution fluviale en provenance d'Europe de l'Est qui contribue largement, par exemple, à la pollution de l'Elbe. La dégradation de la qualité des eaux du Rhin préoccupe en particulier la RFA dans les années 1960 et 1970. Celle-ci est liée au développement démographique, agricole et industriel des régions que le fleuve traverse et qui entraîne des rejets croissants d'eaux usées, industrielles ou urbaines, faisant du Rhin au XX^{ème} siècle le « cloaque de l'Europe ». Son utilisation pour la pêche et la navigation, mais également pour l'alimentation en eau potable et l'irrigation, fait de la pollution du Rhin un enjeu important pour les Etats riverains qui se

³² Cf. : « Loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ». Texte de loi disponible sur Internet à l'adresse suivante : http://www.vie-publique.fr/documents-yp/loi_1964.shtml [réf. du 04.11.2007]. Cette loi organise le découpage du pays en six bassins hydrographiques dirigés par des agences chargées d'assurer une gestion et une répartition rationnelle de l'eau et surtout de lutter contre les pollutions. Elles doivent ainsi encourager les communes et les industriels à s'équiper en stations d'épuration et à construire des réseaux de tout-à-l'égout. Cette loi introduit également pour la première fois, le principe du pollueur-payeur puisque les agences de bassin sont autorisées à faire payer des redevances à tous ceux qui pompent de l'eau sans autorisation ou à tous ceux qui sont responsables de pollutions importantes.

mobilisent à partir des années 1950³³. Ainsi, à l'initiative des Pays-Bas, une Commission internationale pour la protection du Rhin contre la pollution (CIPR) se réunit pour la première fois à Bâle (Suisse) le 11 juillet 1950. Les Pays-Bas, le Luxembourg, la Suisse, tout comme la France et la RFA y participent. Cette coopération internationale est ensuite institutionnalisée par les cinq pays riverains, à l'aide d'un accord signé à Berne (Suisse) le 29 avril 1963. En vue de protéger les eaux du Rhin, cette commission est chargée de déterminer la nature et l'origine des pollutions, et de proposer aux gouvernements des moyens d'y remédier. Toutefois, au regard de l'essor industriel et de la lenteur avec laquelle les communes riveraines installent des stations d'épuration, la qualité des eaux du Rhin continue de se dégrader dans les années 1960 et 1970³⁴. La France est accusée de contribuer fortement à cette pollution à cause des Mines de Potasse³⁵ d'Alsace, dont la production est en augmentation constante depuis les années 1960. Celles-ci déversent en moyenne de six à sept millions de tonnes de chlorures alcalins par an dans le Rhin, provoquant en aval des problèmes d'approvisionnement en eau potable et en eau d'irrigation, ainsi que des problèmes de salinisation des nappes phréatiques du Haut-Rhin³⁶. Dans ce contexte, et grâce à l'adhésion à la CIPR de la Communauté économique européenne (CEE) pourvue de compétences en matière d'environnement, la CIPR adopte le 3 décembre 1976 deux conventions : l'une relative à la protection du Rhin contre la pollution chimique (en particulier contre les rejets de mercure, cadmium et d'hydrocarbures), l'autre contre la pollution par les chlorures. Cette dernière a pour objectif de réduire la salinité des eaux, et vise directement la production de potasse française, très mal acceptée par les autres membres de la commission. Toutefois, en France, des responsables politiques locaux, mais aussi des syndicats et des partis politiques (communiste et socialiste), s'opposent à cette convention pour ne pas menacer les emplois de la région. Ainsi, avant 1991, la convention « chlorures » ne fait l'objet d'aucune ratification en France et aucune mesure alternative au rejet de sels dans l'eau ne sera prise rapidement³⁷. Il faudra attendre le « Tchernobyl du Rhin »³⁸, un déversement massif de produits toxiques dans le fleuve suite à un incendie dans un entrepôt de pesticides de l'entreprise chimique

³³ En aval du fleuve, les Pays-Bas se sont déjà plaints de la pollution des eaux dans les années 1920.

³⁴ Emblématique de la pollution du Rhin, le saumon disparaît totalement de ses eaux entre 1957 et 1995. Cf. : André Boyer, « Rapport fait au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention pour la protection du Rhin », Rapport n° 266 enregistré à la Présidence du Sénat le 13.03.2002, p. 9.

³⁵ La potasse est un minerai utilisé comme engrais. Son extraction produit de grandes quantités de sels alcalins.

³⁶ Cf. : « Wohin mit dem Salz der elsässischen Kaliminen ? Ein Land im Schatten der Kalimandscharos », *Stuttgarter Zeitung*, 16.02.1980.

³⁷ Ce n'est que le 25 septembre 1991 qu'elle fera l'objet d'un protocole additionnel. Voir le rapport du sénateur André Boyer n° 266, *op. cit.*, p. 7-8. Voir également : « Pollution du Rhin : La France sur la sellette », *Le Figaro*, 26.01.1981.

³⁸ Cf. : « Les Allemands parlent de 'Tchernobyl du Rhin' », *Le Matin*, 08./09.11.1986.

suisse Sandoz³⁹, le 1^{er} novembre 1986, pour relancer l'action de la CIPR. Celle-ci se mobilise à nouveau en 1988, lorsque la France est condamnée par le Tribunal administratif de Strasbourg pour ne pas avoir respecté les engagements de 1976 et contrainte à verser des indemnités à la Hollande qui a porté plainte.

1-2-4 Pollution des sols

La pollution des sols alerte également de nombreux Français. Selon le rapport du Haut comité de l'environnement en date de 1978 et précédemment cité :

« les divers sondages, ces dernières années, montrent que la pollution du sol est, après la pollution de l'eau, une des atteintes à l'environnement auxquelles l'opinion publique est le plus sensible. »⁴⁰

Cette pollution des sols s'exprime de plusieurs manières, à commencer par la pollution agricole des sols, car ces derniers ne peuvent plus absorber tous les engrais et pesticides déversés, faisant ainsi de la terre une source de transmission d'agents polluants, soit vers l'eau du sous-sol, comme nous venons de le voir, soit vers les produits agricoles. Ce dernier point a pour conséquence de contaminer la chaîne alimentaire, notamment dans le domaine des légumes racines, du lait et des produits laitiers. La pollution des sols s'exprime également par l'envahissement de l'espace urbain et rural par des déchets ménagers de toutes sortes, ce qui conduit à la multiplication des décharges sauvages, avec les rejets liquides et gazeux que cela implique, ainsi qu'à des problèmes de voirie dans les grandes villes. Dans ce domaine, la France est en retard sur la République fédérale – tout en produisant plus de déchets ménagers⁴¹. Ainsi, en 1973, moins de la moitié des ordures ménagères sont traitées en France dans des conditions satisfaisantes (incinération, compostage, décharges contrôlées, etc.) tandis que les moyens d'élimination correcte des déchets industriels – dont 10% environ sont toxiques ou dangereux – sont encore très rares⁴². Enfin, l'opinion publique française s'émeut de plus en plus de la pollution des sols de son beau pays par la « bétonisation » de l'espace :

³⁹ L'eau utilisée pour l'extinction du feu draine des produits toxiques dans le Rhin. Le système hydraulique est déséquilibré sur près de 500 km, de Bâle à Coblenz : quarante millions de poissons sont tués, notamment les anguilles, et flottent à la surface ; le remplissage des abreuvoirs et piscines de long du fleuve est arrêté, tandis qu'une partie du port de Rotterdam est arrêtée et que le captage d'eau potable depuis le Rhin est interrompu jusqu'en Hollande.

⁴⁰ Cf. : Secrétariat général du Haut comité de l'environnement, Ministère de la Culture et de l'Environnement, *L'état de l'environnement. Rapport annuel 1976-1977*, Tome 1, *op. cit.*, p. 39.

⁴¹ Cf. : En 1972, la France produit près de 300 kg de déchets ménagers par habitant et par an, la RFA, autour de 250 kg. Dans ce domaine, la France n'est dépassée, au sein de l'Europe des neuf, que par le Luxembourg. Voir à ce sujet le graphique « Production de déchets ménagers par habitant » (1972) in : Commission des Communautés européennes, *L'état de l'environnement : premier rapport*, Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, 1977, p. 129.

⁴² Cf. : Secrétariat général du Haut comité de l'environnement, Ministère de la Culture et de l'Environnement, *L'état de l'environnement. Rapport annuel 1976-1977*, Tome 1, *op. cit.*, p. 39.

par l'expansion des agglomérations urbaines sur l'espace rural, le développement industriel, la multiplication des résidences secondaires et des constructions anarchiques, l'impact des travaux d'aménagement. C'est en particulier dans les zones sensibles, notamment sur le littoral et dans les montagnes, que les implantations industrielles, la multiplication des villégiatures, des complexes et infrastructures touristiques, tout comme l'augmentation des voies de communication, rencontrent le plus de protestations. A titre d'exemple, le Comité des stations françaises de sport d'hiver dénombrait moins de 300.000 lits touristes en 1968, chiffre monté à presque 600.000 en 1977. De même, il y avait 250 remonte-pentes en service en France en 1959 ; il y en a plus de 1.500 en 1975⁴³. L'augmentation du tourisme et des activités de plein air contribue ainsi à détériorer certaines zones naturelles fragiles, en particulier dans la région Rhône-Alpes et sur le littoral méditerranéen et atlantique où se concentrent les journées de vacances des Français⁴⁴. Tout en appréciant ces congés, les Français ont eux-mêmes l'occasion de se rendre compte des conséquences néfastes du tourisme sur l'environnement.

Ainsi, à cause de différences notables au niveau de la structure de l'industrialisation et de l'urbanisation, à cause de densités de population rarement comparables entre la France et la RFA, mais également du fait de situations géographiques différentes, les préoccupations environnementales prioritaires qui commencent à s'afficher au sein de l'opinion publique ne sont pas les mêmes dans les deux pays. En ce sens l'Allemagne de l'Ouest semble cumuler des difficultés propres avec des désagréments dont les Français se plaignent aussi. En effet, les problèmes de pollution des cours d'eau – les préoccupations ouest-allemandes quant à la pollution du Rhin sont célèbres – ou les difficultés rencontrées dans le domaine de l'élevage de masse par rapport à la contamination des aliments sont également des questions bien présentes en Allemagne. Toutefois, à l'échelle nationale, ce ne sont pas ces problèmes-là qui sont pointés en premier lieu par les citoyens, dans la mesure où les questions de pollution atmosphérique et sonore semblent encore plus urgentes. Ainsi, dans les années 1970, c'est l'Allemagne de l'Ouest qui semble bien la plus touchée par les problèmes environnementaux posés par l'évolution industrielle et urbaine de la société.

⁴³ Cf. : *Ibid.*, Tome 2, p. 24.

⁴⁴ Cf. : Graphiques : « Evolution du tourisme en espace rural » (1966-1986) in : Ministère de l'Environnement, *Etat de l'environnement. Edition 1987*, Paris, La Documentation française, 1988, p. 41-43.

1-3 Crise économique et remise en cause des excès de l'industrialisation

Aux caractéristiques évoquées précédemment s'ajoute qu'à partir des années 1973-1974, la France et l'Allemagne entrent dans une phase de transition économique après une période de forte croissance. Au sein de la population, cette évolution a des répercussions au niveau économique, politique et idéologique, mais également à un niveau plus subjectif. Dans ce domaine, les spécificités allemandes et françaises sont à rechercher dans la nature de cette transition économique dans la mesure où celle-ci n'est pas perçue de la même façon dans les deux pays. Cette question est indirectement liée à la thématique environnementale dans la mesure où la confrontation plus ou moins brutale de la population avec la crise conduit à des interrogations différentes sur les faiblesses et les limites du système industriel et économique. Pour mieux distinguer les particularités nationales, nous reviendrons au préalable rapidement sur les caractéristiques de l'adaptation économique que subissent les deux pays à cette époque.

1-3-1 La fin du « rêve » en RFA

La République fédérale d'Allemagne connaît en effet à partir des années 1950, grâce au soutien de l'Ouest et à l'aide initiale du Plan Marshall, une forte phase de croissance qui se caractérise par une augmentation rapide de la production industrielle et du PIB du pays, multiplié par six entre 1950 et 1970. Pour réaliser ces performances, les conditions initiales d'après-guerre empêchent de parler d'une « année zéro » pour l'économie allemande, dans la mesure où une certaine structure de production se trouvait déjà en place et que l'Allemagne de l'Ouest a moins souffert que la RDA des démontages alliés. La RFA devient alors en l'espace de quelques années le troisième plus gros pays industriel du monde, avant de se faire rattraper en 1968 par le Japon, et le deuxième plus gros exportateur après les Etats-Unis. Cette période d'industrialisation et de croissance se traduit par une situation de plein-emploi, grâce à une forte mobilité, une augmentation des embauches dans le secteur secondaire, et une augmentation de la classe moyenne. Ainsi, entre 1958 et 1967, le taux de chômage ne dépasse pas en moyenne 0,9% de la population active⁴⁵ et descend même sous la barre des 0,5% entre 1961 et 1966⁴⁶. Parallèlement, un Etat providence se met en place, l'ensemble assurant la stabilisation du système politique tout en transformant radicalement l'économie et la société. Dès les années 1950, cette croissance économique étonne par la rapidité avec laquelle ce pays

⁴⁵ Cf. : Werner Glastetter, Günter Högemann, Ralf Marquardt, *Die wirtschaftliche Entwicklung in der Bundesrepublik Deutschland 1950-1989*, Frankfurt/New York, Campus Verlag, 1991, tableaux p. 65-66.

⁴⁶ Cf. : Carlo M. Cipolla, K. Borchardt (éd.), *Europäische Wirtschaftsgeschichte*, Band 5, Stuttgart/New York, Gustav Fischer Verlag, 1986, tableau p. 95.

vaincu renaît de ses cendres, malgré la division, les démontages, les exportations obligatoires, les interdictions de productions et les réfugiés, et se trouve désignée aussi bien dans le pays qu'à l'étranger sous le nom de « miracle économique »⁴⁷.

La récession que connaît le pays en 1966-1967 avec la diminution absolue de son produit national brut, suivie d'un ralentissement assez net en 1971, marque alors un tournant décisif dans la perception ouest-allemande de la situation économique, en montrant que l'économie du pays, malgré ses atouts, n'est pas à l'abri de toute crise. Le chômage augmente peu à cette époque-là, passant de 0,5 à 1,6% de la population active entre 1966 et 1967, mais la confiance dans le progrès et l'optimisme dans l'évolution de l'économie de marché s'en trouvent radicalement ébranlés : « le mot magique 'croissance économique' fut démystifié car le produit national stagnait »⁴⁸. La crise économique de 1973, à la suite du premier choc pétrolier, constitue un second ébranlement pour la conscience collective allemande et avec l'arrivée d'une crise structurelle dans les années 1974-1975⁴⁹, qui entraîne une augmentation du chômage, une stagnation économique et une inflation monétaire, c'est la fin de « ce court rêve de prospérité éternelle »⁵⁰ et le début d'une analyse critique des conséquences de cette croissance exceptionnelle.

1-3-2 Le « retour à la normale » en France

La France connaît pendant cette période une évolution comparable mais atténuée dans ses écarts. Ainsi, les années 1950-1960 représentent une période de croissance ininterrompue et exceptionnelle pour le pays : l'objectif d'une croissance annuelle de 6% retenu par le II^{ème} Plan de 1954-1957 sera presque atteint⁵¹, ce taux est même dépassé entre 1960 et 1963 et se maintient au-dessus de 5,5% entre 1969 et 1973⁵². Cependant, en termes purement quantitatifs, la croissance française reste modérée en comparaison aux performances allemandes et les taux d'investissement, reflets du dynamisme de la croissance, sont également plus bas, même si l'écart se resserre à partir de 1967. Le pays souffre également dans les années 1950 de poussées inflationnistes (1951-1952 et 1956-1957) et de

⁴⁷ Pour l'explication précise des rouages de ce « miracle économique », voir par exemple : Carlo M. Cipolla, K. Borchardt (éd.), *Europäische Wirtschaftsgeschichte*, op. cit., p. 71-79.

⁴⁸ « Das Zauberwort 'Wirtschaftswachstum' wurde entzaubert, denn das Sozialprodukt stagnierte. », Ina Kahl-Lüdtke, *Entstehungsvoraussetzungen, Möglichkeiten und Grenzen grüner Politik in der BRD*, Münster, Hamburg, Lit Verlag (Soziologie Band 20), 1992, p. 12.

⁴⁹ Due à une évolution des rapports entre les différents secteurs d'activité. Voir à ce sujet : Werner Abelshauser, *Wirtschaftsgeschichte der Bundesrepublik Deutschland 1945-1980*, Frankfurt am M., Suhrkamp, 1983, p. 118.

⁵⁰ Cf. : Livre de Lutz Burkart, *Der kurze Traum immerwährender Prosperität. Eine Neuinterpretation der industriell-kapitalistischen Entwicklung in Europa des 20. Jahrhunderts*. Ouvrage cité par Ina Kahl-Lüdtke in : *Entstehungsvoraussetzungen, Möglichkeiten und Grenzen grüner Politik in der BRD*, op. cit., p. 15.

⁵¹ Cf. : Jean-Charles Asselain, *Histoire économique de la France du XVIII^{ème} siècle à nos jours*, Tome 2, Paris, Editions du Seuil, 1984, p. 118.

⁵² Cf. : François Cochet, *Histoire économique de la France depuis 1945*, Paris, Editions Dunod, 1997, p. 56.

l'augmentation de son déficit extérieur, ce qui conduit à la dévaluation de 1958. De plus, il doit financer plusieurs guerres coloniales (en Indochine, au Maroc, en Tunisie, en Algérie). Ainsi n'a-t-il jamais été question en France à cette époque-là d'un « miracle économique ». Hartmut Kaelble fait remarquer dans ce contexte qu'en matière de confort ménager, les sociétés française et allemande ne sont pas au même niveau. Ainsi, en 1950, 37% des logis français contre 79% des logis allemands avaient accès à l'eau courante ; en 1960, 29% des foyers français contre 51% des foyers allemands étaient équipés d'une salle de bain avec une douche ou une baignoire et en 1970, 7% des ménages français contre 30% des ménages allemands étaient équipés d'un congélateur⁵³. De surcroît, dans les années 1960, phase de croissance économique brillante, la France traverse une réelle phase d'insatisfaction sociale, explicable notamment par une montée du chômage presque continue à partir de 1965, certes avec un accroissement annuel moyen d'un peu moins de 0,1% de la population active, mais qui porte le taux de chômage vers 1973 (entre 2 et 3% de la population active) à son niveau le plus haut depuis la crise des années 1930. Certains secteurs clefs comme le textile ou l'industrie minière traversent aussi un déclin structurel à cette époque, si bien qu'au niveau local ou régional, les chiffres de la croissance globale ne reflètent guère la situation concrète. Ainsi, à l'image de cette idée de « croissance zéro » répandue dans l'opinion publique au début des années 1970, la croissance économique n'est pas perçue avec autant d'optimisme que de l'autre côté du Rhin. Les Français subissent également les effets de la crise de 1973, mais ce retournement économique se fait de façon moins brutale, dans la mesure où l'opinion publique était déjà confrontée à un certain nombre de difficultés, que la chute se produisait « de moins haut » et que les conséquences économiques furent plus atténuées. Le PIB français enregistre ainsi un ralentissement plus modéré de son rythme de croissance qui passe à 3% entre 1973 et 1979, taux supérieur d'un point environ à la moyenne des pays de l'OCDE et au taux de croissance de l'économie allemande. Le chômage connaît comme en Allemagne un bond en avant avec 300.000 demandeurs d'emploi supplémentaires par an, mais la comparaison avec la RFA est aussi favorable à la France de ce point de vue: le nombre des actifs a diminué de 1,5 million de personnes outre-Rhin entre 1973 et 1978, alors qu'il augmente cependant légèrement en France. De même, la France enregistre de meilleurs résultats en terme de croissance des salaires réels et de la consommation par habitant à prix constants. Le fléchissement de la croissance française a ainsi pu être interprété comme une

⁵³ Cf. : Hartmut Kaelble, *Nachbarn am Rhein: Entfremdung und Annäherung der französischen und der deutschen Gesellschaft seit 1980*, op. cit., p. 165.

sorte de « retour à la normale » après une parenthèse exceptionnelle, le sentiment de rupture venant de l'incapacité à renouveler la performance de la phase précédente.⁵⁴

Cette esquisse comparée, sommaire nécessairement, de l'évolution de l'économie allemande et française de 1950 à la fin des années 1970 permet de souligner des différences dans les perceptions française et allemande du ralentissement économique. Après une phase d'euphorie dans les années 1950-1960, marquée par une mentalité de reconstruction, de croissance et de consommation dans les deux pays, et qui a des répercussions désastreuses mais négligées sur l'environnement à long terme, le réveil est plus ou moins brutal : l'Allemagne, où le tournant économique est perçu et subi par l'opinion publique de façon beaucoup plus violente qu'en France, va mesurer plus distinctement les limites de la croissance et de l'industrialisation.

Pris dans leur ensemble, l'intensification des activités industrielles, l'accroissement de la pression urbaine, l'accumulation des pollutions ainsi que le ralentissement du développement économique créent en Allemagne une situation comparativement plus tendue qu'en France qui explique que l'euphorie vis-à-vis de la croissance et la société industrielle y soit remise plus intensément en question à partir des années 1970. Ainsi, Ina Kahl-Lüdtke écrit dans le cas de la RFA :

« Le paradigme du développement industriel, basé sur une compréhension de l'histoire et de la nature qui voit la garantie d'un progrès social dans l'acquisition scientifique et technique, dans l'exploitation et la domination de la nature, dans la division progressive du travail et la spécialisation, tout comme dans les rationalisations croissantes dans les domaines sociaux de la production et de la reproduction, ce paradigme commença à chanceler »⁵⁵.

C'est donc dans ce contexte que s'affirme dans les années 1970 la conscience d'une crise écologique. Les difficultés de nature socio-économique sont un élément explicatif de l'amplification de la sensibilité écologique, et cela particulièrement en République fédérale d'Allemagne. Cependant, d'autres facteurs expliquent également qu'à partir de la fin des

⁵⁴ Pour l'évolution de l'économie française et dans le but d'esquisser ses grandes tendances, nous nous sommes basé sur les données de Jean-Charles Asselain, *Histoire économique de la France du XVIII^{ème} siècle à nos jours*, *op. cit.*, p. 106 à 169.

⁵⁵ « Das industrielle Entwicklungsparadigma, welches auf einem Geschichts- und Naturverständnis basierte, das in der technisch-wissenschaftlichen Aneignung, Ausbeutung und Beherrschung der Natur, in fortschreitender Arbeitsteilung und Spezialisierung, sowie in zunehmenden Rationalisierungen im gesellschaftlichen Produktions- und Reproduktionsbereich die Garantie für einen gesellschaftlichen Fortschritt sah, geriet ins Wanken. » Voir : Ina Kahl-Lüdtke, *Entstehungsvoraussetzungen, Möglichkeiten und Grenzen grüner Politik in der BRD*, *op. cit.*, p. 15-16.

années 1960, les questions environnementales deviennent de véritables sujets de société. En cela, le contexte international scientifique des années 1960 va jouer un rôle important.

II L'apparition d'un nouveau défi planétaire

En effet, à partir des années 1960, un nouvel axe de réflexion scientifique portant sur la gestion globale de la planète se met petit à petit en place. Son aspect international est le résultat d'une mobilisation sans précédent autour des problèmes environnementaux dont on commence à mesurer les implications mondiales. C'est dans ce contexte que les premières évaluations chiffrées ont lieu et que les discussions s'animent autour de la question de l'épuisement des ressources naturelles et du caractère irréversiblement destructeur pour la nature des activités humaines. Les réflexions internationales font également ressortir combien l'impact des sociétés modernes représente un danger, à la fois pour la survie de la planète et de la race humaine. Au regard de la prise de conscience de l'absence de frontières pour certains types de pollution, les techniques traditionnelles de lutte par repoussement et dilution sont également de plus en plus disqualifiées.

Grâce aux débats et aux rencontres internationales, en France comme en Allemagne, l'idée commence à faire son chemin auprès d'une partie de l'opinion publique que la préservation de la biosphère est un nouveau défi planétaire et que sur le plan environnemental, l'ensemble de la population mondiale est embarqué sur le même bateau, son destin étant largement lié à celui que les civilisations contemporaines réservent à la nature. Nous verrons qu'après un décollage assez lent au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la mobilisation internationale sur les questions environnementales est accélérée par un certain nombre d'événements, à valeur plus ou moins scientifique, mais qui présentent l'avantage d'animer les discussions, et qu'à partir du milieu des années 1960, on assiste au niveau mondial à une véritable structuration de la réflexion écologique.

2-1 L'éveil à la protection internationale de l'environnement

Certaines analyses remontent jusqu'à 1945, Hiroshima et les bombes atomiques pour dater l'éveil international autour de la protection de l'environnement⁵⁶. Dans l'immédiat après-guerre, aucune initiative à l'échelle mondiale n'est cependant prise dans ce domaine. Ainsi, la Charte des Nations Unies signée lors de la Conférence de San Francisco, le 26 juin 1945, n'évoque pas l'environnement dans la définition des domaines de coopération entre membres de l'ONU (Organisation des Nations Unies) pour résoudre les problèmes internationaux⁵⁷. Les questions environnementales sont alors comprises dans les domaines de compétence à la fois de la FAO (*Food and Agriculture Organisation* – Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) et de l'ECOSOC (Conseil économique et social). Ce n'est qu'à l'initiative d'une autre institution spécialisée de l'ONU, l'UNESCO⁵⁸, qu'un Congrès International de Protection de la Nature est organisé sur le sujet, à Fontainebleau en 1948. L'UNESCO soutient également lors de cette conférence la création de l'Union internationale pour la protection de la nature (IUPN, selon le sigle anglais). Cette institution privée présente la particularité d'être une organisation non gouvernementale (ONG) faisant coopérer des Etats, des agences gouvernementales et des ONG ainsi que des scientifiques et experts⁵⁹. Elle se définit en 1948 de la façon suivante :

« L'IUPN a été mise en place pour faciliter la co-opération en matière de protection de la nature et de paysage naturel ; pour organiser la recherche scientifique et la diffusion de connaissances sur la protection de la nature, ainsi que pour aider dans la planification régionale pour la protection de la nature, la création et conservation de parcs naturels et de réserves. »⁶⁰

L'UNESCO organise encore, avec le soutien de l'IUPN, la Conférence des Nations Unies sur la conservation et l'utilisation des ressources, en août 1949 à Lake Success (Etat de New York, Etats-Unis), qui traite surtout d'un point de vue économique les problèmes que

⁵⁶ Voir par exemple : Donald Worster, *Les pionniers de l'écologie : une histoire des idées écologiques*, op. cit.

⁵⁷ Cf. : *La Charte des Nations Unies, 26 juin 1945* [Traité de San Francisco], chapitre 1, article 1.3. Document disponible sur Internet sur : <http://www.un.org/french/aboutun/charte/> [réf. du 28.01.2008].

⁵⁸ UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

⁵⁹ L'IUPN est rebaptisée en 1956 : Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles (IUCN, selon le sigle anglais), connue également sous le nom *World Conservation Union*. En 2008, elle compte comme membres : 83 Etats, 110 Agences gouvernementales, plus de 800 ONG ainsi que quelques 10.000 scientifiques et experts issus de 181 pays. Pour plus d'informations, voir sur Internet : <http://www.iucn.org> [réf. du 28.01.2008].

⁶⁰ « The IUPN has set out to facilitate co-operation in the protection of nature and natural scenery; to organize scientific research and the spread of knowledge on the protection of nature and to help in regional planning for the protection of nature, and the creation and conservation of natural parks and reserves. » Cf. : Maurice Goldsmith, « The International Union for the Protection of Nature » in : *Deforestation and its abuses - The UNESCO Courier*, janvier 1952.

posent la conservation et l'utilisation des ressources naturelles⁶¹. Cependant, en dehors de ces initiatives ponctuelles et de la création de quelques institutions spécialisées dans le domaine maritime⁶², les organisations internationales ne font preuve pour l'environnement, à cette date, d'« aucun sens de l'alarme et de l'urgence »⁶³.

En 1961, l'Union internationale pour la conservation de la nature – IUCN, ex-IUPN – est à l'origine de la création du WWF : le « Fond mondial pour la vie sauvage »⁶⁴, destiné à financer ses objectifs et qui, en acquérant par la suite son indépendance, deviendra dès la fin des années 1970 une des organisations mondiales pour la protection de la nature et de l'environnement les plus actives et les plus populaires au monde⁶⁵. L'IUCN se rend également célèbre en publiant régulièrement, à partir de 1963, une « Liste rouge » des espèces animales et végétales menacées d'extinction dans le monde⁶⁶. Elle contribue ainsi à sensibiliser l'opinion publique internationale sur les questions de conservation des espèces naturelles et à encourager la communauté internationale à agir en ce sens. En cela, son travail a été reconnu comme ayant été déterminant pour la signature de la Convention de Washington du 3 mars 1973, portant sur le contrôle du « commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction »⁶⁷.

Les premières préoccupations internationales en matière de protection de l'environnement, marquées par de grands débats sur l'avenir de la planète au regard de la croissance exponentielle de la population et de l'appauvrissement des ressources naturelles, sont ainsi, dans un premier temps, gérées par des organisations non-gouvernementales. Au sujet des organisations internationales, Michael Kilian parle jusqu'en 1965 d'« époque pré-environnementale » (*Vor-Umwelt-Epoche*)⁶⁸. Après cette date, l'environnement devient, en

⁶¹ Cf. : *Le courrier de l'UNESCO*, juin 1949, p. 4.

⁶² Voir à ce sujet les travaux de l'*Inter-Governmental Maritime Consultative Organisation* fondée en 1948 et active à partir de 1958 dans le domaine du trafic et de la sécurité maritimes ainsi que dans celui de la pollution des mers. Nom actuel : *International Maritime Organisation*.

⁶³ Cf. : David A. Kay, Harold K. Jacobson (éd.), *Environmental Protection, The International Dimension*, Totowa, N.J., Allanheld, Osmun & Co., 1983, p. 10.

⁶⁴ Initialement *World Wildlife Fund* (Fond mondial pour la vie sauvage), le WWF est rebaptisé ensuite *World Wide Fund for Nature* (Fond mondial pour la nature).

⁶⁵ Au sujet de l'histoire du WWF, voir le site officiel sur Internet : http://www.panda.org/about_wwf [réf. du 28.01.2008].

⁶⁶ Cette « Liste rouge de l'IUCN » est encore aujourd'hui la référence la plus complète en matière de conservation des espèces animales et végétales. Pour plus d'informations, voir sur Internet : <http://www.iucn.org> [réf. du 28.01.2008].

⁶⁷ Convention CITES, selon l'abréviation anglo-saxonne (*Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora*). Elle est applicable en Allemagne depuis 1976 et en France depuis 1978. L'Allemagne est le premier pays d'Europe à l'avoir ratifiée.

⁶⁸ Cf. : Michael Kilian, *Umweltschutz durch Internationale Organisationen. Die Antwort des Völkerrechts auf die Krise der Umwelt ?*, Berlin, Dunker und Humblot, 1987, p. 64 sq.

l'espace de quelques années, un champ d'action international important. En cela, un certain nombre d'événements à valeur plus ou moins scientifique vont contribuer à accélérer, à l'échelle internationale, une large remise en cause du positivisme antérieur et permettre une plus large médiatisation des questions environnementales.

2-2 Un coup médiatique : l'alarmisme environnemental à vocation scientifique

Dès les années 1950, et particulièrement au cours des années 1960, plusieurs scientifiques tentent en effet d'alerter l'opinion publique sur les problèmes environnementaux qui menacent, selon eux, l'écosphère. Si la plupart de leurs travaux ne touchent, à cette époque, qu'une petite part de l'opinion publique, un certain nombre d'entre eux connaissent toutefois un retentissement mondial. Ensemble, ils contribuent à sensibiliser les esprits intéressés à la menace que représentent pour l'avenir certains paramètres de la croissance économique et des modernisations technologiques et cela, même si plusieurs de ces travaux sont volontiers catastrophistes et remplis de pronostics qui se révéleront souvent largement faux.

2-2-1 Précurseurs américains

Dans les années 1960, en Allemagne de l'Ouest comme en France, les travaux de trois scientifiques américains sont ainsi particulièrement remarquables et discutés par les milieux scientifiques, tandis qu'ils font sensation auprès de l'opinion publique sensibilisée. Il s'agit des recherches publiées par la biologiste Rachel Carson (1907-1964) sur le DDT (dichlorodiphényltrichloroéthane), des analyses du microbiologiste Barry Commoner (*1917) sur les erreurs dans les choix techniques de notre civilisation ainsi que les travaux du démographe Paul R. Ehrlich (*1932).

Biologiste et écrivain naturaliste américaine, Rachel Carson s'interroge dans les années 1950 sur les effets de la dissémination de pesticides organochlorés dans la nature ainsi que ses effets sur l'homme. Découvert pour son efficacité en 1939 par le chimiste Paul Hermann Müller (1899-1965), le DDT, insecticide jugé non toxique, chimiquement stable et peu coûteux, est alors considéré comme un miracle pour éradiquer un large éventail d'insectes parasites. Il permet d'augmenter les récoltes de façon considérable et d'agir, de par le monde, contre le typhus et le paludisme. En 1948, Paul Hermann Müller reçoit le prix Nobel de médecine pour cette découverte prometteuse. Cependant, en 1962, Rachel Carson dénonce

dans un ouvrage, *Le printemps silencieux*⁶⁹, son utilisation abusive en agriculture, observant que les oiseaux insectivores meurent en masse dans les zones traitées au DDT⁷⁰. Elle prédit alors la destruction massive des écosystèmes si les insecticides, dont la durée de vie menace la planète d'un empoisonnement successif, continuent à être utilisés massivement. Aux Etats-Unis, cet ouvrage soulève une grande polémique dans la mesure où il touche à d'importants enjeux économiques et qu'il interroge la logique productiviste du secteur agricole comme la logique de la consommation de masse⁷¹. De plus, il pointe les incertitudes scientifiques quant à l'impact à long terme des insecticides et pesticides ainsi que l'absence de réflexion des pouvoirs publics dans ce domaine. Les industries chimiques et agroalimentaires se déchaînent au cours de violentes campagnes contre Rachel Carson, augmentant la publicité de son ouvrage qui occupe la place de best-seller aux Etats-Unis pendant trente et une semaines⁷². La polémique est si forte que le président J. F. Kennedy (1917-1963) nomme une commission scientifique. Chargée d'étudier les effets des pesticides, celle-ci validera les thèses de R. Carson et lancera un processus de régularisation de l'utilisation des pesticides et insecticides aux Etats-Unis, avec des conséquences en Europe également où ce débat est suivi avec intérêt. Traduit en français et en allemand dès 1963⁷³, l'ouvrage de Rachel Carson suscite, en France, grand pays agricole, « un intérêt poli »⁷⁴ alors que plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires sont vendus en Allemagne au cours des années 1960 et 1970. Cette publication entraîne toutefois dans les deux pays un débat de spécialistes sur le DDT. Après la découverte tardive de sa persistance dans l'environnement, de fortes concentrations de ce produit dans l'organisme d'animaux ainsi que de son impact dévastateur sur certaines populations d'oiseaux, son utilisation courante est interdite aux Etats-Unis, en France et en République fédérale d'Allemagne en 1972⁷⁵. L'action de Rachel Carson a toutefois été vivement critiquée en raison du développement du paludisme dans le Tiers-monde après l'arrêt des traitements DDT.

⁶⁹ Edition originale : Rachel Carson, *Silent Spring*, Boston, Houghton Mifflin/Cambridge, Riverside Press, 1962. L'édition de 1994 est publiée avec une préface d'Al Gore, alors vice-président des Etats-Unis.

⁷⁰ Son livre décrit un printemps dans une zone où le DDT a été utilisé massivement. Il a ainsi tué les insectes puis les oiseaux privés de nourriture et on n'entend plus leurs chants dans la campagne.

⁷¹ Voir à ce sujet l'article publié récemment : John Tierney, « Fateful Voice of a Generation Still Drowns Out Real Science », *The New York Times*, 05.06.2007.

⁷² En tout, l'ouvrage de Rachel Carson se vendra à plus d'un million d'exemplaires dans plus de quinze pays. Pour ces chiffres, voir : Carlos Milani, « La complexité dans l'analyse du système-monde : l'environnement et les régulations mondiales », *Droit et Société*, n° 46, 2000, p. 425-455, ici p. 431.

⁷³ Rachel Carson, *Printemps silencieux*, Paris, Plon, 1963 / *Der stumme Frühling*, München, Biederstein Verlag, 1963.

⁷⁴ Expression utilisée par Claude-Marie Vadrot dans son article sur « Les mouvements écologistes » in : Jean-Pierre Charbonneau (dir.), *Encyclopédie de l'écologie : le présent en question*, Paris, Larousse, 1977, p. 454-464, ici p. 454.

⁷⁵ En RDA en revanche, le DDT est encore produit jusqu'en 1988 et commercialisé par exemple sous le nom de « Xylotox 59 » (enduit de protection pour le bois). Son utilisation sera autorisée jusqu'au 30 juin 1991.

Les travaux du microbiologiste Barry Commoner – diplômé d’Harvard et fondateur du premier centre américain de biologie des systèmes naturels (*Center for the Biology of Natural Systems*) à l’université de Washington en 1966, centre destiné à étudier les interactions entre l’humanité et son environnement – viennent relayer l’action de Rachel Carson. Dans les années 1950, il s’intéresse dans un premier temps aux conséquences des retombées radioactives liées aux essais d’armes nucléaires auxquels procède le gouvernement dans le désert du Nevada. Il participe ensuite à la fondation du Comité pour l’information nucléaire (*Committee for Nuclear Information*) destiné à éclairer la population sur les risques sanitaires qui en découlent pour l’homme. Ce comité est également à l’origine d’une vaste campagne de pétition pour demander l’arrêt de ces tests. Elle sera signée par des milliers de scientifiques de par le monde et on accorde à cette entreprise le pouvoir d’avoir influencé le gouvernement américain et facilité l’adoption, en 1963, du traité d’interdiction des essais atomiques dans l’atmosphère aux Etats-Unis⁷⁶. Par la suite, Barry Commoner s’intéresse à l’impact de l’ensemble des technologies sur l’environnement, notamment via ses travaux sur la « mort » du Lac Erie, étudiant la nature des eaux usées, des détergents, pesticides et fertilisants, tout comme de la pollution automobile⁷⁷. En février 1970, il est célébré en couverture du *Time Magazine* comme un écologiste contribuant à « une science émergente de la survie »⁷⁸ tandis que ses ouvrages *Quelle terre laisserons-nous à nos enfants?*⁷⁹ et *L’encerclement* lui assure à cette époque une renommée internationale.

Enfin, vers la fin des années 1960, le démographe britannique résidant aux Etats-Unis Paul R. Ehrlich, professeur à l’université de Stanford en Californie, cherche à alerter l’opinion publique sur la question de l’épuisement des ressources et de la surpopulation planétaire. En 1971, il publie un livre aux accents catastrophistes: *La Bombe P*⁸⁰, dans lequel il développe le thème de l’explosion démographique en cours dans le Tiers-monde qui, selon lui, va conduire à moyen terme à la catastrophe. Cet ouvrage, qui présente ses théories néo-malthusiennes, fera l’objet de violentes critiques de la part de la communauté scientifique. Il défraie ainsi la

⁷⁶ Voir à ce sujet l’interview de Barry Commoner par Alan Hall dans la revue de vulgarisation scientifique américaine *Scientific American*, en date du 23 juin 1997. Texte disponible sur Internet à l’adresse suivante : http://www.sciam.com/print_version.cfm?articleID=00039231-7D1D-1CDA-B4A8809EC588EEDF [réf. du 14.01.2007].

⁷⁷ Cf. : « Paul Revere of Ecology », *Time*, 02.02.1970. Article disponible sur Internet à l’adresse suivante : <http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,878180,00.html> [réf. du 14.01.2007].

⁷⁸ « The Emerging Science of Survival ». La couverture du *Time* du 2 février 1970 est également visible sur Internet, sur le site des archives du magazine. Voir : *Ibid.*

⁷⁹ Cf. : Barry Commoner, *Quelle terre laisserons-nous à nos enfants?*, Paris, Seuil, 1969 (édition originale : *Science and Survival*, New York, Viking Press, 1966) et *L’encerclement*, Paris, Seuil, 1972 (*The closing circle ; nature, man, and technology*, New York, Knopf, 1971).

⁸⁰ Cf. : Paul R. Ehrlich, *La Bombe P. 7 milliards d’hommes en l’an 2000*, Paris, Editions J’ai lu, 1973 (édition originale : *The Population bomb*, New York, Ballantine Books, 1971).

chronique pendant de nombreuses semaines et devient vite un énorme succès de librairie⁸¹. Traduit et publié en RFA dès 1971⁸², il sortira en France en 1973 où il inspirera, notamment, René Dumont que nous présenterons prochainement.

2-2-2 Initiatives européennes

En Europe, plusieurs chercheurs vont également chercher à attirer l'attention des médias et de l'opinion publique pour ouvrir le débat sur certaines questions écologiques.

En RFA, dans la première moitié des années 1960, les membres allemands de formations scientifiques n'animent pas encore de débats d'audience nationale ou internationale quant à la dénonciation de défis écologiques de grande ampleur⁸³. En France en revanche, deux personnalités issues du monde scientifique sont bien présentes dans les débats publics concernant l'environnement. En qualité de directeur du département des mammifères et oiseaux du Muséum national d'histoire naturelle à Paris et futur directeur du Muséum (entre 1975 et 1985), l'ornithologue Jean Dorst (1924-2001) bénéficie d'une large légitimité. En 1964, il publie *Avant que nature ne meure*, ouvrage d'écologie scientifique dédié à l'analyse de l'exploitation dévastatrice des ressources naturelles et plus particulièrement à l'extinction de certaines espèces animales et végétales. Fondant les bases de la biodiversité, il prône une préservation de la nature par sa mise en valeur, y compris économique. Traduit en dix-sept langues et prix du meilleur livre de la nature et de l'environnement en 1973, cet ouvrage rencontra un succès international et fit connaître Jean Dorst dans le monde entier. D'autre part, Jacques-Yves Cousteau (1910-1997) et l'équipage de son navire océanographique La Calypso, grâce à leurs nombreux ouvrages et films documentaires destinés au grand public et diffusés à la télévision, ont permis au grand public du monde entier de se familiariser avec la biologie sous-marine. En 1956, J.-Y. Cousteau obtient la Palme d'or au Festival de Cannes pour son documentaire en couleur *Le Monde du silence*⁸⁴, réalisé en coopération avec Louis Malle (1932-1995). Si à cette époque Cousteau ne se pose pas en écologue défenseur des espèces marines – plusieurs scènes de ce documentaire choquent aujourd'hui le spectateur qui y découvre des massacres d'animaux – J.-Y. Cousteau sensibilise le grand public aux trésors des fonds marins. Par la production d'images

⁸¹ Voir par exemple au sujet de cet ouvrage : « Fighting to Save the Earth from Man », *Time*, 02.02.1970. Article disponible sur Internet à l'adresse suivante :

<http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,878179,00.html> [réf. du 14.01.2007].

⁸² Cf. : Paul R. Ehrlich, *Die Bevölkerungsbombe*, München Hanser, 1971.

⁸³ Nous n'évoquerons pas ici Georg Picht (1913-1982) qui contribua en Europe à alerter l'opinion publique sur les dégradations de l'environnement, notamment dans son ouvrage *Der Mut zur Utopie* (München, Piper Verlag, 1969 – édition française : *Réflexions au bord du gouffre*, Paris, Laffont, 1970) mais qui, en tant que théologien, philosophe et pédagogue, ne fait pas partie à proprement parler de la communauté scientifique.

⁸⁴ Jacques-Yves Cousteau, Louis Malle, *Le Monde du silence*, film documentaire français, 35mm, couleur, 1h26, Filmad, 1955.

impressionnantes, le naturaliste pacifiste Théodore Monod (1902-2000) fera de son côté découvrir les déserts de la planète, tandis qu'Haroun Tazieff (1914-1998) deviendra célèbre par ses travaux sur les volcans. Ces chercheurs évolueront avec le temps vers une dénonciation des menaces qui pèsent sur la biosphère. Ainsi, J.-Y. Cousteau a, le premier, tiré la sonnette d'alarme pour la protection de la Méditerranée. En octobre 1960, son engagement contre le projet du CEA (Commissariat à l'énergie atomique) d'y enfouir des déchets radioactifs mobilise une partie importante de la population et conduit à l'organisation de plusieurs sit-in, ce qui contraint le gouvernement à abandonner le projet. De plus, sa campagne (qui dure de 1959 à 1982) en faveur du classement du continent Antarctique comme « réserve naturelle consacrée à la paix et à la science » fut décisive.

Il s'ajoute enfin à cela les travaux du Club de Rome, un « groupe de réflexion qui explore l'avenir du monde sous l'angle de la futurologie et de la prospective (...) et qui fait appel à des groupes d'experts »⁸⁵. Il a été créé en 1968 à l'initiative de l'industriel italien Aurelio Peccei (1908-1984), alors vice-président d'Olivetti, ainsi que du scientifique anglais Alexander King (1909-2007), alors directeur de l'OCDE, et avec le soutien, entre autres, de Giovanni Agnelli (1921-2003), alors président de Fiat⁸⁶. Fondé dans le but d'analyser les interactions à long terme entre les facteurs économiques, démographiques et environnementaux à l'échelle mondiale, il rassemble de nombreuses personnalités, industriels, scientifiques et économistes de différents pays. Citons pour la France la participation, parmi d'autres, de Bertrand de Jouvenel (1903-1987), écrivain, journaliste et économiste qui fut l'un des premiers à appeler dans son pays à une prise de conscience écologique, toutefois sans important relais médiatique⁸⁷. Du côté allemand, évoquons en plus de la participation d'Eduard Pestel, membre fondateur du Club, celle de Frederic Vester (1925-2003), biochimiste et spécialiste de l'environnement, et de Manfred Siebke, futur candidat écologiste

⁸⁵ Cf. : Jean Jacob, *Les sources de l'écologie politique*, Paris, Seuil, 1995, p. 34.

⁸⁶ Le Club de Rome tient son nom de la première rencontre de ses fondateurs qui a eu lieu à Rome en 1967, en marge d'un congrès à l'Académie des Lynx. Les autres co-fondateurs sont : l'ingénieur suisse Hugo Thiemann (*1917), l'expert néerlandais en relations internationales Max Kohnstamm (*1914), l'ancien ministre des Finances français Jean Saint-Geours (*1925), l'astrophysicien autrichien Erich Jantsch (1929-1980) et le professeur de mécanique allemand Eduard Pestel (1914-1988). Le siège de cette organisation s'est déplacé, début 2008, de Hambourg à Zurich, en Suisse. Voir : « Zürich bekommt mit uns eine Denkfabrik », Interview de Eberhard von Koerber, co-président du Club de Rome, *Tages-Anzeiger*, 24.01.2008 (quotidien zurichois).

⁸⁷ Bertrand de Jouvenel est le fondateur de la revue de prospective *Futuribles*. Dès la fin des années 1950, et plus particulièrement dans un texte en date de 1965, il appelle ses contemporains à prendre leurs responsabilités et à changer d'attitude envers la nature. Voir : Bertrand de Jouvenel, « Pour une conscience écologique », 1965. Texte reproduit notamment dans : Bertrand de Jouvenel, *Arcadie. Essai sur le mieux-vivre*, Paris, S.E.D.E.I.S., 1968, p. 243-244. Il est également l'un des premiers à avoir lancé le concept d'« écologie politique » dans un texte intitulé « De l'économie politique à l'écologie politique » publié dans le bulletin n° 671 du SEDEIS en date du 1er mars 1957. Ce texte est également reproduit dans son ouvrage *La civilisation de puissance*, Fayard, Paris, 1976, p. 49-77 (chapitre 6).

aux élections européennes de 1979. Les publications du Club de Rome feront bientôt figure de référence pour les écologistes de tous les pays, notamment la première d'entre elles, restée la plus célèbre : *The Limits to Growth*⁸⁸. Diffusé en 1972, année de la première conférence internationale des Nations Unies sur l'environnement⁸⁹, ce rapport constitue une évaluation scientifique de l'état de la planète. Il se présente en effet comme une analyse mathématique de la « problématique mondiale » prenant en compte différents paramètres quantifiables tels que l'évolution de la population, des ressources en matières premières, de l'industrialisation, de la production alimentaire et de la dégradation de l'environnement. La direction en a été confiée à des chercheurs du MIT (*Massachusetts Institute of Technology*)⁹⁰. Dès sa présentation, le 12 mars 1972 à la *Smithsonian Institution* à Washington, ce rapport connaît un retentissement mondial. Dans sa version grand public, il est ainsi traduit en trente langues et vendu à plus de dix millions d'exemplaires⁹¹. Si le contenu de cette publication n'est pas perçu aujourd'hui comme très novateur, même pour l'époque, ce serait plutôt la présentation scientifique de « l'effet boomerang de la technologie »⁹² et des menaces pesant sur l'environnement qui aurait contribué au succès de l'ouvrage⁹³ et diffusé l'idée que le monde contemporain ne peut indéfiniment poursuivre sa croissance matérielle effrénée sur une terre aux ressources limitées. Les chercheurs du MIT prévoient en effet :

« un effondrement total du système avant l'an 2100. La crise a (...) trois déterminants majeurs : érosion quasi-totale des terres arables et famine, sérieuse brèche dans les réserves de ressources naturelles malgré la récupération et le recyclage, et accroissement brutal de la pollution après des passages successifs par un maximum et un minimum. La pollution, ultime déterminant, réduit presque à néant la production agricole et, par effets directs et indirects, provoque une augmentation rapide du taux de mortalité »⁹⁴.

Si le rapport du Club de Rome est un bon « coup de pub » pour les partisans du contrôle des ressources de la planète, il faut bien dire que ses prédictions apocalyptiques ne se sont pas vraiment réalisées (de fait, en 2009, il y a toujours du pétrole...). Mais, à partir de

⁸⁸ Cf. : Donella H. Meadows, Dennis L. Meadows (*Massachusetts Institute of Technology*), *The Limits to Growth, a report for the Club of Rome's project on the predicament of mankind*, New York, Universe Books, 1972.

Texte diffusé en France in : *Massachusetts Institute of Technology, Halte à la croissance?*, Paris, Fayard, 1972. Ouvrage incluant une « Enquête sur le Club de Rome » par Janine Delaunay et, p. 131-304, « Les limites à la croissance, un rapport pour le Club de Rome dans le cadre de ses travaux sur les dilemmes de l'humanité » établi par le *Massachusetts Institute of Technology* et rédigé notamment par Donella H. Meadows, Dennis L. Meadows.

⁸⁹ En juin, à Stockholm.

⁹⁰ Plus précisément : à Jay Wright Forrester (*1918), Donella Meadows (1941-2001), Dennis Meadows (*1942) et Jørgen Randers(*1941), William W. Behrens.

⁹¹ Cf. : Chiffres communiqués par le Club de Rome. Informations disponibles sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.clubofrome.at> [réf. du 28.01.2008].

⁹² Cf. : *Massachusetts Institute of Technology, Halte à la croissance?*, *op. cit.*, p. 137.

⁹³ Cf. : Jean Jacob, *Les sources de l'écologie politique*, *op. cit.*, p. 35.

⁹⁴ Cf. : *Massachusetts Institute of Technology, Halte à la croissance?*, *op. cit.*, p. 248.

cette date : « les inquiétudes pour le ‘vaisseau Terre’ ne pouvaient pas être plus longtemps écartées comme préoccupation d’apôtres de la nature emprunts de romantisme »⁹⁵.

2-2-3 Ouvrages et films de science-fiction

Pour clore ce chapitre sur l’alarmisme environnemental d’orientation scientifique, évoquons enfin un certain nombre d’ouvrages et de films de science-fiction spéculant sur les catastrophes humaines et naturelles que certaines modernisations technologiques pourraient entraîner. En effet, à côté d’histoires de fin du monde, la science-fiction se nourrit volontiers de désastres écologiques. Dans ce genre littéraire et cinématographique, les accidents nucléaires occupent, bien entendu, une place privilégiée.

En 1965 sortit par exemple le documentaire anglais *The War Game*⁹⁶, réalisé par Peter Watkins à partir d’informations recueillies au sujet des bombardements alliés pendant la Seconde Guerre mondiale, ainsi que des bombardements atomiques d’Hiroshima et Nagasaki. Ce court-métrage, qui tente de simuler les conséquences sanitaires, politiques et sociologiques d’une attaque nucléaire soviétique sur l’Angleterre, fut réalisé à la demande de la BBC. La chaîne de télévision a ensuite interdit la diffusion sur le petit écran de ce documentaire extrêmement réaliste pour ne pas alarmer la population, en pleine guerre froide. Peter Watkins réussit cependant à faire sortir son film en salle. Celui-ci remporta auprès du public un succès considérable ainsi que le Prix spécial du Festival de Venise en 1966 et l’Oscar du meilleur documentaire en 1967. Lors de sa première diffusion sur la BBC-1, autorisée le 31 juillet 1985, il fut estimé que, de par le monde, six millions de spectateurs avaient déjà eu l’occasion de voir le film au cours des vingt années écoulées⁹⁷.

Dans les ouvrages de science-fiction, la décomposition de la société suite à des catastrophes naturelles – comme la désertification (cf. : Stefan Wul, *Niourk*, 1957), l’envahissement végétal (cf. : Brian W. Aldiss, *Le monde vert*, 1962), la montée dramatique du niveau de la mer (cf. : James G. Ballard, *Le Monde englouti*, 1962), la destruction du soleil (cf. : Harry Harrison, *Soleil vert*, 1966), etc. – ou suite à des catastrophes technologiques –

⁹⁵ « Die Sorge um das ‘Raumschiff Erde’ konnte nicht länger als Sache romantisierender Naturapostel abgetan werden. » Cf. : Dieter Rucht, *Modernisierung und neue soziale Bewegungen. Deutschland, Frankreich und USA im Vergleich*, Frankfurt/New York, Campus Verlag, 1994, p. 238. La métaphore « *Raumschiff Erde* » est empruntée à Hans Freyer, in : *Theorie des gegenwärtigen Zeitalters*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt 1955, reprise ensuite et popularisée par Kenneth E. Boulding, « The Economics of the Coming Spaceship Earth », in : Henry Jarret (éd.), *Environmental Quality in a Growing Economy*, Baltimore, Johns Hopkins Press 1966. Voir sur ce point Dieter Rucht, *op. cit.*, p. 238. Bertrand de Jouvenel, pour sa part, compare la situation des humains sur terre à celle d’astronautes dans leur vaisseau spatial. Voir : « Recherche et Développement », 1965. Texte reproduit dans son ouvrage : *Arcadie. Essai sur le mieux-vivre*, *op. cit.*, p. 326.

⁹⁶ Peter Watkins, *The War Game*, film documentaire anglais, 35mm, noir et blanc, 48mn, BBC Productions, 1965 (Titre français : *La Bombe*).

⁹⁷ Cf. : Philipp Drummond, « The War Game ». Article disponible sur Internet à l’adresse suivante : <http://www.museum.tv/archives> (Museum of Broadcast Communications, Chicago) [réf. du 28.01.2008].

pluies acides et empoisonnement alimentaire (cf. : John Brunner, *Le Troupeau aveugle*, 1972), pollution (cf. : André Ruellan, *Tunnel*, 1973), envahissement urbain (cf. : James G. Ballard, *L'Île de béton*, 1974), panne d'électricité (cf. : René Barjavel, *Ravage*, 1943), accident nucléaire (cf. : Lester Del Rey, *Crise*, 1956), etc. – sont des thèmes récurrents⁹⁸. Ces histoires de science-fiction font partie, dans les années 1960-1970, de l'univers de représentation d'une partie de la population en France et en Allemagne, renforçant l'impression d'un monde où l'humanité participe inexorablement à l'appauvrissement de son propre environnement.

2-3 L'engagement des organisations internationales

Après 1965, en particulier à la suite de ces nombreux débats scientifiques autour de différentes problématiques écologiques, les institutions internationales commencent à prendre la mesure de l'importance de la thématique environnementale. A cette époque, les grands problèmes qui préoccuperont les scientifiques à la fin du XX^{ème} siècle – la destruction de la forêt amazonienne, les trous dans la couche d'ozone, le réchauffement planétaire – n'ont pas encore été précisément identifiés et médiatisés. Le travail de ces organisations internationales en matière d'environnement se concentre donc avant tout sur l'observation des évolutions environnementales et en particulier, sur la protection de la biodiversité et la lutte contre la désertification. Michael Kilian qualifie la période entre 1965 et le début des années 1970 de « phase de l'environnementalisme », d'« époque fondatrice du domaine environnemental international »⁹⁹.

A intervalles resserrés, de nombreux programmes et institutions internationales vont voir le jour, à l'exemple du programme de veille météorologique mondiale WWW (*World Weather Watch*) créé en 1967, du *Man and the Biosphere Program* (Homme et Biosphère) mis en place en 1970 par l'UNESCO, ou de la création en 1969 par le Conseil international des associations scientifiques (*International Council of Scientific Unions*, ICSU) du SCOPE, le Comité scientifique sur les problèmes de l'environnement. A partir de 1968, le Conseil de l'Europe met également en place ses premières activités environnementales¹⁰⁰. Dans un

⁹⁸ Pour un aperçu plus complet des ouvrages de science fiction d'orientation écologique, et en particulier de son courant français (« Nouvelle SF française »), voir la bibliographie de Yves Frémion in : *Histoire de la révolution écologiste*, Paris, Editions Hoëbeke, 2007, p. 382-384. Voir également l'article suivant, consacré à ce sujet : « Chroniques terriennes », *Le Sauvage*, n° 2, mai-juin 1973, p. 37-41.

⁹⁹ « Phase des 'Environmentalism' als der 'Gründerzeit-Epoche' des Internationalen Umweltbereichs », Michael Kilian, *op. cit.*, p.66.

¹⁰⁰ Pour de plus amples informations sur ces programmes et comités, voir par exemple : *Ibid.*

ouvrage paru en 1970, l'académicien Édouard Bonnefous (1907-2007) – auteur de plusieurs ouvrages soulignant l'urgente nécessité pour l'homme de protéger la nature contre lui-même – dresse la liste des deux cent douze colloques, séminaires ou journées d'experts et de scientifiques sur le thème de l'environnement s'étant tenus de par le monde entre 1962 et 1970¹⁰¹.

Au niveau international, le premier grand événement environnemental a lieu du 5 au 16 juin 1972, avec la tenue à Stockholm de la première Conférence des Nations Unies sur l'Environnement. Son approche est foncièrement novatrice en cela qu'elle proclame la dimension globale des problèmes écologiques et qu'elle cherche à lier développement et environnement dans le cadre d'une action mondiale. Les rapports de ses travaux, confiés au biologiste et écologue français installé aux Etats-Unis René Dubos (1901-1982), ainsi qu'à l'économiste britannique Barbara Ward (1914-1981), sont diffusés en France sous le titre *Nous n'avons qu'une terre*¹⁰². Cette conférence débouche également sur la « Déclaration de Stockholm » qui proclame officiellement :

« Nous sommes à un moment de l'histoire où nous devons orienter nos actions dans le monde entier en songeant davantage à leurs répercussions sur l'environnement. Nous pouvons, par ignorance ou par négligence, causer des dommages considérables et irréversibles à l'environnement terrestre dont dépendent notre vie et notre bien-être. En revanche, en approfondissant nos connaissances et en agissant plus sagement, nous pouvons assurer, à nous-mêmes et à notre postérité, des conditions de vie meilleures dans un environnement mieux adapté aux besoins et aux aspirations de l'humanité. »¹⁰³

Dans cette déclaration, plusieurs principes sont énoncés qui feront, à partir de cette date, partie du vocabulaire classique de la protection de l'environnement, à savoir :

« [L'Homme] a le devoir solennel de protéger et d'améliorer l'environnement pour les générations présentes et futures. » (Principe 1)

« Les ressources non renouvelables du globe doivent être exploitées de telle façon qu'elles ne risquent pas de s'épuiser et que les avantages retirés de leur utilisation soient partagés par toute l'humanité. » (Principe 5)

¹⁰¹ Cf. : Edouard Bonnefous, *L'Homme ou la nature ?*, Paris, Hachette, 1970, voir les annexes de l'ouvrage. Du même auteur, nous renvoyons également, entre autres, à : *La Terre et la faim des hommes*, Paris, Fayard, 1960 et *Comment réconcilier l'homme et la nature*, Paris, C.E.P.E.C., 1972. Aujourd'hui, E. Bonnefous est considéré par la communauté des spécialistes, comme l'un des principaux précurseurs de la pensée écologique moderne. Toutefois, comme ses travaux n'ont pas connu un écho très important auprès du large public, nous nous limitons ici à évoquer son œuvre.

¹⁰² Cf. : Barbara Ward, René Jules Dubos, *Nous n'avons qu'une terre*, Paris, Denoël, 1972. (Titre anglais : *Only one earth ; the care and maintenance of a small planet*, New York, Norton, 1972)

¹⁰³ Cf. : Nations Unies, *Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement*, 16 juin 1972, introduction, §6.

« Une planification rationnelle est un instrument essentiel si l'on veut concilier les impératifs du développement et la nécessité de préserver et d'améliorer l'environnement. » (Principe 14)

« Conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, les Etats ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement et ils ont le devoir de faire en sorte que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommage à l'environnement dans d'autres Etats ou dans des régions ne relevant d'aucune juridiction nationale. » (Principe 21)

« Les questions internationales se rapportant à la protection et à l'amélioration de l'environnement devraient être abordées dans un esprit de coopération par tous les pays, grands ou petits sur un pied d'égalité. » (Principe 24)¹⁰⁴

Pour couronner les initiatives internationales précédentes, une nouvelle et dernière organisation internationale est créée dans ce domaine à l'initiative de René Dubos : le PNUE, Programme des Nations Unies pour l'Environnement, la plus haute autorité environnementale au sein du système des Nations Unies. Elle est responsable, au regard des réalités environnementales, de l'élaboration de régimes juridiques internationaux et se doit également d'attirer l'attention des gouvernements sur cette problématique comme d'encourager le développement de politiques communes dans ce domaine¹⁰⁵.

Cette conférence de Stockholm à laquelle participent cent treize délégués et deux chefs d'État – Olaf Palme (Suède) et Indira Gandhi (Inde) – peut ainsi être considérée comme le point de départ de la « révolution de l'environnement », c'est-à-dire de la mobilisation internationale autour de l'environnement et cela selon des considérations scientifiques, un niveau de discussion international et une problématique globale¹⁰⁶. Michael Kilian affirme en effet qu'à partir de 1973, les organisations internationales entrent dans la troisième et dernière phase du travail « pratique et concret » qui dure jusque dans les années 1980¹⁰⁷.

De plus, les participants choisissent à Stockholm de faire du 5 juin (date d'ouverture de la conférence) la « Journée mondiale de l'environnement »¹⁰⁸ qui est depuis célébrée tous les ans par l'ONU dans une ville différente. Cette date anniversaire s'ajoute à celle du 22 avril, choisie en 1970 par le sénateur américain Gaylord Nelson pour sensibiliser écoliers et

¹⁰⁴ Cf. : *Ibid.*

¹⁰⁵ Le mandat et les objectifs du PNUE découlent de la résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale des Nations Unies du 15 décembre 1972. Voir à ce sujet sur Internet : <http://www.unep.org/documents> [réf. du 02.02.2008].

¹⁰⁶ Cf. : Carlos Milani, « La complexité dans l'analyse du système-monde : l'environnement et les régulations mondiales », *art. cit.*, p. 430.

¹⁰⁷ Cf. : Michael Kilian, *op. cit.*, p. 67.

¹⁰⁸ Décision prise lors de la quatrième séance plénière le 13 juin 1972. Voir à ce sujet sur Internet : <http://www.unep.org/documents> [réf. du 02.02.2008].

étudiants à l'environnement et qui devient rapidement, devant le succès international de cette entreprise, le « Jour de la Terre »¹⁰⁹.

Le 5 juin 1972, les Etats présents, comme les organisations internationales et de nombreuses ONG, s'engagent également, à partir de cette date, à se rencontrer tous les dix ans pour faire le point sur l'état de santé de la planète. La Conférence de Stockholm constitue ainsi le premier « Sommet de la Terre », selon l'appellation qui sera particulièrement populaire après la Conférence de Rio en 1992¹¹⁰. Elle donne le coup d'envoi pour de nombreux accords bilatéraux ou internationaux, comme pour des conférences et conventions environnementales initiées par les organisations internationales. A titre d'exemple, entre 1973 et 1982, le PNUE organise neuf conférences internationales avec une thématique environnementale particulière¹¹¹. L'environnement entre ainsi, dans le courant des années 1970, dans les domaines de compétences « classiques » des organisations internationales. La Conférence de Stockholm entraîne également la prise en compte de l'environnement dans les politiques publiques de nombreux pays.

En faisant des questions environnementales un sujet important sur la scène politique mondiale, la mise en place de nombreuses structures de discussion internationales sur l'avenir de la planète est ainsi un jalon important pour l'écologie. En effet, elle contribue à confronter le grand public et les dirigeants politiques à cette problématique. Dans ce domaine, la France et l'Allemagne, qui participent toutes deux aux rencontres internationales, se trouvent pareillement impliquées dans les débats. Au sein de la communauté scientifique, la France peut même se vanter de compter plusieurs personnalités de renommée internationale comme Jean Dorst, Jacques-Yves Cousteau ou René Dubos. En ce sens, on peut dire que dès les années 1965-1972, les deux pays se trouvent initiés de la même façon aux enjeux écologiques mondiaux – du moins leurs instances politiques concernées, leur communauté scientifique et le public intéressé qui, grâce au développement des médias, est informé des grands débats.

¹⁰⁹ Le PNUE soutient également, dans ses programmes, ce « Jour de la Terre ». Voir à ce propos : <http://www.unep.org/documents>. Il convient également d'ajouter qu'un autre groupe d'écologistes américains revendique depuis 1970 l'initiative de ce « Jour de la Terre », à la date de l'équinoxe de printemps, le 20 ou 21 mars. Leur emblème est un drapeau bleu foncé avec la première photographie de la terre datant de 1969 en son centre. Voir à ce sujet sur Internet : <http://www.earthsite.org> [réf. du 02.02.2008].

¹¹⁰ La paternité de cette expression est à attribuer à Maurice Strong, secrétaire général de la Conférence de Rio, comme de celle de Stockholm.

¹¹¹ Cf. : Bucarest 1974 (thème : population mondiale), Rome 1974 (alimentation mondiale), Vancouver 1976 (peuplement humain), Mar del Plata 1977 (alimentation en eau), Nairobi 1977 (formation des déserts), Buenos Aires 1978 (coopération technique entre les pays en développement), Vienne 1979 (science et technologie), Nairobi 1981 (énergies renouvelables), Montevideo 1982 (droit de l'environnement). Voir à ce sujet sur Internet : <http://www.unep.org/documents> [réf. du 02.02.2008].

III L'évolution des mentalités

Les changements de mentalité qui s'effectuent à l'échelle d'une nation, en fonction d'événements globaux, s'inscrivent toujours dans la durée. Pour l'environnement, cela est facilité à partir du moment où la détérioration de la qualité de vie et la destruction de la nature ne sont plus perçues comme une fatalité, comme une conséquence inévitable de la société industrielle, mais comme un danger¹¹². A partir des années 1960, en France comme en Allemagne de l'Ouest, une nouvelle étape sur cette voie semble être franchie. Elle est rendue possible par l'arrivée à maturité d'un processus qui se développe en réaction à la croissance économique. Celui-ci est en adéquation avec les performances économiques des deux pays et s'inscrit dans la continuité d'une période d'opulence : le « post-matérialisme ». Il s'accompagne d'une remise en cause de nombreuses bases de la société ainsi que d'une montée des valeurs individualistes et libertaires. L'évolution des mentalités sur ces questions se trouve, de plus, thématifiée et renforcée dans les deux pays par des mouvements populaires importants de la seconde moitié du XX^{ème} siècle : l'APO (*Außerparlamentarische Opposition* – opposition extra-parlementaire) et Mai 68 qui marquent également le point de départ d'un nouvel engagement politique dans l'espace public.

Ces évolutions dans les mentalités sont importantes car elles ont une influence sur le regard que les sociétés portent sur leur cadre et leur qualité de vie. Elles entrent ainsi en jeu dans l'approche des questions environnementales qui nous intéressent.

3-1 La montée des valeurs « post-matérialistes », individualistes et libertaires

3-1-1 Nouvelles « valeurs prioritaires »

Une évolution psychologique semble arriver à maturité dans les années 1960. Elle est due aux mutations de la société dans les années d'après-guerre, dont bénéficie en particulier la génération née pendant le miracle économique, et qui entraînent une amélioration rapide du niveau de vie, d'autant plus nette en Allemagne de l'Ouest que celle-ci part de plus bas que la France, qui se matérialise par le progrès des conditions de travail et des revenus, de la sécurité sociale, de l'éducation, de la mobilité, etc. Il s'ensuit que « sur la base d'une large saturation

¹¹² Voir sur ce point : Karl Werner Brand, Detlef Büsser, Dieter Rucht, *Aufbruch in eine andere Gesellschaft. Neue soziale Bewegungen in der Bundesrepublik*, Frankfurt/New York, Campus Verlag, 1986, p. 18sq.

des besoins primaires, la sensibilité augmenta vis-à-vis de questions qualitatives, au-delà de la maximalisation du produit national brut et des chances de consommation »¹¹³. C'est ce que Roland Inglehart appelle « la révolution silencieuse » dans son analyse des sociétés industrielles : à côté de revendications quantitatives et sécuritaires (comme la nécessité de subvenir à ses besoins primaires et de pouvoir consommer, de bénéficier d'une croissance économique forte, d'une stabilité de la monnaie et des prix, d'un ordre social stable, etc.), il souligne en effet l'apparition de « nouvelles valeurs » qu'il considère « post-matérialistes »¹¹⁴ et qui occuperaient désormais l'avant-scène des préoccupations humaines. La volonté exprimée par les individus de participer plus activement aux décisions politiques et de bénéficier d'une large liberté d'expression, tout comme l'affirmation de l'autodétermination sur le plan professionnel ou social, ainsi que dans la vie quotidienne ; l'attention accordée à une liberté de mouvement accrue, à une situation financière en amélioration comme au relatif recul de la hiérarchie sociale au sein de la société constituent quelques exemples de ce bouleversement social. Cette théorie est affinée par Helmut Klages¹¹⁵ qui met en avant, non pas un principe de dépassement de certaines valeurs par d'autres, mais l'idée d'une pluralisation des besoins et des valeurs, c'est-à-dire d'un cumul entre valeurs matérielles traditionnelles (comme la nécessité de subvenir à ses besoins primaires) et valeurs dites « post-matérielles » tels la participation politique, la qualité de vie, l'épanouissement personnel, au centre des préoccupations sociales de cette génération d'après-guerre.

Ainsi, la modernisation économique du pays et le développement d'une société post-industrielle s'accompagnent-ils d'un processus de modernisation socio-culturel, celui-ci ayant également la particularité de concerner une majorité de la population et non plus une certaine classe privilégiée. Il se matérialise par le développement de valeurs individualistes et libertaires, surtout au sein des couches sociales qui ont pu, dans les années d'après-guerre, accéder à l'éducation et entrer dans la classe moyenne. Parallèlement au renforcement des aspirations individuelles s'affaiblit, à cette époque, ce que certains observateurs ont appelé la « conscience du devoir » (*Pflichtbewußtsein*). Ce phénomène se caractérise par le refus croissant d'une partie de la population d'accepter certaines mesures prises par l'Etat quand celles-ci portent préjudice à l'individu. Il marque la fin de la résignation individuelle au nom du bien commun ou de la raison d'Etat. En ce sens, le sociologue Hermann Korte considère

¹¹³ « Auf der Grundlage einer weitgehenden Sättigung primärer Bedürfnisse wuchs die Sensibilität für qualitative Fragen jenseits der Maximierung des Bruttosozialprodukts und der Konsumchancen. » in : *ibid.*, p. 87.

¹¹⁴ Cf. : Roland Inglehart, *The silent revolution : changing values and political style among western publics*, Princeton, Princeton University Press, 1977 et l'importante littérature qui s'en inspire.

¹¹⁵ Cf. : Helmut Klages, « Werte und Wertewandel », in : Bernhard Schäfers, Wolfgang Zapf (éd.), *Handwörterbuch zur Gesellschaft Deutschlands*, Opladen, Leske und Budrich, 2001, p. 726-738, ici p. 734. Voir également : Helmut Klages, *Wertorientierungen im Wandel : Rückblick, Gegenwartsanalyse, Prognosen*, Frankfurt a. M./New York, Campus Verlag, 1984.

qu'il s'agit moins d'un recul de la « conscience du devoir » au sein de la population, que de « la réduction des contraintes intériorisées à ce qui est fonctionnellement nécessaire et rationnellement acceptable » faisant évoluer un état d'esprit partant de l'idée qu'« il faut ce qu'il faut » (« *Was sein muß, muß sein !* ») vers le raisonnement suivant : « le faut-il vraiment ? » (« *Muß das sein ?* »)¹¹⁶.

3-1-2 Contre-culture et « nouvelle gauche » (*Neue Linke*)

Cette évolution constitue une étape-charnière sur le plan politique et social puisque « post-matérialisme » et aspirations individualistes vont être associés à une analyse critique de la société de consommation, donnant naissance à des mouvements de contestation remettant en cause publiquement les sociétés occidentales actuelles dans leur organisation comme dans leur fonctionnement et leurs modes de production ainsi que dans les relations qui y règnent entre les individus et les sexes. Premier emblème de ce refus de la société industrielle capitaliste, du conformisme et de la soumission au pouvoir, la contre-culture américaine se développe dès les années 1950, notamment en Californie, et passe rapidement l'Atlantique. Vaste ensemble de mouvements de marginalisation et de contestation face à une organisation sociale qui est perçue comme sclérosée, intégratrice et manipulatrice, l'opposition de la contre-culture est avant tout d'ordre culturel. Sans unité propre, elle est formée par la *Beat Generation* – rassemblant des artistes ou écrivains cherchant de nouveaux modes d'expression dont les principaux représentants et inspirateurs sont Jack Kerouac, Allen Ginsberg et William Burroughs – puis par les communautés hippies, qui entraînent des masses importantes dans leurs tentatives pour échapper à toutes limites géographiques, sociales et morales. Véritable phénomène de génération à l'initiative des enfants du baby boom, cette contre-culture influence une large partie de la jeunesse des pays occidentaux dans les années 1960 et 1970. En Europe, elle affiche comme en Amérique du Nord son opposition à la guerre du Vietnam et refuse tout nationalisme. A la fois marginale et communautaire, elle met en avant les valeurs d'égalité, de respect, d'équilibre, d'amour et d'altruisme issues des philosophies orientales et prône le développement personnel grâce à la musique, la méditation, les drogues, les voyages et une sexualité libérée¹¹⁷. Antoine Maurice est d'avis que la contre-culture américaine a enrichi l'écologisme de trois éléments décisifs : elle a permis de faire accepter le réformisme à la place de la révolution, notamment grâce au recours

¹¹⁶ « Das, was manchem in unserer Gesellschaft als ein Rückgang von Pflichtbewußtsein erscheint, ist lediglich die Reduzierung der internalisierten Zwänge auf funktionell Notwendiges und rational Einsehbares. (...) „Was sein muß, muß sein“ ist der Frage gewichen: „Muß das sein?“ » in : Hermann Korte, « Das Pflichtbewußtsein des Bürgers läßt sich nicht mehr in jedem Fall beanspruchen », *Frankfurter Rundschau*, 16.04.1980.

¹¹⁷ Cf. : Alain Touraine, « Contre-culture » in : *Encyclopædia Universalis France S.A.*, 2007. Version électronique disponible sur : <http://www.universalis.fr> [réf. du 11.12.2007].

à la désobéissance civile ; elle ouvre la voie au pluralisme au sens où des personnes ne partageant pas forcément le même credo idéologique peuvent se rassembler dans une lutte particulière et où un même individu peut s'engager sur plusieurs terrains. Enfin, la contestation américaine ne se bat pas uniquement pour l'avenir, elle insiste pour que ceux qui y participent y trouvent aussi leur bonheur, à l'image des revendications de Mai 68. Ainsi, il ne s'agit plus de se sacrifier en luttant, mais de trouver par là le chemin de l'épanouissement personnel¹¹⁸.

Moteur d'un changement culturel important, la contre-culture se mêle – surtout dans les milieux étudiants mais sans toutefois, forcément, se confondre avec eux – à de nouveaux mouvements contestataires. A la différence de la contre-culture qui ne se préoccupe pas toujours de nommer et d'attaquer un adversaire, refusant l'« aliénation » en général – mais préparant en cela de nouvelles luttes sociales – ce courant contestataire gauchiste¹¹⁹ est beaucoup plus politisé et orienté vers le conflit avec la classe dirigeante. Qualifié en Allemagne fédérale de « *Neue Linke* » (nouvelle gauche), il se place sur l'échiquier politique « à gauche de la gauche », c'est-à-dire à gauche du courant social-démocrate¹²⁰, sans appartenir forcément à l'extrême gauche. Très hétéroclite, il se caractérise par des positions politiques militantes ou révolutionnaires allant du socialisme à l'anarchisme, en passant par le marxisme. Marquée par le « Coup de Prague » en Tchécoslovaquie en février 1948, le XX^{ème} Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique en février 1956 suivi de la répression dans le sang de l'insurrection hongroise en octobre de la même année, tout comme par le contexte de la Guerre froide et de la course à l'armement nucléaire des deux côtés du rideau de fer, cette gauche intellectuelle adopte une attitude critique vis-à-vis des partis de gauche traditionnels, d'orientation socialiste ou communiste (en RFA : le SPD, le DKP et la SED de RDA ; en France : la SFIO puis le PS, le PCF¹²¹). Elle considère ainsi que le communisme a été perverti par le stalinisme, tandis que le socialisme ne va pas au-delà de l'Etat providence.

¹¹⁸ Cf. : Antoine Maurice, *Le surfeur et le militant : valeurs et sensibilités politiques des jeunes, en France et en Allemagne, des années 60 aux années 90*, Paris, Editions Autrement, 1987, p. 27 sq.

¹¹⁹ Au sens strict, le terme de « gauchisme » appartient au vocabulaire marxiste puisqu'il a été popularisé par Lénine dans les années 1920, dans une brochure intitulée : *Le gauchisme, la maladie infantile du communisme*, pour discréditer les mouvements ouvriers les plus extrémistes. Dans les années 1965-68, le terme de gauchisme – ou « ultra-gauche » – est en vogue pour désigner les mouvements de contestation politique et sociale nés dans les milieux universitaires aux Etats-Unis puis en Europe occidentale. Le gauchisme se distingue de l'extrême gauche qui se situe dans la tradition marxiste. Voir par exemple à ce sujet : Henri Arvon, *Le Gauchisme*, Paris, Presse universitaire de France, 1974.

¹²⁰ La « *Neue Linke* » défend des positions beaucoup plus à gauche que le SPD qui a accepté l'économie de marché avec le programme de Bad Godesberg, en 1959.

¹²¹ Cf. : SPD : *Sozialdemokratische Partei Deutschlands* ; DKP : *Deutsche Kommunistische Partei* ; SED : *Sozialistische Einheitspartei Deutschlands* ; SFIO : Section française de l'Internationale ouvrière ; PS : Parti socialiste ; PCF : Parti communiste français.

A ses yeux, ces deux idéologies ont perdu leurs utopies et de surcroît, elles ne vont pas assez loin dans leur raisonnement dans la mesure où elles ne prennent pas en compte le fait qu'en plus d'un asservissement d'origine économique, l'individu est victime de bien d'autres contraintes dans sa vie quotidienne. Elle remet alors en question leur capacité émancipatrice pour dépasser le statu quo politique et social, lancer une transformation globale de la société et répondre aux attentes actuelles de la population. Ce gauchisme se tourne majoritairement, selon les uns, soit vers une nouvelle interprétation des théories marxistes, pour revenir à la source de cette idéologie et détacher la pensée marxiste du marxisme institutionnalisé et jugé sclérosé soit, selon les autres, vers une nouvelle définition de la société socialiste. Pour cela, le socialisme doit, selon ces derniers, cesser de se focaliser sur son objectif de prise du pouvoir et de nationalisation des biens de production, pour mettre fin à l'aliénation des individus, présente dans toutes les facettes de leur existence. Il s'agirait alors de redéfinir la place du travail et des loisirs dans la société, mais aussi les rapports sociaux, au sein des entreprises, comme des familles, ainsi que le rôle de la sexualité. Quelle que soit l'orientation, socialiste ou communiste, cette « ultra-gauche » pense que le prolétariat, embourgeoisé par la société de consommation qui s'est ouverte à lui et l'a rendu inapte à la révolution, n'est plus à même de remplir son rôle de moteur du changement politique, social et culturel. L'impulsion revient dorénavant à d'autres groupes sociaux, en particulier à la nouvelle classe des travailleurs mieux formés, aux jeunes gens dont une partie de plus en plus importante bénéficie d'une formation universitaire ainsi qu'aux groupes marginaux qui sont en dehors de la société de consommation. Son objectif est tout à la fois de lancer l'émancipation collective et individuelle, la critique de la société et de la culture bourgeoises dominantes, la révolution culturelle et sociale et non plus seulement d'atteindre l'émancipation collective du travail aliénant. De plus, elle commence à prendre conscience, grâce à la télévision et aux voyages, que les famines et les guerres font encore des ravages sur terre, que le fossé se creuse entre les pays riches et les pays pauvres, entre la société du gaspillage et celle de la pénurie.

3-1-3 Influences idéologiques

Cette « nouvelle gauche » (*Neue Linke*) se nourrit idéologiquement de la production d'intellectuels souvent dissidents de la gauche traditionnelle, en particulier communiste, qui font connaître leurs idées grâce à des publications, des revues ou différents cercles qui se développent des deux côtés du Rhin à partir de la fin des années 1950.

En France, les auteurs de référence de ce courant sont surtout actifs au sein des groupes Internationale Situationniste¹²² et Socialisme ou barbarie¹²³ ainsi que dans la revue *Arguments*¹²⁴. Guy Debord (1931-1994), membre fondateur et figure de proue de l'Internationale Situationniste, auteur remarqué de *La société du spectacle*¹²⁵, développe et diffuse à la fin des années 1960 une critique radicale de la société de consommation dans laquelle il considère que « la marchandise est parvenue à l'*occupation totale* de la vie sociale »¹²⁶, dans laquelle le « spectacle est le *capital* à un tel degré d'accumulation qu'il devient image »¹²⁷ et où l'on assiste, sous la domination de l'économie, à une « dégradation de l'*être en avoir* » puis de « l'*avoir au paraître* »¹²⁸. Guy Debord s'est inspiré dans les années 1950 des théories d'Henri Lefebvre (1901-1991), ce dernier défendant déjà à cette époque l'idée que « ce ne sont pas les facteurs économiques qui expliquent avant tout la misère des travailleurs qualifiés mais la manière de vivre »¹²⁹. Particulièrement critique vis-à-vis de la publicité, il a également été l'un des premiers à évoquer la transformation du citoyen en consommateur¹³⁰. Démontrant par exemple que « le loisir est l'idéologie même du travail aliéné »¹³¹, son élève Jean Baudrillard (1929-2007) poursuivra à partir de la fin des années 1960 son analyse, en particulier par l'étude des moyens de médiation et de communication dans la société post-industrielle¹³². Avec H. Lefebvre, G. Debord s'en prend aux contraintes de la vie quotidienne. A l'inverse de celui-ci toutefois, il entend mêler la critique théorique à la critique pratique de la société. Dans une perspective révolutionnaire, il exprime sa volonté de « changer le monde »¹³³ pour qu'une nouvelle société, basée sur le principe d'autogestion, se mette en place, dans laquelle chacun serait libre de gérer sa vie, et dans laquelle l'épanouissement de l'individu serait l'objectif principal, parallèlement au refus des contraintes de rentabilité et des rapports marchands. Autre représentant célèbre de

¹²² Créée en 1957, l'Internationale Situationniste est une organisation révolutionnaire internationale d'origine communiste non léniniste qui s'auto-dissout en 1972. Elle publie entre 1958 et 1969 une revue trimestrielle du même nom.

¹²³ Socialisme ou barbarie est une organisation révolutionnaire active en France de 1947 à 1967 qui publie une revue du même nom. Elle a été fondée par Claude Lefort et Cornelius Castoriadis. Elle adopte une orientation marxiste anti-stalinienne et se considère proche du communisme de conseils.

¹²⁴ Revue de philosophie politique d'orientation marxiste publiée entre 1956 et 1962 et fondée par Kostas Axelos et Edgar Morin.

¹²⁵ Cf. : Guy Debord, *La Société du spectacle*, Paris, Buchet-Chastel, 1967.

¹²⁶ Cf. : *Ibid.*, § 42, p. 31. Les mots en italique sont de G. Debord.

¹²⁷ Cf. : *Ibid.*, § 34, p. 24.

¹²⁸ Cf. : *Ibid.*, § 17, p. 15.

¹²⁹ Cf. : Henri Lefebvre, *Critique de la vie quotidienne*, Paris, l'Arche, 1958, p. 10.

¹³⁰ Cf. : Henri Lefebvre, *Introduction à la modernité : préludes*, Paris, Editions de Minuit, 1962.

¹³¹ Cf. : Jean Baudrillard, *La Société de consommation, ses mythes, ses structures...*, Paris, S.G.P.P., 1970, p. 242.

¹³² Voir également : Jean Baudrillard, *Le système des objets*, Paris, Gallimard, 1968.

¹³³ Cf. : Guy Debord, *Rapport sur la construction des situations et sur les conditions de l'organisation et de l'action de la tendance situationniste internationale*, s.l., 1957, p. 3. Ce rapport, présenté aux membres de l'Internationale lettriste, du Mouvement international pour un Bauhaus imaginiste et du Comité psychogéographique de Londres constitue le texte fondateur de l'Internationale Situationniste.

l'Internationale Situationniste, Raoul Vaneigem (*1934) appelle également l'individu à s'extirper de la banalité et de la survie, à laisser une plus grande part au rêve et à la subjectivité dans l'existence, à refuser un monde « où la garantie de ne pas mourir de faim s'échange contre le risque de mourir d'ennui »¹³⁴. Ainsi, selon ce courant intellectuel, « la nature de l'homme ne peut avoir de sens que par la réalisation de ses *désirs réels* s'opposant aux pseudo-besoins créés par les maîtres de la société du spectacle »¹³⁵. S'inspirant d'Hegel (1770-1831), l'Internationale Situationniste ne prône plus la « lutte » au sens marxiste-léniniste, mais met en avant le concept de « totalité de la réalité » (*Totalität der Wirklichkeit*)¹³⁶ pour faire le lien entre la sphère du travail et la sphère privée, arguant que l'aliénation – autre concept hégélien, repris par Marx, désignant la perte de soi dans la dialectique du sujet et de l'objet – forme un tout et que la libération doit être également globale. Actif au sein de la revue *Arguments*, Edgar Morin, bien avant ses écrits sur la nature puis sur l'écologie, s'intéresse également aux pratiques culturelles de son époque et publie en 1962 un ouvrage au titre évocateur : *L'Esprit du temps, tome I : Névrose. Essai sur la culture de masse*¹³⁷.

Enfin, la « gauche de la gauche » est également influencée à la fin des années 1960 par les théories de Jean-Paul Sartre (1905-1980). Elle adhère à son aversion à l'encontre des vies rangées et monotones et reprend ses thèses existentialistes pour affirmer l'absolue liberté de l'homme dans son existence, pour refuser tout déterminisme et conformisme bourgeois¹³⁸. Sartre est également mis en valeur pour sa dénonciation de la société capitaliste jugée aliénante, pour sa critique d'une société de consommation de masse où, selon son concept de « sérialité », l'individualité n'existe plus, où l'homme moderne est perçu uniquement selon sa fonctionnalité et demeure solitaire dans un monde caractérisé par l'absence de communication et l'apathie des masses qui acceptent leur condition comme une fatalité. Enfin, Sartre séduit pour son engagement sur le terrain en faveur d'un « autre monde » organisé selon de nouvelles règles économiques et sociales¹³⁹. L'influence d'André Gorz (1923-2007)¹⁴⁰, de sensibilité marxiste et libertaire, proche des thèses existentialistes de Jean-Paul Sartre qu'il

¹³⁴ Cf. : Raoul Vaneigem, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Paris, Gallimard, 1967, p. 8.

¹³⁵ Cf. : Richard Gombin, *Le Projet révolutionnaire. Eléments d'une sociologie des événements de mai-juin 1968*, Paris, La Haye, Mouton, 1969, p. 31.

¹³⁶ Cf. : Georg Wilhelm Friedrich Hegel, *Encyclopédie des sciences philosophiques*, Paris, J. Vrin, 1994. (titre original : *Enzyklopädie der philosophischen Wissenschaften*, ouvrage publié à partir de 1817)

¹³⁷ Cf. : Edgar Morin, *L'Esprit du temps, tome I : Névrose. Essai sur la culture de masse*, Paris, Grasset, 1962.

¹³⁸ Voir en particulier la théorie de la liberté absolue du « pour-soi » exposée dans : Jean-Paul Sartre, *L'Être et le néant : essai d'ontologie phénoménologique*, Paris, Gallimard, 1943.

¹³⁹ Sur ces derniers points, voir en particulier : Jean-Paul Sartre, *Critique de la raison dialectique. Tome I : Théorie des ensembles pratiques*, Paris, Gallimard, 1960.

¹⁴⁰ De son vrai nom Gerard Horst. En 1964, il a également fondé *Le Nouvel Observateur*, avec Jean Daniel, sous le pseudonyme de Michel Bosquet.

fréquente aux *Temps modernes*¹⁴¹ dans les années 1960, n'est pas non plus négligeable. Avant de devenir l'un des pères spirituels de nombreux écologistes, A. Gorz développe, à partir de cette époque, dans ses tribunes et ouvrages¹⁴² dont beaucoup sont traduits en allemand, une remise en question du capitalisme, une théorie de l'émancipation et de l'épanouissement personnel grâce à la fin de l'aliénation économique et de la « dictature de l'appareil d'Etat ». Il s'engage pour une réorganisation du travail par une socialisation des entreprises et une réduction du temps de travail, pour une organisation autogestionnaire de la société en général et pour une nouvelle socialisation entre les individus. Il défend aussi la fin du productivisme et une consommation plus qualitative, tout comme un droit au temps libre, à une éducation et une culture de qualité. Sa réflexion, diffusée notamment grâce aux *Temps modernes*, où il travaille jusqu'en 1974, et au *Nouvel Observateur*, qu'il a co-fondé en 1964, est influencée par l'Ecole de Francfort¹⁴³.

En effet, si Jean-Paul Sartre – grâce à sa renommée internationale – a également une grande influence en Allemagne sur « la gauche de la gauche », celle-ci est surtout nourrie intellectuellement par l'Ecole de Francfort, nom donné dans les années 1960 à un groupe d'intellectuels allemands néo-marxistes réunis autour de l'Institut de recherche sociale de l'université de Francfort-sur-le-Main et parmi lesquels on compte notamment les chercheurs Max Horkheimer (1895-1973), Theodor W. Adorno (1903-1969), Herbert Marcuse (1898-1979), Walter Benjamin (1892-1940), Erich Fromm (1900-1980) et Jürgen Habermas (*1929). Fondé en 1923 et très actif dans les années 1930, cet institut pluridisciplinaire – au sein duquel travaillent des sociologues, des philosophes, des psychologues, des historiens, des esthéticiens, des économistes – prolonge ses recherches en exil aux Etats-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale, avant de revenir à l'université de Francfort à partir de 1950, même si plusieurs chercheurs décident de rester outre-Atlantique. A partir des années 1960, les travaux de l'Ecole de Francfort commencent à bénéficier en RFA d'une réelle audience. L'orientation principale de ses recherches a été donnée par un ouvrage de référence, publié en 1947 par Max Horkheimer et Theodor W. Adorno : *La dialectique de la raison*¹⁴⁴, dans lequel ils approfondissent le fondement de leur « théorie critique », basée sur une critique radicale

¹⁴¹ *Les Temps modernes* : revue fondée par Jean-Paul Sartre en octobre 1945.

¹⁴² Pour les années 1960, voir les ouvrages suivants, représentatifs de cette époque : André Gorz, *Stratégie ouvrière et néo-capitalisme*, Paris, Editions du Seuil, 1964 (traduction allemande : 1967) ; *Le socialisme difficile*, Paris, Editions du Seuil, 1967 (traduction allemande : 1968). Après mai 1968 viendront : *Reforme et révolution*, Paris, Editions du Seuil, 1969 (traduction allemande : 1969) et surtout *Adieux au prolétariat*, Paris, Editions Galilée, 1980 (traduction allemande : 1980).

¹⁴³ Sur les travaux d'André Gorz dans les années 1960, voir par exemple : Alain Lipietz, « Gorz, ou la quête du sens », *Ecorev*, n° 26, décembre 2007, p. 14-15.

¹⁴⁴ Cf. : Max Horkheimer, Theodor W. Adorno, *Dialektik der Aufklärung: philosophische Fragmente*, Amsterdam, Querido, 1947 (*La dialectique de la raison : fragments philosophiques*, Paris, Gallimard, 1974).

des aspects politiques, sociaux et culturels de la société bourgeoise et défendent leur idéal révolutionnaire d'une société fondée sur la raison et la liberté. Particulièrement marqués par le phénomène du fascisme, les excès du système stalinien et la déroute du socialisme dans les pays de l'Est, tout comme par l'évolution de la société américaine dans les années 1940, ils dénoncent tous les autoritarismes et bureaucratismes existants. S'indignant devant un « monde administré », ils s'attachent particulièrement à analyser les principes de domination et de violence qui règnent dans les sociétés capitalistes ainsi que la manipulation de la conscience politique des masses par l'« industrie culturelle » (*Kulturindustrie*)¹⁴⁵.

Dans une perspective philosophique, refusant tout compromis avec la réalité existante comprise comme une « totalité négative », T. W. Adorno entreprend par la suite la déconstruction de la dialectique et du matérialisme en défendant l'individuel et le particulier¹⁴⁶. Erich Fromm, sociologue, psychanalyste et chef de file de l'école culturaliste américaine, expose dans ses travaux l'idée que le problème fondamental de la psychologie n'est pas lié à une pulsion, comme le soutient Freud, mais à la relation de l'individu au monde. Il retrace l'histoire des mouvements autoritaires, s'interroge également sur la personnalité autoritaire et s'emploie à démontrer que l'individu tourne lui-même délibérément le dos à la liberté : motivé par une pulsion d'intégration et de croissance, il manifeste une soumission innée à l'autorité. Pessimiste quant à l'espoir d'une émancipation humaine, E. Fromm n'offre toutefois aucune stratégie pour combattre cette soumission, prônant une coopération avec l'autorité rationnelle et le rejet de l'autorité irrationnelle¹⁴⁷.

Enfin, à la fin des années 1960 et au cours des années 1970, les deux auteurs qui vont avoir le plus d'échos auprès de la « *Neue Linke* » sont J. Habermas et H. Marcuse dans la mesure où ils se concentrent sur une analyse politique de la situation sociale. Alors que H. Marcuse fut le principal théoricien politique de la dernière période du mouvement, Habermas pour sa part s'est notamment intéressé aux nouvelles potentialités de contestation sur le terrain. H. Marcuse travaille, comme ses collègues, sur l'autorité et la famille, sur le fascisme qu'il relie au capitalisme, sur la rationalité technologique – il a été l'étudiant de Heidegger – appliquée à l'économie, la politique, la culture en vue d'une plus grande productivité matérielle. Au nom du « grand refus », il s'oppose à l'aliénation unidimensionnelle de

¹⁴⁵ Le terme d'« industrie culturelle » est préféré à celui de « culture de masse » qui sous-entend une participation des masses à la production de cette culture.

¹⁴⁶ Cf. : Theodor W. Adorno, *Negative Dialektik*, Frankfurt a. M., Suhrkamp, 1966 (*Dialectique négative*, Paris, Payot, 1978).

¹⁴⁷ Voir entre autres : Erich Fromm, *Escape from freedom*, New York, Farrar and Rinehart, 1941 (*La Peur de la liberté*, Paris, Buchet-Chastel, 1963 – 1^{ère} édition en langue allemande : 1945).

l'individu à la technocratie¹⁴⁸, se dresse contre toutes les formes de répression et prône comme moyen de lutte, une alliance théorique et pratique avec les forces de transgression et de libération présentes au sein de la société. Il oppose ainsi l'éthique du travail, qu'il considère comme à l'origine du système technocratique, à la libération de l'existence. Pour cela, l'Eros, principe du plaisir, constitue selon lui une force subversive capable de l'emporter sur l'ordre établi et d'aider à l'éclosion d'une nouvelle société. La libération sociale et individuelle, préalable à toute révolution politique, passe ainsi, de son point de vue, par l'éclosion des désirs¹⁴⁹. Elle doit être menée par les catégories de population exploitées, les classes dominées, les victimes de l'ordre social, mais aussi les étudiants et les intellectuels, marginalisés par la société, ainsi que les femmes et les artistes. Représentant le plus illustre de la deuxième génération de chercheurs de l'École de Francfort, Jürgen Habermas s'exprime également sur tous les sujets qui agitent le début des années 1960. Dans le cadre de nos recherches, retenons son concept de « rationalisation capitaliste » désignant une rationalisation technique, économique et sociale du travail qui tue mentalement les travailleurs – même si les tâches à accomplir deviennent par là moins pénibles – et trompe l'ensemble des individus par la « tyrannie des faux besoins » (*Tyrannie der falschen Bedürfnisse*) qu'elle a mis en place¹⁵⁰. Analysant les rapports entre société et politique, il souligne également la détérioration de l'« espace public »¹⁵¹ sous l'influence de la culture de masse et des impératifs des systèmes économiques et bureaucratiques. Il déplore ainsi la disparition d'un système d'information libre et illimité, les médias se trouvant de plus en plus liés à des intérêts politiques, commerciaux et économiques. Il remet alors en cause la capacité de l'espace public à exercer son jugement critique vis-à-vis du pouvoir dans la mesure où la « publicité », au départ principe de la critique exercée par le public, a été subvertie en principe d'une intégration¹⁵². D'autre part, il s'est engagé, dès les années 1950, pour la mise en place

¹⁴⁸ Cf. : Herbert Marcuse, *One-dimensional man : studies in the ideology of advanced industrial society*, Boston, Beacon Press, 1964 (*L'Homme unidimensionnel : essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, Paris, Editions de Minuit, 1968 – 1^{ère} édition en langue allemande : 1967).

¹⁴⁹ Cf. : Herbert Marcuse, *Eros and Civilization. A philosophical inquiry into Freud*, Boston, Beacon Press, 1955 (*Eros et civilisation. Contribution à Freud*, Paris, Editions de Minuit, 1963 – 1^{ère} édition en langue allemande : 1965).

¹⁵⁰ Cf. : Jürgen Habermas, « Die Dialektik der Rationalisierung : Vom Pauperismus in Produktion und Konsum », in : *Merkur*, n° 8, août 1954, p. 701-724.

¹⁵¹ Cf. : Concept défini en introduction.

¹⁵² Cf. : « Autrefois, la *Publicité* avait dû se frayer une voie en s'opposant à la politique du secret pratiquée par l'absolutisme : elle s'efforçait de soumettre personnalités et problèmes à la discussion publique, et faisait en sorte que les décisions politiques fussent révisables devant le tribunal de l'opinion publique. De nos jours, en revanche, ce n'est qu'avec l'aide d'une politique du secret pratiquée par les groupements d'intérêts que la 'Publicité' est imposée : elle confère à des personnalités ou à des choses un prestige public, et les rend par là susceptibles d'être adoptées sans réserve ni discussion, au sein d'un climat d'opinion non-publique. » In : Jürgen Habermas, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, 1993, *op. cit.*, p. 209. Dans sa préface de l'édition de 1990, il écrira : « L'espace public qui est en même temps préstructuré et dominé par les mass media, est devenu une véritable arène vassalisée par le pouvoir, au sein de

de réformes démocratiques au sein des structures d'enseignement, s'attirant également par là la sympathie des mouvements étudiants et gauchistes allemands. S'intéressant particulièrement à la situation des étudiants, il a en effet développé une conception de la démocratie et de l'état de droit mettant en avant le principe de « participation politique »¹⁵³.

Ces nouvelles préoccupations « post-matérialistes », ou plutôt leur émergence en tant que « valeurs prioritaires »¹⁵⁴, la montée de l'individualisme et les évolutions dans l'interaction entre espace privé et espace public avec l'émergence d'une culture alternative, caractérisent les sociétés française et ouest-allemande, tout comme celles d'autres pays industrialisés, à l'exemple des pays anglo-saxons. Ces évolutions contribuent indirectement dans les deux pays à une prise de conscience environnementale, partie prenante d'une nouvelle réflexion axée sur la question de la qualité de la vie, de l'épanouissement personnel et de la préservation de la sphère privée. Notons également qu'aussi bien les chercheurs de l'Ecole de Francfort que les représentants de l'Internationale Situationniste ont développé certaines réflexions allant directement dans un sens écologiste. Ainsi, Adorno et Horkheimer analysent dès la fin des années 1940 le processus de domination de la nature par l'homme qu'ils considèrent comme l'une des caractéristiques fondamentales de la civilisation occidentale¹⁵⁵. Selon Marcuse, la nature humaine comme la nature extérieure ont été transformées par la société, soumises à la rationalité technologique, instrumentalisées et pliées aux exigences du capitalisme :

« Ce qui nous arrive, c'est que découvrons – ou plutôt redécouvrons – en la nature une alliée dans notre lutte contre les sociétés d'exploitation où la violation de la nature aggrave encore celle de l'homme. La découverte des forces libératrices de la nature et de leur rôle vital dans la construction d'une société libre devient un nouveau facteur de changement social. (...) La 'libération de la nature' ne peut signifier un retour à un stade pré-technologique, mais consiste au contraire à employer toujours davantage les succès de la civilisation technologique pour libérer l'homme et la nature des abus destructeurs de la science et de la technologie au service de l'exploitation. »¹⁵⁶

laquelle on lutte, par des thèmes, des contributions, non seulement pour l'influence mais davantage pour un contrôle, aux intentions stratégiques aussi dissimulées que possible, des flux de communication efficaces. » In : *Ibid.* (Préface à l'édition de 1990), p. XVI.

Voir également : *Theorie des kommunikativen Handelns*, Frankfurt a. M., Suhrkamp, 1981 (*Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard, 1987).

¹⁵³ Cf. : Sur son concept de participation politique dans ce contexte, voir : Jürgen Habermas, Ludwig von Friedeburg, Christoph Oehler, Friedrich Wetz, *Student und Politik. Eine soziologische Untersuchung zum politischen Bewußtsein Frankfurter Studenten*, Neuwied/Berlin, Luchterhand, 1961, p. 34 sq.

¹⁵⁴ Danny Trom conteste en effet l'expression « nouvelles valeurs » utilisée selon lui à tort pour évoquer la plus grande prise en compte de certaines préoccupations. Cf. : Danny Trom, « Le parler Vert, Réflexions sur les structures discursives de l'idéologie écologiste », in : *Politix, travaux de science politique*, Paris, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Premier trimestre 1990, p. 44-52, ici p. 45.

¹⁵⁵ Cf. : Max Horkheimer, Theodor W. Adorno, *La dialectique de la raison*, op. cit.

¹⁵⁶ Cf. : Herbert Marcuse, *Counterrevolution and Revolt*, Boston, Beacon Press, 1972 (*Contre-révolution et révolte*, Paris, Seuil, 1973 – 1^{ère} édition en langue allemande : 1973). Extrait en langue française retranscrit sous

Du côté français, Guy Debord ajoute en 1972 à la liste des aliénations connues : la pollution de l'eau et de l'air, la radioactivité, la manipulation des produits alimentaires, le bruit et la « lèpre urbanistique »¹⁵⁷. Dans ses ouvrages, Raoul Vaneigem se montrera également très sensible aux questions de citoyenneté, de sociabilité et de dégradation de l'environnement, naturel ou urbain.

3-2 L'APO et Mai 68 : des catalyseurs pour l'expression du malaise social

L'année 1968 représente dans les deux pays un point culminant sur la scène politique pour cette nouvelle génération sceptique vis-à-vis des objectifs de croissance des politiques économiques, pour cette génération dite « post-matérialiste » avec des revendications qualitatives, s'opposant ouvertement à l'éthos matérialiste des générations précédentes. Les événements de Mai 1968 sont ainsi le miroir du malaise qui traverse la société à cette époque. Les mouvements sociaux qui se développent dans ce contexte jouent un rôle déterminant pour expliquer l'avènement d'une pensée et de partis écologistes, dans la mesure où leurs revendications vulgarisent les idées « post-matérialistes », individualistes et libertaires, et créent ainsi de nouvelles thématiques politiques. D'autre part, ils sont à l'origine d'une culture politique nouvelle sans laquelle les mouvements écologistes n'auraient pu exister. En cela, ils consacrent le passage des mouvements sociaux aux « nouveaux mouvements sociaux » (*neue soziale Bewegungen*).

3-2-1 Introduction de nouveaux thèmes politiques

En Allemagne, ces mouvements sociaux qui sont actifs à la fin des années 1960 sont regroupés sous le nom d'APO – *Außerparlamentarische Opposition* (opposition extra-parlementaire). En plus des mouvements estudiantins, deux campagnes de mobilisation contre l'« Etat-CDU » (*CDU-Staat*)¹⁵⁸ caractérisent particulièrement l'APO entre 1967 et 1969 : le

le titre : « Erotisme et environnement » in : *Le Sauvage – Le Nouvel Observateur-Ecologie*, n° 2, mai-juin 1973, p. 22-23.

¹⁵⁷ Cf. : Internationale Situationniste, *La Véritable scission dans l'Internationale*, Paris, Editions Champ Libre, 1972, p. 94.

¹⁵⁸ Entre 1966 et 1969, le gouvernement allemand est caractérisé par une « grande coalition » entre les sociaux-démocrates du SPD et les conservateurs de la CDU/CSU. En tant que premier parti du pays, la CDU a désigné comme chancelier Kurt Georg Kiesinger (1904-1988).

mouvement pacifiste *Ostermarsch* pour le désarmement nucléaire et les protestations contre les lois d'exception. Il s'agit ici de les présenter brièvement¹⁵⁹.

Le mouvement pacifiste *Ostermarsch* – du nom des marches de protestation qu'il organise lors du week-end de Pâques – s'engage pour le désarmement nucléaire. Né en 1960, en dehors de toute institution et de tout parti, il est basé sur le principe de la non-violence. A partir de 1963, il devient plus politique, s'engageant contre le militarisme, l'armement et la guerre – en particulier contre la guerre du Vietnam¹⁶⁰ – ainsi que pour la démocratisation de la société allemande. Si 9.000 personnes se mobilisent dans ce cadre en 1961, le mouvement réussit à mobiliser quelque 150.000 personnes lors de 800 manifestations en 1967 et les marches traditionnelles du week-end de Pâques réussissent, pour leur part, à rassembler jusqu'à 300.000 personnes¹⁶¹. D'une action pacifiste, s'appuyant sur la condamnation morale du processus d'armement nucléaire à travers le monde et soutenue par quelques-uns, elle devient ainsi un véritable mouvement de masse, bénéficiant d'un réseau communicationnel et d'une organisation commune efficace dans tout le pays. Ce mouvement pacifiste contribue ainsi, dès les années 1960, à mettre en place un espace d'action extra-parlementaire dont les mouvements suivants profiteront. De plus, il offre un réservoir de ressources important notamment en termes d'activistes, de soutien logistique, de canaux de communication, de locaux et d'expérience dans la structuration d'une organisation. Son savoir-faire sera précieux lors des luttes contre la construction de centrales nucléaires, un des thèmes identificateurs des écologistes.

Sans procéder à une analyse détaillée des événements de Mai 68 en RFA, rappelons que les mouvements estudiantins constituent l'élément le plus important de l'APO. Ils promeuvent dans un premier temps une réforme du système universitaire, qualifié de réactionnaire et anti-démocratique, puis s'engagent pour la démocratisation de la société en général, de la justice au droit de divorce, en passant par l'opposition à la concentration économique de la presse, le désarmement et le pacifisme. Particulièrement forts à l'Université Libre de Berlin-Ouest, dynamisés par la mort de Benno Ohnesorg le 2 juin 1967 à Berlin, à l'occasion d'une manifestation contre la visite du Shah d'Iran, et par les événements

¹⁵⁹ Pour de plus amples informations sur l'APO, voir par exemple : Karl Werner Brand (éd.), *Neue soziale Bewegungen in Westeuropa und in den USA.*, op. cit. ou Karl-Werner Brand, Detlef Büsser, Dieter Rucht, *Aufbruch in eine andere Gesellschaft*, op. cit., 1986.

¹⁶⁰ Cf. : Roland Roth, « Neue soziale Bewegungen in der politischen Kultur der Bundesrepublik – eine vorläufige Skizze » in : Karl-Werner Brand (éd.), *Neue soziale Bewegungen in Westeuropa und in den USA*, op. cit., p. 20-82, ici p. 32 sq.

¹⁶¹ Pour les chiffres, voir : Pavel A. Richter, « Die außerparlamentarische Opposition in der Bundesrepublik Deutschland 1966 bis 1968 » in : Ingrid Gilcher-Holtey (éd.), *1968 – vom Ereignis zum Gegenstand der Geschichtswissenschaft*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1998, p. 35-55, ici p. 38-39.

internationaux – dont l’action de Che Guevara, les manifestations du Quartier Latin à Paris et le printemps de Prague – ces mouvements se multiplient en 1967-1968, en particulier grâce au dynamisme de l’organisation étudiante SDS – *Sozialistischer Deutscher Studentenbund* (Union des étudiants allemands socialistes). Depuis sa séparation du SPD en 1961, celle-ci a en effet procédé à une nouvelle analyse des concepts politiques socialistes et de la société contemporaine, cette réorientation la conduisant à représenter la « *Neue Linke* », la gauche de la gauche, et à en être un de ses principaux organes de réflexion, tandis que le mouvement *Ostermarsch* lui apporte son savoir-faire en matière de coordination et de gestion des ressources. Le SDS est particulièrement influencé par les théories du politologue et juriste communiste Wolfgang Abendroth (1906-1985), dont il bénéficie du soutien intellectuel, et notamment par ses analyses du §1 de l’article 20 de la Loi fondamentale¹⁶². W. Abendroth considère en effet que ce paragraphe autorise à penser que l’ordre économique du pays doit être défini par la population elle-même et que rien ne contraint la société à en rester au capitalisme, non-inscrit dans la constitution¹⁶³.

Le dernier mouvement important constitutif de l’APO regroupe les contestations contre les lois sur l’état d’urgence (*Notstandsgesetze*)¹⁶⁴, votées le 30 mai 1968¹⁶⁵. Cette législation, mise en place en vue de la protection de l’ordre constitutionnel libéral et démocratique, inclut une extension des compétences du pouvoir exécutif ainsi qu’une restriction des libertés fondamentales en cas de situation de défense, de tension, d’état d’urgence interne ou de catastrophe. Elle est perçue par ses adversaires comme une tentative de supprimer la démocratie en RFA. Ce sont en particulier la modification de l’article 10 de la Loi fondamentale – qui permet, par une loi, une limitation du secret de la correspondance et des télécommunications – ainsi que la modification de la liberté de circulation (article 11) et de la liberté professionnelle (article 12) qui inquiètent les manifestants. On retrouve en leur sein des intellectuels et libéraux de gauche, mais également deux gros syndicats : *IG Metall* et *IG Chemie*. Ces derniers s’opposent en effet à l’assouplissement des lois du travail qui pourrait conduire à supprimer les libertés professionnelles dans le cas où le pays serait en situation de défense (article 12a). Ces syndicats apportent des moyens financiers importants à la lutte contre ces lois : ils financent ainsi jusqu’à la mi-mai 1968 le bureau et le poste du

¹⁶² Cf. : Art. 20, §1 GG: « Die Bundesrepublik Deutschland ist ein demokratischer und sozialer Bundesstaat » (« La République fédérale d’Allemagne est un Etat fédéral démocratique et social »)

¹⁶³ Voir par exemple : Wolfgang Abendroth, *Antagonistische Gesellschaft und politische Demokratie. Aufsätze zur politischen Soziologie*, Neuwied/Berlin, Luchterhand, 1972 [1967], p. 109-138, ici p. 115-116.

¹⁶⁴ Cf. : « Siebzehntes Gesetz zur Ergänzung des Grundgesetzes (Notstandsgesetze) vom 24. Juni 1968 » *Bundesgesetzblatt*, 1968, I, p. 709. Texte de loi disponible sur :

<http://www.documentarchiv.de/brd/1968/grundgesetz-notstandsgesetze.html> [réf. du 06.01.2008].

¹⁶⁵ Le cabinet Kiesinger dispose en 1968 de la majorité des deux tiers du Bundestag requise pour une modification constitutionnelle.

secrétaire du comité *Notstand der Demokratie* (Etat d'urgence pour la démocratie), Helmut Schauer¹⁶⁶ et de son équipe, ainsi que les coûts engendrés par leurs tracts, affiches, brochures et réunions d'information¹⁶⁷. Ces protestations contre la loi sur l'état d'urgence s'ajoutent aux contestations contre la « grande coalition », au pouvoir depuis 1966, perçue comme la consolidation d'un « *establishment* » et incarnant le dérapage vers des tendances autoritaires de leur propre gouvernement. C'est dans ce cadre qu'a lieu à Bonn le 11 mai 1968 – jour de la seconde lecture de la loi – une « *Sternmarsch* »¹⁶⁸ qui rassemble environ 70.000 manifestants.

En France, les événements de mai 1968 sont devenus le symbole d'un moment contestataire, à la fois phénomène de génération et période de confrontation sociale historique. En gestation à partir du printemps 1967, les révoltes étudiantes commencent vraiment au printemps 1968 avec la critique des conditions d'études par les étudiants, ceux-ci aspirant rapidement à des changements plus radicaux. Ils prônent ainsi des principes anti-autoritaires, anti-capitalistes et une révolution culturelle pour, en particulier, libérer les universités, comme le monde du travail, mais également la sphère privée, des impératifs et modes d'exploitation économiques. Les étudiants s'engagent également contre la guerre du Vietnam (toutefois de manière plus limitée qu'en RFA). Il en découle un mouvement de protestation sociale et politique plus large : de grandes grèves générales de salariés, d'enseignants et d'étudiants sont organisées contre la répression, la politique éducative et économique du gouvernement. Les revendications syndicales constituent ainsi une grande part de la mobilisation et l'Etat est contraint de négocier plusieurs fois salaires et libertés syndicales devant l'obstination des manifestants (Accords de Grenelle). Cependant il est important de souligner qu'au départ, la force de propulsion des revendications est venue ici aussi d'une révolte étudiante anti-autoritaire et libertaire, d'une volonté de faire évoluer modes de vie, mentalités et pratiques politiques¹⁶⁹.

En France comme en RFA, ces mouvements sociaux ne sont pas caractérisés par une organisation et un programme unique, mais regroupent des manifestants de tous horizons

¹⁶⁶ Helmut Schauer (1937-2001) fut également, entre 1964 et 1966, président du bureau national du SDS.

¹⁶⁷ Voir à ce sujet : Pavel A. Richter, « Die außerparlamentarische Opposition in der Bundesrepublik Deutschland 1966 bis 1968 », *art. cit.*, p. 39-40.

¹⁶⁸ La « *Sternmarsch* » – marche en étoile – est constituée de plusieurs cortèges de manifestants qui partent de différents lieux et se rassemblent autour d'un point central.

¹⁶⁹ Nous ne nous attarderons pas plus longuement sur le compte-rendu des événements bien connus de Mai 1968 en France. La bibliographie concernant ce chapitre de l'histoire de France est sans fin. Voir à titre d'exemple, pour une analyse « à chaud » des événements : Alain Touraine, *Le Communisme utopique : le mouvement de mai*, Paris, Seuil, 1968 et Edgar Morin, Claude Lefort, Jean-Marc Coudray, *Mai 1968 : la brèche, premières réflexions sur les événements*, Paris, Fayard, 1968. Pour une analyse très récente, voir par exemple : Serge July, Jean-Louis Marzorati, *La France en 1968*, Paris, Hoëbeke, 2007 ainsi que les nombreux ouvrages publiés en 2008 à l'occasion du 40^{ème} anniversaire de Mai 68.

(syndicalistes, jeunes travailleurs, étudiants, libéraux radicaux, sociaux-démocrates de gauche, communistes, membres de groupes d'extrême gauche, etc.), diverses idéologies (pacifiste, neutraliste, anarchiste, socialiste, utopiste). Leurs revendications cristallisent et vulgarisent les aspirations post-matérialistes et libertaires.

Ainsi, à l'université de Nanterre, en France, deux groupes se réfèrent explicitement, lors des événements de Mai 1968, aux réflexions engagées par la gauche de la gauche, tout en évoquant plusieurs théories politiques : le groupe des « Enragés »¹⁷⁰ d'une part et le « Mouvement du 22 mars »¹⁷¹ d'autre part. Ils citent ainsi les écrits de l'Internationale Situationniste, des revues *Socialisme ou Barbarie* et *Arguments* et se considèrent comme eux : anti-dogmatiques, anti-bureaucratiques et anti-autoritaires. Ils refusent également de s'organiser de façon stricte et prônent l'improvisation et la spontanéité. D'autre part, depuis le milieu des années 1960, l'UNEF – l'Union nationale des étudiants de France, syndicat étudiant actif depuis 1946 – critique les faiblesses structurelles du système universitaire français. A Strasbourg, l'Internationale Situationniste réussit à prendre la tête de cette organisation et l'utilise pour diffuser ses idées, et notamment son texte maintes fois réédité : *De la misère en milieu étudiant* duquel est extrait l'un des slogans les plus célèbres de Mai 1968 : « Vivre sans temps mort et jouir sans entraves »¹⁷². Si les étudiants allemands sont inspirés par Sartre, leurs camarades français citent pour leur part H. Marcuse, même si celui-ci est peu lu en France à cette époque. Au-delà des mouvements étudiants, certaines organisations ouvrières remettent également en cause, à l'occasion des grèves de mai 1968, les structures autoritaires et hiérarchiques au sein des entreprises. La CFDT¹⁷³, syndicat non communiste proche de la gauche de la gauche, réclame ainsi l'autogestion des entreprises¹⁷⁴, revendication inscrite dans ses nouveaux statuts lors de son congrès de 1970. Dans cette perspective, le mouvement ouvrier prolonge ainsi le mouvement étudiant et si leurs objectifs ne sont pas les mêmes, de nouvelles revendications sociales les unissent.

En République fédérale d'Allemagne, les leaders de la révolte fréquentent l'École de Francfort où enseignent encore Habermas et Adorno. Ils s'imprègnent de leurs théories même

¹⁷⁰ Leur nom s'inspire d'un groupe de révolutionnaires radicaux actif pendant la Révolution française. Pour s'attaquer à l'université, qu'ils perçoivent comme un instrument de domination au service du gouvernement et du système capitaliste, ils empêchent la tenue des cours magistraux sur le campus.

¹⁷¹ Mouvement créé à la suite d'un sit-in nocturne dans les locaux administratifs, le 22 mars 1968, auquel participent plus de 500 étudiants. Daniel Cohn-Bendit en est le leader principal.

¹⁷² Cf. : Union nationale des étudiants de France, *De la misère en milieu étudiant considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel et de quelques moyens pour y remédier*, Strasbourg, Association fédérative générale des étudiants de Strasbourg, 1966. (Pour la citation, voir par exemple : Internationale situationniste, *De la misère en milieu étudiant...*, Paris, Editions Champ libre, 1976, p. 28.)

¹⁷³ CFDT : Confédération française démocratique du travail

¹⁷⁴ Sur le concept d'autogestion, voir par exemple Pierre Rosanvallon, *L'âge de l'autogestion ou la politique au poste de commandement*, Paris, Editions du Seuil, 1976.

si ces derniers ne soutiennent pas de façon inconditionnelle les révoltes étudiantes, en particulier après leur radicalisation suite à la mort de Benno Ohnesorg en juin 1967¹⁷⁵. Les étudiants en révolte assistent également aux conférences que donne H. Marcuse en RFA en 1968, ce dernier devenant en quelque sorte l'interprète et l'incarnation théorique de la formation des mouvements étudiants en Europe et aux Etats-Unis et l'un des plus célèbres intellectuels de l'époque outre-Rhin.

3-2-2 Introduction de nouvelles pratiques politiques

Les événements de Mai 68 sont porteurs de changements au niveau politique car ils défendent des thématiques nouvelles, mais également dans la mesure où les manifestants introduisent des formes de participation à la sphère politique non conventionnelles. Aux classiques tracts, manifestations, grèves et occupations de locaux viennent en effet s'ajouter des sit-in et happenings publics, ainsi que des manifestations créatives, originales dans leur déroulement festif comme dans leurs affiches et slogans. On assiste également à une esthétisation des protestations sous la forme par exemple de théâtre de rue, de cabarets politiques et de satires, le recours à une certaine violence (barricades, affrontements avec les forces de l'ordre) n'étant pas exclu pour autant¹⁷⁶. Ces manifestations sont organisées au gré de l'inspiration et des initiatives des étudiants qui choisissent la participation politique directe, spontanée et souvent provocatrice plutôt que le recours aux intermédiaires que sont les partis et les syndicats, et cela même si l'UNEF en France, et le SDS en RFA, soutiennent le mouvement. Au sein de la sphère privée, selon le principe « *Das Private ist politisch !* » (le privé est politique !), la mode de la vie en communauté se développe à cette époque, l'exemple le plus célèbre étant celui de la « *Kommune I* » de Berlin-Ouest où vécurent entre 1967 et 1969 de célèbres représentants de l'APO comme Dieter Kunzelmann (*1939), Fritz Teufel (*1943) et Rainer Langhans (*1940)¹⁷⁷. Pour une grande partie de l'ultra-gauche, la provocation est l'instrument de combat idéal contre la société qu'ils rejettent afin de convaincre le reste de la population. En RFA, la mouvance anti-autoritaire, derrière Rudi Dutschke (1940-1979)¹⁷⁸, devient majoritaire au sein du SDS après les événements du 2 juin

¹⁷⁵ Voir à ce sujet les échanges violents entre les mouvements étudiants radicalisés et J. Habermas, qui craint un « fascisme de gauche » (*Linker Faschismus*) et les met en garde au congrès du SDS de Hanovre peu après le 2 juin 1967.

¹⁷⁶ Le 2 avril 1968, plusieurs activistes d'extrême gauche, dont Andreas Baader et Gudrun Ensslin, futurs membres de la RAF (*Rote Armee Fraktion*), mettent le feu dans deux supermarchés de Francfort pour s'opposer à la société de consommation. Le SDS et la majeure partie de l'APO, critique vis-à-vis de l'utilisation de la violence, se distanceront de ces actes et de leurs auteurs.

¹⁷⁷ Voir à ce sujet le récit d'un témoin de l'époque : Ulrich Enzensberger, *Die Jahre des Kommune I : Berlin 1967-1969*, Köln, Kiepenheuer und Witsch, 2004.

¹⁷⁸ Rudi Dutschke est l'un des représentants les plus célèbres des révoltes étudiantes en RFA. En tant que membre fondateur du parti des Grünen, nous serons ultérieurement amené à parler de lui plus longuement.

1967, perçus comme la preuve de la perte de démocratie dans le pays. Le syndicat étudiant cherche alors par ce moyen, qui entraîne des actes de violence suivis d'interventions de la police, de déclarations d'illégalité et d'emprisonnements, à « briser les règles du jeu » : à pousser l'Etat à dévoiler son caractère autoritaire et répressif pour démasquer le système comme « une dictature de la violence »¹⁷⁹ afin que la nécessité d'un bouleversement politique, social et culturel devienne évidente à tous.

Dans son ensemble, ces nouvelles formes participatives flexibles, impliquant une « mobilisation cognitive »¹⁸⁰, séduisent particulièrement la génération d'après-guerre nourrie par les valeurs de l'épanouissement personnel individuel et qui prend ses distances vis-à-vis de la représentation politique traditionnelle. De plus, ces modes d'action politique originaux représentent une césure au niveau de l'engagement politique de la population allemande, dans la mesure où ils font sortir les citoyens de leur apathie politique, caractéristique de la période de l'après-guerre.

Ina Kahl-Lüdke souligne ainsi que cette évolution est le reflet de quatre éléments novateurs en RFA :

- après une opposition politique à l'intérieur du système dans les années 1950, elle reflète une volonté de remise en cause complète du système politique,
- elle exprime également la volonté d'intégrer la politique dans la vie quotidienne,
- elle marque l'apparition de nouvelles formes d'action et d'organisation, la volonté de stimuler une opinion publique apolitique et des discussions communes,
- elle prouve la formation d'une culture alternative, avec d'autres formes de vie et de travail¹⁸¹.

Ces éléments constitutifs d'une nouvelle culture politique seront par la suite repris par les mouvements écologistes. En particulier deux nouvelles pratiques politiques issues de Mai 1968 les marqueront durablement : l'idéal autogestionnaire et participatif ainsi que le principe de la spontanéité, élément constitutif du refus.

¹⁷⁹ Die « Durchbrechung der Spielregeln », die « Diktatur der Gewalt ». Cf. : Rudi Dutschke, « Vom Antisemitismus zum Antikommunismus » in : Uwe Bergmann (éd.), *Rebellion der Studenten oder Die neue Opposition*, Reinbek b. Hamburg, Rowohlt, 1968, p. 58-85, ici p. 84.

¹⁸⁰ Cf. : « Kognitive Mobilisierung », terme utilisé par Joachim Schild dans : « Krise der Interessenvermittlung und die wachsende Bedeutung direkter Protestformen » in : Deutsch-Französisches Institut, *Frankreich Jahrbuch 1996*, Opladen, Leske und Budrich, 1997, p. 147-168, ici p. 164. Voir également Joachim Schild, « Wertewandel und politischer Protest : die wachsende Bedeutung direkter Partizipationsformen » in : Renate Köcher, Joachim Schild (éd.), *Wertewandel in Frankreich und Deutschland*, Opladen, Leske und Budrich, 1997, p. 149-164.

¹⁸¹ Ina Kahl-Lüdtker, *Entstehungsvoraussetzungen, Möglichkeiten und Grenzen grüner Politik in der BRD*, op. cit., 1992, p. 39-42.

3-3 L'apparition des « nouveaux mouvements sociaux »

Dans le monde scientifique, l'origine et la portée de l'APO est beaucoup discutée, mais les spécialistes s'accordent pour dire que celle-ci a transformé durablement la culture politique de la RFA et qu'elle a ouvert la voie aux « *neue soziale Bewegungen* » (« nouveaux mouvements sociaux ») puis à long terme, aux Grünen¹⁸². De l'autre côté du Rhin, Mai 68 a été perçu par certains comme le prototype des « nouveaux mouvements sociaux » en France et la première grande manifestation du « post-matérialisme »¹⁸³. Selon Claus Leggewie toutefois, ces mouvements étudiants ne constituent pas, en France, une véritable APO (organisation extra-parlementaire, APO selon le sigle allemand) en comparaison à ceux qui ont eu lieu en RFA du temps de la « grande coalition » (1966-1969), plus intenses et mieux suivis¹⁸⁴. Cependant, ils auront également en France des effets à long terme en politisant une partie de la jeunesse, en créant des aspirations nouvelles en matière sociétale et en entraînant de profonds changements culturels qui marqueront bientôt la société française. Ainsi, des deux côtés du Rhin, ces mouvements sont imprégnés des nouvelles valeurs individualistes et libertaires encouragées par la démocratisation de l'éducation et les aspirations des classes moyennes. Ils se caractérisent par un recours à la participation politique directe plutôt qu'à des partis ou des organisations syndicales. En ce sens, ils se démarquent des mouvements sociaux traditionnels aussi bien dans leurs aspirations que dans leur forme.

Joachim Raschke définit en effet le concept de « mouvement social » de la façon suivante :

« Un mouvement social est constitué d'un acteur collectif mobilisateur qui, en vertu d'une certaine continuité ainsi que sur la base d'une intégration hautement symbolique et d'une faible spécification des rôles, a pour objectif, au moyen de différentes formes d'organisation et d'action de mettre en œuvre, d'empêcher ou d'annuler des changements sociaux fondamentaux.»¹⁸⁵

¹⁸² Cf. : Ina Kahl-Lüdtke, *op. cit.*, p. 34.

¹⁸³ Claus Leggewie, « Propheten ohne Macht. Die neuen sozialen Bewegungen in Frankreich zwischen Resignation und Fremdbestimmung », in : Karl Werner Brand (éd.), *Neue soziale Bewegungen in Westeuropa und in den USA. Ein internationaler Vergleich*, *op. cit.*, p. 83-139, ici p. 97.

¹⁸⁴ Cf. : *Ibid.*, p. 98.

¹⁸⁵ « Soziale Bewegung ist ein mobilisierender kollektiver Akteur, der mit einer gewissen Kontinuität auf der Grundlage hoher symbolischer Integration und geringer Rollenspezifikation mittels variabler Organisations- und Aktionsformen das Ziel verfolgt, grundlegenden sozialen Wandel herbeizuführen, zu verhindern oder rückgängig zu machen. » Cf. : Joachim Raschke, « Zum Begriff der sozialen Bewegung » in : Roland Roth, Dieter Rucht (éd.), *Neue soziale Bewegungen in der Bundesrepublik Deutschland*, Campus Verlag, Frankfurt a. M./Bonn, 1987, p. 19-29, ici p. 21. Voir également : Joachim Raschke, *Soziale Bewegungen. Ein historisch-systematischer Grundriß*, Frankfurt a. M./New York, Campus Verlag, 1985, p. 76 sq.

Les mouvements sociaux inscrivent ainsi leur mobilisation dans la durée. Cette mobilisation se manifeste par des actions continues pendant plusieurs années qui permettent aux membres de ce mouvement de se reconnaître comme tels, sentiment d'appartenance souvent souligné par un code vestimentaire, des habitudes, un vocabulaire ou des symboles politiques communs. L'objectif des mouvements sociaux – à l'image, par exemple, des mouvements ouvriers, et plus généralement des syndicats – n'est pas nécessairement de changer l'ensemble du système, mais au moins certains éléments importants de celui-ci au niveau social afin de peser sur les transformations structurelles mises en place par l'Etat et/ou la société¹⁸⁶.

Les « nouveaux mouvements sociaux », selon une expression apparue dans les années 1970 aux Etats-Unis, se démarquent des « mouvements sociaux » grâce à plusieurs critères sur lesquels s'accordent les recherches américaines et européennes¹⁸⁷. Ils sont en effet liés à la formation de nouveaux thèmes de revendication ou de contestation. Ces derniers peuvent être d'ordre très général – afin de « changer le système » pourri par la société de consommation, la perte de l'individualité, le manque de chaleur humaine, de convivialité ou de désir – ou d'ordre particulier, puisqu'ils rassemblent les mouvements féministes, homosexuels, tiers-mondistes, pacifistes, ceux engagés dans la lutte pour les Droits de l'Homme ou contre le racisme ainsi que les mouvements environnementalistes et antinucléaires que nous serons amené à analyser plus avant dans ce travail¹⁸⁸. L'organisation des « nouveaux mouvements sociaux » est diverse (autour d'une manifestation, d'une pétition, d'un happening, d'une campagne d'opinion) et souvent peu hiérarchisée dans la mesure où ces mouvements ne considèrent pas l'organisation comme un critère valable pour les définir. Leurs actions prennent des formes nouvelles, souvent ludiques et festives, et ils affichent également un degré élevé de participation ou de conflictualité. Enfin, ces mouvements se caractérisent par une dimension politique forte dans la mesure où ils entretiennent un rapport conflictuel avec la logique du système, qu'ils questionnent les fondements de la démocratie représentative et que leurs revendications (antinucléaires, féministes, etc.) demandent souvent une réponse nationale globale. Toutefois, la prise du pouvoir n'est pas au centre de leurs préoccupations, la subversion étant plus culturelle que politique.

Dieter Rucht, spécialiste des « nouveaux mouvements sociaux » en Allemagne, les définit ainsi comme :

¹⁸⁶ Cf. : L'expression « mouvement social » apparaît à la fin du XIX^{ème} siècle dans le langage parlementaire et la presse bourgeoise pour désigner prudemment le mouvement ouvrier, sous une neutralité apparente. Voir sur ce point : Hélène Hatzfeld, *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Rennes, Presse Universitaire de Rennes, 2005, p. 112.

¹⁸⁷ Voir sur ce point : *Ibid.*, p. 114-126.

¹⁸⁸ Cf. : Chapitre 3 et suivants.

« un phénomène limité dans le temps et dans l'espace qui apparaît dans les années 1960-1970 avec la phase de capitalisme de l'Etat providence, et qui adopte à son égard une position fondamentalement ambivalente. D'un côté, certains développements du capitalisme de l'Etat providence, avant tout dans le domaine socio-culturel, sont accueillis favorablement et encouragés, d'un autre côté, une critique massive éclate vis-à-vis d'une partie de ses conséquences politiques et économiques. La position des nouveaux mouvements sociaux reste aussi ambivalente à l'égard des processus de base de la modernisation. »¹⁸⁹

Il est également important de noter qu'ils n'ont pas une orientation politique clairement définie et qu'ils s'inscrivent plutôt dans la tradition des mouvements démocratiques : « la continuité s'exprime par une conception politique émancipatrice, égalitaire et avant tout de gauche qui se rattache à certaines idées du libéralisme bourgeois et du socialisme »¹⁹⁰. Ils s'engagent pour « une démocratie d'en bas », tout en se distinguant des mouvements de travailleurs comme de la lutte des classes, et ils remettent en cause la capacité de l'Etat à trouver des formes de régulation appropriées.

Le sociologue Alain Touraine (*1925), théoricien français des mouvements sociaux, marque ainsi le passage des mouvements sociaux aux « nouveaux mouvements sociaux » :

« Et tandis que les anciens acteurs sociaux sont devenus des forces politiques, des appareils d'Etat ou des discours doctrinaires, de nouvelles poussées se font sentir mais qui ne se définissent pas encore ou qui refusent de se définir par des rapports sociaux : refus de la société industrielle devenue écrasante, retour aux grands équilibres perdus, angoisse de la crise, peur de la catastrophe, libérations de tous ordres affirmant des identités, mais sans définir clairement leurs adversaires, critiques libérales ou libertaires de l'Etat. Ainsi d'un côté l'Etat et de l'autre le désir de libération. Au lieu d'un combat social le cri déchirant d'un aveugle emprisonné. »¹⁹¹

Le passage des mouvements sociaux s'inscrit, selon lui, dans un mouvement plus large de passage de la société industrielle à la société post-industrielle. L'analyse de la société requiert alors un déplacement du plan économique au plan social car, à partir des années 1970, ce sont les forces sociales qui doivent être pensées comme les acteurs et sujets de la société, et non plus les forces économiques de la pensée marxiste. Les étapes entre le déclin

¹⁸⁹ « Die neuen sozialen Bewegungen sind ein raum-zeitlich eingrenzbare Phänomen, das mit der Phase des wohlfahrtstaatlichen Kapitalismus in den 1960er und 1970er Jahren entsteht und zu diesem eine grundsätzlich ambivalente Haltung einnimmt. Einerseits werden – vor allem im soziokulturellen Bereich – bestimmte Entwicklungen des wohlfahrtstaatlichen Kapitalismus begrüßt und vorangetrieben, andererseits entzündet sich massive Kritik an einem Teil seiner ökonomischen und politischen Erscheinungsformen. Auch gegenüber den Basisprozessen von Modernisierung bleibt die Haltung der neuen sozialen Bewegungen ambivalent. » Cf. : Dieter Rucht, « Was sind neue soziale Bewegungen? » in : Dieter Rucht, *Modernisierung und neue soziale Bewegungen*, op. cit., p. 153-156, ici p. 153-154.

¹⁹⁰ « Die Kontinuität zeigt sich in einem dominant linken, egalitären und emanzipatorischen Politikverständnis, das an Ideen des bürgerlichen Liberalismus und des Sozialismus anknüpft. » In : *Ibid.*

¹⁹¹ Cf. : Alain Touraine, *La voix et le regard. Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, Seuil, 1978, p. 9-10.

des anciens mouvements sociaux et l'apparition des nouveaux mouvements sociaux sont, au regard de son analyse, au nombre de cinq. En guise de conclusion à ce chapitre, nous les présentons rapidement :

- Etape 1 : une crise culturelle qui remet en cause les fondements de la société passée. A. Touraine parle de « crise de la culture industrielle » ainsi que d'une « crise de civilisation » suite au « décalage extrême entre une culture transformée et une société – y compris des idées sociales – qui ne le sont pas encore »¹⁹².

- Etape 2 : le refus de la croissance et la recherche de nouveaux équilibres.

Le sociologue parle à ce stade d'un « *grand refus* » (italique d'A. Touraine) vis-à-vis d'une société perçue comme contraignante mais pour lequel le nouvel adversaire n'est pas encore clairement identifié. Ce refus est à l'origine du mouvement libertaire qui se manifeste par une critique sociale et culturelle radicale « cherchant dans la personnalité une force d'affirmation ou de négation capable de renverser les barrières de l'ordre établi »¹⁹³.

- Etape 3 : la critique libérale ou libertaire de l'Etat qui se substitue à une lutte sociale encore confuse.

Il s'agit de la période des mouvements étudiants et plus particulièrement des événements de Mai 68. Cette étape marque, selon A. Touraine, « le passage d'une culture et d'une société à une autre »¹⁹⁴.

- Etape 4 : un refus de la concentration du pouvoir et des échanges.

Celui-ci conduit à un repli sur des groupes primaires et l'expérience vécue : « La contrepartie du refus de l'Etat, de la crise culturelle et de la conscience angoissante du vide social est la recherche de l'*identité* personnelle et de la *communauté* capables de résister aux déchirements de l'histoire »¹⁹⁵ (italique d'A. Touraine).

- Etape 5 : la volonté des catégories menacées de retrouver leur identité tout en acceptant le changement.

Cette situation conduit à la réapparition des luttes sociales et à l'apparition des « nouveaux mouvements sociaux ». Cela n'est possible selon Touraine que « quand une catégorie sociale définit l'adversaire qu'elle combat »¹⁹⁶. Ainsi, au-delà d'un simple appel à l'opposition à l'ordre établi, à la tradition et aux excès du système, la reconnaissance des lieux de pouvoir va permettre de définir les champs du conflit. Selon A. Touraine, le nouvel adversaire principal des forces populaires devient dans ce contexte la gestion technocratique via « de grands

¹⁹² Cf. : *Ibid.*, p. 27.

¹⁹³ Cf. : *Ibid.*, p. 28.

¹⁹⁴ Cf. : *Ibid.*, p. 30.

¹⁹⁵ Cf. : *Ibid.*, p. 31.

¹⁹⁶ Cf. : *Ibid.*, p. 34.

appareils technocratiques, centres de domination qui constituent la classe dirigeante »¹⁹⁷. Concernant les « nouveaux mouvement sociaux », leur prise en compte des problèmes de l'Etat, au-delà d'objectifs spécifiques et/ou identitaires est ainsi déterminante :

« C'est en devenant plus politiques, en cherchant leur voie à travers les institutions, en s'alliant à d'autres forces sociales et à des agents de représentation, en prenant en compte les problèmes généraux de la société et en particulier ceux de sa gestion économique interne et ceux de son environnement international, que leur nature sociale se révèle. »¹⁹⁸

La fin des années 1960 constitue ainsi de part et d'autre du Rhin une période de troubles sociaux qui font écho à la remise en cause des normes socio-culturelles, parallèlement à l'essor économique des Etats. Elle contribue à développer une pensée alternative et entraîne une nouvelle socialisation politique qui fait évoluer les convictions des individus et renforce l'intérêt pour la participation électorale. Même si l'APO et Mai 68 ne sont pas en tant que tels des événements écologiques, ils expriment des idées anti-industrielles qui visent la société de consommation et les périls qu'elle engendre. Sans défendre directement le respect de l'environnement ou prôner le retour à la terre, plusieurs de ces idées nouvelles qui mettent en doute certaines macrostructures sociétales conduisent à une prise de conscience et un mûrissement d'idées qui favoriseront, à long terme l'accueil de la thématique écologiste. En donnant la parole aux « babas cool », ils répandent les opinions des contestataires du progrès technique et de la société de consommation, ce qui fait dire à Roger Cans¹⁹⁹ qu'un des slogans les plus célèbres de l'époque : « Sous les pavés, la plage » constitue ainsi « le premier cri à connotation écologique »²⁰⁰. Enfin, rappelons encore que c'est lors de ces événements que des étudiants comme Daniel Cohn-Bendit (*1945) à Nanterre, Brice Lalonde (*1946) à la Sorbonne ou Yves Cochet (*1946) à Rennes et Pierre Radanne à Rouen, ainsi que Rudi Dutschke et Hans-Christian Ströbele (*1939) à Berlin, Joschka Fischer et Tom Koenigs (*1944) à Francfort ou Rezzo Schlauch (*1947) à Heidelberg, tous de futures personnalités de l'écologie militante, s'engagent en politique et commencent à s'élever contre le « système » tout en se démarquant des partis déjà existants.

¹⁹⁷ Cf. : *Ibid.*, p. 35.

¹⁹⁸ Cf. : *Ibid.*, p. 36.

¹⁹⁹ Roger Cans a travaillé vingt ans comme journaliste au *Monde*, en charge de la section environnement.

²⁰⁰ Cf. : Roger Cans, « La France « écolo ». I. - L'étrange alchimie des origines », *Le Monde*, 10.06.1992. Voir également : « Mai 68 : le grand accoucheur » in : Roger Cans, *Petite histoire du mouvement écolo en France*, Paris, Delachaux et Niestlé, 2006, p. 73-91.

Bilan et perspectives

Les années 1960 constituent ainsi une période charnière, aussi bien pour la société ouest-allemande que française, et cela sur plusieurs plans. C'est en effet au cours de cette décennie que l'évolution géo-économique sur ces territoires entraîne de fortes pressions auprès de la population, en particulier dans le domaine de l'urbanisation, de l'industrialisation et du développement des transports, pressions comparativement plus importantes en RFA qu'en France. Les années 1960 étant une période de croissance économique soutenue, c'est également à cette époque que les pollutions s'intensifient, la République fédérale d'Allemagne se trouvant une fois de plus particulièrement touchée par des formes de pollution visibles et impopulaires comme la pollution sonore et atmosphérique. Dans ce contexte, la fin du « miracle économique » en RFA ne confrontera que plus durement les Allemands de l'Ouest aux limites de la croissance. D'autre part, un contexte international favorable permet le développement de réflexions de plus en plus globales et politiques sur les problèmes environnementaux ; un processus de modernisation socio-culturel présent dans les deux pays entraîne pour sa part une réflexion critique sur la société de consommation et le modèle de production occidental. Ces évolutions vont permettre en France et en RFA l'affirmation de nouveaux discours sur les libertés individuelles et la notion de qualité de vie qui participent indirectement à la maturation d'une conscience environnementale. Dans les deux pays, mais dans des contextes et selon des thématiques qui diffèrent, l'« opposition extra-parlementaire » et Mai 68 permettent la diffusion de ces idées post-matérialistes, individualistes et libertaires. Ces mouvements entraînent le développement d'une culture et de pratiques politiques nouvelles qui ont pour objectif de dénoncer ouvertement les problèmes de société et qui remettent largement en question la capacité de l'Etat, comme des partis et des syndicats, à représenter les citoyens et à répondre aux demandes sociales. L'évolution technique des moyens de communication au cours de la période – vente de postes de télévision couleur, augmentation du nombre de programmes télévisés, généralisation du transistor et du téléphone – soutient ce développement d'une culture et de pratiques politiques nouvelles. Pour questionner les fondements de la démocratie représentative, celles-ci se situent en marge du système, avec la vocation d'en dévoiler la logique et les faiblesses. Selon Alain Touraine, avec l'apparition des « nouveaux mouvements sociaux », c'est maintenant la question sociale qui est au coeur de la société et son enjeu principal en est le contrôle de la gestion des appareils de production (des biens matériels et culturels) et d'information :

« Ce n'est plus la lutte du capital et du travail qui est l'essentiel mais celle des appareils et des usagers, consommateurs ou habitants, définis moins par leurs attributs spécifiques que par leur résistance à la domination de ces appareils. »²⁰¹

A l'exemple de la France – mais il nous semble que la réflexion peut être élargie à l'Allemagne – la politologue Hélène Hatzfeld (*1950) considère ainsi que « le mouvement de 1968 est un facteur déterminant de la redéfinition du politique qui s'esquisse dans la décennie suivante. Moins par ses effets immédiats que par les ondes qu'il propage »²⁰². Cette redéfinition du politique est, selon elle, rendue possible par un basculement des préoccupations et des certitudes au sein de la société²⁰³. C'est maintenant ce basculement post 1968, qui questionne la responsabilité et l'action politique, qui va nous intéresser.

²⁰¹ Cf. : Alain Touraine, *La voix et le regard*, op. cit., p. 18.

²⁰² Cf. : Hélène Hatzfeld, *Faire de la politique autrement*, op. cit., p. 237 sq. Voir également : Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Paris, Editions Complexe, 2005 (édition originale : *May '68 and its afterlives*, Chicago, University of Chicago Press, 2002).

²⁰³ H. Hatzfeld s'oppose ainsi à la théorie de Jean-Pierre Le Goff qui réfute toute redéfinition du politique après 1968 in : *Mai 68, l'héritage impossible*, Paris, La Découverte, 1998. Elle s'oppose également à l'idée selon laquelle les thèmes de Mai 1968 ont ouvert la voie au libéralisme et à l'individualisme, thèse défendue par Luc Ferry et Alain Renaut in : *La pensée 68 : essai sur l'anti-humanisme contemporain*, Gallimard, 1985. Cf. : Hélène Hatzfeld, *Faire de la politique autrement*, op. cit., p. 237 sq.

DEUXIEME PARTIE

LA MOBILISATION DE LA SOCIETE CIVILE ET LA NAISSANCE DE L'ECOLOGIE POLITIQUE

CHAPITRE 3 :
L'OPINION PUBLIQUE FACE AUX NOUVELLES MENACES
PESANT SUR L'HOMME ET SON ENVIRONNEMENT

Les « nouveaux mouvements sociaux » qui apparaissent dans la foulée de l'APO et de Mai 68 se manifestent concrètement par l'apparition, au sein de la société, de diverses initiatives collectives lancées par des citoyens, autrement dit, par la formation de comités, de groupes, d'associations, ou de « *Bürgerinitiativen* » (« initiatives de citoyens »), pour reprendre l'expression allemande consacrée. Pour les définir, Dieter Rucht retient la définition simple d'un groupe de recherche de l'Université Libre de Berlin, selon lequel :

« [les « initiatives de citoyens » sont] une forme civile d'auto-organisation collective délimitée socialement, dans le temps et par son objet, et ayant pour objectif d'imposer directement et publiquement leur participation au processus de décision »¹.

Pour plus de précisions, retenons également la définition donnée par Bernd Guggenberger de ce phénomène :

« Les initiatives de citoyens sont des regroupements de citoyens spontanés, généralement limités dans le temps et organisés de façon peu contraignante, qui se manifestent en dehors des institutions traditionnelles et des formes de participation offertes par la démocratie représentative des partis. Ils se forment généralement en raison de circonstances concrètes pour lesquelles ils se perçoivent comme concernés directement. Ils s'efforcent de trouver des remèdes allant dans le sens de leur demande, soit par leurs propres moyens, soit en lançant des campagnes d'opinion publique et en exerçant une pression politique. »²

Le concept d'« initiatives de citoyens » caractérise ainsi des rassemblements de citoyens dont les motivations sont très diverses, comme la durée de leur mouvement. Leur profil social et politique, ainsi que leur organisation interne, leurs possibilités d'alliance

¹ « [Bürgerinitiativen seien] eine bürgerliche Form sachlich, zeitlich und sozial begrenzter kollektiver Selbstorganisation zur unmittelbaren öffentlichen Durchsetzung von Partizipation an Entscheidungsprozessen ». Cf. : Forschungsgruppe an der Freien Universität Berlin, « Zur Rolle und Funktion von Bürgerinitiativen in der Bundesrepublik und West-Berlin – Analyse von 61 Bürgerinitiativen » in : *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, Cahier n° 2, 1973. Définition citée par Dieter Rucht in : *Planung und Partizipation: Bürgerinitiativen als Reaktion und Herausforderung politisch-administrativer Planung*, München, tuduv-Verlagsgesellschaft, 1982, p. 204.

² « Bürgerinitiativen sind spontane, zeitlich in der Regel begrenzte, organisatorisch lockere Zusammenschlüsse von Bürgern, die sich außerhalb der traditionellen Institutionen und Beteiligungsformen der repräsentativen Parteiendemokratie zumeist aus konkretem Anlaß als unmittelbar Betroffene zu Wort melden und sich, sei es im Wege der Selbsthilfe, sei es im Wege der öffentlichen Meinungswerbung und der Ausübung politischen Drucks, um Abhilfe im Sinne ihres Anliegens bemühen. » Cf. : Bernd Guggenberger, *Bürgerinitiativen in der Parteiendemokratie : von der Ökologiebewegung zur Umweltpartei*, Stuttgart, Berlin, Köln, Mainz, Kohlhammer, 1980, p. 18-19.

sociale ou politique et leurs moyens de pression et d'action sont également extrêmement différents. Cependant, ils se définissent tous comme une réaction de défense spontanée face à une atteinte portée à leurs droits ou à leurs intérêts par un acteur privé (entreprise, usine) ou public (leur commune, leur région, ou l'Etat) poursuivant des intérêts politiques, économiques ou sociaux qui ne vont pas dans leur sens. Dans ce contexte, Karl-Werner Brand emploie le concept de « *Need defence* » pour qualifier la réaction des citoyens mobilisés vis-à-vis d'une situation de crise dans une relation sociale de type capitaliste et industriel purement rationnelle. Cette réaction protectrice est prolongée d'une attitude revendicatrice (« *Rising demands* ») par rapport à certaines valeurs et certains besoins et exigences jugés jusque-là non pris en compte ou non satisfaits³.

A l'exemple des mouvements de protestation contre le nucléaire, Dieter Rucht a caractérisé l'évolution générale des mouvements d'« initiatives de citoyens »⁴. Il discerne ainsi trois phases dans la logique de leur développement. La première est caractérisée par une nébuleuse de mouvements à revendication unique (*Ein-Punkt-Aktionen*), indépendants les uns des autres et qui perçoivent l'objet de leur action comme un problème isolé, concret et actuel, local ou régional, qu'il faut surmonter – ou déplacer, selon le principe de Saint Florian⁵. Dans le cas de problèmes liés à l'environnement, leurs interlocuteurs privilégiés sont les responsables communaux avant tout, et leurs alliés potentiels, les traditionnelles associations de protection de la nature⁶. Il est à souligner que ces associations se différencient sur plusieurs points des mouvements écologistes proprement dits. Elles placent en effet la protection de la nature au centre de leurs préoccupations, ne considèrent pas les répercussions sur l'homme de la destruction de la nature comme un problème existentiel et n'envisagent les cas de destruction de la nature que comme des problèmes ponctuels qui ne touchent que certaines régions ou certaines biosphères ou même uniquement certains types de plantes ou catégories

³ Cf. : Karl-Werner Brand, « Analyse neuer Protestpotentiale. Ansätze zu einer Systematisierung der Diskussion » in : *Journal für Sozialforschung*, Cahier n° 4, 1981, p. 375-388, ici p. 377-383.

⁴ Cf. : Dieter Rucht, *Von Wyhl nach Gorleben : Bürger gegen Atomprogramm und nukleare Entsorgung*, München, Beck, 1980, p. 80 sq.

⁵ S'inspirant du dicton populaire : « Oh Saint Florian, épargne ma demeure, brûle celle de mon voisin ! », le principe dit de Saint Florian s'applique pour évoquer une infrastructure utile aux individus mais pour laquelle personne ne veut faire le sacrifice de l'avoir dans son entourage proche. La version anglaise de ce principe est connue sous le sigle « NIMBY » : « *Not in my backyard* ».

⁶ Le mouvement écologiste naissant est soutenu en France par l'engagement et l'ouverture de plus en plus marqués des associations de protection de la nature qui fondent en 1969 un organisme de coordination nationale : la FFSPN, Fédération française des sociétés de protection de la nature (future fédération France-Nature-Environnement). En novembre 1972, vingt d'entre elles signent une « Charte de la nature ». En RFA, les associations de protection de la nature traditionnelles, ne jouent au départ aucun rôle. Le *Deutscher Naturschutzring* (DNR), même avec environ trois millions d'adhérents, ne constitue pas un organisme de coordination à cause de son hétérogénéité (voir à ce sujet : Dieter Rucht, *Modernisierung...*, op. cit., p. 263). Une exception est cependant à noter : l'association de protection de la nature bavaroise, *Bund Naturschutz in Bayern*, qui dès 1970 dispose d'un programme et de personnel. De plus, en 1975 se crée le *Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschlands* (BUND) entre les organisations traditionnelles et les mouvements militants, dont l'influence augmentera dans les années 1980.

d'animaux. Les mouvements écologistes qui se forment à cette époque visent une protection plus globale de l'environnement, se basent sur des analyses scientifiques pour développer une argumentation et entendent intervenir au niveau politique. Des dizaines de conflits régionaux participent ainsi au processus de création d'un véritable mouvement écologiste à l'échelle nationale. Ces conflits naissent autour de la protection de parcs nationaux, de lacs, rivières, zones côtières, contre la construction de routes, canaux ou barrages, contre la pollution sonore, pour le contrôle des pesticides et des émissions de gaz de l'industrie, etc.

La seconde phase analysée par Dieter Rucht est une phase d'élargissement thématique, de consolidation de l'organisation interne, et de mise en réseau des mouvements et actions, parallèlement à un processus d'apprentissage. C'est au cours de cette phase que l'on assiste à une prise de conscience grandissante des causes structurelles et des connexions internes entre différents problèmes, par exemple dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'urbanisation et de la protection de l'environnement. C'est à cette époque que les « initiatives de citoyens » commencent à se coordonner au niveau régional puis interrégional, à élargir l'horizon de leurs actions et à s'attaquer aux causes du dysfonctionnement qu'elles pointent. Leurs modes d'expression sont alors très variés, de la mise en scène de pièces de théâtre et chansons à la manifestation violente, en passant par la production d'un propre réseau de presse, l'édition de revues et d'ouvrages et la vulgarisation auprès de la population.

Dans ce chapitre, nous analyserons en détail la nature des initiatives collectives de citoyens au cours de ces deux premières étapes. La politisation caractérisant la troisième étape du développement des initiatives citoyennes décrites par D. Rucht, leur entrée dans la sphère politique fera l'objet de l'étude de notre chapitre suivant. Par ailleurs, dans la mesure où ces mobilisations citoyennes sont très variées, nous nous concentrerons sur celles qui vont introduire prioritairement une politisation de l'écologie. Nous laisserons ainsi de côté l'analyse des « initiatives de citoyens » qui se concentrent sur la défense des droits des personnes – mouvements pour les droits de la femme ou des enfants, pour les droits des homosexuels ou en faveur de l'intégration des étrangers et des immigrés – ainsi que les mouvements de solidarité nationale ou internationale. Il s'agit dans ce cas d'initiatives spécialisées dans la défense des droits de l'homme ou dans l'aide aux populations dans le besoin – personnes âgées, personnes souffrant de la faim, de maladies ou du manque de logement, sur le territoire ou dans le monde – et dans la coopération économique – à l'exemple des premières expériences de commerce équitable ou d'ouverture de *Weltläden* (« magasins du monde »). Nous n'évoquerons pas non plus ici la formation de nouveaux

collectifs d'orientation pacifiste, avant même leur explosion dans les années 1980⁷. Enfin, nous n'analyserons pas plus longuement l'ensemble du mouvement alternatif et autogestionnaire, particulièrement important en Allemagne de l'Ouest mais qui a également ses théoriciens et ses adeptes en France⁸ – caractérisé par les phénomènes communautaires, les écoles parallèles et maisons de femmes (*Frauenzentren*), les restaurants et librairies associatives, la renaissance du mouvement des coopératives ouvrières, la mise en place de radios libres, etc. Toutes ces initiatives font partie du contexte dans lequel le mouvement écologiste se développe. Leurs thématiques, même si elles sont prises en compte et discutées, ne sont toutefois pas au centre de la réflexion des mouvements puis de partis écologistes en formation à la fin des années 1970. Cependant, dans la mesure où ces thématiques viendront renforcer le discours écologiste et qu'elles contribuent à élargir le champ de son action, nous évoquerons ces problématiques au sein même des formations, des listes électorales et des partis écologistes.

D. Rucht considère qu'en Allemagne de l'Ouest, la première étape de l'évolution des « initiatives de citoyens » concernant des revendications écologiques dure jusqu'en 1973 et que la seconde s'étend jusqu'en 1976, date après laquelle les premiers partis écologistes se forment. En France, nous verrons que cette chronologie est brouillée dans le temps, dans la mesure où, dès 1973, des candidats écologistes se présentent à des élections locales alors que beaucoup de mouvements de citoyens vont se former après cette date. Ainsi, une analyse visant à présenter chronologiquement la formation de collectifs de citoyens puis celle de listes et de partis écologistes est peu représentative de la réalité. Mouvements de citoyens et participations à des scrutins électoraux se mêlent dans les années 1970, à des degrés divers d'organisation et d'implication dans les débats publics. Nous étudierons ainsi, dans un premier temps, les « initiatives de citoyens » à tonalité environnementale de la fin des années 1960 et des années 1970 qui, en France et en République fédérale d'Allemagne, contribuent au mûrissement des idées écologistes et à la mobilisation politique des citoyens autour de ces thématiques. Nous analyserons ainsi les réactions populaires face à des situations

⁷ En revanche, nous évoquerons au chapitre 6 (point 3-4) les mouvements pacifistes allemands dans les années 1980.

⁸ Ce mouvement autogestionnaire est en effet particulièrement influencé, en France comme en République fédérale d'Allemagne, par les réflexions d'André Gorz. Voir à ce sujet : André Gorz, *Adieux au prolétariat*, op. cit. En France également, l'expérience autogestionnaire à l'usine Lip, en 1973, fait également figure de modèle dans les deux pays pour les adeptes de ce courant. Ceux-ci sont impressionnés par la prise de contrôle par les ouvriers, de leur usine menacée de liquidation et leur remise en route de la production selon le principe autogestionnaire : « C'est possible : on fabrique, on vend, on se paie ». Voir par exemple à ce sujet le documentaire réalisé par Christian Rouaud : *Les Lip, l'imagination au pouvoir*, France, 35mm, 1h58, Pierre Grise Distribution, sorti en France en mars 2007.

environnementales à fort « potentiel de scandalisation »⁹, en commençant par les marées noires et les dangers de contamination chimique ou radioactive. Nous nous pencherons ensuite sur les mobilisations liées à un malaise sociétal, caractérisé par une opposition à un certain autoritarisme étatique dans le domaine du contrôle de l'espace dont la légitimité est largement remise en cause. Enfin, nous étudierons les premiers mouvements importants de mobilisation contre le nucléaire, élément déclencheur clé pour la formation de partis écologistes. La question est ici de savoir si ces mobilisations citoyennes sont comparables en France et en Allemagne, aussi bien dans leur orientation que par rapport au nombre de militants qui les animent, et si des deux côtés du Rhin, la thématique environnementale gagne la population de la même façon. Afin de mesurer « l'air du temps » dans les deux pays, nous aurons avant tout recours aux débats présentés dans la presse quotidienne nationale et régionale, et non dans les magazines et journaux écologistes ou qui s'intéressent de près aux questions environnementales et de cadre de vie, car ceux-ci ne reflètent pas les préoccupations de la majeure partie de la population et les débats à l'échelle de la nation¹⁰.

I Les chocs environnementaux des années 1960 et 1970

Un certain nombre de scandales et de catastrophes écologiques, relayés par une couverture médiatique importante et un contexte national délicat, contribuent dans les années 1960 et 1970 à alerter l'opinion publique dans les pays occidentaux sur l'état de santé de la planète et à diffuser le sentiment que cette dernière est concrètement menacée par les activités humaines de production et de consommation. Les nouvelles préoccupations se concentrent dans ces années-là avant tout sur la pollution à grande échelle de l'eau – par les marées noires – et de l'air – contamination chimique et radioactive. Elles propulsent l'environnement sur la scène politique, sociale et industrielle des pays développés. Certains accidents technologiques sont perçus avec une émotion encore plus grande par l'opinion publique dans la mesure où ils portent atteinte ou menacent les espaces naturels ainsi que la sécurité et la santé des individus.

⁹ Au sujet du « potentiel de scandalisation » (*Skandalisierungspotential*) de certains problèmes environnementaux et de ses possibles répercussions sur les mesures de protection de l'environnement ou sur l'opinion publique, voir : Arnim von Gleich, « Risiko, Vorsorge und Wettbewerbsfähigkeit am Beispiel des EU-Weißbuchs zur Chemiepolitik », in : Bundesdeutscher Arbeitskreis für umweltbewußtes Management – B.A.U.M. (éd.), *B.A.U.M.-Jahrbuch*, Hamburg, Henkel-Kommunikation, 2002, p. 131-140.

¹⁰ En revanche, au chapitre 4, nous nous baserons essentiellement sur ces journaux et magazines. Voir par exemple, en RFA : *Pflasterstrand*, *Graswurzelrevolution*, *die tageszeitung* et en France : *La Gueule Ouverte*, *Le Sauvage*, *Combat Nature*, *Ecologie*, etc.

Nous nous intéresserons dans ce chapitre aux réactions françaises et allemandes à ces nouveaux fléaux, en prenant particulièrement pour objet d'étude les risques technologiques d'accidents dits « majeurs » survenus entre 1960 et 1980¹¹, à savoir : la marée noire du *Torrey Canyon* (1967), l'accident chimique de Seveso (1976), la marée noire de l'*Amoco Cadiz* (1978) et l'incident nucléaire de Three Miles Island (1979).

De façon générale, France et Allemagne de l'Ouest se différencient en cela que la France est beaucoup plus profondément touchée que la RFA par les catastrophes maritimes. Dieter Rucht souligne que l'Allemagne est épargnée, dans la phase de formation des mouvements écologistes, par de grandes catastrophes environnementales. En revanche, à cause de densités élevées de population et d'un haut degré d'industrialisation et d'urbanisation, ses problèmes écologiques concernent avant tout le quotidien des Allemands. En cela, ils sont très liés aux pollutions industrielles dont certaines ne manquent pas de faire scandale. De plus, la médiatisation des scandales écologiques à l'étranger contribue à augmenter l'inquiétude vis-à-vis des dangers menaçant l'environnement, du moins auprès d'une partie de la population¹².

1-1 Les marées noires

1-1-1 Le Torrey Canyon, 1967

Le premier grand accident industriel avec de graves conséquences environnementales qui éveille l'intérêt de l'opinion publique internationale est la marée noire de mars 1967. Elle a lieu au large de la Cornouaille anglaise, suite au naufrage d'un des plus grands bateaux du monde de l'époque : le *Torrey Canyon*, qui, après son échouement, déverse en mer 121.000 tonnes de pétrole brut et souille quatre cents kilomètres de côtes. 35.000 tonnes d'animaux exterminés seront dénombrées, dont 1.500 pingouins et 4.000 macareux. Les médias occidentaux provoquent l'émotion générale en montrant les dégâts causés par la première grande marée noire de l'histoire, diffusant des images d'oiseaux englués, de poissons flottants à la surface des eaux et de plages complètement sinistrées. Ils font ainsi de cette catastrophe environnementale le premier événement écologique médiatique.

¹¹ Selon la directive européenne « Seveso » du 24 juin 1982, un accident majeur est « un événement en relation avec un développement incontrôlé d'une activité industrielle, entraînant un danger grave immédiat ou différé, pour l'homme, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement et pour l'environnement, et mettant en jeu une ou plusieurs substances dangereuses ».

¹² Cf. : Dieter Rucht, *Modernisierung und neue soziale Bewegungen*, op. cit., p. 238.

L'accident du *Torrey Canyon* est en effet le premier cas dans le monde d'intense et rapide pollution pétrolière des mers par l'homme. Avant cette date, quatre accidents de ce type ont déjà eu lieu au large de la Grande-Bretagne en 1960, 1961, 1965 et 1966¹³, mais leur étendue reste modeste – les navires ne répandant pas plus 5.000 tonnes de pétrole en mer – et ils ne rencontrent pas de grands échos dans la presse étrangère. A titre d'exemple, l'accident de l'*Esso Portsmouth* en juillet 1960 ne fait l'objet dans *Le Monde*¹⁴ que d'une petite brève dans laquelle hommage est rendu aux victimes de l'accident. On s'inquiète également pour les réservoirs de la raffinerie, dans le port où l'incendie a eu lieu, mais pas une ligne n'est consacrée aux dégâts marins, aussi minimes soient-ils¹⁵. Dans ce même quotidien, courant décembre 1961, en plein « conflit algérien » et « crise de Berlin », pas un article ne s'intéresse, au cours des jours qui suivent l'accident, aux dommages causés par l'*Allegrity* qui déverse 800 tonnes de pétrole en mer¹⁶.

L'accident du *Torrey Canyon* du 18 mars 1967 constitue quant à lui un événement dans la presse française. Si le sujet n'apparaît dans *Le Monde* que le 21 mars, en dernière page¹⁷, il va vite prendre de l'ampleur avec l'aggravation des événements. C'est d'ailleurs au cours de cet événement que l'expression « marée noire », traduite de l'anglais, apparaît dans le langage des journalistes français¹⁸. Malgré des réactions initiales optimistes¹⁹, les nappes de pétrole ne tardent pas, en effet, à arriver sur les côtes bretonnes. A partir du 31 mars, le sujet est dorénavant à la « Une » dans *Le Monde* : la population côtière s'inquiète pour les activités économiques du littoral, notamment pour la sauvegarde des parcs à huîtres et des bouchots à moules, pour l'avenir de la pêche et du tourisme. Les spécialistes avouent leur désarroi devant

¹³ Le 9 juillet 1960, suite à un incendie, le *Esso Portsmouth* déverse 700 tonnes de pétrole brut dans la port de Milford Haven au pays de Galles ; le 13 décembre 1961, l'*Allegrity* s'échoue en Cornouaille anglaise et perd 800 tonnes de carburant ; le 23 septembre 1965, suite à une collision, l'*Esso Wandsworth* déverse 5.000 tonnes de fuel dans la Tamise ; le 18 septembre 1966, après une erreur de pompage, le *Seestern* perd 1.700 tonnes de brut : 320 km de marais salants sont touchés et l'accident tue 5.000 oiseaux. Voir sur Internet, à l'adresse suivante : <http://www.le-cedre.fr> (site du Centre de documentation, de recherche et d'expérimentations sur les pollutions accidentelles des eaux), le récapitulatif chronologique de toutes les marées noires ayant eu lieu dans le monde et les références d'archives de l'Institut français du pétrole, dans la *Banque de données sur les accidents de navires ayant provoqué un déversement de pétrole en mer supérieur à 500 tonnes* [réf. du 12.01.2007].

¹⁴ Pour l'observation des réactions de l'opinion publique en France face aux accidents écologiques, nous nous baserons régulièrement sur les réactions du *Monde*, un des quotidiens d'actualité nationale sensible à ce sujet dès les années 1970.

¹⁵ Cf. : « Un pétrolier britannique flambe dans le port de Milford Haven à la suite d'une série d'explosions », AFP/AP, *Le Monde*, « Dernières Nouvelles », 10.07.1960, p. 16.

¹⁶ Cf. : *Le Monde*, 13/14/15.12.1961. Au sujet de l'*Allegrity*, voir sur Internet : <http://www.le-cedre.fr> [réf. du 12.01.2007].

¹⁷ Cf. : « Une nappe de pétrole de 15 km de long menace les plages anglaises », *Le Monde*, 21.03.1967, p. 24.

¹⁸ Cf. : « Alors que se poursuit la lutte contre ce que les Anglais appellent 'la marée noire', l'opinion publique doute que le gouvernement ait réellement fait tout ce qui était en son pouvoir », *Le Monde*, 29.03.1967, p. 16.

¹⁹ Cf. : « Selon les spécialistes, les côtes françaises ont neuf chances sur dix d'être épargnées par le pétrole du *Torrey-Canyon* », *Le Monde*, 25.03.1967, p. 20. Les informations avaient alors été transmises par le ministère de l'Équipement.

un fléau dont ils n'ont pas l'expérience et se disputent sur les moyens les plus efficaces et meilleur marché à mettre en place pour lutter contre²⁰. Le gouvernement français, malgré l'annonce rapide de sa mobilisation, est dépassé par l'événement et le plan Orsec (*Organisation des secours*) n'est déclenché que le 12 avril. Le lendemain, un éditorial du *Monde* reconnaît :

« L'échouement du *Torrey-Canyon*, simple fait divers au début, est devenu une catastrophe nationale pour l'Angleterre et pour la France aujourd'hui. »²¹

Dans un premier temps, les journalistes ne s'interrogent pas sur les conséquences des pratiques britanniques qui consistent à tenter de dissoudre les nappes de pétrole avec du solvant lors de l'« opération détergent »²². Rapidement, *Le Monde* laisse cependant s'exprimer dans ses colonnes des spécialistes qui remettent en cause les moyens techniques utilisés pour lutter contre la marée noire²³. Bientôt, la population côtière, le gouvernement et les secours assistent, non sans panique, à l'arrivée en masse d'une « huile noirâtre et paralysante » dont tout n'a pas été dissout par le détergent britannique. La presse s'élève alors de plus en plus contre cette solution « pire que le mal », anéantissant « sur des centaines de kilomètres carrés les micro-organismes qui forment l'élément de base de la faune sous-marine »²⁴. Les autorités françaises tentent alors de trouver d'autres remèdes et cherchent à venir à bout du mazout en utilisant de la sciure de bois, des produits dissolvants et absorbants, des barrages flottants en polyester ou des produits agglomérants importés d'Allemagne, jugés efficaces mais non disponibles en grande quantité.

Au cours de ces jours difficiles, les scientifiques étudient les mécanismes de pollution par les hydrocarbures, les effets sur la faune et la flore à l'exemple de la perturbation du processus de photosynthèse²⁵. *Le Monde*, par la voix de son envoyé spécial Charles Vanhecke, se fait souvent l'écho de la population du littoral qui se sent démunie et abandonnée devant la rareté et l'improvisation des secours tandis que les Français envoient des milliers de chèques et de mandats aux associations qui s'occupent des oiseaux victimes du

²⁰ Cf. : « Les autorités françaises préparent un plan de protection contre la pollution des côtes », *Le Monde*, 31.03.1967, p. 1.

²¹ Cf. : *Le Monde*, 13.04.1967, p. 1.

²² Cf. : *Le Monde*, 22.03.1967, p. 24.

²³ Cf. : « 'Les dégâts dus à la catastrophe du *Torrey-Canyon* en ce qui concerne la faune et la flore sous-marines peuvent être comparés à ceux qu'aurait produits une bombe atomique explosant dans le même milieu' a affirmé vendredi M. G. Tendron, sous-directeur au Muséum national d'histoire naturelle, au cours d'une conférence de presse tenue à l'Institut océanographique, sous les auspices de l'Association nationale pour la protection des eaux. L'exemple anglais a montré qu'il fallait une tonne de détergent pour une tonne de pétrole, ce qui fait, en définitive, deux tonnes de produits polluants. » *Le Monde*, 9/10.04.1967, p. 16.

²⁴ Cf. : *Le Monde*, 30.03.1967, p. 7.

²⁵ Cf. : « Les oiseaux sont plus sensibles que les poissons aux effets du pétrole », *Le Monde*, 14.04.1967, p. 5.

pétrole²⁶. Quelques manifestations, organisées par des comités de défense regroupant des hôteliers, des ostréiculteurs, des pêcheurs et des représentants d'association de protection des animaux ont lieu contre les autorités locales jugées trop lentes à réagir²⁷. De leur côté, les pouvoirs publics s'interrogent sur le coût financier de telles opérations de réhabilitation de l'environnement. La question de la prise en charge par l'Etat des coûts entraînés et de « la protection du littoral contre le pétrole » est débattue à l'Assemblée nationale à partir du 25 avril 1967²⁸. Avec la marée noire du *Torrey Canyon*, de nombreuses facettes de la protection de l'environnement maritime semblent ainsi faire une entrée explosive sur la scène politique française et auprès de l'opinion publique.

En Allemagne, l'évolution de la marée noire de 1967 est observée avec intérêt, mais avec une certaine distance du fait de l'éloignement de la catastrophe et de la certitude que la nappe de pétrole ne remonterait pas jusqu'aux côtes de la mer du Nord. Le quotidien avec une distribution nationale *Frankfurter Rundschau*, d'orientation gauche-libérale et au plus proche de la sensibilité écologique naissante et des associations de protection de la nature, s'attache, à partir du 21 mars, à relater les événements au jour le jour. Le *Torrey Canyon* ne se retrouve en « Une » que deux jours seulement, le 29 et le 30 mars, lorsque les Britanniques bombardent les nappes de pétrole pour tenter de les enflammer. Les réflexions en Allemagne autour des causes et des conséquences de la marée noire due au *Torrey Canyon* se circonscrivent, selon le *Frankfurter Rundschau*, à une demande du *Deutscher Gemeindetag*²⁹, le 29 mars, pour que des mesures soient prises afin d'éviter les catastrophes pétrolières en mer, notamment en fixant au niveau international les routes maritimes que ces super-tankers peuvent emprunter³⁰. En ce sens, au regard de la faible couverture médiatique accordée au sujet, la marée noire de 1967 sur les côtes britanniques et françaises ne constitue pas un événement pour l'opinion publique allemande, ni un facteur particulier de prise de conscience environnementale.

²⁶ Voir à ce titre le témoignage de Claude-Marie Vadrot, *L'écologie, histoire d'une subversion*, Paris, Syros, 1978, p. 21.

²⁷ Par exemple à Lannion, le 15 avril 1967. Annonce de la manifestation dans *Le Monde* daté du 15.04.1967, p. 9.

²⁸ Voir dans *Le Monde* du 14 et 15.04.1967 les différents articles sur le thème : « La lutte contre la pollution des côtes françaises », p. 5 et p. 9.

²⁹ Il s'agit de la fédération nationale des communes allemandes. Depuis 1973, elle s'appelle : *Deutscher Städte- und Gemeindebund*. Voir sur Internet : <http://www.dstgb.de> [réf. du 16.02.2008].

³⁰ Cf. : *Frankfurter Rundschau*, 30.03.1967, dernière page.

1-1-2 Des marées noires en série

L'opinion publique française qui, elle, se trouve brusquement sensibilisée à la question des marées noires à partir de 1967, va avoir l'occasion dans les années suivantes, de prendre toute la mesure du danger que représente pour la mer et les littoraux l'intensification de l'activité pétrolière. Entre 1967 et 1980, le Cedre, Centre de documentation, de recherche et d'expérimentations sur les pollutions accidentelles des eaux³¹, dénombre trente cas de pollution importante des mers par des accidents de pétroliers où plus de 500 tonnes de carburants se trouvent déversés. Sur ces trente cas, onze ont lieu au large des côtes anglaises ou dans la Manche et deux en Espagne, de sorte que les plages françaises ne se trouvent jamais loin. En plus du *Torrey Canyon*, dans cinq autres cas, la France est directement concernée par un accident et le littoral est touché. Ainsi, de façon presque régulière, la population française se retrouve confrontée directement aux questions environnementales liées au problème des marées noires.

Rappelons rapidement les différentes marées noires au large de côtes françaises :

Le 24 janvier 1976, le pétrolier libérien *Olympic Bravery* s'échoue sur la côte bretonne à la suite de plusieurs pannes de moteur et se brise le 12 mars sans avoir été vidé à temps. 1 200 tonnes de fuel s'échappent alors de ses soutes et les côtes ouessantines sont polluées sur 4 km. Il y aura quatre victimes du côté des secours. Comme en 1967, l'armée intervient et nettoie, avec l'aide de la population, le littoral souillé.

En 1976 également, le 15 octobre, le *Boehlen*, affrété par la RDA, coule à la suite d'une tempête au large de l'île de Sein (Bretagne) et déverse 7.000 tonnes de pétrole brut en mer, faisant aussi vingt-huit victimes au sein de l'équipage et des secours.

Le 16 mars 1978, le pétrolier libérien *Amoco Cadiz* transportant 227.000 tonnes de pétrole brut du Golfe Persique vers Rotterdam dérive vers la côte bretonne au cours d'une forte tempête et s'échoue devant le petit port de Portsall. Plusieurs citernes se brisent et en deux semaines, la totalité de la cargaison se déverse en mer. Emportée par les courants et les vents, elle pollue plus de 300 km de côtes, provoquant la plus grande marée noire de Bretagne du siècle³². Comme pour le *Torrey Canyon*, les services de l'équipement ont trop peu de matériel : la « mousse au chocolat » qui arrive déborde très vite des 14 km de barrage antipollution disponibles dans les stocks POLMAR (stocks d'urgence contre les pollutions maritimes). Malgré les efforts de 7.000 militaires et autant de bénévoles, la faune et la flore engluée dans le pétrole est très touchée et les cliniques pour oiseaux mazoutés sont peu

³¹ Cf. : <http://www.le-cedre.fr> [réf. du 16.02.2008].

³² Le 12 décembre 1999, l'*Erika* déversera 19.800 tonnes d'hydrocarbures au large des côtes bretonnes et vendéennes.

efficaces. Dans les années qui suivent, les scientifiques estiment que l'*Amoco Cadiz* a tué dans les premiers mois, par engluement ou par effet toxique, autour de 260.000 tonnes d'animaux marins. A partir de 1978, les autorités françaises semblent avoir pris la mesure du danger que représentent les pétroliers naviguant au large des côtes françaises : une série de mesures sont prises pour mieux réglementer et surveiller le passage des navires et un centre technique spécialisé est créé pour assurer une veille technique permanente³³.

Cela n'empêche toutefois pas d'autres accidents :

Le 28 avril 1979, à la suite d'une collision dans le brouillard avec un autre pétrolier, le *Gino* (pavillon libérien) laisse s'échapper 32.000 tonnes de carburant au large de l'île bretonne d'Ouessant.

Le 19 novembre 1979, le porte-conteneurs norvégien *Peter Sif* coule au large de cette même île avec sa cargaison. Cet incident est vite oublié car la coque du bateau résiste au naufrage et une nouvelle marée noire est annoncée à proximité lorsque, le 7 mars 1980, le pétrolier malgache *Tanio* se brise en deux pendant une tempête au large de l'île de Batz et déverse 8.000 tonnes de fuel dans la mer. Ce n'est qu'en 1998, que les 130.000 litres de fuel transportés par le *Peter Sif* seront pompés.

En comparaison, au cours de cette période, l'Allemagne de l'Ouest n'est jamais confrontée sur ses côtes à un accident pétrolier. La population est informée par la presse et suit avec attention les plus graves accidents, mais elle n'est pas directement impliquée dans ces désastres environnementaux. Dans cette mesure, c'est avant tout en France, nation maritime, que la sensibilisation à l'environnement via les catastrophes maritimes d'origine industrielle a lieu.

1-1-3 Mobilisation populaire

A partir de l'accident de l'*Amoco Cadiz* en 1978, une partie de la population française commence à se mobiliser de façon importante, mécontente face à l'inaction des pouvoirs publics qui, onze ans après la catastrophe du *Torrey Canyon* et deux autres marées noires graves – celles du *Boehlen* et de l'*Olympic Bravery* – n'ont pas progressé dans la mise en place de programmes pour empêcher ou contrôler les marées noires et ne peuvent en 1978 que constater, une fois de plus, leur incapacité à faire face à la situation. Le gouvernement est accusé dans *Le Monde* du 25 mars de faire preuve d'une volonté politique « défailante » et de « moyens de lutte (...) dérisoires »³⁴. L'Etat est d'autant plus accusé de ne pas avoir agi qu'un

³³ Il s'agit du Cedre (voir plus haut) dont nous utilisons les archives pour ce chapitre sur les marées noires.

³⁴ Cf. : *Le Monde*, 25.03.1978, p. 25.

rapport officiel avait déjà dénoncé, en janvier 1978, les insuffisances des moyens de lutte en France contre la pollution maritime³⁵.

Des manifestations s'organisent en Bretagne pour protester contre le gouvernement : le 17 mars 1978, « les travailleurs de la mer » manifestent dans les rues de Portsall avec, à leur tête, le maire de Brest³⁶ ; le 23 mars, 5.000 étudiants et lycéens se rassemblent devant la préfecture maritime de Brest et déposent sur le péron des dépouilles d'oiseaux et de poissons mazoutés en scandant des slogans parodiés de Mai 68, tels : « Noir, noir, le printemps sera noir ». 7.000 étudiants de la ville se mettent en grève et constituent différents collectifs. Des manifestations ont également lieu à Morlaix et à Lannion, devant les bâtiments publics. 20.000 personnes se retrouvent le 27 mars à Brest, pour le plus grand rassemblement dans la ville depuis mai 1968 et les manifestations se poursuivent dans la région jusqu'en avril. Les marins défilent calmement en réclamant des indemnités, tandis que dans *Le Monde*, Marc Ambroise-Rendu rend compte de « l'écoeurement de la jeunesse bretonne devant l'incurie des responsables »³⁷. La revue *Que choisir ?*, soutenue par les militants écologistes de l'association Les Amis de la Terre (filiale française créée en mars 1971 des *Friends of the Earth*³⁸), lance pour sa part un appel au boycott de l'entreprise Shell qui a affrété l'*Amoco Cadiz*. Sa grande station-service Porte de Champeret, à Paris, perd alors, selon les militants écologistes, 30% de ses ventes³⁹. Le 25 mars, le siège parisien de la multinationale est évacué après une alerte à la bombe anonyme⁴⁰. De toute la France, des aides financières et des dons affluent vers la Bretagne, notamment en faveur de la clinique des oiseaux de Portsall, dont les difficultés rapportées par les médias émeuvent l'opinion publique et en ce mois de mars 1978, les journaux se remplissent de témoignages de Bretons en colère⁴¹.

Face au désarroi général au sein de la population, certaines revendications émanant des groupes de défense de la nature – fort peu structurés et influents à cette époque – sont repris dans les médias, par exemple dans *Le Monde*, sous la plume de Marc Ambroise-Rendu, gagné à leur cause :

³⁵ Cf. : *Le Monde*, 29.03.1978, p. 39.

³⁶ Cf. : *Le Monde*, 19-20.03.1978, p. 17.

³⁷ Cf. : *Le Monde*, 25.03.1978, p. 1.

³⁸ Nous reviendrons sur cette association au chapitre 4, point 2-1-4.

³⁹ Cf. : « Esso, Elf et Antar : vive le boycott de Shell », *La Gueule Ouverte*, n° 205, 12.04.1978, p. 3. Pour cette action, la revue *Que choisir ?* sera condamnée à payer une amende de 10.000 francs par les tribunaux.

⁴⁰ Cf. : *Le Monde*, 25.03.1978, p. 25.

⁴¹ Voir, à titre d'exemple : Yann Enjeu, « Si j'étais Breton... », *Le Monde*, 22.03.1978, p. 16 ou Bernard Chapuis, « A viol d'oiseau », *Le Monde*, 26/27.03.1978, p. 1.

« La marée noire de l'Amoco-Cadiz n'est que la conséquence quasi inéluctable d'une autre marée, celle de l'automobile. Si nous voulons rouler et toujours davantage, il faut en payer le prix. Celui de la mort sur les routes, celui du mazout sur les plages. Mais il s'agit là, on le sait, d'un sujet tabou que pas un homme politique ne se risquerait à aborder. On laisse ça, à 'ces zozos d'écolos'. »⁴²

Bertrand Le Gendre, l'envoyé spécial du *Monde* à Brest début avril, parle lui, en Bretagne, d'un « troisième tour écologique » après les élections législatives qui ont eu lieu en même temps que la marée noire, fin mars 1978 et souligne la volonté des victimes de la marée noire d'en tirer parti en terme d'influence :

« Ces divisions et une méfiance instinctive à l'égard de la politique politicienne expliquent l'écho rencontré auprès de beaucoup de jeunes par les comités anti-marée noire, d'inspiration gauchiste, qui ont eu l'habileté d'apparaître comme un courant plutôt que comme une organisation spécifique. »⁴³

L'Etat endosse finalement, une fois les côtes souillées, une part de responsabilité et porte l'affaire devant les tribunaux : le gouvernement français, deux départements bretons, quatre-vingt-dix communes et des milliers de particuliers regroupés en associations se lancent dans un procès aux Etats-Unis contre les propriétaires de l'*Amoco Cadiz* pour obtenir réparation, ce qui aura en partie lieu, quatorze ans plus tard⁴⁴.

Dans la presse allemande, la marée noire due à l'*Amoco Cadiz* est naturellement celle à laquelle il est porté le plus d'attention. Le *Frankfurter Rundschau*, qui est en grève au moment de la catastrophe, consacre à l'événement au moins un article quotidien entre le 21 mars et le 14 avril 1978.

A l'instar de la population côtière française, le journal ne manque pas de souligner le manque de réflexion autour des marées noires de la part des autorités françaises et publie le 30 mars en dernière page un article incisif dans lequel les responsables allemands sont présentés comme les bons élèves :

« Il y a bien dix ans, les Etats allemands côtiers ont tiré les conséquences du gigantesque accident pétrolier du tanker *Torrey Canyon*. »⁴⁵

Le journal rappelle à ses lecteurs qu'en Allemagne, une commission pour les accidents pétroliers a déjà été créée, permettant à l'Etat fédéral et aux quatre Etats Schleswig-Holstein,

⁴² Cf. : Marc Ambroise-Rendu, « Tant qu'il y aura des tankers », *Le Monde*, 21.03.1978, p. 35.

⁴³ Cf. : *Le Monde*, 02-03.04.1978, p. 16.

⁴⁴ Cf. : « Quatorze ans de procès », dossier Cedre, voir sur Internet : <http://www.le-cedre.fr> [réf. du 16.02.2008].

⁴⁵ « Vor gut zehn Jahren sind in den deutschen Küstenländern die Konsequenzen aus dem gigantischen Ölnfall des Tankers *Torrey Canyon* gezogen worden. », *Frankfurter Rundschau*, 30.03.1978, dernière page.

Hambourg, Brême et Basse-Saxe de coopérer, avec des opérations de contrôle et un budget communs. Un des membres de la commission, cité par le *Frankfurter Rundschau*, souligne l'avancée de l'Allemagne sur la France, jugée beaucoup trop lente à agir pour circonscrire la nappe de pétrole de l'*Amoco Cadiz*, et annonce qu'en Allemagne : « Dans ces cas-là, on est un peu moins long à la détente »⁴⁶

Il n'en demeure pas moins qu'une partie de la population allemande, sans s'affoler, porte une attention particulière au sujet de la pollution maritime due au pétrole. A l'heure où les Nations Unies ouvrent leur septième conférence sur les droits maritimes, des voix s'élèvent, comme en France, contre les pavillons de complaisance et les « voyous des mers » qui ne respectent pas les normes de sécurité, à l'exemple de l'éditorial du *Frankfurter Rundschau* qui parle le 3 avril de « bombes atomiques en pétrole »⁴⁷. Un incident rapproche par hasard au même moment la question des marées noires des Allemands : le 1^{er} avril 1978, le navire anglais *Candem*, transportant 134.000 tonnes de brut, est sauvé in extremis d'un accident en mer du Nord au large des côtes de Wilhelmshaven (Basse-Saxe)⁴⁸. A cela s'ajoute que des poissons malades et des oiseaux morts sans raison apparente sont retrouvés sur les plages allemandes à cette époque. Les scientifiques de l'*Institut für Küsten- und Binnenfischerei* à Hambourg (Institut pour la pêche sur les côtes et en eau douce) annoncent qu'il est scientifiquement prouvé que « de très faibles traces de pétrole brut [en] sont la cause »⁴⁹. Indirectement, l'Allemagne de l'Ouest se retrouve ainsi quelque peu concernée par le problème des marées noires dans l'Atlantique et dans la Manche.

L'intérêt porté outre-Rhin à cette question transparait, au sein de la population dans les initiatives de citoyens environnementales qui vont prêter main forte aux Bretons en difficulté, à l'exemple de celles de Mayence et de Wiesbaden, qui envoient chaque semaine en France des volontaires et du matériel pour nettoyer le littoral⁵⁰. De leur côté, les responsables allemands s'attachent à montrer qu'ils prennent le problème des marées noires au sérieux et tiennent à mener un travail de prévention. Suite à la catastrophe de 1978, le gouvernement et les parlementaires fédéraux sociaux-démocrates annoncent qu'ils travaillent une nouvelle fois sur le sujet pour « une meilleure protection face aux conséquences des accidents de pétroliers », tandis que le groupe parlementaire conservateur CDU/CSU au Bundestag met en place un groupe de travail sur ce même sujet⁵¹.

⁴⁶ « Da sind wir schon etwas schneller am Ball », *Ibid.*

⁴⁷ Cf. : Peter Klinkenberg, « Atombomben aus Öl » [éditorial], *Frankfurter Rundschau*, 03.04.1978, p. 3.

⁴⁸ Cf. : *Frankfurter Rundschau*, 03.04.1978, dernière page.

⁴⁹ Cf. : *Frankfurter Rundschau*, 06.04.1978, dernière page.

⁵⁰ Cf. : *Frankfurter Rundschau*, 11.04.1978, dernière page.

⁵¹ Cf. : *Frankfurter Rundschau*, 05.04.1978, p. 20.

Au printemps 1978, la population française semble ainsi prendre violemment conscience de la gravité de certaines marées noires entraînées par l'homme. Ces réflexions ont lieu dans un climat de tensions, en opposition à un gouvernement qui jusque-là, en dépit d'alarmes renouvelées, n'a pas fait preuve d'une forte détermination pour remédier à ces catastrophes pétrolières. La population allemande intéressée prend, elle, la mesure de ces problèmes de marées noires, dans un climat moins tendu, étant donné que jusqu'à cette date, aucun accident pétrolier n'est jamais arrivé près des côtes allemandes et que les autorités annoncent qu'elles développent des plans d'action et se tiennent prêtes à agir.

Quant aux pollutions maritimes prenant la forme d'événements choquants pour l'opinion publique, c'est plutôt au début des années 1980 que l'Allemagne sera concernée au large de ses côtes, quand plusieurs associations et comités de citoyens s'attaquent au géant pharmaceutique et chimique Bayer AG (dont le siège est à Leverkusen, en Rhénanie du Nord-Westphalie) ainsi qu'à la multinationale spécialisée dans l'industrie chimique Kronos-Titan (présente à Leverkusen et Nordenham en Basse-Saxe). Celles-ci sont prises pour cible du fait de leurs déballastages en mer du Nord d'acide dilué, opération autorisée à l'époque, mais contre laquelle des voix commencent à s'élever⁵². Rappelons que la France a déjà connu une situation similaire en 1972 quand, au problème des marées noires dans l'océan Atlantique et la Manche, s'ajoute celui de la pollution industrielle de la mer Méditerranée. L'entreprise de Scarlino (Toscane) du premier groupe chimique d'Italie Montedison, productrice de dioxyde de titane⁵³, avait en effet reçu à cette date des autorités italiennes l'autorisation temporaire d'aller vidanger dans les eaux internationales, à une vingtaine de milles du Cap Corse, ses résidus d'acide sulfurique et de sulfates ferreux (fer, titane, vanadium, arsenic, plomb, cadmium). Cette entreprise – dénoncée par les scientifiques tels que Jacques-Yves Cousteau ou Paul-Emile Victor (1907-1995) – a déséquilibré le milieu marin en augmentant l'acidité de la mer. Cela a entraîné dans la zone en question la mort de plantes et d'animaux, en particulier du plancton, et provoqué la colère des pêcheurs insulaires dont certains ont dynamité un car-ferry italien dans le port de Bastia et mis à sac la sous-préfecture en 1973. Dans ce contexte,

⁵² A l'initiative en particulier de l'organisation internationale pour la protection de l'environnement *Greenpeace*, dont l'antenne allemande est créée à cette occasion, les protestations locales se coordonnent à partir de l'été 1980. Le 13 octobre, des opérations de blocage des navires de déballastage ont ainsi lieu simultanément à Leverkusen, Brünsbüttel dans le Schleswig-Holstein (contre Bayer AG) et Nordenham (Kronos-Titan). Les protestataires déversent aussi des poissons contaminés devant les portes des deux entreprises concernées et les institutions publiques de Hambourg chargées d'autoriser ces procédures. Ils réclament l'application de la directive européenne de 1978 imposant la cessation de tous rejets polluants aux usines de dioxyde de titane d'ici dix ans. Cf. : Directive 78/176/CEE du Conseil européen, du 20 février 1978, relative aux déchets provenant de l'industrie du dioxyde de titane.

⁵³ Le dioxyde de titane est un pigment blanc utilisé essentiellement pour opacifier les peintures, les céramiques, les émaux, les encres, les matières plastiques, les papiers et également pour certains produits pharmaceutiques et cosmétiques.

plusieurs comités « anti-boue rouge »⁵⁴ fleurissent à Bastia et Ajaccio, en Corse, ainsi qu'à Nice et Marseille. Des manifestations ont lieu. Celle du 17 février 1973 à Bastia, qui rassemble des pêcheurs, des insulaires, des élus de tous bords et des hommes politiques ainsi que les autorités religieuses, dégénère en affrontement avec les forces de l'ordre et se termine notamment par l'arrestation du nationaliste Edmond Simeoni (*1934), porte-parole et fondateur de l'Action régionaliste corse (ARC). C'est la première grande affaire dite des « boues rouges » qui devient rapidement une bataille écologique ainsi qu'une affaire internationale technique et juridique qui dure de nombreuses années⁵⁵.

1-2 Les contaminations chimiques

Si les Français sont très préoccupés par la pollution de leur domaine maritime, les Allemands s'intéressent en premier lieu aux pollutions d'origine industrielle et en particulier chimique, répandues sur le territoire par différents complexes énergétiques, sidérurgiques, pharmaceutiques, etc. Leur intérêt est d'autant plus éveillé que l'accident industriel « majeur » de Seveso en 1976 a, là aussi, marqué l'opinion publique internationale.

1-2-1 Seveso, 1976

Le 10 juillet 1976, un nuage de fumée s'échappe d'un réacteur chimique de la société Icmesa, filiale du groupe Givaudan-Hoffmann-Laroche, situé en Lombardie (Italie) près de la ville de Seveso. Chargé de dioxine – un sous-produit très toxique de la fabrication d'un dérivé chloré du phénol⁵⁶ – ce nuage contamine 1.800 hectares. La végétation est brûlée, entraînant des dégâts importants pour l'agriculture et 4.000 jardins potagers familiaux, ainsi que la mort et l'abattage de milliers d'animaux. Les sols agricoles et les maisons doivent subir d'immenses travaux de décontamination. Une partie de la population se retrouve contaminée et, même si l'accident ne fait pas directement de victimes, plus de 37.000 personnes subiront les conséquences de cette intoxication à la dioxine : affections de la peau (chloracné), des organes internes (désordres hépatiques, métaboliques, neurologiques et psychiatriques) et

⁵⁴ Dans le milieu marin, le sulfate ferreux se transforme en hydroxyde ferrique et donne une coloration rougeâtre. Mélangé à de l'eau, le produit forme une sorte de boue.

⁵⁵ Les pêcheurs, les villes de Bastia, de Nice et de Marseille, mais aussi de nombreuses associations italiennes et l'Office régional du tourisme toscane intentent un procès à la Montedison en 1973. Pour en savoir plus sur cette affaire, voir : Lucia Molinelli-Cancellieri, *Boues rouges, la Corse dit non*, Paris L'Harmattan, 1995.

⁵⁶ Les dioxines sont principalement produites par l'industrie sidérurgique, les incinérateurs des usines de retraitement des déchets et plus généralement, par toutes les formes d'incinération. On les retrouve également dans beaucoup d'herbicides, de pesticides et de défoliants. Lipophiles, les dioxines se concentrent dans les graisses qui constituent ainsi, via la chaîne alimentaire, une voie d'exposition pour l'homme.

risque cancérigène. En 2005, l'explosion de la société Icmesa constitue toujours, selon l'avis de certains, « une catastrophe écologique d'origine chimique sans équivalent en Europe »⁵⁷. Le scandale de Seveso, qui alerte l'opinion publique et soulève une réaction de crainte vis-à-vis des dioxines, vient de la découverte d'un système de contrôle et de protection défaillant pour la production d'un produit chimique toxique, et cela d'autant plus que les enquêtes révèlent que depuis 1957, la société pollue une rivière voisine malgré les injonctions des autorités à résoudre le problème⁵⁸. L'accident de Seveso se retrouve, de surcroît, aggravé par une mauvaise gestion politique puisque l'usine n'est pas fermée immédiatement et que la direction et l'exécutif régional minimisent l'événement et n'interviennent que tardivement, la substance toxique n'étant identifiée que le 20 juillet, soit dix jours après l'accident⁵⁹.

L'inquiétude quant aux conséquences de ce nuage est intensifiée par l'exemple vietnamien : de 1965 à 1972, l'aviation américaine a déversé sur les forêts de ce pays quelques 60.000 tonnes d'« agent orange », c'est-à-dire de défoliant au trichlorophénol contenant près de vingt tonnes de dioxine. A la suite de cela, 30% des personnes touchées sont décédées et la nature en a gardé de graves séquelles. En 1976, les autorités de Lombardie font appel aux médecins vietnamiens et à leur expérience dans ce domaine pour évaluer la situation tandis qu'une vague de panique traverse la région: des Italiens parlent de « mini Hiroshima », le maire de Seveso évoque une « catastrophe environnementale »⁶⁰ tandis que des bruits courent selon lesquels « les femmes contaminées peuvent donner naissance à des monstres » et des querelles éclatent au sujet de la possibilité d'autoriser l'avortement thérapeutique en Italie, tandis que le Vatican s'y oppose violemment⁶¹.

Alors que dans les mois qui suivent l'accident, des milliers de pages sont publiées sur le sujet par la communauté scientifique, dans les médias français et allemands, le choc de la « catastrophe » se fait sentir. Hervé Chabalier, dans *Le Nouvel Observateur*, consacre sa couverture aux « pestiférés de Seveso » et s'inquiète des normes de sécurité françaises et de la condescendance avec laquelle les écologistes continuent d'être regardés dans le pays⁶². Des discussions sont entamées sur les moyens de protection efficaces des usines dont les productions présentent des risques pour la population et l'environnement. Dans *Le Point*, Catherine Bergeron révèle que les services de sécurité civile français s'attellent d'urgence au

⁵⁷ Cf. : Yves Mamou, « Une série de catastrophes ont sensibilisé l'opinion », *Le Monde*, 16.11.2005.

⁵⁸ Cf. : *Le Monde*, 8.10.1976, p. 16.

⁵⁹ Au sujet du déroulement complet de l'accident de Seveso, le 10 juillet 1976, voir par exemple : Patrick Lagadec, *Le risque technologique majeur. Politique, risque et processus de développement*, Paris/Oxford, Pergamon Press, 1981, p. 47-92.

⁶⁰ Cf. : Propos cités dans le *Frankfurter Rundschau*, 28.07.1976.

⁶¹ Cf. : *Le Monde*, 05.08.1976, p. 16.

⁶² Cf. : *Le Nouvel Observateur*, 10.08.1976.

renforcement des normes de sécurité⁶³. Des associations appellent au boycott des produits issus des laboratoires Hoffmann-Laroche. Hasard de calendrier ? Dans le cadre de la politique environnementale naissante des pouvoirs publics et selon la volonté du président de la République Valéry Giscard d'Estaing de « protéger, embellir, assainir, adoucir, améliorer l'environnement », notamment en contrôlant mieux « l'industrialisation 'sauvage' qui accumule les nuisances »⁶⁴, une nouvelle loi modernise, en pleine crise de Seveso, le contrôle des usines. C'est la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 « relative aux installations classées pour la protection de l'environnement » qui répertorie toutes les installations, rend obligatoires les études d'impact et impose le respect de prescriptions techniques en vue de limiter la pollution⁶⁵. Un an plus tard, le 12 juillet 1977, après l'expérience de Seveso, une nouvelle loi est votée qui porte tout spécialement sur le « contrôle des produits chimiques » afin de combler les lacunes de la loi précédente dans ce domaine. Elle organise le contrôle de la production et de l'usage des produits chimiques, en visant toutes les substances, dès qu'ils représentent un danger pour l'homme ou pour l'environnement⁶⁶.

En RFA où, à l'inverse de la France, la dioxine de Seveso est présente dans la production de trichlorophénol de deux ateliers de l'industrie chimique⁶⁷ – Bayer AG à Leverkusen (Rhénanie du Nord-Westphalie) et Boehringer à Ingelheim (Rhénanie-Palatinat) – les réactions ne se font pas attendre. A Hambourg par exemple, dans le district de Bergedorf, et plus particulièrement dans le quartier de Moorfleet, des comités de citoyens voient le jour pour protester contre les fumées émanant de l'entreprise pharmaceutique Boehringer implantée à Moorfleet, suspectée d'émettre de la dioxine. Devant l'inquiétude de la population allemande, l'entreprise Boehringer annonce dans un communiqué de presse, le 3 août 1976, qu'un accident à l'image de celui de Seveso serait impossible chez eux car leur système de sécurité est infaillible :

⁶³ Cf. : *Le Point*, 06.08.1976. Voir également, dans le journal de l'association écologiste Les Amis de la Terre : « Alarme rouge après Seveso », *Le Courrier de la Baleine*, n° 24, septembre 1976, p. 1.

⁶⁴ Cf. : Allocution de M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République, lors de l'installation du Haut Comité de l'environnement, Paris, Palais de l'Élysée, le 29 octobre 1975.

⁶⁵ Cf. : « Les associations de défense de la nature pourront saisir les tribunaux », *Le Monde*, 24.04.1976. Pour plus de détails sur le contenu de la loi, voir : Jacqueline Morand-Deville, *Le droit de l'environnement*, Paris, Que sais-je ?, PUF, 2004 [1987], p. 90-92.

⁶⁶ Il s'agit de la loi n° 77-711 relative au contrôle des produits chimiques. Voir à ce sujet : Jean-Luc Mathieu, *La défense de l'environnement en France*, Paris, Que sais-je ?, PUF, 1994 [1992], p. 85-86.

⁶⁷ En RFA, divers incidents et accidents liés à la dioxine ont également eu lieu avant 1976, mais ils ne seront identifiés et commentés dans la presse qu'à partir des années 1980. Pour plus d'informations, voir : *Deutsche Apotheker Zeitung*, n° 25, 21.06.1984 et à titre d'exemple, au sujet du scandale autour de l'accident à Böhrlinger/Ingelheim en 1956, la série du *Spiegel* : « Der Tod aus Ingelheim », n° 31 et 32/1992.

« Nous connaissons le risque lié à la production du trichlorophénol et, à l'aide de mesures de sécurité doubles et triples, nous avons envisagé toutes les possibilités. »⁶⁸

De son côté, l'entreprise Bayer déclare qu'elle interrompt provisoirement sa production de trichlorophénol jusqu'à l'annonce des résultats de l'enquête de Seveso sur les circonstances de l'accident⁶⁹. Un groupe de médecins munichois accuse pour sa part les autorités italiennes de « minimiser la plus grande catastrophe d'empoisonnement par gaz du monde »⁷⁰ tandis que l'Etat fédéral, quant à lui, ne se fait pas attendre pour réagir concrètement : le 11 août 1976, un nouveau décret concernant « la procédure d'autorisation pour les installations industrielles polluantes »⁷¹ est délibéré en Conseil des ministres. A partir de cette date, la construction d'entreprises ayant, dans une certaine mesure, des effets nocifs sur l'environnement, est soumise à autorisation. Les usines chimiques, raffineries, cimenteries, centrales électriques, fonderies et brasseries se retrouvent ainsi concernées. Comme en France, cette nouvelle mesure nationale – qui entre en vigueur après une loi contre le bruit et la saleté des entreprises – souligne la volonté des autorités allemandes d'anticiper sur les difficultés, en réagissant aux accidents à l'étranger, et de mettre en place une politique de prévention des accidents environnementaux.

1-2-2 Pollutions d'origine industrielle près des zones fortement peuplées

L'accident de Seveso en 1976 en Italie s'inscrit dans un contexte très délicat pour l'industrie. En effet, dès les années 1960, les scandales autour de la pollution du Rhin ont contribué à éveiller les méfiances et à mobiliser les mécontents en France et en RFA vis-à-vis de la pollution industrielle. Il en va de même de la contamination de la Baie de Minamata (Japon) par le déversement de méthylmercure, épisode noir de l'industrie nippone qui a fait le tour du monde des médias sous le nom de « maladie de Minamata », à laquelle sont attribués des centaines de décès dans les années 1950-1960. Ceux-ci sont liés au développement, chez les personnes contaminées après l'absorption de poissons infectés, de troubles neurologiques dus aux composés organiques du mercure (métal lourd) et provoquant notamment des restrictions du champ visuel, des troubles de la sensibilité, de la parole et de l'audition, tout comme des malformations chez les nouveaux-nés⁷².

⁶⁸ « Wir kennen das Risiko bei der Herstellung von Trichlorphenol und haben mit doppelten und dreifachen Sicherungsmaßnahmen alle denkbaren Möglichkeiten ins Auge gefasst. » Propos cités par le *Frankfurter Rundschau*, 04.08.1976, dernière page.

⁶⁹ Cf. : *Frankfurter Rundschau*, 05.08.1976, dernière page.

⁷⁰ Informations et propos recueillis par *Le Monde*, 06 et 07.08.1976.

⁷¹ « Verordnung über das Genehmigungsverfahren für umweltverschmutzende Industrieanlagen », 11.08.1976.

⁷² Le méthylmercure est déversé dans la Baie de Minamata par les usines d'engrais de la société Shin Nippon Chisso. De par leur importante consommation de poissons, les chats puis les pêcheurs et leurs familles sont les

Ainsi, dans les années 1960-1970, les installations industrielles polluantes ou jugées dangereuses pour la santé de la population et qui sont situées près des agglomérations deviennent un point de cristallisation des mécontentements, en particulier en Allemagne de l'Ouest. C'est avant tout le cas en Rhénanie du Nord-Westphalie et plus spécifiquement, dans la région très dense de la Ruhr, espace industriel dominé par la production sidérurgique et énergétique. A titre d'illustration, nous citerons ici quelques exemples.

A Essen (Rhénanie du Nord-Westphalie), des citoyens manifestent dès 1962 leur mécontentement vis-à-vis de la pollution atmosphérique générée par la construction mécanique et la production d'acier et de dérivés ferreux des hauts-fourneaux de l'entreprise Hüttenwerke Oberhausen AG située non loin, à Oberhausen. Dans la région, à Dienslaken/Voerde, au nord de Duisburg, un comité contre les implantations industrielles dangereuses, actif à partir de 1973 (*Interessengemeinschaft gegen gefährliche Industrieansiedlungen*), proteste pour sa part contre la pollution engendrée par la centrale thermique au charbon de l'entreprise Steag, implantée au bord du Rhin à Wesel, quelques kilomètres plus au nord. Jusqu'à la fin des années 1970, plusieurs autres comités de citoyens se créent et les plaintes s'accumulent vis-à-vis d'une industrie jugée irrespectueuse des populations et de l'environnement local. Des plaintes sont également déposées contre la pollution au plomb des mines d'argent de Rammelsberg à Goslar (Basse-Saxe), contre la pollution au thallium⁷³ de la cimenterie de l'entreprise Dyckerhoff à Lengerich (Rhénanie du Nord-Westphalie), contre des émanations d'éther dichlorodiméthylique dont l'inhalation est accusée de provoquer des cancers du poumon chez les ouvriers de l'entreprise BASF de Ludwigshafen (Rhénanie-Palatinat)⁷⁴, contre l'accumulation incontrôlée de déchets chimiques, suite, par exemple, au « scandale de Stolzenberg » à Hambourg⁷⁵. En 1978 – avant que n'éclate, au début des années 1980, le scandale au sujet des pratiques de déballastage en mer du Nord d'acide dilué⁷⁶ – le géant pharmaceutique et chimique Bayer AG est confronté, après l'explosion d'une cuve et un incident causé par l'échappement d'un gaz toxique dans l'entreprise de Wuppertal (Rhénanie du Nord-Westphalie), à un comité de citoyens (*Bürgerinitiative gegen Bayer-Umweltvergiftung Wuppertal*) qui organise des manifestations et des actions de protestation devant l'usine Bayer AG et incite la population à se mobiliser

principales victimes de cette pollution maritime. De nombreuses poursuites judiciaires sont entamées contre la société Chisso.

⁷³ Le thallium est un élément chimique hautement toxique. Avant que son effet cancérigène n'ait été démontré, il était utilisé dans la composition de certains insecticides et dans le poison à rat.

⁷⁴ Cf. : « Zehn Tote durch Chemie-Krebs. Schwere Vorwürfe gegen den Giganten BASF », *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ), 10.05.1979.

⁷⁵ Suite au décès d'un jeune garçon dû à une explosion provoquée par ses jeux sur un terrain de l'entreprise chimique Dr. Hugo Stolzenberg, le 6 septembre 1979, la police découvre sur les lieux accessibles au public quatre-vingts tonnes de produits chimiques dangereux, de gaz de combat et de munitions.

⁷⁶ Voir plus haut dans ce chapitre, en conclusion du passage sur les marées noires.

dans les autres villes de la région où est implantée l'entreprise (Dormagen, Cologne, Leverkusen ou Krefeld) si bien qu'un réseau régional se met en place.

En matière de pollution industrielle des cours d'eau, nombreuses sont également les mobilisations locales. Elles culminent dans les actions « Sauvez l'Elbe » (*Aktionsgemeinschaft Rettet die Elbe*) et « Sauvez le Rhin » (*Aktionsgemeinschaft Rettet den Rhein*), fondées respectivement en 1978 et 1980. Celles-ci engagent de nombreux comités et associations riveraines, notamment les associations de pêcheurs, contre la pollution des fleuves causée par le manque de stations d'épuration dans les villes qu'ils traversent, par les rejets industriels⁷⁷ et agricoles et par le trafic fluvial. Pour le Rhin, les plaintes se dirigent également contre les Mines de Potasse d'Alsace qui augmentent la salinité de l'eau⁷⁸. En RFA, les entreprises du géant pharmaceutique et chimique Bayer AG situées au bord du fleuve, font particulièrement l'objet de plaintes. Entre le 25 juin et le 11 juillet 1980 par exemple, puis dans les mois qui suivent, une embarcation « laboratoire » de l'association *Reinwasser* (« eau propre ») navigue ainsi sur le Rhin de Bâle à Rotterdam. Elle procède en cours de route à des analyses de l'eau, à la recherche d'agents chimiques et de métaux lourds, et va également à la rencontre des associations locales engagées dans la protection de l'environnement. Cette initiative, très médiatisée – soutenue par l'artiste Joseph Beuys lors de son passage à Düsseldorf en septembre 1981⁷⁹ – rassemble 20.000 signatures pour la protection du Rhin en 1980⁸⁰. A Hambourg, l'association « Sauvez l'Elbe » s'en prend, quant à elle, aux fabriques de l'entreprise Boehringer et aux usines du producteur de cuivre Norddeutsche Affinerie. Elle s'oppose aussi aux discours officiels de personnalités politiques locales tentant de reporter l'entière responsabilité de la pollution fluviale sur les entreprises de RDA et de Tchécoslovaquie et de s'accommoder de la situation⁸¹.

En comparaison avec la RFA, les protestations contre des pollutions d'origine industrielle dans les années 1960 et 1970, sont moins importantes en France, grâce à un concentration urbaine et industrielle plus faible qui diminue les tensions, ce qui ne signifie pas qu'elles sont inexistantes. Ainsi, un des exemples les plus célèbres de l'époque concerne le

⁷⁷ Dans ce domaine, les PCB (Polychlorobiphényles), des dérivés chimiques chlorés connus également en France sous le nom de pyralènes et utilisés dans l'industrie pour leurs qualités d'isolation électrique, de lubrification et d'inflammabilité, sont particulièrement à l'index. Ils sont utilisés également comme composants d'huiles, de soudures, de peintures, etc. Faiblement toxiques pour l'homme mais peu biodégradables, les PCB s'accumulent dans les organismes vivants, le long de la chaîne alimentaire. Présents dans les eaux fluviales, ils rendent les poissons impropres à la consommation. Ils ont cessé d'être produits en France dans les années 1980.

⁷⁸ Cf. : Chapitre 2, point 1-2-3.

⁷⁹ Cf. : « Joseph Beuys bei der Aktion 'Rettet den Rhein' », *Rheinische Post*, 29.09.1981.

⁸⁰ Voir par exemple à ce sujet : « Krebs-Substanzen im Rhein entdeckt. Strafantrag gegen 14 Chemiefirmen », *Abendzeitung*, 5.08.1980.

⁸¹ Cf. : L'association *Rettet die Elbe e.V.* existe toujours. Voir son site Internet sur : <http://www.rettet-die-elbe.de/> [réf. du 17.03.2008].

problème des « boues rouges »⁸² en Alsace et en Haute-Normandie. Des comités de protestation se créent en effet localement pour attirer l'attention sur les problèmes de sulfates ferreux produits par les usines chimiques Thann et Mulhouse à Thann, près de Mulhouse (Bas-Rhin), ainsi qu'au Havre (Seine-Maritime). Les rejets des eaux résiduaires de la production de dioxyde de titane, contenant notamment de l'acide sulfurique et du sulfate de fer, polluent la baie de Seine ainsi que les eaux souterraines en Alsace. La situation est particulièrement tendue en Seine-Maritime car des locaux de l'usine se trouvent dans le marais du Hode, zone de prairies alluvionnaires prisée pour sa faune et sa flore et exploitée pour l'élevage. En 1976, les éleveurs et agriculteurs de la région fondent ainsi une association, le Groupement des exploitants des prairies alluvionnaires de la Seine, pour défendre leurs intérêts et demander le classement de l'estuaire de la Seine en réserve naturelle⁸³ tandis que les marins pêcheurs portent plainte. En 1984, la Cour d'appel de Rouen reconnaîtra l'existence d'un préjudice écologique pour la pollution de la Baie de Seine. Ce sera la seconde fois après l'affaire des boues rouges rejetées par l'entreprise Montedison au large des côtes corses (1977)⁸⁴.

L'entreprise Pechiney-Ugine-Kuhlmann (PUK), l'un des plus puissants groupes industriels français dans les années 1970 avec 75 sociétés filiales et 82.000 salariés, est également considérée par certains, à cette époque, comme le premier pollueur de l'Hexagone. Les rejets de fluor⁸⁵ de ses usines de la vallée de la Maurienne (Savoie) et du plateau de Lannemezan (Hautes-Pyrénées), tout comme ses mines de bauxite⁸⁶ à ciel ouvert dans le massif des Alpilles (Bouches-du-Rhône), font tout particulièrement l'objet de protestations publiques⁸⁷. PUK répond aux critiques en s'engageant vis-à-vis du gouvernement, dans un contrat antipollution signé le 25 juillet 1975, à réduire les nuisances de ses usines anciennes

⁸² Définition formulée plus haut dans ce chapitre, au point 1-1-3.

⁸³ Le marais du Hode sera classé réserve naturelle en 1997. En décembre 1978, dans le souci de préserver à la fois la qualité de l'environnement et le développement de l'activité industrielle, un Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles est créé en Basse-Seine. Regroupant des représentants de l'Etat, des collectivités locales et territoriales, des activités socio-économiques ainsi que des associations de protection de la nature, il est avant tout chargé de veiller à la réduction de la pollution de la Seine et en particulier à la baisse des rejets de l'usine Thann et Mulhouse du Havre. Cf. : « Le programme d'action du Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles en Basse-Seine » in : Ifremer, *La Baie de Seine. Actes du colloque national du CNRS à l'université de Caen, 24-26 avril 1985*, Brest, Ifremer, 1986, p. 501-504.

⁸⁴ Le 16 janvier 2008, le principe de préjudice écologique sera également reconnu dans l'affaire de la marée noire causée par l'Erika en décembre 1999.

⁸⁵ Le fluor fait partie de la famille des halogènes. C'est le plus électronégatif et le plus réactif de tous les éléments chimiques. Il se présente sous la forme d'un gaz jaune verdâtre. Son inhalation est très nocive et il réagit avec brutalité sur les composés organiques et certains dérivés minéraux ce qui en fait un produit dangereux.

⁸⁶ La bauxite est une roche sédimentaire composée surtout d'alumine, avec oxyde de fer et silice, exploitée comme minerai d'aluminium. L'aluminium est extrait de la bauxite grâce à un procédé d'électrolyse qui émet des gaz polluants comme le dioxyde et le monoxyde de carbone ou des fluorures gazeux.

⁸⁷ Voir à ce sujet l'article « Le roi de la grosse casse » sur « le premier pollueur de France » in : *Le Sauvage*, n° 11, mars 1974, p. 15-18.

dans toutes les branches du groupe (acier, électrométallurgie, aluminium, chimie, cuivre, mines, nucléaire, produits spéciaux)⁸⁸. Toutefois, en juillet 1976, PUK, et plus précisément son usine de produits chimiques de Pierre-Bénite (département du Rhône), est de nouveau au cœur de protestations suite à un défaut de conception qui entraîne le déversement de vingt tonnes d'acroléine⁸⁹ dans le Rhône, détruisant la faune et la flore sur une distance de 80 kilomètres. Des poursuites sont entamées par l'association Union des consommateurs du Rhône, tout comme par le Mouvement écologique Rhône-Alpes (MERA) et l'Association pour la défense de la nature et la lutte contre les pollutions de la vallée du Rhône⁹⁰.

Evoquons également les protestations des riverains et des pêcheurs de l'Orne – un modeste affluent de la Moselle – contre leurs propres communes non équipées de stations d'épuration et contre le groupe Sacilor⁹¹. Celui-ci exploite à Gandrange (Moselle) des mines de fer, des cokeries, des hauts fourneaux, des aciéries et des laminoirs qui déversent en moyenne en 1975 vingt-huit tonnes de boues diverses, dix-sept tonnes d'hydrocarbures et de goudrons, quatre tonnes d'ammoniaque et 1,5 tonne de cyanure dans l'Orne par jour. L'entreprise, qui pollue autant selon les estimations que 310.000 habitants, s'engage en 1975 à réduire ses rejets qui contaminent également la Moselle et provoquent des protestations dans le reste de la Lorraine, en aval de la zone industrielle⁹².

Enfin, à Marckolsheim (Bas-Rhin), les partisans de la « rhurification » de l'Alsace décident en 1974 de la construction d'une usine de stéréates de plomb, provoquant une levée de boucliers au sein de la population locale et chez les écologistes. Plusieurs comités de défense français et allemands s'investissent dans le conflit, notamment les militants du Pays de Bade engagés à cette époque dans la lutte contre la centrale nucléaire de Wyhl (Bade-Wurtemberg), située à quelques kilomètres de là, juste de l'autre côté de la frontière⁹³. A partir du 20 septembre 1974, non sans échos des deux côtés de la frontière, le terrain est occupé par les opposants à l'industrie polluante⁹⁴. Cette mobilisation est l'un des premiers grands succès pour les résidents et les écologistes alsaciens dans la mesure où le gouvernement français finit par interdire la construction de l'usine, le 25 février 1975⁹⁵.

⁸⁸ Cf. : « Pechiney-Ugine-Kuhlmann ira au rapport tous les ans », *Le Monde*, 25.07.1975.

⁸⁹ L'acroléine est une substance chimique extrêmement toxique et inflammable utilisée notamment pour la production de matières plastiques et de parfums, ainsi que dans de nombreuses synthèses organiques.

⁹⁰ Cf. : « Pechiney-Ugine-Kuhlmann est condamné », *Le Monde*, 09.11.1977.

⁹¹ Sacilor fait aujourd'hui partie du groupe sidérurgique européen ArcelorMittal.

⁹² Cf. : « Sacilor a promis de ménager sa rivière », *Le Monde*, 29.01.1975

⁹³ Sur les manifestations antinucléaires à Wyhl, voir plus loin dans ce chapitre, le point 3-3-1.

⁹⁴ Voir à ce sujet : « SOS Marckolsheim » in : *Le Sauvage*, n° 18, octobre 1974, p. 24-27.

⁹⁵ Cf. : « Two Rhine Villages Succeed in Halting Industrial Invasion », *Herald Tribune*, 05.03.1975. A partir de 1990, les discussions reprennent suite à l'autorisation donnée par l'Elysée pour l'implantation d'une usine autrichienne de production d'acide citrique dans la forêt de Marckolsheim. Pour un survol de l'ensemble du conflit, voir par exemple : « L'Elysée : M. Mitterrand aime bien les arbres d'Alsace », *Le Monde*, 21.07.1990 et « Alsace : verts de rage », *Le Point*, 30.07.1990.

Toutefois, cette victoire est très liée à l'intervention contre le projet du gouvernement fédéral allemand et du ministre-président du Bade-Wurtemberg, Hans Filbinger (1913-2007)⁹⁶.

Si ces pollutions et ces « délits » écologiques ne bénéficient pas toujours d'une audience nationale, ils contribuent localement à susciter des prises de conscience devant les désagréments qu'ils suscitent pour les populations et l'environnement local, surtout dans certaines régions en RFA où les sources de pollution sont si proches les unes des autres qu'elles finissent par se rejoindre, provoquant un véritable phénomène d'encerclement.

1-3 La peur des contaminations radioactives

1-3-1 Three Miles Island, 1979

Le 29 mars 1979, le cœur de la centrale nucléaire civile américaine de Three Miles Island, près de Harrisburg en Pennsylvanie, insuffisamment refroidi suite à plusieurs incidents d'exploitation et défaillances techniques non prévues, entraîne la fusion d'une partie du combustible. L'incertitude technique règne pendant plusieurs jours et la population locale est terrorisée par des informations contradictoires, une carence en connaissances au sujet des émissions radioactives et la peur qu'une bulle d'hydrogène prisonnière du réacteur nucléaire n'explose. L'évacuation massive de la région est envisagée, avant que la situation ne soit reprise en main et que le danger soit écarté.

L'incident, même s'il ne fait aucune victime, constitue la pire crise nucléaire vécue par la population américaine au XX^{ème} siècle. Curieusement, il est arrivé quelques jours après la sortie du *Syndrome Chinois*, film hollywoodien dans lequel jouait d'ailleurs l'actrice Jane Fonda, future militante écologiste. Le film envisage exactement le même type d'incident technique qu'en Pennsylvanie et tourne à la catastrophe⁹⁷. Les pires hypothèses circulent alors sur l'issue de la situation et cet incident entraîne de par le monde une vague de rejet vis-à-vis de l'industrie nucléaire. Dans la mesure où nous consacrons un chapitre à part aux mouvements d'opposition au nucléaire dans les années 1970 en France et en Allemagne⁹⁸, nous nous limiterons ici à analyser les échos de l'accident « majeur » de Pennsylvanie au sein de l'opinion publique des deux pays.

⁹⁶ Au sujet du rôle de l'Allemagne dans ce conflit en 1975, voir : Dieter Rucht, *Von Wyhl nach Gorleben*, op. cit., p. 84.

⁹⁷ Cf. : Le film *Syndrome Chinois* peut être visionné sur le site Internet suivant : http://www.dissident-media.org/infonucleaire/tmi_25.html [réf. du 23.03.2008].

⁹⁸ Voir dans ce chapitre, le point 3.

L'accident de Three Miles Island est un coup médiatique qui tombe mal pour le gouvernement français : le comité interministériel devait justement prendre, début avril, des mesures d'accélération du programme nucléaire, annoncées début mars par le président de la République⁹⁹. De plus, la population apprend par l'intermédiaire des médias que plusieurs des centrales nucléaires françaises en fonctionnement utilisent le même procédé d'eau pressurisée que la centrale américaine en question (Chooz dans les Ardennes, Fessenheim dans le Haut-Rhin et Bugey dans l'Ain) et qu'en dehors du surgénérateur de Creys-Malville (Isère), tous les réacteurs en construction ou en projet en 1979 sont de ce type¹⁰⁰. Dans toutes les régions où doivent être installées des centrales – notamment en Bretagne, dans le Languedoc-Roussillon et dans le Nord – de vives protestations s'élèvent en raison de l'accident de Pennsylvanie, la population s'organise en comités et associations, signe des pétitions et manifeste pour faire changer d'avis le gouvernement et certaines autorités locales.

Le dimanche 1^{er} avril 1979, alors qu'en Pennsylvanie, la confusion règne encore car l'issue de l'accident nucléaire n'est pas certaine – les curés des paroisses ont reçu l'autorisation de donner une absolution générale aux fidèles¹⁰¹ – le premier ministre Raymond Barre annonce qu'il n'y aura pas de remise en cause du programme énergétique électronucléaire français après l'accident de la centrale américaine¹⁰². Dans les jours qui suivent, il se veut rassurant et s'attache à mettre en avant : « un très haut niveau de sûreté (...) dans la conception et l'exploitation » des installations nucléaires françaises¹⁰³. Le ministre de l'Industrie, André Giraud, déclare de son côté à la presse :

« L'électricité d'origine nucléaire apparaît aussi nécessaire à notre équilibre énergétique qu'elle l'était avant. Et du point de vue de la sécurité, il faut tout de même rappeler qu'il n'y a pas eu la moindre victime à Harrisburg, bien que l'accident ait été du type le plus grave et le plus dangereux qui puisse arriver à une centrale. »¹⁰⁴

Sûr de lui, il avait annoncé dès le 31 mars :

« Les accidents du type de celui de Three Miles Island sont pris en compte dans la conception des centrales françaises. Nos centrales doivent pouvoir contenir des émissions de

⁹⁹ Cf. : Editorial du *Monde*, 1-2.04.1979. Voir à ce sujet, dans ce chapitre, le point 3-1-1.

¹⁰⁰ Cf. : *Le Monde*, 3.04.1979, p. 15-16. Pour plus de précisions, voir également dans ce chapitre, le point 3-1-1.

¹⁰¹ Cf. : Patrick Lagadec, *Le risque technologique majeur. Politique, risque et processus de développement*, op. cit., p. 143.

¹⁰² Interview au Club de la Presse d'Europe 1, 1.04.1979.

¹⁰³ Cf. : Conseil des Ministres du 4 avril 1979, Secrétariat Général du Gouvernement, *Regards sur l'actualité*, 4.04.1979.

¹⁰⁴ Cf. : *Le Matin*, 2.04.1979.

radioactivité même dans le cas de tels accidents. De plus, la centrale américaine comporte un appareil qui s'est avéré défaillant et qui est très différent sur les centrales françaises. »¹⁰⁵

Dans différents médias, les scientifiques français opposés à l'énergie atomique dénoncent le refus du gouvernement de développer une réflexion sur les dangers réels des centrales nucléaires :

« Aux Etats-Unis, les informations se succèdent, très rapidement, des mesures sont envisagées pour les autres centrales du même type ou de type similaire, la NRC [Commission de Réglementation Nucléaire, N.d. C.C.], les constructeurs, exploitants, engagent des études remettant en cause la conception actuelle de la sûreté des centrales nucléaires. En France, la satisfaction de soi, la béatitude ou l'indifférence semblent régner au niveau des instances dirigeantes. On confirme l'engagement accéléré de tranches supplémentaires ! (...) Alors, c'est le pari, la tête dans le sable. Vis-à-vis de l'exportation, si nous voulons nous ouvrir d'autres marchés que l'Afrique, il faut montrer que chez nous il n'y a pas de problèmes, que les 'Américains' sont des ânes, que notre technique est au point ! »¹⁰⁶

Dans les pages « Débat nucléaire » et à la « Une » du *Monde*, les personnes qui contestent la politique énergétique nationale se voient offrir en avril 1979 de larges colonnes. Le 4 avril 1979, par exemple, Pierre Viansson-Ponté, célèbre éditorialiste du journal, donne en première page son avis sur la question :

« Et, sans attendre, décidé à rassurer à tout prix, le ministre français de l'Industrie, relayé par tous les défenseurs des centrales, assure que la France est à l'abri de pareille catastrophe, que le dispositif de sécurité qui s'est montré défaillant en Pennsylvanie est très différent et fonctionnerait à coup sûr. M. Barre, qui n'en sait pas plus que vous et moi, mais fait confiance les yeux fermés aux techniciens, leur emboîte aussitôt le pas. »¹⁰⁷

Allant dans le même sens que beaucoup de sociétés de protection de la nature comme du groupe pionnier d'écologistes militants Les Amis de la Terre¹⁰⁸, le premier secrétaire du PS, François Mitterrand, « réaffirme qu'il était partisan d'un référendum au sujet du nucléaire afin, notamment, d'organiser le débat nécessaire dans le pays. »¹⁰⁹ Plusieurs organisations d'extrême gauche, le PSU, la Ligue communiste révolutionnaire, l'Organisation communiste du travail et les Comités communistes pour l'autogestion appellent à une manifestation « contre le programme nucléaire du gouvernement français ».¹¹⁰ Les conclusions d'Olivier Chevillon dans *Le Point* résument la situation en quelques phrases :

¹⁰⁵ Cf. : *Dépêche de l'AFP*, 31.03.1979.

¹⁰⁶ Cf. : Editorial de *La Gazette nucléaire*, n° 26/27, mai-juin 1979.

¹⁰⁷ Cf. : Pierre Viansson-Ponté, « L'erreur humaine », *Le Monde*, 04.04.1979, p. 1.

¹⁰⁸ Cf. : Chapitre 4, point 2-1-4.

¹⁰⁹ Cf. : Propos rapportés dans *Le Monde*, 3.04.1979, p. 15.

¹¹⁰ Cf. : *Le Monde*, 6 puis 7.04.1979, p. 12.

« Le tort de maints experts nucléaires (et de M. Barre l'autre dimanche) aura été de combattre les visions d'apocalypse par d'arrogantes certitudes. En niant la marge de risque (alors que toutes les aventures humaines en comportent une), ils alimentent l'angoisse au lieu de la calmer. »¹¹¹

En RFA, l'accident de Harrisburg donne un élan nouveau et des arguments aux adversaires de l'énergie nucléaire lancés depuis la mi-mars dans « la bataille de Gorleben » et à l'origine de plusieurs manifestations et confrontations. Il s'agit pour eux de protester contre la construction, sur cette commune de Basse-Saxe proche de Hanovre, d'un complexe de retraitement et de dépôt de déchets radioactifs. Le 31 mars 1979, à Hanovre, une manifestation est organisée contre « l'économie du plutonium » : des marches sont accomplies pour souligner l'importance de l'accident de Pennsylvanie, dire « non » au projet de Gorleben en particulier, et au nucléaire en général¹¹². Le 2 avril, 50.000 personnes sont présentes pour le rassemblement de Hanovre ; on compte 5.000 opposants à Hambourg et 5.000 à Francfort, le 9 avril¹¹³. Au sein de la sphère politique, on assiste, comme en France, à des prises de position refusant toute remise en question de la politique énergétique du pays. Le chef du gouvernement de Basse-Saxe, Ernst Albrecht (CDU), s'illustre à ce titre dans la presse :

« Interrogé au sujet de l'accident nucléaire aux Etats-Unis, le ministre exclut en grande partie un tel incident dans les centrales nucléaires de la République fédérale d'Allemagne, dans la mesure où ici, le refroidissement d'urgence ne peut pas être arrêté simplement à la main, comme cela s'est passé à Harrisburg. »¹¹⁴

Le cabinet social-libéral du chancelier Schmidt réaffirme son attachement à la politique nucléaire perçue, à l'image de la France, comme un besoin national mais fait savoir qu'il prend « très au sérieux » les profondes inquiétudes que nourrit l'opinion publique suite à l'accident de Three Miles Island¹¹⁵. Un large débat éclate alors entre les responsables politiques du pays. Le parti libéral (FDP), qui cherche à s'affirmer au sein de la coalition ainsi que sur l'échiquier politique, multiplie au plus haut niveau les critiques contre tous les projets nucléaires. Le ministre fédéral de l'Intérieur, Gerhart Baum (FDP), responsable à ce titre de la

¹¹¹ Cf. : *Le Point*, 6.04.1979.

¹¹² La manifestation regroupe entre 40.000 (selon la police) et 100.000 personnes (selon les organisateurs). Voir : *Frankfurter Rundschau*, 2.04.1979, p. 1.

¹¹³ Cf. : *Frankfurter Rundschau*, 9.04.1979, p. 9.

¹¹⁴ « Angesprochen auf den Reaktorunfall in den USA schloß der Minister einen solchen Störfall bei bundesdeutschen Atomkraftwerken weitgehend aus, da man hierzulande die Notkühlung nicht einfach mit der Hand abstellen könne, wie es in Harrisburg geschehen sei. » Propos rapportés par le *Frankfurter Rundschau*, 2.04.1979, p. 1.

¹¹⁵ Propos du porte-parole du gouvernement fédéral, Klaus Bölling, rapportés par le *Frankfurter Rundschau*, 3.04.1979, p. 1-2.

sécurité liée à l'énergie nucléaire, adopte ainsi une position critique vis-à-vis de la politique du gouvernement et se demande si :

« compte tenu de la comparaison entre les dangers liés à l'énergie atomique et les risques liés aux autres formes d'énergie, l'utilisation de l'énergie atomique est indispensable. »¹¹⁶

Il considère tout au long de cette crise comme « envisageable » que le gouvernement renonce au nucléaire.

Au SPD, les « *Jusos* » (jeunes sociaux-démocrates) exigent l'arrêt complet des centrales nucléaires, tandis que les sociaux-démocrates dans leur ensemble hésitent entre idéologies et tactiques politiques, le risque étant de voir l'opposition au nucléaire récupérée par l'opposition conservatrice. L'ancien chancelier Willy Brandt (SPD) appelle pour sa part à une « nouvelle réflexion sur l'option de l'énergie nucléaire »¹¹⁷ tandis que le SPD de Brême s'engage contre le nucléaire et considère que « la houille devrait avoir priorité »¹¹⁸. Parallèlement à tous ces débats, les autorités tiennent à montrer qu'elles veulent être actives dans la réflexion autour du nucléaire et, début avril, de nombreuses commissions se retrouvent pour débattre sur le sujet¹¹⁹. Environ deux semaines après l'accident de Pennsylvanie, le gouvernement réaffirme qu'il est impensable que le pays renonce au nucléaire, il met toutefois en place un large programme d'économie d'énergie pour réduire en premier lieu la consommation liée aux automobiles et au chauffage¹²⁰.

Tout au long de ces jours d'interrogation sur l'avenir du nucléaire, le *Frankfurter Rundschau* revient régulièrement sur le fait qu'en France, le gouvernement renforce son programme atomique et n'invite pas à un débat national. Le quotidien met par là l'accent sur ce qui fait à cette époque la différence, de façon globale, entre la gestion allemande et la gestion française des crises liées à des risques technologiques, présentant des dangers aussi bien pour l'homme que son environnement. Les exemples des importantes marées noires et de l'accident nucléaire de Three Miles Island sont particulièrement le reflet de deux modes d'approches, aux antipodes l'un de l'autre.

Le gouvernement allemand ou les autorités compétentes tendent en effet à mettre en place, en réponse aux graves accidents environnementaux qui ont lieu de par le monde, des

¹¹⁶ « ob angesichts der Abwägung der Gefahren der Kernenergie mit den Risiken anderer Energieformen die Nutzung der Kernenergie unverzichtbar ist », propos rapportés par le *Frankfurter Rundschau*, 6.04.1979, p. 1.

¹¹⁷ Propos rapportés par le *Frankfurter Rundschau*, 2.04.1979, p. 2.

¹¹⁸ Cf. : *Ibid.*

¹¹⁹ Entre autres : la Commission pour la sécurité des réacteurs, la Commission fédéro-régionale pour l'énergie nucléaire, l'ensemble du cabinet de Gerhart Baum. Voir : *Frankfurter Rundschau*, 04.04.1979, p. 1-2.

¹²⁰ Cf. : *Frankfurter Rundschau*, 10.04.1979, p. 1-2.

débats publics ainsi que des mesures de protection environnementale, dans une perspective de prospection. Une partie de la population, selon son bon droit, s'interroge sur ces accidents et sur la politique publique allemande en la matière, soucieuse d'éviter dans le pays de tels problèmes. En France, où des catastrophes environnementales ont eu lieu, les avancées en matière de réduction des risques, du moins sur les grands sujets médiatiques, se développent dans un climat d'opposition entre une partie de la population et les autorités, celles-ci étant en partie suspectées de ne pas s'engager entièrement sur le sujet et d'attendre les accidents avant d'agir.

En ce sens, la légendaire « mentalité contestataire » française ne peut être que ravivée, sur les questions environnementales, par une telle situation. Cela explique en partie le dynamisme, en France, dès les années 1970, des manifestations et organisations pour la défense de l'environnement. Ce dynamisme s'exprime toutefois ponctuellement et au cas par cas, tandis qu'en Allemagne, les attentes écologiques d'une partie de la population semblent se développer parallèlement aux réflexions menées par les autorités, dans un climat plus solidaire. Patrick Lagadec, chercheur à l'école polytechnique et auteur du concept de « Risque Technologique Majeur » vulgarisé dans les années 1980, parle au sujet du manque d'interaction entre la population et les pouvoirs publics, de « temps du tabou » en France, jusqu'au début des années 1980 :

« La sécurité est un domaine tabou : on ne parle pas des risques, surtout s'ils peuvent sortir de l'enceinte industrielle et concerner la population en général. Le tampon « Confidentiel » marque la plupart des rapports – quand ils existent. Le monde académique n'est pas plus ouvert à ces questions : elles rentrent trop mal dans les cadres disciplinaires établis et les traiter supposerait d'engager quelque forme de contact avec le milieu industriel, autre interdit de l'époque. »¹²¹

En comparaison, l'Allemagne semble vivre ces premiers chocs environnementaux qui ont lieu hors de ses frontières de façon beaucoup plus constructive, dans un climat de discussion et de recherche de solution.

1-3-2 Le cas des essais nucléaires dans l'atmosphère

Enfin, les essais nucléaires, dont on mesure peu à peu les dangers, font également l'objet de contestations. Dans ce domaine, le gouvernement français se retrouve critiqué par une partie de la population française, mais aussi allemande.

¹²¹ Cf. : Patrick Lagadec, *Risques, crises et responsabilité*, plaquette de présentation de son travail scientifique, p. 2. Voir également : *Le risque technologique majeur. Politique, risque et processus de développement*, Paris, Oxford/New York, Pergamon Press, 1981 et sa variante grand public : *La civilisation du risque*, Paris, Seuil, 1981.

Rappelons qu'avant de ratifier, en avril 1998, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), la France a mené 210 essais nucléaires entre 1960 et 1996 pour mettre au point sa bombe atomique. Notamment en raison des problèmes écologiques liés aux explosions nucléaires, des traités internationaux ont été créés visant à limiter, puis à interdire les essais nucléaires en conditions réelles. Le premier d'entre eux, le Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires, qui interdit les essais nucléaires dans l'atmosphère et sous l'eau, est signé le 5 août 1963 à Moscou par les Etats-Unis, l'Union soviétique et le Royaume-Uni, mais ni par la France ni par la Chine. La France ne ratifie pas non plus, en 1974, le Traité sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires, ni en 1976, le Traité sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques¹²². Sur les 543 essais nucléaires conduits de par le monde dans l'atmosphère, la France – derrière les Etats-Unis et l'URSS – est à l'initiative de cinquante. Alors que le Royaume-Uni (1958), comme les Etats-Unis et l'URSS (1962), ont rapidement cessé toute explosion nucléaire expérimentale dans l'atmosphère, la France continue à faire ce genre d'essais jusqu'en 1974¹²³.

Les essais nucléaires atmosphériques sont ceux qui retiennent prioritairement l'attention de l'opinion publique au regard des incidences environnementales et sanitaires. Ils sont en effet considérés comme les plus dangereux, car les matières radioactives sont plus facilement dispersées par le vent que dans le cas d'essais sous terre ou sous l'eau. Ils sont également beaucoup plus spectaculaires. La France procède ainsi en tout à quatre essais aériens en 1960-1961 à Reggane, au centre du Sahara (Algérie) et surtout, à quarante-six essais en Polynésie entre 1966 et 1974, sur les atolls de Mururoa et de Fangataufa – le premier essai d'une bombe à hydrogène ayant lieu le 14 août 1968¹²⁴.

Pendant cette période, aucune expertise n'est rendue publique sur les répercussions des essais nucléaires français à l'égard des populations et de l'environnement¹²⁵. Ceux effectués dans le désert algérien entre 1960 et 1966 sont même tenus secrets et aucune

¹²² Signé par l'Union soviétique et les Etats-Unis, le 3 juillet 1974, le Traité sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires (*Threshold Test Ban Treaty*) interdit les essais d'armes nucléaires dont la puissance est supérieure à 150 kilotonnes. Le Traité sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques (*Peaceful Nuclear Explosions Treaty*), signé par ces deux mêmes Etats le 28 mai 1976, vise à interdire les explosions individuelles supérieures à 150 kilotonnes et les explosions multiples supérieures à 1,5 mégatonne.

¹²³ Après cette date, la France ne conduira plus que des essais souterrains, notamment en 1995 lors de la dernière campagne d'essais nucléaires dans le Pacifique réalisée sous la présidence de Jacques Chirac.

¹²⁴ Sur les essais nucléaires français entre 1960 et 1996, voir par exemple : Christian Bataille, Henri Revol, *Rapport sur les incidences environnementales et sanitaires des essais nucléaires effectués par la France entre 1960 et 1996 et éléments de comparaison avec les essais des autres puissances nucléaires*, Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques, enregistré à la présidence de l'Assemblée nationale le 5 février 2001.

¹²⁵ La création d'une commission d'enquête sur les éventuels risques pour l'environnement des essais nucléaires français entre 1960 et 1996 n'aura lieu qu'en 2000.

information n'est diffusée à l'époque sur leur nombre et leur nature – alors qu'en 1960, après les premiers tirs « Gerboise », le rapport annuel du CEA signale l'existence d'une « zone contaminée » de 150 km de long environ¹²⁶. Des missions scientifiques ne sont envoyées en Polynésie que dans les années 1980 et 1990¹²⁷. De plus, les instances étrangères aux armées françaises et au CEA qui observent les retombées sanitaires et écologiques des essais nucléaires français au-dessus du Pacifique ne sont, à l'époque, pas alarmistes¹²⁸.

Ainsi, en 1973, l'*Atomic Weapons Tests Safety Committee* australien estime que les essais nucléaires atmosphériques français dans le Pacifique ne constituent pas un danger pour les populations des pays intéressés. En 1972, une commission scientifique des cinq pays andins conclut que : « dans le domaine écologique, maritime et terrestre, il a été vérifié que la contamination radioactive n'est pas significative ». En 1973, le *National Radiation Advisory Committee* australien et son homologue néo-zélandais en arrivent à la même conclusion. Enfin, en 1983, la mission scientifique française dirigée par le célèbre vulcanologue Haroun Tazieff, alors Commissaire à l'étude et à la prévention des risques naturels majeurs, estime également que :

« les explosions aériennes ont introduit dans l'atmosphère, l'océan et tous les organismes vivants, en particulier marins, une radioactivité significative mais non préoccupante au point de vue sanitaire. (...) Depuis que les explosions sont souterraines, la contamination radioactive de l'environnement est devenue quasiment nulle à court terme »¹²⁹.

Ces rapports et expertises rassurants sont volontiers cités par les autorités françaises. Pour le reste, au nom du « secret-défense », le gouvernement français se refuse à plus de transparence. Dans les années suivant les tests nucléaires, les militaires ayant participé aux opérations, comme les populations locales, ne présentent pas non plus massivement de symptômes particuliers alarmants¹³⁰.

Il n'en demeure pas moins que, dès les années 1960, une partie de l'opinion publique reste sceptique quant à la banalité pour les populations et l'environnement de ces opérations militaires. Celle-ci est informée notamment grâce à des activistes néo-zélandais de

¹²⁶ Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques, *L'évaluation de la recherche sur la gestion des déchets nucléaires à haute-activité – Tome II : les déchets militaires*, Rapport 179, 1997/1998, 2^{ème} partie, chapitre II, sans indication de pages.

¹²⁷ Cf. : Mission Tazieff en 1982, mission Atkinson en 1984, mission Cousteau en 1987, mission AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) en 1991.

¹²⁸ Les informations suivantes sont rapportées in : Christian Bataille, Henri Revol, *Rapport sur les incidences environnementales et sanitaires des essais nucléaires effectués par la France entre 1960 et 1996 et éléments de comparaison avec les essais des autres puissances nucléaires*, op. cit., p. 74.

¹²⁹ Cf. : Interview avec Haroun Tazieff, octobre 1982, citée in : *Ibid.*, p. 75.

¹³⁰ Voir pour les années suivantes : Bruno Barrillot, *Les irradiés de la République. Les victimes des essais nucléaires français prennent la parole*, Ed. CDRPC/GRIP/Éditions Complexe, novembre 2003. Voir aussi, du même auteur : *Les essais nucléaires français, Conséquences sur l'environnement et la santé*, Centre de Documentation et de Recherche sur la Paix et les Conflits, Lyon, 1996.

l'association *Peace Media*, soutenue par la branche canadienne de l'organisation internationale *Greenpeace*, qui s'opposent aux essais nucléaires en Polynésie, contredisent les conclusions résolument optimistes des autorités françaises et cherchent à capter l'attention du public par des opérations sensationnelles. Ainsi, en avril 1972, *Peace Media* et *Greenpeace* envoient près de Mururoa un voilier avec six hommes à bord qui permet de retarder un essai nucléaire¹³¹. En mars 1973, une nouvelle opération du même type, assortie d'une demande de moratoire sur le nucléaire, est conduite avec un autre voilier, le *Fri*, qui compte alors treize hommes à bord dont un Français et un Allemand¹³². En France, les pouvoirs publics tentent de limiter les protestations, même si celles-ci sont peu nombreuses, et les médias parlent peu de ces mobilisations. Néanmoins, la participation de plusieurs Français à la seconde expédition qui rejoint le *Fri*, et d'autres bateaux contestataires, en juin 1973 près de Mururoa, n'est pas sans échos dans le pays. Font notamment partie de cette aventure : Brice Lalonde, alors président des Amis de la Terre¹³³, ainsi que le prêtre et militant pacifiste Jean Toulat (1915-1994) qui sera très actif dans les mouvements écologistes des années 1970, et le philosophe, spécialiste de la non-violence, Jean-Marie Muller (*1939). Parallèlement, un « bataillon de la paix », animé par des personnalités comme Jean-Jacques Servan-Schreiber (1924-2006), fondateur de *L'Express* et alors député à l'Assemblée nationale, soutient également le mouvement d'opposition et contribue à alimenter la méfiance de la population à l'égard des essais nucléaires¹³⁴. Ces opposants remettent notamment en cause les propos rassurants du gouvernement parce que les populations locales habitant dans les périmètres de sécurité sont évacuées vers Tahiti juste avant les tirs, preuve que ces essais ne sont pas si anodins que cela. Des bruits circulent également sur des maladies apparues sur les atolls de Mururoa et Fangataufa juste après des explosions nucléaires.

Dans les années 1970, la presse française et allemande commence également à publier des articles sur l'état de santé des militaires américains ayant participé aux premiers tests nucléaires dans l'atmosphère à la fin des années 1940 (au niveau de l'atoll de Bikini, dans les îles Marshall) et dans les années 1950 (surtout dans le désert du Nevada aux Etats-Unis). Plus de vingt ans après les faits, nombre d'entre eux se plaignent de leucémies, de cancers et de

¹³¹ Cf. : « Un yacht contre la bombe », *Combat non-violent*, n° 21, 20.02.1973, p. 1.

¹³² Cf. : « L'avant-garde d'une nouvelle résistance se lève », *Combat non-violent*, n° 25, 15.05.1973, p. 1.

¹³³ Cf. : Chapitre 4, point 2-1-4.

¹³⁴ Cf. : Sur l'ensemble des manifestations contre les essais nucléaires à Mururoa, voir : Jean-Marie Muller, « La bombe en question », *Combat non-violent*, numéro spécial n° 35-36-37, octobre 1973. Voir également : « La force de frappe ne sert à rien », interview de Jean-Jacques Servan-Schreiber in : *Le Sauvage. Le Nouvel Observateur-Ecologie*, n° 6, septembre-octobre 1973, p. 44-46. Voir aussi la publication du journal de bord de Brice Lalonde lors de son séjour sur le *Fri* dans plusieurs numéros de *L'Express*, en octobre 1973.

problèmes cardiaques¹³⁵. En septembre 1978, les médias annoncent aussi que la population de l'atoll de Bikini, évacuée en 1946 et autorisée à revenir à la fin des années 1960, est de nouveau obligée de quitter les lieux pour des raisons de sécurité sanitaire¹³⁶. Enfin, les médias s'intéressent aux survivants des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki où, là aussi, plusieurs décennies après, la population présente de graves problèmes de santé¹³⁷.

Ainsi, les inquiétudes soulevées au sein de l'opinion publique au sujet des conséquences pour les êtres humains et la nature des essais nucléaires contribueront, au-delà des mouvements pacifistes, à renforcer la prise de conscience environnementale et à internationaliser les mouvements de protestation écologistes. Dieter Rucht souligne que ce point concerne toutefois plus la France ou les Etats-Unis que l'Allemagne, dans la mesure où celle-ci ne produit plus d'armes nucléaires à cette époque¹³⁸. Il n'en demeure pas moins, comme nous avons pu l'illustrer, que c'est un sujet présent dans la presse nationale et locale allemande. A cet égard, une partie de la population n'a pas oublié les tests nucléaires soviétiques conduits dans l'atmosphère jusqu'en 1963 – notamment au centre d'expérimentation de Semipalatinsk au nord-est du Kazakhstan et dans l'archipel de Nouvelle-Zemble dans l'océan Arctique – et dont on soupçonne que les nuages radioactifs ont atteint le territoire, créant des phénomènes atmosphériques curieux. En particulier l'explosion de la « *Tsar Bomba* », le 30 octobre 1961 dans l'archipel de Nouvelle-Zemble – qui constitue la plus forte explosion nucléaire jamais réalisée à ce jour, avec une bombe à hydrogène d'une puissance de plus de cinquante mégatonnes – a contribué à choquer l'opinion publique et à animer les débats sur les activités nucléaires du bloc soviétique et sur ses retombées en Allemagne¹³⁹. De plus, en 1977, les discussions vont également bon train outre-Rhin sur l'éventualité d'un accident nucléaire qui aurait eu lieu dans le sud-est de l'Oural, à Kyschtym, à la fin de l'année 1957 ou au début de l'année 1958, et qui aurait causé la plus large zone radioactive jamais enregistrée, comme des centaines de décès. Ces discussions font suite aux révélations d'un biochimiste soviétique immigré en Grande-Bretagne, Zhores Medvedev¹⁴⁰, et entretiennent les débats sur la capacité de Moscou à contrôler sa puissance technique et aux menaces qui en résultent pour les Etats proches¹⁴¹. Enfin, à la fin des années 1970, la RFA

¹³⁵ Sur l'état de santé des soldats américains, voir à titre d'exemple, dans la presse allemande : « Haar verloren », *Der Spiegel*, n° 37/1978 ou « Ein Gefühl der Übelkeit », *Der Spiegel*, n° 18/1979.

¹³⁶ Toujours dans la presse allemande, voir par exemple : « Ein Gefühl der Übelkeit », *Der Spiegel*, art. cit. ou : « Bikini-Atoll: noch 30 Jahre atomar verseucht », *Neue Westfälische*, 24.03.1979.

¹³⁷ Cf. : « Nagasaki strahlt noch immer », *die tageszeitung (taz)*, 12.05.1979.

¹³⁸ Cf. : Dieter Rucht, *Modernisierung und neue soziale Bewegungen*, op. cit., p. 238.

¹³⁹ Voir à titre d'exemple : « Strategie des Terrors », *Die Zeit*, 03.11.1961.

¹⁴⁰ Cf. : Zhores Medvedev, « Two decades of dissidence », *New Scientist*, 30.12.1976, p. 264 sq. puis « Facts behind the Soviet nuclear disaster », *New Scientist*, 30.06.1977, p. 761 sq.

¹⁴¹ Cf. : « Verschwieg Moskau technische Katastrophen? », *Hamburger Abendblatt*, 08.11.1976 ; « Atomarer Unfall 1958 im Uralgebiet? », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 12.01.1977 ; « Nur die Schornsteine zerstörter

observe aussi de près les retombées sur son territoire des essais nucléaires chinois, la République populaire continuant comme la France de procéder à des essais dans l'atmosphère¹⁴². En ce sens, dans les années 1970, les opinions publiques française et allemande sont bien confrontées à ces questions de sécurité liées aux essais nucléaires, aussi bien sur le plan militaire que sanitaire et environnemental.

De façon générale, ces chocs environnementaux, proches ou lointains, concrets ou redoutés, participent à un processus de mûrissement des idées écologistes. Sur ce point, la France et l'Allemagne sont toutes deux le théâtre de diverses protestations, et cela même si les motifs de « scandalisation » de la population sont parfois différents. Si l'accident du *Torrey Canyon* en 1967 est encore considéré comme un événement exceptionnel, la répétition du problème est jugée de moins en moins acceptable. Toutefois, hormis dans le cas du nucléaire sur lequel nous allons nous pencher plus longuement par la suite¹⁴³, des deux côtés du Rhin, il n'y a pas véritablement de réseaux structurés qui se forment pour protester de façon coordonnée et continue contre une situation jugée préoccupante et/ou contre les initiatives des politiques publiques, au nom d'idéaux clairement définis et de revendications politiques reflétant une réflexion globale. Les mouvements de protestations, associations et « initiatives de citoyens » qui se mettent en place localement appartiennent ainsi à la première catégorie définie par Dieter Rucht, celle des mouvements à revendication unique qui traitent d'un problème isolé, concret et actuel. Nous allons maintenant voir que sur la question de l'opposition à certaines politiques étatiques, sur le territoire allemand ou français, il n'en va déjà plus exactement de même et que là aussi, les principaux motifs de protestation diffèrent dans les deux pays.

Häuser waren geblieben'. CIA-Dokumente über angebliche Atomkatastrophe in der Sowjetunion nach langer Geheimhaltung veröffentlicht », *Frankfurter Rundschau*, 28.11.1977.

¹⁴² Cf. : « Radioaktives Jod in deutschem Gemüse », *Neue Westfälische*, 12.07.1978. Selon cet article, un test nucléaire chinois en septembre 1977 aurait contaminé les choux allemands, même si ce n'est que de façon minime et sans danger pour le consommateur.

¹⁴³ Voir dans ce chapitre, le point 3.

II L'opposition aux stratégies de l'Etat pour le contrôle de l'espace géographique

Conformément à une évolution des mentalités qui réclame une plus grande prise en compte, au sein de la société, de la qualité de vie, comme de l'épanouissement personnel et de la préservation de la vie privée, un certain nombre de décisions prises ou avalisées par les pouvoirs publics vont être ressenties par une partie de l'opinion comme blessantes et contraires à ses intérêts. Cela est particulièrement vrai au niveau des politiques d'aménagement du territoire et d'urbanisation, coordonnées par les pouvoirs publics, qui ne sont plus acceptées si facilement par une population soucieuse de préserver ou d'améliorer la qualité de vie locale. En France, ce mécontentement citoyen s'exprime avant tout vis-à-vis de grands travaux d'aménagement de l'espace, tandis qu'en Allemagne, ce sont plutôt les problèmes quotidiens d'urbanisation dans les agglomérations qui dominent.

2-1 En France : l'aménagement du territoire dans le collimateur

2-1-1 La défense du parc de la Vanoise, 1969

Dans le domaine de la préservation des espaces naturels, comme dans le cadre des marées noires, les mobilisations en France en faveur de l'environnement, nombreuses au début des années 1970, appartiennent à l'avant-garde en Europe. Dès la fin des années 1960, la mobilisation autour de la protection du Parc de la Vanoise (Savoie) a un véritable effet d'entraînement, quand, en mai 1969 – à la veille des élections présidentielles – le gouvernement remet en question l'inviolabilité du parc national, le premier en France, créé par un décret le 6 juillet 1963.

Les pouvoirs publics, à travers le conseil d'administration du parc, donnent en effet à un promoteur l'autorisation de construire un vaste complexe touristique (35.000 lits) dédié aux sports d'hiver et au ski d'été comprenant une station à l'extérieur du parc de la Vanoise, Val Thorens, ainsi qu'une station à l'intérieur de celui-ci, Val Chavière, station pour laquelle il est question de soustraire au parc de la Vanoise (56.000 hectares) une zone de 2.500 hectares. En plus des infrastructures d'hébergement, un nombre important de télécabines à fort débit, de télésièges et de téléskis, dont certains sur les glaciers, sont prévus. En échange, la zone cédée doit être classée réserve naturelle et les communes propriétaires doivent s'engager à donner au parc des terrains de taille comparable. Le conflit éclate alors entre défenseurs de

l'intégrité du parc – notamment la Fédération nationale des sociétés de protection de la nature¹⁴⁴ ainsi que plus d'une centaine d'associations – et partisans des aménagements touristiques parmi lesquels figure, entre autres, Joseph Fontanet, président du Conseil général de la Savoie ainsi que ministre de l'emploi, du travail et de la population. La « bataille de la Vanoise » s'étend sur plus de trois ans avant que finalement, à la demande de Georges Pompidou, devenu chef de l'Etat, le projet de construction à l'intérieur du parc ne soit abandonné face à la pression sociale, le 14 juin 1971.

Pendant ces trois années, les manifestants rassemblent plus de 200.000 signatures en faveur de « la sauvegarde du patrimoine naturel commun », cent huit associations déposent une motion à l'Elysée, tandis que le gouvernement constate « l'intérêt exceptionnel des équipements touristiques projetés » et que J. Fontanet déclare qu'il serait « désastreux d'opposer les impératifs de protection de la nature aux intérêts économiques et sociaux de la région »¹⁴⁵. Appuyées par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), la population se mobilise au sein d'associations françaises déjà existantes qui expriment leur désaccord sur le projet, à l'exemple du Touring-Club de France, de la Fédération française de la montagne, de la Fédération française de ski, de la Fédération de la chasse, de la Société protectrice des animaux, etc. S'ajoutent à ces associations différentes personnalités françaises ou étrangères, des syndicats – comme la CGT et la CFDT¹⁴⁶ – et au niveau des partis, le PSU (Parti socialiste unifié). On retrouve également des associations de loisirs comme l'Union de défense des pêcheurs amateurs ou des associations pour le tourisme rural ainsi que de nombreuses associations de jeunesse comme des associations de parents d'élèves, de jeunes agriculteurs ou les Scouts de France. Un Comité de défense de la Vanoise est ainsi créé afin de regrouper les voix qui s'élèvent pour protéger l'intégrité du parc. Au nom de tous, c'est lui qui s'implique dans le conflit qui les oppose aux pouvoirs publics¹⁴⁷.

Ces dizaines d'associations qui se mobilisent poursuivent certes des objectifs et intérêts multiples – environnementaux, mais également politiques ou économiques – elles placent cependant la problématique environnementale au coeur de leurs débats et en obligent plus d'un, notamment dans les syndicats et les partis politiques, à s'y confronter pour la première fois. En ce sens, la tenue des élections présidentielles au printemps 1969, au moment

¹⁴⁴ La Fédération nationale des sociétés de protection de la nature s'est créée en janvier 1969. Elle regroupe la Société nationale de protection de la nature, la Ligue de protection des oiseaux (LPO) et de nombreuses sociétés régionales ou locales.

¹⁴⁵ Citations citées dans : « La Vanoise : les chamois l'emportent sur le promoteur des neiges », *Le Monde*, 16.06.1971.

¹⁴⁶ Cf. : CGT : Confédération générale du travail (rappel : CFDT : Confédération française démocratique du travail).

¹⁴⁷ Au sujet de la mobilisation populaire lors de la défense du parc de la Vanoise en 1969, voir le chapitre « Vox populi » dans le témoignage de Jean Carlier, journaliste de R.T.L. et animateur de la campagne pour sauver le parc de la Vanoise. Cf. : Jean Carlier, *Vanoise. Victoire pour demain*, Paris, Calman-Lévy, 1972, p. 179-194.

où éclate le conflit, a permis de renforcer l'intérêt porté à la question du parc de la Vanoise, les représentants politiques, Georges Pompidou en tête, étant exhortés par les citoyens à prendre position sur le projet et cela d'autant plus que les traditionnelles associations de la nature et du monde rural représentent, à cette époque, un nombre non négligeable d'électeurs.

2-1-2 « L'affaire » du Larzac

Au début des années 1970, la « bataille de la Vanoise » pour la protection du parc naturel est rapidement relayée par une autre « lutte » d'audience nationale et souvent qualifiée d'écologiste : celle pour la préservation du Causse du Larzac (Aveyron) de l'extension du camp militaire du Larzac (3.000 hectares). Le 28 octobre 1971, Michel Debré, alors ministre d'Etat chargé de la Défense nationale, annonce en effet officiellement l'extension – maintes fois envisagée avant 1970 – du camp de passage créé en 1899 pour les unités mécanisées de l'armée de terre, et loué également à des troupes étrangères. Pour des « impératifs militaires », le camp doit ainsi être agrandi de 14.000 hectares ce qui nécessite l'expropriation partielle ou totale de cent sept exploitants agricoles. Pour justifier sa décision, l'Etat met en avant le faible peuplement du plateau et sa désertification, son faible rendement économique et la faible part du domaine privé dans la zone concernée par l'extension, rendant plus facile l'acquisition du terrain par l'Etat. Un bras de fer s'engage alors entre l'Etat d'un côté et les opposants au projet de l'autre. Il s'achèvera dix ans plus tard, le 10 mai 1981, avec l'abandon du projet par François Mitterrand, quand celui-ci est élu président de la République.

Aux agriculteurs et exploitants du Causse qui entendent protester contre les expropriations, se joignent des militants et observateurs de tous horizons politiques et géographiques qui sont attirés par un conflit représentant une sorte de modèle d'action collective¹⁴⁸. Ils font de cette lutte locale un mouvement social actif et complexe de par son éclectisme. En effet, les « paysans du Larzac » sont soutenus aussi bien par les forces syndicales, politiques et religieuses de leur région que par des mouvements anti-étatiques et libertaires, pacifistes, régionalistes et tiers-mondistes venus de toute la France et même de l'étranger. L'argument écologiste selon lequel le Larzac n'est pas un plateau désertique mais un espace naturel exceptionnel est souvent mis en avant par les uns et les autres, sans que la thématique environnementale prenne toutefois une place prédominante dans ce conflit.

Les notables politiques et la bourgeoisie industrielle sont les premiers à se mobiliser autour des exploitants du Larzac. Ils bénéficient du soutien des autorités catholiques locales à

¹⁴⁸ Cf. : Voir à ce sujet les analyses de Didier Martin in : *Le Larzac. Utopies et réalités*, Paris, L'Harmattan, 1987, p. 16 sq.

l'instar de l'abbé Jean Toulat et des évêques de Rodez et de Montpellier. Leur objectif est avant tout de conserver le contrôle des orientations économiques de la région. Leurs revendications sont ainsi politiques et professionnelles et ne se tournent pas contre l'armée en tant que telle. Ils s'attachent à démontrer la richesse du Causse en présentant la diversité de ses exploitations et entreprises, en particulier dans le domaine de la production du fromage de Roquefort. Dès le 21 janvier 1971, à l'initiative de Henri Ramade, ancien maire de Saint-Jean-de-Bruel, un des villages du Causse, une Association de sauvegarde du Larzac et de son environnement¹⁴⁹ est constituée. Elle est soutenue par la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles et, à partir de décembre 1971, par un Comité de coordination pour la sauvegarde du Larzac qui regroupe 250 associations régionales. Le 5 février 1972, un Comité départemental de sauvegarde du Larzac¹⁵⁰ est encore créé. Présidé par le président du Conseil général de l'Aveyron, Raymond Bonnefous, il regroupe les corps constitués, syndicats et initiatives locales ayant pris position contre le projet¹⁵¹. Leur action est coordonnée par un bulletin de liaison *Larzac Information*. Ils utilisent les tribunes publiques et les médias pour se faire entendre. Ainsi, le 5 novembre 1971, l'Association de sauvegarde informe l'opinion française du projet du gouvernement en publiant une annonce dans *Le Monde* d'une page entière¹⁵² et le jour suivant, 6.000 personnes manifestent à Millau, avec à leur tête des agriculteurs aveyronnais qui entendent défendre leurs intérêts.

La gauche extra-parlementaire s'intéresse également rapidement au conflit du Larzac qu'elle analyse comme une résistance à l'emprise de l'Etat sur la société civile et comme un combat pour une alternative à une vie urbaine déshumanisée. Elle s'organise, avec une partie de la gauche, au sein du Comité millavois de défense du Larzac qui regroupe le PS, le PC, la LCR, la CFDT et la CGT, et mène campagne sur le thème de la lutte contre la militarisation croissante de la société. Au sein de la gauche extra-parlementaire, le courant néo-ruraliste met en avant une image positive du paysan et de la terre génératrice de rapports sociaux différents, où le travail à la ferme et la vie près de la nature sont perçus positivement, et les notions de liberté et d'autonomie attachées à la « communauté rurale »¹⁵³. Le courant maoïste¹⁵⁴, présent au début du conflit, se mobilise au nom d'une idéologie plus révolutionnaire, cherchant à

¹⁴⁹ Intitulée par la suite : Association de sauvegarde.

¹⁵⁰ Intitulé par la suite : Comité départemental du Larzac

¹⁵¹ Cf. : Témoignage de Bernard Bouffanet : *Le Larzac veut vivre*, Paris, Daniel Mauprey Editeur, 1973, p. 122-127.

¹⁵² Cf. : « Le champ de manœuvre du Larzac passe de 3 000 à 17 000 ha ! AIDEZ-NOUS À SAUVER LE SUD-AVEYRON ! », *Le Monde*, 5.11.1971. Ce communiqué est financé par les entreprises aveyronnaises de production du roquefort.

¹⁵³ Cf. : Voir à ce sujet les analyses de Didier Martin in : *Le Larzac. Utopies et réalités, op. cit.*, p. 126-130.

¹⁵⁴ Son idéologie intègre l'exemple de la révolution chinoise, les thèses de Mao Zedong et le rôle de la paysannerie révolutionnaire.

aider les paysans du Larzac à s'unir pour être plus forts dans la lutte des classes. Par des actions violentes ou spectaculaires – ils font exploser l'hélicoptère qui orne l'entrée du camp militaire du Larzac, bloquent avec un barrage de pneus en flammes le rallye de Monte Carlo, lancent des cocktails Molotov sur la préfecture de Rodez, pratiquent le plastiquage, etc. – ils contribuent à transformer le problème local des exploitants du Causse en un véritable conflit national. Ces derniers gardent toutefois leurs distances vis-à-vis d'un courant tendant à la radicalisation, qui attire certes l'attention de l'opinion publique sur leur cause, mais avec lequel ils ne parviennent pas s'identifier et finissent par rompre tout contact. Enfin, en conséquence de l'éveil des minorités nationales au début des années 1970, un courant régionaliste se développe également à travers l'organisation Lutte occitane et s'exprime par la mise en valeur du « pays », des us et coutumes locales, comme de la langue occitane. Leur principale revendication s'exprime dans leur slogan le plus célèbre : « *Volem vivre al país* »¹⁵⁵.

Après la mise à l'écart de l'activisme d'extrême gauche en 1972, l'argumentation non-violente, introduite par Lanza del Vasto (1901-1981)¹⁵⁶ va permettre de réaliser une synthèse entre tous les mouvements d'opposition au camp militaire en effaçant au maximum les contradictions internes et sans heurter les convictions politiques et religieuses de chacun. La lutte évolue alors et se structure en véritable mouvement social basé sur les principes de désobéissance civile – au nom de la défense des intérêts légitimes et du bien commun, du « droit de vivre, de travailler et de décider au pays » – et d'autogestion – grâce à une composante libertaire qui vise à mettre en œuvre une nouvelle forme de lien social et d'existence en proposant une autre vision de l'homme.

Pendant toute cette période, des manifestations¹⁵⁷, marches pacifiques, meetings de soutien et grands rassemblements estivaux, pétitions¹⁵⁸, jeûnes, déclarations de refus (« serments des 103 ») et plantage symbolique d'arbres ont lieu à intervalles réguliers. Les habitants du plateau ouvrent un centre permanent d'information pour recevoir les visiteurs et organisent des opérations « Fermes ouvertes » pour convaincre l'opinion publique que le Larzac n'est pas un « désert de pierrailles » comme le prétendent les autorités. Des actions non-violentes spectaculaires sont menées : le 25 octobre 1972 par exemple, soixante brebis du

¹⁵⁵ Voir à ce sujet : Wanda Holohan-Dressler, *Dimension régionale des mouvements sociaux en France à travers le mouvement du Larzac*, Université des sciences sociales de Grenoble, Paris, C.O.R.D.E.S., 1975.

¹⁵⁶ Disciple de Gandhi, pacifiste et non-violent, Lanza del Vasto est aussi le fondateur et le chef spirituel des Communautés de l'Arche, fondées sur le modèle des ashrams indiens.

¹⁵⁷ A l'initiative du Comité départemental du Larzac, 15.000 personnes venues de toute la France se rassemblent à Rodez le 14 juillet 1972 pour soutenir l'action engagée contre l'extension du camp. C'est la première manifestation importante.

¹⁵⁸ Grâce à une pétition nationale, 200.000 signatures contre le projet ministériel sont réunies en 1972.

Larzac paissent pendant deux heures au pied de la Tour Eiffel, sur les pelouses du Champ de Mars ; le 7 janvier 1973, vingt-six tracteurs partent du Larzac pour une « longue marche » vers Paris qui sera bloquée à Orléans. La désobéissance civile collective s'exprime notamment par des actions de « squatterisation » des terres et bâtiments de l'armée, le blocage de véhicules et de défilés militaires, la création de Radio Larzac Libre, l'envoi de livrets militaires de militants à l'ONU (avril 1973), le soutien au procès des objecteurs de conscience. Pour créer un « espace d'autonomie », un groupement foncier agricole est mis en place, il est chargé d'acheter les terres en vente sur le plateau ; la Larzac-Université est ouverte en mai 1975 et propose des stages. L'Association pour la promotion de l'agriculture sur le Larzac se charge de mettre en valeur le territoire. Enfin un journal mensuel est imprimé, *Gardarem Lo Larzac* (juin 1975), et en 1980 le Larzac ouvre même sa propre banque, la Société Mutuelle Larzac¹⁵⁹.

L'« affaire du Larzac » naît ainsi du rassemblement, autour des exploitants du Causse, de groupements très divers qui agissent séparément et au nom d'idéologies très différentes, mais qu'un passage à la non-violence politique permet de solidariser. Il est peu exact de faire de ce conflit un exemple de lutte environnementale pour la protection d'un espace géographique en tant que tel. En quelques années, le Larzac devient bien plus le symbole des rêves contestataires et de la résistance à l'omniprésence de l'Etat et à ses stratégies de contrôle de l'espace géographique. En cela, il développe et diffuse néanmoins de nombreux thèmes post-matérialistes et libertaires chers à Mai 1968 et à l'opposition extra-parlementaire qui font partie des thèmes identificateurs des écologistes, à l'exemple de la non-violence, de la solidarité, des idées communautaires et de la démocratie directe. La défense du plateau du Larzac en tant qu'espace naturel unique est un thème parmi d'autres de la lutte. Il fait toutefois entièrement partie de l'argumentaire employé contre la décision de l'Etat et participe au mûrissement de l'idéologie écologiste en général. En Allemagne, cette lutte pour sauver le Larzac de l'emprise de l'Etat bénéficiera d'un écho très important auprès des nouveaux mouvements sociaux. Tout au long de la décennie, des centaines de jeunes Allemands se rendront dans les Causses pour prendre leur première leçon d'écologie, à l'exemple du chanteur et auteur Walter Mossmann (*1941), également activiste antinucléaire, qui s'y rend dès 1973¹⁶⁰, de l'écrivain Lothar Baier (1942-2004), spécialiste du monde francophone¹⁶¹, ou de l'étudiant Wolfgang Hertle qui fonde en 1972 le journal anarchiste *Graswurzelrevolution*,

¹⁵⁹ Nous nous référons dans ce chapitre aux travaux de Didier Martin in : *Le Larzac. Utopies et réalités*, op. cit.

¹⁶⁰ A son retour, il fera une émission radiophonique d'une heure sur le sujet, sur la *Südwestfunk*, intitulée « *Bürger Werden Initiativ* ».

¹⁶¹ Voir à ce sujet son texte sur le Larzac : « Larzac - Bericht über den Kampf französischer Bauern gegen den Kolonialismus nach innen », *Ästhetik und Kommunikation*, n° 17, 1974, p. 5-42.

forum « antimilitariste et écologiste »¹⁶². Au début des années 1970, les premières manifestations antinucléaires à Fessenheim et dans le Bugey ainsi que l'aventure autogestionnaire que traverse l'usine de montres Lip en 1973 étaient les autres grands pôles d'attraction et d'admiration en France pour ces « pèlerins » venus d'Allemagne¹⁶³.

2-1-3 L'opposition au réseau routier et autoroutier

Une autre « affaire » qui agite la France quant à l'aménagement territorial du pays est liée au lancement, par le gouvernement Chaban-Delmas, au début des années 1970, de plusieurs plans autoroutiers, notamment dans le Massif central, puis à l'échelle de la France pour rééquilibrer le réseau vers l'Ouest et le Sud-Ouest. Il découle de cette politique un certain nombre de conflits d'intérêt concernant le tracé de ces autoroutes et qui conduit plusieurs associations de résidents par exemple à évoquer des arguments en faveur de l'environnement et de la qualité de vie pour s'opposer aux projets.

En 1973 par exemple, dans les Bouches-du-Rhône, devant les protestations de résidents menacés d'expropriation et de maires de communes rurales, soutenus par Jean Anouilh, propriétaire à Sanary, mais aussi par le Parti communiste et les réformateurs, le projet de construction de l'autoroute B-52 Aubagne-Toulon, entériné par le gouvernement, est considérablement ralenti. Les opposants au projet réunis en comités, pour défendre leurs intérêts personnels, mettent en avant des arguments comme la conservation du paysage, des espaces agricoles et du bien-être de tous, et orientent le débat vers une réflexion écologique¹⁶⁴.

Le plus célèbre de tous ces conflits, au regard des polémiques qu'il suscite, est sans contexte celui lié à la construction d'une voie express sur la rive gauche de la Seine, en plein centre de Paris. Il oppose sur ce dossier des Parisiens – déjà éprouvés par la construction du quartier de la Défense, la restructuration du quartier des Halles, l'ouverture du boulevard périphérique qui est inauguré le 25 avril 1973 – au Conseil de Paris, qui a donné son aval à ce

¹⁶² Wolfgang Hertle écrira d'ailleurs sa thèse de doctorat sur ce sujet. Cf. : Wolfgang Hertle, *Larzac 1971-1981 : der gewaltfreie Widerstand gegen die Erweiterung eines Truppenübungsplatzes in Süd-Frankreich*, Kassel, Weber/Zucht, 1982. Voir également les articles publiés sur le Larzac dans le magazine *Graswurzelrevolution*, notamment dès le premier numéro : « Antimilitarismus, Kritischer Konsum, Umweltschutz, Sozialismus, Dritte Welt », *Graswurzelrevolution*, n° 0, 192, p. 6. Ce magazine existe encore à l'heure actuelle, il est consultable sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.graswurzel.net> [réf. du 1.04.2009]. Pour un autre témoignage allemand sur les luttes du Larzac, voir aussi : Heidi Burmeister, Volker Tonnätt, *Larzac : zu kämpfen allein schon ist richtig*, Frankfurt/Main, Verlag Jugend und Politik, 1981.

¹⁶³ Cf. : « Antimilitarismus, Kritischer Konsum, Umweltschutz, Sozialismus, Dritte Welt », *Graswurzelrevolution*, art. cit. Sur l'aventure autogestionnaire à Lip, voir notamment l'ouvrage de l'historien Bodo Morawe, *Aktiver Streik in Frankreich oder Klassenkampf bei LIP* (Reinbek, Rowohlt, 1974) et celui du philosophe et écrivain Arno Münster, *Der Kampf bei LIP : Arbeiterselbstverwaltung in Frankreich* (Berlin, Rotbuch Verlag, 1974).

¹⁶⁴ Cf. : « L'autoroute B-52 Aubagne-Toulon : le gouvernement choisit le tracé sud », *Le Monde*, 13.03.1973.

projet en décembre 1971, et au président de la République, Georges Pompidou, qui considère qu'il est nécessaire « d'adapter la ville à la voiture ». Si les socialistes, dans l'opposition, combattent activement cette voie rapide – Parti socialiste, PSU, Objectif socialiste – plusieurs associations participent également au mouvement de protestation, notamment la Fédération des usagers des transports, créée en janvier 1968 pour protester contre la préférence accordée par les pouvoirs publics aux transports individuels, Les Amis de la Terre¹⁶⁵, et le Comité de sauvegarde des berges de la Seine, créé pour l'occasion. Plusieurs rassemblements ont lieu en 1972, alors que le quotidien *France Soir* appelle en juin la population à « prendre le parti des amoureux de l'avenir »¹⁶⁶. Ils prennent la forme des manifestations chères à Mai 1968, à l'exemple de la grande « manif à vélo » organisée par les Amis de la Terre le 22 avril 1972 ou de celle du 10 juin, sur les rives de la Seine, au cours de laquelle 3.000 manifestants plantent de petits arbres sur la voie publique, barbotent dans le fleuve, organisent une farandole et des petits concerts¹⁶⁷.

De façon plus générale, dans l'ensemble de l'agglomération parisienne, les contraintes de population, notamment au regard de son hébergement et de sa circulation, obligent les collectivités territoriales à modifier les plans d'urbanisme des communes et à construire de nouvelles routes. Là encore, les désagréments personnels poussent les particuliers à manifester leur mécontentement dans des associations militant pour la qualité de vie et le respect de l'environnement et à faire valoir des arguments écologistes. A titre d'exemple, l'Union des Associations de Sauvegarde de l'Environnement des Yvelines se crée ainsi le 12 avril 1975, avec le triple objectif de « protéger des civils », de « sauvegarder des sites » et de faire « respecter des intérêts particuliers légitimes »¹⁶⁸.

2-1-4 Bétonnages touristiques et remembrements

Dans les zones touristiques, à l'exemple de la Provence et de la Côte d'Azur, nombreux sont les citoyens qui tentent de s'opposer au bétonnage de leur région livrée aux spéculateurs suite à l'explosion du tourisme et au développement du phénomène des résidences secondaires qui touche en premier lieu les régions côtières françaises. Ils s'opposent aux élus et à l'administration auxquels ils reprochent une attitude laxiste et intéressée vis-à-vis d'un urbanisme sauvage, clandestin et souvent dérogatoire. Ils reprochent

¹⁶⁵ Comme annoncé précédemment, nous reviendrons en détail sur cette association au chapitre 4, point 2-1-4.

¹⁶⁶ Article cité dans le témoignage de Claude-Marie Vadrot, *L'écologie, histoire d'une subversion*, op. cit., p. 31.

¹⁶⁷ Cf. : « Contre la voie express rive gauche : 3.000 personnes manifestent à Paris », *Le Monde*, 19.06.1972.

¹⁶⁸ Voir à ce sujet le témoignage de Jean Hussonois qui, à partir de 1972, se bat contre le plan routier de Sartrouville. Cf. : Jean Hussonois, *Les technocrates, les élus et les autres*, Paris, Editions Entente, p. 100-102. Voir aussi les articles suivants, cités par l'auteur (entre autres) : « Sartrouville coupée en tranches », *L'Aurore*, 13.12.1973 ; « Sartrouville, une route de 24m au cœur de la cité », *France Soir*, 04.07.75.

ainsi aux municipalités leur absence de volonté pour élaborer un véritable plan d'urbanisme cohérent qui canalise les projets et les intègre dans l'espace. Ils fustigent le triomphe de l'utilitarisme, de la recherche du rapport immédiat et du meilleur marché. Ainsi, dès 1970, se crée dans le sud-est de la France l'Union régionale pour la sauvegarde de la vie et de la nature (URVN) qui fédère en 1976 237 comités locaux, nés chacun à l'occasion d'une « affaire », et qui compte 80.000 adhérents. Cela en fait, à cette époque, le plus puissant mouvement régional de protection de l'environnement en France, et le mieux organisé aussi, avec des commissions scientifiques regroupant 170 experts ainsi qu'un comité juridique¹⁶⁹. Présidée par René Richard¹⁷⁰, ancien vice-président du conseil économique et social, l'URVN, volontairement apolitique, se bat devant les tribunaux plus que lors de manifestations publiques, pour la préservation du littoral grâce à une modification et un renforcement de la législation. Elle participe ainsi à l'interdiction de projets tels que les « Marinas », complexes immobiliers aménagés sur des terrains gagnés sur la mer ou sur des fleuves – autrement dit le plus souvent sur le domaine maritime ou fluvial – qui sont interdits à partir de janvier 1973¹⁷¹ et contribuent à rendre célèbre l'organisation¹⁷².

Engagé dans un vaste programme de modernisation du pays, le président Georges Pompidou et son gouvernement mènent également, au début des années 1970, une politique dynamique de mise en avant des métropoles régionales, afin d'en faire des métropoles d'équilibre, selon un concept développé dès 1965 sous Charles de Gaulle. Cela va de pair avec une politique de décentralisation industrielle et d'encouragement des activités tertiaires, de développement des infrastructures et réseaux – télécommunication, énergie, transport, réseau autoroutier, équipements urbains – ainsi que de modernisation du secteur agricole. Ce dernier volet, qui passe notamment par une politique de remembrement, devient également un terrain de confrontation, notamment dans les zones où les aspirations régionales – également issues d'une évolution des mentalités visant à mettre en avant l'histoire, l'identité et les spécificités locales – sont fortes. En cela, la Bretagne illustre parfaitement cette problématique. Même si, souvent, les agriculteurs ne sont pas hostiles à cette politique, c'est

¹⁶⁹ Cf. : « 235 comités de vigilants », *Le Monde*, 11.04.1976.

¹⁷⁰ Au sujet de René Richard, Michel Péricard et Jacques Nosari dressent le bilan de son combat écologiste dans un ouvrage-témoignage. Voir : « René Richard : un écologiste modèle » in : Michel Péricard, Jacques Nosari, *Les écologistes. Pourquoi f... ?*, Paris, Editions Mengès, 1978, p. 127-129. Voir également : « René Richard : le syndicaliste du cadre de vie », *Le Monde*, 22.11.1977.

¹⁷¹ Cf. : Circulaire publiée au *Journal Officiel* du 9 janvier 1973. Voir : « La fin des 'Marinas' », *Le Monde*, 10.01.1973. Pour un aperçu des scandales immobiliers de la région et des batailles menées par l'URVN, voir : « Le Guide anti-touristique de la Côte d'Azur », *Le Sauvage*, n° 4/5, juillet-août 1973, p. 22-27.

¹⁷² En 1974, une controverse éclate autour de l'opération immobilière Cannes-Marina suite à un pamphlet publié par l'URVN, intitulé : *La Côte d'Azur assassinée ?*, et contre lequel les promoteurs du complexe portent plainte, sans succès. Voir à ce sujet : « Libre critique aux associations », *Le Monde*, 30.03.1974.

en effet un sujet très sensible dans cette région qui a toujours cultivé son particularisme. Plusieurs associations régionales, comme l'Union régionale bretonne de l'environnement, et en particulier, l'Union pour la mise en valeur esthétique du Morbihan qui regroupe une quarantaine d'associations et ne prétend défendre que des causes générales¹⁷³, se battent ainsi contre ce qui est perçu comme une agression vis-à-vis de la Bretagne, au même titre que la destruction des monuments, l'implantation de routes de long du littoral, le ravage des dunes par les motos, les constructions « dérogatoires » et les pollutions de toutes sortes. Ils reprochent au ministère de l'Agriculture et à ses ingénieurs de faire perdre au paysage son caractère, en arrachant les haies et les boqueteaux, en faisant disparaître les chemins creux, les forêts linéaires et les marais, perçus comme une entrave à l'agriculture moderne et à la recherche du rendement maximum. Ils se plaignent également des conséquences du remembrement auprès de la faune, ainsi que du déséquilibre hydraulique qui entraîne débordements de rivières et inondations¹⁷⁴.

Toutes ces luttes locales ne sont pas anecdotiques, elles contribuent sur tout le territoire à faire découvrir à une partie de la population, souvent « victime » au départ d'une nuisance, une certaine argumentation écologiste vis-à-vis de ce qui est aussi perçu comme une menace environnementale, point de départ, chez certains, d'une véritable vocation. Ainsi, Jean-Pierre Raffin, député écologiste européen de 1989 à 1994 et membre du cabinet de Dominique Voynet au ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement entre 1997 et 1999, cite comme éléments décisifs à son engagement associatif avant la création des Verts :

« le début du déménagement du territoire : forêt de Fontainebleau éventrée pour construire une gaine technique à voitures et camions¹⁷⁵ ; pollution et 'rectification' anéantissant les cours d'eau encore 'naturels' quelques années auparavant ; démembrement rapide d'un tissu rural diversifié ; villes livrées à la 'bagnole' »¹⁷⁶

¹⁷³ Cf. : « Dialogue avec les fonctionnaires », *Le Monde*, 22.12.1977.

¹⁷⁴ Voir à ce sujet le témoignage en Bretagne de Georges Pillement : « Le paysage français défiguré ou les méfaits du remembrement » in : Georges Pillement, *France, ta beauté fout le camp !*, Paris, Editions Entente, 1976, p. 32-36.

¹⁷⁵ J.-P. Raffin fait ici référence au percement de l'autoroute A 86 dans les années 1960. Voir à ce sujet le témoignage de Michel Péricard et Jacques Nosari in : *Les écologistes. Pourquoi f... ?*, op. cit., p. 62-64.

¹⁷⁶ Cf. : « Itinéraire d'un naturaliste », Interview de Jean-Pierre Raffin in : *Cosmopolitiques. Cahiers théoriques pour l'écologie politique*, n° 1 : « La nature n'est plus ce qu'elle était », 2002, p. 181-185, ici p. 182. En 2002, Jean-Pierre Raffin est maître de conférence à l'université Paris 7-Denis Diderot. Avant de devenir député européen en 1989, il a été militant au sein d'associations de protection de la nature et membre des Verts dont il devient le secrétaire général de 1971 à 1982. Il fut également président (1982-1986) de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (aujourd'hui France Nature Environnement).

2-2 En Allemagne : protestations contre un monde quotidien de béton et d'asphalte

Liées au taux d'urbanisation et à la densité démographique, les nuisances urbaines quotidiennes sont, en Allemagne, beaucoup plus intenses qu'en France. Ce sont ces problèmes avant tout qui touchent une large part de la population et poussent une partie de celle-ci à se mobiliser, au sein des partis d'opposition, des syndicats, mais également dans le cadre d'« initiatives de citoyens », très nombreuses dans les années 1970. Nous avons vu dans le chapitre précédent que la population ouest-allemande est de plus en plus sensibilisée, à cette époque, aux problèmes de pollution d'origine industrielle. Au nom du respect du cadre de vie, les mouvements de protestations sont de surcroît particulièrement nombreux dans trois domaines touchant à la gestion de l'espace : l'opposition aux « autoroutes citadines » (*Stadtautobahnen*), à l'agrandissement d'aéroports près de zones fortement peuplées, et à la destruction massive des vieux quartiers d'habitations dans les centres-villes.

2-2-1 « Autoroutes citadines » et voies rapides dans les villes et les zones de forte densité démographique

De façon générale, une partie importante de la population citadine allemande est confrontée à un problème de pollution sonore et atmosphérique qui se transforme, à la fin des années 1970 et au début des années 1980, en véritable débat de santé publique afin de déterminer la part de responsabilité des véhicules automobiles dans l'augmentation observée du nombre de cancers¹⁷⁷. La population réagit en créant des « *Straßeninitiativen* », des comités de rue rassemblant les riverains confrontés à des grands axes de circulation, à l'exemple de la *Bewohnerinitiative Klüberstraße* (le comité des riverains de la rue Klüber) ou de la *Bürgerinitiative Bleichstraße* (initiative de citoyens de la rue Bleich) à Francfort sur le Main, qui unissent leurs forces à partir de 1973 pour protester contre les désagréments liés à la circulation de transit sur les grands axes à proximité desquels ils vivent. Pour attirer l'attention sur leurs conditions de vie et de logement, ils accrochent des pancartes de protestation sur leurs façades d'immeubles, pendent aux fenêtres des draps de lit et des objets de la vie courante ou bloquent les grands axes incriminés pour y organiser des fêtes de quartier. Pour mener une réflexion globale sur la pollution sonore et atmosphérique qui les

¹⁷⁷ Voir à titre d'exemple : « Lungenkrebs nimmt alarmierend zu », *Stuttgarter Zeitung*, 15.03.1980 ou « 'Umweltkrieg' wurde verschoben. Bonner Druck zur Entwicklung abgasfreundlicher und benzinsparender Motoren », *Nürnberger Nachrichten*, 1./2.08.1981.

préoccupe, plusieurs comités se regroupent également dans une *Aktionsgemeinschaft Innenstadt* (« groupe d'action centre ville »)¹⁷⁸.

De façon plus spécifique, un certain nombre de comités de citoyens se mobilisent pour protester contre la construction de voies rapides de type autoroutier dans les quartiers urbains (*Stadtautobahn*) ou dans les régions de forte densité. Si ce genre de mobilisation a également existé en France, c'est surtout à Paris, lors de la construction du boulevard périphérique et de toutes les voies d'accès et de liaison qui l'accompagnent. En Allemagne, cette situation concerne un grand nombre de villes dans le pays. Ainsi, une des premières mobilisations dans ce domaine a lieu à Eltville sur le Rhin, contre un projet de construction d'une voie rapide censée passer à travers le centre historique de la ville et longer la promenade au bord du Fleuve ; à Francfort, des habitants touchés par les nuisances d'une voie rapide de type autoroutier destinée à faciliter la circulation de transit entre le centre-ville et la périphérie (A 648) se mobilisent et fondent la *Bürgerinitiative Unmenschliche Autobahn* (Comité de citoyens autoroute inhumaine). A Tübingen, la *Bürgerinitiative Schimpf/Nordtangente* se bat pendant trois ans contre un projet de voie rapide de type autoroutier comprenant de quatre à six voies et censé traverser la ville, avant de réussir à faire organiser un référendum local en juin 1979 au cours duquel 84% de la population s'oppose au projet. A Berlin-Ouest, dans une situation similaire, la *Bürgerinitiative Westtangente* élabore un concept alternatif et organise en 1978 un congrès européen sur le thème du trafic urbain, tandis que dans la Ruhr, plusieurs comités s'opposent à la construction de la « DüBoDo », le segment de l'autoroute A 44 entre Düsseldorf, Bochum et Dortmund, dans une région où la densité de population est très élevée¹⁷⁹. D'autres mouvements de protestation, au début des années 1970, s'opposent, avec ou sans succès, à des projets de voie rapide de type autoroutier et autres « *City-Ring* » non loin ou dans les centres villes à Bonn, Oberhausen, Duisburg (Neumühl), Bochum (Universitätsstraße) et Höxter (*City-Ring*)¹⁸⁰. Les autorités locales sont accusées de vouloir construire des « autoroutes citadines » pour pouvoir reporter les frais de ces infrastructures nationales sur l'Etat fédéral qui en a normalement la charge. Au-delà de l'augmentation de la pollution atmosphérique et sonore, les « initiatives de citoyens » puisent leur argumentation dans le registre de la préservation de la qualité de vie, déplorant la perte des structures

¹⁷⁸ Cf : Ingrid Damian-Hesser, Michael Damian (éd.), *Handbuch Bürgerinitiativen in Frankfurt*, Frankfurt/M, Verlag im Leseladen, 1978, p. 78-80 et 90-91. Voir également : Ernst Stracke, *Stadtzerstörung und Stadteilkampf : innerstädtische Umstrukturierungsprozesse, Wohnungsnot und soziale Bewegungen in Frankfurt am Main*, Köln, Pahl-Rugenstein, 1980, p. 116 sq.

¹⁷⁹ Nombre de ces « initiatives de citoyens » existent encore et continuent de s'opposer à l'allongement de l'autoroute. Voir à titre d'exemple : *Bürgerinitiative Bochun gegen die DüBoDo*. Site Internet : <http://www.stopp-duebodo.de/> [réf. du 13.03.2008].

¹⁸⁰ Cf. : Roland Günter, Rolf Hasse, *Handbuch für Bürgerinitiativen. Argumente, Berichte, Erfahrungen*, West-Berlin, VSA Verlag, 1976, p. 19, 109 et 112. L'ouvrage contient de nombreuses reproductions de photographies et documents d'époque.

traditionnelles – « à taille humaine » – des agglomérations, le morcellement de la ville par des grands axes ne bénéficiant pas aux piétons, l'encouragement aux déplacements individuels motorisés qui ne peuvent que renforcer la pollution et nuire aux transports en commun, menacés de devoir augmenter leurs prix devant la baisse de fréquentation¹⁸¹.

2-2-2 Aéroports au centre de zones fortement peuplées

La question des aéroports est également un sujet sensible dans les régions les plus peuplées d'Allemagne de l'Ouest, en particulier près des grandes agglomérations, dans la région de la Ruhr en Rhénanie du Nord-Westphalie ou dans la plaine du Rhin. Ainsi, un des premiers comités de citoyens à être fondé est l'*Interessensgemeinschaft Bekämpfung Fluglärms* (communauté d'intérêts pour combattre le bruit aérien) qui voit le jour en 1965 près de l'aéroport de Francfort. Cette initiative se développe en association nationale dès 1967 (*Bundesvereinigung gegen Fluglärm*). Elle est également au cœur de l'« Action Rhin-Main contre la destruction de l'environnement » (*Rhein-Main-Aktion gegen Umweltzerstörung*) qui débute ses activités en 1970 et qui sera, avec l'« Action Rhin-Ruhr » (*Rhein-Ruhr-Aktion*), à l'origine de la fondation de la Fédération nationale des « initiatives de citoyens » engagées dans la protection de l'environnement : le *Bundesverband Bürgerinitiativen Umweltschutz* (BBU), créé en 1972¹⁸². Ces associations protestent contre la construction d'aéroports de grand gabarit, ou l'agrandissement d'autres, près de centres urbains, au nom de la tranquillité des résidents et de la protection de l'environnement naturel local. Au cours des années 1970 puis 1980, il y a ainsi des mouvements de protestation importants à Stuttgart, où un élargissement de l'aéroport est prévu, à Erdinger Moos, où doit être construit le second aéroport de Munich, à Hamburg-Kaltenkirchen, où un grand aéroport est à l'étude.

C'est à Francfort que l'opposition à la construction d'une nouvelle piste, la « *Startbahn West* », est la plus forte. En effet, à partir de 1968, et pendant dix ans, des habitants portent plainte contre ce projet néfaste pour le voisinage et qui détruirait le plus grand ensemble forestier encore existant dans la région (350 hectares). A partir de 1978, avec le début de la déforestation, le front se durcit entre la population et la direction de l'aéroport (*Flughafen AG*). De nouveaux comités contre l'élargissement de l'aéroport se créent dans les communes de la région. Un conflit ouvert débute le 21 octobre 1980 quand le tribunal administratif de Hesse autorise définitivement la construction de la piste de décollage. Les opposants au projet, coordonnés par un comité de citoyens, la *Bürgerinitiative gegen die*

¹⁸¹ Cf. : Voir les arguments proposés par Roland Günter et Rolf Hasse dans leur manuel pratique à destination des comités de citoyens in : *Ibid.*, p. 106-111.

¹⁸² Nous aurons l'occasion de revenir plus longuement sur le BBU au chapitre 4, point 2-2. En guise d'introduction, voir leur site Internet sur : <http://bbu-online.de/> [réf. du 13.03.2008].

Flughafenerweiterung Frankfurt Rhein-Main, répliquent en organisant la construction, dans la forêt, sur le lieu prévu pour la nouvelle piste, d'un village comprenant une soixantaine de huttes habitées en permanence, une église où la messe est dite tous les week-ends et un lieu de rencontre où s'organisent des manifestations, conférences et concerts. Ce village attire rapidement, de toute la RFA, un nombre important de militants pour l'environnement ou le respect des droits des citoyens. Avec l'intervention de la police et la poursuite des travaux, la confrontation atteint, en novembre et décembre 1981, son apogée : elle devient frontale et agressive et cela malgré l'orientation non-violente du comité de citoyens à l'initiative du « village de huttes » (*Hüttendorf*), responsable de la coordination de la protestation¹⁸³. En effet, dans la nuit du 2 au 3 novembre 1981, la police réussit à vider et détruire le village. Elle prend le contrôle des lieux et fait ériger une clôture en béton destinée à protéger les travaux. Cette offensive entraîne de la part des opposants le blocage de l'aéroport, une pétition demandant la tenue d'un référendum qui recueille 220.000 signatures, des barricades sur l'autoroute proche ainsi que des manifestations le long du chantier qui rassemblent jusqu'à 150.000 personnes. Début novembre, 15.000 personnes manifestent également à Francfort, puis 120.000 à Wiesbaden le 14 du mois et 18.000 à Rüsselsheim début décembre. Francfort et Darmstadt sont confrontés à des violences urbaines. Au cours de ces événements, la police intervient plusieurs fois de façon musclée, procédant à de nombreuses arrestations. Au regard du nombre de blessés et d'un mort, le 15 novembre 1981, les leaders du mouvement sont accusés de mener le pays au bord de la guerre civile, en particulier Alexander Schubart, haut-responsable administratif de la ville de Francfort et porte-parole du mouvement, qui est condamné à deux ans de prison avec sursis et doit quitter ses fonctions¹⁸⁴. Jusqu'en 1984, date de l'ouverture de la piste, l'occupation des lieux tente de se poursuivre du côté des manifestants qui organisent des opérations de parrainage des arbres, de reboisement symbolique et de « messes forestières ». Avec la mort de deux policiers lors d'une manifestation organisée le long de la piste, le 2 novembre 1987, pour commémorer la destruction du village de huttes, le mouvement s'essouffle définitivement¹⁸⁵. Au sein des nouveaux mouvements sociaux, il restera l'un des exemples importants de lutte pour le

¹⁸³ Cf. : « 'Gewaltig – aber gewaltfrei' für den Wald », *Frankfurter Rundschau*, 11.08.1981.

¹⁸⁴ Voir à ce sujet le témoignage d'Alexander Schubart. A écouter sur le site Internet de la radio de Hesse (*Hessischer Rundfunk*) à l'adresse suivante : http://www.hr-online.de/website/specials/startbahn_west/index.jsp [réf. du 15.03.2008].

¹⁸⁵ Pour un aperçu de l'ensemble du mouvement, voir par exemple : « Startbahn West : Widerstand gegen den 'Wachstumswahn' », *Stern*, 26.08.2003 ainsi que l'ensemble du dossier « Startbahn West. Eine Region wehrt sich. 25 Jahre Räumung Hüttendorf. November 1981 » (avec photos et documents d'archive) sur le site Internet de la radio de Hesse (*Hessischer Rundfunk*), à l'adresse suivante : http://www.hr-online.de/website/specials/startbahn_west/index.jsp [réf. du 15.03.2008].

respect de l'environnement et de la volonté générale à l'encontre de laquelle vont les pouvoirs publics locaux, en soutenant l'agrandissement de l'aéroport.

2-2-3 Destruction massive des vieux quartiers d'habitation dans les centres-villes

Une autre facette de la mobilisation citoyenne au sein des nouveaux mouvements sociaux dans les années 1970 est liée à la question du logement dans les agglomérations du pays. La RFA est en effet confrontée à un important problème dans ce domaine. Ainsi, des associations, souvent caritatives ou religieuses, et des comités de citoyens, s'occupent des familles ou des personnes sans logis. A cette pénurie s'ajoute une politique d'urbanisation visant à moderniser et à « assainir » (*sanieren*) les centres-villes. Une fois de plus, ce phénomène touche de très nombreuses villes du pays. D'autres comités de citoyens voient ainsi le jour pour tenter de protéger les vieux quartiers d'habitation, souvent peu ravalés mais largement habités, de la spéculation immobilière visant à remplacer les appartements par des immeubles de bureaux. Ils prônent le respect de la personne humaine et de son environnement, utilisant là encore le registre de la qualité de la vie. Ils défendent ainsi la richesse et la mixité sociale des centres-villes, leur histoire, l'animation qui s'y trouve grâce aux commerces, bureaux et logements qui s'y entremêlent¹⁸⁶. Ils demandent le ravalement de ces quartiers et non leur destruction qui obligerait leurs habitants à s'installer en périphérie, dans des quartiers neufs, « monde de béton et d'asphalte » dont ils critiquent le manque de verdure et les laides tours anonymes et mal isolées, peu propices à une vie sociale¹⁸⁷. Ils fustigent ainsi les méthodes des propriétaires qui laissent des immeubles d'habitation des centres-villes délibérément vides pour qu'ils se détériorent, afin de revendre le terrain aux promoteurs immobiliers¹⁸⁸. Au début des années 1970, plusieurs « initiatives de locataires » (*Mieterinitiativen*) voient ainsi le jour à Munich dans les quartiers de Lehel, de Maxvorstadt et de Haidhausen¹⁸⁹. A Francfort, le comité *Aktionsgemeinschaft Westend* tente, à partir de 1969, de sauver le quartier de la démolition en négociant avec les autorités administratives compétentes et en organisant des manifestations contre la destruction des logements. Ils s'opposent aussi à l'altération du profil du centre-ville et du tissu social ainsi qu'à la flambée

¹⁸⁶ Cf. : Voir les arguments proposés par Roland Günter et Rolf Hasse dans leur manuel pratique à destination des comités de citoyens in : Roland Günter, Rolf Hasse, *Handbuch für Bürgerinitiativen*, op. cit., p. 95-97.

¹⁸⁷ Cf. : Voir les arguments contre les tours d'habitations proposés par Roland Günter et Rolf Hasse in : *Ibid.*, p. 122-124.

¹⁸⁸ Cf. : « Wegen Abbruch des Hauses gekündigt », *Süddeutsche Zeitung*, 12.06.1971.

¹⁸⁹ Voir à titre d'exemple : « Protest der Haidhauser : Gegen Massenkündigungen und Umsiedlung », *Süddeutsche Zeitung*, 10.05.1971 ; Ralf Dantscher, *Bürgerinitiativen Modell Maxvorstadt*, Gelnhausen, Berlin-West, Burckhardthaus-Verlag, 1974.

des prix des loyers et à la vente des appartements non menacés au détriment des locataires¹⁹⁰. De façon moins conventionnelle, à partir de 1970, des victimes de la pénurie de logement – des étudiants et des travailleurs étrangers notamment – investissent les immeubles à l’abandon de Westend pour lesquels les propriétaires refusent toute location et espèrent une expropriation plus lucrative. Les squatteurs, souvent politiquement à l’extrême gauche, s’organisent ensuite eux-mêmes en comités, sous la forme de « conseils d’immeubles » (*Häuserrat*) et tentent de s’attirer le soutien de l’opinion publique ainsi que des aides matérielles et financières, pour réaménager les appartements et se protéger contre les tentatives d’évacuation¹⁹¹. D’autres « initiatives de locataires » avec des revendications similaires ont lieu par exemple à Kassel (Vorderer Westen) ou à Nuremberg, dans le nord de la ville, avec la BINO – *Bürgerinitiative Nürnberger Nordstadt*. En 1976, Roland Günter et Rolf Hasse évoquent d’autres mouvements de protestation contre les « assainissements » à Bonn où, selon eux, 12.700 personnes ont déjà été contraintes de déménager entre 1961 et 1970¹⁹² ; à Bielefeld, autour du « château-fabrique » (« *Fabrikschloß* » - *Ravensburger Spinnerei*) avec l’Association pour la promotion de la filature de Ravensberg (*Förderkreis Ravensberger Spinnerei*); à Herford, dans le quartier historique, à Gelsenkirchen, dans les quartiers ouvriers (Rhénanie du Nord-Westphalie); à Brême, dans le quartier central de la rue Ostertor ainsi qu’à Oberhausen, Duisburg, Dortmund, Dorsten (Rhénanie du Nord-Westphalie), Lübeck (Schleswig-Holstein), Lüneburg (Basse-Saxe), etc. Ils déplorent particulièrement l’étendue de l’assainissement à Wiedenbrück, Rheda, Erbach – communes de taille beaucoup plus modeste¹⁹³.

A la fin des années 1970, devant une situation sociale encore plus dégradée – le nombre de logements sociaux a baissé au cours de la décennie, des immeubles ont été rasés et la spéculation immobilière est toujours bien présente – le « combat pour les immeubles » (*Häuserkampf*) se ravive, notamment à Berlin. En effet, à partir de février 1979, des membres de la *Bürgerinitiative SO 36*¹⁹⁴ occupent plus de cent soixante-dix logements vides dans le quartier de Kreuzberg pour tenter de faire pression sur les propriétaires, après plusieurs tentatives pour essayer de louer ces appartements encore viables à des prix décents, et cela afin d’éviter leur destruction et de permettre aux habitants de rester dans le centre-ville.

¹⁹⁰ Voir le témoignage de Dietrich Giering : « Mieter, habt den Mut, um eure Wohnungen zu kämpfen » in : Heinz Großmann (éd.), *Bürgerinitiativen. Schritte zur Veränderung ?*, Frankfurt M., Fischer Bücherei, 1971, p. 121-137.

¹⁹¹ Voir le témoignage de Til Schulz : « Hausbesetzungen im Westend – eine Bürgerinitiative ? » in : Heinz Großmann (éd.), *Bürgerinitiativen. Schritte zur Veränderung ?*, op. cit., p. 138-151.

¹⁹² Cf. : Roland Günter, Rolf Hasse, *Handbuch für Bürgerinitiativen*, op. cit., p. 81.

¹⁹³ Cf. : *Ibid.*, p. 19.

¹⁹⁴ Le nom de ce comité s’inspire de l’ancienne dénomination postale du quartier de Kreuzberg ainsi qu’une partie de Treptow et Mitte avant 1961 : Südost 36. Le terme SO 36 est encore utilisé pour décrire la partie Est de Kreuzberg, haut lieu de la culture alternative et des manifestations violentes du 1^{er} mai.

D'autres mouvements, en faveur des femmes et de la jeunesse notamment, s'associent à ces squats et y installent des lieux de rencontre, des maisons des jeunes, des associations socio-culturelles ou des lieux de travail pour des projets alternatifs. Le 12 décembre 1980, des affrontements violents et des arrestations ont lieu quand les forces de l'ordre commencent à déloger les squatteurs. Le 20 décembre 1980, le comité *SO 36* appelle, avec d'autres, à une manifestation qui rassemble 15.000 personnes. La mairie de Berlin-Ouest est accusée de connivence avec les entreprises immobilières et les propriétaires d'immeubles qui cherchent à rendre le quartier plus rentable économiquement. Dans plusieurs villes de RFA, des opérations similaires se répètent. A Cologne par exemple, un comité – la *Bürgerinitiative Südliche Altstadt*, BISA – occupe en 1980 une ancienne fabrique de chocolat Stollwerk pour y créer des logements, un café et un centre culturel – avant que le bâtiment ne soit détruit par les autorités. Le même scénario se produit à Fribourg, au *Dreisameck*, bâtiment squatté qui est évacué par la police en juin 1980 et rasé au profit de la compagnie d'assurances suisse Vita. Dans plusieurs villes, comme à Cologne, Nuremberg, Fribourg, Berlin ou Munich et Münster, des manifestations pour protester contre les évacuations des bâtiments et logements vides squattés et les campagnes d'arrestation se poursuivent dans les années 1980¹⁹⁵. Si ces mouvements ne sont pas actifs en faveur de l'environnement « naturel », ils sont au cœur des débats concernant la qualité de vie des citoyens et des rapports de forces entre les intérêts politiques et économiques des pouvoirs publics et entreprises et les attentes et revendications de la population au quotidien.

Au milieu des années 1970, Lilian Klotzsch et Richard Stöss dénombrent en RFA entre 15.000 et 24.000 initiatives de citoyens qui agissent dans les domaines de l'habitation et des loyers, des écoles et jardins d'enfants ou de la jeunesse et des « groupes marginaux » (*Randgruppen*) ainsi que des installations communales. Le nombre de celles qui agissent dans le domaine de la protection de l'environnement au sens restreint du terme est estimé entre 3.000 et 4.000¹⁹⁶.

¹⁹⁵ Pour un aperçu des différents mouvements, voir : Fred Karl, *Die Bürgerinitiativen. Soziale und politische Aspekte einer neuen sozialen Bewegung*, Frankfurt a. M., Institut für marxistische Studien und Forschungen, 1981, p. 16-17.

¹⁹⁶ Cf. : Voir à ce sujet les analyses et les références de Lilian Klotzsch, Richard Stöss dans : « Die Grünen » in : Richard Stöss (éd.), *Parteienhandbuch. Die Parteien der Bundesrepublik Deutschland 1945-1990*, Band 3, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1983, p1509-1598, ici p. 1510.

III L'opposition au nucléaire

Dans l'imaginaire collectif, bien avant la catastrophe de Tchernobyl (Ukraine) du 26 avril 1986, les luttes antinucléaires sont considérées comme le détonateur pour le lancement des mouvements écologistes, aussi bien en France qu'en Allemagne de l'Ouest. La violence de certaines confrontations avec les forces de l'ordre, la radicalité des propos exprimés du côté de l'Etat comme des militants, et l'enjeu de ces affrontements pour le développement énergétique des deux pays, ont contribué au mûrissement de cette idée. Dans les faits, le mouvement antinucléaire qui se développe de part et d'autre du Rhin dans les années 1970 est sans précédent et sans comparaison avec les autres mouvements sociaux qui se développent au cours de cette décennie. Ainsi, Alain Touraine se demande si cette lutte ne constitue pas la figure principale du nouveau mouvement social, celui qui consacrerait l'opposition de la population aux « grands appareils » qui entendent déterminer l'avenir collectif et imposer leurs décisions au nom de la rationalité technique et de la nécessité économique¹⁹⁷.

3-1 Programmes nucléaires et méfiance populaire

3-1-1 Programmes nucléaires

En Allemagne de l'Ouest, l'utilisation de la technologie nucléaire est réautorisée depuis les Traités de Paris de mai 1955 qui mettent fin, dans ce domaine, à l'interdiction prononcée par les Alliés après la guerre et qui ouvrent une longue période de développement de l'industrie nucléaire civile. A cette occasion, un ministère fédéral pour les Questions nucléaires (*Bundesministerium für Atomfragen*¹⁹⁸) est créé. L'industrie nucléaire est ainsi largement soutenue par les gouvernements successifs et les intérêts économiques qui permettent la création d'une base politique, financière, scientifique et technique. La justification présentée à l'époque de cette politique se résume par la préparation du pays à un déficit énergétique, même si l'industrie du charbon est encore florissante au début des années 1960 et que le marché mondial du pétrole est plus que saturé. Entre 1958 et 1980, le gouvernement ouest-allemand poursuivra ainsi le développement de la recherche et la

¹⁹⁷ Cf. : Alain Touraine, *La prophétie anti-nucléaire*, Paris, Le Seuil, 1980, p. 13.

¹⁹⁸ Ce ministère fédéral est créé en 1955 suite aux pressions du milieu industriel. Il évolue et change de nom en 1957. Il est d'abord dirigé jusqu'en 1956 par Franz Joseph Strauß (1915-1988 ; CSU), qui sera ministre-président de l'Etat Libre de Bavière de 1978 à 1988 et candidat malheureux à la chancellerie fédérale en 1980.

commercialisation de la technologie nucléaire à travers plusieurs programmes qui sont subventionnés par l'Etat grâce à des enveloppes de plusieurs milliards. La construction d'un premier réacteur nucléaire commence à Kahl en Bavière, en 1958. Dans les années 1960, il est suivi par plusieurs autres qui sont souvent associés à des centres de recherche, à l'exemple des réacteurs de Jülich (Rhénanie du Nord-Westphalie), de Gundremmingen et de Großwelzheim (Bavière), de Lingen (Basse-Saxe) et de Karlsruhe (Bade-Wurtemberg). Dès la fin des années 1960, la RFA est reconnue mondialement en matière de technique de construction de réacteurs et, au début des années 1970, le pays est, après les Etats-Unis, le second exportateur mondial d'installations nucléaires civiles¹⁹⁹.

Suite à la crise pétrolière de l'automne 1973, le gouvernement allemand alors dirigé par le social-démocrate Willy Brandt (1913-1992) décide de réduire la dépendance du pays vis-à-vis des importations de pétrole, de rationaliser les dépenses énergétiques et d'augmenter de façon drastique la production d'énergie sur le sol national, en renforçant l'exploitation charbonnière ainsi que la production d'électricité d'origine nucléaire. Ce Programme pour l'énergie, rendu public le 26 septembre 1973, est suivi de la mise en place d'un quatrième programme nucléaire (1973-1976) qui sera prolongé jusqu'en 1980 en 1977. Celui-ci vise à produire d'ici 1985 entre 40.000 et 50.000 mégawatts d'énergie d'origine nucléaire, soit 40% de la production d'électricité nationale. Quelques mois plus tard, le gouvernement décide également de s'attaquer au problème du traitement des déchets nucléaires, jusqu'à présent négligé mais central pour les mouvements antinucléaires, en développant un « concept de traitement intégré » (*integriertes Entsorgungskonzept*) qui vise à gérer l'ensemble du « circuit atomique » sur son territoire, c'est-à-dire aussi bien la production d'énergie nucléaire que le retraitement des éléments combustibles nucléaires et le stockage définitif des déchets radioactifs inexploitable. Au cours des années 1970, dix nouveaux réacteurs nucléaires de plus forte puissance entrent ainsi en activité sur le territoire²⁰⁰, ce qui correspond à la mise en service industriel de neuf tranches²⁰¹, ainsi qu'une usine pilote de traitement du combustible usé à Karlsruhe²⁰².

En France, avec la réorientation stratégique du président Charles de Gaulle (1890-1970) en matière de défense du territoire à partir de 1958 qui conduit en 1966 à la sortie de la

¹⁹⁹ Cf. : Dieter Rucht, *Von Wyhl nach Gorleben. Bürger gegen Atomprogramm und nukleare Entsorgung*, op. cit., p. 27.

²⁰⁰ Cf. : Obrigheim (1969), Würgassen (1971), Stade (1972), Bibli A (1974), Neckar 1 (1976), Bibli B (1976), Brunsbüttel (1976), Isar 1 (1978), Unterweser (1979), Philippsburg 1 (1979) (dans l'ordre chronologique de mise en service). Source : International Nuclear Safety Center (U.S. Department of Energy). Informations disponibles sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.insc.anl.gov> [réf. du 25.04.2008].

²⁰¹ Calcul d'après les données de l'*International Nuclear Safety Center (U.S. Department of Energy)*. Cf. : *Ibid.*

²⁰² Elle sera fermée en 1990.

France du commandement intégré de l'OTAN, l'Hexagone développe sa propre Force de dissuasion nucléaire. L'arme nucléaire est au centre de cette politique mais celle-ci comprend également un important volet énergétique, l'objectif étant d'atteindre l'autonomie du pays dans ce domaine. Depuis 1945, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) est chargé de développer les applications de l'énergie nucléaire dans les domaines scientifique, industriel et de la défense nationale ; la construction d'un premier réacteur industriel débute en 1952. Jusqu'en 1966, les travaux de neuf réacteurs nucléaires de technologie uranium naturel-graphite-gaz sont entrepris²⁰³. Six d'entre eux entrent en activité avant 1969, date à laquelle la France abandonne cette filière au profit de la filière des réacteurs à eau pressurisée (REP), sous licence américaine Westinghouse, jugée plus prometteuse. Avec la crise pétrolière de 1973, qui multiplie le prix du baril par quatre, le gouvernement décide de moderniser et d'accélérer le programme électronucléaire engagé, pour assurer plus efficacement l'approvisionnement énergétique de la France et l'indépendance nationale. Après l'époque du « tout pétrole », caractéristique des années 1960, le pays s'engage donc à partir du milieu des années 1970 dans une phase de « tout électrique – tout nucléaire », portée par un large consensus au sein des élites. L'objectif est également de combiner l'indépendance nationale au progrès. L'industrie nucléaire doit ainsi être capable d'exporter des centrales, comme du combustible nucléaire et les services qui y sont liés (exploitation des mines d'uranium, développement de la filière de l'enrichissement et du retraitement des déchets)²⁰⁴. En mars 1974, sur les recommandations de la Commission consultative pour la production d'électricité d'origine nucléaire (Commission PEON), le gouvernement décide de la construction de dix-huit réacteurs nucléaires. Il s'agit du plan Messmer qui prévoit l'engagement de cinquante tranches de 1.000 mégawatts à l'horizon 1985, plan encore renforcé en février 1977 avec l'ajout de dix tranches supplémentaires dans les objectifs à atteindre. Pour l'an 2000, l'objectif est fixé à 150 tranches de 1.000 mégawatts. A partir de 1975, le gouvernement prend également la décision de diversifier le type de ses réacteurs nucléaires afin d'affermir son indépendance vis-à-vis des livraisons américaines de centrales à réacteur à eau pressurisée²⁰⁵. Il développe ainsi un surgénérateur²⁰⁶ : Superphénix. Celui-ci, implanté à Creys-Malville (Isère), a également vocation d'accélérer la production d'électricité grâce à ses rendements plus élevés que les réacteurs classiques. Il entrera en activité en 1985. Dix ans après l'adoption du plan Messmer, la France réussit à atteindre une production totale de

²⁰³ G1, G2, G3 (Marcoule), Chinon A1, Chinon A2, Chinon A3, Saint-Laurent A1, Saint-Laurent A2, Bugey 1 (par ordre chronologique de construction).

²⁰⁴ Cf. : Alain Touraine, *La prophétie anti-nucléaire*, *op. cit.*, p.36.

²⁰⁵ Ce type de centrale est le plus développé dans le monde. Il utilise l'oxyde d'uranium enrichi comme combustible. La France a opté pour ce type de réacteur en 1969.

²⁰⁶ Réacteur nucléaire à neutron rapide appelé également réacteur nucléaire rapide.

40.000 mégawatts, faisant du pays le deuxième producteur mondial d'électricité derrière les Etats-Unis. De façon comparable à ce qui se passe en RFA, jusqu'à la fin de l'année 1980, EDF²⁰⁷ met en service dix nouveaux réacteurs nucléaires de type REP²⁰⁸, ce qui correspond à l'exploitation de neuf tranches²⁰⁹. L'usine de retraitement de déchets radioactifs de la Hague (Manche) est déjà entrée en service en 1966.

3-1-2 Méfiance populaire

En France comme en Allemagne, l'énergie d'origine nucléaire suscite les mêmes appréhensions au sein de l'opinion publique. Ce sont en premier lieu les populations confrontées dans leur entourage proche à la construction d'un réacteur qui ouvrent les protestations. Nombreux sont les représentants de la classe moyenne – enseignants, travailleurs sociaux, étudiants, représentants de l'Eglise – qui mobilisent les personnes concernées et animent les protestations. Celles-ci sont également soutenues par une partie du milieu scientifique spécialisé dans la recherche sur le nucléaire qui tient à exprimer son indépendance et sa liberté de pensée vis-à-vis de l'Etat. Ces chercheurs font contrepoids aux expertises officielles et brisent le monopole d'information sur la technologie nucléaire que détiennent l'Etat et les sociétés du programme nucléaire. Ils donnent une légitimité scientifique au mouvement antinucléaire qui remet en question les assertions de l'Etat concernant sa capacité à réduire quasiment à zéro les risques présentés par les centrales. Par des calculs de probabilité qui prennent en compte la dimension de l'incertitude et les défaillances humaines, ils soulignent le caractère dangereux de cette technologie, dimension que l'Etat cherche à minimiser dans sa communication en mettant en avant la modernité des systèmes de sécurité présents dans les installations. Ce sont également ces chercheurs qui alimentent les débats autour des déchets nucléaires en protestant contre leur stockage en surface, comme c'est souvent le cas au début des années 1970, et en mettant en avant le caractère irréversible de la production d'énergie nucléaire. De façon générale, ils accusent les pouvoirs publics de se lancer dans la technologie nucléaire, sans être en mesure d'évaluer précisément les risques potentiels locaux et globaux, à court et à long terme²¹⁰.

²⁰⁷ En tant qu'établissement public à caractère industriel et commercial (statut modifié en novembre 2004), l'entreprise EDF est chargée de la production et de la distribution de l'électricité en France, et en particulier du parc nucléaire.

²⁰⁸ Fessenheim 1 (1977), Fessenheim 2 (1978), Bugey 2 (1979), Bugey 3 (1979), Bugey 4 (1979), Tricastin 1 (1980), Tricastin 2 (1980), Dampierre 1 (1980), Gravelines B1 (1980), Gravelines B2 (1980) (par ordre chronologique de mise en service). Source : *International Nuclear Safety Center (U.S. Department of Energy)*, références citées précédemment.

²⁰⁹ Calcul d'après les données de l'*International Nuclear Safety Center (U.S. Department of Energy)*. Cf. : *Ibid.*

²¹⁰ Voir à titre d'exemple les articles publiés dans la revue *Survivre et Vivre* fondée en 1970 par un groupe de chercheurs du même nom, soucieux de la responsabilité morale et sociale qu'implique l'activité scientifique. On compte parmi les membres fondateurs de ce groupe les mathématiciens Alexandre Grothendieck, Claude

Comme le prouvent les analyses de Dieter Rucht en Allemagne et d'Alain Touraine en France²¹¹, la lutte antinucléaire est ainsi avant tout une lutte défensive motivée par la peur : peur de la radioactivité, peur d'un accident ou d'une catastrophe due à un incident incontrôlable, peur de l'atteinte au capital génétique par contamination, autrement dit peur vis-à-vis d'un risque inconnu et difficilement appréciable. Antoine Maurice note à ce sujet que « la reconnaissance du facteur émotionnel est constitutive de la sensibilité alternative »²¹². L'opposition à la destruction des équilibres de l'écosystème est également forte. Les populations locales, mais aussi les défenseurs de la nature et les propriétaires de résidences secondaires en quête d'espaces de loisirs dénoncent les déboisements et la destruction de l'espace naturel qui abrite la faune et la flore, l'enlaidissement du paysage, l'influence sur le réseau fluvial et les nappes phréatiques, tout comme l'évolution possible du microclimat. Ainsi, ils protestent contre la négligence avec laquelle les études d'impact sont le plus souvent menées. Les infrastructures supplémentaires liées à la construction d'une centrale – voies d'accès, rattachement au réseau ferroviaire, nouveaux logements – ne sont pas non plus toujours accueillies très favorablement. De plus, certains habitants des environs redoutent que les centrales n'aient des conséquences économiques et sociales négatives pour eux. Les agriculteurs craignent ainsi la contamination de leurs terres ou du moins que leur production se vende moins bien ; les viticulteurs se font du souci pour la qualité de leur vin si un changement du climat local se fait sentir ; les pêcheurs redoutent la disparition de nombreuses espèces de poissons dans les cours d'eau si la température moyenne de ceux-ci augmente.

Pour beaucoup, les centrales nucléaires incarnent au mieux l'image négative des appareils technocratiques. Ils combattent ainsi une technologie dont la taille est inhumaine et questionnent la rationalité d'une politique de développement qui mise tout sur l'électricité d'origine nucléaire. A l'inverse, ils prônent souvent un retour à des techniques plus douces, plus décentralisées, en faisant appel aux recherches scientifiques, aux technologies et aux modes de consommation les plus nouveaux. Une partie de l'opinion publique redoute également que la technologie nucléaire civile soit développée surtout dans l'intérêt des grands groupes industriels et des pouvoirs publics locaux, et au détriment des intérêts économiques et sociaux et du bien-être de la population. L'opinion publique se heurte à l'aspect confidentiel qui marque la plupart des décisions en matière de technologie nucléaire et de construction de

Chevalley et Pierre Samuel, futur animateur des Amis de la Terre. Jean Pignero, sur lequel nous reviendrons, y participe également. Selon le témoignage d'Yves Frémion, ce mouvement a également marqué Yves Cochet, futur membre des Verts et Jean-Paul Deléage, universitaire et historien des sciences. Voir : Yves Frémion, *Histoire de la révolution écologiste*, op. cit., p. 110.

²¹¹ Cf. : Dieter Rucht, *Von Wyhl nach Gorleben*, op. cit., p. 74-78 ; Alain Touraine, *La prophétie anti-nucléaire*, op. cit., p. 13-17.

²¹² Cf. : Antoine Maurice, *Le surfeur et le militant*, op. cit., p. 24.

réacteurs atomiques. Elle désapprouve souvent le renforcement des contrôles de sécurité dans ce domaine qui ne sont pas sans lui apporter de nouvelles contraintes. De plus, la population locale se plaint de ne pas être consultée sur les projets et mal informée des risques potentiels lors des enquêtes d'utilité publique, elle fustige les procédures de choix des sites d'implantation jugées antidémocratiques. L'opposition est ainsi très forte contre l'intensification du secret d'Etat, une gestion très opaque et unilatérale dans le domaine du nucléaire et un contrôle plus strict du territoire et donc de la population. Elle se manifeste outre-Rhin par un refus de ce que Robert Jungk (1913-1994)²¹³ a appelé l'« *Atom-Staat* » et qui se retrouve en France dans l'opposition à la « société du plutonium »²¹⁴.

Le mouvement antinucléaire constitue ainsi dans les deux pays « l'assemblage d'une défense de la nature, d'une lutte anti-technocratique et d'un objectif de développement à la fois différent et plus moderne »²¹⁵. Il développe également sur la scène publique un débat sur le fonctionnement de la démocratie, en particulier sur les droits et les devoirs de l'Etat et des citoyens, sur l'interprétation de la liberté et de l'égalité dans une république et sur la définition d'une société juste politiquement et socialement. Enfin, Dieter Rucht cite également un argument des opposants au nucléaire qui est propre à l'Allemagne. Au-delà de la peur de la force de destruction des technologies modernes, il est lié aux traumatismes de la période nationale-socialiste et exprime la peur que, via le nucléaire, l'Etat soit de nouveau pris d'une folie des grandeurs politico-technique ou qu'un abus de pouvoir militaire soit à l'origine d'une nouvelle catastrophe²¹⁶.

3-2 Les défis de la modernité

3-2-1 La « société du risque » selon Ulrich Beck

La contestation antinucléaire d'une partie de l'opinion publique s'inscrit selon le sociologue Ulrich Beck (*1944) dans un contexte politique, économique, social et technologique nouveau caractérisé par le développement de la *Risikogesellschaft* (« société du

²¹³ Cf. : Robert Jungk, *Der Atom-Staat : vom Fortschritt in die Unmenschlichkeit*, München, Kindler Verlag, 1977. Robert Jungk, journaliste, publiciste et futurologue autrichien, est considéré comme l'un des pionniers du mouvement pacifiste et du mouvement écologiste international. En 1992, il fut candidat pour le parti écologiste autrichien lors des élections présidentielles. Il a obtenu 5,7% des voix.

²¹⁴ Cf. : « La société du plutonium, c'est l'Etat centralisateur, tous les pouvoirs dans quelques mains, une forte répression puissante et bien armée... En un seul mot, ça se résume par fascisme. » in : « A notre santé », *Le Courrier de la Baleine*, n° 22, 1976, p. 1 (journal de l'association écologiste Les Amis de la Terre).

²¹⁵ Cf. : Alain Touraine, *La prophétie anti-nucléaire*, op. cit., p. 13.

²¹⁶ Cf. : Dieter Rucht, *Von Wyhl nach Gorleben*, op. cit., p. 74.

risque »)²¹⁷. Il considère en effet qu'à partir des années 1970, par un phénomène de « sur-production industrielle », la RFA – mais son analyse peut tout aussi bien s'appliquer à la France – se trouve dans une phase de transition entre une société « distributrice de richesses » (revenus, travail, sécurité sociale) et une société « distributrice de risques » (dangers écologiques)²¹⁸. Le risque provient de la disparition des « externalités » :

« A la différence de toutes les époques qui l'ont précédée, la société du risque se caractérise avant tout par un *manque* : l'impossibilité d'imputer les situations de menaces à des causes *externes*. Contrairement à toutes les cultures et à toutes les phases d'évolution antérieures, la société est aujourd'hui *confrontée à elle-même*. »²¹⁹

U. Beck distingue ainsi la première modernisation industrielle, celle du XIX^{ème} siècle, de cette seconde modernisation²²⁰ dans laquelle les menaces sont engendrées par la société elle-même et ne se cantonnent plus au lieu de leur apparition (l'usine). Il pense en particulier aux dangers liés à la radioactivité et aux substances polluantes et toxiques présentes dans l'air, l'eau, les sols et les produits alimentaires. Il parle alors de « *menaces globales transnationales et non spécifiques à une classe déterminée* »²²¹. Celles-ci sont caractérisées par un « effet boomerang »²²² qui dépasse le schéma de la société de classe puisque ni les riches, ni les puissants ne sont préservés de ces nouveaux risques que la société manufacture elle-même : « *la pénurie est hiérarchique, le smog est démocratique* »²²³.

Le passage d'une forme de modernisation à l'autre s'accompagne d'une dynamique politique et sociale nouvelle dans la mesure où les différents groupes exposés aux risques entendent participer au processus d'industrialisation pour défendre leurs intérêts, ce qui implique un arbitrage politique. En ce sens, « ce qui jusqu'alors *était considéré comme apolitique devient politique* »²²⁴. Cette situation se caractérise par le fait que « la science perd le *monopole de la rationalité* »²²⁵ : une partie de l'opinion publique remet de plus en plus en cause la capacité des scientifiques travaillant pour la modernisation industrielle à informer

²¹⁷ Cf. : Ulrich Beck, *Risikogesellschaft : Auf dem Weg in eine andere Moderne*, Frankfurt am M., Suhrkamp, 1986.

²¹⁸ Cf. : Ulrich Beck, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Flammarion, 2001, p. 38. (Il s'agit de la première édition de cet ouvrage en français.) Dans cette citation comme dans les suivantes, les mots en italique sont de l'auteur.

²¹⁹ Cf. : *Ibid.*, p. 8. Voir également p. 42-43.

²²⁰ Par « modernisation », U. Beck entend notamment « les progrès technologiques effectués dans la rationalisation et les transformations du travail et de l'organisation ». Il précise qu'il emploie ce terme dans un sens générique et l'utilise aussi pour signifier « industrialisation ». De même, les concepts de « société industrielle » et de « société de classe » sont à comprendre au sens le plus large du terme, celui où l'entendent Marx et Weber. Cf. : *Ibid.*, p. 35-36.

²²¹ Cf. : *Ibid.*, p. 26-27.

²²² Cf. : *Ibid.*, p. 41 et 67 sq.

²²³ Cf. : *Ibid.*, p. 65.

²²⁴ Cf. : *Ibid.*, p. 43.

²²⁵ Cf. : *Ibid.*, p. 52-53.

objectivement de l'intensité des risques qu'ils développent. Dans le cas de l'industrie nucléaire par exemple, U. Beck souligne que les études officielles sur la fiabilité des réacteurs se limitent à des estimations de risques quantifiables précis susceptibles de survenir à l'occasion d'accidents probables tandis que pour de larges pans de la population, c'est au contraire « le *potentiel de catastrophe* » de l'énergie nucléaire qui est au cœur du problème. La « rationalité *scientifique* » n'est alors pas en adéquation avec la « rationalité *sociale* » qui réclame par exemple, dans l'appréhension des risques, la prise en compte du développement des armes nucléaires, de l'incompatibilité entre caractéristiques humaines (faillibilité, échec) et certitude ainsi que du caractère durable et irréversible d'options technologiques qui mettent en jeu la vie des générations futures²²⁶. Selon U. Beck :

« l'origine de la critique de la science et de la technique, et du scepticisme que l'on développe à leur égard n'est pas à chercher dans l'« irrationalité » de ceux qui les critiquent, mais dans l'impuissance de la rationalité scientifico-technique à répondre à l'expansion des menaces et des risques liés à la civilisation »²²⁷.

Cette fracture entre les attentes et les horizons de valeur de la société et l'appréhension des risques écologiques par les experts responsables des programmes industriels du pays ne conduit pas selon U. Beck à une dépolitisation des masses. Bien au contraire, la perte de confiance grandissante vis-à-vis d'une politique technocratique de croissance économique entraîne le développement au sein de la société d'une nouvelle forme extra-parlementaire de politique qu'il appelle « *Subpolitik* »²²⁸ (« infra-politique »). A l'instar des nouveaux mouvements sociaux, et en particulier des mouvements antinucléaires qui émergent à partir des années 1970, l'infra-politique cherche à changer les règles du jeu politique en soumettant les institutions politiques et économiques à une pression morale et en demandant un changement de cap radical de la société industrielle. Dans les décennies suivantes, les débats publics autour des pluies acides (le phénomène du « *Waldsterben* » en Allemagne dans les années 1980), autour des retombées de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl ou des problèmes sur la chaîne alimentaire (à l'exemple de la « crise de la vache folle ») constituent d'autres exemples des conséquences de la « société du risque »²²⁹.

²²⁶ Cf. : *Ibid.*, p. 54.

²²⁷ Cf. : *Ibid.*, p. 107.

²²⁸ Cf. : *Ibid.*, p. 456.

²²⁹ Voir sur ces sujets le chapitre 6, point 3, ainsi que la conclusion.

3-2-2 Références théoriques du mouvement antinucléaire

Deux penseurs en particulier sous-tendent les analyses et réflexions développées par le mouvement antinucléaire pour contrer « l'idéologie technocratique » et freiner l'autorité de la science et de la technique. Il s'agit d'une part de Hans Jonas (1903-1993), qui a joué un rôle important en Allemagne, et d'autre part d'Ivan Illich (1926-2002) dont les écrits ont bénéficié d'un écho international²³⁰.

Le « Principe Responsabilité » de H. Jonas

Dans le contexte technologique des années 1970, l'historien et philosophe allemand Hans Jonas – qui a été l'élève de Martin Heidegger aux côtés d'Hannah Arendt (1906-1975) – propose de dépasser le « principe de prévoyance » (*Vorsorgeprinzip*) en vigueur dans la politique environnementale du gouvernement fédéral²³¹. Il prône ainsi le « Principe Responsabilité » (*Das Prinzip Verantwortung*) dans un ouvrage du même nom publié en RFA en 1979 et qui connaîtra un large succès au-delà des cercles philosophiques, avec 130.000 exemplaires vendus en 1990²³².

Posant l'axiome de « l'obligation inconditionnelle d'exister de l'humanité »²³³, Hans Jonas lui appose l'obligation « qu'il existe un monde pour les générations humaines futures »²³⁴. Or, il considère que dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle :

« la frontière entre 'Etat' (polis) et 'nature' a été abolie : la cité des hommes, jadis une enclave à l'intérieur du monde non humain, se répand sur la totalité de la nature terrestre et usurpe sa place. La différence de l'artificiel et du naturel a disparu, le naturel a été englouti par la sphère de l'artificiel (...) »²³⁵.

Il défend ainsi l'idée qu'à l'âge de la civilisation technique « 'toute puissante' *modo negativo* »²³⁶, l'homme est devenu dangereux non seulement pour lui-même, mais aussi pour

²³⁰ Nous n'évoquons pas ici les analyses sur la technique que Jürgen Habermas et Jacques Ellul ont publiées dans les années 1960 et 1970 dans la mesure où leurs travaux sont moins connus du grand public et que leurs thèses influencent moins les mouvements antinucléaires. Dans sa réflexion, Ivan Illich est fortement influencé par Jacques Ellul. Voir pour information : Jürgen Habermas, *Technik und Wissenschaft als « Ideologie »*, Frankfurt am M., Suhrkamp, 1968 (1^{ère} version française : *La Technique et la science comme « idéologie »*, Paris, Gallimard, 1973) ; Jacques Ellul, *Le système technicien*, Paris, Calmann-Lévy, 1977.

²³¹ Celle-ci vise à sensibiliser les entreprises pour qu'elles utilisent les meilleures techniques pour contrer la pollution avant d'avoir des certitudes scientifiques sur les dommages causés à l'environnement.

²³² Cf. : Hans Jonas, *Das Prinzip Verantwortung : Versuch einer Ethik für die technologische Zivilisation*, Frankfurt am M., Insel-Verlag, 1979. Hans Jonas a reçu notamment pour cet ouvrage le Prix de la Paix des libraires allemands en 1987.

²³³ Cf. : Hans Jonas, *Le Principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Les Editions du Cerf, 1990, p. 62 (il s'agit de la première édition en français de cet ouvrage). Les mots en italique sont de Hans Jonas.

²³⁴ Cf. : *Ibid.*, p. 29.

²³⁵ Cf. : *Ibid.*

²³⁶ Cf. : *Ibid.*, p. 187.

la biosphère entière. Les excès de la civilisation scientifique-technique-industrielle se sont retournés contre l'humanité et son environnement et les ont amenés au bord de la catastrophe universelle. Il prédit ainsi l'apocalypse si rien n'est entrepris pour changer le cours du monde. Il pointe à ce sujet les conséquences irréversibles sur l'homme et la nature de certaines technologies modernes, ainsi que le problème de la croissance exponentielle de la population mondiale, qu'il perçoit comme une menace supplémentaire. Il ne fustige pas la science en tant que telle, qui est un savoir, mais la technique au sein de laquelle tout progrès n'est pas forcément positif et « qui transforme le monde »²³⁷ – présent et à venir.

Dans la mesure où il serait « totalement irresponsable »²³⁸ de compter sur la toute puissance de la science pour résoudre ces nouveaux défis, comme de croire que la technique pourra toujours maîtriser les problèmes qu'elle crée, Hans Jonas défend l'idée d'un nouvel impératif éthique de responsabilité.

Il s'adresse en premier lieu aux représentants de la politique publique auxquels il incombe de nouvelles obligations pour assurer la pérennité de l'humanité et de la biosphère, deux éléments inséparables selon lui. Il exige ainsi de leur part une prise en compte dans leurs actions de l'avenir à plus long terme et souhaite qu'ils considèrent avant d'agir les conséquences de leurs actes sur l'ensemble de la planète. Il les met également en garde contre l'utopisme qui se nourrit volontiers des innovations technologiques et qu'il considère en ce sens comme « la plus dangereuse des tentations »²³⁹. A l'inverse, il prône une « heuristique de la peur »²⁴⁰ devant inciter à la prudence, la crainte, le respect, la retenue, la pondération, la circonspection et le doute vis-à-vis d'un pouvoir technologique mal maîtrisé. L'enjeu du principe de responsabilité est ainsi « de préserver pour l'homme l'intégrité de son monde et de son essence contre les abus de son pouvoir »²⁴¹ et sa devise principale se résume dans le fait que:

« nous n'avons pas le droit de choisir le non-être des générations futures à cause de l'être de la génération actuelle et que nous n'avons même pas le droit de le risquer »²⁴².

Les théories de Hans Jonas ont fait l'objet de critiques, en particulier au sein de la communauté scientifique qui a dénoncé son approche catastrophiste et apocalyptique, son attitude résolument pessimiste (« il faut *davantage* prêter l'oreille à la prophétie de malheur

²³⁷ Cf. : *Ibid.*, p. 223.

²³⁸ Cf. : *Ibid.*, p. 169.

²³⁹ Cf. : *Ibid.*, p. 15.

²⁴⁰ Cf. : *Ibid.*, p. 13.

²⁴¹ Cf. : *Ibid.*, p. 15.

²⁴² Cf. : *Ibid.*, p. 31.

qu'à la prophétie de bonheur »²⁴³) ainsi que sa méthode conservatrice tendant au maintien du statut quo, symptomatique d'une aversion pour le changement (« commandement de donner un poids plus important (...) à la menace plutôt qu'à la promesse, et d'éviter des perspectives apocalyptiques, même au prix de rater ainsi le cas échéant des accomplissements eschatologiques »²⁴⁴). Ses détracteurs ont également souligné que le propre de la recherche et du développement technologique est justement de faire des paris, de s'approcher de la vérité grâce à des tâtonnements, des essais et des erreurs et que l'impossibilité, dans la plupart des cas, d'exclure dès le départ tout effet négatif ne doit pas paralyser le progrès. Enfin, ils ont mis en garde Hans Jonas contre le danger d'intensifier les risques en prônant dans certain cas l'inaction plutôt que la confrontation aux défis de la civilisation technologique²⁴⁵.

L'« éthique du futur » ou « éthique d'avenir » de Hans Jonas ne constitue pas une critique pure et simple du nucléaire. Selon lui, c'est moins une technologie en tant que telle qui est dangereuse que « l'effet cumulatif » de certaines œuvres technologiques à même de « mettre en danger soit l'existence tout entière, soit l'essence tout entière de l'homme dans le futur ». Toutefois, à partir de 1979, *Das Prinzip Verantwortung* a connu un grand succès de librairie – faisant même l'objet d'une évocation au Bundestag – et des mouvements antinucléaires allemands se sont inspirés de certaines de ses revendications qu'ils ont contribué à médiatiser sur leurs affiches et sur leurs tracts, à l'exemple des impératifs clefs suivants :

« Agis de façon que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur terre »²⁴⁶

« Ne compromets pas les conditions pour la survie indéfinie de l'humanité sur terre »²⁴⁷

« Nous avons une obligation à l'égard de ce qui n'existe même pas encore »²⁴⁸

ou

« L'humanité n'a pas droit au suicide »²⁴⁹

« Nous avons bien le droit de risquer notre propre vie, mais non celle de l'humanité »²⁵⁰

²⁴³ Cf. : *Ibid.*, p. 54.

²⁴⁴ Cf. : *Ibid.*, p. 55.

²⁴⁵ Voir à titre d'exemple : Luc Ferry, *Le nouvel ordre écologique. L'arbre, l'animal et l'homme*, Paris, Grasset, 1992, p. 32-33.

²⁴⁶ Cf. : *Ibid.*, p. 30.

²⁴⁷ Cf. : *Ibid.*, p. 31.

²⁴⁸ Cf. : *Ibid.*

²⁴⁹ Cf. : *Ibid.*, p. 61.

²⁵⁰ Cf. : *Ibid.*, p. 31.

Limiter la consommation d'énergie, un impératif théorique et social pour Ivan Illich

En France, mais aussi en RFA, les mouvements antinucléaires – et plus largement les écologistes – trouvent une partie de leur inspiration dans les travaux d'Ivan Illich, grande figure internationale dans les années 1970 et 1980 de la critique radicale de l'ordre capitaliste et de la société industrielle comme de la société de consommation et des institutions sociales. Il s'est rendu internationalement célèbre par ses analyses cherchant à démontrer qu'un abus de médecine et de médicaments rend malade, que les moyens de circulation rapides font perdre du temps ou qu'une mauvaise gestion du système éducatif empêche les enfants de penser par eux-mêmes au lieu de les émanciper²⁵¹. Les mouvements antinucléaires reprennent en particulier son concept de « contre-productivité » qui sous-tend ces analyses ainsi que ses réflexions sur l'énergie qui prônent à la fois l'équité et l'opposition au « monopole radical »²⁵².

L'ensemble de sa réflexion s'inscrit dans la perspective de son concept phare : « la convivialité ». En ce sens, I. Illich reconnaît que la dégradation de l'environnement est liée à la surabondance et au gaspillage. Il est d'accord avec Paul Ehrlich sur la nécessité d'une limitation de la démographie et avec Barry Commoner sur « la perversion de l'outil ». Cependant, au-delà de ces trois dimensions, il est d'avis que :

« La seule solution à la crise écologique est que les gens saisissent qu'ils seraient plus heureux s'ils pouvaient *travailler* ensemble et *prendre soin* l'un de l'autre. »²⁵³

Dans son essai *Energie et équité* dont la première version date de 1973, Ivan Illich admet qu'une crise de l'énergie menace la société. A l'opposé des politiques publiques qui se mettent en place en France et en Allemagne après le choc pétrolier pour orchestrer une accélération du programme énergétique national, il prône une réduction générale de la consommation dans ce domaine, ce que les techniques modernes sont à même de permettre. Pour lui, énergie et société sont intimement liées :

« l'utilisation de hauts *quanta d'énergie* a des effets aussi destructeurs pour la structure sociale que pour le milieu physique. Un tel emploi de l'énergie viole la société et détruit la nature »²⁵⁴.

²⁵¹ Sur ces sujets, voir en particulier ses best-sellers : *Deschooling society*, New York, Harper and Row, 1971 (*Une société sans école*, Paris, Seuil, 1971), *Tools for conviviality*, New York, Harper and Row, 1973 (*La Convivialité*, Paris, Seuil, 1973) ainsi que *Medical Nemesis : The exploration of health*, London, Marian Boyars, 1975 (*Némésis médicales*, Paris Seuil, 1975).

²⁵² Cf. : Ivan Illich, *Energie et équité*, Paris, Le Seuil, 1975. Une première version de ce texte a été publiée dans *Le Monde*, du 5 au 7 juin 1973. Une édition remaniée a ensuite été publiée aux Editions du Seuil en 1973. Nous utilisons ici la seconde édition du Seuil de ce texte, complétée et enrichie à partir d'une version anglaise de ce texte, plus complète.

²⁵³ Cf. : Ivan Illich, *La Convivialité*, *op. cit.*, p. 77.

²⁵⁴ Cf. : Ivan Illich, *Energie et équité*, *op. cit.*, p. 1. Les mots en italique sont d'Ivan Illich.

Une société qui se contente de peu d'énergie est selon Ivan Illich une société libre, où de nombreux modes de vie et plusieurs cultures peuvent cohabiter, et qui est ouverte à différentes options politiques. L'homme y est à même d'utiliser ses facultés et ses ressources propres, sans être l'esclave de besoins artificiellement créés par les sociétés modernes et qui l'abêtissent. A l'inverse, une société optant pour une forte consommation d'énergie n'est plus une société libre mais « intolérable » car à ce moment-là, « elle sera obligatoirement dominée dans sa structure par la technocratie »²⁵⁵. Les individus seront soumis à des besoins croissants et prisonniers d'une société contrôlée par une élite, toujours à la recherche de nouveaux records. Pour éviter un asservissement de l'homme et la destruction de la nature, la solution consiste ainsi selon Ivan Illich à définir un minimum d'énergie acceptable par personne et à limiter la puissance des machines. Il considère que c'est la seule option à la fois possible d'un point de vue technique et juste politiquement dans la mesure où elle protège de l'exploitation des masses par les puissants et garantit une démocratie participative grâce à la possibilité d'une gestion décentralisée. Il dénonce ainsi la propagande nucléaire des gouvernements qui confond bien-être et abondance énergétique²⁵⁶, fustige en particulier les politiques de droite qui n'offrent pas d'autre avenir qu'une « apocalypse hyper-industrielle » et demande la reconnaissance de « l'existence d'un seuil de consommation d'énergie au-delà duquel la technique dictera ses exigences à la société »²⁵⁷.

Sa méfiance vis-à-vis des nouvelles technologies, surtout des innovations dans le domaine de l'automobile et dans le secteur des transports, ainsi que son attachement à une économie post-industrielle fondée sur les principes de frugalité, d'équité sociale et de convivialité expliquent qu'il a pu être accusé d'être hostile à la technique et au progrès. Les technologies modernes représentent toutefois pour Ivan Illich un instrument de libération – à condition de fixer politiquement les limites en dessous desquelles cela reste effectivement le cas. Dans la logique de sa pensée, l'augmentation de la demande en énergie dans les années 1970 entraîne le risque d'un « monopole radical » au profit de la technologie la plus efficace – autrement dit l'énergie atomique.

²⁵⁵ Cf. : *Ibid.*, p. 2.

²⁵⁶ Cf. : *Ibid.*, p. 3.

²⁵⁷ Cf. : *Ibid.*, p. 5.

3-3 La mobilisation antinucléaire

Les mobilisations antinucléaires des années 1970 sont sans comparaison avec les protestations de l'immédiate après-guerre, qui ont lieu juste après les bombardements de Nagasaki et Hiroshima en 1945. Ces protestations de la fin des années 1940 et des années 1950 – dont l'ouvrage de l'écrivain suisse Denis de Rougemont (1906-1985), *Lettres sur la bombe atomique*, est emblématique²⁵⁸ – ont pris forme dans les pays occidentaux contre l'utilisation militaire de l'énergie nucléaire et l'équipement de l'armée en armes atomiques. Menées alors par des pacifistes et des scientifiques²⁵⁹, mais également, en Allemagne, par des syndicats et le parti social-démocrate – ce qui n'est pas le cas dans les mouvements des années 1970 – elles ont diffusé outre-Rhin le concept d'« *Atomtod* » (« mort atomique »)²⁶⁰. Dans les années 1970, le mouvement antinucléaire vise la production d'électricité au moyen de la technologie nucléaire civile. D'un point de vue technique, cette dernière est largement remise en cause, tout comme l'attitude de l'Etat dans ce domaine, ce qui pose un problème de politique intérieure, deux dimensions qui n'étaient pas présentes dans les protestations des années 1940-1950.

Devant l'euphorie avec laquelle les partis politiques traditionnels accueillent la technologie nucléaire, l'opposition aux centrales se développe au niveau extra-parlementaire. A l'aide d'une comparaison internationale, Lutz Mez a formulé un « schéma de l'escalade » pour caractériser le mouvement antinucléaire dans les années 1970. Il le présente ainsi en trois phases. Dans un premier temps, l'opposition aux centrales nucléaires prend la forme de manifestations et de lettres de protestation, de réunions et de stands d'information, de théâtre de rue et de chansons militantes. Elle passe ensuite à un second stade où la protestation devient plus sérieuse et plus déterminée et s'exprime par des grèves, des grèves de la faim, des occupations de terrain, des actions de boycott (d'une partie des factures d'électricité

²⁵⁸ Cf. : Denis de Rougemont, *Lettres sur la bombe atomique*, Bentano's, New York, 1946 / Paris, Gallimard, 1946. Dans cet ouvrage, Denis de Rougemont considère que le bombardement à l'arme nucléaire d'Hiroshima marque l'avènement d'un nouvel ordre mondial dans la mesure où les Etats ne sont plus en mesure d'assurer la sécurité de la population. Il en appelle donc, parallèlement au développement d'une conscience planétaire, à l'établissement d'une « Fédération mondiale » destinée à dépasser les souverainetés nationales et à assurer collectivement la survie de l'humanité. Dans ce contexte, Denis de Rougemont s'engagera dès 1947 en faveur de la construction européenne, selon un modèle fédéral qui ne manquera pas non plus d'influencer les écologistes à partir des années 1970. Voir à ce sujet le chapitre 4, point 1-2-2.

²⁵⁹ Voir en particulier à ce sujet, les travaux du « *Göttinger Achtzehn* », un groupe de dix-huit physiciens spécialisés dans les techniques atomiques qui, en 1957, s'opposent officiellement à la politique du gouvernement allemand en matière d'armes atomiques. Carl Friedrich von Weizsäcker (1912-2007) fait notamment partie de ce groupe.

²⁶⁰ Pour plus d'information à ce sujet, voir à titre d'exemple le document d'époque allemand : Arbeitsausschuß Kampf dem Atomtod, *Kampf dem Atomtod*, Bonn, Arbeitsausschuß Kampf dem Atomtod, 1958.

notamment, pour ne pas soutenir le développement de l'énergie nucléaire). Le dernier niveau est celui de la confrontation directe avec les forces de l'ordre, le long des clôtures ou des murs de protection qui entourent le plus souvent les chantiers des centrales nucléaires, celui où l'on dénombre le plus de blessés et parfois une victime²⁶¹.

Nous présenterons ainsi dans un premier temps les mouvements d'opposition au nucléaire en France et en Allemagne tels qu'ils s'expriment au début des années 1970. Ceux-ci sont caractérisés par une mobilisation de masse, des occupations de terrain, des recours en justice et des actions symboliques (phase 1 et 2 du « schéma de l'escalade » de Lutz Mez). En France, les protestations contre la construction de centrales nucléaires à Fessenheim (Haut-Rhin), dans la région du Bugey (Ain) et à Braud-et-Saint-Louis (Gironde) sont représentatives de cette époque, comme en RFA les mobilisations contre la centrale de Wyhl (Bade-Wurtemberg). Nous étudierons ensuite la situation après la crise pétrolière de 1973 et l'accélération de la politique énergétique des Etats. Elle constitue la troisième phase décrite par Lutz Mez dans la mesure où, à partir de 1975, l'opposition se durcit entre les pouvoirs publics et les militants antinucléaires. La violence domine lors de l'opposition au surgénérateur de Creys-Malville (Isère) puis à la centrale de Plogoff (Finistère) en France ; tout comme en Allemagne, lors l'opposition à la centrale de Brokdorf (Schleswig-Holstein), de Grohnde (Basse-Saxe) et de Kalkar (Rhénanie du Nord-Westphalie).

3-3-1 Les premières luttes (1972-1975)

Lors des premiers travaux de construction, l'industrie nucléaire civile ne suscite pas dans le monde de vague de protestation marquante, ni auprès de la population, ni dans la presse nationale ou les revues spécialisées. C'est le cas pour les réacteurs nucléaires de technologie uranium naturel-graphite-gaz qui voient le jour en France entre 1956 et 1966. Il en va de même en Allemagne pour les premiers réacteurs qui entrent en activité dans les années 1960. Seules quelques protestations isolées et de courte durée marquent la mise en service du réacteur de Würgassen (Basse-Saxe) en 1971 ainsi que le début des travaux à Philippsburg (Bade-Wurtemberg) en 1970 et à Uterweser (Basse-Saxe) en 1972. Au début des années 1970, la population ne s'oppose pas non plus à Biblis (Hesse) au projet de construction de ce qui représentait à l'époque le plus gros réacteur du monde²⁶².

Un mouvement de protestation bénéficiant d'un retentissement national se développe à partir de 1969 en France lorsque le premier programme électronucléaire est engagé, en

²⁶¹ Lutz Mez (éd.), *Der Atomkonflikt. Atomindustrie, Atompolitik und Anti-Atom-Bewegung im internationalen Vergleich*, Berlin, Olle und Wolter, 1979, p. 47 sq.

²⁶² Cf. : Fred Karl, *Die Bürgerinitiativen*, op. cit., p. 27.

particulier au sein de la communauté scientifique et en Alsace où un projet de centrale à Fessenheim est en train de voir le jour. Le 12 avril 1971, 1.300 personnes protestent contre ce projet, à l'appel du Comité de sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin (CSFR) – animé entre autres par Solange Fernex (1934-2006), une des futures fondatrices des Verts. En 1972, le CSFR mobilise à deux reprises 10.000 personnes contre la centrale de Fessenheim mais son action ne s'étend pas à d'autres régions. Dans le Bugey, le conflit commence peu de temps après celui de Fessenheim. Le journaliste écologiste Pierre Fournier (1937-1973)²⁶³, qui habite à Saint Vulbas à proximité du réacteur prévu, appelle dans le magazine satirique *Charlie Hebdo* à une marche de protestation contre Bugey 1, le 10 juillet 1971 à laquelle participent plusieurs milliers de manifestants. Celle-ci se termine dans une ambiance festive et pacifique par des actions nudistes devant le chantier du réacteur ; des manifestants décident de prolonger l'action en occupant le terrain, ce qu'ils réussissent à faire pendant cinq semaines²⁶⁴. Dans l'ensemble, la presse est peu critique à l'encontre du nucléaire civil et ne rapporte que rarement ces premières mobilisations antinucléaires qui s'essouffent rapidement. Les analyses scientifiques publiées la même année dans la revue *Survivre et Vivre*²⁶⁵ ne rencontrent pas non plus d'écho avant 1974. Il faut en effet attendre la crise pétrolière et l'annonce de l'accélération du programme nucléaire, pour que l'opposition se dynamise vraiment, à partir de 1973.

Il en va de même en Allemagne où avant cette date, les protestations se concentrent surtout à Breisach sur le Rhin, non loin de Fribourg (Bade-Wurtemberg) contre la construction prévue d'une centrale nucléaire. Elles s'inspirent à cette époque des manifestations antinucléaires qui se déroulent à Fessenheim en France et à Gösgen en Suisse. Un comité d'opposition se met en place (*Oberrheinisches Aktionskomitee gegen Umweltgefährdung durch Atomkraftwerke*) suivi d'un second animé par les viticulteurs de la région (*Bürgerinitiative der betroffenen Winzer*) qui rassemblent 65.000 signatures, organisent une manifestation avec 850 tracteurs puis mobilisent 500 personnes le jour des négociations avec les représentants du projet, en septembre 1972.

Ainsi, jusqu'en 1973, ce qui définit les mobilisations antinucléaires, c'est l'objectif unique de leur protestation, leur indépendance les unes des autres, leur perception locale du problème nucléaire qui doit être résolu par l'abandon de la centrale prévue dans leur entourage ou sa construction ailleurs. Après cette date, la contestation s'intensifie, mais elle se structure aussi davantage.

²⁶³ Nous reviendrons sur son travail au chapitre 4, point 1-2-2.

²⁶⁴ Cf. : Pierre Fournier, « A Bugey, quelque chose se passe », *Charlie Hebdo*, n° 47, juillet 1971, p. 10-11.

²⁶⁵ Cf. : Voir précédemment dans ce chapitre, au point 3-1-2.

En France, après l'annonce du plan Messmer, c'est au tour des Girondins de protester à Braud-et-Saint-Louis. Le jour où le projet est rendu public, le 22 mai 1974, 3.000 personnes manifestent pacifiquement et plantent symboliquement des arbres sur le terrain prévu du chantier. L'opposition à la centrale se renforce à partir de 1975. Des militants antinucléaires viennent soutenir les éleveurs, les vigneron et les habitants de la région lors de la manifestation du 26 janvier. Les protestations s'intensifient quand EDF décide de se lancer dans les travaux sans conduire au préalable les enquêtes d'utilité publique chargées, entre autres, de déterminer l'impact écologique de la centrale. A la différence des protestations de Fessenheim et du Bugey, les manifestants choisissent alors de nouveaux modes de protestation et en particulier, le recours juridique et l'emploi de la violence. Ainsi, le 11 mai 1975, 500 manifestants prennent le contrôle du chantier en arrachant ses clôtures, ce à quoi le préfet réplique en envoyant plusieurs unités de police reprendre de force le contrôle des lieux. Plusieurs manifestants sont arrêtés et à la suite de cela, l'Etat renforce ses procédures d'expulsion contre certains propriétaires de terrain. En 1976, une plainte déposée devant le Conseil d'Etat par une famille expulsée stoppe le chantier en obligeant EDF à mener au préalable les enquêtes d'utilité publique²⁶⁶.

De l'autre côté du Rhin, les habitants de la région du Kaiserstuhl, dans le pays de Bade, apprennent le 19 juillet 1973 que la centrale initialement prévue à Breisach, doit maintenant être construite une dizaine de kilomètres plus au nord, sur la commune de Wyhl près de Weisweil. Dès le lendemain, un comité de citoyens est créé (*Bürgerinitiative Wyhl/Weisweil*). Il organise notamment une manifestation de protestation aquatique avec les pêcheurs professionnels de la région, à laquelle participent quarante bateaux et 200 personnes. Face à ces protestations, une contre-initiative pronucléaire (*Pro-Atom-Kraft-Initiative*) se met en place. Elle soutient le projet de la société d'exploitation d'électricité et des pouvoirs publics, accueille favorablement les perspectives économiques et financières liées à l'implantation d'une centrale et divise la population locale en deux groupes. Au cours de l'année 1974, de nombreuses « initiatives de citoyens » se créent dans la région pour protester contre le projet. Au mois d'août, 2.000 personnes – dont une délégation venue de Marckolsheim, en Alsace, où la population locale tente de s'opposer à l'implantation d'une usine chimique de plomb – participent à une « marche en étoile » et plusieurs initiatives se regroupent dans un Comité international des 21 initiatives de citoyens du pays de Bade et d'Alsace (*Internationales Komitee der 21 badisch-elsässischen Bürgerinitiativen*)²⁶⁷. Celui-ci regroupe 45 comités à l'été 1975. Il complète l'initiative franco-allemande qui s'est

²⁶⁶ Le premier réacteur de la centrale nucléaire du Blayais n'entrera en activité qu'en 1981.

²⁶⁷ Le chanteur et auteur Walter Mossmann fait par exemple partie de ce comité pour lequel il rédige un certain nombre de déclarations.

développée à partir de mai 1972 : l'Action internationale pour la plaine du Rhin-Rassemblement des initiatives de citoyens du Rhin (*Internationale Rheintalaktion-Zusammenschluß der Bürgerinitiativen am Rhein*), regroupant les comités de Breisach, de Fessenheim et de Wyhl. En octobre 1974, l'Association des femmes du pays de Bade (*Badische Fraueninitiative*) organise également deux manifestations contre le projet de centrale qui mobilisent à chaque fois entre 400 et 500 personnes, des femmes avant tout. En décembre de la même année, quinze associations rassemblent 700 habitants de la région du Kaiserstuhl lors d'une manifestation devant la diète régionale, à Stuttgart. Comme en France, le conflit se renforce à partir du moment où le projet entre dans sa phase d'exécution. Suite à un référendum local en janvier 1975 au cours duquel 55% des habitants de la commune de Wyhl se prononcent pour la vente du terrain où est prévue la centrale, les pouvoirs publics donnent les premières autorisations pour lancer le chantier le 22 janvier. Une trentaine de comités actifs dans la région entendent toutefois s'opposer à cette décision. Dès le 18 janvier 1975, selon une philosophie non-violente, plusieurs centaines de militants occupent le terrain, organisent des conférences de presse au nom des associations régionales antinucléaires et stoppent les préparatifs du chantier. Ils sont évacués au bout de deux jours par plus de 600 policiers munis de matraques et de canons à eau et le terrain est sécurisé par des clôtures barbelées²⁶⁸. A la suite de cela, 5.000 personnes manifestent le lendemain contre l'agressivité de la police mais dès la manifestation du 23 février, les confrontations violentes reprennent. 28.000 manifestants passent les clôtures et prennent possession du terrain sur lequel ils arriveront à se maintenir pendant huit mois. Ils prennent pour modèle l'occupation de terrain franco-allemande qui s'est mise en place à Marckolsheim contre l'usine de plomb, et qui s'est terminée avec succès pour les associations au moment où l'occupation de terrain se met en place à Wyhl²⁶⁹. En mars 1975, le tribunal administratif de Freiburg suspend son autorisation de chantier, tandis que sur le terrain, les militants antinucléaires s'organisent. Plusieurs huttes se construisent – comme on en retrouvera quelques années plus tard près de l'aéroport de Francfort lors des protestations contre la nouvelle piste prévue, la « *Startbahn West* »²⁷⁰. Le mouvement s'organise autour d'une hutte principale, la « Maison de l'amitié » (*Freundschaftshaus*), et celle de l'Université populaire de la forêt de Wyhl (*Volkshochschule Wyhler Wald*) qui offre un large programme culturel et d'information sur le chantier²⁷¹. 15.000 personnes répondent à l'appel des « initiatives de citoyens » pour les manifestations de

²⁶⁸ Cf. : « Polizei räumte Baugelände für das Kernkraftwerk Wyhl », *Badische neueste Nachrichten*, 21.02.1975.

²⁶⁹ Voir plus haut dans ce chapitre, au point 1-2-2.

²⁷⁰ Voir plus haut dans ce chapitre, au point 2-2-2.

²⁷¹ Cf. : Volkshochschule Wyhler Wald, « Vierwochenprogramm », Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis, Dossier 2264.

Pâques. Deux ans plus tard, le 14 mars 1977, le tribunal administratif de Fribourg annule finalement le permis de construire de la centrale, pour des raisons techniques de sécurité²⁷². L'abandon du projet nucléaire de Wyhl est le premier succès d'ampleur nationale des « initiatives de citoyens » qui prennent conscience de leur poids politique quand elles arrivent à se coordonner et à rassembler derrière elles, au-delà des clivages idéologiques, une partie importante de la population²⁷³.

Parallèlement au conflit à Wyhl, un autre foyer de contestation se développe à Kalkar contre le surgénérateur en construction sur le Rhin depuis 1973. En septembre 1974, 10.000 personnes venues principalement de toute l'Allemagne et de Hollande manifestent sur le terrain. Elles sont entre 50 et 60.000 le 24 septembre 1977 ; la police empêche de nombreux manifestants de se rendre sur les lieux du rassemblement. C'est le début d'une longue série d'affrontements qui culmineront dans les années 1980 et se termineront aussi par l'abandon du projet en 1991, alors que la construction de la centrale est terminée. De même, en France, un fort mouvement d'opposition populaire enfle à partir de 1974 contre un projet de centrale en Bretagne, non loin de la pointe du Raz, à Plogoff, au sujet duquel la population et les élus locaux sont informés par voie de presse. Il est animé pendant plusieurs années par les pêcheurs, les éleveurs et les habitants de la région, coordonnés au sein d'un comité de défense, le Comité régional d'information nucléaire Bretagne-Pointe du Raz, qui compte dès le début parmi ses militants – cas rare – le maire de la commune, Jean-Marie Kerloc'h. Un Groupement foncier agricole, comme au Larzac, voit également le jour pour permettre aux propriétaires menacés d'expulsion de résister collectivement. De même qu'à Kalkar, les protestations s'engagent sur la voie de la violence à partir de 1980, quand le projet devient plus concret et qu'EDF entreprend ses enquêtes d'utilité publique. Elles culminent entre janvier et mars 1980, mais durent jusqu'au 17 juin 1981, date à laquelle François Mitterrand, une fois élu président de la République, met fin au projet, conformément à ses promesses de campagne²⁷⁴.

²⁷² Cf. : « Baugenehmigung für Kernkraftwerk Wyhl wegen Sicherheitsrisiken aufgehoben », *Süddeutsche Zeitung*, 15.03.1977.

²⁷³ Pour un survol des événements qui ont marqué le mouvement antinucléaire à Wyhl, voir par exemple : « Fast vier Jahre dauert der Kampf um Wyhl », *Stuttgarter Zeitung*, 15.03.1977 ainsi que : Dieter Rucht, *Von Wyhl nach Gorleben, op. cit.*, p. 80-87.

²⁷⁴ Cf. : « 110 propositions pour la France », texte d'orientation politique présenté par le Parti socialiste et François Mitterrand en vue des élections présidentielles de 1981. Proposition 38 : « L'approvisionnement énergétique du pays sera diversifié. Le programme nucléaire sera limité aux centrales en cours de construction, en attendant que le pays, réellement informé, puisse se prononcer par référendum. ». Sur le programme nucléaire et environnemental du PS avant et après 1981, voir dans la troisième partie, le chapitre 5, point 1-1-2.

3-3-2 *Le durcissement des conflits (1976-1977)*

De fait, à partir de 1976, l'organisation et la détermination des mouvements antinucléaires se renforcent. Cela est dû, d'une part, à l'attitude des pouvoirs publics qui en matière de politique énergétique – et donc indirectement de sécurité nationale – n'entendent pas tenir compte des avis et des craintes de la population locale. Un véritable blocage apparaît ainsi entre la population d'un côté, et les élus et les ingénieurs des entreprises énergétiques de l'autre, responsables de la coordination administrative et technique des projets et mal préparés à répondre aux préoccupations des habitants et des militants antinucléaires. Petit à petit, le fossé se creuse entre citoyens et responsables politiques ou technocrates, accusés d'imposer leurs décisions depuis leurs capitales, sans tenir compte des réalités de terrain. Les mouvements antinucléaires élargissent ainsi avec le temps leurs revendications qui se tournent dorénavant contre la politique énergétique globale du gouvernement, remettent en cause les discours officiels affirmant le contrôle absolu de l'ensemble de la filière nucléaire, surtout en matière de déchets²⁷⁵, et s'interrogent sur le fonctionnement de la démocratie. A cela s'ajoute, en France où toutes les décisions sont prises à Paris, des revendications anti-centralisatrices. Par ailleurs, l'escalade de la violence s'explique aussi par la participation aux mouvements antinucléaires de divers groupes venus de l'extérieur, en particulier gauchistes et autonomes. Ils sont attirés par la confrontation avec l'Etat qu'offre la lutte contre les centrales, sans se reconnaître forcément dans le courant écologiste. Les plus radicaux d'entre eux défendent un discours révolutionnaire et acceptent un recours à la violence – voire au terrorisme – comme l'expression la plus poussée de la désobéissance civile face à l'oppression de l'Etat et comme l'ultime moyen de changer la société. Leur présence lors des rassemblements, et leurs tentatives pour prendre le contrôle de certains comités de défense, entraînent plusieurs dérapages.

En France, la première manifestation de masse contre le surgénérateur Superphénix de Creys-Malville a lieu au début de l'été 1976 (3 juillet), au moment où les travaux débutent. Elle est organisée par le Mouvement écologique Rhône-Alpes (MERA), en coopération avec le Comité de sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin (CSFR). Elle rassemble 20.000 personnes dont Théodore Monod, Haroun Tazieff et Lanza del Vasto. A l'initiative de ce dernier, un sit-in est organisé sur le terrain prévu de la centrale, il est placé sous le signe de la non-violence et l'ambiance est au départ détendue entre manifestants et forces de l'ordre. Toutefois, au bout du cinquième jour d'occupation, devant le refus renouvelé des militants

²⁷⁵ Dans ce contexte, la grève des ouvriers de l'usine de retraitement de déchets nucléaires de La Hague, à l'automne 1976 est décisive. Elle informe le grand public sur l'état réel des difficultés techniques rencontrées par le plan Messmer. Voir à ce sujet : Alain Touraine, *La prophétie anti-nucléaire*, op. cit., p. 46 sq.

antinucléaires de quitter les lieux, de nouvelles unités de police sont chargées de les disperser en recourant à la force et au gaz lacrymogène. A partir de cette date, dans plusieurs villes de France, des Comités Malville de soutien se créent. Malgré l'attitude non-violente de ces derniers, le conflit s'enfonce dans la violence. Celle-ci culmine le 31 juillet 1977, au cours d'une manifestation souhaitée par les Comités Malville, organisée par le MERA, le Mouvement alternatif non-violent, l'association écologiste Les Amis de la Terre²⁷⁶ et le Comité antinucléaire d'Ile de France, mais qui échappe rapidement au contrôle des organisateurs. Les écologistes se retrouvent pris en tenaille entre un gouvernement décidé à faire preuve de fermeté, à quelques mois des élections législatives, à l'encontre d'une opposition antinucléaire minoritaire dans le pays, et des militants gauchistes à la recherche d'affrontements avec les forces de l'ordre. En tout, 60.000 personnes viennent manifester de France, de Suisse, d'Italie et d'Allemagne, alors que le rassemblement a été interdit par le gouvernement. Elles se retrouvent face à 5.000 CRS, gendarmes (parachutistes), gardes mobiles et membres des brigades anti-émeutes ; des hélicoptères et des voitures blindées sont également mobilisés. Malgré la dimension pacifiste que voulaient donner les organisateurs à ce rassemblement, la manifestation tourne à l'affrontement direct entre les deux groupes. Une partie des manifestants est échauffée par les restrictions géographiques imposées par le préfet qui les empêchent d'approcher du périmètre de la centrale. Quelques-uns sont équipés de barres de fer, bâtons et cocktails molotov. Des jets de pierre en direction des forces de l'ordre, armées de grenades et prêtes à « ouvrir le feu si nécessaire » selon les indications du préfet de police, embrasent une situation déjà électrique. Au cours du déchaînement de violence qui s'ensuit, un manifestant pacifiste, l'instituteur Vital Michalon, est tué par une grenade. Le conflit fait en tout plus de cent blessés dont deux seront amputés tandis qu'un policier a la main arrachée en manipulant une grenade. C'est la manifestation antinucléaire la plus sanglante de l'histoire en France²⁷⁷. La police procède également à une vingtaine d'arrestations et les condamnations prononcées, allant jusqu'à six mois de prison ferme, sont très sévères : « l'Etat prouve qu'il est prêt à tout pour imposer son nucléaire »²⁷⁸.

En Allemagne, le conflit antinucléaire – sans faire directement de victime – gagne également en intensité à partir de 1976 et acquiert comme en France une audience nationale à l'occasion des mouvements de protestation contre la centrale de Brokdorf, prévue pour être

²⁷⁶ Cf. : Chapitre 4, point 2-1-4.

²⁷⁷ Sur ce conflit, voir « Chronique de Malville », *Le Courrier de la Baleine*, n° 26, août 1976, p. 3 puis, pour la manifestation du 31.07.1977, le témoignage sonore d'Yves Frémion disponible sur le site des Verts à l'adresse suivante : http://lesverts.fr/article.php3?id_article=3594 [réf. du 28.04.2008].

²⁷⁸ Cf. : Jean-Luc Bennahmias, Agnès Roche, *Des Verts de toutes les couleurs. Histoire et sociologie du mouvement écologiste*, Paris, Albin Michel, 1992, p. 50.

l'une des plus grosses du monde avec une puissance de 1.400 mégawatts. Planifiée depuis 1973, elle s'intègre dans un plan de six centrales nucléaires au nord de la RFA destinées à alimenter en énergie les usines de la partie inférieure de l'Elbe. Contre ce projet, la BUU (*Bürgerinitiative Umweltschutz Unterelbe* – « Initiative de citoyens pour la protection environnementale de la partie inférieure de l'Elbe ») se développe dans la région au début de l'année 1974. Elle rassemble 72.000 signatures et 20.500 protestations contre le projet de Brokdorf²⁷⁹. Après la suspension du projet de centrale nucléaire à Wyhl en 1975, la communication est tendue entre les militants d'un côté, le gouvernement du Schleswig-Holstein et les représentants de l'industrie nucléaire de l'autre. Les auditions de la population organisées en 1976 sont encadrées par la police et en dépit de ses promesses de campagne d'attendre la fin des jugements suite aux plaintes déposées, le gouvernement régional donne les premières autorisations pour démarrer le chantier le 27 octobre 1976. Avant que cette information ne soit diffusée, la police a pris de nuit possession du terrain. L'objectif des pouvoirs publics est d'éviter à tout prix le scénario de Wyhl. C'est toutefois dans cette voie que s'engage le conflit. Le 30 octobre 1976, à l'appel de la BUU, 8.000 personnes manifestent et 2.000 d'entre elles occupent le terrain de la centrale en forçant l'enceinte de protection du chantier. Les premières altercations avec la police ont lieu au bout de quelques heures. La plupart des manifestants se retrouvent démunis face aux matraques, aux canons à eau et au gaz lacrymogène des forces de l'ordre. 4.000 personnes manifestent le lendemain contre la violence policière et rien qu'à Hambourg, trente « initiatives de citoyens » se créent par solidarité avec les opposants au nucléaire victimes de la violence de l'Etat. Deux semaines plus tard, les comités de citoyens – le BUU, le BBU²⁸⁰ et les BBA (*Bremer Bürgerinitiativen gegen Atomanlagen*) en tête – appellent de nouveau à la manifestation contre le chantier qui se met en place dans un contexte très sécurisé dans la mesure où les premiers barrages de police se trouvent à cinq, voire dix kilomètres du terrain de la centrale. Entre 30.000 et 45.000 personnes participent à la manifestation du 13 novembre qui prend un aspect de « guerre civile »²⁸¹ à cause d'affrontements directs entre manifestants et forces de l'ordre et de l'envoi de gaz lacrymogène par hélicoptère et par grenade. Ici aussi, les manifestants, pacifistes dans leur ensemble, sont dépassés par l'escalade de violence à laquelle contribuent des forces de police déterminées à prouver leur supériorité et des groupes gauchistes, anarchistes et maoïstes²⁸² notamment, pressés d'en découdre avec l'Etat, équipés de casques de moto et de

²⁷⁹ Cf. : Fred Karl, *Die Bürgerinitiativen*, op. cit., p. 29.

²⁸⁰ Cf. : Rappel : *Bundesverband Bürgerinitiativen Umweltschutz*.

²⁸¹ Cf. : Dieter Rucht, *Von Wyhl nach Gorleben*, op. cit., p. 89.

²⁸² L'ensemble du mouvement d'obédience communiste, le « *K-Gruppen-Bewegung* », qui rassemble le KB (*Kommunistischer Bund*), le KBW (*Kommunistischer Bund Westdeutschland* – maoïste) et les branches KPD/AO et KPD/ML (maoïste) du *Kommunistische Partei Deutschlands* compte dans le nord de l'Allemagne

masques à gaz. L'occupation de terrain échoue. Au mois de décembre 1976, le tribunal administratif de Schleswig décide de suspendre pendant deux mois le permis de construire de la centrale. Les associations antinucléaires se préparent pour une nouvelle action à l'issue de ce délai. Elles sont soutenues par des associations d'étudiants. Indépendamment – non sans arrière-pensées électorales locales²⁸³ - des représentations locales du DKP (*Deutsche Kommunistische Partei*), du SPD, du FDP entendent également s'impliquer dans les protestations. Le 19 février 1977, deux grandes manifestations d'environ 20.000 personnes chacune sont organisées contre la centrale de Brokdorf²⁸⁴. Les partis décident de manifester à Itzehoe, non loin du chantier, tandis que les « initiatives de citoyens » se rendent directement à Brokdorf. Même si ces protestations se déroulent sans incidents majeurs, le chantier de la centrale est suspendu. Il le restera pendant quatre ans²⁸⁵. C'est à partir de ce conflit que le slogan « *Atomkraft – nein Danke !* » (L'énergie nucléaire – non merci !), futur mot d'ordre phare du parti des Grünen, fait son apparition. Traduit du danois « *Atomkraft – nej tak* », il se décline alors sous toutes les formes : affiches, banderoles, badges, autocollants et devient l'accessoire obligatoire de tout écologiste. La victoire de 1977 à Brokdorf n'est cependant qu'un demi-succès pour les manifestants dans la mesure où le projet n'est pas abandonné – les travaux reprendront, non sans de nouveaux affrontements, en 1981 – et où les militants antinucléaires et écologistes sont sous le choc des affrontements violents avec l'Etat.

Il en va de même à Grohnde près de Hanovre où, un mois plus tard, le 19 mars 1977, la « guerre civile »²⁸⁶ se poursuit : le mouvement antinucléaire allemand connaît le conflit le plus violent de son histoire et touche à ses limites. Beaucoup de manifestants, qui ne sont plus ceux des premières heures de la lutte antinucléaire, arrivent désormais équipés de casques, de masques à gaz, de boucliers de protection, munis de cisailles, tenailles, meuleuses, chalumeaux. Les organisateurs se coordonnent entre eux à l'aide de talkies-walkies. En fonction de leur arrivée ou de leur lieu d'origine, les manifestants sont regroupés en « troupes de combat » (« *Kampftrupps* » – « HH » pour Hambourg, « HB » pour Brême, « H » pour Hanovre, etc.) dont les assauts pour prendre le contrôle du terrain sont ensuite coordonnés par mégaphone. Ils arrivent dans un premier temps à stopper les canons à eau et à pratiquer une ouverture dans l'enceinte du terrain de la centrale mais la contre-offensive des forces de l'ordre est puissante : des douzaines de cavaliers de la police montée fédérale et des véhicules

plus de 10.000 activistes. Source : « Das Symbol Brokdorf », *die tageszeitung*, 28.10.2006. Sur l'influence des courants communistes sur le mouvement écologiste, voir le chapitre 4, point 1-1.

²⁸³ Au niveau national, ces partis sont favorables aux centrales nucléaires.

²⁸⁴ Ce jour-là, le *Bild Zeitung* (tabloïd) titre à la « Une » : « *Alarm in Brokdorf: 55 Bomben !* » (Alarme à Brokdorf : 55 bombes !). Cf. : *Bild Zeitung*, 19.02.1977.

²⁸⁵ Sur l'ensemble de ce conflit, voir par exemple : Dieter Rucht, *Von Wyhl nach Gorleben, op. cit.*, p. 89 sq et « Das Symbol Brokdorf », *die tageszeitung*, 28.10.2006.

²⁸⁶ Cf. : *Süddeutsche Zeitung*, 21.03.1977.

blindés chargent les manifestants. On dénombre à la fin de la journée plusieurs blessés graves²⁸⁷. A la suite de cet affrontement auquel participent 20.000 personnes, environ 200 militants antinucléaires décident de construire un nouveau « village antinucléaire » (*Anti-Atom-Dorf*) sur une partie du terrain de la centrale. Il survivra 72 jours, avant d'être nettoyé violemment par la police, le 23 août 1977²⁸⁸. A la manifestation du 24 septembre 1977 à Kalkar, la police n'est plus équipée de matraques et de canons à eau, mais de puissants projecteurs pour éclairer le terrain de nuit et elle est désormais autorisée à porter des armes à feu dont les canons sont pointés sur les manifestants. Au moment où l'« automne allemand » commence, des centaines de manifestants présents lors de la manifestation antinucléaire sont arrêtés et identifiés selon les procédures utilisées pour les membres de la Fraction Armée Rouge. Ils subissent également le durcissement des lois et des conditions de rétention, face à la vague d'attentats perpétrés par la RAF²⁸⁹.

Avec le conflit autour de la centrale de Creys-Malville, les rassemblements du Larzac et les grèves à l'usine de retraitement de La Hague, l'été 1977 est particulièrement tendu entre l'Etat et les écologistes et militants antinucléaires de France. En faisant une première victime de la lutte écologiste, la manifestation du 31 juillet 1977 à Creys-Malville est considérée comme le dernier rassemblement de grande ampleur du mouvement antinucléaire français. Elle « marque la fin du premier mouvement écologiste en France » selon le témoignage d'Yves Frémion, futur membre des Verts et député au Parlement européen²⁹⁰. De l'autre côté du Rhin, l'année 1977 – au cours de laquelle le pays est frappé par les actions violentes de la seconde génération de la RAF – marque également un tournant pour le mouvement antinucléaire allemand. Dans leur ensemble, les affrontements violents avec la police et les procédures juridiques renforcées contre les personnes arrêtées, la mort de Vital Michalon à Malville et enfin, l'immolation par le feu du militant antinucléaire Hartmut Gründler lors du congrès sur l'énergie du SPD à Hambourg, le 21 novembre 1977²⁹¹, ont bouleversé plus d'un militant antinucléaire. Selon Dieter Rucht, les impasses auxquelles ont mené les

²⁸⁷ Cf. : « Polizei und Radikale in hartem Kampf um Bauplatz des Kernkraftwerks Grohnde », *Ibid.*

²⁸⁸ Pour un survol du conflit de Grohnde, voir par exemple : Dieter Rucht, *Von Wyhl nach Gorleben, op. cit.*, p. 90 et « Das Symbol Brokdorf », *die tageszeitung*, 28.10.2006.

²⁸⁹ Cf. : Depuis les événements de Brokdorf, les manifestants les plus violents sont considérés par le gouvernement comme des « terroristes ». Voir à ce sujet : « Bonn stellt Grenzschutzeinheiten zum Schutz des Brokdorfer Bauplatzes bereit », *Süddeutsche Zeitung*, 5/6.02.1977, ainsi que : « Das Symbol Brokdorf », *die tageszeitung*, 28.10.2006.

²⁹⁰ Cf. : Témoignage sonore d'Yves Frémion sur la manifestation de Malville du 31 juillet 1977, disponible sur le site des Verts à l'adresse suivante : http://lesverts.fr/article.php?id_article=3594 [réf. du 28.04.2008].

²⁹¹ Ecologiste, pacifiste et réformiste, Hartmut Gründler agit non par désespoir, selon son testament, mais, en dernier recours, pour protester avec véhémence contre les mensonges du Gouvernement Schmidt (SPD) en matière de politique énergétique nucléaire, en particulier sur la question des déchets. Voir à ce sujet : « Vor 30 Jahren verbrannte sich Hartmut Gründler aus Protest », *Die Linkszeitung*, 21.11.2007.

manifestations violentes de Brokdorf, Grohnde, Kalkar et Malville prouvent que la stratégie de l'occupation des terrains de centrales nucléaires en chantier est « absolument inadaptée au regard de l'évolution des conditions »²⁹². Ainsi, dans le domaine de la lutte antinucléaire, les conflits suivants, jusqu'à la fin de la décennie du moins, sont caractérisés par une volonté des manifestants de rompre avec la violence et de ne pas provoquer les réactions quasi militaires des forces de l'ordre. Aussi bien à Flamanville (Manche) qu'à Nogent (Aube) en France, que dans le contexte de l'opposition au centre de stockage géologique pour déchets radioactifs de Gorleben (Basse-Saxe) en RFA, les contestations antinucléaires restent certes ancrées dans la durée, mais de nature surtout pacifistes, avec des manifestations, des réunions et marches d'information, des tracts, des pétitions et des actions de désobéissance civile ou des recours juridiques. En Allemagne, les actions symboliques sont également très présentes avec des plantages d'arbres et des constructions d'espace de jeux pour enfants sur les terrains menacés ; à Gorleben, un nouveau « village anti-atomique » de huttes est construit en 1980, resté célèbre sous le nom de *Freie Republik Wendland* (« République libre du Wendland »).

Dans son ensemble, le mouvement antinucléaire des années 1970 a permis de lancer, en France comme en Allemagne, un véritable débat sur l'utilisation civile de la technologie atomique. Les recherches de Dieter Rucht et d'Alain Touraine prouvent qu'il a contribué à une véritable évolution des mentalités dans ce domaine dans la mesure où la population se trouve sensibilisée aux questions de sécurité. A titre d'exemple, Gerhard Kiersch note ainsi qu'en 1981, en entendant le mot « technique », 67% des Allemands pensent à la destruction de l'environnement et 51% au chômage, tandis que seulement 37% pensent à la création de nouveaux emplois²⁹³. Il signale également que « le nombre de ceux qui ressentent la technique comme un 'bienfait pour l'humanité' a considérablement diminué entre 1966 et 1981, passant de 72% à 30% pour l'ensemble de la population, et de 83% à 23% pour les jeunes âgés de 16 à 20 ans »²⁹⁴. De plus, les affrontements entre les comités de citoyens, les militants et les sympathisants d'un côté, les pouvoirs publics, les forces de l'ordre et l'industrie nucléaire de l'autre ont contribué à développer de nouveaux besoins d'autonomie et de contrôle face à un pouvoir qui impose centrales nucléaires et industrie polluante au

²⁹² Cf. : « Innerhalb der Anti-Atombewegung setzte nun eine Wende ein. Es war klar geworden, daß das Mittel der Bauplatzbesetzung (...) unter den gewandelten Bedingungen völlig ungeeignet war. » in : Dieter Rucht, *Von Wyhl nach Gorleben, op. cit.*, p. 90.

²⁹³ Cf. : Gerhard Kiersch, *Les héritiers de Goethe et d'Auschwitz*, Paris, Flammarion, 1986, p. 100. (titre original de l'ouvrage : *Die jungen Deutschen. Erben von Goethe und Auschwitz*, Opladen, Leske und Budrich, 1986)

²⁹⁴ Cf. : *Ibid.*

regard de la question non résolue des déchets radioactifs²⁹⁵. Le mouvement antinucléaire contribue ainsi à l'élargissement général de la conscience environnementale, il thématise en particulier la question des sources d'énergies alternatives et des moyens de rationaliser et d'économiser l'énergie. En Allemagne, il réussit même à infléchir la position des partis au gouvernement. Ainsi, en 1977, le SPD et le FDP, alors au pouvoir au sein d'une coalition social-libérale dirigée par Helmut Schmidt (SPD), prennent la décision, contre l'avis de l'industrie nucléaire, de lier le développement de l'exploitation de l'énergie atomique à la recherche d'une solution dans le domaine des déchets²⁹⁶. De plus, les objectifs de production d'électricité d'origine nucléaire sont revus à la baisse. Enfin, entre 1975 et 1978, le gouvernement tente d'améliorer la communication sur son programme nucléaire avec la mise en place d'un *Bürgerdialog Kernenergie* coordonné par le ministre fédéral pour la Recherche et la Technologie, Hans Matthöfer. Non sans être controversé²⁹⁷, il tente par une série de rencontres de permettre un débat sur le nucléaire et un dialogue entre responsables politiques, industriels et comités de citoyens antinucléaires. Ce programme est toutefois considéré comme un échec dans la mesure où le ministre est obligé de reconnaître, dès 1976, que le gouvernement ne s'engage pas pour autant à prendre en compte les résultats de ces dialogues dans sa politique nucléaire. En France, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing dont la famille politique est à cette époque la Fédération nationale des républicains et indépendants, formation politique marquée à droite sur l'échiquier politique²⁹⁸, le gouvernement mène avec détermination son programme d'accélération de la production d'électricité d'origine nucléaire et il n'y a pas d'inflexion de cette politique comme en Allemagne. Un large consensus sur le nucléaire au sein des partis de gauche (PS, PCF) et de la presse nationale favorise également l'accomplissement de ce projet.

En dépit de ces avancées plus ou moins franches, après 1977, le mouvement antinucléaire est toutefois très affaibli des deux côtés de la frontière. Les manifestations violentes et le grand nombre de blessés ont fortement entamé son image auprès de l'opinion publique et l'ont conduit dans l'impasse. Cela s'explique par le fait que dans de nombreux journaux et revues écologistes, à l'instar de *La Gueule Ouverte*, comme dans beaucoup de

²⁹⁵ Cf. : Dieter Rucht, *Von Wyhl nach Gorleben, op. cit.*, p. 88 ; Alain Touraine, *La prophétie anti-nucléaire, op. cit.*, p. 277.

²⁹⁶ Cf. : Dieter Rucht, *Von Wyhl nach Gorleben, op. cit.*, p. 95.

²⁹⁷ Certains militants antinucléaires, dont Hartmut Gründler, accusent le gouvernement de ne chercher par cette voie qu'à imposer le nucléaire et à diviser le mouvement d'opposition.

²⁹⁸ La Fédération nationale des républicains et indépendants deviendra à partir de 1977 le Parti républicain, puis en 1997, Démocratie libérale qui disparaît en 2002 à la création de l'Union pour la majorité présidentielle, future Union pour un mouvement populaire (UMP). Entre 1978 et 1998, le Parti républicain participe à l'Union pour la démocratie française (UDF).

comités antinucléaires, la question des moyens à employer lors des manifestations n'a pas été tranchée. Ainsi, par exemple, aux Assises de Morestel (Isère) en février 1977, 3.000 militants venus de tout la France et de l'étranger organisent la manifestation du 31 juillet à Malville sous le mot d'ordre « Légitime défense contre Super-Phénix ». En ne prenant pas clairement position contre la violence, en France comme en Allemagne, les militants écologistes antinucléaires et leurs sympathisants ont laissé la porte ouverte à tous les débordements et ont vite été dépassés par les événements. Structurellement faible, le mouvement antinucléaire ne parvient pas à se coordonner, à orienter et à organiser son action en vue d'objectifs précis. Les manifestations de masse d'audience nationale et même internationale de la fin des années 1970 sont ainsi des deux côtés du Rhin des rassemblements de protestations et de contestations diverses qui finissent par échapper à tout contrôle. Dilué au sein d'un mouvement contestataire qui le dépasse, et marqué par les représailles policières, le mouvement antinucléaire prend alors conscience de l'inefficacité de son opposition et se divise. Plusieurs militants choisissent ainsi de se concentrer de nouveau sur la vie associative. De façon générale, après Malville et Grohnde, la prise de distance vis-à-vis de l'action directe et le recentrage des militants antinucléaires sur des activités légales est significative. C'est dans ce contexte que certains choisissent alors de se lancer en politique, au sein de véritables formations politiques. Dès 1978, Brice Lalonde, militant des Amis de la Terre et futur candidat des écologistes à la présidentielle de 1981, analyse en France l'évolution du mouvement écologiste sous ce même angle : « le nucléaire a certainement été à la fois le catalyseur de ce mouvement social et ce qui l'a fait passer plus directement au stade politique »²⁹⁹.

Bilan et perspectives

Toutes les mobilisations françaises et allemandes que nous avons évoquées dans ce chapitre constituent une nébuleuse d'initiatives dont les objets et les formes de protestation, aussi bien que les orientations politiques et les sphères sociales sont très variés, mais qui, toutes ensemble, se retrouvent autour d'un mécontentement sur l'état de l'environnement, au sens large du terme, ou d'une opposition aux politiques des pouvoirs publics dans ce domaine. Elles forment ce que l'on appelle le mouvement écologiste, au même titre que le mouvement pacifiste ou le mouvement féministe. Parti au départ de mobilisations éparées engagées dans la protection de la nature, ce mouvement écologiste a évolué avec le temps

²⁹⁹ Brice Lalonde, in : *Pourquoi les Verts font-ils de la politique ? Entretiens de Jean-Paul Ribes avec Brice Lalonde, Serge Moscovici et René Dumont*, Paris, Seuil, 1978.

vers un engagement pour la défense de l'environnement et des individus qui se caractérise par une protestation de plus en plus intense à l'égard du « système industriel », protestation qui, en fonction de l'orientation politique des initiatives de citoyens, est perçue comme une critique de « l'industrialisme », valant aussi bien dans le bloc de l'Ouest que dans celui de l'Est, ou seulement comme une critique de la société industrielle capitaliste³⁰⁰. Ces mobilisations s'inscrivent dans la continuité de l'opposition extra-parlementaire à la fin des années 1960 et des événements de Mai 68 qui ont ouvert la voie à de nouvelles formes de défense – légales et illégales – des intérêts de citoyens et d'expression de leur volonté. Pour nombre de militants écologistes et/ou antinucléaires, elles sont l'occasion de continuer à poser le problème de la croissance économique, de s'opposer au système de domination sociale, à un pouvoir fort et, en France, à un Etat centralisateur³⁰¹. Elles s'engagent aussi souvent pour une réhabilitation de l'échelon local, aussi bien pour les décisions politiques et économiques que sociales, culturelles et environnementales. En France, le fait qu'elles se soient souvent trouvées associées à des mouvements régionalistes est d'ailleurs une spécificité du pays³⁰². Ces mouvements militent ainsi pour une société à taille humaine, à l'image du principe diffusé dans les années 1970 par l'économiste britannique Ernst Friedrich Schumacher (1911-1977) : « *Small is beautiful* »³⁰³.

Si l'on compare l'importance des mouvements écologistes en France et en Allemagne, ainsi que leur capacité de mobilisation auprès de la population, des différences notoires apparaissent³⁰⁴. Dans l'ensemble, les « nouveaux mouvements sociaux » sont beaucoup plus importants, tant dans la durée qu'en nombre de manifestations et de sympathisants, en Allemagne qu'en France où ils disparaissent vite après une période intense au début des années 1970. Cela s'explique par une opposition de l'Etat plus ferme en France, un système d'associations beaucoup plus développé en Allemagne, ce qui implique des ressources financières et des capacités de mobilisation beaucoup plus importantes, ainsi qu'une plus grande crédibilité auprès de l'opinion publique. A cela s'ajoute en RFA une plus grande

³⁰⁰ Cf. : Voir à ce sujet les analyses de Lilian Klotzsch, Richard Stöss dans : « Die Grünen » in : Richard Stöss (éd.), *Parteienhandbuch*, op. cit., p. 1511.

³⁰¹ Voir à ce sujet : Lutz Mez, « Von den Bürgerinitiativen zu den Grünen » in : Roland Roth, Dieter Rucht (éd.), *Neue soziale Bewegungen in der Bundesrepublik Deutschland*, op. cit., p. 263-276, ici p. 266 ; Alain Touraine, *La prophétie anti-nucléaire*, op. cit., p. 42.

³⁰² Voir sur ce point : Claus Leggewie, « Propheten ohne Macht. Die neuen sozialen Bewegungen in Frankreich zwischen Resignation und Fremdbestimmung », art. cit., p. 100-114. Nous reviendrons sur cette particularité au chapitre 4, point 2.

³⁰³ Cf. : Ernst Friedrich Schumacher, *Small is beautiful ; economics as if people mattered*, New York, Harper and Row, 1973 (traduction française : *Small is beautiful : une société à la mesure de l'homme*, Paris, Seuil, 1978. Première version allemande : 1977).

³⁰⁴ Nous nous baserons pour les statistiques sur les travaux comparatistes de Dieter Rucht entre la RFA, la France et les Etats-Unis, dans : *Modernisierung...*, op. cit., p. 157-184.

adhésion aux valeurs « post-matérialistes » au sein de la population en général, selon les statistiques de Dieter Rucht, qui favorise un meilleur accueil de ces nouveaux mouvements sociaux³⁰⁵. Ainsi, ceux-ci représentent les trois quarts de toutes les actions de protestation en Allemagne entre 1975 et 1989, et seulement un tiers en France ; ils mobilisent deux fois plus de monde de l'autre côté du Rhin³⁰⁶. Si l'on ne considère maintenant que les mouvements écologistes, ceux-ci sont, autant en France qu'en RFA, les premiers mobilisateurs d'entre tous les nouveaux mouvements sociaux : les protestations contre le nucléaire et pour l'environnement en général regroupent 33,1% de toutes les actions de protestation au sein des nouveaux mouvements sociaux en RFA et 47,6% en France entre 1975 et 1989³⁰⁷. En nombre de participants, les différences se creusent cependant : ces mêmes protestations rassemblent sur la même durée 39.000 personnes par million d'habitants en RFA, contre 13.000 en France³⁰⁸ et les mouvements écologistes bénéficient de trois fois plus de sympathisants en Allemagne³⁰⁹. En chiffres absolus, 266 protestations écologistes (en dehors des protestations contre le nucléaire) sont organisées en RFA entre 1975 et 1989 contre 94 en France, elles comptent en moyenne 10.078 participants à chaque fois en Allemagne et 1.002 en France.

En guise de bilan, soulignons qu'à partir des années 1970, des mouvements écologistes se développent bien de part et d'autre du Rhin. Toutefois, les thématiques environnementales, et même celles, comme le nucléaire, qui sont très liées à des questions de sécurité, n'éveillent pas l'intérêt de la population de la même façon. La France se caractérise ainsi par un décollage rapide en matière de mobilisations : plusieurs d'entre elles, dans le Larzac par exemple, à Malville ou à Marckolsheim, sont à l'avant-garde en Europe et inspirent bien des écologistes allemands qui suivent de près ce qui se passe dans l'Hexagone. Toutefois, ces premiers événements médiatiques sont suivis d'une phase de stagnation à partir des années 1980. A l'inverse, en RFA, les mobilisations autour de thématiques environnementales sont en progression continue, après un démarrage plus lent. D'un point de vue tactique, elles se caractérisent jusqu'au début des années 1980 par une stratégie de

³⁰⁵ Cf. : *Ibid.*, p. 164.

³⁰⁶ Cf. : *Ibid.*, p. 183.

³⁰⁷ Respectivement, pour la RFA : 17,5% contre le nucléaire et 15,6% pour les mouvements écologistes et pour la France : 35,4 % contre le nucléaire et 12,2% pour les mouvements écologistes. La différence de pourcentage vient d'un engagement contre les armes nucléaires en Allemagne (15,8%) qui n'existe quasiment pas en France (1,1%). Cf. : *Ibid.*, tableau p. 167.

³⁰⁸ Respectivement : 28.000 personnes par million d'habitants en Allemagne contre le nucléaire et 11.000 en France ; 11.000 personnes pour un mouvement environnemental en Allemagne et 2.000 en France. Cf. : *Ibid.*, tableau p. 168.

³⁰⁹ Cf. : *Ibid.*, tableau p. 169.

confrontation et une mobilisation de masse, tandis qu'en France la capacité de mobilisation et de persuasion est beaucoup plus faible³¹⁰.

Ainsi, dans les deux pays, une importante mobilisation internationale sur les thématiques environnementales ainsi qu'une modernisation socio-culturelle de la société ont entraîné une réflexion auprès d'une partie de la population sur les conséquences et les limites, pour l'homme et la biosphère, du système technico-industriel et de la société de consommation. C'est toutefois en RFA, où nous avons eu l'occasion de souligner l'importance des traditions romantiques et des mouvements proches de la nature, et surtout les multiples pressions exercées sur le territoire par le développement démographique, industriel et urbain ainsi que par l'accumulation des pollutions et des nuisances, que ces mouvements vont se développer plus intensément et plus durablement au sein de la population. En France, où les contraintes démographiques, industrielles et urbaines, ainsi que le niveau de pollution, ne sont pas les mêmes, les mobilisations écologistes vont être, de façon générale, moins suivies qu'en Allemagne et elles sont de surcroît confrontées à une plus forte opposition de l'appareil d'Etat et des principaux partis politiques. Disons pour conclure qu'on assiste bien dans les deux pays à une prise de conscience des défis écologiques, mais que celle-ci est beaucoup plus large et beaucoup plus profonde en République fédérale et qu'ainsi, un premier décalage en matière de prise en compte par la société de la problématique environnementale se dessine de part et d'autre du Rhin.

Nous allons maintenant nous intéresser plus précisément à l'orientation politique des mouvements écologistes car si la vocation première de ces derniers est bien de contribuer à une évolution des mentalités et des politiques publiques – en cherchant davantage à enclencher une « révolution culturelle » qu'à prendre le pouvoir – les conflits portant sur des questions de pollutions, d'espaces verts, d'urbanisation, d'aménagement du territoire, de transport et de politique énergétique sont également des affaires politiques. Au cours des années 1970, toutes ces questions sont de plus en plus perçues dans la complexité d'un système. On passe ainsi de comités de citoyens limités dans l'espace, le temps et le champ de leur contestation (mouvements à revendication unique) à des mouvements mieux coordonnés, actifs dans la durée et sur des parties plus importantes du territoire, qui prennent en compte les causes structurelles des problèmes qu'ils dénoncent et font de mieux en mieux le lien entre les différentes thématiques. Ainsi, les années 1970 sont en France et en Allemagne une

³¹⁰ Même si selon le sondage BVA de novembre 1989, quand on demande aux Français quels sont les deux phénomènes de société qui ont marqué le monde pendant les années 1980, ils répondent le plus souvent : « l'apparition du SIDA » et « la dégradation de l'environnement ». Cité par Jean-Luc Bennahmias, Agnès Roche in : *Des Verts de toutes les couleurs, op. cit.*, p. 184.

période de mûrissement pour la pensée écologiste, elles permettent à certains militants de ces mouvements de citoyens d'entrer dans une véritable phase de réflexion politique. Comme le souligne un militant français en 1978 :

« Les naturalistes, les protecteurs traditionnels se mettent à oser. L'apolitisme militant est toujours de rigueur et s'efface rarement des statuts des associations, mais la neutralité, sous la poussée des faits et des retombées de 1968, commence à se craqueler. »³¹¹

En Allemagne également, une déclaration faite par le BBU rend particulièrement compte de cette évolution :

« La protection de l'environnement ne consiste plus aujourd'hui simplement à éliminer ou à atténuer les pires répercussions du système industriel. Cela équivaudrait seulement à soigner les symptômes. Aujourd'hui, c'est la croissance économique, ainsi qu'un progrès technico-industriel mal appréhendé, qui sont au centre de la discussion. Nous commençons à comprendre que la destruction de l'environnement, l'inégalité économique, l'inégalité sociale et la dépendance croissante de l'individu à l'égard des pouvoirs sociaux ne sont pas des « effets secondaires » qu'il serait possible d'éviter, mais des caractéristiques essentielles de ce système. »³¹²

Selon les analyses de Dieter Rucht, cette évolution constitue ainsi le passage à la troisième phase de développement des comités de citoyens, celle au cours de laquelle une partie d'entre eux va choisir de prendre la voie institutionnelle³¹³. Bien avant la création de véritables partis nationaux ancrés dans le système politique du pays et présents sur l'ensemble du territoire – ceux-ci verront le jour dans les années 1980 sous la forme des Grünen en RFA et des Verts en France – certains militants écologistes cherchent en effet à se positionner sur l'échiquier politique et à se définir vis-à-vis des politiques engagées par l'Etat, ainsi que des partis politiques traditionnels et du fonctionnement de la démocratie. Certains choisiront de se lancer dans la course électorale, sous forme de candidatures individuelles ou par l'intermédiaire de la création de formations politiques locales. C'est cette dimension politique des luttes écologistes françaises et allemandes au cours des années 1970, avant la création de

³¹¹ Cf. : Claude-Marie Vadrot, *L'écologie, histoire d'une subversion*, op. cit., p. 23.

³¹² « Umweltschutz kann heute nicht mehr bedeuten, die schlimmsten Auswirkungen des Industriesystems zu beseitigen oder zu mildern. Dies wäre lediglich ein Kurieren an Symptomen. Heute steht das Wirtschaftswachstum und ein falsch verstandener technisch-industrieller Fortschritt selbst zur Diskussion. Wir fangen an zu begreifen, daß Umweltzerstörung, wirtschaftliche Ungleichheit, soziale Ungleichheit und wachsende Abhängigkeit des Einzelnen von gesellschaftlichen Mächten nicht etwa vermeidbare « Nebenwirkungen », sondern Wesensmerkmale dieses System sind. » Source : Bundesverband Bürgerinitiativen Umweltschutz e.V. (BBU), *Selbstverständnis der Bürgerinitiativen* [tract], s.l., s.d., p. 2. Document cité par Lilian Klotzsch et Richard Stöss dans : « Die Grünen » in : Richard Stöss (éd.), *Parteienhandbuch*, op. cit., p. 1512.

³¹³ Au sujet des trois phases de développement des comités de citoyens analysées par Dieter Rucht, voir précédemment, dans l'introduction de ce chapitre 3.

partis nationaux, que nous nous proposons maintenant d'analyser et de comparer plus en détail.

CHAPITRE 4 :
APPARITION DES DISCOURS DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE
ET DE LISTES ELECTORALES VERTES

Les années 1970 sont caractérisées par l'apparition de discours politiques se basant sur l'observation des déséquilibres au sein des écosystèmes ainsi que sur les menaces portées sur la qualité de vie de la population. Cela est lié d'une part à la perception de plus en plus globale qu'ont certains écologistes des problèmes environnementaux, des questions d'urbanisme, de transport, de sécurité énergétique, de développement économique, industriel, culturel et social. De plus, les luttes antinucléaires sont considérées comme l'élément décisif qui pousse l'écologie à se développer dans toute sa dimension politique car la violence conduit les manifestations d'opposition aux centrales dans l'impasse et menace de discréditer l'ensemble du mouvement. Ainsi, au plus tard après 1977 et les graves affrontements de Malville, Gorleben, Grohnde et Kalkar, celui-ci n'a pas d'autre choix que de repenser ses méthodes d'action, de sensibilisation de l'opinion publique et de pression sur les politiques publiques.

D'autre part, l'évolution politique du mouvement écologiste est aussi liée à l'expression d'un autoritarisme étatique jugé menaçant pour les droits des citoyens et qui amène certains militants à s'interroger sur le fonctionnement de la démocratie. C'est avec ces derniers que la notion d'écologie prend tout son sens politique. Elle accède en effet au rang d'idéologie à prétention globale, qui se préoccupe de l'avenir de la planète et de la qualité de vie des citoyens, mais qui inscrit ses revendications « environnementales » dans une réflexion politique plus large, visant à dénoncer ce qu'elle perçoit comme les dysfonctionnements du système et à proposer un autre choix de société. Dans ce contexte, en dehors des éléments directement liés à la problématique environnementale et que nous venons d'analyser, différents événements sur la scène politique française et allemande dans les années 1970 ont contribué à accélérer ce processus de politisation de l'écologie.

En France, ce phénomène a une cause principale que nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer. Il est lié au fait que l'évolution politique des mouvements environnementaux est fortement induite par l'attitude pronucléaire de la classe dirigeante qui, au cours des années 1970, « impose » cette technologie et la développe sur l'ensemble du territoire, sans se préoccuper véritablement de développer un consensus national dans ce domaine, malgré de fortes réticences au sein de la population, inquiète de la sécurité des installations et de l'avenir des déchets produits. En Allemagne, ces interrogations sur le fonctionnement global de la

société sont d'autant plus importantes que la dénonciation de l'« *Atom-Staat* » par une partie des citoyens se double souvent d'une critique plus large à l'égard du « *Polizei-Staat* », notion désignant un penchant du gouvernement pour la violence, le contrôle policier et la remise en cause de certains droits fondamentaux. Cette méfiance populaire vis-à-vis de l'Etat a été stimulée au cours des années 1960 et 1970 par plusieurs événements, dont le premier d'importance est « l'affaire du Spiegel » en 1962 qui aboutit à des manifestations de protestation pour défendre la liberté de la presse¹. La mort de l'étudiant Benno Ohnesorg le 2 juin 1967, lors d'une manifestation à Berlin, provoque également l'indignation d'une partie de l'opinion publique et de la presse². Cette réprobation s'exprime aussi bien à l'encontre de la violence d'Etat que vis-à-vis du groupe de presse Springer (*Bild*, *Die Welt*, *Berliner Zeitung*, *Berliner Morgenpost*) qui accuse les extrémistes de gauche de tous les débordements et justifie la violence des forces de l'ordre pour en finir avec une jeunesse gauchiste qui, selon lui, terrorise la population³. Les lois sur l'Etat d'urgence (*Notstandsgesetze*) votées en mai 1968 par le Gouvernement Kiesinger et que nous avons déjà évoquées, sont également perçues comme une nouvelle menace pour les libertés fondamentales⁴. A cela vient s'ajouter le « décret contre les extrémistes » (*Radikalenerlaß*) des ministres-présidents des *Länder* de RFA et du chancelier Willy Brandt en date du 28 janvier 1972⁵, qui vise à écarter de la fonction publique toute personne « ennemie de la Constitution » et susceptible de troubler l'exercice de la démocratie. Ce dernier peut concerner des personnes qui n'ont jamais été condamnées par la justice et qui ne sont pas membres d'organisations ou de partis politiques interdits (à l'exemple du KPD⁶) mais au sujet desquels des doutes existent quant à leur volonté de respecter la constitution et l'« ordre démocratico-libéral ». Ce décret vise donc particulièrement les sympathisants communistes, les membres et personnes proches des mouvements gauchistes en général ou de la RAF, ainsi que les sympathisants des organisations d'extrême droite. Ses détracteurs parlent d'« interdiction de métier » (*Berufsverbot*) et considèrent que ce décret constitue une violation des droits de l'homme.

¹ La « Spiegel-Affäre » se déroule sous le Gouvernement Adenauer. Suite à un article critique, paru dans le *Spiegel* du 10 octobre 1962, et portant sur les capacités de défense de la RFA en cas d'attaque de son territoire, une plainte pour trahison est déposée contre l'hebdomadaire d'informations par un colonel de réserve à la retraite. Le processus juridique est lancé par le barreau fédéral, avec l'accord du ministère fédéral de la Défense dirigé alors par Franz Joseph Strauß : les bureaux du *Spiegel* sont fouillés à Hambourg et à Bonn à partir du 26 octobre 1962 et plusieurs journalistes sont arrêtés.

² Benno Ohnesorg (1940-1967) est tué d'une balle par un policier de la Stasi lors d'une manifestation contre la venue du Shah d'Iran à Berlin. De façon générale, la police s'est montrée très violente à l'égard des manifestants lors de cette journée d'action. Voir le chapitre 2, point 3-2-1.

³ Voir à ce sujet l'analyse de Sebastian Haffner : « Nacht der langen Knüppel. Der 2. Juni 1967 – ein geplanter Pogrom » in : *Stern* n° 26, 1967, p. 12-13 où il compare le comportement de l'Etat, de la police et du groupe Springer avec « la vieille spirale fasciste du mensonge et de la violence » (*die alte faschistische Spirale von Lüge und Gewalt*).

⁴ Voir les explications déjà données à ce sujet dans le chapitre 2, point 3-2-1.

⁵ Titre officiel : « Grundsätze zur Frage der verfassungsfeindlichen Kräfte im öffentlichen Dienst ».

⁶ Le *Kommunistische Partei Deutschlands* (KPD, Parti communiste d'Allemagne) est interdit en 1956.

Enfin, tout au long des années 1970, l'opinion publique allemande est également éprouvée par le terrorisme. D'abord en 1972, avec l'attentat de Munich sur l'équipe olympique d'Israël, puis en 1975, avec l'enlèvement de Peter Lorenz, alors président de la CDU berlinoise. Après l'attitude « faible » des gouvernements au pouvoir lors de ces prises d'otages⁷, le chancelier Helmut Schmidt refuse de céder aux revendications des terroristes de la RAF lors des événements de « l'automne allemand » en septembre-octobre 1977 et d'échanger une fois de plus les otages contre des prisonniers. Cette attitude justifiée par l'argument de la raison d'Etat et qui fait plusieurs victimes⁸ est perçue comme particulièrement brutale et inhumaine par une partie de l'opinion publique.

Tous ces éléments, et cela de manière particulièrement marquée en Allemagne, contribuent à renforcer dans les années 1970, au sein des mouvements écologistes, une situation de lassitude vis-à-vis des partis traditionnels (*Parteiverdrossenheit*). Ils accélèrent une prise de distance vis-à-vis de ces derniers et la demande d'une prise en compte de l'environnement, parallèlement à la réaffirmation de la démocratie, grâce à de nouveaux acteurs politiques. Avant d'analyser plus amplement, dans la troisième partie de ce travail, la confrontation, sur la scène politique nationale, entre les partis traditionnels et les mouvements écologistes, nous allons nous concentrer ici sur la nature et la diversité des premiers discours d'écologie politique tels qu'ils se développent de part et d'autre du Rhin dans les années 1970, dans ce double contexte de sensibilisation à la protection de l'environnement et de « *Parteiverdrossenheit* ». Pour qualifier les comités de citoyens et les regroupements qui présentent un discours politique sans être organisés en partis, le concept de « nouvelle politique » (*neue Politik*) a pu être diffusé en Allemagne, en opposition à la « vieille

⁷ Le 5 septembre 1972, onze membres de l'équipe olympique d'Israël sont pris en otages par des membres de l'organisation palestinienne Septembre noir. Cet événement se termine en bain de sang, alors que les autorités allemandes ont tout fait pour échanger les athlètes contre de l'argent. Le 29 octobre 1972, des membres de l'Organisation de libération de la Palestine détournent un avion de la Lufthansa. En échange des otages, ils exigent la libération et la mise en sûreté des trois membres de Septembre noir arrêtés en Allemagne le 5-6 septembre. Le gouvernement de Willy Brandt acceptera de marchander.

Peter Lorenz est, pour sa part, enlevé le 27 février 1975, alors qu'il se trouve en pleine campagne électorale à Berlin. Ses ravisseurs appartiennent à un groupe d'activistes proches de la RAF, le « Mouvement du 2 juin » (*Bewegung 2. Juni* – en souvenir de la mort de Benno Ohnesorg, tué le 2 juin 1967). Ils parviennent également à obtenir du gouvernement d'Helmut Schmidt l'échange de P. Lorenz contre six prisonniers politiques issus de leur mouvance : Verena Becker, Rolf Heißler, Gabriele Kröcher-Tiedemann, Horst Mahler, Rolf Pohle et Ingrid Siepman. Certains d'entre eux, à l'instar d'Ingrid Siepman, poursuivront leurs activités terroristes.

⁸ Le 24 avril 1975, six membres de la RAF prennent en otage douze personnes à l'intérieur de l'Ambassade de la République fédérale d'Allemagne à Stockholm en Suède. Ils exigent la libération de vingt-six prisonniers appartenant à la RAF, dont Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan-Carl Raspe. Le chancelier Schmidt refuse de céder à leur demande ce qui entraîne la mort de l'attaché militaire Andreas Baron von Mirbach, et de l'attaché économique Heinz Hillegaard.

Le 5 septembre 1977, le représentant du patronat allemand Hans Martin Schleyer est également enlevé par un commando de la RAF. Il sera retrouvé mort dans un coffre de voiture à Mulhouse, le 19 octobre 1977. Au sujet de l'attitude du chancelier allemand lors de ces événements, voir les récentes explications d'Helmut Schmidt à ce sujet dans l'hebdomadaire allemand *Die Zeit* : Interview avec l'ex-chancelier, « Ich bin in Schuld verstrickt », *Die Zeit*, 30.08.2007, p. 17-21.

politique » dominée par les conflits autour du capital et du travail et basée sur une acceptation inconditionnelle du développement des forces productives. Le concept de « nouvelle politique » sous-tend une réflexion sur les notions de participation politique et de démocratisation, de réformes et de justice sociale. Il ne fait plus de l'Etat le principal lieu du changement social et cherche des modalités d'intervention politique originales. Il s'intéresse également à l'épanouissement de l'individu et prend en compte le principe de préservation de l'environnement⁹. En ce sens, les mouvements écologistes qui construisent un discours politique font pleinement partie de cette « nouvelle politique ».

C'est sur le travail de ces écologistes politiques en France et en Allemagne, avant même la création de partis verts nationaux dans les années 1980, que nous allons nous pencher maintenant. Nous ne nous intéresserons pas ici aux électeurs des premières listes vertes, ou aux simples membres d'organisations écologistes, mais plus spécifiquement à leurs leaders. Nous évoquerons aussi bien ceux qui élaborent des listes électorales et se présentent à des scrutins que ceux qui produisent un discours d'écologie politique et bénéficient d'une certaine audience. Ces écologistes politisés se démarquent aussi clairement des candidats couramment qualifiés d'« écologistes » – mais plus justement « naturalistes » ou « environnementalistes » – qui participent à des scrutins sur des listes électorales présentées par les associations de défense de la nature. En effet, ces dernières concentrent leurs efforts sur des thèmes environnementaux précis et locaux et constituent avant tout des groupes de pression plutôt que des forces politiques à part entière. Nous analyserons donc uniquement les revendications, les formes de mobilisation et le positionnement sur l'échiquier politique des premiers courants et mouvements écologistes politiques français et allemands, afin de déterminer leur profil idéologique et doctrinal, leur orientation sociale et leurs références historiques et culturelles¹⁰. Nous considérerons également leurs premiers succès au sein de la sphère politique, comme dans l'espace public, ainsi qu'auprès de l'électorat s'ils se présentent à des élections. Notre objectif sera de déterminer si, dans les années 1970, l'écologie politique ne se développe vraiment qu'en Allemagne où des « listes vertes » régionales voient le jour dans la plupart des *Länder* et s'inscrivent durablement dans le paysage politique local, ce qui est loin d'être le cas en France – où toutefois une tentative électorale menée par les

⁹ Cf. : Kai Hildebrandt, Russel Dalton, « Die neue Politik » in : Max Kaase (éd.), *Wahlsoziologie heute. Analysen aus Anlaß der Bundestagswahl. Politische Vierteljahrszeitschrift*, numéro spécial n° 2/3, 1976, p. 230-256. Référence citée par Thomas Keller, *Les verts allemands, un conservatisme alternatif*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 14. Voir également, en France : Pierre Rosanvallon, Patrick Viveret, *Pour une nouvelle culture politique*, Paris, Seuil, 1977.

¹⁰ Sans forcément l'explicitier à chaque fois, nous comprendrons donc dans cette partie le terme de « mouvement écologiste » dans toute sa dimension politique.

écologistes ne passe pas inaperçue en 1974, avec la candidature de René Dumont aux élections présidentielles.

A cette occasion, nous verrons que si l'écologie politique fait preuve d'une volonté de changement politique et social et qu'elle défend des idéaux d'égalité et de démocratie propres à la réflexion de la gauche et même souvent, de la gauche de la gauche, elle est également caractérisée par des mouvements beaucoup plus modérés et même en Allemagne, par des courants très réactionnaires. Les écologistes des deux pays aiment certes à répéter qu'ils ne s'inscrivent pas dans le spectre politique traditionnel. En cela, l'expression d'Herbert Gruhl, membre fondateur du parti des Grünen, est devenu un de leurs slogans politiques favoris : « Nous ne sommes ni à droite, ni à gauche, mais devant, là où est l'avenir »¹¹. En France, cette ligne politique a servi également longtemps de référence aux écologistes considérant l'autonomie politique absolue de leur mouvement comme préalable à la pensée et à l'action écologique. Cette position est justifiée par leur volonté de prendre leur distance vis-à-vis des schémas politiques et des partis traditionnels dont ils considèrent qu'ils ne sont pas à même de relever les défis qui s'imposent à la société moderne et de répondre aux attentes de la population. Ils cherchent par là également à éviter un paradoxe dans la mesure où les mouvements écologistes considèrent qu'ils véhiculent des idées progressistes (valeur attribuée traditionnellement à la gauche), tout en prônant à l'égard de la biosphère et de l'environnement humain une orientation conservatrice (valeur de droite). Il n'en demeure pas moins que, même si la division gauche-droite de l'espace politique est largement refusée dans les années 1970-1980 au sein des mouvements écologistes français et allemands, elle constitue une réalité et un système efficace de repérage et d'identification des mouvements politiques. En permettant de structurer les attitudes et les comportements, elle demeure ainsi selon Jean-François Sirinelli « la rose des vents de notre paysage politique »¹². De plus, depuis les années 1990, en France comme en Allemagne, les Verts et les Grünen eux-mêmes se réfèrent largement à cette classification pour expliciter leurs programmes et se positionner par rapports aux autres partis, en s'inscrivant clairement à gauche sur le spectre politique. Au sujet des « initiatives de citoyens » des années 1970 en Allemagne, le sociologue Dieter Rucht a déjà eu recours à ce schéma traditionnel de classification politique pour analyser leur position politique et idéologique. Il y a en outre ajouté de nouvelles dimensions, comme l'orientation post-matérialiste, afin de l'adapter aux nouveaux horizons de valeur¹³. De la

¹¹ « Wir stehen nicht rechts und nicht links, sondern vorn, wo die Zukunft liegt. »

¹² Cf. : Jean-François Sirinelli, *Histoire des droites en France*, Tome I, Paris, Gallimard, 1992, p. 27.

¹³ Cf. : Dieter Rucht, *Planung und Partizipation. Bürgerinitiativen als Reaktion und Herausforderung politisch-administrativer Planung*, op. cit., p. 243-246.

même façon, le politologue Rudolf van Hüllen s'est référé au spectre gauche-droite pour évoquer les mouvements écologistes allemands des années 1970, différenciant les listes et les partis « bourgeois-écologistes » (*bürgerlich-ökologistisch*), les alliances électorales alternatives de gauche (*links-alternative Wahlbündnisse*) et les micro-partis organisés à l'échelle nationale (*bundesweit organisierte Kleinstparteien*)¹⁴.

Nous partirons à notre tour de cette division droite-gauche pour analyser et confronter en détail la naissance de l'écologie politique en France et en RFA, cette différenciation nous semblant rester la meilleure méthode pour présenter clairement la diversité de l'écologie politique à cette époque. En effet, même si dans leur ensemble les mouvements écologistes s'accordent sur de grandes orientations – comme le refus du nucléaire, la préservation de la nature ou l'utilisation parcimonieuse des ressources naturelles – leurs moyens et leurs méthodes pour y parvenir varient parfois amplement et s'inscrivent dans les clivages traditionnels entre la droite et la gauche. De plus, sur un certain nombre de sujets comme la décentralisation, la participation des citoyens et le sens de la démocratie, le recours à la violence, la concentration des pouvoirs ou la place des femmes dans la société, les mouvements écologistes sont loin de défendre tous les mêmes positions. Enfin, les antécédents politiques de leurs principaux leaders sont très variés, s'étendant de l'extrême gauche à l'extrême droite, autre élément d'orientation important pour mieux cerner la nature de l'écologie politique dans les années 1970.

En ce sens, et dans une perspective comparatiste franco-allemande, nous analyserons l'écologie politique naissante de part et d'autre du Rhin selon trois orientations principales se basant sur l'origine politique de ses principaux acteurs et militants. Nous étudierons ainsi tour à tour les courants écologistes issus de la gauche alternative, puis ceux inscrits dans la mouvance associative, proches de la gauche institutionnelle, et enfin, les tendances centristes et issues de la droite traditionnelle. Dans ce contexte, nous nous attacherons à définir ce que signifie une tendance « de droite » ou « de gauche » en matière d'écologie politique car il est évident que ces termes sont à manier avec précaution et qu'ils n'ont de sens qu'à l'intérieur du mouvement écologiste, afin de mettre en valeur ses ramifications.

¹⁴ Cf. : Rudolf van Hüllen, *Ideologie und Machtkampf bei den Grünen*, Bonn, Bouvier Verlag, 1990, p. 21-26 et p. 83-158.

I Les mouvements écologistes issus de la gauche alternative

Le terme de « gauche alternative », au sens générique, regroupe les mouvements qui se développent à côté de la gauche institutionnelle représentée par le PS et le PCF en France et le SPD en RFA. Plus précisément, la notion d'alternative se répand à la fin des années 1970 pour désigner « des formes d'organisation ou des pratiques inspirées par une logique différente des logiques dominantes, capitaliste ou productiviste »¹⁵. Elle se base à cette époque sur une critique de la société de consommation, diffusée à partir de la fin des années 1960 par les mouvements extra-parlementaires et les événements de Mai 68, et contient une forte dimension culturelle, exprimant une volonté de vivre, de travailler, de consommer et de faire de la politique « autrement », ainsi que d'échapper à l'uniformisation, à la massification de la société. Au niveau des stratégies politiques, elle prend ses distances vis-à-vis des idéaux révolutionnaires pour se concentrer sur des possibilités de changements concrets, précis et réalisables à court terme. En ce sens, le terme d'alternative ne signifie pas un choix nécessaire entre deux possibilités, mais emprunte à l'anglais l'idée de solution de remplacement. La gauche alternative propose donc d'autres réponses par rapport à la politique des traditionnels partis de gauche, elle étend le champ des possibilités pour la gestion de la *polis*, sans entrer dans une forme d'opposition binaire comme le fait la notion de contre-culture.

Les mouvements écologistes politiques issus de cette mouvance présentent plusieurs profils, même si souvent, comme nous l'avons évoqué en introduction, les affrontements violents entre l'Etat et les comités de citoyens antinucléaires sont un des principaux facteurs qui expliquent leur développement. De plus, de fortes différences sont à souligner entre les évolutions allemandes et françaises.

Ainsi, de nombreux regroupements d'« initiatives de citoyens », d'associations et d'organisations ont lieu en RFA au sein de listes électorales créées en vue de scrutins locaux. Ces listes ne regroupent pas uniquement des mouvements antinucléaires : elles sont ouvertes à un large spectre de « nouveaux mouvements sociaux » qui cherchent à renforcer leur visibilité au sein de la société et à jouer un rôle dans les processus décisionnels des pouvoirs publics. C'est cette diversité qui explique le qualificatif de « multicolore » (*bunt*) que ces listes se donnent souvent en allemand. En France, l'écologie politique issue de la gauche

¹⁵ Cf. : Hélène Hatzfeld, Julian Mischi, Henri Rey, *Dictionnaire de la gauche*, Paris, Larousse, 2007, p. 45.

alternative se développe davantage au sein du mouvement associatif et les créations de listes électorales sont beaucoup moins courantes. D'autre part, en raison de l'intérêt qu'elles suscitent auprès d'une partie de l'opinion publique et des médias, plusieurs listes alternatives écologistes allemandes sont approchées à divers degrés par des groupuscules communistes qui cherchent à gagner en influence dans le paysage politique du pays. C'est le cas surtout de la *Bunte Liste-Wehrt Euch* (« Liste multicolore – Résistez ») à Hambourg, qui se développe ensuite à Cologne, et de l'*Alternative Liste Berlin* (« Liste alternative Berlin »). En France, cette dimension est complètement absente de l'écologie politique des années 1970. Dans les deux pays en revanche, que ce soit dans une logique électorale ou non, la mouvance libertaire constitue un important courant de l'écologie politique de gauche. En RFA, nous nous intéresserons à cette occasion à la *Grüne Liste Hessen* (« Liste verte de Hesse »), caractéristique de l'évolution des mouvements « *spontis* ». En France, ce courant est surtout représenté en la personne de Pierre Fournier, à l'avant-garde du mouvement antinucléaire et qui dispose de fréquentes tribunes dans le journal satirique *Charlie Hebdo*, puis dans le magazine écologiste *La Gueule Ouverte* qu'il fonde en novembre 1972.

Nous étudierons donc dans ce chapitre les courants écologistes proches de l'extrême gauche, en tant que particularité allemande, en prenant pour exemple le cas de la *Bunte Liste-Wehrt Euch* de Hambourg. Nous nous intéresserons ensuite aux courants écologistes d'orientation libertaire qui, tout en présentant des similitudes idéologiques, ne se développent pas de la même façon de part et d'autre du Rhin.

1-1 Les courants écologistes proches de l'extrême gauche – une particularité allemande

Un premier élément de comparaison des mouvements écologistes en France et en Allemagne dans les années 1970 est lié à l'absence ou la quasi inexistence en RFA de parti communiste. Le *Kommunistische Partei Deutschlands* (KPD) est en effet interdit en 1956 par le Conseil constitutionnel de la République fédérale¹⁶. Il renaît après 1968 à la faveur d'une certaine tolérance du gouvernement de « grande coalition », à travers différentes formations communistes. La plus importante d'entre elles en terme de membres (environ 40.000 personnes entre 1973 et le début des années 1980) est le *Deutsche Kommunistische Partei* (DKP), fondé à Francfort le 25 septembre 1968 par d'anciens membres du KPD et dans la tradition du KPD. Parallèlement, il se forme également de nombreux groupuscules

¹⁶ Voir à ce sujet : Dietrich Staritz, « Kommunistische Partei Deutschlands » in : Richard Stöss (éd.), *Parteien-Handbuch*, op. cit., p. 1163-1809, ici p. 1742 sq.

communistes, appelé les « *K-Gruppen* » (« K » pour *Kommunistisch*), qui revendiquent également l'héritage du KPD. Pour gagner en influence, une partie de ces derniers va tenter de se positionner dans les nouvelles listes électorales qui se développent dans les années 1970, et en particulier au sein des listes écologistes issues de la gauche alternative. En France, la situation est tout autre, grâce notamment à un Parti communiste français (PCF) encore très puissant à la fin des années 1970 et plusieurs partis trotskistes et maoïstes bien intégrés dans le paysage politique du pays.

1-1-1 Formations communistes et écologie en RFA et en France

Les « *K-Gruppen* » rassemblent des mouvements marxistes-léninistes d'orientation maoïste et exceptionnellement trotskiste¹⁷. Ils prennent pour modèle le KPD de la République de Weimar mais sont critiques vis-à-vis de Moscou et fustigent les systèmes socialistes des pays de l'Est. Ils ont tous été créés dans le contexte de l'opposition extra-parlementaire (APO) après 1968 et suite à l'auto-dissolution du SDS, le 21 mars 1970¹⁸. Selon eux, l'échec de l'APO est lié au fait qu'elle a été menée par des étudiants et des intellectuels. Ils considèrent comme inefficace un mouvement anti-autoritaire, ultra démocratique dans son organisation et ses modes de décision ainsi que non-violent. En ce sens, les « *K-Gruppen* » sont organisés de façon très hiérarchisée et centralisée. Ils replacent le prolétariat et la violence au centre de leur idéologie révolutionnaire afin de battre l'impérialisme capitaliste et la classe bourgeoise, dans le but de mettre en place un véritable socialisme, recentré sur les principes léninistes et inspiré du modèle chinois. Ce sont surtout ces formations qui fournissent les contingents de manifestants violents lors des rassemblements d'opposition aux pouvoirs publics, en particulier lors des manifestations antinucléaires à Brokdorf, Grohnde et Kalkar, caractérisées par une escalade de violence non orchestrée par les mouvements écologistes.

Dans la seconde moitié des années 1970, ces formations maoïstes s'essoufflent : elles peinent à gagner de nouveaux membres, surtout parmi les étudiants, et leurs résultats électoraux sont décevants : largement en dessous de la barre des 1% le plus souvent¹⁹. Après

¹⁷ Les plus importants d'entre eux sont le KPD/ML (*Kommunistische Partei Deutschlands/Marxisten-Leninisten*), le KPD/AO (*Kommunistische Partei Deutschlands/Aufbauorganisation*), le KB (*Kommunistischer Bund*), le KBW (*Kommunistischer Bund Westdeutschland*), le KABD (*Kommunistischer Arbeiterbund Deutschlands*) et l'AB (*Arbeiterbund für den Wiederaufbau der KPD*). Cf. : Günter Olzog, Hans-Joachim Liese, *Die politischen Parteien in Deutschland. Geschichte, Programmatik, Organisation, Personen, Finanzierung*, München, Olzog Verlag 1993, p. 193-201. Concernant la répartition géographique de ces formations, voir : Michael Steffen, *Geschichten vom Trüffelschwein – Politik und Organisation des Kommunistischen Bundes 1971 bis 1991*, Thèse de science politique, soutenue en 2002 à l'Université Philipps de Marburg, p. 73.

¹⁸ SDS : *Sozialistischer Deutscher Studentenbund*. Voir dans le chapitre 2, le point 3-2-1.

¹⁹ Cf. : Voir les tableaux des résultats électoraux des différents groupuscules communistes entre 1974 et 1986 en RFA in : Michael Steffen, *Geschichten vom Trüffelschwein – Politik und Organisation des Kommunistischen Bundes 1971 bis 1991*, op. cit., p. 326 sq.

l'été 1977 et les violents affrontements avec les forces de l'ordre dans le contexte de l'opposition aux centrales nucléaires, leur image est complètement noircie auprès de l'opinion publique et leur stratégie politique complètement remise en question. L'« automne allemand » et la déroute de la RAF, tout comme l'application du « *Radikalenerlaß* » de 1972, montreront également à la gauche radicale combien celle-ci se trouve dans l'impasse. De plus, ces formations maoïstes pâtissent de la baisse de rayonnement des régimes et mouvements révolutionnaires qui leur servaient de référence en 1967-1968. En effet, depuis la fin de la guerre en 1975, le Vietnam n'est plus un thème identificateur. C'est aussi l'époque où Fidel Castro est de plus en plus perçu comme une marionnette à la botte de la puissance soviétique. Enfin, la mort de Mao Zedong en septembre 1976 est aussi à l'origine de crises identitaires dans plusieurs de ces groupuscules dont certains s'orientent alors vers le modèle stalinien albanais (à l'exemple du KPD/ML) ou même le régime totalitaire des Khmer rouges au Cambodge (KBW). Les listes alternatives et écologistes, qui cherchent à rassembler bon nombre d'opposants au système et tentent à la fin des années 1970 de se structurer et de s'organiser, vont être considérées par certains « *K-Gruppen* » comme un moyen idéal de relancer leur mouvement.

En France, les militants communistes profitent d'un tout autre rapport de force à l'égard du pouvoir dans la mesure où le Parti communiste français (PCF) fait toujours partie des grands partis politiques dans les années 1970. Il est certes affaibli après 1956, date du XX^{ème} Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, du début de la déstalinisation en URSS et surtout de la répression dans le sang de l'insurrection hongroise, puis après 1968, suite à son ralliement tardif aux mouvements sociaux de Mai 68 et à son attitude ambiguë face à l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie²⁰. En 1974, la parution en France de l'ouvrage d'Alexandre Soljenitsyne (1918-2008) : *L'archipel du Goulag*, sur la nature totalitaire du régime stalinien, contribuera également à ternir son image. Cependant, le PCF ne sombre pas dans les années 1970 et rassemble encore 20,7% des suffrages aux élections législatives de 1978. Les sympathisants communistes en désaccord avec la ligne politique du PCF militent au sein des formations trotskistes et maoïstes, également bien implantées dans le pays²¹. Contrairement à certains maoïstes en RFA, les

²⁰ Cette invasion a lieu en réaction au printemps de Prague de 1968. Le PCF réprovoque l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, sans la condamner ouvertement. Voir à ce sujet le communiqué du PCF publié dans *L'Humanité*, le 22.08.1968.

²¹ Principales formations trotskistes : la Ligue communiste (LC), qui devient la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) en 1974, et Lutte ouvrière (LO). Principales formations maoïstes : le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) interdit par décret présidentiel en 1968 et duquel sont issus le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCR-ML, fondé en 1974) et le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML, fondé en 1978).

camarades français dissidents du PCF ne se tournent donc pas vers des formations politiques non communistes pour tenter de renforcer leur influence, leurs mouvements leur offrant déjà une tribune politique et un potentiel politique satisfaisant, le communisme restant une valeur politique forte et s'affichant sans complexe. En ce sens, comme en témoigne Yves Frémion, en France :

« Venus du léninisme et restés léninistes, les gauchistes de tout poil vont passer complètement à côté du renouveau écologiste, libertaire par essence. Le malentendu sera persistant entre gauchistes et écolos, d'autant plus que le gauchisme n'est pas du tout non violent (...). Le mépris des léninistes pour les écolos est alors total et il en reste des traces aujourd'hui chez les Verts où de nombreux ex-gauchistes sont entrés tardivement. »²²

Dans ce chapitre consacré à l'influence communiste dans les mouvements écologistes, nous allons donc nous pencher sur une liste alternative allemande caractéristique des formations électorales locales qui naissent dans la continuité de la protestation extra-parlementaire : la *Bunte Liste-Wehrt Euch* de Hambourg. Nous verrons à cette occasion que l'engagement des communistes, souvent non officiel, tient plus de l'infiltration que de la coopération.

1-1-2 La Bunte Liste-Wehrt Euch à Hambourg

La *Bunte Liste-Wehrt Euch* (BLW) est une liste électorale créée le 29 janvier 1978, à l'initiative du BUU, un rassemblement de plus de cinquante comités antinucléaires²³, dans le contexte de l'opposition à la construction de la centrale de Brokdorf et dans la perspective des élections pour la diète de Hambourg en juin 1978. Elle se développera également au cours de l'été 1979 à Cologne, pour les élections municipales du 30 septembre 1979. La BLW est créée dans un premier temps sur le modèle de la *Wählergemeinschaft Atomkraft-Nein Danke* (« Communauté d'électeurs – Non à l'énergie nucléaire ») qui a été fondée en Basse-Saxe le 19 août 1977 dans le cadre de l'opposition à la centrale nucléaire de Grohnde et qui a déjà obtenu un mandat lors des élections du 23 octobre 1977 à la diète du district de Hameln-Pyrmont. La BLW justifie sa participation aux élections de 1978 à Hambourg dans un communiqué publié à l'issue de son second congrès du 18 mars 1978 :

« Nous avons constaté que les opposants à l'énergie nucléaire ne peuvent pas s'imposer dans les partis. Pour qui donc devons-nous alors voter ? Ou serait-il préférable que

²² Cf. : Yves Frémion, *Histoire de la révolution écologiste*, op. cit., p. 80. Précisons qu'Yves Frémion utilise ici les termes « gauchistes » et « gauchisme » pour évoquer les formations trotskistes et maoïstes. Rappel : Yves Frémion sera député européen de 1989 à 1994.

²³ Rappel : BUU : *Bürgerinitiative Umweltschutz Unterelbe* – « Initiative de citoyens pour la protection environnementale de la partie inférieure de l'Elbe ». Elle se développe dans la région de Brokdorf à partir de 1974. Voir à ce sujet, le chapitre 3, point 3-3-2.

nous ne votions pas du tout ? C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de nous porter candidats. Car si nous ne votons pas, nous nous ferons le reproche que nous râtons sans cesse et que nous ne changeons rien. »²⁴

En conséquence, les fondateurs de la BLW choisissent comme slogan : « Maintenant, nous nous élisons nous-mêmes ! » (*Jetzt wählen wir uns selber !*). Au-delà du mouvement antinucléaire, ils invitent tous les groupes qui se sentent discriminés au sein de la société à les rejoindre. Ils réussissent ainsi à rallier environ 200 initiatives locales et comités de citoyens en l'espace de quelques mois. Les membres de la liste multicolore sont des regroupements contre le nucléaire, en faveur de l'environnement, pour la défense des droits des femmes ou des homosexuels ; des associations de locataires, d'enseignants et de parents d'élèves ; mais aussi des comités en faveur des handicapés, des personnes âgées, des chômeurs, des étrangers ou des prisonniers. S'y retrouvent aussi des associations confessionnelles, comme des groupes de jeunes, des objecteurs de conscience, des artistes locaux et des groupements communistes²⁵. La BLW compte ainsi parmi ses militants des chrétiens, des libéraux, des défenseurs de la nature plus conservateurs, mais aussi des maoïstes non dogmatiques membres du *Kommunistischer Bund*, mouvement politique bien implanté dans la ville depuis 1971²⁶. Dans son nom, cette liste porte le qualificatif additionnel d'« Initiative pour la démocratie et la protection de l'environnement »²⁷ et son emblème, un papillon violet, unit l'écologie au mouvement féministe. L'objectif de la BLW est ainsi d'avoir des élus – tenus par un mandat impératif – pour défendre sur la scène politique les intérêts de toutes les « initiatives de citoyens » qui la soutiennent²⁸. Elle entend permettre à l'opposition extra-

²⁴ « Wir haben festgestellt, daß sich Atomkraftgegner in den Parteien nicht durchsetzen können. Wen also sollen wir wählen ? Oder sollen wir gar nicht wählen ? Da haben wir beschlossen, selbst zu kandidieren. Denn wenn wir nicht wählen, müssen wir uns den Vorwurf zuziehen, daß wir nur meckern und nichts ändern. » Cf. : Bunte Liste-Wehrt Euch, « Wir über uns », Communiqué relatif aux décisions prises lors du congrès du 18.03.1978. Document reproduit in : Jan Peters (éd.), *Alternativen zum Atomstaat. Das bunte Bild der Grünen*, Berlin, Rotation Verlag, 1979, p. 274-275, ici p. 274.

²⁵ Cf. : Holger Strohm, « Warum die Bunten bunt sind ». Texte reproduit in : Holger Brun (éd.), *Der grüne Protest. Herausforderung durch die Umwelparteien*, Frankfurt, Fischer Verlag, 1978, p. 126-138, ici p. 127-128. Holger Strohm est l'un des principaux leaders de la BLW à Hambourg.

²⁶ Dans les années 1970, le KB est surtout actif à Hambourg et dans le nord de la RFA. Pour cette raison, et pour le différencier d'autres groupuscules communistes, il est aussi souvent appelé KB (Nord). Son organe de presse est le journal *Arbeiterkampf*.

²⁷ « Bunte Liste-Wehrt Euch. Initiative für Demokratie und Umweltschutz ».

²⁸ Au sein de la BLW, chaque groupe est responsable de la rédaction du point du programme qui le concerne directement. En plus des revendications en matière de politique énergétique et pour la protection de l'environnement, les préoccupations des associations féministes y occupent une place de choix. La BLW milite par exemple pour la légalisation de l'avortement avec la suppression du §218 du Code pénal (le §218 du Code pénal condamne l'avortement et expose les femmes qui y ont recours à une peine de prison ou à une amende – §218 StGB, version en date du 18.05.1976). Les revendications en faveur des homosexuels y sont également très médiatisées. La BLW s'engage pour la suppression du §175 du Code pénal dans sa version de 1973 qui distingue les relations sexuelles entre personnes de sexes opposés et personnes de même sexe et condamne les relations sexuelles homosexuelles impliquant des personnes de moins de 18 ans. Cf. : *Bunte Liste-Wehrt Euch. Initiative für Demokratie und Umweltschutz* (BLW), « Plattform » (programme électoral), Hambourg, 18.03.1978 ; *Bunte Liste-Wehrt Euch. Initiative für Demokratie und Umweltschutz (Köln)*, « Wählen wir uns doch selbst »

parlementaire (APO) de s'exprimer dans le débat politique à travers elle, en transmettant ses revendications sous forme d'amendements²⁹. En ce sens, la BLW est représentative de l'APO dans sa diversité qui décide à la fin des années 1970 de s'engager sur la voie électorale.

Lors du scrutin du 4 juin 1978, elle affronte une autre liste écologiste locale issue de l'opposition extra-parlementaire, la *Grüne Liste Umweltschutz* (GLU – « Liste verte pour la protection de l'environnement »)³⁰. Pendant la campagne électorale, la CDU mène une active campagne contre la BLW et son programme antinucléaire à l'aide du slogan : « Des rêveurs gauchistes menacent nos postes de travail »³¹. De la CDU au DKP, les partis déjà en place font front contre la liste multicolore, présumant que « les papillons ne vivent qu'un été »³². Lors du scrutin, la BLW obtient 3,5% des suffrages (GLU : 1%) et deux élues locales dans le quartier étudiant de Eimsbüttel : Iлона Keine (issue du mouvement féministe) et Christina Kukielka (militante dans une association de locataires). La BLW considère que c'est un bon début dans la mesure où son score de 3,5% à l'échelle de la ville constitue la meilleure performance d'une liste d'opposition de gauche depuis 1949 pour le scrutin de la diète de Hambourg³³.

L'influence du mouvement extra-parlementaire, et en particulier des groupes antinucléaires, caractérise les programmes de la BLW. Elle s'engage ainsi pour préserver la liberté de rassemblement et d'organisation, le droit de manifester contre les centrales nucléaires et, de façon générale, de résister et de s'opposer à certaines décisions gouvernementales. Elle condamne la violence avec laquelle l'Etat et la police réagissent face aux manifestations antinucléaires et réaffirme le droit de grève, notamment dans les centrales nucléaires. Elle réclame aussi l'arrêt des poursuites judiciaires contre les personnes interpellées lors de manifestations, contre les militants distribuant des tracts sur la voie

(programme électoral), *doc. cit.* Documents disponibles à l'adresse suivante : Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A- Heimann, Siegfried, 13.

²⁹ Cf. : « L'engagement extra-parlementaire est pour nous la 'jambe d'appui' décisive de notre politique » (« Das außerparlamentarische Engagement ist für uns das entscheidende Standbein unserer Politik ») in : *Bunte Liste-Wehrt Euch. Initiative für Demokratie und Umweltschutz (Köln)*, « Wählen wir uns doch selbst » (programme électoral), Cologne, 01.08.1979, p. 4. Document disponible à l'adresse suivante : Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Heimann, Siegfried, 13.

³⁰ Cf. : Voir dans ce chapitre, le point 3-1-2.

³¹ « Linke Träumer gefährden unsere Arbeitsplätze ». Voir à ce sujet : *Bunte Liste-Wehrt Euch*, « Wahlanalyse », Communiqué relatif aux résultats des scrutins du 4 juin 1978 à Hambourg. Document reproduit in : Jan Peters (éd.), *Alternativen zum Atomstaat. Das bunte Bild der Grünen*, Berlin, Rotation Verlag, 1979, p. 276-281, ici p. 278.

³² « Schmetterlinge leben nur einen Sommer ». Cf. : *Ibid.*, p. 281.

³³ Cf. : Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et jusqu'en 1978, la mairie de Hambourg est dirigée par le SPD. En 1949, le KPD obtient 7,4% des voix et cinq élus mais il ne passe pas la barre des 5% en 1953 (3,2% des voix) et doit quitter le sénat de Hambourg. Jusqu'en 1978, aucune autre opposition à gauche du SPD n'y a été représentée.

publique et les auteurs d'articles critiques envers le pouvoir³⁴. La BLW lutte également pour les droits des locataires, contre la dégradation et la destruction des immeubles d'habitation des centres-villes et la spéculation dans ce domaine qui prive les citoyens de logements bon marché au cœur des villes³⁵. A Cologne, la liste se bat également contre l'extension de l'aéroport et la construction d'« autoroutes citadines », à cause du bruit généré et de la destruction d'espaces naturels³⁶. De plus, la BLW se montre très hostile vis-à-vis du gouvernement et de l'« *Atom- und Polizei-Staat* » qui gère selon elle le pays. Elle s'oppose à la concentration de la presse et à la censure, fustige le « *Radikalenerlaß* », dénonce l'endoctrinement de l'Etat et exige que le système scolaire travaille davantage à renforcer l'esprit critique et la liberté de pensée des jeunes générations³⁷. D'autre part, elle demande le renforcement de la politique locale et une meilleure intégration des citoyens au processus décisionnel. Elle évoque notamment un recours possible au vote de censure à l'encontre des députés et en matière d'environnement, un « droit illimité à l'information et à la participation décisionnelle » pour les citoyens. On trouve également dans ses programmes l'abrogation de la barre des 5% (*Fünf-Prozent-Klausel*)³⁸, au nom de l'égalité des chances pour « tous les groupes et tous les partis » lors d'élections³⁹.

L'héritage de Mai 68, l'utopie politique et l'envie de réaliser un monde meilleur se retrouvent également dans les programmes. La volonté de rupture avec la société d'après-guerre et les générations précédentes y est très présente. La BLW réclame ainsi de vrais débats sur le national-socialisme, une confrontation sans tabou avec la question du fascisme et une réflexion approfondie sur ces sujets à l'école⁴⁰. Post-matérialiste, elle s'engage pour une réduction du temps de travail à 35 heures par semaine et davantage de congés, elle critique aussi les situations de concurrence favorisées au sein du système scolaire, ainsi que le stress sur les lieux de travail. Dans le registre de l'utopie, elle souhaite la gratuité des transports en commun locaux, un salaire minimum de 800 DM pour les jeunes, l'impossibilité de redoubler à l'école⁴¹. L'autogestion a également sa place dans les programmes, en particulier pour des centres de jeunes, des maisons de citoyens et des lieux de culture. La libération des mœurs – la BLW fait campagne pour « une sexualité pleine de

³⁴ Cf. : *Bunte Liste-Wehrt Euch. Initiative für Demokratie und Umweltschutz* (BLW), « Plattform », *doc. cit.*, p. 4-6 et « Wählen wir uns doch selbst », *doc. cit.*, p. 7 et 14.

³⁵ Cf. : *Ibid.* (« Plattform »), p. 12-13 et *Ibid.* (« Wählen wir uns doch selbst »), p. 16-17.

³⁶ Cf. : *Ibid.* (« Wählen wir uns doch selbst »), p. 17-18.

³⁷ Cf. : *Ibid.* (« Plattform »), p. 5-6, 11-12 et *Ibid.* (« Wählen wir uns doch selbst »), p. 7, 11-12.

³⁸ Rappel : En règle générale, si un parti rassemble moins de 5% des scrutins lors d'une élection pour désigner les membres du Bundestag ou des diètes régionales, il ne peut prétendre à des sièges d'élus.

³⁹ Cf. : *Bunte Liste-Wehrt Euch* (BLW), « Plattform », *doc. cit.*, p. 5-7 et BLW, « Wählen wir uns doch selbst », *doc. cit.*, p. 4, 15.

⁴⁰ Cf. : *Ibid.* (« Wählen wir uns doch selbst »), p. 8.

⁴¹ Cf. : *Ibid.* (« Plattform »), p. 13 et *Ibid.* (« Wählen wir uns doch selbst »), p. 11-12.

volupté et sans crainte » - et le développement personnel sont encouragés, au dépend de la morale et de l'église⁴².

Au sein des *K-Gruppen*, le KB est sans aucun doute le groupuscule communiste le plus ouvert, dans lequel des discussions et une certaine pluralité d'opinion sont admises et qui, au-delà de la lutte des classes, s'intéresse dans les années 1970 aux revendications des « nouveaux mouvements sociaux », en particulier aux idées politiques en faveur des femmes et des homosexuels, aux luttes contre la répression d'Etat (*III. Russel Tribunal*⁴³), à une réforme de l'éducation et de l'enseignement, comme aux mouvements antinucléaires⁴⁴. Cette particularité mérite d'être soulignée, même si ces orientations ne sont pas dénuées de tout opportunisme, dans un objectif d'opposition – violente lors des manifestations – aux pouvoirs en place. Sur la question du nucléaire, le KB, comme le KPD berlinois – et contrairement aux autres *K-Gruppen* – s'oppose d'ailleurs à ce mode de production d'énergie, au sein du système capitaliste comme du système socialiste, ce qui lui confère une certaine crédibilité auprès des autres militants de la BLW et facilite leur coopération. La commission antinucléaire du KB, dirigée par Hans-Hermann Teichler (*1947) et active depuis le conflit autour de la centrale de Wyhl, est chargée de justifier cette position. Elle intègre donc un discours antinucléaire dans la rhétorique anti-capitaliste du KB en reliant la politique nucléaire du pays à l'impérialisme ouest-allemand qu'elle soupçonne de chercher à atteindre l'autarcie en matière d'énergie. Les violences policières lors des manifestations contre la construction de centrales renforcent ses thèses d'une fascisation de la société et de la mise en place d'un « *Atomstaat* »⁴⁵. En ce qui concerne l'écologie, le KB s'attache également à donner au rouge de son organisation quelques reflets verts. Il se réfère pour cela aux textes fondateurs de Lénine, Marx et Engels qui relient l'exploitation des travailleurs à l'exploitation de la terre et remettent en cause, non la technique en tant que telle, mais son utilisation par le système capitaliste⁴⁶. Surtout l'appât du gain à court terme, « le système

⁴² Cf. : *Ibid.* (« Plattform »), p. 4 et *Ibid.* (« Wählen wir uns doch selbst »), p. 6, 9, 12-13.

⁴³ En 1978, des personnalités internationales mettent sur pied le « *III. Russel Tribunal International* » chargé d'enquêter sur la situation des droits de l'homme en RFA, notamment sur le « *Radikalerlaß* », les conditions de rétention et de défense des personnes arrêtées et, de façon générale, les mesures répressives de l'Etat.

⁴⁴ Cf. : Michael Steffen, *Geschichten vom Trüffelschwein – Politik und Organisation des Kommunistischen Bundes 1971 bis 1991*, op. cit., p. 172-226.

⁴⁵ Pour la position politique du KB sur le nucléaire, voir la brochure éditée par le BK Hambourg : *Warum kämpfen wir gegen Atomkraftwerke ?*, 1977. Publication citée in : *Ibid.*, p. 177.

⁴⁶ Le BK se réfère notamment aux textes suivants : « Die Lage der englischen Arbeiter », « Dialektik der Natur » et « Anti-Dühring » (Engels) ; « Die Agrarfrage und die Marxkritiker » (Lénine) ; certains chapitres du *Capital* de Marx (*Marx-Engels-Werke*, tome 23, p. 285 sq., 465 sq., 528 sq. et 552 sq.). Voir à ce sujet : Anti-AKW-Kommission des Kommunistischen Bundes (KB), « Ökologie und Marxismus », *Arbeiterkampf*, 21.08.1978, p. 6-10. Document reproduit in : Jan Peters (éd.), *Alternativen zum Atomstaat. Das bunte Bild der Grünen*, op. cit., p. 145-154, ici p. 145-149. Notons que le KB utilise comme référence pour ses sources idéologiques l'édition

anarchique de la concurrence » (Marx) et l'assouvissement de besoins frivoles seraient selon eux à l'origine d'une dégradation rapide de l'environnement et de nombreux gaspillages. En ce sens, le KB défend l'idée que :

« par leur analyse du capitalisme, Marx et Engels [n'ont pas seulement] relié la destruction de la nature qui s'annonce à ses origines dans le mode de production capitaliste, ils ont également été les premiers à dénoncer l'exploitation de la santé des travailleurs comme de la nature »⁴⁷.

Le KB critique ainsi la dégradation de la qualité de l'air, de l'eau et de la santé des travailleurs dans les pays impérialistes. Il fustige l'exploitation du Tiers-monde par ces derniers et leur pillage inconsidéré des matières premières. Il déclare ainsi l'incompatibilité entre capitalisme et protection de l'environnement et soutient le jugement des « écologues bourgeois » qui pointent également cette « crise écologique ». Toutefois, à la différence de ces derniers, le KB ne pense pas que le problème puisse être résolu en dehors d'un système socialiste⁴⁸.

Au sein de la BLW, l'influence du KB est perceptible dans ses programmes électoraux, notamment à travers ses positions profondément antifascistes, dénonçant la fascisation de l'Etat et de la société, les organisations (néo)-nazies et antidémocratiques⁴⁹. La BLW prend également position contre le « *Radikalerlaß* » dont on sait qu'il a plus touché, dans les années 1970, les sympathisants d'extrême gauche que les partisans de l'extrême droite. De même, elle critique les exclusions de syndicats, le « *Radikalerlaß* » implicite qui y règne. Enfin, la BLW réclame le droit pour tous de participer aux activités syndicales, en particulier pour les jeunes travailleurs, et revendique le droit de mener une activité politique librement⁵⁰. Cette contribution plutôt discrète aux programmes politiques est compensée par leur présence active au sein de la liste, dont ils sont même indirectement à l'origine puisqu'ils

est-allemande des œuvres complètes de Marx et Engels : les *Marx-Engels-Werke*, édités en 43 volumes à partir de 1956 par l'*Institut für Marxismus-Leninismus beim Zentralkomitee der SED*.

⁴⁷ Cf. : « Marx und Engels [haben nicht nur] aufgrund der Analyse des Kapitalismus die sich abzeichnende Umweltzerstörung auf ihre Ursachen in der kapitalistischen Produktionsweise zurückgeführt, sondern den gesundheitlichen Raubbau an den Arbeitern wie an der Natur mit als erste überhaupt angeprangert haben. » In : *Ibid.*, p. 149.

⁴⁸ Cf. : Anti-AKW-Kommission des Kommunistischen Bundes (KB), « Ökologie und Marxismus », *art. cit.*, p. 149-154.

⁴⁹ Voir à titre d'exemple, outre les passages sur ces sujets dans les programmes électoraux : Ilona Keine, Christina Kukielka, « Bunte Liste informiert : die ersten 100 Tage im Bezirksparlament », Document de la *Bunte Liste-Wehrt Euch*, reproduit in : Jan Peters (éd.), *Alternativen zum Atomstaat. Das bunte Bild der Grünen*, *op. cit.*, p. 282-284.

⁵⁰ Cf. : « Wie setzen uns ein (...) gegen Berufsverbote und Gewerkschaftsausschlüsse – für frei politische Betätigung ». In : *Bunte Liste-Wehrt Euch* (BLW), « Plattform », *doc. cit.*, p. 6.

dominant le *BBU Hamburg*, co-initiateur de la BLW⁵¹. Les principales figures de la liste multicolore à Hambourg en 1978 sont ainsi des membres du *Kommunistischer Bund*, notamment Rainer Trampert (*1946), employé de l'industrie pétrolière (*Deutsche Erdöl AG/Texaco*) dans les années 1970 et syndicaliste ; Thomas Ebermann (*1951), ouvrier dans l'industrie chimique avant de devenir un des cadres du KB ; et Jürgen Reents (*1949), collaborateur à cette époque du journal du KB, *Arbeiterkampf* et actif au sein du BUU. Tous trois participeront en 1980 à la fondation des Grünen et occuperont des fonctions importantes au cours des années 1980 au sein du parti puisque R. Trampert est porte-parole de la direction des Grünen de 1982 à 1987, J. Reents est député des Grünen au Bundestag de 1983 à 1985, tout comme T. Ebermann de 1987 à 1989, également porte-parole du groupe parlementaire. Tous trois font alors partie de l'aile gauche des Grünen, connue sous le nom du groupe des « éco-socialistes » (*Ökosozialisten*). Ajoutons également à la liste des personnalités qui animent la BLW en 1978 Holger Strohm (*1942), ingénieur de formation, expert en sciences de l'éducation et militant antinucléaire de la première heure. Dans les années 1970, il préside la branche allemande de l'organisation écologiste internationale *Friends of the Earth : Freunde der Erde/Aktion für Umweltverbesserung e.V.* Il est exclu du SPD en 1978 quand il devient tête de liste de la BLW, avec Rainer Trampert, pour les élections à la diète de Hambourg. Expert en environnement et en technologie nucléaire, il a beaucoup écrit dans les années 1970 sur ces sujets. Il publie en particulier *Der Umweltschutzreport* (« Rapport sur la protection de l'environnement »)⁵² et *Friedlich in die Katastrophe : Eine Dokumentation über Atomkraftwerke* (« Paisiblement, nous allons à la catastrophe : une documentation sur les centrales nucléaires »)⁵³, deux ouvrages à teneur scientifique et de ton alarmiste parus en 1973 en RFA, qui lui assurent une certaine notoriété, sans parler de ses publications sur la pollution et les problèmes de circulation et d'urbanisme⁵⁴. Holger Strohm dénonce le fait que « la plupart des personnes qui travaillent pour la Liste multicolore sont d'avis que la protection de l'environnement ne peut se réaliser que dans un système socialiste, tout en

⁵¹ Depuis le mois de juillet 1977, le BBU (rappel : *Bundesverband Bürgerinitiativen Umweltschutz*) est en effet divisé en deux groupes dont l'un est le *BBU Hamburg*, dominé par les membres du KB. Voir à ce sujet : Michael Steffen, *Geschichten vom Trüffelschwein – Politik und Organisation des Kommunistischen Bundes 1971 bis 1991*, op. cit., p. 179.

⁵² Cf. : Holger Strohm, *Der Umweltschutzreport*, Darmstadt, Merzer Verlag, 1973. Cet ouvrage rassemble des contributions de scientifiques internationaux et de quelques personnalités politiques comme le chancelier Willy Brandt, le premier ministre du Canada, Pierre Elliott Trudeau, et le premier ministre suédois, Olof Palme.

⁵³ Cf. : Holger Strohm, *Friedlich in die Katastrophe : Eine Dokumentation über Atomkraftwerke*, Hamburg, Verlag Association, 1973.

⁵⁴ A titre d'exemple, *Friedlich in die Katastrophe* sera réédité par les éditions Zweitausendeins à 122.000 exemplaires entre avril 1981 et juillet 1986. Cf. : 13^{ème} réédition, juillet 1986.

refusant avec véhémence ce qu'on appelle le 'socialisme' de RDA ou des Etats du bloc de l'Est »⁵⁵.

Ainsi, dans la droite ligne de sa « *revolutionäre Realpolitik* », le KB perçoit sa participation à une liste alternative comme un moyen de sortir de son isolement et de jouer un plus grand rôle politique au sein d'une opposition au système plus large. La coalition qu'il forme avec la gauche alternative et écologiste n'est qu'une alliance tactique contre les partis établis – avec l'espoir, comme lors des grandes manifestations antinucléaires en 1977, de radicaliser une partie de ces militants et de les gagner à sa cause. Sans renier ses idéaux, le KB s'oppose à l'antiparlementarisme radical, en vogue au sein de l'extrême gauche, et prône l'instrumentalisation des élections et l'utilisation des assemblées élues comme des plateformes de protestation, des tribunes de leur cause révolutionnaire⁵⁶. En cela, son attitude n'est pas très éloignée de celle des comités et des regroupements de citoyens qui perçoivent également leur participation électorale comme un moyen et non une fin en soi, autrement dit comme un vecteur de leurs revendications. A l'inverse, les comités de citoyens actifs au sein de la BLW profitent de l'expérience du KB en matière de lutte sur la scène politique, tout comme de sa force d'organisation et de logistique, ce qui facilite une cohabitation pas toujours si malvenue et cela d'autant plus que sur la forme, la BLW est loin d'être constituée comme un parti de cadres communistes puisqu'elle laisse à la base le soin de formuler ses revendications particulières. Sur le fond, nous avons également eu l'occasion de montrer que le programme fondateur du 18 mars 1978 n'est pas dominé par l'idéologie communiste du KB et que, dans l'ensemble, la vision politique qui en ressort reflète plutôt les exigences de la gauche non dogmatique. Pour le politologue Rudolf van Hüllen, il s'agit même d'un programme typique de la gauche radicale, peu logique et sans continuité idéologique. Il y voit ainsi un mélange d'hédonisme anarchiste caractéristique de la scène alternative de gauche et de surenchère en matière de revendications sociales et constitutionnelles à l'initiative des *K-Gruppen*, visant à prouver que « le système » n'est pas réformable pour mieux le discréditer⁵⁷. Selon Holger Strohm, le KB s'est montré conciliant avant les élections de juin 1978 et a fait preuve de retenue lors de la rédaction du programme commun. Dans les semaines qui suivent le scrutin, le leader antinucléaire dénonce cependant l'efficacité avec laquelle la formation communiste entreprend de « saucissonner » la Liste multicolore et de prendre le contrôle de ses instances de direction comme de ses publications et de ses relations

⁵⁵ Cf. : « Die meisten Mitarbeiter der Bunten Liste sind der Meinung, daß Umweltschutz nur im Sozialismus verwirklicht werden kann, wobei aber der sogenannte 'Sozialismus' der DDR oder der Ostblockstaaten scharf abgelehnt wird. » In : Holger Strohm, « Warum die Bunten bunt sind », *doc. cit.*, p. 131-132.

⁵⁶ Cf. : Kommunistischer Bund, « Kommunisten und Wahlen – eine erste Bilanz », *Arbeiterkampf* (AK), numéro spécial, 1978, p. 9-10.

⁵⁷ Cf. : Rudolf van Hüllen, *Ideologie und Machtkampf bei den Grünen*, *op. cit.*, p. 115-116.

avec les médias, sans égard pour le travail des militants à la base. Face à cette récupération, H. Strohm annonce ainsi dans une « Lettre ouverte au *Kommunistischer Bund* » en date du 4 juillet 1978 qu'il suspend ses activités au sein de la BLW pour trois mois et attend un rééquilibrage des forces entre *K-Gruppen* (le KPD est également membre de la Liste multicolore) et les deux cents autres initiatives de citoyens⁵⁸.

Avec notre recul, il serait faux de dire que la BLW de Hambourg est une formation politique entièrement contrôlée par des forces communistes. L'analyse de ses programmes et des accents mis lors de ses campagnes électorales en 1978 prouve le contraire. Toutefois, la présence très marquée de membres du KB en son sein est une de ses principales caractéristiques. C'est le cas également de l'*Alternative Liste für Umweltschutz und Demokratie* (« Liste Alternative pour la protection de l'environnement et la démocratie » – dite AL Berlin) qui se développe à Berlin Ouest à partir de l'été 1978 et où des tensions s'expriment rapidement entre le KPD et de futurs leaders des Grünen comme Wolfgang Wieland (*1948), Hans-Christian Ströbele (*1939) ou Otto Schily (*1932)⁵⁹. Cela ne signifie pas, à l'inverse, qu'en dehors de la BLW de Hambourg et de l'AL Berlin, toutes les autres formations écologistes de gauche allemandes se sont développées en se démarquant clairement des « *K-Gruppen* », bien au contraire. Toutefois, celles-ci présentent d'autres caractéristiques plus marquantes que nous allons nous attacher à mettre en valeur dans la suite de ce travail. Une chose en revanche est certaine : la participation importante de membres d'extrême gauche aux discussions et activités qui se développent au sein des listes alternatives et écologistes allemandes constitue un point de différence très net avec ce qui se passe à la même époque en France au sein des courants d'écologie politique. Cette différence entre la France et l'Allemagne est encore renforcée par la participation, à partir de 1979, de Rudolf Bahro aux activités des écologistes ouest-allemands.

⁵⁸ Cf. : Holger Strohm, « Offener Brief an den Kommunistischer Bund (KB) », 04.07.1978. Texte de la lettre reproduit à la fin de : Holger Strohm, « Warum die Bunten bunt sind », *doc. cit.*, p. 137-138.

⁵⁹ Au sujet de l'AL Berlin, voir notamment : Alternative Liste für Demokratie und Umweltschutz, « Programm zu den Wahlen », März 1979, ainsi que le témoignage suivant : Michael Bühnemann, Michael Wendt, Jürgen Wituschek, *AL - Die Alternative Liste Berlin. Entstehung, Entwicklung, Positionen*, Berlin, LitPol Verlagsgesellschaft, 1984. Au sujet des frictions qui existent entre écologistes et communistes au sein de l'AL Berlin, voir par exemple : « Stellungnahme der KPD zu den Diskussionen über eine gemeinsame Wahlbeteiligung bei den Abgeordnetenhaus-Wahlen im März 1979 » in : Kommunistische Partei Deutschlands, Regionalkomitee Westberlin, « Stellungnahmen zu einer alternativen Liste. Dokumentation », 1978, p. 8-10 ; « Spucken wir den Mauschlern in die Suppe. Über die Methoden von KB und KPD bei der Vorbereitung einer 'Alternativen Liste' zur Wahl 79 », Lettre ouverte de Michael Prütz, Mario Krebs (Mitglieder im Aktionskomitee gegen Berufsverbote an der FU), juillet 1978 ; Otto Schily, « Alternative Liste mit oder ohne KPD ? », octobre 1978, texte reproduit in : Michael Bühnemann, Michael Wendt, Jürgen Wituschek, *AL - Die Alternative Liste Berlin. Entstehung, Entwicklung, Positionen, op. cit.*, p. 77-78. Documents non publiés disponibles à l'adresse suivante : Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Heimann, Siegfried, 13.

1-1-3 Rudolf Bahro (1935-1997)

Rudolf Bahro est un dissident politique marxiste qui a été emprisonné le 30 juin 1978, puis contraint de quitter la RDA en octobre 1979, à la suite de publications critiques à l'égard du régime politique est-allemand. Son ouvrage le plus célèbre, *Die Alternative*⁶⁰, a été publié sous forme d'extraits par le *Spiegel*, ce qui a contribué à la constitution de comités de soutien en sa faveur en Allemagne de l'Ouest⁶¹. Si, dans ses travaux, R. Bahro se livre à une critique acerbe du socialisme réel, il se démarque clairement, à son arrivée en RFA, des militants des « *K-Gruppen* ». Il considère en effet que ceux-ci restent des formations préoccupées uniquement de leur survie et il dénonce leur attachement aux interprétations léninistes, trotskistes ou maoïstes des thèses marxistes qui constituent, selon lui, une dénaturation profonde des écrits fondateurs du communisme et qui ont conduit concrètement à bien des errements⁶². Son objectif est de redéfinir les rapports entre l'individu, la communauté, le système politique et économique ainsi qu'entre la technique et la nature. Ses réflexions font de lui l'un des principaux théoriciens de l'éco-socialisme, doctrine visant à rendre compatible les acquis fondamentaux du marxisme et de l'écologie. Il part pour cela du principe que ces deux idéologies se rejoignent sur plusieurs points, notamment dans leur dénonciation de l'accumulation du capital, des richesses et des marchandises comme un but en soi, dans leur opposition au libéralisme économique « sauvage » et dans leur attachement à des valeurs qualitatives comme le bien-être et les besoins réels des individus. Le refus de tout productivisme et gaspillage des ressources naturelles sous-tend l'éco-socialisme et le distingue des conceptions économiques propres aux sociétés capitalistes et communistes. Sa remise en cause du modèle de croissance dominant s'articule à l'exigence d'un nouvel équilibre entre l'homme et son environnement, parallèlement à une « réhumanisation » de la société et à l'émancipation de l'individu, ce qui le rapproche des thèses écologistes. À sa sortie en RFA, *Die Alternative* sera salué par Herbert Marcuse comme « la contribution la plus importante à la théorie et la pratique marxiste de ces dernières décennies »⁶³. Dès son arrivée en 1979, Rudolf Bahro s'engage au côté des écologistes ouest-allemands qu'il

⁶⁰ Cf. : Rudolf Bahro, *Die Alternative : zur Kritik des real existierenden Sozialismus*, Köln/Frankfurt am Main, Europäische Verlagsanstalt, 1977 (Version française : *L'Alternative : pour une critique du socialisme existant réellement*, Paris, Stock, 1979).

⁶¹ Rudi Dutschke est par exemple l'un des principaux organisateurs du « *Bahro-Kongress* » qui se tient à l'Université Technique de Berlin-Ouest du 16 au 19 novembre 1978. Voir à ce sujet : Komitee für die Freilassung Rudolf Bahros, *Der Bahro-Kongress : Aufzeichnungen, Berichte und Referate*, Berlin, Olle und Wolter, 1979.

⁶² Cf. : Rudolf Bahro, lettre adressée à Uta Wilke, en date du 6.02.1981. Document disponible à l'adresse suivante : Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Kelly, Petra, 963. (Uta Wilke est membre d'une formation maoïste.)

⁶³ Cf. : « Es ist der wichtigste Beitrag zur marxistischen Theorie und Praxis, der in den letzten Jahrzehnten erschienen ist. » In : Herbert Marcuse, « Protosozialismus und Spätkapitalismus – Versuch einer revolutionstheoretischen Synthese von Bahros Ansatz », *Kritik. Zeitschrift für sozialistische Diskussion*, Berlin, Olle und Wolter, n° 19, 1978, p. 5-27, ici p. 5; Version courte in : *Die Zeit*, 26.01.1979.

cherche à rassembler au-delà des dogmes dans un grand mouvement de masse politique, appelant tous les opposants au système qui se reconnaissent dans les principes écologistes à se réunir, qu'ils soient socialistes, chrétiens, issus de la droite conservatrice ou de la gauche « multicolore »⁶⁴. Il participera activement aux préparatifs en vue de la création du parti des Grünen en 1980 dont il deviendra l'un des membres fondateurs. Sa notoriété auprès de l'opinion publique pour sa critique du socialisme réel, tout comme son engagement ouvert auprès des écologistes en vue de proposer une « alternative globale » au système⁶⁵, font de Rudolf Bahro l'une des principales figures de l'écologie politique ouest-allemande à la fin des années 1970. En tant que marxiste, représentant du courant éco-socialiste, il conforte à sa manière les liens qui peuvent exister en RFA entre les verts et les communistes, renforçant par là un point de différence manifeste entre les mouvements écologistes politiques français et allemands. A l'inverse, nous allons maintenant voir qu'au sein de la gauche alternative, les mouvements écologistes libertaires sont bien représentés des deux côtés du Rhin.

1-2 L'aventure libertaire en Allemagne et en France

Comme nous avons eu l'occasion de le souligner au second chapitre de ce travail⁶⁶, des mouvements libertaires – caractérisés, selon la définition d'A. Touraine, par une critique sociale et culturelle radicale « cherchant dans la personnalité une force d'affirmation ou de négation capable de renverser les barrières de l'ordre établi »⁶⁷ – se sont développés de part et d'autre du Rhin au cours des années 1970, dans le sillon de Mai 68 et de l'opposition extra-parlementaire. Contestant l'ordre politique, économique et social établi, leurs préoccupations et leurs idées sont liées aux thématiques écologiques et certains de leurs représentants développent très tôt un discours d'écologie politique.

En Allemagne, ce courant libertaire, animé notamment par les « *Spontis* » de Francfort autour de Daniel Cohn-Bendit et avec Joschka Fischer (*1948), formera plus tard la base « mythique » du futur parti écologiste allemand Die Grünen. En 1978, il participe activement en Hesse à l'élaboration d'une liste électorale écologiste : la *Grüne Liste Hessen* (GLH – « Liste Verte de Hesse »). C'est elle que nous avons choisi de présenter ici pour analyser ce courant libertaire, même si ce dernier a aussi existé de façon plus minoritaire dans d'autres

⁶⁴ Cf. : Discours de Rudolf Bahro au rassemblement national des écologistes, Offenbach, 4.11.1979. Texte disponible à l'adresse suivante : Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Heinemann, Siegfried, 07.

⁶⁵ Cf. : Interview de Rudolf Bahro, *tageszeitung*, 16.09.1980.

⁶⁶ Voir à ce sujet, le chapitre 2, point 3-3.

⁶⁷ Cf. : *Ibid.*

villes universitaires comme Münster, Hambourg ou Berlin-Ouest et que des « *Spontis* » ont également participé à la BLW de Hambourg et à l'AL Berlin⁶⁸.

En France, au sein du courant libertaire, le journaliste Pierre Fournier (1937-1973) se rend célèbre dès le début des années 1970 pour ses prises de position contre le nucléaire et en faveur de l'environnement, contribuant en cela à politiser le mouvement écologiste. S'il ne participe à aucune compétition électorale, ses tribunes dans le journal satirique *Charlie-Hebdo* ainsi que dans la revue *La Gueule Ouverte* qu'il fonde en 1972, assurent une bonne diffusion de ses idées et marqueront une grande partie des écologistes de la première heure qui se retrouveront au sein des Verts.

1-2-1 La Grüne Liste Hessen

La *Grüne Liste Hessen* (GLH) constitue une tentative d'alliance entre la *Grüne Liste Wählerinitiative für Umweltschutz und Demokratie* (GLW – « Liste verte initiative d'électeurs pour la protection de l'environnement et la démocratie ») et la *Grüne Liste Umweltschutz* (GLU) du Land de Hesse qui se retire en l'espace de quelques semaines. La GLH se rend célèbre au cours de l'été 1978 grâce à l'engagement du mouvement « *Sponti* » – un engagement politique en faveur de l'écologie non exempt de paradoxes.

Le cheminement du mouvement «*Sponti*»

Le mouvement « *Sponti* » – raccourci de « *Spontaneisten* » – s'est développé à Francfort après 1968. Il regroupe la « scène » alternative de la ville, les « *Frankfurter Linken* ». A partir de 1976, ces derniers disposent d'un journal de liaison, le magazine culturel bimensuel *Pflasterstrand*, publié sous la responsabilité du plus célèbre des « *Spontis* » de l'époque, Daniel Cohn-Bendit, et dont le titre, « Plage de pavés », fait directement référence à un slogan très populaire en 1968 – « Sous les pavés la plage ! »⁶⁹. Beaucoup de « *Spontis* » se sont engagés au cours des années 1970 dans les luttes contre les pouvoirs publics en vue de préserver les vieux quartiers d'habitation du centre-ville, notamment à Westend, ou dans les actions entreprises contre le « *Polizei-Staat* » et en particulier contre les « *Berufsverbote* ». Leur opposition au nucléaire est également vive à partir de cette décennie, animée en premier lieu par l'opposition à la construction de la centrale atomique de Biblis, située dans le sud de la région et dont les deux réacteurs entrent en activité en 1974 et 1976. Non dogmatiques – ils ont mis fin en 1975 à leur orientation léniniste – ils se distinguent des « *K-Gruppen* » qui

⁶⁸ Citons à ce sujet l'engagement de Fritz Storim, « *Sponti* » berlinois, leader du mouvement antinucléaire.

⁶⁹ Le *Pflasterstrand* s'inscrit dans la continuité du journal étudiant FUZZY (« *Frankfurter Uni-Zeitung Ynitiative* ») édité par le comité de représentation des étudiants de l'université de Francfort. Ce magazine a failli s'appeler le *Frankfurter Spontizeitung*. Voir à ce sujet : « Wir wollen eine 14-tägige Zeitung machen », numéro « zéro », *Pflasterstrand*, 16.10.1976, p. 2-3.

visent, selon eux, « à se sacrifier pour les objectifs de la grande victoire finale, à se dissimuler en période de marasme politique et à se battre avec tous les moyens possibles pour un emploi afin que l'idéologie du socialisme continue de se répandre au sein de la population »⁷⁰. A l'inverse, les « *Spontis* » cherchent à apporter de nouvelles réponses à la question du changement révolutionnaire sans compter sur l'efficacité sociale du concept de la lutte des classes. Refusant partis et structures sociales coercitives, les « *Spontis* » se basent sur le principe de la « spontanéité » pour mener leur existence et comptent sur ce dernier pour entraîner une révolution sociale. Ils considèrent que la société est constituée d'hommes libres définissant entre eux leurs rapports et leurs règles de vie et empruntent ainsi de nombreux éléments au mouvement anarchiste non nihiliste. Ils tentent en conséquence de formuler « par eux-mêmes » de nouveaux contenus et de s'organiser seuls pour mener « une autre vie, tout de suite ! » (« *Ein anderes Leben jetzt !* »)⁷¹. En cela, ils s'efforcent d'être constamment dans l'action et ne se satisfont plus d'une stratégie visant à organiser différentes campagnes d'action qui ne mobilisent que sporadiquement les citoyens. Ils partagent l'idée que la répartition du travail dans la société doit pouvoir être en adéquation avec le besoin d'épanouissement personnel de chacun et tentent dans cette perspective de créer de nouveaux types d'emplois et de nouveaux modèles de socialisation professionnelle. Ils mettent ainsi en place des collectifs (dont le meilleur exemple est le magazine *Pflasterstrand* lui-même), des projets, des ateliers, des magasins ou des cafés alternatifs, gérés en dehors de toute valeur de productivité, d'efficacité, de continuité ou de ponctualité. La réponse la plus radicale est celle donnée par leurs communautés rurales qui cherchent à atteindre l'autarcie. En ville, grâce à des projets alternatifs dans tous les domaines (librairies, magasins de meubles, de vêtements, d'alimentation, d'équipement, garages, bars, etc.), il s'agit pour eux de réussir à créer une communauté parallèle, alternative et autonome, loin de la société de consommation ambiante. En cela, les « *Spontis* » s'inscrivent dans la continuité des revendications « post-matérialistes » de la fin des années 1960, cherchant à échapper à la « *Maschinerie* » du quotidien et pointant le mépris sous-jacent de la société pour l'humain en se référant aux thèses de H. Marcuse sur la « tolérance répressive ». Leur réponse est dans le « grand refus » (Marcuse), la révolte et la subversion et non dans la prise de pouvoir qui constitue selon eux une autre forme d'aliénation⁷².

⁷⁰ Cf.: « [die K-Gruppen], die darauf abzielen, sich für die Ziele des großen Endsieges zu opfern, in Zeiten politischer Flaute leise zutreten und mit allen Mitteln um einen Arbeitsplatz zu kämpfen, damit das Gedankengut des Sozialismus weiter unter die Bevölkerung gebracht wird » in : « Alternatives Leben und/oder/statt Repression ? », *Pflasterstrand*, 19.01-1.02.1978, p. 7-9, ici p. 7.

⁷¹ Cf. : Richard Herding, « 15 Jahre 'Szene'. Vom Radikalismus zum neuen Realismus ? Teil 1 : Am Anfang war das Kollektiv... », *Pflasterstrand*, 15-29.01.1983, p. 16-21.

⁷² Cf. : « Alternatives Leben und/oder/statt Repression ? », *Pflasterstrand*, art. cit, p. 8.

Fustigeant à la fois la destruction du cadre de vie par le système « patriarco-capitaliste » et le socialisme d'Etat, les « *Spontis* » cherchent à partir de 1977 à clarifier leur position dans les discussions sur les rapports entre l'homme et la nature qui agitent l'ensemble de la gauche alternative, conscients qu'il n'est plus possible de se contenter de mobilisations sporadiques contre les centrales atomiques⁷³. Sur le mode de l'ironie et de la dérision, ils proposent dans le *Pflasterstrand* leur propre liste verte qui promet, si elle rassemble les deux tiers des voix lors des prochaines élections pour la diète de Hesse, de dissoudre le Parlement et de suspendre la constitution du *Land* ainsi que toutes les lois et décrets, « le maintien du calme et de l'ordre étant désormais laissé à chacun ». Leurs revendications, consciemment fantaisistes – ils réclament par exemple « le remplacement des automobiles par des ânes, des chevaux, des vélos et des fauteuils roulants » ainsi que « le recours à une plante dévorant le béton et le plastique, dans le but de supprimer sans bruit les tours d'immeuble »⁷⁴ – s'intéressent en premier lieu à l'amélioration des conditions de vie urbaine – un domaine dans lequel ils ont toujours été particulièrement engagés. Au début du mois de décembre 1977, conformément à leur volonté de se positionner clairement sur les questions environnementales, les « *Spontis* » présentent un « Manifeste écologique » qui stipule :

« Soit les êtres humains, les animaux, les plantes, l'eau, la terre, les minéraux et l'air sont complètement détruits par les armes de la civilisation : spécialistes + fonctionnaires, chimie, électronique, nucléaire, béton + plastique, moteur à essence et bombes, et ils deviennent des appendices et des particules du monde artificiel, soit ils contre-attaquent et dissolvent les produits de la civilisation dans l'air, l'eau, la terre, les minéraux, les plantes, les animaux, les hommes, et ils se les réapproprient eux-mêmes. »⁷⁵

Selon eux, ce processus de réappropriation a déjà commencé à l'exemple de la mer qui laisse couler les pétroliers, des minéraux qui se font si rares que cela ne vaut plus la peine de les extraire, des fleuves qui s'empoisonnent pour qu'on ne puisse plus les utiliser.

Le véritable point de départ de la mobilisation politique des « *Sponti* » remonte toutefois au début de l'année 1978 où a lieu, du 27 au 29 janvier, à l'Université Technique de

⁷³ Cf. : « Sozialistische Umweltpolitik ? », *Pflasterstrand*, 20.10.-2.11.1977, p. 11.

⁷⁴ Cf. : « Grüne Liste. Vorschlag für eine Wahlplattform der 'grünen Liste' zu den hessischen Landtagswahlen », *Pflasterstrand*, 20.10.-2.11.1977, p. 12-13.

⁷⁵ Cf. : « Die Menschen, die Tiere, die Pflanzen, das Wasser, die Erde, die Mineralien und die Luft werden entweder durch die zivilisatorischen Kampfmittel : Spezialisten + Funktionäre, Chemie, Elektronik, Atomkraft, Beton + Plastik, Benzinmotor und Bomben, entweder völlig vernichtet, d.h. sie werden Anhängsel und Partikel der künstlichen Welt, oder sie schlagen zurück und lösen die Produkte der Zivilisation in Luft, Wasser, Erde, Mineralien, Pflanzen, Tiere, Menschen auf, d.h. sie eignen sie wieder sich selbst an. » In : « Das ökologische Manifest », *Pflasterstrand*, 1-14.12.1977, p. 18.

Soulignons au passage le parallèle entre les revendications des « *Spontis* » en matière d'environnement et les critiques des Situationnistes français, en premier lieu de Guy Debord – dont les écrits ont été diffusés en Allemagne dès la fin des années 1960 – face aux contraintes de la vie quotidienne, face à la société de consommation et à la « lèpre urbanistique » (Guy Debord). Le rapprochement qu'il est également possible d'établir entre leurs propositions pour « changer le monde » révèle les processus transfrontaliers en matière de circulation des idées. Au sujet de l'Internationale Situationniste, voir le chapitre 2, point 3-1-3.

Berlin-Ouest, à l'initiative de quelques « *Sponti* » berlinois, un congrès national : TUNIX, rassemblant environ 5.000 personnes issues de l'ultra-gauche⁷⁶. Cette rencontre répond à la nécessité pour l'extrême gauche non dogmatique de prendre position vis-à-vis de l'actualité politique, quelques mois après les violentes manifestations antinucléaires de l'été 1977 et quelques semaines après l'« Automne allemand ». Celui-ci en particulier constitue un revers pour l'ultra-gauche qui, sans soutenir forcément les actions violentes de la Fraction Armée Rouge, cultive des ambitions révolutionnaires. De son propre aveu, l'échec de la RFA, suite à des actions bien plus violentes que celles des gauchistes en général, la confronte au problème de la quasi-impossibilité de mener à bien une résistance politique face au gouvernement Schmidt (SPD), perçu comme autoritaire, violent et non respectueux des libertés individuelles, adoptant une attitude extrêmement répressive vis-à-vis de toute l'ultra-gauche⁷⁷. Le « congrès de résistance » TUNIX constitue ainsi un véritable tournant en remotivant une partie de la gauche alternative non dogmatique. La question principale qui se pose est alors la suivante : comment sortir d'une attitude de refus pour proposer quelque chose de constructif et représenter une véritable force alternative ? A cette occasion, l'éventualité d'un parti écologiste des « *Grünen* » est abordée ouvertement⁷⁸. L'idée directrice n'est plus de développer une société parallèle, mais de construire des îlots de résistance à l'intérieur même du système pour trouver, sur place, la plage sous les pavés⁷⁹.

La candidature de la GLH aux élections régionales de 1978

Le projet d'une « initiative d'électeurs » (*Wählerinitiative*) en vue de la constitution d'une liste verte pour les élections régionales du 8 octobre 1978 mûrit au cours du premier semestre de l'année au sein des comités de citoyens de la gauche alternative du Land de Hesse. Il s'agit pour eux de répondre à l'accusation selon laquelle les gauchistes seraient contre toutes les politiques menées, mais incapables eux-mêmes de prendre leurs responsabilités⁸⁰. En l'espace de quelques mois, la mouvance libertaire de Francfort,

⁷⁶ A propos du nombre discuté de participants, voir le témoignage suivant : Michael Sontheimer, « Auf zum Strand von Tunix ! », *Einestages - Zeitgeschichten auf Spiegel Online*, Januar 2008 [réf. du 4.11.2008].

⁷⁷ Dans ce contexte, les « *Spontis* » s'interrogent notamment sur les conditions de la mort à la prison de Stuttgart, le 18 octobre 1977, de trois leaders de la RAF : Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan-Carl Raspe, la théorie officielle du suicide collectif étant largement remise en question dans le milieu. Voir à ce sujet : *Ibid.* Sur la perception par les « *Spontis* » de l'« automne allemand », voir en particulier : « Der deutsche Herbst – ein Jahr danach... », *Pflasterstrand*, 23.09-6.10.1978, p. 29.

⁷⁸ Voir le programme de TUNIX in : *Pflasterstrand*, 12-25.01.1978, p. 26.

⁷⁹ Cf. : « Aufruf zur Reise nach TUNIX », *Pflasterstrand*, 12-25.01.1978, p. 24-25.

⁸⁰ Cf. : Karl P. Kerschgens, « Was spricht dafür, daß 'Umweltschützer' sich an Parlamentswahlen beteiligen ? », 19.03.1978. Document disponible à l'adresse suivante : Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Kerschgens, Karl, 3. Karl P. Kerschgens (*1939) fera partie des instances dirigeantes de la GLW. Il sera ensuite membre du Parlement régional de Hesse pour les Grünen de 1982 à 1985 et de 1991 à 1995. Entre 1985 et 1987, il a été secrétaire d'Etat auprès du ministre pour l'Environnement et l'Energie du Land de Hesse, Joschka Fischer.

représentée par les « *Spontis* », change complètement de cap : partie de revendications fantaisistes au mois de novembre 1977, elle participe en 1978, avec le mouvement associatif, aux discussions en vue de l'élaboration d'une véritable liste verte.

Le 1^{er} et 2 juillet 1978 est fondée officiellement à Offenbach sur le Main, près de Francfort, la *Grüne Liste Wählerinitiative für Umweltschutz und Demokratie* (GLW). L'initiative en revient à des représentants d'initiatives de citoyens de Hesse, notamment Jutta Ditfurth (*1951), militante au sein de mouvements féministes, qui participera également en 1980 à la création du parti des Grünen dont elle sera présidente entre 1984 et 1988. Trois semaines plus tard, la GLW s'associe à l'antenne en Hesse de la *Grüne Liste Umweltschutz* (GLU), une formation politique écologique d'orientation réformiste, pour former la *Grüne Liste Hessen* (GLH) qui voit le jour à Alsfeld, le 23 juillet 1978, en présence de 135 membres⁸¹. Toutefois, la GLU – et avec elle une grande partie de ses membres – se retire de cette alliance stratégique dès le 3 août⁸². Sous la bannière de la GLH, ce sont ainsi avant tout les militants de la GLW qui poursuivent leur marche vers la diète de Hesse, comme le confirme la comparaison des programmes électoraux présentés par la GLW et la GLH, très proches l'un de l'autre⁸³.

Les membres de la GLH sont en premier lieu des représentants des « initiatives de citoyens » et des « initiatives de base » de la région, surtout issus des mouvements en faveur de la protection de l'environnement et de la lutte antinucléaire⁸⁴. A ce titre, la GLH insiste sur le fait qu'elle est une « liste verte » car le point de départ de son travail est et reste l'écologie. Son logo associe un arbre au symbole de la lutte antinucléaire : le soleil souriant qui accompagne toujours le slogan « *Atomkraft – nein Danke!* ». Néanmoins, les mouvements féministes sont également bien représentés au sein de la GLH, notamment en la personne de Jutta Ditfurth. Il en va de même des comités pour la défense des homosexuels avec la participation active d'Herbert Ruschke (*1952), futur membre fondateur des Grünen et député écologiste au Bundestag entre 1985 et 1987, qui se porte candidat sur la liste de la GLH en 1978. Les « *Spontis* », qui assistent au congrès fondateur d'Alsfeld, acceptent de participer à l'aventure électorale. Début septembre 1978, la GLH déclare plus de 1.000

⁸¹ Cf. : *Grüne Liste Hessen*, « Gründungsprotokoll », Alsfeld, 23.07.1978 (Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Kerschgens, Karl, 4).

⁸² C'est la raison pour laquelle nous ne nous intéresserons à la GLU qu'ultérieurement. Voir à ce sujet, dans ce chapitre, le point 3-1-2.

⁸³ Voir pour comparaison : *Grüne Liste Wählerinitiative für Umweltschutz und Demokratie* (GLW), « Grundsätze », s.l., 22-23.07.1978 et *Grüne Liste Hessen* (GLH), « Wahlplattform Hessenwahl '78 », s.l., s.d. (Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Kerschgens, Karl, 9 et 5).

⁸⁴ Cf. : *Grüne Liste Wählerinitiative für Umweltschutz und Demokratie* (GLW), « Grundsätze », *doc. cit.*, p. 1 ; *Grüne Liste Hessen* (GLH), « Wahlplattform Hessenwahl '78 », *doc. cit.*, p. 2.

adhérents⁸⁵. Aux élections de 8 octobre 1978, elle rassemble 1,1% des suffrages et la *Grüne Aktion Zukunft* (GAZ) qui lui fait concurrence sur le terrain de l'écologie : 0,9%⁸⁶.

Le programme de la « plateforme électorale » de la GLH se caractérise par cinq orientations principales : la prise en compte des problèmes écologiques causés par le système économique, la sortie du système capitaliste et la redéfinition du fonctionnement de la société, la défense de la démocratie, le renforcement des droits et prérogatives des femmes et la réorganisation du système éducatif. Comme cela est précisé ouvertement, le texte est largement inspiré du programme de la *Bunte Liste Wehrt Euch* de Hambourg. En conséquence, les grands thèmes caractéristiques des « initiatives de citoyens » dans les années 1970 y sont développés de la même façon : opposition au nucléaire, droits des femmes et des homosexuels, condamnation de l'Etat policier, prise en charge des handicapés et des personnes âgées, renforcement des droits des salariés, politique éducative basée sur le développement de la créativité et de l'esprit critique, etc. Vis-à-vis de l'environnement, le programme précise que l'homme est « partie prenante et partenaire de la nature », l'homme restant toutefois supérieur à celle-ci. Conformément à ses objectifs, la GLH s'efforce également d'élaborer un programme aussi complet que possible et de faire des propositions en matière d'économie, comme celle de développer les emplois dans les secteurs d'avenir : en investissant dans la protection de l'environnement et la production de qualité, dans le domaine du recyclage, de la production d'énergie décentralisée ainsi qu'au niveau de l'enseignement et des formations professionnelles⁸⁷. Si, comme à la BLW de Hambourg et à l'AL Berlin, le programme de la GLH est largement représentatif des attentes de la gauche alternative active au sein du mouvement associatif, l'influence communiste est sensible sur un point qui tient à cœur aux « *K-Gruppen* » : la liberté d'opinion politique dans les entreprises et les syndicats. En conséquence, le GLH réclame la fin des discriminations d'origine politique sur les lieux de travail et l'interdiction des « décisions d'incompatibilité » dans les règlements des syndicats.

Sous l'influence des « *Spontis* », le préambule du programme insiste sur le fait que la GLH n'est pas un parti mais seulement une plateforme électorale, que les activités dans les comités de citoyens restent l'activité politique principale des membres de cette liste et que celle-ci n'a en aucun cas vocation à représenter les citoyens, mais à défendre avec eux leurs intérêts sur la scène politique. Il stipule explicitement que la GLH ne cherche pas à prendre le

⁸⁵ Cf. : « Die Wahlplattform der GLH », *Frankfurter Rundschau*, 7.09.1978.

⁸⁶ Au sujet de la GAZ, voir dans ce chapitre, le point 3-2.

⁸⁷ Cf. : *Grüne Liste Hessen* (GLH), « Wahlplattform Hessenwahl '78 », *doc. cit.* Voir également GLH, « Grundsätze », s.l., s.d. (Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Kerschgens, Karl, 16).

pouvoir, mais à utiliser la campagne électorale comme un outil médiatique pour attirer l'attention de l'opinion publique sur les questions d'environnement et de perte des droits démocratiques et pour élargir la base des mouvements de protestation extra-parlementaires ainsi que leur terrain d'action. Le Parlement est perçu comme une tribune publique où leurs élus potentiels n'engageront aucune alliance avec les partis établis et ne parleront que sous le contrôle de la base⁸⁸.

En conséquence, trois courants principaux se retrouvent au sein de la GLH :

- l'ensemble des comités de citoyens engagés dans la protection de l'environnement et des libertés individuelles. Ce courant donne à la GLH sa tête de liste pour les élections de 1978, avec la candidature en première place d'Alexander Schubart, ancien membre du *Sozialistisches Büro*⁸⁹ et dissident du SPD, haut responsable administratif de la ville de Francfort et porte-parole du mouvement d'opposition à la construction de la « *Startbahn West* »⁹⁰. Ce courant associatif rassemble également d'anciens militants du Parti social-démocrate. En Hesse, les « *Jusos* »⁹¹ – qui à partir de 1969 ont adopté une ligne politique beaucoup plus à gauche que le SPD et conservent au cours des années 1970 une attitude critique vis-à-vis de ce dernier n'hésitant pas, au nom d'une « double stratégie », à s'engager auprès des mouvements extra-parlementaires pour influencer de l'intérieur et de l'extérieur sur les décisions du SPD⁹² – se rapprochent également à plusieurs reprises de ces comités de citoyens engagés au sein de la GLH.
- le courant « *Sponti* », qui fait l'objet d'un important intérêt médiatique à l'été 1978, suite à l'annonce de la candidature à la place 7 sur la Liste verte de Hesse de Daniel Cohn-Bendit. Avant de retirer sa candidature, celui-ci provoque l'émoi lors de son discours de présentation de candidature en réclamant le poste de ministre de l'Intérieur du Land⁹³.
- la mouvance communiste qui profite de l'absence de « décision d'incompatibilité » (*Unvereinbarkeitsbeschluss*) à la GLH. Cette dernière est ainsi soutenue par le KPD lors des

⁸⁸ Cf. : *Grüne Liste Hessen* (GLH), « Wahlplattform Hessenwahl '78 », préambule, *doc. cit.*, p. 3.

⁸⁹ Le *Sozialistisches Büro* (SB), fondé en 1969, est un regroupement avant tout d'intellectuels issus de l'opposition extra-parlementaire et des révoltes étudiantes de Mai 68, en faveur de l'émancipation des individus. Il fait partie de la « *Neue Linke* » qui a pris ses distances vis-à-vis du « socialisme réel ». Son objectif est de s'opposer à l'ordre établi en faisant évoluer les mentalités au sein de la population, en travaillant surtout avec la classe ouvrière et en privilégiant l'action directe : dans la rue, dans les entreprises et dans les quartiers. Le SB commence à s'engager dans le domaine de l'environnement en 1977, à la suite des manifestations antinucléaires de Whyll. Au début des années 1980, il s'engage aussi beaucoup au sein des mouvements pacifistes. Pour plus d'information à ce sujet, voir la publication mensuelle du SB : *Informationsrundbrief des Sozialistischen Büros* (Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A- Heimann, Siegfried, 16 ; S. Heimann fait partie du SB Berlin à partir de 1975).

⁹⁰ Cf. : Chapitre 3, point 2-2-2.

⁹¹ « *Jusos* » : abréviation de « *Jungsozialistinnen und Jungsozialisten in der SPD* ». Les « *Jusos* » constituent le mouvement de jeunesse au sein du SPD.

⁹² Pour plus d'informations sur l'histoire des « *Jusos* » et leur rapport au SPD, voir à titre d'exemple : Karsten Rudolph, Stefan Lennardt, Martin Wilke, *Linkswende : 25 Jahre linke Jusos*, Essen, Klartext-Verlag, 1994.

⁹³ Cf. : « Scherben gab es, politisch gesehen, haufenweise », *Frankfurter Rundschau*, 25.07.1978.

élections d'octobre 1978⁹⁴ et une de leurs sympathisantes, Heide Ruppert, hérite d'une place sur la liste électorale. Selon les dires d'Alexander Schubart, les personnes engagées politiquement dans des formations d'obédience communiste constituent ainsi une « forte minorité » au sein de la Liste verte de Hesse⁹⁵.

Evolution stratégique au sein des « Spontis »

La participation des « Spontis » aux élections régionales de Hesse n'est pas sans provoquer d'importantes discussions au sein de ce mouvement. Pour beaucoup de ces autonomes, anarchistes et objecteurs de conscience qui n'ont jamais voté, il n'est pas question d'entrer à la diète de Hesse afin d'y effectuer un travail parlementaire constructif. Ils sont pour une « société écologique libertaire (antiautoritaire) » (*eine libertäre (antiautoritäre) ökologische Gesellschaft*) et pensent que l'Etat ne doit rien dicter, même au nom de l'écologie, au risque de se transformer en « Öko-Diktatur »⁹⁶. Selon cette analyse, la participation à la campagne électorale de la GLH ne peut être qu'un moyen de se faire entendre. C'est d'ailleurs une des raisons du retrait de la candidature de Daniel Cohn-Bendit avant le scrutin⁹⁷. Pour eux, les « Spontis » sont déjà allés trop loin en acceptant de cautionner un programme car cela revient à légitimer l'appareil d'Etat comme la seule instance apte à changer la société. Paradoxalement, gagner des élections ne peut avoir pour but, selon cette logique, que d'entraîner le Parlement aux limites de l'absurde : en bloquant le mode de fonctionnement des pouvoirs publics afin que les nouveaux mouvements sociaux aient la voie libre pour construire une autre société.

Toutefois, avec les élections d'octobre 1978, pour une autre partie des « Spontis » impatiente de sortir du ghetto et d'agir concrètement pour changer la réalité, le cap de la participation politique est déjà franchi. Pour eux, cette évolution s'inscrit dans le prolongement des décisions prises lors du congrès TUNIX. Ils défendent l'argument qu'un groupe parlementaire vert à la diète de Hesse pourrait être efficace pour atteindre certains objectifs dont ils ne peuvent pour le moment que rêver, à l'exemple du blocage de la construction du réacteur C de la centrale nucléaire de Biblis et qu'ainsi, une représentation parlementaire pourrait faire plus que simplement diffuser les idées des « initiatives de

⁹⁴ Cf. : « Die KPD zu den hessischen Landtagswahlen '78 » [tract du KPD], s.l., s.d. (Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Kerschgens, Karl, 5).

⁹⁵ Cf. : « Das grüne Ungeheuer mit den 3 Beinen – das Ökologiebein, das Demokratiebein und das Reflexionsbein », Interview avec Alexander Schubart, *die tageszeitung*, 22.09.1978.

⁹⁶ Cf. : Reinhold, « Rauf auf die Liste », *Pflasterstrand*, 26.08-8.09.1978, p. 28.

⁹⁷ Cf. : Dany [Cohn-Bendit], « Chaos bei den Grünen », *Pflasterstrand*, 26.08-8.09.1978, p. 26-27. Celui-ci évoque également, pour justifier le retrait de sa candidature, la nécessité que les médias se concentrent davantage sur le programme de la GLH et non sur sa personne et le refus des « Spontis », un mouvement « radicalement démocratique », de se faire représenter par des intermédiaires qui éclipsent la base.

citoyens » qui la soutiennent. A l'issue des élections du 8 octobre 1978, Joschka Fischer s'interroge :

« Peut-être que notre refus du Parlement est faux, peut-être que c'est notre radicalisme de gauche qui se trompe. (...) L'impulsion donnée par l'écologie ne touche pas seulement notre rapport au parlementarisme, elle va bien plus loin et met en question notre identité même de gauchiste. Cette identité s'est empêtrée dans un cercle magique duquel il n'y a pas de sortie, tout au plus des fuites : fuite dans le travail, fuite dans la clandestinité, fuite loin de chez soi, fuite dans la drogue, fuite dans le suicide. (...) Cet absurde dans notre identité est un héritage de la vieille révolte anti-autoritaire. Celle-ci a été avant tout une révolte des têtes et des sentiments et ce n'était pas clair pour nous où elle voulait en venir en réalité. (...) [Cette identité] conduit à un radicalisme qui ne mène plus à rien, même pas à lui-même et qui par désespoir nous renvoie à notre vieille façon de procéder. Au premier regard, l'écologie semble confirmer notre identité en montrant l'ampleur de la catastrophe. Mais en fait, je crois qu'elle démasque notre radicalisme de gauche comme partie prenante de la catastrophe. (...) Ne devrions-nous plutôt pas, à partir de maintenant, participer au mouvement écolo ? (...) La politique nous appelle, camarades, nous devons prendre des décisions »⁹⁸

En ce sens, les élections pour la diète de Hesse d'octobre 1978 constituent un tournant pour le mouvement alternatif radical allemand, anti-autoritaire et autonome, en constituant le point de départ de son engagement politique à l'intérieur même du système institutionnel, mais sans connivence avec les partis traditionnels. La nomination de Joschka Fischer comme ministre de l'Environnement et de l'Energie au sein de la première coalition « rouge-verte » de l'histoire de la République fédérale, entre 1985 et 1987 en Hesse, marquera le couronnement à l'échelle locale de ce choix d'une partie des « *Spontis* » en faveur de la « *Realpolitik* » dont J. Fischer restera le symbole tout au long des années 1980 et 1990.

1-2-2 Pierre Fournier, *Charlie Hebdo* et *La Gueule Ouverte* en France

En France, le courant écologiste libertaire de tendance anarchiste est représenté en la personne de Pierre Fournier qui diffuse à partir de 1969 sa pensée au sein du journal satirique *Hara-Kiri* qui devient *Charlie Hebdo* en novembre 1970. Il est le premier chroniqueur écologiste à bénéficier d'une tribune régulière dans un média non spécialisé d'audience

⁹⁸ « Vielleicht ist ja unsere Ablehnung des Parlaments falsch, vielleicht ist es unserer Linksradikalismus, der sich irrt. (...) Der Anstoß der Ökologie betrifft nicht nur unser Verhältnis zum Parlamentarismus, er geht weitaus tiefer und stellt damit unsere Identität als Linksradikale überhaupt in Frage. Diese Identität hat sich in einem magischen Kreis verfangen, aus dem es keinen Ausweg, allerhöchstens Flucht gibt: Flucht in den Beruf, Flucht ins ferne Land, Flucht in die Drogen, Flucht in den Selbstmord. (...) Dieses Absurde in unserer Identität ist ein Erbe der alten antiautoritären Revolte. Es war vor allem eine Revolte der Köpfe und Gefühle gewesen, und wo sie zur Wirklichkeit hinwollte, war dies für uns einfach nicht zu fassen. [Diese Identität] führt zu einem Radikalismus, der sich nun zu überhaupt nichts mehr vermitteln kann, nicht einmal zu einem selbst, und der uns aus Verzweiflung immer wieder auf die alte Mache zurückwirft. (...) Die Ökologie wirkt hier auf den ersten Blick für unsere Identität bestätigend, da sie das Ausmaß der Katastrophe zeigt. Tatsächlich glaube ich aber, daß sie unseren Linksradikalismus eher als Teil der Katastrophe entlarvt. (...) Sollten wir nicht eher von da aus in der Öko-Bewegung mitmachen? (...) Die Politik ruft, Genosse, wir müssen Entscheidungen treffen. » Cf. : Joschka [Fischer], « Warum eigentlich nicht ? », *Pflasterstrand*, 21.10-3.11.1978, p. 22-25, ici p. 24-25.

nationale. Dès la fin des années 1960, il évoque ainsi dans ses colonnes tous les thèmes identificateurs du mouvement écologiste : la lutte antinucléaire, la pollution industrielle, l'urbanisation, la dévastation des paysages et le bétonnage des côtes et des montagnes, le DDT et la question des défoliants, les marées noires, le développement des multinationales, le naturisme, l'influence de la télévision, les liens entre environnement et santé, l'évolution de la consommation, etc. Pierre Fournier se fait le porte-parole de l'ultra-gauche en général qui dépasse Karl Marx et sa vision du travail aliénant pour dénoncer un asservissement beaucoup plus large des citoyens dans la société actuelle, dans toutes les facettes de leur existence. Sa critique du système capitaliste, de la société de consommation ainsi que des structures technocrates qui sont un frein à l'expression de la démocratie et portent atteinte à la liberté individuelle est radicale. Parallèlement, Pierre Fournier s'engage au sein des « nouveaux mouvements sociaux », en particulier contre le projet de réacteur nucléaire Bugey 1 (Ain), proche de son lieu de résidence et il co-fonde en avril 1971 le comité d'action Bugey-Cobayes qui organise les premières manifestations nationales contre l'énergie atomique⁹⁹.

En novembre 1972, il crée son propre mensuel satirique, entièrement dédié à la réflexion écologique et libertaire : *La Gueule Ouverte*, « le journal qui annonce la fin du monde » selon le sous-titre¹⁰⁰, et auquel collaborent des humoristes de Charlie-Hebdo comme Jean-Marc Reiser (1941-1983) et Cabu (*1938) et des écologistes comme le philosophe Bernard Charbonneau (1910-1996) ou le professeur d'université Philippe Lebreton qui anime à Lyon le Mouvement écologique Rhône-Alpes (MERA)¹⁰¹. *La Gueule Ouverte* bénéficie à ses débuts d'un tirage élevé, avec plus de 70.000 exemplaires, et se maintient jusqu'à la fin 1979 avec 10-15.000 exemplaires imprimés par semaine¹⁰².

Dans tous ses écrits, Pierre Fournier défend des positions sur le nucléaire, l'environnement et l'organisation de la société qui se retrouvent chez beaucoup d'autres écologistes politiques en France et en Allemagne. Toutefois, sa méthode pour y parvenir, « la subversion radicale et globale »¹⁰³, l'inscrit clairement dans la veine anti-autoritaire et autogestionnaire, tout en le démarquant des « *Spontis* » allemands.

⁹⁹ Voir le chapitre 3, point 3-3-1.

¹⁰⁰ Hebdomadaire à partir de novembre 1974, *La Gueule Ouverte* fusionne en 1977 avec *Combat non-violent*. Ensemble, ils éditent *La Gueule Ouverte, Combat non-violent* qui redevient *La Gueule Ouverte* en 1978 et sera publié jusqu'en mai 1980.

¹⁰¹ Philippe Lebreton est également auteur du livre *L'Énergie, c'est vous* (Paris, Stock, 1974) paru sous la signature du Professeur Mollo-Mollo, pseudonyme qu'il utilise également pour signer ses chroniques dans *La Gueule Ouverte*.

¹⁰² Cf. : Chiffres cités par Dieter Rucht in : *Modernisierung und neue soziale Bewegungen. Deutschland, Frankreich und USA im Vergleich, op. cit.*, p. 259.

¹⁰³ Cf. : Pierre Fournier, « Pour ceux qui aiment les éditos », *La Gueule Ouverte*, n° 4, février 73, p. 3.

Une révolte non-violente, anarchiste et fraternelle

A la différence des écologistes allemands issus de la gauche alternative qui sont souvent proches des « *K-Gruppen* » – dont ils profitent du réseau, du savoir-faire et du soutien de leurs sympathisants – Pierre Fournier se distancie clairement des mouvements d'obédience marxiste. En effet, s'il reconnaît que les écrits de Karl Marx constituent une de ses références – « Je l'aime bien le père Marx. Il n'a pas dit que des conneries » – il se refuse à en faire le « messie unique »¹⁰⁴. Il reproche ainsi aux communistes « écologisants » de tenter coûte que coûte – comme le KB à Hambourg par exemple – de trouver des arguments écologistes dans les écrits de Marx et Engels, écrits rédigés à une époque où la sensibilité à l'environnement, si elle existait, s'exprimait sur des bases complètement différentes. De plus, il est en désaccord avec la pensée marxiste sur deux points. Sans défendre une vision passéiste hostile aux découvertes scientifiques, il refuse d'une part de considérer le progrès technique comme un élément crucial sur la voie d'une société plus équilibrée, plus juste et plus heureuse¹⁰⁵. D'autre part, il exclut l'idée de construire ses théories autour d'un objectif qui obsède, selon lui, les marxistes : la prise du pouvoir. Sa démarche part du principe que prendre le pouvoir, « c'est s'emparer des moyens de surproduction. Or, l'écologie se propose tout autre chose : l'abolition de la surproduction. C'est-à-dire qu'elle renonce, dès le départ, à toute possibilité de prendre le pouvoir »¹⁰⁶. En ce sens, Pierre Fournier refuse toute forme de résistance collective massive et toute révolution destinée à renverser l'Etat. Ses positions ne sont pas proches non plus de celles des « *Spontis* » allemands qui se politisent en 1978 : il n'envisage ni de prendre le pouvoir pour le paralyser, ni – comme Daniel Cohn-Bendit et Joschka Fischer – de piéger le système en le transformant de l'intérieur. Jusqu'au bout, P. Fournier exclura catégoriquement l'idée de participer à des élections et plus généralement, de se confronter au système :

« Il faut n'être ni parasite ni complice ni adversaire car être adversaire, c'est participer, c'est entrer dans le jeu, s'y laisser prendre, c'est encore être complice. Une seule consigne : NON ! »¹⁰⁷

Dans une logique anarchiste, son objectif est bien plus de réussir à contourner le pouvoir en le rendant inutile, c'est-à-dire en faisant en sorte que la société se construise à un autre niveau. Selon lui, la prise de conscience écologique débouche sur une « révolution fondamentale » qui garde des objectifs révolutionnaires traditionnels – la liberté, l'égalité, la fraternité – mais qui va bien au-delà, en remettant complètement en cause l'organisation

¹⁰⁴ Cf. : Pierre Fournier, « Des mots, des mots », *Charlie Hebdo*, n° 83, 19.06.72, p. 12-13.

¹⁰⁵ Cf. : Pierre Fournier, « Pour une armée au service du peuple », *Charlie Hebdo*, n° 27, 1971, p. 14.

¹⁰⁶ Cf. : Pierre Fournier, « Des mots, des mots », *art. cit.*

¹⁰⁷ Cf. : Pierre Fournier, « Une bonne journée au grand air », *Charlie Hebdo*, n° 23, 1971, p. 14.

institutionnelle du pays, les « technostructures » et une économie de croissance basée sur l'exploitation des richesses naturelles et humaines. Dans ce contexte, il se réfère volontiers à la pensée d'Edgar Morin qui considère qu'il faut « sortir d'un système de pensée, plutôt que d'en recoller les morceaux » car : « on ne change rien si l'on ne change pas tout »¹⁰⁸. Pour Pierre Fournier la révolution doit donc se dépolitiser, s'humaniser et se généraliser en partant de la base et en se fixant comme objectif des structures de non pouvoir. Aux problèmes écologiques, il propose donc deux principales solutions politiques et économiques : les communautés et la non-violence.

La subversion à la base : les petites collectivités naturelles

Lutter contre le système, c'est d'abord pour Pierre Fournier sortir de la sphère d'influence de l'Etat, de l'économie et des médias et quitter les structures aliénantes de la société de consommation en organisant à la campagne de petites communautés fonctionnant sur « des méthodes de non-fric, non-consommation, non-production, non-dépendance, non-obéissance »¹⁰⁹. En cela, ses idées sont proches de celles des socialistes libertaires du XIX^{ème} siècle, en particulier Michel Bakounine (1814-1876) et Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865). Il retient surtout de ce dernier son attachement à la liberté individuelle, ses théories autogestionnaires et sa vision mutuelliste de la propriété privée, ainsi que sa foi dans le travail comme socle de la société – notamment celui des paysans et des artisans – et sa vision de la société comme une fédération de communes libres¹¹⁰. Cependant, P. Fournier est également influencé par les intellectuels de son temps, notamment Lanza del Vasto, le père spirituel de la Communauté de l'Arche, et Edward Goldsmith (*1928), le fondateur outre-Manche de la revue *The Ecologist*, pour leurs réflexions sur l'organisation de communautés autarciques, ainsi que Denis de Rougemont, pour sa prise de distance vis-à-vis de l'Etat-Nation et ses théories fédéralistes. C'est en particulier la vision de ce dernier des régions comme « espaces de participation civique » à géométrie variable qui est très proche des idées de Fournier : il considère comme lui que les regroupements d'associations de communes sont le meilleur niveau pour une prise en compte par les citoyens des problèmes environnementaux et de société¹¹¹.

¹⁰⁸ Sur l'analyse par Pierre Fournier des travaux d'Edgar Morin, voir : « Trois petits tours dans le fond du problème », *Charlie Hebdo*, n° 84, 26.06.72, p. 12-13.

¹⁰⁹ Cf. : Pierre Fournier, « Concierges de tous les pays, unissez-vous », *Charlie Hebdo*, n° 28, 1971, p. 10-11.

¹¹⁰ Voir en particulier l'œuvre fondatrice de Proudhon, *Qu'est-ce que la propriété ?* (1840) ainsi que *Du principe fédératif et de la nécessité de reconstituer le parti de la Révolution* (1863).

¹¹¹ Voir à ce sujet : Denis de Rougemont, *L'avenir est notre affaire*, Paris, Stock, 1977 et plus particulièrement l'article suivant, publié dans la revue qu'il a fondée à Genève en 1978 : « Ecologie, régions, Europe fédérée : même avenir », *Cadmos*, n° 5, 1979, p. 5-12. Rappelons pour mémoire que nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer l'opposition de D. de Rougemont aux programmes nucléaires militaires, à la fin des années 1940. Voir au chapitre 3, le point 3-3. Notons enfin cette phrase auto-ironique qu'il écrit dans les années 1970 : « Les

Pierre Fournier prône ainsi un modèle de communauté entre les mouvements hippies de retour à la terre – qu’il récuse car ils ne font que s’installer dans un contre-système – et l’idéal du Phalanstère développé par le socialiste utopiste Charles Fourier (1772-1837)¹¹². Son esprit pragmatique lui fait préférer l’instauration de communautés rurales beaucoup plus restreintes que chez Charles Fourier – quelques familles tout au plus – et dont l’élément fédérateur est le travail commun, à l’inverse de C. Fourier qui donne la priorité à la pondération entre les différentes passions de l’homme¹¹³. Pierre Fournier développe ainsi un modèle de structure économique décentralisée, avec de petites unités de production agricoles et artisanales organisées de façon autogérée, autonomes par rapport à l’économie concurrentielle et en réseau entre elles. Dans un contexte post-matérialiste propre à la fin des années 1960, il s’engage en faveur d’une économie de subsistance, répondant aux principes actuels du développement durable parallèlement à de fortes restrictions à la consommation, et privilégiant les « vrais besoins » pour que la société prenne la voie d’une économie d’équilibre et de partage. L’épanouissement des individus est assuré par une société sans classes et sans grands écarts de revenus, où la démocratie est totale au sein du groupe restreint et l’autoformation des individus garantie grâce à des écoles, des bibliothèques et des laboratoires. Comme chez Proudhon, les paysans, « les derniers hommes libres »¹¹⁴, sont au cœur de sa réflexion car ils exercent une activité génératrice de vie, qui les nourrit et les protège de toute aliénation (selon les principes communautaires autarciques) et qui permet de rétablir un rapport sain à la terre et à l’environnement. La communauté, cet « îlot de vie saine destiné à prospérer et à s’étendre »¹¹⁵, répond ainsi à une conception précise des rapports entre l’homme et la nature.

L’objectif : reconstituer les liens organiques entre les hommes et la nature

Pierre Fournier développe au fil de ses écrits une conception de la nature proche de celle de Rousseau dans le sens où il considère comme lui qu’à la base, l’homme et tout ce qui existe ou est susceptible d’exister forment une unité fonctionnant sur le principe de la solidarité et du partage. Comme Rousseau, il pense que la société moderne a rompu

écologes, ce qui rime avec les rigolos » ! Cf. : « Denis de Rougemont – tel qu’il est en lui-même » in : *Œuvres complètes de Denis de Rougemont*, tome 3, vol. 2, Paris, Editions de la Différence, 1994, p. 837.

¹¹² Sur sa conception du phalanstère, voir en particulier : « Dispositions de la Phalange d’essai » in : *Le nouveau monde industriel et sociétaire ou Invention du procédé d’industrie attrayante et naturelle distribuée en séries passionnées* (1829) in : Charles Fourier, *Œuvres complètes*, Volume VI, Paris, Editions Anthropos, 1966, p. 99-165.

¹¹³ Voir à ce sujet sa « Théorie des quatre mouvements et des destinées générales » (1808) à la base de la constitution d’une société harmonieuse. Cf. : Charles Fourier, *Œuvres complètes*, Volume I, Paris, Editions Anthropos, 1966, p. 210-237.

¹¹⁴ Cf. : Pierre Fournier, « Un dimanche à Clochemerle », *Charlie Hebdo*, n° 97, 25.09.1972, p. 12-13.

¹¹⁵ Cf. : Pierre Fournier, *Y’en a plus pour longtemps*, Paris, Éditions du Square, 1975, p. 32.

l'équilibre qui existait entre l'homme et son environnement en développant à l'encontre de celui-ci une relation de sujet à objet :

« En détruisant les liens organiques qui nous unissaient aux autres hommes et la nature, c'est-à-dire aux autres êtres, aux autres objets, aux autres sujets, la société industrielle (capitaliste, si vous préférez) a fait de nous des individus atomisés, encadrés, et collectivement irresponsables. »¹¹⁶

Pour Pierre Fournier non plus, il ne s'agit pas pour autant de revenir en arrière. Il ne condamne pas les sciences en tant que telles, mais veut questionner le bien-fondé du recours systématique à la technique, au regard des risques qu'elle peut engendrer, notamment dans le cas du nucléaire et d'une société de plus en plus encadrée par les nouvelles technologies, aussi bien pour le bien-être physique et psychologique des individus que pour la qualité de l'environnement. En ce sens, Pierre Fournier considère que pour éviter une catastrophe sociale et écologique, il faut que l'homme évolue vers le modèle de société qu'il prône pour stopper la « mécanisation de nos rapports avec la nature »¹¹⁷, réparer les atteintes portées à cette dernière et reconstituer le liens organiques perdus, à la base d'une société solidaire et fraternelle. Cela passe, chez Fournier comme chez Rousseau, par la modération des envies et des besoins non existentiels et une vie simple, proche de la nature.

Cette remise en phase de l'homme avec la nature est d'autant plus justifiée chez Fournier qu'il procède à une décomposition analytique des phénomènes, dans le sens où les actions humaines ont des conséquences directes sur l'équilibre de la biosphère :

« Rien dans la nature n'est indépendant du reste, tout ce qui était indépendant, divergent, accidentel ayant été, soit récupéré, soit éliminé – au prix de catastrophes innombrables, et pas essentiellement différentes de celles que l'homme est en train de se préparer. La nature est totalitaire mais justement, le seul moyen d'échapper, peu ou prou, à ce totalitarisme, c'est d'en pénétrer les lois et d'en tenir compte. »¹¹⁸

Pour Fournier, la société doit donc retrouver l'équilibre perdu entre elle et la nature en se recentrant progressivement sur les principes d'organisation propre de la matière vivante. A ses yeux, cela ne sera possible que grâce à une révolution des modes de vie conduite individuellement par le plus de citoyens possible. En ce sens, ses réflexions n'ont rien à voir avec celles du courant passéiste de retour à la terre tel qu'il existait en France dans les années 1940¹¹⁹.

¹¹⁶ Cf. : Pierre Fournier, « C'est pas facile d'être plouc », *Charlie Hebdo*, n° 65, 14.2.1972, p. 10-11.

¹¹⁷ Cf. : Pierre Fournier, « Trois petits tours dans le fond du problème », *art. cit.*

¹¹⁸ Cf. : Pierre Fournier, « Pour une armée au service du peuple », *art. cit.*

¹¹⁹ Ce courant est illustré notamment par Gustave Thibon (1903-2001). Voir à titre d'exemple : *Retour au réel, nouveaux diagnostics*, Lyon, Ed. H. Lardanchet, 1943.

Pierre Fournier est au début des années 1970 le représentant le plus médiatique de ce courant utopiste libertaire, à la fois post-matérialiste, autogestionnaire, régionaliste et écologiste. En cela, il contribue au sein de la gauche alternative à diffuser et à politiser les idées écologistes en les inscrivant dans la logique libertaire, en mettant en avant la dimension écologiste des communautés, un modèle de société en vogue après Mai 1968 et dont les tâtonnements vont effectivement dans le sens d'un rapprochement entre Nature et Culture. En plus de *La Gueule Ouverte*, la presse écologiste qui se développe au cours des années 1970 ira chercher dans les coins reculés de France et diffusera des exemples concrets de ces communautés tentant de vivre en harmonie avec la nature, loin du confort de la société de consommation¹²⁰. Les réflexions libertaires et écologistes de Fournier seront théorisées quelques années plus tard par Michel Bosquet, alias André Gorz, dans *Ecologie et Liberté*¹²¹. Cet ouvrage, qui s'inscrit dans la continuité de la pensée d'Ivan Illich, sera largement diffusé en France et en Allemagne à la fin de cette décennie.

Au sein de la gauche alternative, les mouvements d'écologie politique présentent ainsi deux tendances principales qui constituent à la fois un point de divergence et un point de similitude entre la France et la RFA : la proximité, plus ou moins saluée mais certainement avérée, avec les mouvements d'obédience marxiste, et la dimension utopiste des projets qu'ils développent. Ce rapprochement entre écologistes et communistes en Allemagne est à relier au fait que dans un contexte de « *Parteiverdrossenheit* », les mouvements écologistes s'affirment en opposition au système institutionnel et aux partis politiques « installés ». En conséquence, une certaine forme de solidarité en vient à s'installer entre mouvements « hors-système » – non sans arrière-pensées stratégiques en matière d'organisation de listes électorales, de diffusion des revendications ou de mobilisation des électeurs. En France, un tel rapprochement est beaucoup moins évident dans la mesure où les mouvements d'obédience marxiste en général sont bien mieux intégrés au paysage politique qu'en RFA. A cela vient s'ajouter le fait qu'à la fin des années 1970 – au-delà d'affrontements inévitables sur l'influence (potentielle) du progrès technique dans la dégradation de l'environnement – les écologistes français issus de la gauche de la gauche se construisent justement en opposition aux différents mouvements communistes, qu'ils ont pu fréquenter par le passé, mais dont ils dénoncent les dérives autoritaires et totalitaires, et cela de façon d'autant plus véhémement après les événements liés au printemps de Prague en 1968 et la publication de

¹²⁰ Voir à titre d'exemple le dossier spécial « Le chemin de la liberté », publié dans le premier numéro du magazine *Le Sauvage. Le Nouvel Observateur-Ecologie*, avril-mai 1973, p. 20-25. Citons également l'ouvrage *La Chasse au bonheur : les nouvelles communautés en France* de Roger-Pol Droit et Antoine Gallien (Paris, Calmann-Lévy, 1972) qui, sur le mode du journalisme, vont à la rencontre des communautaires de France.

¹²¹ Cf. : Michel Bosquet [André Gorz], *Ecologie et Liberté*, Editions Galilée, 1977.

L'archipel du Goulag par A. Soljenitsyne en 1974. Outre-Rhin, c'est en premier lieu en réaction aux séquelles du national-socialisme, à la crainte de la montée en puissance de nouvelles doctrines fascistes et à la condamnation du « *Polizei-Staat* » que les « listes vertes » se positionnent sur le terrain politique.

Au regard de leurs projets de société, écologistes français et allemands issus de la gauche alternative se rejoignent en revanche sur plusieurs points. Leurs positions en faveur de la protection de la nature, de l'épanouissement de l'homme et de la régénération de la société suivent ainsi le même raisonnement. En faisant preuve d'une volonté de progrès politique et social, et en défendant activement les idéaux d'égalité (pour une société solidaire, sans discrimination, sans hiérarchie et sans classe) et de démocratie (notamment avec le renforcement de la participation des citoyens à la vie politique, le développement de la politique locale et l'affirmation de la liberté d'information), ils s'inscrivent résolument à gauche sur le spectre politique. Leur orientation post-matérialiste, visant à dénoncer l'aliénation de l'homme par le travail et par la société tout entière, et à privilégier un certain idéal de liberté, tout comme l'épanouissement individuel et les « vrais besoins », va également dans ce sens. Ce positionnement à gauche est renforcé par leur hostilité vis-à-vis de l'Etat, notamment en Allemagne, dans le cadre de campagnes anti-autoritaires menées contre le « *Polizei-Staat* », et dans les deux pays, par rapport aux structures jugées technocrates et liberticides d'un Etat utilisant la technologie nucléaire. Dans la tradition des courants démocratiques de 1789, la gauche alternative écologiste cherche ainsi à déconcentrer et à limiter le pouvoir de l'Etat ainsi qu'à maximiser la liberté d'action de l'homme, sans toutefois tomber automatiquement dans l'anarchisme. Elle se distingue par là de la gauche institutionnelle de la seconde moitié du XX^{ème} siècle qui mise beaucoup plus sur une régulation de la société grâce à l'Etat et à ses grands appareils. Le goût de la gauche alternative écologiste pour les petites communautés autogérées, aussi bien que pour l'autogestion comme forme d'organisation à grande échelle ou pour une répartition plus large des responsabilités au sein de la société, est également liée à une image de l'homme propre aux idéologies de gauche. Celle-ci se base sur la conviction que l'homme est bon de nature, qu'il est capable d'apprendre et de se perfectionner et que dans l'avenir, il va réussir à s'auto-organiser pour corriger les fautes du présent. Dans ce contexte, leur engagement pour le « meilleur des mondes » les place souvent dans le registre de l'utopie. Celle qu'ils développent a pour base la recherche d'une plus grande harmonie entre l'homme et la nature ainsi qu'entre l'homme et ses semblables. A ce titre, André Gorz souligne dans *Ecologie et Liberté* que la caractéristique principale de l'utopie écologiste est complètement nouvelle

puisqu'elle consiste à vouloir éviter la fin du monde¹²². Cette dimension utopiste est d'autant plus présente chez les écologistes français et allemands issus de la gauche alternative qu'ils cherchent avant tout à dépasser la société actuelle et à engendrer une évolution des mentalités, sans prendre trop au sérieux leur participation électorale, si elle a lieu, dans la mesure où ils savent bien que leurs listes ne rassembleront que peu de voix. Loin de toute stratégie réaliste, et au détriment de programmes précis et applicables immédiatement, leurs revendications se projettent donc dans un futur indéterminé et font d'abord référence à la société idéale qu'il serait nécessaire de créer.

Nous allons maintenant voir que d'autres courants écologistes placés à gauche sur l'échiquier politique se réclament également d'une utopie écologiste mais dans un autre registre, dans la mesure où leur approche est plus concrète, plus pragmatique, à l'image de la définition de l'utopie donnée par le représentant français le plus célèbre de ce courant écologiste, René Dumont : « l'utopie, c'est souvent ce que l'on refuse de réaliser aujourd'hui, non pour des raisons techniques, mais pour des raisons politiques ou culturelles »¹²³.

II La mouvance associative, proche de la gauche institutionnelle

Comme nous venons de voir dans le chapitre précédent, sur la gauche de l'échiquier politique, plusieurs courants écologistes allemands se développent à travers la formation de listes vertes et multicolores, ainsi qu'au sein de mouvements d'orientation libertaire. Ils font clairement partie des mouvements alternatifs et se rattachent à l'ultra-gauche, orientation renforcée par les rapprochements qui ont pu s'opérer avec l'extrême gauche, communiste. Parmi ces mouvements, nous avons présenté les deux plus significatifs, mais on observe sur l'ensemble du territoire ouest-allemand plusieurs expériences proches de celles-ci. A l'inverse, les principaux courants d'écologie politique en France se caractérisent par des positions plus modérées. S'ils sont également attachés à une réorganisation complète de la gestion de la biosphère et du fonctionnement de la société, leurs combats prennent un aspect moins radical dans la mesure où ils ne cherchent pas à s'opposer frontalement, comme les « *bunte Listen* » et les libertaires français et allemands, à tous les partis politiques traditionnels et qu'ils prônent plutôt la voie de la réforme concertée. Cela ne veut pas dire pour autant qu'ils renoncent à tout idéal, très attachés notamment aux valeurs

¹²² Cf. : Michel Bosquet [André Gorz], *Ecologie et Liberté, op. cit.*, p. 11-18.

¹²³ Cf. : René Dumont in : *Pourquoi les Verts font-ils de la politique ? Entretiens de J.-P. Ribes avec B. Lalonde, S. Moscovici et R. Dumont*, Paris, Seuil, 1978, p. 183.

autogestionnaires mais, pour faire avancer concrètement leurs idées au niveau politique, ils sont plus ouverts vis-à-vis de la gauche institutionnelle. Ainsi, contrairement à ce qui se passe en Allemagne, l'écologie politique des années 1970 se développe en France surtout au sein de regroupements proches du Parti socialiste. Dans ce contexte, les écologistes français participent même à une élection nationale et se rassemblent pour la plupart au sein du « Mouvement écologique ». En Allemagne, ce courant écologiste proche de la social-démocratie existe, même s'il est médiatiquement plus discret que la mouvance alternative, à l'image du BBU – le *Bundesverband Bürgerinitiativen Umweltschutz e.V.* – que nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer en parlant des luttes environnementales et dont nous allons maintenant analyser l'engagement politique. Si, au cours des années 1970, il n'est pas toujours en première ligne de la contestation écologique vis-à-vis des pouvoirs publics, le BBU va tout de même former un certain nombre de leaders du futur parti des Grünen.

2-1 René Dumont, son Comité de soutien et le Mouvement écologique

2-1-1 Les élections présidentielles de 1974

En France, dans les années 1970, le nom le plus attaché à l'émergence de l'écologie politique est sans contexte celui de René Dumont (1904-2001), professeur d'agriculture comparée à l'Institut national agronomique qui, à soixante-dix ans, se porte candidat sous l'étiquette écologiste aux élections présidentielles de 1974. Jusqu'au début des années 1970, cet agronome se fait pourtant d'abord connaître pour son engagement en faveur du Tiers-Monde. Son ouvrage *L'Afrique noire est mal partie* déclenche un vif débat en 1962 sur le développement économique des pays africains décolonisés et contribue à le faire connaître du grand public¹²⁴. Loin de tout concept écologiste, il s'investit pendant toute sa carrière en faveur de la modernisation de l'agriculture, du remembrement et de la « révolution verte » afin de pallier l'urgence alimentaire dans les pays du Sud. Ce n'est donc que sur le tard qu'il commence à s'intéresser au problème de l'érosion des sols, qu'il cherche des solutions par le recours aux engrais naturels et qu'il évoque dans ses discours la thématique énergétique et les questions de pollution atmosphérique, aquatique, etc. Il prend alors conscience de la globalité des enjeux environnementaux et développe un véritable discours d'écologie politique qu'il présente pour la première fois au grand public dans son ouvrage resté le plus célèbre, *L'Utopie ou la mort*, publié en 1973¹²⁵.

¹²⁴ Cf. : René Dumont, *L'Afrique noire est mal partie*, Paris, Seuil, 1962.

¹²⁵ Cf. : René Dumont, *L'Utopie ou la mort*, Paris, Seuil, 1973. Dans cet ouvrage, René Dumont fait lui-même le récit de sa prise de conscience écologique au début des années 1970, voir p. 276 sq.

C'est cet ouvrage qui est à l'origine de sa candidature aux élections présidentielles de 1974. La renommée dont jouit R. Dumont à cette époque décide en effet une trentaine d'associations écologiques – dont les Amis de la Terre, Ecologie et Survie, Pollution-Non ou l'Association des Journalistes et Ecrivains pour la protection de la nature et de l'environnement – à le solliciter pour devenir leur porte-drapeau lors de ce scrutin national, ce que l'agronome accepte rapidement¹²⁶. Ces militants de la première heure, attachés jusque-là à mener un travail d'information et à s'engager au sein de groupes de pression en faveur de l'environnement, voient en effet dans ces élections présidentielles une occasion exceptionnelle de créer à l'échelle nationale des débats sur les enjeux écologiques et de provoquer un mouvement d'opinion autour de la thématique environnementale. Dans ce domaine, les écologistes français profitent ainsi de la spécificité de l'élection du président de la République au suffrage universel direct qui permet à tous les candidats en lice de conduire une campagne électorale sur tout le territoire en bénéficiant notamment d'aides logistiques et du soutien des médias¹²⁷. En ce sens, la première raison de la candidature de René Dumont en 1974 est liée aux avantages énormes que présente une candidature à une élection présidentielle pour faire connaître le mouvement. La mort prématurée du président Georges Pompidou, qui entraîne des élections anticipées, est une occasion rare que les écologistes n'entendent pas laisser passer. Grâce à l'engagement de plus de quatre-vingts associations qui se sont regroupées le 9 avril 1974 au sein d'un Comité de soutien à la candidature de René Dumont, celui-ci parvient à rassembler assez de signatures d'élus pour faire valider sa participation au premier tour du scrutin. René Dumont est ainsi la première personnalité française à se présenter à une élection nationale sous l'étiquette écologiste. Le 5 mai 1974, il recueille au premier tour 1,3% des suffrages et remporte la sixième place sur douze – devant Jean-Marie Le Pen (0,7%) qui se présente pour la première fois à une élection présidentielle – résultat considéré avec optimisme par les écologistes comme le point de départ de leur carrière politique.

Notons à cette occasion que des candidats « environnementalistes » ont déjà participé, avant 1974, à un scrutin – à une époque où, de l'autre côté du Rhin, l'écologie n'a pas encore vu le jour. Ainsi, le mouvement Ecologie et Survie, créé en janvier 1972 par Antoine Waechter (*1949) et Solange Fernex (1934-2006), participe aux élections législatives de 1973 en Alsace. Il se considère en conséquence comme « le premier parti écologiste en France et en

¹²⁶ Voir à ce propos le témoignage de Claude-Marie Vadrot sur la façon dont ces différentes associations ont réussi à convaincre René Dumont de les représenter lors de ce scrutin. Cf. : Claude-Marie Vadrot, « Histoire de la campagne » in : René Dumont, *A vous de choisir. L'écologie ou la mort. La Campagne de René Dumont et du Mouvement Ecologique, naissance de l'écologie politique : déclarations, interviews, tracts, manifestes, articles, rapports, sondages, récits...*, Paris, Société Nouvelle des Editions J.-J. Pauvert, 1974, p. 11-21.

¹²⁷ Précisons que l'ensemble de la campagne présidentielle de René Dumont est financé par des dons privés.

Europe »¹²⁸. Il s'apparente toutefois bien plus à un groupe de pression local qu'à un parti politique, très lié à l'AFRPN, l'Association fédérative régionale pour la protection de la nature, fondée en 1965. Le premier Français qui propose à des électeurs de voter écologiste lors d'une élection est néanmoins Henri Jenn, candidat d'Ecologie et Survie dans une circonscription de Mulhouse où il obtient 6% des voix¹²⁹. De même, l'association Progrès et Environnement, créée en janvier 1971 dans le but de sensibiliser les estivants à la propreté et au respect de la nature sur leurs lieux de vacances, présente un candidat dans l'Ain à ces mêmes élections législatives de 1973¹³⁰. Evoquons également l'instituteur Jean Pignero (1914-2005), un militant engagé dès les années 1950 qui fonde l'APRI en 1971, l'Association pour la protection contre les rayons ionisants, au sein de laquelle Pierre Fournier est très actif. Neuf ans avant R. Dumont, J. Pignero tente de participer à l'élection présidentielle, il doit toutefois renoncer à ce projet, n'arrivant pas à réunir les cent signatures d'élus nécessaires en 1965 pour pouvoir valider sa candidature¹³¹.

2-1-2 Le programme politique des écologistes français en 1974

Après ces expériences, la participation de René Dumont à la campagne électorale de 1974 illustre bien le passage de l'écologie « environnementale », voire « scientifique », à l'écologie véritablement politique. En tant que porte-parole de quatre-vingt-quatre associations, René Dumont se doit en effet de relayer leurs revendications. Dans ce contexte, les sociétés de protection de la nature et les associations de défense de l'environnement impriment de leur marque le discours de René Dumont. Celui-ci est d'abord tourné vers la nécessité de sauver la planète des méfaits humains, selon le mot d'ordre : « Quelle terre laisserons-nous à nos enfants ? », slogan directement inspiré de la traduction française du titre de l'ouvrage du biologiste Barry Commoner, *Science and Survival*, publié aux Etats-Unis en 1966¹³² – futur mot d'ordre des Verts comme des Grünen. La candidature de R. Dumont est inscrite dans la continuité des luttes environnementales qui agitent la France à cette époque. Sont particulièrement bien représentés dans le Comité de soutien: les regroupements antinucléaires bien sûr, actifs en France à partir de 1969 (à Fessenheim et dans le Bugey surtout), mais aussi les comités de défense du parc de la Vanoise (1969-1971) et du Larzac (où « l'affaire » débute en 1971), les associations « anti-boue rouge » du sud de la France

¹²⁸ Cf. : Mouvement écologiste indépendant (MEI), « Les écologistes », dossier de presse, 2007. Le MEI a été fondé en 1994 par Antoine Waechter. Voir à ce sujet le chapitre 6 de ce travail, point 1-2-1.

¹²⁹ Cf. : Son programme est présenté par *Le Sauvage*, dans le n° 1 d'avril-mai 1973, p. 19.

¹³⁰ Cf. : Progrès et Environnement, brochure de présentation, s.l., juin 1975, p. 5-6. Document disponible à la Bibliothèque nationale de France, Archives 40Wz6410.

¹³¹ Voir à ce sujet les témoignages suivants : Yves Frémion, *Histoire de la révolution écologiste*, op. cit., p. 100 ; Pierre Fournier, « L'heure est grave », *Charlie Hebdo*, n° 100, 16.10.72, p. 12-13.

¹³² Cf. : Barry Commoner, *Science and Survival*, op. cit. Traduction française : *Quelle terre laisserons-nous à nos enfants?*, op. cit.

ainsi que les mouvements d'opposition à la construction d'une voie express sur la rive gauche de la Seine à Paris, qui se mobilisent à partir de 1972¹³³. De façon générale, la campagne de R. Dumont dénonce la politique nucléaire et industrielle du gouvernement, ses orientations en matière d'urbanisation qui défigurent les centres-villes et encouragent le développement de grandes agglomérations et de banlieues périphériques. Elle fustige également les pouvoirs publics qui orchestrent le démembrement et la désertification des campagnes, rongent les espaces naturels, détruisant les forêts ainsi que les espaces côtiers et montagneux¹³⁴. D'un point de vue environnemental, R. Dumont plaide donc surtout en 1974 pour une législation plus stricte en faveur de la protection des espaces naturels et des campagnes, pour la généralisation des transports en commun afin d'en finir avec le « cancer de l'automobile » et pour le développement des énergies renouvelables visant à éviter le gaspillage des ressources naturelles. Il s'engage également pour un urbanisme à échelle humaine et enfin, pour un moratoire sur l'industrie atomique¹³⁵. Proportionnellement, les questions environnementales occupent une grande place dans le programme présidentiel des écologistes. A ce titre, les deux tiers des fiches rédigées par les collaborateurs de Dumont pour présenter au grand public leurs idées portent d'ailleurs sur des questions d'environnement : l'énergie, le milieu de vie rural, le littoral, la pollution des eaux, la pollution de l'air, l'automobile, etc.¹³⁶.

D'autre part, en 1974, René Dumont ne se fait pas uniquement le porte-parole de toutes ces revendications environnementales particulières. Dans la continuité des « nouveaux mouvements sociaux », sa campagne s'oppose aussi à l'économie productiviste, d'orientation capitaliste ou communiste, et à l'accumulation des richesses matérielles, dénonce la détérioration des conditions de vie et de travail et accuse la télévision et la publicité de saper l'information comme d'empêcher une prise de conscience au sein de la population vis-à-vis des problèmes qu'elle soulève. Son programme de 1974 évoque la question de la diversité au sein de la population, celle du respect des minorités culturelles, tout comme le problème de l'exercice des libertés et du rôle de la police, de l'armée et de la justice dans la société. Dans la lignée des revendications autogestionnaires et libertaires propres à la gauche de la gauche,

¹³³ Cf. : Chapitre 3 de ce travail.

¹³⁴ Sur les raisons évoquées par le Comité de soutien pour la candidature de René Dumont, voir notamment : Alain Hervé, « Naissance de l'écologie politique », *Le Sauvage*, n° 13, mai 1974, p. 6. Texte également reproduit in : René Dumont, *A vous de choisir. L'écologie ou la mort...*, op. cit., p. 25-28.

¹³⁵ Cf. : « Le Manifeste électoral » in : René Dumont, *A vous de choisir. L'écologie ou la mort...*, op. cit., p. 39-48.

¹³⁶ Voir l'intégralité de ces fiches in : René Dumont, *A vous de choisir. L'écologie ou la mort...*, op. cit., p. 50-99.

il parle également de la nécessité d'organiser une diminution « radicale » du temps de travail pour répondre à la question du chômage¹³⁷.

En outre, R. Dumont profite de ce scrutin d'ampleur nationale pour présenter aux électeurs sa propre vision de la gestion de la planète, ce qui donne à sa candidature toute sa dimension politique. Son analyse de la situation, qui se retrouve au centre de la campagne en 1974, est déjà présente dans son ouvrage de référence *L'Utopie ou la mort*, ce qui explique largement le choix des associations qui le désignent comme leur porte-parole. Au début des années 1970, R. Dumont reconnaît en effet l'unité qui fonde l'écologie en tant que nouvelle idéologie : un rapport plus équilibré entre l'humanité et la biosphère *et* un rapport plus sain entre les hommes. A ce titre, dans la continuité de son engagement en faveur des pays en voie de développement, il inscrit les revendications environnementales de son programme dans une vision politique globale se basant sur deux revendications principales, au nom de la survie de l'humanité et de la justice sociale à l'échelle mondiale: la fin du gaspillage des matières premières dans les pays riches et la fin des inégalités entre le Nord et le Sud. Ces revendications sont assorties de deux mesures indissociables : la mise en place d'une longue phase d'éducation en Occident, pour généraliser une prise de conscience face à ces nouveaux objectifs, et une liberté d'information et d'expression totale pour que la population prenne ses distances vis-à-vis de l'argumentation des pouvoirs publics comme du secteur industriel et commercial¹³⁸. Dumont considère en effet que l'abondance procurée par la croissance en Occident se fait au prix du pillage du Tiers-Monde et qu'en conséquence, la civilisation industrielle entraîne la terre entière dans un processus de déséquilibre écologique au profit de quelques nations privilégiées. La gestion à long terme des ressources de la planète et des richesses du pays sont donc selon lui inséparables et constituent avant tout un défi politique dont l'objectif suprême est la préservation de la vie sur terre, défi qui ne saurait s'apparenter à la défense d'une revendication particulière. Dumont, qui fréquente le cercle « Futuribles » de Bertrand de Jouvenel, également membre du Club de Rome, ainsi que Barbara Ward et René Dubos, les auteurs du rapport de la première Conférence des Nations Unies sur l'Environnement à Stockholm, *Nous n'avons qu'une terre*¹³⁹, ou le fondateur outre-Manche de la revue *The Ecologist*, Edward Goldsmith, considère qu'au début des années 1970, il manque ainsi aux premières études environnementales internationales deux dimensions indispensables

¹³⁷ Cf. : « Le Manifeste électoral », *doc. cit.*

¹³⁸ Cf. : René Dumont, *L'Utopie ou la mort*, *op. cit.*, p. 156 sq.

¹³⁹ Cf. : Chapitre 2, point 2-3.

pour être en mesure de proposer des solutions: la dimension politique et la prise en compte de la situation particulière du Tiers-Monde¹⁴⁰.

Les revendications de R. Dumont en faveur d'un développement économique sain et durable des pays pauvres constituent la base de son engagement personnel dans la campagne de 1974, l'élément qui fait de lui un véritable écologiste au sens politique du terme. Sa vision des problèmes écologiques à l'échelle mondiale le distingue aussi des autres militants écologistes français ou allemands, plus ancrés dans une réalité nationale. Sous l'influence directe de R. Dumont, le « Manifeste électoral » de 1974 réclame ainsi une limitation de la croissance économique, la fin de l'exploitation du Tiers-Monde et une redistribution équitable des richesses entre le Nord et le Sud¹⁴¹.

L'engagement de l'agronome en faveur des pays sous-développés se double enfin de revendications visant à mettre un terme à une « démographie galopante », revendications qu'il est important de replacer dans le contexte du début des années 1970. C'est en effet à cette époque que différents démographes développent des théories néo-malthusiennes, le plus connu étant Paul R. Ehrlich qui publie en 1971 un ouvrage aux accents catastrophistes, *La bombe P*, qui fait scandale¹⁴². René Dumont est influencé en 1974 par cet ouvrage qui a été traduit en langue française un an plus tôt, tout comme par les études du Club de Rome qui évoquent aussi le problème de la croissance exponentielle de la population mondiale. Toutefois, contrairement à ce que proposent généralement les néo-malthusiens, R. Dumont n'envisage pas de limiter les naissances dans les pays où le taux de natalité est encore très élevé. Pour lui, non sans provocation, le problème vient essentiellement des pays développés qui consomment beaucoup plus d'énergie et de matières premières que la moyenne mondiale, et qu'il faut donc freiner de toute urgence dans leur croissance¹⁴³. En 1974, cette position se retrouve dans le programme électoral des écologistes français sous la forme d'un engagement en faveur de la liberté de contraception et d'avortement¹⁴⁴, ce qui vaut au mouvement le soutien du Mouvement Ecologie-Féminisme¹⁴⁵.

Soulignons dans ce contexte que la concentration de la campagne des écologistes sur les thématiques antinucléaires et proprement environnementales, ainsi que sur la question des

¹⁴⁰ Voir notamment à ce sujet : René Dumont, *Seule une écologie socialiste*, Editions Robert Laffont, 1977, p. 276 sq.

¹⁴¹ Cf. : « Le Manifeste électoral » in : René Dumont, *A vous de choisir. L'écologie ou la mort...*, *doc. cit.*, ici p. 42-43. Voir aussi le tract électoral, reproduit in : *Ibid.*, p. 34.

¹⁴² Cf. : Chapitre 2, point 2-2-1.

¹⁴³ Voir notamment le chapitre suivant, au titre évocateur : « Croissance zéro de la population mondiale dès que possible : les riches d'abord ! » in : René Dumont, *L'Utopie ou la mort*, *op. cit.*, p. 47-51.

¹⁴⁴ Cf. : « Le Manifeste électoral », *doc. cit.*, ici p. 42.

¹⁴⁵ Cf. : « Liste des associations pour la candidature du professeur René Dumont » in : René Dumont, *A vous de choisir. L'écologie ou la mort...*, *op. cit.*, p. 32-33.

flux internationaux et de l'avenir du Tiers-Monde, laisse peu de place aux autres revendications sociétales. Dans une perspective franco-allemande, il est d'ailleurs intéressant de remarquer que le Comité de soutien à la candidature de René Dumont ne compte en avril 1974 qu'une seule association féministe et un seul Mouvement de défense des libertés individuelles, mais aucune association en faveur par exemple de la défense des droits des homosexuels, des handicapés ou des personnes âgées, comme c'est souvent le cas au sein des « *bunte Listen* » outre-Rhin. En ce sens, la candidature de René Dumont est presque exclusivement portée par des associations environnementales : qu'elles soient traditionnelles, centrées sur la défense du cadre de vie local – à l'exemple du Comité de défense des pays d'Olonne, de la Société d'étude et de protection de la nature en Loir-et-Cher, du Comité de défense de la Provence, de la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, de l'association Défense et protection des animaux, etc. – ou plus ouvertes sur les défis écologiques du début des années 1970 – à l'image des Amis de la Terre, du Comité départemental de sauvegarde du Larzac, de la revue *La Gueule Ouverte*, du Comité de sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin ou de l'Association pour la protection contre les rayons ionisants.

Dans l'ensemble, les solutions présentées dans le « Manifeste » restent très générales, exposant plutôt ce qu'il serait souhaitable d'atteindre (« éviter la crise économique par une reconversion de la production industrielle vers des produits plus durables, plus utiles et moins polluants » ; « repenser complètement la distribution du revenu national » ; « réaliser des économies en luttant contre le gaspillage », « affirmer la primauté du bien-être sur l'accumulation des marchandises »...¹⁴⁶) que la façon d'y parvenir. Ainsi, ce premier programme électoral français d'écologie politique diffusé à l'échelle nationale s'attache avant tout à dénoncer l'action du gouvernement français ainsi que la gestion mondiale des ressources et des échanges, à faire prendre conscience aux électeurs les problèmes écologiques croissants à l'échelle planétaire, sans pour autant pouvoir déjà proposer des solutions pratiques. Ce programme très vaste correspond à la volonté des associations de profiter de la tenue d'élections présidentielles, non pour présenter un programme politique complet et réaliste, mais pour tirer une sonnette d'alarme et de mobiliser l'opinion publique. Ce parti pris au niveau politique des écologistes en 1974 détermine une tendance qui dure toute la décennie. Ainsi, en 1978, le « Projet politique » du Mouvement écologique (ME) – qui prend la suite du Comité de soutien à la campagne de René Dumont¹⁴⁷ – recouvre

¹⁴⁶ Cf. : « Le Manifeste électoral », *doc. cit.*

¹⁴⁷ A la mi-juin 1974, lors des Assises de Montargis, quatre-vingts associations qui ont soutenu René Dumont en mai, en tout trois mille personnes, se retrouvent pour décider de l'avenir du mouvement. Elles prennent la

exactement les mêmes thèmes qu'en 1974, mettant l'accent sur les problématiques générales que posent les questions d'énergie et de croissance, d'agriculture et de sylviculture, d'habitat et de transports, ainsi que les enjeux économiques et démographiques à l'échelle mondiale¹⁴⁸. « Informer, crier, déranger » la population et les partis politiques traditionnels, voilà ce que recherchent les écologistes regroupés derrière Dumont à partir de 1974¹⁴⁹.

2-1-3 L'écologie socialiste de René Dumont, une approche réformiste

Tout en ayant sur le fond, un programme aussi ambitieux et révolutionnaire que les listes multicolores allemandes ou les mouvements libertaires à connotation écologique de part et d'autre du Rhin, René Dumont adopte sur la forme une démarche beaucoup plus pragmatique que ces derniers. De même, sa vision de la nature est d'abord celle d'un ingénieur, autrement dit d'un scientifique qui a pris conscience des dangers auxquels les différents milieux naturels sont exposés ou risquent d'être confrontés dans l'avenir et qui cherche des solutions logistiques, économiques et politiques face à ces défis. Dans ses écrits et ses discours, il n'est ainsi jamais question d'une dichotomie d'ordre moral entre nature et culture ou entre une terre bonne et généreuse et une humanité (devenue) mauvaise et dominatrice. Des erreurs ont été commises dans la gestion de la planète par l'homme, surtout par les pays occidentaux très industrialisés. Il en résulte des situations inacceptables pour l'homme et son environnement (famine, sécheresse, pollution, amenuisement des ressources naturelles, augmentation de la densité mondiale, renforcement des inégalités sociales, etc.), situations auxquelles qu'il s'agit maintenant de répondre en mobilisant toutes les technologies et les connaissances humaines disponibles pour que partout sur le globe, « une société plaisante, détendue, sereine, en harmonie avec la nature »¹⁵⁰ se mette en place.

Sur le terrain politique, cette vision pragmatique des défis auxquels l'humanité entière est confrontée entraîne René Dumont vers une analyse socialiste des structures politiques, économiques et sociales à mettre en place. Selon lui, seul le socialisme est en mesure de garantir une meilleure répartition des richesses – dont les ressources naturelles – au nom de la solidarité internationale¹⁵¹. Il condamne par ailleurs le « communisme d'extrême abondance »

résolution de considérer dorénavant l'écologie comme un champ politique. La moitié de ces associations, situées surtout dans le Nord, l'Est et le Sud-Est de la France, ainsi qu'à Paris et dans la région Rhône-Alpes, créent en novembre de la même année le Mouvement écologique (ME). A l'inverse des comités « autonomes », elles souhaitent continuer de s'engager sur la scène électorale de façon unie. Voir à ce sujet le témoignage de Jean-Luc Bennahmias et Agnès Roche in : *Des Verts de toutes les couleurs. Histoire et sociologie du mouvement écologiste*, op. cit., p. 41.

¹⁴⁸ Cf. : Mouvement Ecologique, *Vers une société écologique aujourd'hui, projet politique*, Paris, Le Sycomore, 1978, p. 30-175.

¹⁴⁹ Cf. : *Ibid.*, p. 12.

¹⁵⁰ Cf. : René Dumont, *L'Utopie ou la mort*, op. cit., p. 168.

¹⁵¹ Cf. : « Nous sommes acculés au socialisme » in : *Ibid.*, p. 158-160.

dont l'objectif final visant à répondre aux besoins de chacun ne peut être raisonnable sur une terre aux ressources limitées. Si au début des années 1970, l'exemple chinois constitue pour R. Dumont l'expérience « la plus apte à la survie prolongée »¹⁵², il prend toutefois rapidement ses distances vis-à-vis du système maoïste, s'opposant à une société très hiérarchisée, sans liberté d'information et d'expression, où les prises de décision sont extrêmement centralisées et la démocratie inexistante à la base¹⁵³. Ainsi, la solution réside pour R. Dumont dans une voie nouvelle, celle de « l'écologie socialiste », seule à même de conduire à la fin du pillage du Tiers-Monde par les pays riches et à la fin des inégalités sociales entre le Nord et le Sud¹⁵⁴.

Pour engager la société sur la voie du socialisme *et* de l'écologie, Dumont prône une phase de transition, dite de « socialisme imparfait », constituant une période d'ajustement et de réorganisation de la société au regard des contraintes liées aux ressources naturelles. Selon lui, cette transition doit se faire grâce à l'élaboration de projets concrets discutés entre les citoyens et des organismes nationaux et supranationaux, parallèlement à la mise en place de mécanismes d'arbitrage¹⁵⁵. Son orientation est donc réformiste et son projet inscrit dans la durée. En conséquence, lors de la campagne présidentielle de 1974, le mouvement écologiste derrière R. Dumont ne s'oppose pas frontalement au système politique et aux partis traditionnels de gauche. Il affirme même que s'il avait trouvé un porte-parole satisfaisant parmi les candidats classiques à l'élection présidentielle, il ne se serait pas engagé dans ce scrutin¹⁵⁶. En revanche, même si l'élection de Dumont à la présidence de la République est impensable, la campagne électorale doit servir à renforcer la pression des militants écologistes actifs au sein de formations extra-parlementaires, pour « écologiser » la politique, autrement dit pour obliger les partis traditionnels à reprendre à leur compte les thématiques écologiques en entrant directement en concurrence avec eux sur le terrain électoral. Selon la formule du Mouvement écologique en 1979, leur stratégie pour changer la société est donc celle du « réformisme révolutionnaire, c'est-à-dire le renversement des tendances existantes, mais au

¹⁵² Cf. : « Les cohortes de bicyclettes des larges avenues de Pékin ne fument pas ; l'intérêt général est au centre des préoccupations de la très grande majorité ; les déchets sont récupérés, les gaspillages insignifiants, la pollution réduite au minimum » *in* : *Ibid.*, p. 156-157.

¹⁵³ Dumont formule déjà ces critiques en 1973 (cf. : *Ibid.*, p. 158). En 1977, il condamne ouvertement le régime chinois qu'il ne considère plus comme socialiste. Voir notamment à ce sujet : *Seule une écologie socialiste*, *op. cit.*, p. 281 sq. ; *Pourquoi les Verts font-ils de la politique ? Entretien de J.-P. Ribes avec B. Lalonde, S. Moscovici et R. Dumont*, *op. cit.*, p. 157-158.

¹⁵⁴ En 1977, ce concept sera repris dans le titre d'un de ses ouvrages : René Dumont, *Seule une écologie socialiste*, *op. cit.*

¹⁵⁵ Cf. : René Dumont, *L'Utopie ou la mort*, *op. cit.*, p. 166 sq.

¹⁵⁶ Cf. : René Dumont, *A vous de choisir. L'écologie ou la mort...*, *op. cit.*, p. 27-28. Voir également à ce sujet l'interview de René Dumont : « Il ne s'agit pas de changer la société mais de changer de société » *in* : *Le Sauvage*, n° 13, mai 1974, p. 7-8.

rythme de l'évolution des mentalités »¹⁵⁷. En 1974, les écologistes français impliqués dans la campagne présidentielle souhaitent ainsi d'abord que « Mitterrand et Dumont trouvent ensemble la formule qui permette de conjuguer socialisme et écologie »¹⁵⁸ et à l'issue du premier tour du scrutin, ce dernier appelle expressément ses électeurs à voter en faveur du candidat socialiste. De même, en mars 1978, le Mouvement écologique (ME) qui participe aux élections législatives déclare qu'il soutient l'Etat « si celui-ci entreprend des réformes qui vont dans le bon sens », en sauvant pas exemple un paysage, une rivière ou une communauté, et qu'en ce sens, il n'a pas « la haine du Pouvoir »¹⁵⁹.

Concrètement, au cours des années 1970, les écologistes français réunis autour de R. Dumont puis au sein du Mouvement écologique (ME), souhaitent infléchir le programme des socialistes en faveur d'une plus grande décentralisation des pouvoirs. Dans la lignée des mouvements antinucléaires, ils perçoivent la puissance atomique de l'Etat comme la source d'un modèle de société hiérarchisé, centralisé, uniformisé et policier. Leur analyse du système énergétique français les amène donc à condamner en bloc le trio intensité énergétique/centralisation/autoritarisme pour l'opposer à l'alternative détente énergétique/décentralisation/autogestion/non-violence¹⁶⁰. En ce sens, ils se rapprochent des écologistes libertaires en s'engageant en faveur de « la réduction du pouvoir ». La décentralisation des décisions politiques est même la première revendication immédiate du programme d'action de R. Dumont en 1974¹⁶¹. Idéalement, celui-ci prône la disparition des Etats-Nations au profit d'un système participatif à l'échelon local et régional grâce à la mise en place de microsociétés de base autogérées et associées entre elles, parallèlement à la création d'organismes supranationaux capables de gérer l'économie et les ressources au niveau mondial¹⁶².

Ce lien créé entre écologie et décentralisation des pouvoirs fait que le mouvement écologiste français est soutenu par des associations aux revendications régionales. Ainsi, le Front occitan, les Comités bretons pour les minorités nationales ou le Comité d'action breton font partie des associations qui supportent la candidature de René Dumont aux élections présidentielles de 1974. En prenant soin de reprendre certaines de leurs revendications liées à

¹⁵⁷ Cf. : Mouvement écologique, *Textes d'orientation*, Paris, Mouvement écologique, 1980. Ce recueil rassemble les textes d'orientation du ME rédigés dans le cadre de la campagne pour les élections européennes de 1979.

¹⁵⁸ Cf. : Alain Hervé, « Naissance de l'écologie politique », *art. cit.*

¹⁵⁹ Cf. : Mouvement écologique, *Vers une société écologique aujourd'hui, projet politique, op. cit.*, p. 17.

¹⁶⁰ Cf. : *Ibid.*, p. 48.

¹⁶¹ Cf. : « Le Manifeste électoral », *doc. cit.*, p. 44.

¹⁶² Voir notamment, dans les oeuvres de référence de René Dumont, les passages suivants : *L'Utopie ou la mort, op. cit.*, p. 162-165 sq ; *Seule une écologie socialiste, op. cit.*, p. 282-285.

la défense du terroir et des particularités régionales, les écologistes de l'Hexagone s'assurent ici d'un soutien non négligeable en plusieurs points du territoire. En effet, dans les années 1970, la France connaît un mouvement de renaissance du régionalisme, en particulier alsacien, basque, occitan et surtout breton, qui prend la forme d'un régionalisme de gauche et s'ouvre aux préoccupations environnementales¹⁶³. En Allemagne, pays structuré selon un système fédéral, il n'existe aucun phénomène régionaliste comparable, tout au plus quelques petits îlots isolés, à l'exemple de la *Freie Republik Wendland* qui se développe dans le cadre de l'opposition populaire au centre de stockage pour déchets radioactifs de Gorleben¹⁶⁴. En France, certains de ces mouvements régionalistes s'impliquent dans nombre de luttes locales à teneur environnementale, comme les mouvements de protestation face aux marées noires qui souillent la côte bretonne, la défense des Causses du Larzac ou les mouvements d'opposition à l'implantation de sites nucléaires. Ils perçoivent en effet les mouvements écologistes, qui s'opposent par exemple à la destruction des espaces naturels et l'enlaidissement des paysages ainsi qu'à l'uniformisation et l'appauvrissement de la société, comme des alliés face aux pouvoirs publics. Le « Manifeste électoral » de 1974 fustige ainsi le système actuel dans lequel « un Breton n'a pas le droit d'être breton » car « les cultures régionales sont niées, l'uniformité est la règle »¹⁶⁵ et René Dumont se pose en défenseur des minorités linguistiques menacées dans l'Hexagone lors d'émissions de campagne de forte audience¹⁶⁶. Notons que la décentralisation/régionalisation des pouvoirs est également l'une des mesures phares prônée par l'association écologique les Amis de la Terre qui s'engage activement dans le cadre du Comité de Soutien à la campagne de R. Dumont en 1974 et prolonge son engagement politique au sein du Mouvement écologique. Nous la présenterons ici rapidement en raison du rôle que certains de ses membres joueront par la suite dans le développement du courant écologiste sur la scène politique nationale.

¹⁶³ Jean Giard et Jacques Scheibling considèrent que si, sous la III^{ème} République et jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le régionalisme a été un thème cher à la droite nationaliste (voir en particulier certains aspects du pétainisme – « la terre ne ment pas » – ou certaines thèses de Charles Maurras (1868-1952) qui mêlent les thèmes du régionalisme, de l'anti-parlementarisme et la critique des partis), cette forme semble s'effondrer après 1945. Sans abandonner certains thèmes réactionnaires et chauvins, il devient alors dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle de plus en plus une revendication portée par la gauche. En outre, il existe également une vision progressiste du régionalisme qui s'oppose à l'impérialisme politique, économique et culturel parisien. Cf. : Jean Giard, Jacques Scheibling, *L'Enjeu régional. Une démarche autogestionnaire*, Paris, Editions Sociales, 1981 ; Brigitte Schlieben-Lange, Georg Kremnitz (éd.), « Regionalismus » [dossier] in : *Lendemains. Zeitschrift für Frankreichforschung und Französischstudium*, année 5, n° 17/18, 1980, p. 5-82. Précisons que le nouveau régionalisme de gauche en France est devenu en Allemagne un sujet de recherche très à la mode dans les milieux universitaires et même scolaires.

¹⁶⁴ Cf. : Chapitre 3, point 3-3-2.

¹⁶⁵ Cf. : « Le Manifeste électoral », *doc. cit.*, ici p. 43.

¹⁶⁶ Cf. : « René Dumont face au grand jury de RTL », interview reproduite in : René Dumont, *A vous de choisir. L'écologie ou la mort...*, *op. cit.*, p. 104-111, ici p. 105.

2-1-4 *Friends of the Earth, WWF, Greenpeace : la spécificité des Amis de la Terre en France*

Les Amis de la Terre (AT) sont dans les années 1970 la plus grosse association impliquée dans la mobilisation écologiste en France, avec environ un millier d'adhérents en 1971, cinquante groupes locaux en août 1976 et cent trente à l'été 1978¹⁶⁷. C'est à eux, ainsi qu'à l'Association des Journalistes et Ecrivains pour la protection de la nature et de l'environnement et quelques comités antinucléaires, que revient l'initiative de la candidature de René Dumont aux présidentielles de 1974. Ainsi, Alain Hervé (*1932), président fondateur des Amis de la Terre en France, est-il chargé des relations avec la presse au sein du Comité de soutien, et Brice Lalonde (*1946), qui lui succède à la tête de l'association en 1973, est désigné chef de campagne à l'occasion de ce scrutin. Créés le 11 juillet 1970 à Paris, les Amis de la Terre se distinguent des autres associations actives dans le domaine de la protection de l'environnement, à la fois par leur caractère international et l'originalité de leur démarche.

Cette association constitue en effet la branche française du mouvement américain *Friends of the Earth* fondé en 1969 par l'écologiste américain David Brower (1912-2000), ancien président du *Sierra Club*¹⁶⁸. La branche allemande de *Friends of the Earth* voit le jour quelques mois plus tard, en 1971, sous le nom : *Freunde der Erde*. Les Amis de la Terre font donc partie d'une organisation internationale qui s'engage dans le domaine de la protection de l'environnement, comme le *World Wide Fund* (WWF, fondé en 1961 en Suisse), *Greenpeace* (créé en 1971 au Canada) ou *Robin Wood* (qui voit le jour en 1982 en Allemagne). De façon générale, même si leur orientation est beaucoup plus politique que celle des associations de protection de la nature traditionnelles, ces organisations n'ont pas joué un rôle déterminant dans la formation de partis écologistes en France et en Allemagne de l'Ouest. Cela est lié au fait qu'il s'agit des branches locales d'organisations fondées à l'étranger et qu'elles insistent sur l'indépendance de leur travail et le caractère international de leur réseau et de leurs mobilisations. De plus, des deux côtés du Rhin, elles gagnent surtout en visibilité et en popularité dans les années 1980, après la fondation des Verts et des Grünen. Dans ce domaine toutefois, la branche française de *Friends of the Earth* constitue une exception dans la mesure où ses nombreuses activités dans l'Hexagone et la visibilité dont elle jouit au sein de l'opinion publique l'amènent à prolonger son action sur le terrain politique.

¹⁶⁷ Chiffres présentés par Pierre Samuel, un des principaux animateurs des Amis de la Terre, in : *Histoire des Amis de la Terre. 1970-1989 : vingt ans au cœur de l'écologie*, Paris, Les Amis de la Terre, 1998, p. 49. Texte disponible sur le site Internet des Amis de la Terre à l'adresse suivante : http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/histoire_AT_PSamuel.pdf [réf. du 29.04.2008].

¹⁶⁸ Le *Sierra Club* est fondé aux Etats-Unis en 1960. Il s'engage en faveur de la préservation de la nature sauvage.

La lutte antinucléaire et l'opposition à la politique énergétique du gouvernement constituent son premier domaine d'action. En concertation avec les Amis de la Terre de San Francisco, Londres et Zurich, les AT Paris s'expriment dès 1971 en faveur d'un moratoire nucléaire et tout au long de la décennie, leurs membres participeront aux principales mobilisations contre la construction de centrales atomiques en France, depuis la centrale de Fessenheim et du Bugey aux projets de Braud-et-Saint-Louis, Creys-Malville, Plogoff, Nogent-sur-Seine, etc. Ils sont également présents à toutes les mobilisations environnementales importantes au début des années 1970, en créant par exemple un groupe de travail sur les « espaces vierges » dans le cadre de la lutte pour la préservation du parc de la Vanoise, en protestant contre les essais nucléaires à Mururoa, en se battant contre les défoliants après la catastrophe de Seveso, ou en soutenant les habitants du Larzac face au projet d'extension du camp militaire des Causses. L'automobile, les marées noires, la politique agricole et les programmes d'aménagement du territoire sont aussi des grands sujets autour desquels ils se mobilisent à l'époque¹⁶⁹. Les membres fondateurs des AT font également preuve d'une analyse géostratégique globale en inscrivant leur réflexion dans un cadre international, considérant que c'est toute la terre qui est menacée dans son équilibre et que c'est donc à l'échelle mondiale qu'il faut alerter l'opinion publique, ouvrir des pistes de réflexion politique et interpeller les pouvoirs publics. Leur comité européen de parrainage comprend d'ailleurs les personnalités qui se sont attachées dès les années 1960 à tirer la sonnette d'alarme sur l'avenir de la planète terre dans sa globalité, à l'exemple de Jean Dorst et Théodore Monod, du biologiste Jean Rostand (1894-1977) ou du zoologue autrichien Konrad Lorenz (1903-1989). Comme René Dumont, leurs références sont les chercheurs qui connaissent à cette époque une renommée internationale, tels Rachel Carson, Barry Commoner ou Paul Ehrlich ainsi que les membres du Club de Rome et les experts de la première Conférence des Nations Unies sur l'Environnement qui s'est tenue à Stockholm en 1972¹⁷⁰. Dans ce contexte, leurs travaux rejoignent parfaitement les analyses de l'agronome dont ils reprennent à leur compte les positions en faveur du Tiers-Monde et contre l'accroissement immodéré de la population mondiale.

Leur objectif consiste en premier lieu à tenter de sensibiliser le maximum de Français aux problématiques environnementales en traduisant des ouvrages et des analyses scientifiques anglo-saxonnes, dont le premier ouvrage de référence publié par *Friends of the*

¹⁶⁹ Pour un aperçu des premières actions militantes des Amis de la Terre en France, voir : « Les Amis de la Terre dans le monde », *Le Courrier de la Baleine*, n° 1, juillet 1971, p. 12-13, ici p. 13. *Le Courrier de la Baleine* est le journal trimestriel des AT, il devient par la suite mensuel.

¹⁷⁰ Voir sur ces sujets, le chapitre 2, point 2.

*Earth, The environmental handbook*¹⁷¹. A cet effet, ils créent un groupe d'édition, sous la direction d'Alain Hervé, en charge de la préparation de ces publications ainsi que du *Courrier de la Baleine*, leur journal d'information qui se transforme à partir de novembre 1974 en bulletin de liaison. Ils développent également un réseau relationnel international et différents groupes d'experts afin de pouvoir s'appuyer dans leurs travaux sur une expertise scientifique de première qualité destinée à faire pression sur les décideurs politiques¹⁷². Beaucoup de leaders du mouvement sont eux-mêmes issus de ce milieu, à l'image de l'ingénieur des mines Yves Lenoir ou des mathématiciens Pierre Samuel et Yves Cochet (*1946), futur député Vert à l'Assemblée nationale. Leur vision de la nature et leur analyse des facteurs à l'origine de la dégradation de l'environnement sont donc tout à fait en adéquation avec celles de Dumont, portées par une approche scientifique, quantitative et empirique, des évolutions de la biosphère.

A partir de 1972, les Amis de la Terre se lancent dans une seconde phase, celle de la mobilisation sur le terrain, notamment grâce à l'arrivée de militants plus jeunes, ayant souvent participé aux révoltes de 1968, comme Brice Lalonde. Ils commencent alors à organiser eux-mêmes des actions légales « contre ce qui pollue et ceux qui polluent »¹⁷³ et à intervenir directement auprès des pouvoirs publics. Dans ce contexte, leur première grande « manif à vélo » du 22 avril 1972 contre la voie express sur la rive gauche de la Seine à Paris et pour le développement des transports en commun, parallèlement à la réduction du trafic routier, reste une étape légendaire dans l'histoire du mouvement¹⁷⁴. Sur le terrain, l'opposition à la politique énergétique du gouvernement demeure leur première source de motivation. Ils s'attachent donc à organiser régulièrement des manifestations, en particulier en coopération avec des comités antinucléaires, contre la construction de réacteurs atomiques en France ou les essais nucléaires dans le Pacifique¹⁷⁵. Ils lancent aussi des appels dans les journaux et diffusent des pétitions nationales, notamment en 1973, à la suite du premier choc pétrolier, ou en 1979, l'année de l'accident de Three Miles Island¹⁷⁶. A plusieurs reprises, ils exigent un

¹⁷¹ Cf. : Garrett De Bell, *The environmental handbook. Prepared for the first national environmental teach-in*, New York, Ballantine/Friends of the Earth, 1970.

¹⁷² Cf. : Les Amis de la Terre, *Bulletin de présentation*, s.l., 1971, p. 2. Document disponible à la Bibliothèque nationale de France (site Tolbiac), Dossier Les Amis de la Terre, 4-WZ-9667.

¹⁷³ Cf. : Les Amis de la Terre, *Bulletin de présentation*, *doc. cit.*, p. 1.

¹⁷⁴ Cf. : Chapitre 3, point 2-1-3.

¹⁷⁵ Cf. : Voir par exemple les tracts des Amis de la Terre suivants : « Centrales nucléaires – Société meurtrière », s.l., 1975, et « Vive la France ! », s.l., 1973 (tract contre les explosions nucléaires en Polynésie). Documents disponibles à la Bibliothèque nationale de France (site Tolbiac), Dossier Les Amis de la Terre, 4-WZ-9667.

¹⁷⁶ Voir par exemple à ce sujet : « Le bon plaisir de M. Pompidou », *Le Sauvage*, novembre 1973, p. 28-29. En 1979, les Amis de la Terre arrivent à rassembler 500.000 signatures contre le nucléaire. Voir à ce sujet le témoignage de Pierre Samuel in : *Histoire des Amis de la Terre. 1970-1989 : vingt ans au cœur de l'écologie*, *doc. cit.*, p. 17.

référendum sur le recours à cette source d'énergie¹⁷⁷. Parallèlement, ils appellent au boycott de certaines entreprises polluantes, à l'image de l'opération lancée en 1979 contre Shell à la suite de la marée noire engendrée par l'*Amoco Cadiz* au large des côtes bretonnes¹⁷⁸. Ils cherchent enfin à encourager la population à s'opposer par des moyens légaux à la politique énergétique de l'Etat, en invitant par exemple à « la grève du zèle du consommateur d'électricité », destinée à compliquer et ralentir le règlement des factures EDF, ou en soutenant juridiquement les particuliers lors de recours en justice, dans le cadre de l'implantation de réacteurs atomiques¹⁷⁹.

Au sein des Amis de la Terre, plusieurs tendances se développent au cours des premières années. Ainsi, une partie « basiste » des militants privilégie l'action sur le terrain et le développement d'alternatives locales, se méfiant des initiatives nationales et refusant de participer aux élections. D'autres groupes de militants AT se considèrent à l'inverse comme une organisation extra-parlementaire à vocation nationale, dont le rôle est de mener des actions aussi larges que possibles sur des points de revendication précis, notamment grâce à des pétitions ou des appels au référendum. Enfin, la tendance la plus dynamique vis-à-vis de l'opinion publique et celle qui nous intéresse ici, refuse de se borner à la lutte antinucléaire et met l'accent sur la nécessité de poser des problématiques écologiques globales¹⁸⁰. Derrière Alain Hervé, Pierre Samuel, Yves Cochet et Brice Lalonde, ce sont eux qui se lancent dans l'aventure électorale avec René Dumont en 1974 et qui poursuivront dans cette voie. Sous leur influence, lors des Assises de Montargis de juin 1974, l'association accepte de participer à la formation du Mouvement écologique (ME) qui rassemble tous les participants à la campagne électorale de R. Dumont considérant que dorénavant l'écologie est politique et souhaitant poursuivre leur mobilisation sur le terrain politique. Pour les cantonales de mars 1976, des candidats écologistes participeront donc aux élections sous l'étiquette du ME, notamment en Alsace – grâce à Ecologie et Survie et l'implication de Solange Fernex – dans le Perche et les Alpes maritimes. A Paris, les Amis de la Terre pilotent la campagne des écologistes lors d'une élection législative partielle dans le V^{ème} arrondissement de Paris en novembre 1976. Cette fois-ci, c'est Brice Lalonde qui est candidat et R. Dumont suppléant¹⁸¹.

¹⁷⁷ Cf. : Les Amis de la Terre, « Après Harrisburg, un débat national, un référendum » [tract], 1979. Document disponible à la Bibliothèque nationale de France (site Tolbiac), Dossier Les Amis de la Terre, 4-WZ-9667.

¹⁷⁸ Cf. : Les Amis de la Terre, « Boycotter Shell, pourquoi ? » [tract], 1979. Document disponible : *Ibid.* Sur le boycott de Shell, voir aussi le chapitre 3, point 1-1-3. Voir également l'article appelant au boycott des fourrures d'espèces en danger in : *Le Courrier de la Baleine*, n° 1, *op. cit.*, p. 13.

¹⁷⁹ Cf. : Les Amis de la Terre, « Impossible n'est pas français... » [tract], 1979. Document disponible : *Ibid.*

¹⁸⁰ Sur les trois tendances principales au sein des Amis de la Terre, voir : Pierre Samuel, *Histoire des Amis de la Terre. 1970-1989 : vingt ans au cœur de l'écologie*, *doc. cit.*, p. 48.

¹⁸¹ Brice Lalonde obtient 6,5% des suffrages au premier tour. Sur cette campagne, voir le numéro spécial : *La Baleine du V^e. Supplément du Courrier de la Baleine n° 24*, novembre 1976.

Leur discours est axé sur les problèmes urbains et de transports, mais ils diffusent également à cette occasion les revendications en faveur de plus de décentralisation et de régionalisation, chères à toute la mouvance écologiste proche de Dumont en 1974. Ils veulent ainsi « laisser s'épanouir la diversité des régions, des populations et de leurs cultures ; favoriser la décentralisation de l'habitat, de l'économie et du pouvoir ; inciter la population à prendre en charge ses services collectifs », ajoutant que si un jour, l'avenir du pays dépend d'eux, « le gouvernement de la France sera proche d'une formule fédérale, les impôts réduits, les tensions moins violentes »¹⁸².

Au milieu des années 1970, l'écologie est donc caractérisée en France par un mouvement qui s'affirme sur la scène politique directement au niveau national : d'une part, avec la campagne électorale de 1974, dominée par la personnalité et les réflexions de René Dumont, d'autre part via des campagnes de mobilisation (manifestations, pétitions, boycotts, etc.) orchestrées surtout par les Amis de la Terre. Ce mouvement se caractérise avant tout par son opposition à la politique nucléaire et environnementale du gouvernement, son engagement pour le Tiers-Monde et ses positions en faveur d'une décentralisation des pouvoirs politiques. Même s'il se déclare « loin à la gauche de la gauche »¹⁸³ et dénonce les approches productivistes des partis politiques traditionnels, son ancrage dans le socialisme et sa vision réformiste de la politique qui le conduit à ne pas refuser toute coopération avec le Parti socialiste, le place justement plutôt à gauche de la gauche traditionnelle. Nous allons maintenant voir qu'en Allemagne, cette tendance existe également dans la sphère écologique, mais qu'elle prend une tout autre proportion et s'inscrit dans une stratégie politique différente.

2-2 Bundesverband Bürgerinitiativen Umweltschutz – éléments de comparaison

Dans une démarche comparative, la fédération *Bundesverband Bürgerinitiativen Umweltschutz* (BBU), fondée en juin 1972, peut être considérée comme le pendant allemand du ME. De la même manière, elle vise en effet à rassembler au sein d'un même mouvement le plus possible de groupes écologistes locaux, intègre l'écologie dans une démarche politique, et tout en se démarquant de la social-démocratie allemande, elle en reste proche tout au long des années 1970.

¹⁸² Cf. : Tract électoral résumant le programme des Amis de la Terre lors de l'élection partielle du V^{ème} arrondissement de Paris, novembre 1976. Document disponible à la Bibliothèque nationale de France (site Tolbiac), Dossier Les Amis de la Terre, 4-WZ-9667.

¹⁸³ Cf. : « Loin de la gauche », entretien avec René Dumont, début mars 1977, in : Claude-Marie Vadrot, *L'écologie, histoire d'une subversion*, op. cit., p. 113-114, ici p. 113.

Créé à l'initiative de la *Rhein-Main-Aktion gegen Umweltzerstörung* (« Action Rhin-Main contre la destruction de l'environnement ») et de la *Rhein-Ruhr-Aktion* (« Action Rhin-Ruhr »), le BBU s'engage pour « la conservation et la reconstitution des espaces de vie naturels ainsi que de la santé publique menacée par des dangers environnementaux »¹⁸⁴. Toutes les personnes qui soutiennent les objectifs de la fédération peuvent en devenir membres, tout comme les « initiatives de citoyens » qui agissent dans le domaine de la préservation des écosystèmes. Dans l'ensemble, celles-ci sont originaires du sud-ouest du pays, et comptent parmi elles la branche allemande de *Friends of the Earth*, *Freunde der Erde*. La fédération considère qu'elle dispose de structures d'organisation décentralisées et démocratiques car chaque comité local reste à l'initiative de ses activités et le BBU se charge seulement de les aider et de les représenter au niveau fédéral, de coordonner le mouvement et d'organiser la diffusion interne des informations. En tant qu'association, le BBU peut toutefois également lancer ses propres initiatives.

D'un point de vue stratégique, comme le Mouvement écologique de R. Dumont, le BBU se veut indépendant de tout parti politique, même si – comme au ME – les membres de partis peuvent y travailler. Il est seulement interdit d'utiliser le réseau du BBU comme un outil de propagande qui faciliterait notamment la diffusion de tracts ou brochures de partis politiques. Dans la mesure où le BBU est considéré par ses membres fondateurs comme une initiative environnementale active au niveau extra-parlementaire – même si elle agit à l'échelle fédérale – cela n'est pas seulement légitime et démocratique, mais doit forcément faire partie de la stratégie du mouvement¹⁸⁵. Ainsi, tout en développant des propositions politiques pour protéger l'environnement et améliorer la qualité de vie des citoyens, le BBU veut d'abord être reconnu par les partis traditionnels comme un interlocuteur issu de la société civile, neutre vis-à-vis du système partisan. En revanche, le BBU se démarque clairement des « *K-Gruppen* » qui, sauf exception, ne condamnent pas la politique nucléaire du gouvernement, mais tentent d'infiltrer les mouvements écologistes pour s'en servir à des fins politiques sans lien avec la préservation de l'environnement¹⁸⁶.

¹⁸⁴ « Die Vereinigung setzt sich ein für die Erhaltung und die Wiederherstellung der natürlichen Lebensgrundlagen und der durch Umweltgefahren bedrohten öffentlichen Gesundheit ». Cf. : « Satzung der Bundesverband Bürgerinitiativen Umweltschutz e.V. (BBU) » in : BBU, *Aktionskatalog des Bundesverbandes Bürgerinitiativen Umweltschutz e.V.*, s.l., 1972, p. 3-5, citation p. 3. Sur les statuts et l'organisation interne du mouvement, voir également : BBU-Geschäftsstelle, *Informationsblatt*, s.l., 1972, p. 1-6. Documents disponibles à l'adresse suivante : Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Kelly, Petra, 2885.

¹⁸⁵ Voir à ce sujet le discours de Hans-Günter Schumacher (*1935), membre fondateur et co-président du BBU, publié dans le *Frankfurter Rundschau*, le 25.11.1978, sous le titre : « Nur in einer gesunden Umwelt gibt es eine humane Arbeitswelt ».

¹⁸⁶ Voir à ce sujet, les prises de position des leaders du BBU notamment in : « Das Gute muß von unten wachsen », *Frankfurter Rundschau*, 27.06.1978.

Selon la même logique qu’au ME, dans les années 1970, le BBU se mobilise avant tout contre la politique énergétique des pouvoirs publics, la bête noire par excellence des mouvements extra-parlementaires de l’époque¹⁸⁷. Il participe ainsi à tous les grands rassemblements d’opposition à l’implantation de réacteurs atomiques en Allemagne (à Wyhl, Brokdorf, Grohnde, Kalkar) et contre le centre de stockage pour déchets radioactifs de Gorleben. Il réclame ainsi que le pays renonce au nucléaire, parallèlement à la mise en place d’un vaste programme d’économie d’énergie, de développement des énergies renouvelables et de renforcement de l’efficacité énergétique. Il préfère même soutenir la filière charbonnière, tant que les nouvelles sources d’énergie n’ont pas pris la relève, plutôt que de continuer dans le domaine du nucléaire. En deuxième lieu, au regard de la situation dramatique que connaissent certaines agglomérations ouest-allemandes, le BBU s’engage activement dans le domaine des transports et des politiques urbaines. Il s’oppose là surtout à la construction ou à l’agrandissement d’aéroports et d’autoroutes, s’engage aussi pour une meilleure adaptation de la ville aux piétons et pour une politique tarifaire socialement équitable de la part des sociétés de chemins de fer et de transports en commun. Son troisième domaine d’action privilégié touche à la fois la politique industrielle, agricole et sanitaire de la RFA et se concentre sur la chasse aux produits chimiques dangereux répandus dans l’eau – le Rhin notamment qui préoccupe beaucoup la fédération – l’air, la terre et les produits de consommation¹⁸⁸. Enfin, comme les écologistes français, et alors que la RFA est déjà un Etat fédéral, le BBU appelle également de ses vœux une plus grande décentralisation et déconcentration des pouvoirs, condition jugée indispensable pour mettre en place une société « dans laquelle les hommes se comportent humainement entre eux et avec la nature »¹⁸⁹.

Leur méthode pour gagner en influence dans l’espace public est également celle des écologistes français autour de R. Dumont : le BBU adopte une orientation réformatrice inscrite dans le long terme pour modifier les structures politiques et économiques du pays et faire évoluer les comportements humains. Sa stratégie passe par « le travail constructif et l’action non-violente » (*konstruktive Arbeit und gewaltfreie Aktion*), dans le but de rendre les partis politiques traditionnels plus verts. Dans cette mesure, ses actions sont de même nature que celles que privilégient le ME et tout particulièrement les Amis de la Terre. Le BBU soutient ainsi de nombreuses publications scientifiques et travaux d’experts pour sensibiliser la

¹⁸⁷ Dans les années 1980, la mobilisation pacifique viendra faire jeu égal avec la lutte antinucléaire. A ce sujet, voir le chapitre 6, point 3-4.

¹⁸⁸ A ce sujet, voir par exemple les rapports d’activité faits annuellement lors du congrès du BBU et rapportés par la presse, notamment celui de 1979 qui clôt la décennie. Cf. : « BBU unterstreicht Überparteilichkeit », *die tageszeitung*, 4.12.1979. Pour un aperçu rapide et complet des activités du BBU, voir également : BBU, « Für eine lebenswerte Zukunft » [tract], 1978. Document disponible à l’adresse suivante : Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Kelly, Petra, 2792.

¹⁸⁹ Cf. : « [eine Gesellschaft], in der die Menschen menschlich miteinander und mit der Natur umgehen ». Cf. : BBU-Geschäftsstelle, *Informationsblatt*, *doc. cit.*, p. 4.

population et faire pression sur les partis politiques en place. A partir de 1975, ils éditent également à intervalles réguliers une brochure sur le nucléaire, *Informationen zur Kernenergie*, et à partir de 1977, un magazine bi-mensuel, le *BBU Aktuell, Zeitschrift des Umweltschutzes*, préparé en coopération avec *Freunde der Erde*, association qui n'a certes pas la même influence au BBU que les Amis de la Terre dans le mouvement autour de René Dumont, mais qui trouve par là un moyen efficace de renforcer sa visibilité. De plus, le BBU organise ou soutient logistiquement l'organisation de manifestations publiques, de campagnes de boycott, de grèves, de mesures de désobéissance civile, etc. Il prépare aussi des catalogues de revendications envoyés aux partis politiques avant la tenue d'élections et diffuse des comparaisons de leurs programmes.

Toujours sur le même modèle que le mouvement écologiste autour de René Dumont, le BBU se montre prêt, lors d'élections, à soutenir des candidats issus de partis démocratiques « s'ils s'engagent pour la cause environnementale publiquement, continuellement et de façon crédible »¹⁹⁰. Il cherche comme lui à faire pression sur la sphère politique en se rapprochant de certains syndicats de gauche ouverts aux idées post-matérialistes qui s'épanouissent après 1968 et mène par exemple des actions communes avec le *Sozialistisches Büro* dans le cadre de luttes antinucléaires¹⁹¹. A l'instar des quatre coprésidents du BBU qui dirigent alternativement le mouvement tout au long des années 1970 – Hans-Günter Schumacher (*1935), Roland Vogt (*1941), Peter Willers (*1935) et Josef Leinen (*1948) – beaucoup de membres du BBU sont également militants au SPD. Ils cherchent donc avant tout à infléchir les positions du Parti social-démocrate sur les thématiques environnementales, et surtout dans le domaine du nucléaire. Peter Willers, Roland Vogt ou des personnalités comme Petra Kelly (1947-1992), membre du BBU et futur chef de file des Grünen, alors présidente des Jeunes européens fédéralistes et en poste à la Commission européenne, finiront cependant par quitter le SPD en 1978-1979 devant l'immobilisme du parti en matière de politique environnementale et en signe de protestation vis-à-vis de sa politique énergétique. En 1980, ils feront partie des membres fondateurs des Grünen – avec le soutien du BBU.

¹⁹⁰ Cf. : « In diese Strategie paßt auch die Unterstützung einzelner Kandidaten der verschiedenen demokratischen Parteien bei Wahlen, wenn sie sich für Belange des Umweltschutzes öffentlich, kontinuierlich und glaubhaft einsetzen. » In : Hans-Günter Schumacher, « Nur in einer gesunden Umwelt gibt es eine humane Arbeitswelt », *discours cité*.

¹⁹¹ Ce syndicat est en effet l'un des seuls en RFA à s'opposer à cette source d'énergie, refusant de considérer le ralentissement du programme nucléaire en premier lieu comme un danger pour l'emploi. Le ME se tourne pour sa part vers la CFDT, la Confédération française démocratique du travail, acquise dans les années 1970 aux idées autogestionnaires et hostile au nucléaire.

Toutes les convergences que nous pouvons souligner ici dans les années 1970 entre le BBU et le mouvement écologique qui entoure René Dumont sont relativisées par deux points de divergence importants. Le premier est lié à la taille de ces mouvements écologistes puisque nous avons vu que si le Comité de soutien de René Dumont rassemble environ quatre-vingt associations, elles ne sont plus qu'une quarantaine à prolonger leur engagement au sein du ME. En comparaison, le BBU rassemble fin novembre 1978, pour son congrès annuel à Germersheim (Rhénanie-Palatinat), 250 délégués représentant environ 300.000 membres de 950 « initiatives de citoyens »¹⁹². Cela contribue à donner au BBU une place beaucoup plus importante qu'au ME au sein de l'espace public, une plus grande visibilité auprès du public peu sensible aux questions environnementales et une plus grande force à ses propos sur la scène politique. Comme le fait remarquer à juste titre Wolfram Bickerich : après la fondation des Grünen, les écologistes allemands bénéficient grâce au BBU « du soutien social d'environ un millier d'initiatives de citoyens qui ont la même sympathie pour les protecteurs de la nature que les syndicats pour le SPD »¹⁹³. En France, c'est loin d'être le cas pour les Verts, et nous verrons dans les chapitres suivants qu'en plus, le ME qui sert de fédérateur aux diverses associations écologistes sera vite affaibli par les divisions.

D'autre part, le BBU se distingue du mouvement écologiste français proche de R. Dumont par le fait qu'il refuse absolument de participer directement à des élections. Son président historique, Hans Günter Schumacher considère en effet que l'entrée des associations dans les Parlements signerait la fin du mouvement et tout au long de la décennie, il n'aura de cesse de rappeler que le travail du BBU se situe au niveau des « initiatives de citoyens » et de l'opposition extra-parlementaire¹⁹⁴. En revanche, il n'hésite pas à afficher son soutien aux candidats qui reprennent à leur compte certaines de leurs revendications et menace même l'ensemble de la sphère politique d'aider à la fondation d'un parti alternatif d'ampleur nationale, si celle-ci n'évolue pas rapidement¹⁹⁵. En 1979, Roland Vogt décide ainsi de quitter le comité de direction du BBU pour pouvoir être candidat écologiste aux élections européennes avec Petra Kelly¹⁹⁶. De même, beaucoup d'écologistes décideront à partir de cette date de rester de simples membres du BBU, sans fonction spécifique au sein de l'organisation, pour pouvoir s'investir pleinement dans les campagnes électorales écologistes qui éclosent sur le territoire. Avant de rejoindre les Grünen, Roland Vogt milite ainsi à l'AL

¹⁹² Cf. : « Umweltschützer sehen ihr Selbstbewußtsein wachsen », *Frankfurter Rundschau*, 27.11.1978.

¹⁹³ « Mit dem BBU verfügten die GRÜNEN über das gesellschaftliche Vorfeld von rund tausend Bürgerinitiativen, den Umweltschützern ähnlich zugetan wie die Gewerkschaften der SPD ». Cf. : Wolfram Bickerich (éd.), in : *SPD und Grünen. Das neue Bündnis?*, Reinbek, 1985, p. 15. Propos cités par Günter Olzog, Hans-Joachim Liese, *Die politischen Parteien in Deutschland...*, op. cit., p. 164.

¹⁹⁴ Cf. : « Das Gute muß von unten wachsen », *Frankfurter Rundschau*, art. cit.

¹⁹⁵ Cf. : Hans-Günter Schumacher, « Nur in einer gesunden Umwelt gibt es eine humane Arbeitswelt », *discours cité*.

¹⁹⁶ Cf. : Nous reviendrons sur ce point au chapitre 5, point 2-1-1.

Berlin et Peter Willers s'investit au sein de la *Bremer Grüne Liste* (BGL – « Liste Verte de Brême »¹⁹⁷). En ce sens, le BBU peut se vanter d'avoir formé toute une génération de militants écologistes dont certains, à l'instar de Peter Willers, Roland Vogt et Petra Kelly, deviendront bientôt les chefs de file du parti Die Grünen.

En Allemagne, la mouvance écologiste proche de la gauche institutionnelle est donc incarnée par le BBU qui développe un véritable discours politique lequel, au regard du nombre d'adhérents que regroupe la fédération, n'est pas sans influence dans l'espace public. Toutefois, en refusant de s'investir directement sur la scène électorale, il n'est pas au centre de l'écologie politique naissante dans les années 1970. A l'inverse, la mouvance associative écologiste qui évolue en France à gauche de la gauche est beaucoup moins développée au sein de l'espace public, en regroupant moins d'associations et moins de militants derrière R. Dumont et le ME. Elle incarne en revanche en France, dans les années 1970, l'émergence de l'écologie politique, en proposant un nouveau modèle de société, en participant à une élection présidentielle en 1974 et en occupant largement, notamment grâce aux Amis de la Terre, le terrain des protestations environnementales, que ce soit dans le domaine des marées noires, de l'aménagement territorial et urbain ou au niveau des luttes antinucléaires. En matière de visibilité, le mouvement autour de R. Dumont profite de surcroît du fait qu'il n'est « concurrencé » ni sur sa gauche, ni sur sa droite comme nous allons le voir, par d'autres formations écologistes, ce qui est loin d'être le cas du BBU.

Des deux côtés du Rhin, ce courant écologiste proche des socialistes français et de la social-démocratie allemande s'inscrit clairement à gauche sur le spectre politique. En ce sens, ses revendications écologiques, politiques, économiques et sociales ne sont pas très éloignées de celles de la gauche alternative : il place les revendications environnementales au centre de son discours, fait preuve de la même orientation post-matérialiste et de la même volonté de progrès démocratique et social ; il exprime le même intérêt pour l'organisation autogestionnaire de la société, parallèlement à la déconcentration des pouvoirs, des médias et des structures économiques et industrielles. Son refus de l'Etat et son idéal de décentralisation et de régionalisation, qui préfigure le thème de l'Etat minimum tel qu'il se développe chez les Amis de la terre à la fin des années 1970, est en cela particulièrement emblématique des mouvements écologistes de gauche. L'attention très forte des écologistes français pour le Tiers-monde et la gestion mondiale des défis écologiques constitue en outre une spécificité nationale due à l'influence de René Dumont. Elle leur donne une dimension

¹⁹⁷ Voir dans ce chapitre, le point 3-1-2.

internationale qui les distingue aussi du reste du mouvement d'écologie politique. Ainsi, c'est plutôt l'attitude constructive de René Dumont, du ME et du BBU face aux partis de gauche traditionnels non communistes, ainsi que leur approche réformiste, qui distinguent l'écologie alternative de gauche des mouvements écologistes proches de la gauche de la gauche. Toutefois, leur opposition au nucléaire et au productivisme, ainsi que leurs positions très anti-étatistes en France, permettent aux écologistes réformistes français et allemands de se distancer clairement des partis de gauche traditionnels non communistes. De même, il est intéressant de remarquer que ni René Dumont, ni le ME, ni le BBU, ne placent les ouvriers au centre de leurs réflexions, ce qui constitue une autre particularité par rapport aux discours traditionnels du socialisme dont ils participent. Soulignons pour finir que le discours de René Dumont, du ME et du BBU, porté vers un avenir meilleur, confiant en la nature humaine et décidé à défendre l'affirmation de l'individu et un idéal de liberté au sein de la société, s'inscrit également dans le registre de l'utopie caractéristique des mouvements politiques de gauche. Même si leur approche est plus pragmatique, ils n'hésitent d'ailleurs pas à revendiquer cette affiliation qui porte en elle l'expression de nouvelles valeurs, tout comme l'espoir d'un futur meilleur. René Dumont y fait régulièrement référence dans son ouvrage au titre évocateur, *L'Utopie ou la mort*, en comptant sur l'avènement d'un « homme nouveau »¹⁹⁸. Lors de son discours d'investiture en tant que candidat des écologistes à la présidentielle de 1974, il place également sa campagne sous ce signe en déclarant qu'avec sa participation à ce scrutin national, « l'utopie fait son entrée dans l'histoire de France »¹⁹⁹.

¹⁹⁸ Cf. : René Dumont, *L'Utopie ou la mort*, op. cit., p. 12.

¹⁹⁹ Phrase prononcée lors de son discours d'investiture à Mulhouse, le 26 avril 1974. Cf. : *Le Sauvage*, n° 13, mai 1974.

III « Ecolocentrisme » et courants écologistes issus de la droite traditionnelle

Si, sur l'aile gauche du spectre politique, les courants écologistes se multiplient activement et selon diverses orientations en France et en Allemagne au cours des années 1970, ils ne sont toutefois pas les seuls à occuper le créneau montant de l'écologie politique. Il apparaît en effet, de part et d'autre du Rhin, d'autres courants qui font de l'écologie le point central de leurs revendications politiques. Pour certains d'entre eux, leurs priorités en matière d'environnement et d'amélioration de la qualité de vie des citoyens, ainsi que les stratégies qu'ils développent sur la scène politique, les placent au centre de l'échiquier partisan. Nous les étudierons brièvement dans la mesure où ils existent en France et en Allemagne mais que leur discours politique n'est pas très original et ne reflète aucune position spécifique forte. Part ailleurs, à l'inverse de ce qui se passe en France à la même époque, la République fédérale est témoin de l'émergence de petits partis politiques qui inscrivent aussi l'écologie au cœur de leurs revendications, mais se situent très clairement à droite dans le paysage politique national. Ces partis sont importants pour notre analyse dans la mesure où ils apportent un nouveau regard sur les questions d'environnement et de qualité de vie, qu'ils proposent dans ce contexte une autre approche en matière de gestion de la *polis* ainsi qu'un autre modèle de société. Même si aucune comparaison franco-allemande n'est possible à ce niveau, nous leur prêterons d'autant plus attention qu'ils bénéficient d'un certain écho au sein de l'opinion publique allemande, que les médias s'y intéressent et qu'ils participent pleinement, en 1980, à la fondation du parti des Grünen. Après avoir évoqué rapidement les mouvements écologistes centristes, nous allons donc nous pencher maintenant sur la spécificité de ces mouvements écologistes conservateurs qui rappellent tout le caractère ambigu de la notion de *conservation* de l'environnement. Notre objectif sera de confronter leurs revendications à celles des mouvements écologistes issus de l'aile gauche de la politique, afin de trouver leurs caractéristiques propres et de déterminer s'ils portent également en eux une dimension utopique forte. Par là, nous chercherons aussi à savoir pourquoi un tel courant n'a pas vu le jour en France.

3-1 L'« écolocentrisme » en France et en Allemagne

3-1-1 Un courant très minoritaire en France

Les écologistes modérés, en France, s'engagent peu sur la scène politique, au sens où ils continuent surtout de faire confiance aux traditionnelles associations de protection de la nature. Cela est d'autant plus vrai que celles-ci connaissent un certain succès en présentant des candidats lors de scrutins locaux qui leur donnent l'occasion de défendre des revendications écologiques précises, comme c'est le cas notamment lors des élections cantonales de mars 1976, ou des municipales de mars 1977²⁰⁰. De ce fait, il n'existe en France dans les années 1970 que quelques exemples de groupes modérés qui développent un discours d'écologie politique, les deux plus significatifs étant le Comité de la Charte de la nature et SOS-Environnement. En comparaison aux autres formations étudiées jusqu'à présent, leurs idées et leurs revendications politiques ne sont pas très développées dans la mesure où ils se déclarent apolitiques, qu'ils ne cherchent pas à proposer un autre modèle de société, mais simplement à faire pression sur les partis traditionnels par rapport à des questions particulières – tout en sachant se montrer conciliants vis-à-vis des pouvoirs publics et tout à fait prêts à leur prêter main-forte en cas de besoin.

Le Comité de la Charte de la nature est fondé en novembre 1972 par Philippe Saint-Marc, alors conseiller à la Cour des comptes. Dans son ouvrage de référence publié en 1971, *Socialisation de la nature*, celui-ci oppose une « économie de possession » à une économie d'épanouissement » et s'inspirant de la pensée chrétienne, en appelle aux notions de bien commun et de solidarité pour mettre en place un « socialisme humaniste (...) organisant une nouvelle forme de développement qui réconcilie l'homme et la nature »²⁰¹. En tant que président de la mission interministérielle pour l'aménagement de la côte aquitaine de 1966 à 1970, il a justement tenté pendant quatre ans de s'opposer aux projets des technocrates et des promoteurs et d'imposer une « expérience de socialisme humaniste » qui accorderait la priorité au logement social dans le cadre d'un programme d'aménagement durable du

²⁰⁰ A l'occasion des municipales de 1977, il y aura en tout trente élus écologistes. Solange Fernex (de l'association Ecologie et Survie qui a soutenu René Dumont en 1974 et qui participe au ME) est par exemple élue dans la commune rurale de Biederthal (Haut-Rhin). Les résultats des candidats écologistes, dépassent en moyenne les 10% à Paris et Montpellier, atteignant 13% à Mulhouse. Pour ce scrutin, les militants écologistes comme les politologues s'accordent à constater le relatif succès électoral des associations de défense de l'environnement qui ont mis l'accent sur des préoccupations limitées et locales Cf. : Jean-Luc Bennahmias, Agnès Roche, *Des Verts de toutes les couleurs. Histoire et sociologie du mouvement écologiste*, op. cit., p. 48 ; Claude Journès, « Les écologistes, l'Etat et les partis » in : Paul Bacot, Claude Journès (dir.), *Les nouvelles idéologies*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1982, p. 45-72, ici p. 61.

²⁰¹ Cf. : Philippe Saint-Marc, *Socialisation de la nature*, Paris, Stock, 1971, p. 58 et 35.

rivage²⁰². A partir de 1972, devant l'échec de ce projet, il change alors de stratégie et cherche à faire pression directement sur les partis politiques, partant du principe que « les détenteurs du pouvoir sont sensibles et réceptifs lors du renouvellement de leurs mandats. Il s'agit donc de peser sur eux au moment des élections »²⁰³. C'est dans ce contexte qu'il crée le Comité de la Charte de la nature, en collaboration avec René Richard, le président de l'Union régionale pour la sauvegarde de la vie et de la nature (URVN)²⁰⁴, et dix-neuf grandes associations environnementales.

L'association SOS-Environnement est créée en 1977 à l'initiative de comités de défense de la nature, d'associations d'usagers et d'handicapés, ainsi que d'anciens candidats environnementalistes aux cantonales de 1976 et aux municipales de 1977. Elle est dirigée par Jean-Claude Delarue qui est également président de la Fédération des usagers de transports et animateur du bureau de liaison des Associations de défense de l'environnement de la région parisienne. A ses débuts, SOS-Environnement ne dénigre pas non plus les partis existants, considérant qu'ils sont « l'intermédiaire naturel dans le domaine politique entre la population et le pouvoir » et qu'en ce sens, l'association se doit de les encourager à mieux prendre en compte les questions écologiques²⁰⁵.

Pour autant, leurs ambitions ne sont pas modestes. Selon Philippe Saint-Marc, il est en effet « impossible (...) de défendre efficacement l'environnement sans entrer en conflit avec les dogmes de notre société et ses groupes dominants »²⁰⁶. La Charte rédigée par le Comité en appelle donc à « une civilisation nouvelle qui fera passer (...) l'avenir du monde vivant avant l'exploitation aveugle de la Terre »²⁰⁷. De même, SOS-Environnement considère que « la mystique de la croissance n'a plus de sens » et qu'il faut « créer une nouvelle vie »²⁰⁸. En conséquence, les deux associations s'attachent à poser la question de la préservation des paysages, de la faune et de la flore ainsi que des espaces verts dans les agglomérations, à soulever le problème du financement contre la pollution, à dénoncer les scandales des dérogations aux règles d'urbanisme ; elles réclament une nouvelle démocratie locale, de nouvelles orientations industrielles, etc.

Toutefois, le Comité de la Charte comme SOS-Environnement s'apparentent surtout à des groupes de pression de notables, à l'image des associations pour la protection de la nature qui les soutiennent, dont en particulier la Fédération française des sociétés de protection de la

²⁰² Cf. : Philippe Saint-Marc, « Pour un combat politique », *Le Sauvage*, n° 3, juin-juillet 1973, p. 67-68.

²⁰³ Cf. : Philippe Saint-Marc, « L'initiative électorale », *Le Sauvage*, n° 1, avril-mai 1973, p. 55.

²⁰⁴ Cf. : Chapitre 3, point 2-1-4.

²⁰⁵ Cf. : Jean-Claude Delarue, « La grande famille des écologistes », *Le Monde*, 20/21.03.1977.

²⁰⁶ Cf. : Philippe Saint-Marc in : *Le Monde*, 4.05.1973.

²⁰⁷ Cf. : Comité de la Charte de la nature, « Charte de la nature », point 10. Document reproduit in : Claude-Marie Vadrot, *L'écologie, histoire d'une subversion*, op. cit., p. 75-80, ici p. 80.

²⁰⁸ Cf. : SOS-Environnement, « Manifeste d'écologie politique », s.l., juin 1977. Document reproduit in : *Ibid.*, p. 127-132, ici p. 131.

nature et de l'environnement (FFSPNE, aujourd'hui : France nature environnement). Concrètement, selon une approche réformiste et conciliante qui cherche à éviter tout bouleversement de société, ils ne s'opposent même pas ouvertement à l'industrie nucléaire et mettent ainsi l'accent surtout sur la nécessité de réaliser des progrès dans le domaine de la protection du cadre de vie, en particulier dans les campagnes françaises. La Charte considère ainsi que « le monde rural doit être un gardien de la nature » (point 2) et qu'en ce sens, son pouvoir de décision devrait être augmenté. SOS-Environnement réclame pour sa part un programme d'aide au départ des citadins afin de repeupler les villages délaissés. De leurs revendications, il ressort essentiellement que ces associations militent avant tout pour renforcer leur propre influence vis-à-vis des pouvoirs publics. Le Comité de la Charte pense ainsi que des « Commissions de la nature » devraient être créées pour conseiller l'administration et informer la population, et que la moitié des sièges de tous ces organismes consultatifs devrait être attribuée à « ceux qui aiment la nature ». SOS-Environnement est d'avis que les associations environnementales devraient participer à la gestion des équipements collectifs et aux politiques d'aménagement de l'espace. A ce titre, elles devraient prendre part aux délibérations des conseils municipaux, et recevoir un financement public grâce à un nouvel impôt obligatoire pour le contribuable²⁰⁹.

En conséquence, le journaliste Claude-Marie Vadrot soupçonne les militants de ces associations d'écologie bien pensantes de chercher simplement à se faire élire à l'échelon local ou à se rapprocher des ministères et des collectivités territoriales pour devenir les interlocuteurs privilégiés du gouvernement dans le domaine de l'environnement²¹⁰. De fait, pour son expertise sur les questions écologiques, Philippe Saint-Marc intègre en 1978 l'équipe de Jean Lecanuet (1920-1993)²¹¹ qui vient d'être nommé président de l'Union pour la démocratie française (UDF), parti de centre-droit créé cette année-là pour soutenir Valéry Giscard d'Estaing. D'autre part, le PSU critique vivement en 1977 l'organisation de Jean-Claude Delarue, accusant SOS-Environnement d'être l'instrument du centre et de la droite et de ne participer aux élections municipales que pour grappiller des voix à la gauche. C'est également l'avis du politologue Guillaume Sainteny pour qui ce mouvement ne deviendra jamais « ni réellement politique, ni réellement indépendant »²¹².

²⁰⁹ Cf. : Comité de la Charte de la nature, « Charte de la nature » ; SOS-Environnement, « Manifeste d'écologie politique », *doc. cit.*

²¹⁰ Cf. : Claude-Marie Vadrot, *L'écologie, histoire d'une subversion*, *op. cit.*, p. 177.

²¹¹ Jean Lecanuet a été Garde des Sceaux dans le gouvernement de Jacques Chirac (1974-1976), puis ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire dans le gouvernement de Raymond Barre (1976-1977).

²¹² Voir sur ce point : Claude Journès, « Les écologistes, l'Etat et les partis » *in* : Paul Bacot, Claude Journès (dir.) : *Les nouvelles idéologies*, *op. cit.*, p. 61 ; Guillaume Sainteny, *Les Verts*, Paris, PUF, 1997, p. 16.

3-1-2 Deux listes d'audience régionale en Allemagne

En Allemagne, ces mouvements d'écologie politique modérée sont plus importants dans la mesure où, à l'image des autres mouvements d'écologie outre-Rhin, ils cherchent à se démarquer des autres partis politiques existants et qu'ils mobilisent et s'organisent pour participer aux scrutins locaux et régionaux. Deux d'entre eux connaissent même un certain succès. Ainsi, la *Bremer Grüne Liste* (BGL – « Liste verte de Brême »), fondée en février 1979, réussit-elle à obtenir 5,1% des voix lors des élections régionales du 7 octobre de la même année. Elle devient à cette occasion la première liste écologiste allemande à entrer dans une diète régionale, avec quatre députés. La *Grüne Liste Umweltschutz* (GLU – « Liste verte pour la protection de l'environnement »), fondée en décembre 1977 en Basse-Saxe – dans le contexte de l'opposition à l'ouverture d'un complexe de retraitement de déchets radioactifs à Lichtenmoor (finalement déplacé à Gorleben) – réussit pour sa part à s'implanter dans plusieurs *Länder* à la fin des années 1970. Elle présente des candidats aux élections locales à la fois en Basse-Saxe, en Bavière, en Rhénanie du Nord-Westphalie, en Hesse et à Hambourg, et rassemble jusqu'à 3,9% des voix lors des élections pour le Parlement régional de Basse-Saxe du 4 juin 1978.

Ces deux formations s'apparentent toutefois plus à un regroupement de militants écologistes venus de divers horizons. Ainsi, la BGL est animée aussi bien par d'anciens membres du SPD, comme Olaf Dinné (*1935) ou Peter Willers (qui deviennent députés en 1979), que par des courants beaucoup moins virulents vis-à-vis de l'orientation productiviste et nucléaire des partis traditionnels, surtout attachés à une meilleure prise en compte des revendications des comités de citoyens locaux. Au sein de la GLU, son fondateur Carl Beddermann (*1941) se réclame d'orientation « bourgeoise-conservatrice » (*bürgerlich-konservativ*) et il cherche à se distancer au maximum des communistes et des listes vertes et multicolores issues de la gauche alternative²¹³. L'antenne bavaroise de la GLU compte surtout des personnalités locales qui défendent les intérêts de leur communauté, certains membres étant directement issus de la CSU (*Christlich-Soziale Union*, « Union chrétienne-sociale »), le parti conservateur de Bavière²¹⁴. A Hambourg, au regard de l'influence du *Kommunistischer Bund* au sein de la *Bunte Liste-Wehrt Euch* (BLW), les écologistes les plus conservateurs, aidés par C. Beddermann et la GLU de Basse-Saxe, décident en avril 1978 de quitter la liste multicolore – « cette communauté de communistes, d'homosexuels et de détenus »²¹⁵ – et de créer leur propre GLU. D'un autre côté, la GLU est également animée

²¹³ Cf. : « ,Grün wählen – ohne rot zu werden'. Hessen als nächste Station », *Süddeutsche Zeitung*, 9.06.1978.

²¹⁴ Cf. : « Wir sind keine Atomgegner! », *Augsburger Zeitung*, 24.6.1978.

²¹⁵ « Diese Gemeinschaft aus Kommunisten, Schwulen und Sträflingen ». Jugement porté par la GLU de Hambourg sur la BLW. Propos rapportés dans le *Frankfurter Rundschau*, 5.05.1978.

par des personnalités comme Georg Otto (*1928) qui a été membre du SPD jusqu'en 1977, qui est bien plus proche de l'opposition extra-parlementaire et qui participera en 1980 à la fondation des Grünen. Une partie de la GLU travaille ainsi également sur des questions de société plus générales, notamment sur les droits de la femme, l'opposition au néo-fascisme, les questions d'organisation du temps de travail dans les entreprises, etc.

En conséquence, ces formations politiques d'orientation écologiste qui ratissent très large, n'ont pas de profil politique bien arrêté. La BGL reçoit ainsi pour les élections de 1979 aussi bien le soutien de Rudi Dutschke que de Herbert Gruhl. La GLU se caractérise surtout par ses stratégies électorales visant à s'assurer les plus grandes chances de succès lors des scrutins. En Hesse, comme nous avons déjà eu l'occasion de l'évoquer, elle se rapproche ainsi le temps d'un été des écologistes libertaires de la GLW, au sein de laquelle évoluent les « *Spontis* » de Francfort, en vue des élections législatives d'octobre 1978²¹⁶. La même année, en Rhénanie du Nord-Westphalie, une partie de la direction régionale de la GLU veut se rallier au parti écologiste conservateur nouvellement créé, la GAZ (*Grüne Aktion Zukunft*) de Herbert Gruhl, tandis qu'en Basse-Saxe, elle cherche à faire liste commune avec une autre liste d'orientation écologiste issue de l'aile droite du spectre politique, l'AUD (*Arbeitsgemeinschaft Unabhängiger Deutscher*)²¹⁷. La BGL et la GLU sont donc surtout motivées par l'idée de gagner en influence dans le paysage politique local dans lequel elles évoluent, la seule condition étant qu'elles refusent toutes deux catégoriquement la participation des communistes. Leurs programmes restent plutôt vagues et consensuels, dans le but de plaire à tous et s'apparentent surtout à des listes de propositions dans le domaine de l'environnement et de l'aménagement urbain, pour une meilleure protection de la biosphère et une amélioration de la qualité de vie des citoyens²¹⁸.

En France comme en RFA, les formations écologistes modérées se caractérisent ainsi surtout par leur manque de « visions » en matière d'écologie et par leur absence de profil politique propre, ce qui les amène à rechercher les alliances avec d'autres partis politiques ou à se contenter de petites victoires locales. Dans le contexte de cette recherche sur l'écologie en tant que nouveau sujet de préoccupation au sein de l'opinion publique et nouvelle idéologie sur la scène politique, nous ne nous attarderons pas plus longuement sur ces

²¹⁶ Voir dans ce chapitre, le point 1-2-1.

²¹⁷ Cf. : « Bunte und grüne Diskussion in NRW », *Arbeiterkampf*, 24.07.1978 ; « Vereinbarung zwischen GLU und AUD », 6.04.1978 (Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Kerschgens, Karl, 3). Nous reviendrons sur la GAZ et l'AUD au point suivant.

²¹⁸ Cf. : « Programm der Grünen Liste Umweltschutz », s.l., s.d. (Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Kerschgens, Karl, 9).

formations modérées et trop accommodantes, pour nous tourner vers celles que nous n'avons encore eu encore l'occasion que d'évoquer : les formations écologistes conservatrices.

3-2 Les formations conservatrices et écologistes allemandes – l'exemple de la *Grüne Aktion Zukunft* (GAZ)

En République fédérale d'Allemagne, deux partis conservateurs allemands, fondés à l'échelle nationale, se réclament de tendance écologiste: la *Grüne Aktion Zukunft* (GAZ – « Action verte futur ») et l'*Arbeitsgemeinschaft Unabhängiger Deutscher* (AUD – littéralement : « la Communauté de travail des Allemands indépendants »). Toutefois, ces deux formations se différencient dans leur tonalité conservatrice. Si la GAZ, fondée par Herbert Gruhl (1921-1993), est indéniablement à sa place dans ce chapitre, les avis sont plus nuancés au sujet de l'AUD.

Cette dernière, fondée en 1965, est surtout présente en Bavière. Proche des mouvements nationalistes à ses débuts, elle se tourne dans les années 1970 vers les mouvements écologistes, sous l'influence d'August Haußleiter (1905-1989), un dissident de la CSU. Voyant que le mouvement nucléaire est en train de prendre de l'ampleur, elle tente en effet de devenir le bras parlementaire des écologistes et des « initiatives de citoyens ». L'AUD se déclare ainsi, à partir de 1973, « parti de la protection de la vie » (*Partei des Lebenschutzes*) et bénéficie surtout du soutien des traditionnelles associations de protection de la nature. En 1978, elle obtient des sièges dans deux districts lors de scrutins locaux. Pour les élections au Parlement régional de Bavière, le 15 octobre de la même année, elle lance une candidature commune avec ces mêmes associations de protection de la nature et certaines « initiatives de citoyens », s'assurant également du soutien de la GAZ de Herbert Gruhl qui ne propose pas de candidat en son nom. Ce rassemblement politique, qui prend le nom de AUD/Die Grünen, devient donc la première formation politique à participer à une élection sous cette dénomination. Il est placé par Ferdinand Müller-Rommel et Richard Stöss au centre-droit du spectre politique, dans la mesure où il exclut automatiquement les groupuscules communistes et les alternatifs libertaires – qualifiés d'« Indiens urbains » (*Stadtindianer*) – mais qu'il ne refuse pas pour autant une coopération avec des personnes plus à gauche, si elles ne militent pas pour la lutte des classes²¹⁹. Dans ce contexte, l'artiste de Düsseldorf Joseph Beuys (1921-1986) – « considéré à une époque, à côté de Warhol, comme [l'artiste] le plus important et le plus brillant sur la scène artistique mondiale » comme le

²¹⁹ Cf. : Ferdinand Müller-Rommel, *Grüne Parteien in Westeuropa, Entwicklungsphasen und Erfolgsbedingungen*, Opladen, Westdeutscher Verlag 1993, p. 60 ; Richard Stöss (éd.), *Parteienhandbuch. Die Parteien der Bundesrepublik Deutschland 1945-1990, op. cit.*, Band 1, p. 315.

rappelait le *Süddeutsche Zeitung* en 2006²²⁰ – est par exemple candidat sur ces listes lors des élections législatives de 1976. En ce sens, le manque d'orientation idéologique affirmée de l'AUD dans les années 1970, qui l'ancre au centre-droit du spectre politique, explique que nous n'avons pas retenu ce parti pour présenter les différentes facettes de l'écologie politique naissante en RFA. De plus, Richard Stöss, qui a consacré un ouvrage à l'AUD²²¹, considère que ce parti, nationaliste à ses débuts, n'a pas vraiment évolué au cours des années, malgré un discours devenu en apparence écologique. Il analyse son engagement pour la « protection de la vie » non pas comme une réaction aux évolutions politiques, économiques, sociales et environnementales de la société, mais comme un élément de sa mobilisation pour la préservation de l'identité nationale, comme une manifestation de son sentiment de perte de repères vis-à-vis d'une société en pleine évolution. Ainsi, pour R. Stöss, l'AUD incarne plutôt les peurs existentielles de la classe moyenne et son besoin de sécurité et d'identité dans un univers ressenti comme étranger et encore dégradé au niveau écologique. C'est ce qui explique qu'au cours des années 1970, sa critique des partis traditionnels se meut en critique des partis pronucléaires, et que sa dénonciation de la crise du capitalisme devient dénonciation de la crise de la société de croissance. R. Stöss caractérise ainsi ce parti de « petit-bourgeois » (*kleinbürgerlich*), au regard de sa base sociale, de son idéologie et de son programme, et le place dans le système des partis comme une expérience conservatrice-populaire. Pour cerner vraiment toute la dimension conservatrice que peut revêtir l'écologie politique à la fin des années 1970 en Allemagne, nous avons donc choisi de nous intéresser ici plus précisément à la *Grüne Aktion Zukunft* de Herbert Gruhl, une formation politique qui place véritablement l'écologie au centre de son discours et qui, au regard de ses tendances anti-communistes, ultraconservatrices et autoritaires, se positionne clairement à droite sur l'échiquier politique.

3-2-1 De la CDU à la GAZ

Dans son parcours politique, Herbert Gruhl est originaire du parti chrétien-démocrate. Il entre à la CDU en 1954, devient député au Bundestag en 1969 et porte-parole pour les questions environnementales ainsi que président du groupe de travail pour la prévoyance environnementale du groupe parlementaire CDU/CSU en 1975. C'est à cette époque que le *Docteur* Gruhl – il a obtenu le grade de docteur suite à un cursus de philosophie et de littérature germanique qui l'a conduit à rédiger une thèse sur Hugo von Hofmannsthal – publie un ouvrage à vocation scientifique où il expose ses idées sur la situation écologique à

²²⁰ « der einst neben Warhol als der bedeutendste und schillernde [Künstler] der gesamten Kunstwelt galt » Cf. : *Süddeutsche Zeitung*, 20.01.2006.

²²¹ Cf. : Richard Stöss, *Vom Nationalismus zum Umweltschutz*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1980.

laquelle fait face le monde et les moyens d'y remédier. En l'espace de trois ans, *Ein Planet wird geplündert* (« Une planète est pillée »)²²², est vendu à plus de 240.000 exemplaires. En 1980, les ventes atteignent 280.000 ouvrages, ce qui fait de H. Gruhl l'auteur d'un véritable best-seller²²³. Depuis la fin des années 1960, ce député de Basse-Saxe s'intéresse en effet de près à l'environnement. En décembre 1970, il a joué un rôle de premier ordre lors du débat qui a eu lieu au Bundestag sur le thème de la protection de l'environnement et s'est rendu célèbre avec sa formule : « *Umkehren und Umdenken* » – « revenir en arrière et réviser ses conceptions »²²⁴. Cependant, H. Gruhl est rapidement isolé au sein de son groupe parlementaire et la possibilité de s'exprimer sur les questions environnementales se fait pour lui de plus en plus rare au sein du Parlement. En ce sens, même si la chancelière Angela Merkel assurait au printemps 2007 que « Helmut Kohl a toujours regretté qu'une personnalité comme Herbert Gruhl ait quitté la CDU »²²⁵, les journalistes présents à l'époque évoquent plutôt, dès le début des années 1970, une absence totale de dialogue entre le président du groupe parlementaire H. Kohl et le député H. Gruhl, situation qui s'intensifie encore à partir de 1975, année de la publication de son best-seller, mal accueilli par ses collègues chrétiens-démocrates²²⁶. Alors qu'en 1977 H. Gruhl prononce plus de cent quarante conférences dans toute la RFA pour vulgariser les thèses de son ouvrage²²⁷, le ton très catastrophiste de celui-ci quant à la situation planétaire et, en particulier, des prises de position non conventionnelles pour un député chrétien-démocrate en matière d'économie – il refuse que la politique soit « la servante de l'économie » et prône une « croissance zéro »²²⁸ – finissent de le marginaliser au sein du Bundestag. Il est ainsi qualifié de « rebelle qui détruit l'économie de marché » et de « mutin » par les députés SPD et FDP, ainsi que de « sceptique » au sein de la CDU, selon le vocabulaire employé en 1978 par Wilfried Hasselmann, président du parti dans le Land de Basse-Saxe dans lequel H. Gruhl a été élu²²⁹. Au printemps 1978, W. Hasselmann somme ce dernier de clarifier ses positions politiques pour le 1^{er} juillet : de dire s'il compte rentrer dans

²²² Cf. : Herbert Gruhl, *Ein Planet wird geplündert. Die Schreckensbilanz unserer Politik*, Frankfurt am M., Fischer, 1975. (« Une planète est pillée. Le bilan des horreurs de notre politique » A notre connaissance, ce livre n'a fait l'objet d'aucune traduction française.)

²²³ Cf. : « Der Umwelt-Rebell aus Barsinghausen », *Westfälische Rundschau*, 24.06.1978 ; Harald Pawlowski, « Zurück zur Natur? Sehnsucht nach einer menschlicheren Zukunft », *Publik-Forum*, n° 15, 28.07.1978 ; « Aufbruch in eine bessere Zukunft », *Der Spiegel*, n° 13/80, 24.03.1980, p. 22-28, ici p. 28.

²²⁴ Cf. : Horst Bieber, « Die Grünen wünschen keinen Primus », *Die Zeit*, 27.6.1980.

²²⁵ « Allemagne : l'année verte », entretien avec Angela Merkel, présidente du parti chrétien-démocrate allemand (CDU), *Politique Internationale*, n° 115, printemps 2007. Article disponible sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.politiqueinternationale.com/revue> [réf. du 09.09.2007]

²²⁶ A titre d'exemple, voir à ce sujet : Hans-Joachim Noack, « Man stirbt nicht dran, aber es juckt gemein », *Frankfurter Rundschau*, 29.06.1978, p. 3.

²²⁷ Cf. : « Gruhl auf der 'Grünen Welle' », *Stern*, n° 26, 22.06.1978, p. 132-133.

²²⁸ Cf. : « Der Umwelt-Rebell aus Barsinghausen », *art. cit.*

²²⁹ Voir à ce sujet : « In Hessen schaffen die Grünen fünf Prozent », Interview de Herbert Gruhl, *Stern*, n° 26, 22.06.1978, p. 134.

les rangs de la CDU ou s'engager au sein des listes vertes. Le 11 juillet, Herbert Gruhl démissionne de la CDU. Pour justifier son départ, il déclarera dans une interview au *Spiegel* :

« [...après la publication de mon livre.] J'ai dû constater que les problèmes environnementaux que j'avais mis en évidence ne sont pas du tout discutés au sein des partis, en conséquence de quoi, aucune conclusion pour la politique n'en est tirée. (...) Au sein du groupe parlementaire de la CDU, je n'ai pas été attaqué. On n'a pas discuté avec moi, on m'a laissé complètement en paix. Mais c'était la preuve que l'on refoule les problèmes. (...) Au sein de la CDU, comme dans les autres partis, au regard de la récente récession, l'idée s'est imposée que pour la protection de l'environnement, on n'a maintenant plus d'argent. Mais, je suis de plus en plus convaincu que la façon dont nous administrons actuellement le monde est une folie. C'est à cause de ce cheminement de pensée contradictoire que l'écart entre moi et les autres est devenu toujours plus grand. »²³⁰

Deux jours plus tard, le 13 juillet 1978, il fonde son propre parti d'orientation écologique : la GAZ, déterminé à profiter d'une conjoncture qui lui est favorable puisque son ouvrage s'est déjà vendu à près de 250.000 exemplaires, ce qui représente en nombre de voix un potentiel électoral important. Il est également encouragé par les succès qu'ont rencontrés quelques semaines auparavant la GLU dans le Land de Basse-Saxe et la liste multicolore BLW à Hambourg.

Fondée au niveau fédéral, la GAZ a pour vocation, selon les conceptions de H. Gruhl, de rassembler sous son nom les différentes listes vertes et communautés d'électeurs (*Wählergemeinschaften*) au profil environnemental qui se sont créées dans différents *Länder* ainsi que les associations de protection de la nature²³¹. Toutefois, la GAZ est fondée « d'en haut », sur l'initiative exclusive de H. Gruhl, par un petit groupe de neuf personnes rassemblées pour l'occasion en direction nationale²³², alors que H. Gruhl s'auto-proclame président du parti. La GAZ ne bénéficie donc, au départ, d'aucun soutien populaire, ni d'aucun relais local important. Son objectif à court terme est de participer aux élections régionales qui ont lieu en Hesse, le 8 octobre, et en Bavière, le 15 octobre 1978. En l'absence de base militante pour relayer et soutenir son action, la GAZ compte sur l'intérêt médiatique

²³⁰ « [... nach Erscheinen meines Buches.] Ich mußte feststellen, daß die von mir aufgezeigten Umweltprobleme von den Parteien nicht diskutiert und infolgedessen daraus auch keine Schlußfolgerungen für die Politik gezogen werden. (...) Ich bin innerhalb der CDU in der Fraktion nicht angegriffen worden. Man hat nicht mit mir diskutiert, ich wurde völlig in Ruhe gelassen. Das war aber der Beweis dafür, daß man eben die Probleme verdrängt. (...) In der CDU wie in den anderen Parteien setzte sich in der jüngsten Rezession die Ansicht durch, für Umweltschutz habe man jetzt kein Geld mehr. Ich bin aber immer entschiedener der Ansicht, daß es ein Wahnsinn ist, wie wir zurzeit die Welt bewirtschaften. Aus dieser gegensätzlichen Gedankenentwicklung ist die Diskrepanz zwischen mir und den anderen immer größer geworden. » *In* : « Ich lasse mir kein Ultimatum stellen », Interview avec Herbert Gruhl, *Spiegel*, n° 25/78, 19.06.1978.

²³¹ Cf. : Interview de Herbert Gruhl publiée dans le *Süddeutsche Zeitung*, 23.06.1978.

²³² Au sein de la direction nationale, on compte, en plus de Herbert Gruhl : Heinz Kaminski, Erich Huster, Arthur Boskamp, Waldemar Hees, Eckehart Girschik, Walter Baumhauer, Helmbrecht v. Mengershausen. Cf. : Grüne Aktion Zukunft, « Das Grüne Manifest » [tract], s.l., s.d. (Archiv Grünes Gedächtnis, Heinrich-Böll-Stiftung (Berlin), Dossier A-Vogel, Werner, 53).

que la fondation du parti a suscité, ainsi que sur la personnalité charismatique de son président. Il s'appuie également sur le soutien de deux figures importantes de la société civile qui adhèrent au parti : Bernhard Grzimek et Heinz Kaminski. Le professeur Bernhard Grzimek (1909-1987), figure emblématique, est zoologue et vétérinaire. Il a été directeur du zoo de Francfort de 1945 à 1974 et co-fondateur, en 1975, du *Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschland e. V.* (BUND – « Fédération pour l'environnement et la protection de la nature »). Il est aussi l'auteur de nombreux ouvrages scientifiques et émissions de télévision. Dans les années 1960-1970, il jouit d'une réputation internationale et il est bien connu du grand public allemand, en particulier pour son film documentaire sur le parc naturel de Serengeti – *Serengeti darf nicht sterben*, 1959 – qui a remporté un oscar, ainsi que pour ses prises de position virulentes contre la destruction de la nature :

« La dévastation des forêts tropicales, la pollution des océans et la destruction des habitats naturels des animaux et des plantes dans son ensemble, sont une forme de guerre que l'humanité mène contre elle-même. »²³³

Heinz Kaminski (1921-2002) est également une figure célèbre de la société civile ouest-allemande, en tant que chef de l'observatoire astronomique de Bochum (*Bochumer Sternwarte*) qu'il a créé en 1961 et qui attire l'attention des médias par ses expériences de captage d'information en provenance de satellites russes, comme le Spoutnik, ou d'expéditions américaines dans l'espace, comme les missions Apollo²³⁴. La GAZ constitue ainsi un parti que nous pouvons qualifier d'élitaire, qui compte autour de 2.000 membres en 1980, dont la force réside dans ses déclarations médiatisées et les personnalités qui la soutiennent, mais qui est très peu présente sur le terrain. Au regard de la forte médiatisation qui entoure la GAZ en 1978, les résultats électoraux aux élections régionales se révèlent décevants puisque le parti ne rassemble que 0,9% des voix en Hesse et 1,8% des suffrages en Bavière alors que lors de ce scrutin, celui-ci n'a pourtant dans cette région aucun concurrent « vert »²³⁵. Malgré ces défaites et la dissolution de la GAZ en 1980, H. Gruhl constitue l'une des personnalités écologistes les plus centrales de la fin des années 1970, dans la mesure où il développe un véritable programme politique écologique. De plus, en tant que co-fondateur des Grünen, il joue un rôle de premier plan dans le débat d'idées qui anime les écologistes de

²³³ « Das Abholzen der Regenwälder, die Verschmutzung der Weltmeere, insgesamt die Zerstörung der natürlichen Lebensräume für Tiere und Pflanzen sind eine Form des Krieges der Menschheit gegen sich selbst. ». Propos de Bernhard Grzimek rapportés in : « Der mit den Tieren warb », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 20.04.2009, à l'occasion de la publication d'une biographie de Bernhard Grzimek par Claudia Sewig. Cf. : Claudia Sewig, *Bernhard Grzimek. Der Mann, der die Tiere liebte. Biographie*, Bergisch Gladbach, Lübbe Verlag, 2009.

²³⁴ Pour plus d'information, voir sur Internet : www.sternwarte-bochum.de [réf. du : 28.09.2007].

²³⁵ Cf. : *Stern*, 02.11.1978, p. 212.

République fédérale d'Allemagne. A ce titre, nous allons analyser de façon précise l'orientation idéologique de la GAZ ainsi que celle de son fondateur.

3-2-2 Positionnement sur l'échiquier politique

« En avant camarades, nous devons repartir en arrière ! »²³⁶ – telle est la « nouvelle solution » prônée par H. Gruhl dans son best-seller, qui résume en quelques mots le programme politique du président fondateur de la GAZ.

En tant que formation écologiste, la GAZ accorde bien sûr la priorité aux problèmes environnementaux dans ses programmes et déclarations politiques. Cependant, Gruhl, qui a été député au Bundestag et s'est enrichi d'une expérience politique fédérale, s'oppose fermement à l'affirmation volontiers répétée par les partis traditionnels selon laquelle les formations vertes ne se caractériseraient que par une préoccupation unique et tient à ce que la GAZ soit en mesure de livrer une réflexion sur tous les grands thèmes politiques, économiques et sociaux qui touchent le pays²³⁷. Celle-ci proclame ainsi la nécessité de transformer en profondeur le système politique du pays et son mode de fonctionnement, en plaçant l'écologie au centre de la réflexion politique, économique, sociale et culturelle. Loin de se considérer comme un révolutionnaire, H. Gruhl qualifie lui-même son orientation politique et celle de la GAZ de conservatrice, allant même 'jusqu'à considérer que « les protecteurs de l'environnement sont les 'véritables conservateurs' »²³⁸. Il prend ainsi ses distances vis-à-vis des hommes politiques qualifiés habituellement de conservateurs – en particulier ceux s'inscrivant dans la lignée de Franz Josef Strauß (1915-1988)²³⁹ – arguant que ces derniers « sont bien pour le changement radical le plus rapide possible à travers toujours plus de croissance » et qu'à ce titre, ce sont eux « les plus grands transformateurs » et même « destructeurs de la base de notre vie »²⁴⁰. Selon son analyse, la notion de conservatisme s'emplit ainsi d'un sens nouveau, elle fait référence à de nouvelles valeurs sur la scène

²³⁶ « Vorwärts Kameraden, wir müssen zurück! » in : Herbert Gruhl, *Ein Planet wird geplündert*, op. cit., p. 306. Notons que cette expression constitue le titre d'un roman de Wolfgang W. Parth sur le retrait de la « *Kaukasus-Armee* » dans la campagne de Russie. Cf. : Wolfgang W. Parth, *Vorwärts, Kameraden, wir müssen zurück*, München, Lichtenberg Verlag, 1963.

²³⁷ Voir par exemple sur ces points : « Ich lasse mir kein Ultimatum stellen », Interview avec Herbert Gruhl, *doc. cit.* et Herbert Gruhl, « Braucht der Umweltschutz eine eigene Partei? », discours prononcé en juillet 1978, cité par Edgar Gärtner in : « Die Zukunft der Grünen Aktion Zukunft. Gedanken zu Herbert Gruhls 'Grünem Manifest' », *Blätter der deutschen und internationalen Politik*, September 1978, p. 1070-1077, ici p. 1071. Précisons qu'Edgar Gärtner a une formation d'hydrobiologiste et de politologue. C'est un essayiste écologiste qui, dans les années 1980, travaillait en France pour la revue *Science et Vie*.

²³⁸ « Die Umweltschützer sind die 'wahren Konservativen' » Cf. : « Der Umwelt-Rebell aus Barsinghausen », *art. cit.*

²³⁹ Franz Josef Strauß était membre de la CSU, il fut élu député au Bundestag de 1949 à 1978, ainsi que de nombreuses fois ministre fédéral dans les gouvernements d'Adenauer et de Kiesinger, puis ministre-président de Bavière de 1978 à 1988. En 1980, il fut le candidat malheureux de la CDU/CSU pour la chancellerie allemande.

²⁴⁰ « Die sind ja für die schnellstmögliche, radikale Veränderung durch immer weiteres Wachstum, das sind die größten Veränderer, und ich sage jetzt : Zerstörer unserer Lebensgrundlage. » In : « In Hessen schaffen die Grünen fünf Prozent », Interview avec Herbert Gruhl, *Stern*, *doc. cit.*, p. 134.

politique et devient incompatible avec la politique de productivisme économique soutenue par tous les partis traditionnels. De façon générale, être conservateur consiste ainsi pour lui à mener une politique de préservation – de « conservation » – de l’environnement humain, ainsi que des modes de vie et d’organisation sociale. H. Gruhl se démarque donc aussi bien du FDP et du SPD que de la CDU et de la CSU, qui partent tous du postulat que toute croissance est bénéfique à la communauté. En condamnant la violence, qui commence selon lui dès la première occupation de terrain, H. Gruhl ferme également la porte de la GAZ à de nombreuses initiatives de citoyens, notamment dans le domaine de l’opposition au nucléaire. Il se montre hostile en général aux idées et aux valeurs que véhiculent les « nouveaux mouvements sociaux », les « initiatives de citoyens » et les personnalités que nous placerons globalement à gauche sur l’échiquier politique, sans parler, bien sûr, des mouvements d’obédience communiste²⁴¹.

3-2-3 « *Le Manifeste Vert* »

Au cours de ses deux ans d’existence, la GAZ ne rédige aucun programme fondateur. Elle se base, pour ses revendications, sur un court texte rédigé par Herbert Gruhl sous la forme de trente points, et qui porte le sous-titre de « Programme du parti » mais dont la teneur très généraliste le renvoie plutôt à son titre principal : « *Das Grüne Manifest* » – « Le Manifeste Vert »²⁴².

De nombreux points de ce Manifeste se différencient peu des revendications des mouvements écologistes issus de l’aile gauche du spectre politique. Dès le début de ce texte, H. Gruhl témoigne ainsi de son souci pour les générations à venir, le « leitmotiv numéro un de notre politique »²⁴³ à cause duquel : « l’environnement au sens large doit être le premier objet de précaution humaine »²⁴⁴. Il fustige « l’économie du gaspillage », les exigences matérielles et la soumission à l’« idole » de la croissance économique dans les pays industrialisés qui ne peuvent mener qu’à la catastrophe (points 2-5). Pour donner à chacun une « activité qui a un sens » (*sinnvolle Tätigkeit*), pour répondre aux problèmes du chômage, de la formation

²⁴¹ Cf. : « ... der hat doch unser ganzes System verhohnepiepelt », Interview avec Herbert Gruhl, *Tageszeitung*, 12.10.1979, p. 18.

²⁴² Ce texte est publié dans son intégralité dans le *Frankfurter Rundschau* du 18 juillet 1978 sous le titre : « Ein sinnerfülltes Leben für alle Menschen ». Il existe également une seconde version de ce « Manifeste », publiée par la GAZ et augmentée pour chaque point de plusieurs paragraphes d’explications qui permettent de préciser la pensée de H. Gruhl. Nous utiliserons également ce document dans l’analyse qui suit, pour éclaircir le sens de ce « Manifeste Vert ». Cf. : Grüne Aktion Zukunft, *Das GRÜNE MANIFEST. Programme der Partei ‘Grüne Aktion Zukunft’ (GAZ) mit Erläuterungen*, Bonn, s.d. (Archiv Grünes Gedächtnis, Heinrich-Böll-Stiftung (Berlin), Dossier A- Vogel, Werner, 14).

²⁴³ « Die Vorsorge für die Zukunft ist das oberste Leitmotiv unserer Politik. » In : Grüne Aktion Zukunft, *Das GRÜNE MANIFEST. Programme der Partei ‘Grüne Aktion Zukunft’ (GAZ) mit Erläuterungen*, op. cit., explication du point 1, p. 1.

²⁴⁴ « Die Umwelt im weitesten Sinne muß der erste Gegenstand menschlicher Vorsorge sein. » In : *Ibid.*

professionnelle et de la concurrence économique, mais aussi pour répondre aux nouvelles exigences écologiques, H. Gruhl propose dans son Manifeste de décentraliser le travail et de soutenir le développement des petites et moyennes entreprises ainsi que les lieux de production artisanale. Il s'oppose aux « écoles mammoth » comme aux « entreprises mammoth » (points 11-12)²⁴⁵ et prône la décentralisation de l'administration (point 22). En matière d'aménagement du territoire, la GAZ entend protéger les terres agricoles fertiles de la construction de nouvelles zones industrielles (point 18) et protéger les campagnes du développement inorganisé des grandes villes (point 21). Elle s'engage aussi pour l'arrêt de l'élargissement du réseau routier, pour privilégier le développement du réseau ferré et la réhabilitation des routes déjà existantes (point 20)²⁴⁶.

Selon H. Gruhl, l'application des principes écologiques, parallèlement à l'épuisement des ressources naturelles, va permettre de résoudre les problèmes du chômage en RFA car beaucoup de postes vont devoir être créés pour faire face à ces deux nouvelles réalités (point 13). Il en va de même dans le secteur agricole où la généralisation de l'agriculture biologique va demander des bras (point 17), tout comme le développement du chemin de fer va créer des emplois (point 20). L'opposition au nucléaire est formulée parallèlement à la volonté de développer le secteur des énergies renouvelables et de mettre en place un programme d'économie d'énergie (point 14). Ces mesures, également créatrices d'emplois, complètent le tableau des propositions écologiques sensées garantir une économie saine et durable. De plus, selon le Manifeste, la maîtrise d'une agriculture biologique et nationale, tout comme le développement de technologies de recyclage économes vont permettre de diminuer la dépendance de l'Etat vis-à-vis des importations de matières premières et de biens de consommation, tout en créant de nouvelles perspectives de débouchés pour l'exportation (point 16-17).

Au niveau politique, le Manifeste réclame plus de transparence d'Etat, en particulier autour des mécanismes de décision et des cercles de pouvoir ainsi qu'au niveau de l'information des citoyens, en particulier grâce à des organisations de consommateurs²⁴⁷. Pour rendre possible les objectifs écologiques, il demande l'indépendance des parlementaires et des fonctionnaires d'Etat grâce à une séparation nette entre mandats politiques et obligations dans le secteur économique et administratif (point 23). Notons enfin que, conformément aux vœux de Herbert Gruhl de ne pas faire de la GAZ un parti à revendication unique – et contrairement aux programmes des autres listes vertes – « Le Manifeste Vert » consacre ses cinq derniers

²⁴⁵ Voir les explications au sujet de ces deux points *in* : *Ibid.*, p. 7-9. Cette proposition est largement contestée par les spécialistes qui assurent que les grandes entreprises, grâce à une aisance financière plus importante, sont plus à même de réagir face aux directives écologiques de l'Etat.

²⁴⁶ Voir les explications au sujet de ce point *in* : *Ibid.*, p. 12.

²⁴⁷ Explication du point 5 et 15 *in* : *Ibid.*, p. 2-3 et p. 10.

points à des questions de politique intérieure et internationale. Nous apprenons ainsi que la GAZ veut s'engager pour la paix dans le monde et soutient la « *Ostpolitik* » de la RFA (point 26). Elle considère que la République fédérale ne doit agir sur la scène internationale qu'avec retenue et s'en remettre à ses deux plus grands alliés : les Etats-Unis et l'URSS²⁴⁸. Elle exige également le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, en particulier pour les citoyens de RDA (point 27), souhaite le renforcement des contacts privés, familiaux, culturels et sportifs entre les deux Allemagnes, et soutient le droit des Allemands à vivre réunis au sein d'un Etat²⁴⁹. Le point 28 est consacré au soutien des pays en voie de développement et le suivant au rôle de l'armée, tandis que les deux derniers points s'intéressent à l'Europe : Gruhl souhaite ainsi, dans son « Manifeste Vert », faire de l'Europe une zone sans armes atomiques (point 29) car « le maintien de la paix en Europe et dans le monde entier, tout comme la diminution du risque atomique doivent être la base de toute politique »²⁵⁰. Enfin, il exprime son soutien au renforcement de la CEE, si celle-ci se fait sur une base écologique et s'inscrit dans une réflexion à long terme (point 30).

3-2-4 Tendances ultraconservatrices et autoritaires : l'influence directe de Herbert Gruhl

Si au début des années 1970, comme beaucoup d'écologistes, H. Gruhl a été très influencé par les écrits du Club de Rome²⁵¹, il se réfère également volontiers aux travaux d'autres experts critiques vis-à-vis de l'ère post-industrielle. Nous retrouvons ainsi dans le « Manifeste Vert » plusieurs références au groupe de travail suisse *Neue Analysen für Wirtschaft und Umwelt* (NAWU – « Nouvelles analyses pour l'économie et l'environnement »). Celui-ci publie en 1978 un ouvrage scientifique remarqué, le *NAWU-Report*, cité à plusieurs reprises par H. Gruhl dans le texte explicatif de son « Manifeste Vert » et dans les interviews²⁵². Cet ouvrage, critique vis-à-vis de l'énergie nucléaire, s'interroge sur les limites de la production énergétique face à l'amenuisement des matières premières et sur le sens de la croissance économique. Ses conclusions remettent en cause la philosophie du progrès et de la croissance, tout comme le « *Technosystem* » ; elles soulignent

²⁴⁸ Explication du point 26 in : *Ibid.*, p. 14-15.

²⁴⁹ Explication du point 27 in : *Ibid.*, p. 15.

²⁵⁰ « [...] die Erhaltung des Friedens in Europa und in der ganzen Welt sowie die Verminderung des atomaren Risikos [muß] die Grundlage jeder Politik sein » in : *Ibid.*, explication du point 29, p.16.

²⁵¹ Cf. : Club de Rome, *Halte à la croissance?* (rapport Meadows), *op. cit.* ; *Le Rapport de Tokyo, sur l'homme et la croissance*, Paris, Seuil, 1974 (première parution à l'étranger : 1973) ; *Stratégies pour demain*, 2^e rapport au Club de Rome, Paris, Seuil, 1974. Au sujet des références faites par Gruhl au Club de Rome, voir par exemple : « ... der hat doch unser ganzes System verhohnepiepelt », *Tageszeitung*, *art. cit.*

²⁵² Cf. : Hans Christoph Biswanger, Werner Geissberger, Theo Ginsburg (éd.), *Der NAWU-Report. Wege aus der Wohlstandsfalle. Strategien gegen Arbeitslosigkeit und Umweltkrise*, Francfort s/ M., S. Fischer, 1978. Notons que H. C. Biswanger est à l'origine du concept de la réforme de l'impôt écologique, dit « taxe écologique » (« *Ökosteuer* »), engagée en Allemagne à partir de 1998.

la nécessité de limiter la consommation humaine et préconisent l'abandon de certaines hautes technologies ainsi qu'un retour aux petites entreprises employant de nombreux salariés. L'économiste Wilhelm Röpke (1899-1966), un des pères fondateurs du concept d'économie sociale de marché (*Soziale Marktwirtschaft*), occupe également une place importante dans les réflexions de H. Gruhl²⁵³. Ce dernier cite volontiers sa vision d'une société en rupture avec la philosophie matérialiste, décentralisée, faite de petits propriétaires vivant dans de petites communes, adeptes d'un style de vie simple et naturel, et cite volontiers une phrase devenue célèbre de W. Röpke : « L'homme ne vit pas de radios, d'autos, et de frigidaires »²⁵⁴.

D'autre part, au-delà de ces références, le Manifeste se caractérise également par un fort romantisme social-conservateur. Ainsi, le premier point de ce document donne déjà sa tonalité au texte en déclarant par exemple que tout est vie : « l'air, l'eau, le sol, le monde floral et animal » et en conséquence, H. Gruhl entend répondre à la catastrophe écologique qui se prépare par l'adaptation de l'économie « aux lois de la nature » (point 5). Il attache beaucoup d'importance à la « petite patrie », le « *Heimatland* » où l'individu est intégré pleinement à sa famille et à sa communauté, et prône dans ce contexte un certain retour en arrière :

« Tout doit devenir plus simple : l'individu, l'administration, la technique, le trafic. A cette condition, nous retrouverons plus de liberté, moins d'obligation de consommation et de terreur de la performance, et avec cela, moins de stress, de névroses et autres souffrances. » (point 8)²⁵⁵

Au-delà des liens sociaux, le Manifeste stipule également que c'est avant tout dans les expériences « spirituo-morales, culturelles et religieuses » (*geistig-seelische, kulturelle und religiöse Erlebnisse*) que l'individu peut s'épanouir (point 7). Cette perception du monde hostile à l'évolution technologique et industrielle, et repliée sur elle-même, n'est pas sans rappeler la « *deutsche Innerlichkeit* », cet état d'esprit cher aux romantiques, caractéristique

²⁵³ Classé chez les « néolibéraux », Wilhelm Röpke est l'un des principaux théoriciens de l'ordolibéralisme allemand, modèle économique et social dont l'économie sociale de marché représente en partie l'application pratique. L'ordolibéralisme prône la liberté économique, faisant confiance aux initiatives individuelles et aux mécanismes du marché, tout en s'opposant au laisser faire et aux conséquences économiques, sociales et politiques négatives d'une liberté sans règles ni limites. La notion d'*ordo* est empruntée à Saint Augustin et renvoie à l'idée d'un ordre social idéal, fondé sur les valeurs fondamentales de l'homme, telles que la famille, le spirituel, l'éthique, la commune, l'Etat. Les ordolibéraux se démarquent des idées matérialistes et de la philosophie utilitariste des anciens libéraux. Ils se réfèrent, notamment, à la tradition chrétienne et à la philosophie idéaliste allemande et accordent la priorité, non à l'économie, mais à la mise en place d'un ordre économique et social valable.

²⁵⁴ « Der Mensch lebt eben nicht von Radios, Autos und Kühlschränken ».

²⁵⁵ « Alles muß einfacher werden: der Mensch, die Verwaltung, die Technik, der Verkehr. Nur dann bekommen wir wieder mehr Freiheit, weniger Konsumzwang und Leistungsterror, damit auch weniger Streß, Neurosen und andere Leiden. ».

d'une certaine fuite du monde par le sujet et d'un épanouissement personnel loin des contraintes culturelles, politiques et sociales, ou religieuses et morales, de la société²⁵⁶. Cette impression est renforcée par les propres idéaux de Herbert Gruhl qui prétend devant la presse que si l'avenir de la planète était assuré, son rêve serait de se retirer dans une petite maison à la campagne et de cultiver son jardin²⁵⁷. Dans le Manifeste, une morale traditionnelle vient à plusieurs reprises en renfort à ces propos, et elle est invoquée également en matière de recherche – en particulier dans le domaine de la médecine, de la physique nucléaire et des manipulations génétiques – pour rappeler que la science a atteint des limites qu'il ne faut pas dépasser²⁵⁸. Lié à cela, on retrouve à plusieurs reprises dans le Manifeste un certain éloge de l'austérité. L'objectif de la GAZ est en effet non pas « de promettre le maximum », mais d'« assurer le minimum sur la durée » (point 5). En ce sens, elle est d'avis que « le sacrifice peut élever la valeur de [l']existence » (point 7) et qu'en fin de compte : « la civilisation est arrivée à un point où seuls la limitation volontaire, le renoncement et un style de vie simple peuvent encore permettre de gagner quelques libertés personnelles »²⁵⁹. Ces réflexions font d'ailleurs écho à une réflexion de H. Gruhl déjà présente dans son œuvre de 1975 où il considère que « l'absence de besoin ou la capacité de souffrance de la population » sont un atout dans la révolution planétaire qui s'amorce, au même titre que « la volonté de survie »²⁶⁰.

Un autre élément caractéristique dans le « Manifeste Vert » de ce romantisme social-conservateur est la mise en avant du secteur agricole (biologique) et des agriculteurs appelés à devenir, au côté des artisans et des petits entrepreneurs, la base de sa société idéale. Notons que selon H. Gruhl, il doit revenir à l'agriculture nationale, la « tâche vitale » de nourrir sainement toute la population, sans recourir à l'importation (point 17). Cet objectif, favorable aux petits exploitants agricoles dont il cherche par là à s'attirer les faveurs électorales, se retrouve également dans son ouvrage de référence qui, à long terme, compte l'autarcie alimentaire parmi les atouts dont doit se doter le pays dans le cadre du « Tournant planétaire » (*Planetarische Wende*)²⁶¹. Il fait écho à sa vision catastrophiste du monde selon laquelle l'humanité va bientôt s'engager dans un combat de chacun contre tous pour la préservation de sa « base vitale » (*Lebensgrundlage*), combat d'autant plus rude au regard de l'augmentation

²⁵⁶ Cf. : Edgar Gärtner, « Die Zukunft der ‚Grünen Aktion Zukunft‘. Gedanken zu Herbert Gruhls ‚Grünem Manifest‘ », *art. cit.* et Hermann Scheer, « ‚Grüne Aktion‘ und die Neue Rechte », *Vorwärts*, 28.07.78, p. 10-11. Le journal *Vorwärts*, créé en 1876, est l'organe de presse du parti social-démocrate (SPD) en Allemagne.

²⁵⁷ Cf. : « ... der hat doch unser ganzes System verhohnepiepelt », Interview avec Herbert Gruhl, *art. cit.*, p. 18.

²⁵⁸ Cf. : Grüne Aktion Zukunft, *Das GRÜNE MANIFEST. Programme der Partei 'Grüne Aktion Zukunft' (GAZ) mit Erläuterungen*, *op. cit.*, explication du point 11, p. 8.

²⁵⁹ « Die Zivilisation ist an einem Punkt angelangt, wo nur noch die freiwillige Begrenzung, der Verzicht, eine einfache Lebensweise den Gewinn einiger persönlicher Freiheiten bringen kann. » *In* : Grüne Aktion Zukunft, *Das GRÜNE MANIFEST. Programme der Partei 'Grüne Aktion Zukunft' (GAZ) mit Erläuterungen*, *op. cit.*, explication du point 8, p. 4.

²⁶⁰ Cf. : Herbert Gruhl, *Ein Planet wird geplündert*, *op. cit.*, p. 321.

²⁶¹ Cf. : *Ibid.*, p. 320-321.

rapide de la population planétaire qu'il considère comme le plus grand danger à moyen terme²⁶².

Le rôle des femmes est également ambigu dans les réflexions de H. Gruhl. Si d'un côté, le « Manifeste Vert » appelle à la parité entre les hommes et les femmes, en particulier en matière de droits, de travail et de salaire (point 9), force est de constater qu'aucune femme ne joue un rôle de premier ordre au sein de la GAZ et qu'il n'y en a pas une seule au sein de la direction nationale du parti. D'autre part, le même point 9 est également révélateur d'orientations beaucoup moins avant-gardistes puisqu'il affirme également que « les mères » sont « le pilier le plus important du peuple ». Dans les explications données sur ce point, le mot « femme » (*Frau*) n'est plus réutilisé, étant remplacé par celui de « mère » (*Mutter*) puis de « femme au foyer » (*Hausfrau*). Gruhl dresse ainsi le tableau idéal, peu éloigné des représentations conservatrices classiques, d'une « famille intacte et en bonne santé » où les femmes se retirent de la vie active pour allaiter leurs enfants – tradition qui n'est plus très en vogue du côté de la génération de 1968 – et s'occuper de l'éducation de leur progéniture dont dépend l'avenir du pays. L'argumentation de H. Gruhl consiste à dire que la véritable modernité, c'est de comptabiliser le travail des femmes au foyer dans le PNB du pays et de leur offrir une reconnaissance financière et sociale ; que la vraie parité, c'est d'offrir aux deux sexes, la même chance de développer sans entraves leurs « prédispositions naturelles » (*naturgegebene Anlagen*) qui, pour les femmes, consistent à s'occuper du foyer²⁶³.

Notons enfin la présence de remarques expliquant que certains observateurs, à l'exemple du Français Philippe-Henri Ledru, aient même souligné une tendance fascisante au sein de la GAZ²⁶⁴. En effet, en plus de la thématique de l'agriculture nationale qui peut faire référence à des valeurs du national-socialisme, le Manifeste adopte une position ambiguë dans le domaine de l'éducation, qui n'est pas sans rappeler de mauvais souvenirs en Allemagne. Le point 10 stipule ainsi que les individus ne sont pas dotés des mêmes capacités et des mêmes dons, élément qui doit être pris en compte en matière de politique éducative. De même, les rares éclaircissements sur sa vision du système politique présentent un Etat paternaliste qui doit protéger les citoyens, et en particulier les femmes et les enfants, de toute violence (point 24), allant jusqu'à formuler qu'« une des fonctions les plus importantes de chaque Etat est la protection des citoyens contre le crime »²⁶⁵.

²⁶² Cf. : *Ibid.*, p. 312 sq.

²⁶³ Cf. : Grüne Aktion Zukunft, *Das GRÜNE MANIFEST. Programme der Partei 'Grüne Aktion Zukunft' (GAZ) mit Erläuterungen*, op. cit., explication du point 9, p. 5-7.

²⁶⁴ Cf. : Philippe-Henri Ledru, « Elections et écologie : quel avenir pour 'les Verts' ? » in : *Allemandes d'aujourd'hui*, n° 74, octobre-décembre 1980, p. 36-48, ici p. 41-42.

²⁶⁵ « Eine der wichtigsten Aufgaben jedes Staates ist der Schutz seiner Bürger vor Verbrechen. » In : Grüne Aktion Zukunft, *Das GRÜNE MANIFEST. Programme der Partei 'Grüne Aktion Zukunft' (GAZ) mit Erläuterungen*, op. cit., explication du point 24, p. 14.

Dans ce contexte, il est intéressant de remarquer que les revendications exprimées dans le « Manifeste vert » sont déjà beaucoup plus nuancées par rapport à certaines idées exposées par Gruhl dans son ouvrage en 1975, très critiqué à sa sortie pour ses tendances autoritaires. Ainsi, le Manifeste de 1978 met en avant une société décentralisée (points 12/22), dans laquelle les petites industries jouent un rôle prépondérant (point 12), où l'énergie nucléaire n'a pas sa place (point 14), et où chacun est libre de s'épanouir comme il veut (point 11), grâce à un Etat plus transparent (point 5) et plus démocratique et des « initiatives de citoyens » actives au sein de la société (point 22). Dans son œuvre de 1975 en revanche, la pensée de Gruhl est caractérisée sur certains points par une vision qu'Edgar Gärtner²⁶⁶ n'hésite pas à qualifier, à la fin des années 1970, de totalitaire. En effet, dans *Ein Planet wird geplündert*, la participation populaire aux processus de décision est loin d'être mise en avant puisque Gruhl est plutôt d'avis que le citoyen « n'est pas en mesure de se faire une idée d'ensemble détaillée » pour avoir son mot à dire²⁶⁷ et qu'un Etat doit agir, sans attendre la « propre compréhension » (*Selbsteinsicht*) des citoyens²⁶⁸. En écho à cela, remarquons que la GAZ se caractérise par une structure très hiérarchisée, avec un président et une direction nationale à la tête du parti, sans qu'il existe une base militante active dans le processus de décision, les membres et les sympathisants étant plutôt perçus comme des multiplicateurs pour les revendications politiques du parti, et des mobilisateurs en période d'élections électorales. De même, loin de ses déclarations contre l'énergie nucléaire et les armes à neutrons, ainsi que pour une Europe sans armes atomiques (point 14/29), H. Gruhl était d'avis en 1975 qu'il serait prioritaire pour le pays d'avoir une défense militaire très développée, pour faire face aux nouveaux conflits mondiaux de populations, d'environnement et de territoires. Il prônait pour cela le développement du nucléaire militaire, autrement dit d'une force de frappe allemande, afin que le pays soit prêt à se défendre en cas de besoin. Dans la mesure où une telle situation nécessite d'énormes industries, pour éviter des pollutions environnementales supplémentaires, il en arrivait alors à la conclusion suivante :

« Dans l'avenir, les peuples qui réussiront à garder la qualité de leur armement à la pointe, tout en maintenant un standard de vie faible, réussiront à gagner une énorme avance. C'est sur ce champ-là que la compétition internationale va se déplacer. »²⁶⁹

²⁶⁶ Cf. : Edgar Gärtner, « Die Zukunft der 'Grünen Aktion Zukunft'. Gedanken zu Herbert Gruhls 'Grünem Manifest' », *art. cit.*

²⁶⁷ « Die [...] Mitwirkung des Bürgers an den Entscheidungsprozessen wird aber darum nicht weiterführen, weil dieser sich erst recht nicht den umfassenden Überblick verschaffen kann. » *In* : Herbert Gruhl, *Ein Planet wird geplündert*, *op. cit.*, p. 261.

²⁶⁸ *In* : *Ibid.*, p. 306.

²⁶⁹ « Für die Zukunft werden die Völker einen riesigen Vorsprung erreichen, denen es gelingt, ihren Rüstungsstandard auf der höchsten Spitze, ihren Lebensstandard jedoch niedrig zu halten. Dies wird das Feld sein, auf dem sich der internationale Wettkampf hinfert abspielt. » *In* : *Ibid.*, p. 323.

Ainsi, avec une telle vision du monde – proche, sans vouloir l’être de la stratégie française de dissuasion – ce n’est pas une décentralisation des pouvoirs que prônait jadis H. Gruhl pour mener à bien de tels objectifs de défense, mais un Etat fort et centralisé. A cette occasion, il revenait également sur la question des libertés individuelles en expliquant qu’en prenant la route du progrès, l’homme s’est aliéné au modèle technico-économique propre à notre civilisation et qu’il n’est plus libre depuis longtemps. A l’opposé des « nouveaux mouvements sociaux » qui se battent pour préserver les libertés individuelles, H. Gruhl considérait en 1975 que si l’homme veut sauver la planète pour pouvoir la léguer aux générations à venir, il doit être encore moins libre d’agir à sa guise que jamais. Dans la mesure où, pour « planifier l’avenir », « il n’y a vraiment personne en vue qui pourrait faire cela, en dehors de l’Etat », il considérait alors que :

« s’il [l’Etat] fait cela, il doit maintenant, effectivement, suspendre avec résolution beaucoup de libertés pour éviter le chaos. »²⁷⁰

Ainsi, dans l’œuvre que Herbert Gruhl publie en 1975, c’est à cause de la situation environnementale mondiale et de ses conséquences géostratégiques pour l’avenir, qu’il revient à un Etat fort militairement « non seulement de concevoir, mais également d’imposer sans égards une stratégie de survie »²⁷¹ pour laquelle H. Gruhl n’exclue pas la mise en place de dictatures dans les pays démocratiques²⁷².

Le « Manifeste Vert » qui sert de programme fondateur et électoral à la GAZ est loin d’aller jusque-là dans ses affirmations et il serait réducteur d’attribuer à tous les membres de la GAZ la même vision politique que celle présentée par Herbert Gruhl dans son œuvre en 1975. Cependant, il nous a semblé important d’exposer les fondements idéologiques qui sont présents dans *Ein Planet wird geplündert* car, sans constituer la source directe du Manifeste, ils structurent la pensée de H. Gruhl. Au regard des maigres explications présentées dans le Manifeste, cet état de fait n’a pas manqué d’alarmer certains observateurs au sujet du système politique et du fonctionnement de la démocratie envisagés par la GAZ. Il conduit à s’interroger sur la part de convictions non formulées expressément dans le Manifeste, et appelées éventuellement par la suite à jouer un rôle dans l’évolution idéologique de la GAZ,

²⁷⁰ « Jetzt muß die Zukunft geplant werden. Und es ist weit und breit niemand sichtbar, der das tun könnte, außer dem Staat. Wenn er es aber tut, dann muß er jetzt tatsächlich viele Freiheiten entschlossen aufheben, um das Chaos zu verhüten. » In : *Ibid.*, p. 290.

²⁷¹ « Er [der Staat] müßte eine Überlebensstrategie nicht nur konzipieren, sondern auch rücksichtslos durchsetzen. » In : *Ibid.*, p. 307.

²⁷² Cf : *Ibid.*, p. 308.

mais également sur la part d'évolution personnelle et/ou de pragmatisme dont fait preuve H. Gruhl, dans le cadre de l'élaboration d'un programme électoral.

Ainsi, dès sa création, loin de gagner le soutien, comme elle le souhaitait, de la plupart des « initiatives de citoyens », la GAZ se retrouve confrontée à un mouvement de protestation à son encontre, issu de l'aile gauche de la société. Les sociaux-démocrates sont particulièrement agressifs. Hermann Scheer considère par exemple dans *Vorwärts* que l'on retrouve dans le programme de la GAZ « des idéaux politiques de l'extrême droite allemande classique », constitués d'un mélange de revendications sociales égalitaires et de nostalgie se nourrissant de sécurité nationale, d'enracinement dans le terroir, de références romantiques à la « petite patrie » et de simplicité populaire, parallèlement à la recherche du bonheur et de l'accomplissement humain²⁷³. Dans le même journal, Heinz Berger qualifie les fondateurs de la GAZ de « combattants pour les paysans et la terre »²⁷⁴. Le *Frankfurter Rundschau* parle, lui, de « romantisme d'hier »²⁷⁵ tandis qu'Edgar Gärtner considère que la GAZ cherche à bâtir une société agrarienne et artisanale faisant l'expérience contemplative de la nature²⁷⁶. Enfin, notons que pour sa part, le politologue Richard Stöss n'hésite pas, pour la GAZ, à prononcer le mot d'« écofascisme » (*Ökofaschismus*)²⁷⁷.

3-3 « Zurück zur Natur » : L'« harmonie biologique » à l'exemple de la Grüne Liste Schleswig-Holstein (GLSH)

Pour clore ce chapitre sur l'écologie conservatrice, nous nous intéresserons maintenant à un dernier courant d'écologie politique qui ne trouve pas son pendant en France. D'orientation très environnementaliste par l'importance qu'il accorde au problème de la préservation de la biosphère, ce courant développe un modèle de société basé sur le maintien d'un certain ordre établi ou même le rétablissement d'un ordre rural plus ancien. Son influence n'est pas négligeable dans la mesure où il se soumet au vote des citoyens à travers la création de trois listes électorales, dont une d'ampleur régionale. De plus, sous le nom de « l'agriculteur écolo », l'un de ses chefs de file – Baldur Springmann – est très médiatisé pour

²⁷³ « Politik-Ideale der klassischen deutschen Rechten » Cf. : Hermann Scheer, « 'Grüne Aktion' und die Neue Rechte », *Vorwärts*, 28.07.78, p. 10-11.

²⁷⁴ « Bauern- und Boden-Streiter ». Cf. : Heinz Berger, « Ländlich Grüne gegen städtisch Bunte », *Vorwärts*, 10.08.78, p. 7.

²⁷⁵ « Romantik von gestern bei Grünen. GAZ schließt in Bayern Bündnisse », *Frankfurter Rundschau*, 07.08.1978.

²⁷⁶ Cf. : Edgar Gärtner, « Die Zukunft der 'Grünen Aktion Zukunft'. Gedanken zu Herbert Gruhls 'Grünem Manifest' », *art. cit.*, p. 1076.

²⁷⁷ Voir à ce sujet : Richard Stöss, *Vom Nationalismus zum Umweltschutz*, *op. cit.*, p. 263.

ses prises de positions originales. Il deviendra en 1980 l'un des plus célèbres membres fondateurs des Grünen.

En effet, à la fin des années 1970, deux listes du Schleswig-Holstein connaissent un succès précoce et localement important. Fondées en perspective des élections communales de mars 1978, il s'agit, d'une part, de la *Grüne Liste Unabhängiger Wähler* (GLUW – « Liste verte des électeurs indépendants ») qui compte de nombreux agriculteurs dans ses rangs et s'inquiète avant tout de la future contamination radioactive des sols par la centrale de Brokdorf, et de la *Grüne Liste Nordfriesland* (GLNF – « Liste verte de la Frise septentrionale ») qui veut protéger la région de projets industriels. A ce titre, elles soutiennent les mobilisations qui ont lieu dans le nord de l'Allemagne contre le développement de l'énergie atomique et s'engagent pour la préservation des espaces naturels locaux. Elles s'opposent ainsi, par exemple, à la construction d'une digue le long de la côte de la Frise septentrionale et militent pour la protection de l'estran (*Wattenmeer*) et des prés salés (*Salzwiesen*) dans la région. Aux élections municipales du 5 mars 1978, la GLUW obtient 6,6% des voix et trois élus dans le district de Steinburg. Dans la commune de Wilster, où la liste s'engage activement pour la préservation des terrains alluviaux, elle rassemble même 17% des suffrages exprimés. La GLNF obtient de son côté 6% des voix – 22% sur l'île de Föhr – et deux élus dans le district de la Frise septentrionale²⁷⁸.

En perspective des élections régionales, ces deux listes se regroupent le 21 mai 1978 à Rendsburg pour former la *Grüne Liste Schleswig-Holstein* (GLSH – « Liste verte du Schleswig-Holstein »). Lors des élections régionales du 29 avril 1979, la GLSH rassemble 2,4% des suffrages, ses électeurs se trouvant surtout dans les districts de Steinburg et de Frise septentrionale. En 1980, le parti prétend compter cinq cents adhérents²⁷⁹. Pour plus de clarté, nous étudierons ainsi ensemble ces trois listes qui présentent de fortes similitudes, l'une s'inscrivant dans la continuité des deux autres.

²⁷⁸ Cf. : Wolf Wessler, « Jetzt wählen wir uns selber! », *Neues Forum*, Juillet/Août 1978, p. 37-39.

²⁷⁹ Cf. : Affirmation de Karsten Bunk, rédacteur de la brochure *Rundbrief 2/80* éditée en février 1980 par la *Grüne Liste Schleswig-Holstein*, p. 25. Notons que sur le plan politique, lors du premier congrès du parti, le 24 septembre 1978, une « décision d'incompatibilité » (*Unvereinbarkeitsbeschluss* – UVB) est votée par le GLSH à l'encontre des membres d'organisations néofascistes et communistes. Dans la mesure où cette décision n'est invalidée que par 95 participants sur 175, la GLSH perd dès ce jour une soixantaine de participants, surtout des communistes, qui sont frappés par l'interdiction de double affiliation (*Doppelmitgliedschaftsverbot*). Ces militants exclus de la GLSH fondent, le 5 novembre 1978, une autre liste écologiste locale qui ne se présentera toutefois pas aux élections législatives régionales en 1979 : la *Liste für Demokratie und Umweltschutz* (LDU – « Liste pour la démocratie et l'environnement »).

3-3-1 Sur la trace des nouveaux mouvements sociaux

Il est tout d'abord important de noter que de même que celles de la GAZ, les revendications de ces trois formations politiques – qui choisissent également de s'appeler « liste verte » – ne sont pas toujours très éloignées des programmes présentés par les mouvements écologistes issus de l'aile gauche du spectre politique. En ce sens, elles reflètent aussi les évolutions de la société en matière de revendications écologiques, mais aussi politiques, économiques et sociales.

En conséquence, la GLSH prône dans son programme fondateur la sortie du nucléaire, le développement des énergies renouvelables et « un style de vie alternatif » (*einen alternativen Lebensstil*), avec une meilleure qualité de vie aussi bien sur les lieux de travail et de loisirs, que dans les transports et au sein de la sphère privée. Dans la logique d'une croissance ralentie et d'un mode de vie plus qualitatif, elle fait une place importante dans l'enseignement à l'écologie ainsi qu'« aux activités qui ne sont pas directement profitables à l'*homo economicus* mais qui font partie de l'organisation et de l'usage de la vie »²⁸⁰. Elle considère qu'il est important d'adapter le travail au rythme biologique de l'être humain, de réduire le temps de travail à trente-cinq heures hebdomadaires, de supprimer le travail à la chaîne contraignant et de limiter le travail de nuit²⁸¹. Parallèlement, elle s'engage en faveur d'une alimentation saine, de méthodes de soin alternatives et de nouvelles habitudes en matière de consommation d'énergie²⁸². De plus, dans la continuité des mouvements d'opposition au nucléaire et de l'APO dans son ensemble, la GLSH exige la suppression des structures de pouvoir autoritaires en Allemagne et dans le monde, ainsi que le renforcement de la démocratie : par l'introduction de référendums et le non cumul des mandats, par le renforcement des droits des « initiatives de citoyens », par l'indépendance des médias et l'information aux consommateurs. Elle prône aussi une « éducation à la paix fondée sur des bases scientifiques »²⁸³, l'interdiction des armes nucléaires et un désarmement complet de la planète pour lequel la République fédérale pourrait donner l'exemple. Selon elle, les soldats devraient être transférés à des tâches civiles et le service militaire remplacé par un service civil dans le domaine de l'environnement ou de l'aide aux plus démunis²⁸⁴.

D'autre part, en relation avec un mode de vie alternatif, plus qualitatif et respectueux des individus, le programme fondateur de la GLSH sait aussi se montrer très à l'avant-garde

²⁸⁰ « Aktivitäten, die nicht unmittelbar profitabel für den wirtschaftenden Menschen sind, aber zu Gestaltung und Ausfüllung des Lebens gehören » in : Grüne Liste Schleswig-Holstein (GLSH), « Grundsatzprogramm », 22.11.1978, chapitres 8 et 11, p. 14 et 21, citation p. 21 (Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Vogel, Werner, 53).

²⁸¹ Cf. : *Ibid.*, chapitre 1, p. 6 et 8, p. 16.

²⁸² Cf. : *Ibid.*, chapitre 8, p. 16-17 et chapitre 3, p. 7-9.

²⁸³ « eine wissenschaftlich begründete Friedenserziehung » in : *Ibid.*, chapitre 9, p. 18.

²⁸⁴ Cf. : *Ibid.*, chapitre 9, p. 18.

sur deux points : la parité entre hommes et femmes et la question de l'avortement. L'insertion professionnelle des femmes est ainsi encouragée, tout comme l'égalité de traitement sur les lieux de travail et la parité des salaires, et la GLSH va même jusqu'à reconnaître l'interruption volontaire de grossesse (IVG) « dans des cas exceptionnels, comme toute dernière possibilité »²⁸⁵. Au sein même du programme fondateur, cette prise de position relativement féministe dans la mesure où l'avortement n'est pas refusé catégoriquement, est assez inattendue, alors que le débat fait rage en Allemagne de l'Ouest entre milieux conservateurs et alternatifs. Elle démontre une véritable volonté d'ouverture et de réflexion.

Dans les faits cependant, tous les membres de la GLSH sont loin de soutenir cette position présentée dans le programme fondateur, à l'image de Jette Riewerts, membre de la GLNF et co-fondatrice de la GLSH, réputée pour ses positions contre l'avortement et la suppression du §218 du code pénal²⁸⁶. Sous un affichage moderne, la GLSH se dévoile ainsi également sous un autre jour, où les repères traditionnels sont très présents, attitude faisant écho à sa méfiance pour un monde trop industriel et trop urbain.

3-3-2 L'opposition au « management agraire », à la croissance et à la technique

Pour éviter d'en arriver à ce genre de prises de position, la GLSH prône ainsi un « changement complet des mentalités avec l'aide des médias »²⁸⁷ afin de recentrer l'individu autour de sa famille grâce à une politique familiale dynamique. Le programme fondateur prend également un certain ton moralisateur en voulant informer la population sur « les dangers de l'alcool, de la nicotine et autres substances addictives » et se distancie par là clairement des mouvements écologistes alternatifs²⁸⁸. A y regarder de plus près, au-delà de la mise en avant d'un style de vie alternatif et parfaitement avant-gardiste sur certains points, c'est finalement bien plus un monde rural traditionnel, point de départ d'une remise en cause plus globale de la croissance économique et technique, qui est au centre et à la base de l'idéologie politique de ce courant. La GLNF proclame ainsi dès le préambule de son programme un « droit fondamental au sol et à la terre » (*Grund und Boden – Ein Grundrecht*) :

« L'homme arrive sur la terre et aussitôt, il doit constater que bien avant sa naissance, cette terre a déjà été partagée. (...) Mais à long terme, une société orientée écologiquement ne pourra pas faire autrement que de faire du sol et de la terre un droit fondamental ! Chaque

²⁸⁵ « nur in Ausnahmefällen als allerletzte Möglichkeit ». Cf. : *Ibid.*, chapitre 13, p. 23-24, citation p. 23.

²⁸⁶ Voir à titre d'exemple la lettre de Jette Riewerts à Petra Kelly en date du 18.03.1980 in : Archiv Grünes Gedächtnis, Heinrich-Böll-Stiftung (Berlin), Dossier A-Kelly, Petra, 1859.

²⁸⁷ « Einleitung eines Umdenkungsprozesses mit Hilfe aller Medien » in : GLSH, « Grundsatzprogramm », *op. cit.*, chapitre 14, p. 25.

²⁸⁸ « Aufklärung (...) über die Gefahren von Alkohol, Nikotin und anderer Suchtmittel » in : *Ibid.*, chapitre 8, p. 16.

homme doit pouvoir avoir le même accès à ce bien général. Ceci constitue une des tâches d'organisation les plus importantes et les plus difficiles de la future politique.» (Préambule)²⁸⁹

A l'opposé des technocrates, de leur « management agricole » (*Agrarmanagement*) et de leur « idéologie de la croissance » – non sans rappeler les tendances « post-matérialistes » analysées par Roland Inglehart et Helmut Klages – la GLSH pense ainsi que l'homme doit passer d'un mode de pensée et d'action « quantitatif » à un mode « qualitatif ». Elle prône à cette fin un retour à « l'harmonie biologique » (*biologische Harmonie*) où l'homme ne serait qu'un « maillon sur la chaîne de l'écosystème » et respecterait les cycles de la nature et ses richesses²⁹⁰. C'est dans ce but que son programme fondamental comprend de nombreuses mesures environnementales destinées à protéger l'environnement, à encourager l'agriculture biologique ainsi que les produits issus du recyclage, à contrôler les pollutions industrielles, à renoncer au nucléaire, etc.²⁹¹. Il va même beaucoup plus loin en réclamant une haute protection des zones rurales qui revient à interdire toute atteinte au paysage, cette revendication faisant écho sur le terrain à l'engagement de la GLSH contre la construction du grand aéroport de Kaltenkirchen, contre l'allongement du réseau routier dans la région et contre la prolifération de l'automobile²⁹². Tout développement urbain est ainsi jugé « inhumain et conduit uniquement par des motifs économiques », c'est pourquoi la GLSH veut limiter drastiquement l'urbanisation et le développement des voies de transport²⁹³. L'opposition à toute implantation industrielle importante dans la région constitue le volet le plus frappant de la GLUW, de la GLNF et de la GLSH. Leur refus se caractérise souvent par une démarche catégorique qui refuse les projets dans leur intégralité, sans jamais poser la question de leur utilité publique et chercher des compromis. Ainsi par exemple, le journaliste Friedrich Karl Fromme rapporte en 1978 dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* que la GLUW – qui, tout comme la GLSH, refuse dans son programme la construction de nouvelles routes dans son district – préfère prôner dans un premier temps la fermeture définitive d'une cimenterie dont les camions dérangent les habitants de la commune de Krempe quand ils la

²⁸⁹ « Der Mensch kommt auf die Erde, und alsbald muß er feststellen, daß diese Erde bereits lange vor seiner Geburt aufgeteilt worden ist. (...) Aber langfristig wird eine ökologisch orientierte Gesellschaft nicht darum herumkommen, Grund und Boden als Grundrecht zu organisieren! Jeder Mensch muß gleichen Zugang zu diesem Allgemeingut haben können. Hier liegt eine der wichtigsten und schwierigsten Gestaltungsaufgaben zukünftiger Politik. » In : *Ibid.*, préambule, p. 3.

²⁹⁰ « Der Mensch als ein Glied in der Kette des Ökosystems. » Voir sur cette question : *Ibid.*, préambule, p. 1.

²⁹¹ Cf. : *Ibid.*, chapitres 1, 3, 7, 17, pp. 4, 8, 13-15.

²⁹² Cf. : *Ibid.*, chapitres 4 et 5, p. 9-12.

²⁹³ Cf. : *Ibid.*, chapitre 4, p. 9 et chapitre 7, p. 13.

traversent, plutôt que d'accepter la construction d'une route supplémentaire pour permettre aux camions de la contourner²⁹⁴.

Dans cette logique défensive, la GLSH prône aussi une réorganisation complète de la société et de l'économie à une échelle locale, une restructuration autour du « *Heimat* », de la « petite patrie », menacée selon elle de disparition. Pour se faire, la Liste verte compte mettre en place des structures décentralisées capables d'encourager des rapports plus humains et de protéger la nature des « villes géantes qui deviennent ingérables »²⁹⁵, comme des « industries géantes qui produisent de façon concentrée des quantités énormes de déchets, chaleurs et gaz d'échappement »²⁹⁶. Cette décentralisation doit avoir lieu, à leurs yeux, aussi bien au niveau de l'économie que de la production énergétique et de l'administration. Leur idéal serait ainsi de parvenir, à long terme, à une société où le travail s'organise dans des « centres de production auto-administrés » ou – alors que les membres fondateurs de la GLSH refusent toute infiltration de communistes dans leur parti – « en propriété des ouvriers »²⁹⁷. De la même manière, l'approvisionnement agricole et énergétique doit se faire de façon locale, avec le moins de transport possible. Ils envisagent ainsi de décentraliser le travail en rapprochant les lieux d'activité des lieux de résidence, mesure qui permettrait également d'éviter les transports inutiles et polluants. Selon la même logique, il est nécessaire pour eux d'avoir des écoles dans chaque commune et de décentraliser au maximum les médias²⁹⁸. Notons enfin que ce repli sur soi au sein du terroir va de pair avec une peur de l'explosion démographique à l'échelle planétaire, problématique caractéristique des années 1970 et que la GLSH ne manque pas de reprendre²⁹⁹.

Ainsi, « densités importantes », « grandes villes », « forte industrialisation », « mondialisation des échanges », « communication nationale et internationale », « rendement du travail », « surconsommation », « pollution » et « tensions internationales » sont autant de concepts se rapportant, selon la GLSH, à un mode de développement de la société dont les conséquences sont nocives pour l'être humain et la nature, mais que l'Allemagne a déjà choisis. « Ruralité » et « terroir », « petite patrie » (*Heimat*), « limitation de la croissance et

²⁹⁴ Cf. : Friedrich Karl Fromme, « Grün allein macht noch keinen Fortschritt », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 22.07.78.

²⁹⁵ « Riesenstädte werden unregierbar », in : GLSH, « Grundsatzprogramm », *op. cit.*, préambule, p. 2.

²⁹⁶ « Riesenindustrien erzeugen konzentriert Riesenmengen von Abfall, Abwärme, Abgasen » in : *Ibid.*, préambule, p. 2.

²⁹⁷ « Langfristig gesehen muß die Arbeit in selbstverwalteten (oder im Arbeitereigentum befindlichen) Produktionsstätten geschehen » in : *Ibid.*, chapitre 1, p. 6.

²⁹⁸ Cf. : *Ibid.*, chapitres 2, 4, 14, p. 8, 10, 25.

²⁹⁹ « das Zusammenleben in naturwidriger Dichte [führt] zu psychologischen Problemen, deren Folgen gerade die reichen Industriestaaten schon jetzt in der Zunahme von psychischen Erkrankungen, Aggressivität und Terrorismus erleben » (Präambel) in : *Ibid.*, p. 2.

des pollutions », « agriculture biologique » et « production de qualité », « mode de vie sain », « respect de l'individu et de la famille », telles sont les valeurs que la GLSH entend replacer au centre de la société, dans un système ayant pour clef de voûte la protection de l'environnement et une organisation écologique de la société.

Concentrés sur un tel objectif, les membres fondateurs de la GLSH ne se préoccupent pas beaucoup de la viabilité économique de leur projet dans la région, alors qu'à la fin des années 1970, le chômage y est légèrement au-dessus de la moyenne nationale. Pour répondre à la question du plein emploi, le programme de la GLSH ne propose en effet, de façon globale, qu'une déconcentration du travail : la création de petites unités de production décentralisées, organisées selon des principes écologiques, notamment dans le secteur de l'agriculture et de l'énergie, ainsi que la mise en place d'une structure administrative, médiatique, médicale et sociale locale, doivent permettre d'accéder au plein emploi et d'éviter les délocalisations rationnelles des multinationales. Dans cet objectif, les grandes villes, source de pollutions et de dégénérescences, doivent pour ainsi dire être déstructurées. D'un autre côté, la GLSH refuse que tout préjudice soit porté aux villages tandis que l'élargissement et la prolifération des petites et moyennes communes ne sont pas souhaités, pas plus que l'urbanisation et l'industrialisation en zone naturelle ou rurale. Par ailleurs, cette opposition aux industries pour la consommation de masse et aux centrales nucléaires chargées de fournir une grosse partie de l'électricité à la région n'est pas non plus liée à une remise en cause complète des modes de consommation. La GLSH souhaite juste limiter raisonnablement cette dernière, ce qui laisse son projet au niveau de la projection abstraite et difficilement applicable dans les faits. Le journaliste Friedrich Karl Fromme s'en amuse qui souligne que les écologistes du Schleswig-Holstein cherchent de façon contradictoire à jouir de la nature sans renoncer à un certain confort :

« On retrouve chez les 'Verts' un 'retour à la nature' rousseauiste – sans qu'il ne manque pour autant un certain luxe. »³⁰⁰

Emblématique de ces petits partis verts du Schleswig-Holstein, la figure de Baldur Springmann accompagne ce mouvement depuis la GLNF en passant par la GLSH puis la fondation du parti national des Grünen dont il est l'un des membres fondateurs. Son parcours est particulièrement représentatif de ce courant.

³⁰⁰ « Bei den ,Grünen' verbindet sich ein rousseauhaftes ,zurück zur Natur' - wobei ein gewisser Luxus nicht fehlen darf. » In : Friedrich Karl Fromme, « Grün allein macht noch keinen Fortschritt », *art. cit.*

3-3-3 Baldur Springmann (1912-2003)

Celui que l'on surnomme à la fin des années 1970 « l'agriculteur écolo » (*Öko-Bauer*), expression peu employée à l'époque et quelque peu frappante, consacre sa vie à l'agriculture « biodynamique » (*biodynamisch*), dans un premier temps près de Wismar dans le Mecklembourg, et surtout après la Seconde Guerre mondiale, au sein de sa « ferme Springe » à Gerschendorf dans le Schleswig-Holstein. Dans ses écrits, il présente l'écologie comme une révélation qui a grandi en lui dès son enfance à Hagen/Westfalen dans la Ruhr, une des régions ouest-allemandes les plus industrialisées :

« Dès ma jeunesse, j'ai ressenti dans la Ruhr sur mon propre corps, non sans souffrances, comment une industrialisation surdimensionnée et sans égard contamine l'environnement et juggle toute qualité de vie. Dès ma jeunesse, j'ai pressenti, à travers la pétrification et la chimicalisation de notre principe vital naturel, la catastrophe programmée d'avance et cherché une issue de secours. C'est pourquoi j'ai quitté l'entreprise industrielle familiale et que je suis devenu agriculteur. »³⁰¹

B. Springmann prône ainsi, dans le cadre de son engagement politique au sein de la GLNF puis de la GLSH, l'abandon du matérialisme et le primat de l'écologie sur l'économie. Cela le conduit à refuser les partis politiques traditionnels de gauche qui ne s'engagent pas pour « vaincre l'exploitation en général, aussi bien celle des hommes que celle de l'habitat humain 'TERRE' », qui sont trop impliqués dans la lutte des classes qu'il refuse, et dont la conception du monde reste trop matérialiste³⁰². D'un autre côté, Baldur Springmann refuse d'être qualifié d'« écologiste de droite »³⁰³ car pour lui, la politique de son parti est également incompatible avec l'idéologie de droite dans son ensemble, même s'il ne nie pas le caractère conservateur de beaucoup des idées politiques de la GLNF ou de la GLSH :

« La société de survie à laquelle aspirent des Listes Vertes doit être fondée sur le principe de se-ranger-dans-des-rapports-conformes-à-la-nature-et-des-dimensions-données-par-la-nature de façon volontaire. Cela est radicalement conservateur. Dans la mesure où ce se-ranger n'a rien à voir avec un soutien inconditionnel aux hommes de pouvoir établis du

³⁰¹ « Von jung an habe ich (...) im Ruhrgebiet am eigenen Leibe erlebt und erlitten, wie eine übermäßige und rücksichtslose Industrialisierung die Umwelt verseucht und jegliche Lebensqualität erstickt. Von jung an habe ich die durch Versteinerung und Chemisierung unserer natürlichen Lebensgrundlage vorprogrammierte Katastrophe gehaut und nach Auswegen gesucht. Darum habe ich den elterlichen Industriebetrieb verlassen und bin Bauer geworden. » Avant-propos de Baldur Springmann in : « Umdenken-Umschwenken. Leben beschützen » [tract de la GLSH], s.l., s.d. (Archiv Grünes Gedächtnis, Heinrich-Böll-Stiftung (Berlin), Dossier A-Knabe, Wilhelm, 71).

³⁰² « (...) die Überwindung der Ausbeutung, ganz allgemein, sowohl der des Menschen wie auch der des menschlichen Lebensraumes ‚ERDE‘ » In : Baldur Springmann, « Ökologie als politische Leitlinie », s.l., s.d. (Archiv Grünes Gedächtnis, Heinrich-Böll-Stiftung (Berlin), Dossier A-Knabe, Wilhelm, 64).

³⁰³ Voir à ce sujet : Baldur Springmann, « Wahrheit und Klarheit. Ein Versuch, etwas dazu beizutragen » [dépliant], s.l., 1980 (Archiv Grünes Gedächtnis, Heinrich-Böll-Stiftung (Berlin), Dossier A-Vogel, Werner, 24).

moment, rien à voir non plus avec un appel fanatique au ‘law and order’, il n’est pas ‘de droite’ au sens du schéma issu du 19^{ème} siècle. »³⁰⁴

Il est ainsi nécessaire pour Baldur Springmann de sortir de l’axe gauche-droite traditionnel pour mettre en place une « société de survie raisonnable dans un monde de nouveau beau et sain », avec le principe écologique comme fondement de base³⁰⁵. Si l’émancipation a constitué la lutte principale du XIX^{ème} siècle et l’un des enjeux principaux des mouvements progressistes de l’époque, c’est aujourd’hui ce nouveau rapport à la nature et à la vie qui incarne selon lui la modernité et qui constitue le défi du XX^{ème} siècle³⁰⁶. Cependant, à l’image de la GLSH, la vision politique « moderne » de Baldur Springmann contient une forte dose de valeurs traditionnelles que B. Springmann lui-même, au-delà de son aversion pour les communistes, incarne parfaitement. Il attire ainsi l’attention des médias par son style personnel, avec ses costumes rappelant très fortement ceux du « *Wandervogelbewegung* », ses courriers écrits à la machine à écrire en caractères gothiques (*Fraktur*) et ses poèmes romantiques dédiés à la nature menacée³⁰⁷. De façon générale, il inscrit sa démarche dans la continuité du mouvement romantique et des mouvements de jeunesse et s’inspire des préceptes du médecin, philosophe, théologien et prix Nobel de la Paix en 1952, l’Alsacien Albert Schweitzer (1875-1965), qui a développé tout au long de son existence une éthique du « respect de la vie » (*die Ehrfurcht vor dem Leben*)³⁰⁸. Cela l’a conduit à se battre en particulier contre la prolifération des armes nucléaires ainsi que pour le respect de la faune et de la flore (son combat contre l’usage intensif de pesticides en Afrique est resté célèbre), sujets chers à Baldur Springmann³⁰⁹. D’autre part, la vision politique de B. Springmann vis-à-vis de l’écologie s’éclaire également à la lumière de ses activités au sein de la branche allemande de l’Union mondiale pour la protection de la vie (*Weltbund zum Schutze des Lebens, Bundesverband Deutschland e.V. – WSL*). Cette organisation ultraconservatrice créée en Autriche en 1959 défend en effet, en matière de gestion de

³⁰⁴ « Die von den Grünen Listen angestrebte Überlebens-Gesellschaft muß gegründet sein auf einem freiwillig Sich-Einordnen-in-naturgemäße-Zusammenhänge-und-naturegegebene-Maße. Das ist radikal konservativ. Weil dieses Sich-einordnen nichts zu tun hat mit bedingungsloser Unterstützung der jeweils etablierten Machthaber, nichts mit fanatischem Ruf nach ‘law and order’, ist es nicht ‘rechts’ im Sinne des aus dem 19. Jahrhundert stammenden Schemas. » In : Baldur Springmann, « Ökologie als politische Leitlinie », *doc. cit.*

³⁰⁵ « eine vernünftige Überlebensgesellschaft in einer wieder schönen und heilen Welt » in : Baldur Springmann, « Zur grünen Liste », s.l., s.d. (Archiv Grünes Gedächtnis, Heinrich-Böll-Stiftung (Berlin), Dossier A-Knabe, Wilhelm, 64).

³⁰⁶ Cf. : Lettre de Baldur Springmann à Wilfried Heidt du 18.02.79, en caractères gothiques (Archiv Grünes Gedächtnis, Heinrich-Böll-Stiftung (Berlin), Dossier A-Vogel, Werner, 24).

³⁰⁷ Nous reproduisons à titre d’exemple quelques lignes de son poème « Unser Volkskraftlied » : « Laß das dumme Kokeln / mit der Kernkraft sein! / Haltet für die Enkel / unsere Erde rein! » / « Von der Sonne, da kommen auch Strahlen, / das macht Erde zu Brot. / Doch die künstliche Strahlung bezahlen / wir mit Krankheit und Tod. » Source : Archiv Grünes Gedächtnis, Heinrich-Böll-Stiftung (Berlin), Dossier A- Vogel, Werner, 24.

³⁰⁸ Cf. : Baldur Springmann, « Wahrheit und Klarheit. Ein Versuch, etwas dazu beizutragen », *doc. cit.*

³⁰⁹ Voir à titre d’exemple, au sein de l’œuvre d’Albert Schweitzer : *Paix ou guerre atomique*, Paris, Albin Michel, 1958 (première édition allemande : 1958).

l'environnement, le retour à une agriculture très traditionnelle, la mise en valeur du travail agricole, la réalisation de l'autarcie partielle en économie, ainsi que la création d'un « service culturel pour la jeunesse » (*Jugend-Kultur-Dienst*), en remplacement du service militaire, devant inclure un « travail culturel pratique » (*praktische Kulturarbeit*) de neuf mois dans le secteur agricole, horticole ou forestier³¹⁰.

Notons enfin que la façon dont Baldur Springmann évoque la protection de la faune et de la flore est particulièrement significative. Dans sa « Lettre ouverte aux Grünen »³¹¹, il rappelle ainsi en 1980 tous les grands principes qui lui sont chers en matière d'écologie et réitère son souhait que le programme fondamental du parti fédéral défende :

« le même comportement, sur un pied d'égalité, envers notre sœur la plante et notre frère l'animal, nos contemporains dans l'écosystème. »³¹²

Le choix de ce vocabulaire laisse supposer chez Baldur Springmann une influence du mouvement néo-païen qui ne manque pas de succès aussi bien en Amérique du Nord qu'en Allemagne de l'Ouest dans les années 1960-1970, mouvement qu'il convient de différencier de la récupération par les nazis dans les années 1930 de l'ancienne religion païenne et dont l'aspect purement religieux n'est pas ici déterminant. A la fin des années 1970, le néo-paganisme est en effet un mouvement de renouveau qui regroupe l'ensemble des religions centrées sur la nature. Si les pensées de B. Springmann ne s'apparentent directement ni aux cultes de divinités, ni aux pratiques traditionnelles de magie, elles présentent toutefois des caractéristiques communes avec ce mouvement, dans la mesure où le néo-paganisme se caractérise, lui aussi, par une conception romantique de l'univers, lequel est perçu comme vivant et étroitement lié au sacré. Selon une conception animiste de l'univers, les néo-païens tentent de surcroît de vivre en harmonie avec la nature et pour eux, le fait que l'homme contemporain se détourne de celle-ci est une source d'aliénation et la cause de nombreux problèmes sociaux. Ainsi, ils remettent en cause une vision rationnelle, matérialiste et positiviste du monde qui a déjà conduit, à l'échelle planétaire, aux gaspillages des ressources naturelles, à la destruction des habitats naturels et à la disparition des cultures

³¹⁰ Cf. : Weltbund zum Schutze des Lebens, Bundesverband Deutschland e.V., « Die grüne Reformation. These zur Umstellung von Landwirtschaft und Gartenbau auf naturgemäße Wirtschaftsweise », *WSL-Info 4* [brochure informative], 11^{ème} édition retravaillée, s.l., s.d. (Archiv Grünes Gedächtnis, Heinrich-Böll-Stiftung (Berlin), Dossier A-Knabe, Wilhelm, 71). Cette organisation, dissoute en 2001, fut souvent accusée de défendre les idées de l'extrême droite et d'être un regroupement néonazi.

³¹¹ Voir par exemple : Baldur Springmann, « Hallo Grüne ! », lettre ouverte aux Grünen en date du 14.01.1980, (Archiv Grünes Gedächtnis, Heinrich-Böll-Stiftung (Berlin), Dossier A-Knabe, Wilhelm, 64).

³¹² « Gleiches partnerschaftliches Verhalten gegenüber Schwester Pflanze und Bruder Tier, unseren Mitlebewesen im Ökosystem. » In : Baldur Springmann, « Hallo Grüne ! », lettre ouverte aux Grünen en date du 14.01.1980, *doc. cit.*

traditionnelles³¹³. Ce lien entre B. Springmann et le mouvement néo-païen est encore renforcé par le fait que Springmann utilise souvent le même vocabulaire qu'une personnalité du XIX^{ème} siècle en vogue à cette époque en Allemagne de l'Ouest : le chef indien Seattle (1786 ?-1866) dont le discours tenu en 1854 devant le gouverneur du territoire de Washington, Isaac Stevens (1818-1862), est resté célèbre, malgré de multiples adaptations et interprétations. Les versions allemandes de ce texte qui circulent en RFA dans les années 1970³¹⁴ – d'après la version anglaise de William Arrowsmith publiée en 1969 et celle de Ted Perry rédigée en 1972 – font du Chef Seattle un visionnaire en matière d'écologie. Ses paroles se confondent presque avec celles de Baldur Springmann, en particulier dans un extrait célèbre de la version Perry de 1972, la plus traduite et commercialisée :

« Nous faisons partie de la terre et elle fait partie de nous. Les fleurs qui sentent si bon sont nos sœurs, les cerfs, les chevaux, les grands aigles sont nos frères ; les crêtes rocailleuses, l'humidité des prairies, la chaleur du corps des poneys et l'homme appartient à la même famille. »³¹⁵

Baldur Springmann et les listes vertes du Schleswig-Holstein sont-ils pour autant des représentants de l'écologie profonde (ou fondamentaliste), éthique environnementale qui s'est développée surtout dans les pays anglo-saxons dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle ? Leur discours sur l'environnement et les rapports de l'homme à la nature, en particulier leur opposition à une vision anthropocentrique de l'univers qui valorise la nature comme un instrument ou un ensemble de ressources à disposition de l'homme et considère que seul l'homme est objet et sujet de moralité, va en effet dans ce sens. En plaidant en faveur d'une reconnaissance pleine et entière de la nature pour sa valeur intrinsèque, et la fin des rapports de domination de l'homme vis-à-vis de la biosphère, ils s'engagent également sur la voie de la *deep ecology*³¹⁶. Cette position explique une levée de bouclier à leur encontre dans les médias, dans la mesure où elle fait craindre une mise en avant de la préservation de la nature

³¹³ Au sujet du néo-paganisme, voir par exemple : Sabina Magliocco, « Wicca », *Ethnologues de l'Association canadienne d'ethnologie et de folklore*, 20.01.1998. Revue consultable sur Internet à l'adresse suivante : <http://dubhart.free.fr/ethno.html> [réf. du 12.07.2008].

³¹⁴ Différentes traductions de ce texte sont publiées dans les années 1970 par au moins quatre maisons d'édition allemandes : Karl Pförtner (éd.), *Seattles Brief an den weißen Häuptling*, Nürnberg, Verlag Hempel-Pförtner, 1976 ; Seattle, *Seattles Brief an den weißen Häuptling*, Nürnberg, Kanalpresse, 1976 ; Seattle, *Die Erde ist uns heilig. Häuptling Seattle Testament*, Berlin, Arbeitsgemeinschaft der Evangelischen Jugend, 1978 ; Chief Seattle, *Wir sind ein Teil der Erde*, Olten/Freiburg i. Br., Walter Verlag, 1974.

³¹⁵ Le texte de ce discours, largement diffusé de par le monde, est disponible en différentes versions et traductions sur internet. Voir à titre d'exemple : http://www.lespasseurs.com/message_de_Chef_Seattle.htm [réf. du 11.07.2007]. Voir également: Chief Seattle, *Quelques heures, quelques hivers*, Paris, éd. Alternatives, 1998.

³¹⁶ Le terme « *deep ecology* » a été inventée en 1972 par le philosophe norvégien Arne Naess (1912-2009), en opposition à une écologie superficielle (« *shallow ecology* »), l'environnementalisme humaniste. Voir à ce sujet son célèbre article: Arne Naess, « The Shallow and the Deep, Long-Range Ecology Movement. A Summary. », *Inquiry*, n° 16, 1973, p. 95-100. Voir également : Arne Naess, *The selected works of Arne Naess. Vol. 10, Deep ecology of wisdom : explorations in unities of nature and cultures*, Dordrecht, Springer, 2005.

au détriment du respect de la personne humaine. En France, le philosophe Luc Ferry s'est d'ailleurs illustré pour son opposition véhémente à ce courant écologiste qualifié d'anti-humaniste³¹⁷. En même temps, les listes vertes du Schleswig-Holstein que nous venons d'évoquer ne sont pas très militantes dans les domaines chers à la *deep ecology*. Ainsi, même si dans ses discours, B. Springmann reconnaît à toute entité vivante – animaux, végétaux, organismes monocellulaires – une valeur propre (biocentrisme), ces listes ne s'engagent pas activement pour un partage des valeurs et des droits radicalement égalitaire entre l'homme et le reste de la biomasse. D'un point de vue juridique, elles ne cherchent pas non plus à étendre à l'ensemble de la nature des obligations morales jusque-là circonscrites aux rapports des hommes entre eux, selon une vision holiste chère à l'environnementaliste américain Aldo Leopold (1886-1948) qui met l'accent sur l'unité que forment les individus avec leur environnement (écocentrisme)³¹⁸. Dans ce contexte, leur réflexion éthique sur l'animal ne se transforme pas non plus en militantisme en faveur du bien-être de tous les animaux et du redéploiement de la vie sauvage. Enfin, les listes vertes du Schleswig-Holstein ne formulent pas expressément l'objectif de réalisation de soi dans l'expérience vécue d'une identité à cheval entre la personne et la nature, élément qui est également une des caractéristiques centrales de la *deep ecology*³¹⁹.

Ainsi, B. Springmann et les listes vertes du Schleswig-Holstein représentent un courant qui est traversé par la nostalgie du paradis perdu, ce qui le rapproche de la *deep ecology*. Toutefois, l'absence de formulation intellectuelle de leurs revendications vis-à-vis de la nature et leur engagement sur le terrain presque exclusivement en faveur de la protection des espaces naturels locaux ne leur permettent pas d'être comparés aux réflexions philosophiques et morales engagées par le courant d'éthique environnementale qui se développe à cette époque aux Etats-Unis et en Australie.

A l'image de la GAZ et des listes vertes du Schleswig-Holstein, les discours d'écologie politique conservateurs proposent des moyens et des méthodes pour parvenir à une société plus écologique qui se distinguent très clairement de ceux des mouvements

³¹⁷ Cf. : Luc Ferry, *Le nouvel ordre écologique. L'arbre, l'animal et l'homme*, op. cit. Voir également Marcel Gauchet, « Sous l'amour de la nature, la haine des hommes », *Le Débat*, n° 60, mai-août 1990, p. 278-282.

³¹⁸ Voir à ce sujet la « *land ethic* » d'Aldo Leopold diffusée dans son ouvrage le plus célèbre, best-seller aux Etats-Unis à la fin des années 1940 : *A Sand County Almanac*, publié en 1949 (New York, Oxford University Press, 1949). Version française : *Almanach d'un comté des sables*, Paris, Aubier, 1995 ; version allemande : *Am Anfang war die Erde*, traduction de 1992.

³¹⁹ Pour un aperçu sur la notion de *deep ecology*, voir en particulier : Catherine Larrère, « Avons-nous besoin d'une éthique environnementale ? » in : *Cosmopolitiques. Cahiers théoriques pour l'écologie politique*, n° 1, 2002, p. 69-85 et Dominique Bourg, « Droit de l'Homme et écologie » in : Dominique Bourg (dir.), *La nature en politique ou l'enjeu philosophique de l'écologie*, op.cit., p. 150-167.

écologistes issus de l'aile gauche du spectre politique. Ces derniers, pour atteindre une meilleure protection de l'environnement, défendent des idéaux d'égalité et de démocratie passant par la décentralisation et la déconcentration des pouvoirs, tout comme par le renforcement de la participation des citoyens ; ils sont post-matérialistes dans la mesure où ils prônent une attitude responsable vis-à-vis des ressources limitées de la planète et considèrent que le centre de la vie est ailleurs que dans la satisfaction de besoins matériels. A l'inverse, les mouvements écologistes conservateurs – dont les leaders sont en moyenne plus âgés, appartenant aux générations d'avant-guerre – conçoivent la notion de post-matérialisme au sens de renoncement à des excès, dans une attitude de retour en arrière non exempte de considération morale. Plus sceptiques sur l'aptitude de la nature humaine à pencher naturellement vers le bon et le bien, la générosité et le partage, ils développent moins un modèle de société nouveau, misant sur le potentiel de réaction des citoyens face aux menaces environnementales, mais comptent davantage sur les qualités rationnelles et éthiques de l'individu pour éviter la catastrophe dans le présent. Chez Herbert Gruhl, ce réalisme passe également par la régulation et le contrôle des mauvais penchants humains. Il conduit ce dernier à continuer de compter sur les pouvoirs de stabilisation et de sécurisation des institutions et à miser sur les fonctions d'ordre de l'Etat. Cela se traduit par une organisation de la société très hiérarchisée, qui place la valeur travail et la famille au centre de la communauté – au détriment de l'implication de la base dans les processus de décision, et sans égard pour les idéaux d'égalité, de liberté et d'épanouissement personnel chers aux courants écologistes de gauche. En ce sens, si les mouvements d'écologie politique conservateurs font preuve d'une volonté de changement politique et social, celle-ci reprend des thèmes chers aux utopies traditionnelles, mettant notamment en avant une volonté de retour à un état d'équilibre et un idéal d'autarcie, grâce à un recentrage de la société sur le travail et la famille ainsi que sur une industrie et une agriculture locale, parallèlement à la réduction des échanges marchands.

Le passé politique de certains membres de la GAZ et de la GLSH, tout comme de l'AUD d'August Haubleiter et de la GLU de Carl Beddermann, ainsi que l'intérêt des écologistes conservateurs pour la *conservation* des espaces naturels, ont valu à ces listes écologistes d'être parfois comparées à des organisations d'influence fasciste. En effet, selon le politologue Thomas Keller, l'AUD « comptait principalement des personnalités de droite et même d'extrême droite »³²⁰. Holger Strohm, qui conduit la liste multicolore BLW lors des

³²⁰ Cf. : Thomas Keller, « L'évolution des Verts », in : *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 94-95, octobre 1985-mars 1986, p. 71-92, ici p. 72. Pour une analyse plus détaillée de l'AUD par Thomas Keller, voir : « Die Grünen – Kontinuität und Wandel der alternativen Tradition » in : *Revue d'Allemagne*, Tome XXII, n° 3, juillet-septembre 1990, p. 447-469.

élections pour la diète de Hambourg en 1978, accuse la GLU de Hambourg (GLU/HH) d'accueillir parmi ses cinquante membres « cinq anciens nazis et néonazis célèbres »³²¹. La BLW ne tarit d'ailleurs pas d'insultes vis-à-vis de ce concurrent direct, dont les membres sont traités de «(bio)fascistes » et de « rats bruns »³²². Philippe-Henri Ledru a également eu l'occasion de souligner les tendances fascisantes du « Manifeste vert » de la GAZ rédigé par Herbert Gruhl qui, en réhabilitant un Etat fort, est accusé par plusieurs observateurs de paternalisme et même soupçonné de défendre des convictions totalitaires contraires aux libertés des individus³²³. Le passé d'August Haufleiter au sein de l'organisation nationaliste *Deutsche Gemeinschaft* et la participation de plusieurs écologistes conservateurs, dont Baldur Springmann, à l'Union mondiale pour la protection de la vie ne font encore que renforcer ces liens entre écologie et néofascisme. En mars 1983, le député vert Werner Vogel (1907-1992) – membre de la GAZ à la fin des années 1970 – doit démissionner de ses fonctions au Bundestag quand l'opinion publique découvre qu'il a été membre du parti nazi NSDAP (*Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei*) et de son organisation paramilitaire, la SA (*Sturmabteilung*). L'engagement électoral des écologistes conservateurs est d'ailleurs salué par différents journaux et revues d'extrême droite qui considèrent que seuls Gruhl et Springmann sont capables de fonder un parti écologiste vraiment sérieux et de protéger les fondements de la culture allemande³²⁴. Dans ce domaine, les écologistes conservateurs répondent même à une certaine attente des milieux d'extrême droite qui s'approprient également à la fin des années 1970 le thème de l'écologie. A titre d'exemple, le NPD (*Nationaldemokratische Partei Deutschlands*, Parti national-démocrate d'Allemagne) se dote ainsi, lors de son congrès national à Arolsen (Hesse) en 1978, d'un « programme pour l'environnement et la protection de la vie » dont la revendication principale est la préservation de la culture propre, le maintien de la santé et la conservation de l'espace de vie (*Lebensraum*)³²⁵. Les représentants d'idéologies nationales et racistes trouvent ainsi dans la critique de la croissance et de la technique des écologistes conservateurs des arguments réactionnaires, romantiques, hostiles à la société industrielle et à la civilisation moderne

³²¹ « fünf bekannte Neo- und Altnazis ». Cf. : Holger Strohm, « Warum die Bunten bunt sind », in : Rudolf Brun (éd.), *Der grüne Protest, op. cit.*, p. 126-138, ici p. 131.

³²² « biofascisten » et « braune Ratten ». Voir à ce sujet la publication spéciale de la BLW sur les tendances fascistes de la GLU : Bunte Liste Wehrt Euch, *Feigenblatt oder Alternative ?*, brochure publiée le 11.07.78 à Hambourg à 10.000 exemplaires (Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Heimann, Siegfried, 13). Voir également à ce sujet : Wolf Wessler, « Jetzt wählen wir uns selber! », *Neues Forum*, Juli/August 1978, p. 37-39.

³²³ Cf. : Philippe-Henri Ledru, « Elections et écologie : quel avenir pour 'les Verts' ? » in : *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 74, octobre-décembre 1980, p. 36-48, ici p. 41-42.

³²⁴ Voir à titre d'exemple : *Nationalzeitung*, 28.07.1978, p. 6 ; Organ der Bürger- und Bauerinitiative e.V., « Ihr Grünen, vergeßt die Bauer nicht ! », *Die Bauernschaft, für Recht und Gerechtigkeit*, n° 4, novembre 1979, p. 5.

³²⁵ Cf. : « Umwelt- und Lebensschutzprogramm der NPD ». Voir à ce sujet : Richard Stöss, *Vom Nationalismus zum Umweltschutz, op. cit.*, p. 245.

proches de leurs convictions. L'argument de la protection du terroir et de la mise en valeur du « *Heimat* » recoupe facilement les spéculations racistes et nationalistes de l'extrême droite, telles qu'elles se sont développées tout au long du XX^{ème} siècle et plus particulièrement sous le national-socialisme³²⁶. Cela explique que certains de ses représentants cherchent à participer aux mouvements écologistes conservateurs, lesquels se développent toutefois sur d'autres bases, comme nous avons tenté de le démontrer dans ce chapitre.

Bilan et perspectives

Le développement de l'écologie politique dans l'espace public français et allemand au cours des années 1970 constitue un bouleversement sur le plan politique dans la mesure où ce courant, qui se ramifie en fonction d'orientations idéologiques et de sources doctrinales variées, développe une nouvelle conception de la politique. Le fait qu'il établisse un nouvel ordre des priorités politiques constitue ainsi, selon Claude Journès, la grande originalité des écologistes vis-à-vis des autres mouvements politiques qui se développent de part et d'autre du Rhin dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle³²⁷. En pointant des réalités environnementales préoccupantes pour l'équilibre de la biosphère et en reliant ces problématiques à une interrogation sur le fonctionnement global des institutions démocratiques nationales et sur l'impact des pays industrialisés dans le monde, ils font également office de précurseurs vis-à-vis des futurs thèmes centraux de la politique développés dans les décennies suivantes.

Toutefois, ce chapitre sur les différents courants propres à l'écologie politique de part et d'autre du Rhin a été l'occasion de souligner combien, dans les années 1970, l'écologie française est structurellement et idéologiquement différente de l'écologie allemande et dans quelle mesure cette dernière touche une partie plus importante de l'opinion publique. Ainsi, dans l'Hexagone, l'écologie politique est un mouvement relativement restreint (en terme de militants) et assez homogène dans ses revendications, qui se concentre autour de la candidature de René Dumont aux présidentielles de 1974 et s'approfondit au sein du Mouvement écologique auquel participent notamment les Amis de la Terre. Ce mouvement se caractérise avant tout par son opposition au nucléaire, son engagement en faveur de la protection de l'environnement et du développement du Tiers-Monde, sa mobilisation en faveur de la décentralisation qui va dans le sens des mouvements régionalistes et son orientation d'abord réformiste, proche du Parti socialiste. Le courant libertaire, incarné par

³²⁶ Sur les liens historiques entre protection de la nature et national-socialisme, voir en particulier : Joachim Radkau, Frank Uekötter (éd.), *Naturschutz und Nationalsozialismus*, Frankfurt am M., Campus Verlag, 2003.

³²⁷ Cf. : Claude Journès, « Les idées politiques du mouvement écologique », *Revue française de science politique*, vol. 29, avril 1979, p. 230-254, ici p. 241.

Pierre Fournier et le magazine *La Gueule Ouverte*, ne fait que rester à la marge de la mobilisation politique au sein de l'opinion publique, en prônant le repli communautaire, tandis que les mouvements centristes autour du Comité de la Charte et de SOS-Environnement restent très minoritaires. En revanche, en RFA, l'écologie politique constitue petit à petit dans les années 1970 une famille partisane beaucoup plus nombreuse en terme de militants et beaucoup plus large idéologiquement, qui se concentre également sur l'opposition au nucléaire et la défense de l'environnement et du cadre de vie, mais avec des tendances aussi bien révolutionnaires, anti-étatistes et libertaires que réformistes, autoritaires, et même parfois passéistes et agrariennes. Soulignons également outre-Rhin, dans le contexte de la guerre du Vietnam (1959-1975), une dimension pacifiste plus importante qu'en France au sein du courant écologiste, et qui prendra toute son ampleur au début des années 1980, notamment avec la décision de l'OTAN d'installer des missiles nucléaires Pershing dans le pays (janvier 1980)³²⁸. On retrouve ainsi, parmi les leaders écologistes allemands, à la fois des militants communistes et anarchistes, des représentants de mouvements féministes et pacifistes ou de groupes sociaux se considérant comme défavorisés ou stigmatisés au sein de la société (homosexuels, personnes âgées ou handicapées, etc.) ainsi que des agriculteurs et des militants en faveur de la protection de la nature issus de l'aile conservatrice du spectre politique. Derrière toutes ces orientations écologistes allant de la gauche communiste à la droite conservatrice, rassemblées par les événements dans un même courant, se profilent déjà en RFA les difficultés quant à l'unification du discours de ce mouvement et sa structuration, cette étape constituant la première épreuve décisive pour l'entrée des écologistes sur la scène politique fédérale. En comparaison, les écologistes français semblent ainsi développer un discours beaucoup plus uniforme, apte à faciliter une articulation à l'échelle nationale au sein d'un parti politique unique.

Dans ce contexte, l'absence de courant écologiste conservateur en France constitue un point de différence essentiel avec le développement de l'écologie allemande. Cette particularité peut être reliée à l'absence de terreau romantique en France qui puisse servir de tremplin à l'engagement en faveur de l'environnement de couches de population traditionnellement conservatrices dans leur orientation politique. De même, la France ne connaît pas les séquelles du national-socialisme dont la défaite a pu laisser auprès de citoyens allemands une certaine nostalgie ambiguë pour la mise en valeur du « *Lebensraum* », tout comme la protection du « *Heimat* » et la défense des traditions et des cultures nationales, penchants nationalistes qui peuvent trouver dans la lutte écologiste la promesse de leur prise en compte sur le terrain politique – sans souffrir des stigmatisations qui touchent les partis

³²⁸ Cf. : Voir à ce sujet le chapitre 6, points 1-1-1 et 3-4.

d'extrême droite. Troisièmement, le courant écologiste français en général est beaucoup plus restreint qu'en RFA, concentré surtout autour de l'opposition sur le terrain aux politiques mises en place par les pouvoirs publics. Ses performances électorales et son écho auprès de l'opinion publique restent modestes, malgré certaines victoires aux municipales de 1977. Ainsi, l'écologie politique française qui, au milieu d'une grande diversité de petits partis politiques ne donne pas forcément l'impression d'être la force politique montante des années 1970, attise peu les convoitises en France à droite du spectre politique. Et cela d'autant plus que les écologistes conservateurs français, de tendance surtout environnementaliste, connaissent déjà un certain succès sur le plan politique en participant à des élections locales pour le compte des associations de protection de la nature. Ainsi, dans les années 1970, le plus conservateur des futurs leaders écologistes français, Antoine Waechter, milite auprès de l'association Jeunes amis des animaux puis Ecologie et Survie et à la Fédération française des sociétés de protection de la nature. Ce n'est que plus tard, en 1994, qu'il créera son propre parti écologiste d'orientation conservatrice, le Mouvement écologiste indépendant. Enfin, pour expliquer l'absence de mouvement écologiste conservateur en France, ajoutons que l'intensité des nuisances écologiques ainsi que l'intensité de l'opposition au mode de fonctionnement de la démocratie et aux orientations politiques prises par les pouvoirs publics jouent un rôle décisif dans la construction des mouvements écologistes. Une plus vive pression à ces deux niveaux entraîne en effet le développement de mouvements plus radicaux, que ce soit à droite ou à gauche de l'échiquier politique, comme le montre l'exemple de la République fédérale d'Allemagne. En ce sens, à la fin des années 1970, les écologistes français, qui ressentent moins de tensions en matière de pollutions environnementales et de baisse de la qualité de vie, et qui, au fond, continuent de croire en les valeurs et les principes de la République et de la nation française, sont beaucoup plus modérés dans leurs revendications et leur mobilisation que leurs homologues d'outre-Rhin. De plus, un certain consensus vis-à-vis du nucléaire civil au sein de la population, parallèlement à une position très déterminée de l'Etat sur le développement de cette source d'énergie, jouent en leur défaveur. Si l'engagement autour de l'écologie est si fort en Allemagne, cela tient donc également au fait que les questions qu'elle soulève – dégradation de l'environnement et de la qualité de vie, remise en question de l'« *Atom-Staat* » et du « *Polizei-Staat* » – recouvrent outre-Rhin une dimension beaucoup plus vitale, nécessairement identitaire. En RFA, en dehors des courants écologistes les plus conservateurs qui s'apparentent davantage à un repli communautaire, l'écologie politique naissante ressemble ainsi à un cri de délivrance au milieu d'une société où ses partisans ont

l'impression d'étouffer. En France, elle reste un cri de protestation qui, s'il est sincère, n'en demeure pas nettement moins existentiel et donc forcément moins mobilisateur.

Cette remarque nous amène à percevoir les mouvements écologistes allemands, en particulier les plus importants, c'est-à-dire ceux issus de la gauche du spectre politique et animés en premier lieu par la génération d'après-guerre, dans le prisme d'un processus de dépassement des expériences traumatiques collectives, selon une approche qui s'inscrit dans la continuité des recherches de psychologues, mais aussi de sociologues et d'historiens³²⁹, en matière de « résilience collective ». Le terme de « résilience », qui désigne en physique, « l'aptitude d'un corps à résister à un choc » est en effet passé dans le domaine des sciences sociales pour signifier « la capacité [d'un individu] à réussir à vivre et à se développer positivement, de manière socialement acceptable, en dépit du stress ou d'une adversité qui comportent normalement le risque grave d'une issue négative »³³⁰. Appliqué à la communauté, le concept de résilience qualifie ainsi un processus de résistance et de dépassement de la douleur collective d'origine le plus souvent historique. Dans le contexte de l'Allemagne d'après-guerre, la génération du baby-boom qui est à la tête du mouvement écologiste, est celle qui a grandi dans l'aisance apportée par le « miracle économique », mais également à l'ombre de l'expérience traumatisante du national-socialisme et du génocide juif perpétué par la génération de ses parents. Elle s'inscrit donc pleinement dans le destin historique commun du peuple allemand après 1945 qui est celui d'un peuple de « victimes », au sens de peuple de « perdants » qui porte un bagage de mémoire collective « blessée » et « souffrante »³³¹. Plusieurs décennies après l'holocauste – B. Cyrulnik souligne à ce propos qu'« au moment du traumatisme, on ne voit que la blessure. On ne pourra parler de résilience que longtemps après »³³² – c'est cette génération qui entre pleinement dans un processus de réparation de l'identité collective, en refusant de se soumettre à son destin de perdant, tout en allant au-delà de la révolte et de la haine vis-à-vis de la génération précédente, comme cela a pu être le cas lors des événements de Mai 68. En ce sens, les écologistes allemands des années 1970, qui s'efforcent de construire un monde meilleur, peuvent être perçus comme l'incarnation de cette génération qui tente de « transformer sa douleur en combat », qui

³²⁹ A titre d'exemple, voir, aux Etats-Unis, les travaux de Nathan Caplan (notamment sur les *boat people*) et de Glen Elder (sur les enfants dans les milieux défavorisés) ainsi que les analyses d'Ingo Kolboom en Allemagne (en particulier sur les Acadiens).

³³⁰ Cf. : Boris Cyrulnik, *Un merveilleux malheur*, 2002 [1999], Paris, Odile Jacob, p. 8.

³³¹ Cf. : Ingo Kolboom, « 'Le Malheureux Magnifique' ou 'le merveilleux malheur'. Essai sur les oxymorons québécois et acadiens », Université Technique de Dresde, 2008, p. 3. Voir également : Ingo Kolboom, « 'Et maintenant, que vais-je faire avec ma blessure ?' Essai sur la résilience acadienne », Université Technique de Dresde, 2008. Textes de conférence non publiés, confiés par l'auteur.

³³² Cf. : Boris Cyrulnik, *Un merveilleux malheur*, *op. cit.*, p. 14.

s'ouvre à la culture de protestation *constructive* pour « s'en sortir »³³³, combat qui s'exprime dans le cadre de l'écologie au niveau politique mais qui, comme le souligne Ingo Kolboom dans le contexte de ses analyses sur la société acadienne, peut également se développer au niveau culturel ou artistique. Leur mobilisation porte ainsi en elle la dimension paradoxale de la résilience en exprimant à la fois la douleur du coup reçu, qui s'exprime dans une condamnation catégorique du (néo)fascisme, et la volonté de surmonter cette dernière, en ayant recours notamment à l'intellectualisation de la souffrance et à la mise en valeur du rêve, de l'utopie, pour avancer vers un futur meilleur, tenter de devenir des « vainqueurs blessés »³³⁴ et participer au processus de reconstruction identitaire de la société ouest-allemande.

Cette analyse corrobore la thèse de Klaus Eder sur la spécificité de la culture politique en Allemagne après 1945, qui sert de fondement à la culture écologiste³³⁵. Selon lui, la défense d'une identité particulariste a en effet dominé la sphère politique jusque dans les années 1950 au détriment de l'universalisme, chose impossible après la Seconde Guerre mondiale en raison de l'expérience fasciste notamment, mais également d'évolutions structurelles comme l'interpénétration des économies nationales ou la bureaucratisation transnationale des structures politiques en Europe de l'Ouest. Klaus Eder démontre alors que l'écologisme – mais on peut y ajouter le pacifisme – est devenu l'expression de la modernité allemande jusqu'en 1989, dans la mesure où l'idéologie écologique « offre une solution à l'éternel problème allemand, à savoir la réconciliation de l'universel et du particulier »³³⁶. Correspondant à une nouvelle quête universaliste, l'écologie permet une stabilisation politique et idéologique dans un contexte de désengagement politique dû au manque de souveraineté et de négation de l'identité nationale à cause du passé et de la division de l'Etat-Nation. Klaus Eder décrit donc cette nouvelle orientation comme « l'aboutissement du consensus social et culturel de l'après-guerre »³³⁷.

Disons pour résumer que, comme cela a aussi été le cas au niveau de la mobilisation populaire face aux pollutions ou aux menaces écologiques³³⁸, l'écologie politique française s'est développée bien plus tôt qu'en Allemagne, dès le début des années 1970. Elle a été à l'avant-garde d'un mouvement politique d'un type nouveau. Ce sont donc les Allemands qui

³³³ Cf. : « les blessés de l'âme ne veulent ni haïr, ni se soumettre : ils veulent s'en sortir » in : *Ibid.*, p. 22.

³³⁴ Cf. : *Ibid.*, p. 15-20.

³³⁵ Cf. : Klaus Eder, « L'environnement et le discours écologique : le cas de l'Allemagne » in : M. Abélès, L. Charles, H.-P. Jeudy, B. Kalaora (dir.), *L'environnement en perspective. Contextes et représentations de l'environnement*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 191-208.

³³⁶ Cf. : *Ibid.*, p. 193.

³³⁷ Cf. : *Ibid.*, p. 194.

³³⁸ Cf. : Chapitre 3 de ce travail.

ont commencé par observer ce qui se passait en France dans ce domaine, dans le Larzac, dans la presse écologique à l'image de *La Gueule Ouverte* ou *Le Sauvage*, lors de la candidature de René Dumont aux élections présidentielles de 1974 ou lors de la mobilisation des associations de protection de la nature pour les élections municipales de 1977³³⁹. Toutefois, à partir de la « vague verte » qui déferle sur la RFA en 1977-1978, ce sont les écologistes allemands qui font le plus preuve d'esprit d'organisation, en cherchant aussi bien à réagir à des événements écologiquement choquants (destruction des centres-villes historiques, pollution industrielle, élargissement des aéroports, constructions de nouvelles centrales nucléaires, etc.), qu'à s'organiser sur la durée pour convaincre la population du bien-fondé de leur mobilisation. Des pressions plus concrètes qu'en France en matière d'industrialisation, d'urbanisation et de pollution, comme un contexte historique et psychologique particulier, leur assurent un plus grand intérêt auprès de l'électorat. Tout comme le fait que, contrairement à leurs homologues français, les écologistes allemands cherchent d'abord à s'engager sur le terrain politique local, stratégie particulièrement adéquate pour répondre concrètement à la demande sociale en matière de préservation de l'environnement et du cadre de vie. Ainsi, avant même l'existence de véritables partis nationaux, l'écologie politique se développe mieux en Allemagne. En France, elle présente une logique plus culturelle que de pouvoir en ne se transformant pas automatiquement en force électorale et du fait d'une organisation beaucoup moins structurée. Dans les années 1970, les écologistes politiques français se battent donc plus pour gagner une bataille des idées, et faire ainsi évoluer les consciences et les habitudes de la population ainsi que les orientations politiques des pouvoirs publics, que pour accroître concrètement leur propre influence sur la scène politique.

Ces observations pourraient nous amener à tirer la conclusion que dès la fin des années 1970, l'écologie allemande représente une véritable force politique que la création d'un parti national en 1980 viendra confirmer, tandis qu'en France, l'écologie politique est une réalité qui réussit même à faire parler d'elle au-delà de ses frontières, notamment en 1974, sans être pour autant une nécessité qui pousse les écologistes à s'organiser vraiment dans l'arène politique. Ces réflexions, qui présentent une Allemagne soucieuse de son environnement, où la demande sociale en matière de protection de la qualité et du cadre de vie se traduit concrètement sur la scène politique, vont dans le sens des images d'Epinal franco-allemandes évoquant l'écart de prise de conscience vis-à-vis des défis écologiques de part et d'autre du Rhin. Toutefois, elles ne rendent pas compte d'un contexte politique

³³⁹ Cette observation vaut également pour les mouvements (néo)régionalistes en France dont les idées recourent en partie celles des écologistes.

national très distinct entre la France et l'Allemagne à cette époque, qui joue un rôle décisif dans le développement de partis écologistes et lié à cela, dans l'élaboration d'une image de l'Allemagne très soucieuse d'écologie et d'une France presque insensible dans ce domaine.

En effet, si les mouvements d'écologie politique sont si véhéments en Allemagne et beaucoup plus réformistes en France, c'est encore pour une autre raison qui est très étroitement liée au paysage politique national dans lequel ils évoluent, et en particulier à la répartition des pouvoirs entre les différents partis politiques au moment où ils se mobilisent. Nous allons donc nous pencher plus avant, dans le chapitre suivant, sur le paysage partisan dans lequel se développe l'écologie politique en France et en Allemagne. Dans ce domaine, une différence de taille s'impose dès à présent puisque l'écologie politique se développe en France tout au long des années 1970 dans un contexte où la droite domine l'espace politique, avec la présidence de Georges Pompidou (1969-1974) puis celle de Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981) alors qu'en RFA, les écologistes s'affirment dans un pays dirigé au niveau fédéral par les sociaux-démocrates, avec les gouvernements successifs de Willy Brandt (1969-1974) puis de Helmut Schmidt (1974-1982) au sein desquels les libéraux sont des alliés minoritaires. Cette situation nous place à priori devant un paradoxe dans la mesure où il aurait été logique que l'écologie politique se développe en France au moins avec autant de dynamisme qu'en Allemagne, dans la mesure où elle se trouve confrontée à des gouvernements de droite traditionnellement plus enclins à renforcer le modèle productiviste. Nous allons voir maintenant pourquoi, justement, il n'en est rien.

TROISIEME PARTIE

L'ARRIVEE DE L'ECOLOGIE SUR LA SCENE POLITIQUE NATIONALE

CHAPITRE 5 :

LA CREATION DE PARTIS ECOLOGISTES

A la fin des années 1970, en France et en Allemagne, les écologistes ne manquent pas de s'interroger sur les suites à donner à leurs mouvements. La décennie qui s'achève a été pour eux celle des premières expériences politiques, à travers des mobilisations sur la voie publique, des occupations de terrains privés, la publication d'ouvrages et de revues d'information, la création de comités, d'« initiatives de citoyens » et finalement, de listes électorales locales – sans oublier certains coups médiatiques, à l'image de la candidature de René Dumont aux élections présidentielles de 1974. De part et d'autre du Rhin, ils cherchent alors comment influencer de façon plus importante sur les décisions prises en matière de politique environnementale et nucléaire, et globalement, comment participer plus efficacement à la réflexion sur l'avenir de la démocratie et de la société dans son ensemble.

Les différents éléments que nous avons évoqués dans la partie précédente sont le signe que les mentalités évoluent dans les deux pays, dans les années 1960-1970, sensibilisant une partie de la population à l'idée de la fondation d'un véritable parti écologiste. De plus, l'évolution de la scène politique nationale et de la perception par les citoyens des partis traditionnels va également jouer un rôle déterminant dans la consolidation des mouvements d'écologie politique. La comparaison franco-allemande est ici d'autant plus intéressante que, comme nous venons de l'évoquer en conclusion du chapitre précédent, les mouvements écologistes se développent en Allemagne dans un pays dirigé au niveau politique fédéral par la gauche, tandis qu'en France, c'est la droite qui domine le paysage politique national tout au long des années 1970. En même temps, la société allemande prise dans son ensemble est encore beaucoup plus conservatrice à cette époque que la société française, marquée par une hégémonie culturelle de gauche¹.

Qu'ils soient dans l'opposition ou au pouvoir, les partis de gouvernement ne peuvent pas ne pas voir la contestation qui se met en place au sein de l'opinion publique en matière de préservation de l'environnement et de qualité de la vie ainsi que l'inquiétude très forte d'une partie de la population vis-à-vis du développement du nucléaire civil. Quelles sont alors les réactions des partis politiques établis face à la montée des revendications écologiques ? Dans une perspective stratégique – et cela d'autant plus s'ils n'ont pas le pouvoir – il serait logique que ces derniers réagissent et tentent de récupérer une partie des thématiques mises en avant

¹ Cf. : Ingo Kolboom, « 1968-1988 : Connivences, équivoques et malentendus dans le dialogue franco-allemand depuis mai 1968 », *Alleagnes d'aujourd'hui*, n° 104, avril-juin 1988, p. 32-40.

par l'opposition extra-parlementaire, qu'ils cherchent à satisfaire celle-ci pour tirer parti au niveau électoral des nouvelles préoccupations qui se développent au sein de la société. La question qui se pose ici est donc celle de savoir dans quelle mesure les partis traditionnels réussissent à sauter dans le train de l'écologie qui s'ébranle lentement.

La fondation de partis écologistes nationaux, en 1980 en Allemagne et en 1984 en France, permet rapidement de se convaincre que l'hypothèse selon laquelle certains partis traditionnels, découvrant petit à petit les thématiques environnementales, auraient réservé un bon accueil aux mouvements écologistes politisés (en tentant par exemple de les associer à leur action) n'est pas réaliste. Pouvons-nous supposer, à ce moment-là, que des partis traditionnels aient pris conscience des défis écologiques et tenté d'y faire face, sans pour autant réussir à s'entendre avec les mouvements d'écologie politique qui auraient alors décidé de fonder leur propre parti ? Ou au contraire, les Grünen et les Verts voient-ils le jour en réaction au profond désintérêt des partis traditionnels vis-à-vis des sujets qui les préoccupent, choisissant donc de s'installer dans une niche peu convoitée sur la scène politique nationale ? Que les partis écologistes se créent dans l'indifférence générale ou qu'ils voient le jour en dépit d'une certaine mobilisation en faveur de l'environnement de la part de partis traditionnels, leur existence semble par ailleurs contradictoire avec l'attitude habituellement critique des mouvements écologistes face au système déjà en place et leur volonté de faire de la politique « autrement ».

Pour répondre à ces interrogations, nous nous pencherons d'abord sur l'attitude des partis traditionnels français et allemands, dans le courant des années 1970, face à la montée des préoccupations environnementales au sein de la société et face au développement de l'écologie politique. Nous comparerons ensuite le processus de création des Grünen et des Verts, en analysant tout particulièrement les débats des écologistes autour de la légitimité de la fondation d'un parti et les principes idéologiques qu'ils mettent en avant pour justifier leur décision. Dans ce contexte, nous porterons également notre attention sur les contraintes électorales et querelles internes qui ont pu avoir une incidence dans ce processus. Enfin, dans un troisième temps, nous analyserons les grandes notions clefs des textes fondateurs des partis verts afin de confronter les analyses et les propositions des écologistes français et allemands sur la scène politique nationale de leur pays et d'évaluer les différences qui peuvent exister entre elles. Notre objectif, dans ce chapitre, sera de déterminer pourquoi un parti national écologiste est fondé plus rapidement en Allemagne qu'en France et si, aussi bien les Grünen que les Verts, arrivent à se hisser au rang de véritable formation politique, sans tomber dans le travers des partis à revendication unique.

I Les écologistes face aux partis traditionnels

A la fin des années 1960, face à l'intensification des pollutions de toutes sortes et à la prise de conscience montante au sein de la population des défis posés par la protection de l'environnement, les partis de gouvernement ne peuvent se permettre d'ignorer la situation. Certains événements spectaculaires, comme les marées noires en France ou le choc provoqué par la pollution du Rhin et de l'Elbe en Allemagne, poussent d'autant plus ceux qui ont des responsabilités politiques à prendre des mesures fortes et à montrer leur volonté de répondre aux attentes de la population dans ce domaine. Ils sont également encouragés par la mobilisation internationale puisque l'année 1970 est déclarée par le Conseil de l'Europe Année européenne de la protection de la nature et que les préparatifs de la première Conférence des Nations Unies sur l'Environnement, en juin 1972 à Stockholm, débutent à cette époque. Au début des années 1970, face à la montée de ces préoccupations, les partis au pouvoir renforcent ainsi une législation déjà existante parfois depuis plusieurs siècles en matière de gestion des espaces naturels, agricoles et urbains, législation mise en place au cours des décennies précédentes, non selon des considérations écologiques, mais en vue de l'amélioration de l'hygiène et de la santé publiques ainsi que de l'accroissement des ressources naturelles. Ainsi, pendant la présidence de Georges Pompidou, la France se place-t-elle à l'avant-garde en Europe en créant dès 1971 un ministère de l'Environnement, tandis que la même année, le gouvernement fédéral allemand dirigé par Willy Brandt met en place un premier programme environnemental ambitieux. Nous mesurerons ici l'ampleur du travail accompli par les partis au pouvoir en France et en Allemagne dans les années 1970, la détermination que les partis d'opposition – la gauche en France et la droite en Allemagne – affichent dans ce domaine et les interactions qui se mettent en place entre les écologistes et les partis établis dans leur ensemble. Dans la mesure où le parti des Grünen voit le jour en janvier 1980 et celui des Verts seulement quatre ans plus tard, nous tenterons ainsi de déterminer si, malgré ce qu'on pourrait croire à première vue, les écologistes allemands ont été plus vite encouragés à fonder leur propre parti que leurs homologues français par le contexte politique que connaît la RFA à la fin des années 1970.

1-1 En France : des partis traditionnels présents sur le terrain de l'écologie

1-1-1 Une droite entreprenante mais peu crédible en matière d'environnement

En France, Georges Pompidou est le premier président de la République à prendre conscience de la nécessité de protéger l'environnement. En juin 1971, il met d'ailleurs fin à la « bataille de la Vanoise » – ce conflit qui oppose depuis mai 1969 défenseurs de la nature, pouvoirs publics et promoteurs immobiliers quant à l'avenir du premier parc naturel de France – en tranchant en faveur des opposants à l'implantation d'un vaste complexe touristique sur le site². Si Georges Pompidou dirige un gouvernement de droite, traditionnellement favorable au modèle productiviste, au capitalisme et au développement de la société de consommation, il se rend compte, néanmoins, que la société se trouve confrontée à des défis écologiques, très liés à la question de la qualité de vie, et dont les conséquences négatives sont de plus en plus mal acceptées par la population. En tant que premier ministre sous la présidence de Charles de Gaulle, il a déjà eu l'occasion de constater les dégâts spectaculaires causés par la marée noire de 1967, suite au naufrage du *Torrey Canyon*. De plus, au-delà des manifestations organisées dans le cadre de l'année européenne de la protection de la nature et des travaux en vue de la préparation de la conférence de Stockholm, G. Pompidou est influencé par l'engagement dans ce domaine du président des Etats-Unis. Richard Nixon (1913-1994, président de 1969 à 1974) tient en effet le 22 janvier 1971 son premier grand discours sur l'environnement, pour donner aux Américains « une nouvelle qualité de vie », et il annonce à cette occasion le lancement d'un programme doté de dix milliards de dollars. Un mois plus tard, en février 1970, Georges Pompidou est en voyage officiel aux Etats-Unis. Lors d'un discours à Chicago, il aborde également la question de la « qualité de vie », soulignant l'une des contradictions des sociétés occidentales : l'accumulation des biens de consommation, parallèlement à la disparition des biens élémentaires les plus nécessaires à la vie, l'air et l'eau. L'ensemble de son propos va tout à fait dans le sens des premiers discours d'écologie politique – et tout particulièrement la conclusion de son intervention : « Il faut créer une morale de l'environnement, faute de quoi le monde deviendrait irrespirable »³.

Dans ce contexte, le président de la République dote la protection de l'environnement de structures politiques et administratives spécifiques. Il lance d'abord, en juin 1970, un « plan de cent mesures », pour lequel chaque ministère fait quelques propositions concrètes pour améliorer le cadre de vie en France. Il crée une Direction générale de la protection de la

² Cf. : Chapitre 3, point 2-1-1.

³ Cf. : Extraits du discours de G. Pompidou reproduits in : « Georges Pompidou hésite », *Le Monde*, 4.05.1974.

nature rattachée au ministère de l'Agriculture ainsi qu'un Haut Comité de l'Environnement institué auprès du premier ministre. De plus, pour aller au-delà d'un système basé sur la simple coordination interministérielle et créer une structure autonome, il institue à l'occasion d'un remaniement ministériel en janvier 1971 un ministère chargé de la Protection de la nature et de l'Environnement. Si celui-ci ne gère qu'une petite part des dépenses publiques consacrées à l'environnement, il bénéficie d'une haute valeur symbolique en illustrant concrètement la détermination des pouvoirs publics à faire face aux problèmes écologiques qui se présentent sur le territoire. Ce « ministère délégué » devient deux ans plus tard un ministère à part entière⁴. Sa direction est confiée à Robert Poujade (*1928). Bien avant le « Grenelle de l'environnement » organisé sous la présidence de Nicolas Sarkozy en octobre 2007, celui-ci pilote en octobre 1971 les « Etats généraux de l'Environnement » destinés, eux aussi, à dynamiser la réflexion en matière de protection de la nature et d'amélioration de la qualité de vie ainsi qu'à servir de base aux politiques mises en place par les pouvoirs publics.

A la mort de Georges Pompidou, dans le cadre des élections présidentielles anticipées de 1974, Valéry Giscard d'Estaing s'efforce pendant la campagne de montrer son intérêt pour les questions environnementales et sa volonté d'approfondir les politiques publiques dans ce domaine. Il diffuse ainsi à partir du 10 mai 1974, entre les deux tours de l'élection présidentielle, son « programme d'action pour la sauvegarde de la nature et de l'environnement », promesses de campagne regroupées en dix-huit points, portant tout aussi bien sur la sauvegarde des espaces ruraux, des forêts et des parcs naturels que sur l'augmentation des crédits de recherche pour l'énergie solaire et la géothermie, la révision des plans d'urbanisation du pays et la participation des citoyens à la gestion de l'environnement⁵. Une fois élu à la tête du pays, il s'efforcera tout au long de son mandat de traduire dans ses discours politiques et économiques les nouvelles aspirations de la société. Il proclame par exemple en 1975 :

« Protéger, embellir, assainir, adoucir, améliorer l'environnement de notre vie quotidienne est aujourd'hui une tâche essentielle. Essentielle, parce qu'elle répond à une aspiration de plus en plus intensément vécue par nos concitoyens. Il s'agit en quelque sorte de reconnaître un nouveau droit individuel, celui de vivre dans un milieu physique et social permettant l'épanouissement de la personnalité. Tâche essentielle aussi, parce qu'elle doit contribuer à donner un sens nouveau et plus riche à la croissance économique. Au cours des années passées, la croissance quantitative dont a bénéficié l'économie française s'est accomplie, dans une certaine mesure, il faut bien le reconnaître, au détriment de certains éléments de notre patrimoine collectif. Pouvait-il en être autrement ? Ce sera aux historiens

⁴ Pour plus de précisions sur les missions confiées à ces différents organismes publics en matière de protection de l'environnement, voir par exemple : Jacqueline Morand-Deville, *Le droit de l'environnement*, Paris, Presses universitaires de France, édition mise à jour, 2004 [1987], p. 17 sq. et Jean-Luc Mathieu, *La défense de l'environnement en France*, Paris, Presses universitaires de France, édition mise à jour, 1994 [1992], p. 8 sq.

⁵ Cf. : « Le programme du candidat Giscard d'Estaing », *Le Monde*, 11.05.1974.

d'en juger. En tout cas, il est clair aujourd'hui que la croissance quantitative doit désormais mieux respecter les éléments qualitatifs dont dépend notre équilibre collectif et dont dépend notre bonheur individuel. L'industrialisation 'sauvage' qui accumule les nuisances, l'urbanisation hors d'échelle qui disloque les communautés, ne répondent plus aux aspirations et aux nécessités du temps présent. Le moment est venu de définir une nouvelle croissance. »⁶

De même, dans une interview au magazine *Paris-Match* en 1979, Valéry Giscard d'Estaing condamne la société de consommation, reconnaît l'utilité sociale du mouvement écologique, souligne la nécessité d'une « croissance sobre » et d'une renaissance des valeurs spirituelles⁷.

En matière de législation, c'est aussi pendant son septennat qu'apparaissent les premières lois-cadres qui fixent les règles générales de bonne conduite écologique, la plus importante d'entre elles étant la loi du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature. Ce premier texte législatif de portée générale organise, entre autres, la protection des animaux et des plantes sauvages, fixe le principe selon lequel la protection de l'environnement est d'intérêt général et confie à chacun le devoir de veiller à la sauvegarde du milieu naturel dans lequel il vit. Il introduit deux grandes innovations : les études d'impact, qui assurent la prise en compte des préoccupations écologiques dans les grands projets d'aménagement, et la participation des citoyens à l'amélioration de leur cadre de vie en permettant à des associations de défense de la nature d'attaquer en justice des décisions préjudiciables à l'environnement⁸. En février 1978, V. Giscard d'Estaing présente également aux Français une Charte de la qualité de la vie, sous forme de « guide d'action » et valable pour cinq ans (1978-1982), énumérant cent six mesures visant à améliorer la vie quotidienne des Français. A la fin de son mandat, il tiendra ainsi à défendre son bilan environnemental en soulignant qu'au cours des années 1970, la France s'est dotée d'une législation dans le domaine de la protection des espèces animales et végétales et que celle-ci s'est accompagnée de la création de réserves naturelles et de plusieurs parcs nationaux et régionaux. Il insistera également sur les mesures prises pour faire régresser les pollutions de l'eau et de la mer ainsi que la pollution atmosphérique et la pollution par les déchets, tout comme sur le fait que la France se trouve en tête des nations européennes dans la recherche d'une meilleure qualité de vie⁹.

⁶ Allocution de M. Valéry Giscard d'Estaing, Président de la République, lors de la première réunion de l'assemblée élargie du Haut Comité de l'environnement, Paris, Palais de l'Élysée, le 29 octobre 1975.

⁷ Cf. : « Entretien du président de la République avec le directeur de 'Paris-Match' », *Paris-Match*, 14.09.1979.

⁸ Cf. : « L'écologie aura force de loi », *Le Monde*, 23.04.1976.

⁹ Cf. : Premier Ministre – Service d'Information et de Diffusion, *La protection et la mise en valeur de l'environnement 1974-1981*, Paris, Actualités Documents, février 1981. Ce document constitue un aperçu des vingt-et-une lois et décrets principaux de Valéry Giscard d'Estaing sur la protection de la nature et la lutte contre les pollutions entre 1974 et 1981.

Inversement, experts et écologistes soulignent bien au contraire, tout au long des années 1970, la timidité dont font preuve les gouvernements successifs en matière de politique environnementale. C'est tout d'abord le goût de Georges Pompidou pour l'automobile, les autoroutes et la voie express sur la rive gauche de la Seine, tout comme son soutien aux tours d'habitation, aux espaces bétonnés dans les plans d'urbanisation et à l'industrie en général, qui jettent un doute sur la volonté profonde du président de fonder une véritable « morale de l'environnement ». Son successeur à l'Elysée perçoit nettement mieux toute la dimension des défis écologiques ainsi que les attentes qui se développent au sein de la population. C'est avec son arrivée à l'Elysée que les programmes de bétonnage du territoire cessent et que les économies d'énergie ainsi que la récupération des déchets sont encouragées. Toutefois, les détracteurs de Valéry Giscard d'Estaing dénoncent l'énorme écart entre ses promesses officielles et son action sur le terrain. Ils pointent ainsi les mesures annoncées et jamais réalisées, les retards qui s'accumulent pour les décrets d'application, les budgets beaucoup plus serrés que ceux prévus initialement, les dispositions repoussées à plus tard sans que la population en soit informée, les effets d'annonce, les études d'impact bâclées et les entorses aux lois sur les sites classés, les mesures en trompe-l'œil ainsi que celles qui ne sont pas à la hauteur des objectifs fixés, etc.¹⁰. En octobre 1979, Philippe Saint-Marc, fondateur du Comité de la Charte de la nature (1972)¹¹ dont l'idée a été reprise en partie par V. Giscard d'Estaing via sa Charte de la qualité de la vie, démissionne du Haut Comité de l'Environnement. Il annonce à cette occasion qu'« il est inutile de faire partie d'un organisme qui actuellement ne sert plus à rien ». Pour lui, la première expérience de participation des écologistes à l'élaboration d'une politique gouvernementale, voulue par le président de la République, a été « paralysée par l'indifférence du gouvernement et l'hostilité de la technocratie », pointant par là des problèmes de dysfonctionnement et de rivalités, notamment entre les politiques environnementales et celles du ministère de l'Agriculture et de l'Industrie¹².

Surtout, c'est la réalité qui se cache derrière la création du ministère de l'Environnement qui constitue aux yeux des écologistes l'échec le plus flagrant de G. Pompidou et V. Giscard d'Estaing en matière d'amélioration du cadre de vie.

¹⁰ Cf. : « Le Haut Comité à l'Elysée. Les cinq cents jours de la qualité de vie », *Le Monde*, 30.10.1975 ; « 1976, année de la 'relance' ? Trop de mesures en trompe-l'œil », *Le Monde*, 28.12.1976 ; « M. d'Ornano dresse le premier bilan de la charte de la qualité de vie. Des intentions à demi réalisées », *Le Monde*, 8.03.1979 ; Philippe Saint-Marc, « Le prophète désarmé », *Le Monde* ('Idées'), 31.10.1979 ; « Philippe Lebreton : les contradictions du président », interview, *Le Monde Dimanche*, 4.11.1979 ; « Une politique de l'environnement portée aux initiatives spectaculaires mais limitées », *Le Monde*, 15.05.1981. Nous nous référons ici aussi aux articles d'experts et de militants publiés dans la presse nationale et non spécialisée, plus représentatifs du jugement porté par l'opinion publique sur la politique environnementale du gouvernement que la presse écologiste.

¹¹ Cf. : Chapitre 4, point 3-1-1.

¹² Cf. : « Environnement : promesses oubliées », *Le Figaro*, 30.10.1979.

Paradoxalement, c'est donc une mesure qui fait l'originalité et la fierté de la France au début des années 1970 qui convainc le plus les militants verts du manque de détermination du gouvernement dans ce domaine. Ainsi, entre 1972 et 1980, le budget du ministère de l'Environnement ne représente pas plus de 0,1 à 0,3% du budget global de l'Etat. En y ajoutant les budgets « environnement » des autres ministères – dont il dépend fortement – ces dépenses publiques baissent même proportionnellement tout au long de la décennie : de 2,19% du budget de l'Etat en 1972, elles tombent à 1,24% l'année où Valéry Giscard d'Estaing quitte la présidence de la République¹³. Dans *Le Monde*, le journaliste Marc Ambroise-Rendu, largement rallié à la cause environnementale, s'offusque, fin décembre 1977 :

« En fait, la part de l'écologie dans le train de vie de l'Etat a chuté de 40 % depuis l'arrivée au pouvoir de M. Valéry Giscard d'Estaing. (...) Les maires, les chefs d'entreprises, les citoyens admettront-ils longtemps que les pouvoirs publics cachent leur désengagement croissant derrière le rideau de fumée des déclarations en faveur de l'écologie ? »¹⁴

Dans la presse écologique, les déceptions sont également très fortes¹⁵, tandis que même le premier titulaire du poste de ministre de l'Environnement, Robert Poujade, publie juste après son expérience un ouvrage dont le titre s'apparente déjà à un aveu d'impuissance : *Le ministère de l'impossible*¹⁶. En dehors de cette faiblesse budgétaire chronique, les personnes qui suivent de près ce dossier sont également contrariées par le fait que jusqu'en 1989, le ministère de l'Environnement ne dispose d'aucune responsabilité dans le domaine de la sécurité nucléaire et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs, ainsi que de très peu de marge de manœuvre dans le domaine de l'agriculture. Avec une centaine de fonctionnaires seulement, ses responsabilités essentielles se restreignent donc à la protection de la nature (parcs et réserves naturels), la prévention des pollutions et des nuisances (air, eau, déchets, bruits) ainsi que diverses actions ponctuelles améliorant la qualité de la vie (espaces verts, aménagements urbains). Enfin, l'extrême instabilité du ministère de l'Environnement contribue aussi à affaiblir la portée de ses ambitions puisqu'au-delà de ses fréquents changements de nom et de compétences¹⁷, dix ministres et secrétaires

¹³ Cf. : Tableau récapitulatif de l'évolution des budgets de l'environnement en France, *Le Monde*, 24.02.1982.

¹⁴ Cf. : « En dépit des déclarations officielles, la part de l'écologie dans le budget de l'Etat a baissé de 40% depuis l'élection de M. Giscard d'Estaing », *Le Monde*, 31.12.1977.

¹⁵ Pierre Fournier par exemple critique férocement le « budget misérable » du ministère Poujade. D'après ses calculs, en 1972, son budget « est inférieur au prix de vente d'un seul Concorde et au sixième du prix de revient 'officiel' d'un seul sous-marin nucléaire ». Cf. : Pierre Fournier, « Des mots, des mots », *Charlie Hebdo*, art. cit. Voir également, entre autres : « M. Poujade nous mène en péniche », *Le Courrier de la Baleine*, n° 4, février 1973, p. 5-6 ; « A quoi sert Robert Poujade ? », *Le Sauvage*, n° 8, décembre 1973, p. 8-15.

¹⁶ Cf. : Robert Poujade, *Le ministère de l'impossible*, Paris, Calmann-Lévy, 1975.

¹⁷ Depuis sa création en 1971, ce ministère porte des noms divers et bénéficie de compétences plus ou moins vastes. Lui succèdent jusqu'en 1981 : un ministère des Affaires culturelles et de l'Environnement (1974), trois

d'Etat se relayent à sa tête entre 1971 et 1981, dont sept sous la présidence de V. Giscard d'Estaing¹⁸.

En ce sens, en dépit de discours novateurs et d'une prise de conscience certaine vis-à-vis des enjeux écologiques de la part des présidents de la République et des gouvernements qui se succèdent au cours des années 1970, les priorités de l'Etat évoluent peu. Les discours proclamés au sujet de la nécessité de prendre davantage en compte la dimension environnementale, de même que les lois entrées en vigueur et les nouvelles réglementations, vont dans le bon sens, mais ces actions restent secondaires par rapport aux objectifs de croissance industrielle, urbaine et agricole ainsi qu'aux impératifs de rentabilité et à la volonté nourrie par la France de rattraper l'Allemagne d'un point de vue économique. De ce fait, une détermination forte pour faire appliquer les nouvelles orientations en matière de protection de la biosphère et d'amélioration de la qualité de vie fait largement défaut. Après le choc pétrolier de 1973, le renforcement du programme électronucléaire de l'Hexagone et les accrochages qui ont lieu à cette occasion entre les pouvoirs publics et une partie de la population – soucieuse de préserver son environnement proche, d'éviter le développement d'une technologie dangereuse ou de s'opposer au manque de transparence de l'Etat dans ce domaine – les écologistes sont confortés dans l'idée que les partis au pouvoir ne sont pas en mesure de repenser en profondeur leur conception de la gestion du pays. Certaines politiques de prestige, comme la construction de l'avion supersonique Concorde (cible des écologistes pour sa pollution atmosphérique et sonore) ou certaines habitudes de la majorité présidentielle, à l'image de la participation de Valéry Giscard d'Estaing à de nombreux safaris, achèvent de ternir auprès des écologistes l'image de la droite comme courant politique capable de répondre « aux aspirations et aux nécessités du temps présent ».

1-1-2 La tentative de récupération des thèmes écologistes par le Parti socialiste

Au sein de l'opposition, cette décennie est marquée à partir de 1971, date de la tenue du congrès d'Epinay qui désigne François Mitterrand (1916-1996) comme premier secrétaire, par l'ascension du Parti socialiste. En matière d'environnement, les politologues Hélène Hatzfeld et Guillaume Sainteny s'accordent pour souligner qu'au cours de ses premières années d'existence, le PS passe largement à côté des enjeux écologiques puisque sans ignorer les nouveaux mouvements sociaux et les luttes sociales qui se développent dans les années 1970, les socialistes n'en reconnaissent pas la spécificité. Ils considèrent en effet les

ministères de la Qualité de la vie (1974-1977), un ministère de la Culture et de l'Environnement (1977-1978) puis un ministère de l'Environnement et du Cadre de vie (1978-1981).

¹⁸ Ces dix ministres et secrétaires d'Etat sont, dans l'ordre : Robert Poujade, Alain Peyrefitte, Paul Dijoud, Gabriel Peronnet, André Jarrot, André Fosset, Paul Granet, Vincent Ansquer, Michel d'Ornano et François Delmas.

mouvements écologistes comme des organisations sectorielles, qui défendent des intérêts particuliers et dont la mobilisation ne peut s'inscrire dans le champ du politique. En conséquence, ils tentent de replacer les revendications de ces derniers dans leur schéma d'analyse traditionnel basé sur les clivages entre la gauche et la droite, le socialisme et le capitalisme, le progrès et le conservatisme¹⁹.

Ainsi, lors du discours qu'il prononce au Congrès d'Epinay, François Mitterrand évoque-t-il les valeurs « qualitatives » de la société chères aux nouveaux mouvements sociaux²⁰. *Changer la vie*, le programme de gouvernement du Parti socialiste adopté en 1972, va également dans ce sens et parle notamment d'autogestion (dans le cadre du renforcement de la démocratie dans les entreprises) et de décentralisation pour rapprocher le pouvoir du citoyen. Il se fixe également pour objectif d'élargir le champ des libertés individuelles et collectives, d'éliminer les discriminations dont souffrent les étrangers, les femmes et les jeunes, de réorganiser les échanges mondiaux pour mettre en place une véritable coopération avec le Tiers-monde et se prononce pour le désarmement et la paix dans le monde²¹. Sur le plan de la protection de l'environnement toutefois, les propositions du PS sont peu nombreuses : le chapitre consacré au « droit à la ville et à la nature » ne s'étale que sur onze pages sur un total de 240, soit un peu plus de 4 % du programme²². Dans le programme commun de gouvernement du Parti communiste et du Parti socialiste adopté le 27 juin de la même année, l'absence d'intérêt pour les questions environnementales est encore plus flagrante puisqu'en dehors d'un paragraphe sur « le cadre de vie », le chapitre consacré à « la lutte contre la pollution et les nuisances » ne fait qu'une page et demie sur 136, soit 1 % de l'ensemble²³. Dans ces documents, le PS – et à fortiori le PCF – ne cherche pas à décrypter toute la nouveauté que représente la réflexion écologiste qui s'amorce à cette époque en matière de gestion des ressources naturelles et d'organisation de la société. Ils s'attachent bien plus à faire de la destruction de la planète et du non-respect de la qualité de vie des citoyens une preuve supplémentaire des égarements du système capitaliste. Les revendications écologistes, si elles sont entendues – à l'image de la lutte contre les industries polluantes, le

¹⁹ Cf. : Hélène Hatzfeld, *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, op. cit., p. 148-151, et surtout : Guillaume Sainteny, « Le Parti socialiste face à l'écologisme. De l'exclusion d'un enjeu aux tentatives de subordination d'un intrus » in : *Revue française de science politique*, n° 44, 3, juin 1994, p. 424-461. Voir également : Guillaume Sainteny, *L'introuvable écologisme français ?*, Presses universitaires de France, 2000, p. 143-224.

²⁰ François Mitterrand, Discours prononcé lors du Congrès d'Epinay, 13 juin 1971.

²¹ Parti socialiste, *Changer la vie. Programme de gouvernement du Parti socialiste*, Paris, Flammarion, 1972, p. 69, 101-113, 193-197, 200-203.

²² Cf. : *Ibid.*, p. 137-148.

²³ Cf. : Parti communiste français, *Programme commun de gouvernement du Parti communiste français et du Parti socialiste (27 juin 1972)*, Paris, Editions sociales, 1972. Programme reproduit dans son intégralité de la p. 49 à la p. 185. Chapitre « La lutte contre la pollution et les nuisances », p. 71-72.

bruit, la pollution des espaces naturels, de l'air et de l'eau²⁴ – sont donc intégrées dans un discours de promotion du système socialiste :

« C'est le système actuel qui entraîne la dégradation de notre patrimoine naturel. Une économie socialiste, qui fait passer l'intérêt de tous avant le profit de quelques-uns, respecte, elle, ces choses si précieuses, qui ne peuvent se vendre, ni s'acheter, et qui s'appellent calme, beauté de la nature, respect de la vie. »²⁵

Au grand dam des écologistes qui ne manquent pas d'afficher leur mécontentement²⁶, la lutte pour l'environnement et la qualité de vie est ainsi ravalée au rang de sous-catégorie qui s'inscrit dans la lutte socialiste contre la droite, le capitalisme et les valeurs conservatrices. A cette occasion, le PS ne manque pas de souligner qu'il ne s'agit en rien de renoncer à la croissance, mais de proposer « un nouveau modèle de consommation » basé sur la réduction de la publicité, la satisfaction des besoins réels et une offre marchande « au juste prix »²⁷. De plus, il s'accorde avec les communistes sur la nécessité de résoudre le problème des pollutions et des nuisances grâce à une autre politique qui utiliserait pleinement le progrès scientifique et technique – orientation qui vise particulièrement à démarquer la gauche traditionnelle des mouvements écologistes soupçonnés de vouloir revenir à la bougie et au métier à tisser²⁸. En agissant de cette manière, le PS rejette donc la prétention des écologistes à constituer une alternative politique globale et tente de conserver les anciens clivages politiques et sociaux sur lesquels il s'est installé.

A partir de 1973, avec l'arrivée des premières candidatures vertes aux élections législatives, et surtout avec la candidature de René Dumont à l'élection présidentielle de 1974, sa stratégie va toutefois évoluer. Le PS cherche alors à mettre en avant le fait qu'il a bien pris la mesure des défis écologiques et qu'il les prend au sérieux, reconnaissant dans un numéro spécial de *Le Poing et la Rose* sur le socialisme et le cadre de vie que « l'écologie est un problème éminemment politique »²⁹. Cette nouvelle orientation est confirmée lors du congrès de Grenoble de juin 1973, où la motion « Changer le cadre de vie » est votée à l'unanimité. Ce texte dénonce « le pillage de la nature, de l'espace et des ressources naturelles au profit exclusif des grands groupes industriels et financiers ». En conséquence, le PS décide « d'intensifier la réflexion sur ces problèmes, en son sein et avec les autres organisations du

²⁴ Cf. : « La lutte contre la pollution et les nuisances », *Ibid.*, p. 71-72.

²⁵ Cf. : Parti socialiste, *Changer la vie. Programme de gouvernement du Parti socialiste*, doc. cit., p. 146.

²⁶ Sur le programme commun qui ne fait « qu'effleurer la lutte contre les pollutions et les nuisances », voir : « La gauche, hélas... », *Le Sauvage*, n° 12, avril 1974, p. 13-16, ici p. 14.

²⁷ Cf. : Parti socialiste, *Changer la vie. Programme de gouvernement du Parti socialiste*, doc. cit., p. 238-239.

²⁸ Cf. : Parti communiste français, *Programme commun de gouvernement du Parti communiste français et du Parti socialiste (27 juin 1972)*, doc. cit., p. 71-72.

²⁹ Cf. : Editorial d'Edith Cresson, *Le Poing et la Rose*, n° 10, 3.02.1973, p. 1.

mouvement ouvrier et les comités de défense et de protection du cadre de vie ». Il appelle ses militants « à développer les luttes sur le terrain et à formuler des propositions concrètes, destinées à approfondir le programme socialiste et le programme commun de gouvernement »³⁰. Toutefois, même si le Comité consultatif de l'environnement créé en son sein en mars 1972 devient Commission nationale après les présidentielles de 1974 et qu'une chronique mensuelle est dorénavant consacrée à l'environnement dans sa revue *Communes de France*, cette réorientation se concrétise peu dans les faits. Selon *Le Sauvage*, cette belle unanimité obtenue au congrès de Grenoble cache mal le fossé qui sépare les membres de la section environnement du parti de l'ensemble des dirigeants du PS, beaucoup plus attentistes. La revue écologiste considère ainsi qu'une certaine confusion est sciemment entretenue par les instances dirigeantes du PS pour attirer les électeurs de tous bords³¹. De plus, même si François Mitterrand, candidat commun de la gauche aux élections présidentielles de 1974, s'attache à donner aux écologistes des garanties sur le sérieux de ses projets en matière d'aménagement du territoire et de cadre de vie³², cette stratégie ne contribue pas à une réelle prise en compte des préoccupations environnementales dans les principales orientations du PS. Ainsi, lors du premier tour des élections présidentielles, le 5 mai 1974, le PS est tout autant pris de court que la droite par le score obtenu à ce scrutin par le candidat des écologistes, René Dumont, qui rassemble à cette occasion 1,3% des suffrages. Pour récupérer les quelques 337.800 voix que représente ce chiffre, et face à l'initiative de Valéry Giscard d'Estaing qui publie le 10 mai son « programme d'action pour la sauvegarde de la nature et de l'environnement » en dix-huit points, François Mitterrand est également contraint de publier en toute hâte, le 14 mai, c'est-à-dire six jours avant le second tour, un programme sur l'environnement³³.

Après cette expérience, face à la montée de la contestation écologique et antinucléaire à la fin des années 1970, et en perspective des nombreuses échéances électorales entre 1977 et 1981³⁴, le Parti socialiste s'engage dans une véritable phase d'opération de séduction des électeurs sensibles aux thèmes écologistes. Les élections municipales de mars 1977, au cours desquelles les listes vertes ont obtenu de bons résultats – notamment à Paris où elles dépassent la barre des 10% – font figure de détonateur. Cette nouvelle stratégie de

³⁰ Cf. : *Le Poing et la Rose*, n° 18, juillet 1973, p. 7. Numéro spécial portant sur les décisions et les résolutions du congrès du PS qui s'est tenu à Grenoble du 22 au 24 juin 1973.

³¹ Cf. : « La gauche, hélas... », *Le Sauvage*, art. cit.

³² A cet égard, dans le cadre de la campagne électorale, F. Mitterrand accorde plusieurs interviews à des revues écologistes. Voir notamment : « François Mitterrand : 'un arrêt brutal de la croissance sacrifierait les plus faibles' », Interview de F. Mitterrand, *Le Sauvage*, n° 13, mai 1974, p. 9-11.

³³ Cf. : Le programme sur l'environnement de François Mitterrand est publié dans *Le Monde*, le 15.05.1974.

³⁴ Cf. : Elections municipales en 1977, législatives en 1978, européennes en 1979 et présidentielles en 1981.

récupération des thèmes écologistes est d'ailleurs entérinée lors du congrès national du PS qui se tient à Nantes en juin 1977, quelques semaines après les élections municipales, la motion d'orientation affirmant que le parti « comprend et partage les préoccupations des écologistes »³⁵. En conséquence, les socialistes multiplient les publications et organisent plusieurs colloques sur le cadre de vie, les questions d'environnement, d'énergie et d'écologie³⁶. François Mitterrand participe personnellement à cette démarche en soulignant dans les ouvrages qu'il publie son intérêt pour la nature et l'environnement ainsi que le travail du PS dans ce domaine³⁷. Dans cette entreprise de séduction, le PS développe particulièrement deux types d'argumentation. Il cherche d'une part à prouver que les socialistes se sont toujours préoccupés du cadre de vie des travailleurs et qu'en ce sens, le PS et les écologistes se battent pour les mêmes causes. Il insiste d'autre part sur le fait que les écologistes ont une vision un peu simpliste du monde – notamment quand ils refusent la croissance pour améliorer la qualité de vie, sans penser que la croissance est créatrice d'emploi – et se présente comme la formation politique la plus à même de s'attaquer aux causes et pas seulement aux symptômes de la dégradation environnementale. En 1980, dans le « Projet socialiste » que le parti propose « pour la France des années 80 », celui-ci inscrit pour la première fois, dans un texte officiel d'orientation générale, les actions qu'il envisage s'il arrive au pouvoir en faveur du respect de l'environnement et du cadre de vie ainsi que dans le domaine des économies d'énergie et du recyclage des matières premières³⁸. Cette orientation est également présente dans les « 110 propositions pour la France » que le PS et F. Mitterrand présentent en vue des élections présidentielles de 1981 : aussi bien dans le domaine de l'énergie et de l'agriculture qu'en matière de cadre de vie et de respect des équilibres naturels, mais également dans le domaine de la lutte contre les discriminations sociales, la promotion des identités régionales et la décentralisation des pouvoirs, les socialistes font des efforts manifestes pour convaincre l'électorat écologiste de leur détermination et de leurs compétences³⁹.

³⁵ Cf. : Parti socialiste, « Motion d'orientation du congrès de Nantes (juin 1977) » in : « Textes de références du Parti socialiste », supplément à la revue *Le Poing et la Rose*, n° 73, octobre 1978, p. 22-32.

³⁶ Voir notamment le colloque du PS « Logement social et cadre de vie » (1977), sa brochure « Pour une politique de l'environnement » (1977, supplément à la revue *Le Poing et la Rose* n° 65), son colloque sur l'environnement en 1980 ainsi que ses états généraux du cadre de vie en janvier 1981 et sa brochure « Ecologie » (1981, supplément à la revue *Le Poing et la Rose* de mars).

³⁷ Cf. : François Mitterrand, *L'abeille et l'architecte*, Paris, Flammarion, 1978 ; *Ici et maintenant*, Paris, Fayard, 1980. Passages cités par Guillaume Sainteny in : « Le Parti socialiste face à l'écologisme... », *art. cit.*, p. 432 et 434.

³⁸ Cf. : Parti socialiste, *Projet socialiste. Pour la France des années 80*, Paris, Club socialiste du livre, 1980. Voir notamment la troisième partie : « AGIR », p. 176-178, 201-204, 272-279.

³⁹ Cf. : Parti socialiste, *110 propositions pour la France*, élections présidentielles, avril-mai 1981.

A ce titre, l'évolution du discours des socialistes vis-à-vis de l'énergie nucléaire, entre 1977 et 1981, est particulièrement révélatrice de leur volonté de ne pas se couper du mouvement antinucléaire et de récupérer les votes des électeurs sensibles aux thématiques écologiques. En effet, en 1974, le PS considère le recours à l'énergie nucléaire comme indispensable, du moins dans un premier temps. Il soutient donc la politique énergétique du gouvernement, tout en réclamant le renforcement des mesures de sécurité, le développement en parallèle de nouvelles sources d'énergie et une meilleure consultation de la population sur cette question⁴⁰. Jusqu'en 1977, il soutient ainsi ouvertement le recours à l'énergie nucléaire civile, tout en refusant la politique du « tout nucléaire » menée par le gouvernement. Les grandes manifestations de l'été 1977 contre les centrales atomiques, auxquelles participent également des élus et des militants socialistes, vont toutefois changer la donne. Le PS commence en effet à nuancer sa position sur le sujet. Entre le début et la fin de l'année 1977, il passe alors d'un simple appel au ralentissement du rythme de construction des centrales nucléaires au refus de toute nouvelle commande de tranches. Il se prononce ensuite pour un moratoire sur le projet de surgénérateur à Creys-Malville et finit par suggérer, à l'automne, un moratoire nucléaire de deux ans. Dans ce contexte, Guillaume Sainteny souligne combien cette évolution est également rendue possible par la rupture de l'Union de la gauche qui a lieu cette année-là et qui libère le PS de ses engagements vis-à-vis du Parti communiste, fervent défenseur de l'industrie nucléaire civile⁴¹. En 1980, le PS accepte de signer une « pétition nationale pour une autre politique de l'énergie » et soutient ainsi un projet initié notamment par les Amis de la Terre et porté par la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN)⁴². Enfin, avant les élections présidentielles de 1981, les socialistes présentent leur nouveau programme énergétique et défendent à cette occasion des positions très proches de celles des écologistes, notamment en condamnant Superphénix, en ravalant l'énergie nucléaire au rang d'énergie de transition et en préférant se concentrer sur le développement des énergies nouvelles, le renforcement de l'efficacité énergétique et la protection de l'environnement⁴³. La campagne électorale est alors à l'image de cette nouvelle orientation : le PS multiplie les attentions à l'encontre de l'électorat « vert » et des militants écologistes. Dans ses « 110 propositions pour la France » par exemple, le PS souligne ainsi qu'il souhaite

⁴⁰ Voir par exemple à ce sujet l'interview de F. Mitterrand dans *Le Sauvage*, en mai 1974 : « François Mitterrand : 'un arrêt brutal de la croissance sacrifierait les plus faibles' », *doc. cit.*

⁴¹ Cf. : Guillaume Sainteny, « Le Parti socialiste face à l'écologisme... », *art. cit.*, p. 433 sq.

⁴² Voir à ce sujet le témoignage de Pierre Samuel : *Histoire des Amis de la Terre. 1970-1989 : vingt ans au cœur de l'écologie*, *doc. cit.*, p. 17.

⁴³ Cf. : Parti socialiste, *Energie : l'autre politique*, Paris, Club socialiste du livre, 1981.

limiter le programme nucléaire « aux centrales en cours de construction, en attendant que le pays, réellement informé, puisse se prononcer par référendum »⁴⁴.

Dans le contexte politique des années 1977-1981, où les scrutins électoraux se succèdent, il est évident que les prises de position du PS en faveur de l'environnement et très nuancées sur le nucléaire sont largement influencées par une stratégie électorale qui vise à rassembler derrière F. Mitterrand le plus grand nombre de courants et d'électeurs de gauche possible. Face à cette stratégie de séduction, les écologistes – et les militants antinucléaires en particulier – ne sont, bien sûr, pas dupes. René Dumont, non sans penser aussi au Parti socialiste, considère ainsi dans son ouvrage *Seule une écologie socialiste*, publié en 1977, que les partis traditionnels, tout en reconnaissant la réalité des problèmes écologiques, ne s'attachent à traiter que les crises immédiates pour plaire aux électeurs sans les effrayer et qu'en ce sens, ils n'ont pas pris toute la mesure des défis à relever en matière d'environnement⁴⁵. Pierre Samuel, un des animateurs des Amis de la Terre, livrera pour sa part le témoignage suivant en 1998 :

« Lors de la campagne présidentielle de 1981, le PS avait mis en avant ses éléments les moins favorables au nucléaire, afin, au premier tour, de limiter le score des candidats antinucléaires (Brice Lalonde, H. Bouchardeau), puis, au deuxième tour, d'attirer leurs voix vers Mitterrand. »⁴⁶

Il n'en demeure pas moins que dans la seconde moitié des années 1970, un certain lien s'installe entre le PS et les écologistes au niveau des thématiques environnementales et énergétiques, au-delà de positions proches concernant notamment le fonctionnement de la démocratie, la répartition du travail et des richesses et la mise en avant des valeurs « qualitatives ». Ce lien est alimenté directement par François Mitterrand qui s'efforce de montrer qu'il prend au sérieux les problématiques qui intéressent les écologistes – sans avoir à le prouver concrètement sur le terrain, à l'échelle nationale, dans la mesure où les socialistes se trouvent dans l'opposition – son objectif étant bien sûr de récupérer les électeurs potentiels des listes vertes. De l'autre côté, les écologistes nourrissent également ce lien dans la mesure où ils sont majoritairement ancrés à gauche idéologiquement, souvent proches du socialisme et qu'ils soutiennent en général les candidats du PS lors des seconds tours de scrutin dont ils

⁴⁴ Cf. : Parti socialiste, *110 propositions pour la France*, doc. cit. Voir les propositions 37-39, citation : proposition 38.

⁴⁵ Cf. : René Dumont, *Seule une écologie socialiste*, op. cit., p. 276-277.

⁴⁶ Cf. : Pierre Samuel, *Histoire des Amis de la Terre. 1970-1989 : vingt ans au cœur de l'écologie*, témoignage, doc. cit., p. 17. Précisons qu'Huguette Bouchardeau a été la candidate du PSU à ces élections.

ont été éliminés, à l'image de René Dumont qui appelle à voter pour F. Mitterrand en 1974⁴⁷. D'autre part, cette relation qui s'installe entre le PS et les écologistes tient également au fait que le Parti socialiste contribue largement à légitimer ces derniers sur la scène politique, par l'attention qu'il leur porte à partir de 1977, son empressement à souligner qu'il prend au sérieux leurs thématiques et combien l'écologie fait partie du politique⁴⁸. Inversement, dans les années 1970, les écologistes ont bien compris que leur mobilisation permettait de faire pression sur la gauche traditionnelle non communiste et de la pousser vers l'écologie. Ce rapport de force convient d'ailleurs bien aux écologistes français, moins radicaux que leurs homologues allemands, comme nous avons eu l'occasion de le voir dans le chapitre précédent, et qui cherchent surtout à cette époque à provoquer une onde de choc au sein de la société et de la sphère politique, avant tout d'ordre culturel. Sans ambitions politiques encore bien définies, les écologistes cherchent donc bien plus à faire changer le PS qu'à le concurrencer sérieusement dans les urnes – opération qui semble connaître un certain succès jusqu'en 1981.

1-2 En Allemagne : le non engagement des partis établis pour les thématiques environnementales

1-2-1 L'exception Willy Brandt

En République fédérale d'Allemagne, la situation se présente sous un autre jour dans la mesure où, à partir de 1969 et tout au long des années 1970, le pays est dirigé au niveau fédéral par le SPD, grâce à une coalition social-libérale où le FDP fait figure d'allié minoritaire. Dès son arrivée au pouvoir, la coalition gouvernementale dirigée par Willy Brandt semble elle aussi prendre au sérieux les défis croissants en matière d'environnement, l'amélioration de la qualité de vie constituant même un objectif s'intégrant parfaitement au programme des sociaux-libéraux qui ont annoncé une « politique des réformes intérieures » (*Politik der inneren Reformen*). Après la récession de 1966-1967, le gouvernement fédéral peut aussi compter sur une phase de croissance économique pour financer des investissements visant à améliorer la situation environnementale. De plus, selon les analyses de Sigward Wilhelm, la prise en compte des thématiques écologiques à l'échelle nationale constitue pour le SPD et le FDP une initiative sur le plan intérieur qui est très bien accueillie par les leaders de la coalition au pouvoir dans la mesure où elle permet d'offrir un contrepoids largement

⁴⁷ Cf. : Chapitre 4, point 2-1-3. Ajoutons que socialistes et écologistes se connaissent aussi souvent personnellement dans la mesure où ils se fréquentent mutuellement, notamment dans les salons et les dîners en ville, autre ressort traditionnel de la politique française.

⁴⁸ Cf. : Guillaume Sainteny, « Le Parti socialiste face à l'écologisme... », *art. cit.*, p. 458 sq.

consensuel à la « *Ostpolitik* » qu'ils mettent en place sur le plan international et qui soulève bien des débats au sein de leurs propres formations partisans et de l'opinion publique ouest-allemande⁴⁹. Willy Brandt, qui a été l'un des premiers hommes politiques allemands à se positionner sur les questions environnementales, en faisant campagne lors des élections pour le Bundestag de 1961 avec le slogan : « *Blauer Himmel über der Ruhr* » (Ciel bleu au-dessus de la Ruhr), à une époque où la pollution atmosphérique était loin de représenter une priorité au niveau politique, incarne ce changement de paradigme au sein du SPD. En tant que chancelier, le 29 novembre 1970, lors d'une manifestation organisée par le *Deutscher Naturschutzring* (Cercle allemand pour la protection de la nature), il se distingue par un discours proche des thèses écologistes, déclarant notamment :

« Dans les pays industrialisés – et particulièrement en République fédérale d'Allemagne – on assiste à une sérieuse dégradation des conditions environnementales naturelles : nos bases existentielles sont maintenant en danger. (...) Nous faisons face aujourd'hui à la double tâche de protéger la nature *contre* les hommes et *pour* les hommes. (...) Il manque un concept d'ensemble systématique et capable d'anticiper, qui prenne en compte les rapports extrêmement complexes de notre environnement. (...) La conception active de notre environnement est un enjeu de société qui n'est pas conciliable avec l'objectif d'une simple augmentation des richesses. Une politique qui se concentre uniquement sur la croissance économique n'apporte pas de véritable prospérité pour la société et conduit même à des erreurs en matière d'évolution de notre civilisation. »⁵⁰

De même, à l'instar du secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur, Günter Hartkopf, (1923-1989), le FDP compte parmi ses dirigeants quelques personnes sensibilisées aux problématiques écologiques. En 1971, ce parti inclut dans son programme des considérations environnementales, allant même jusqu'à évoquer l'idée d'inscrire dans la constitution un droit fondamental en matière d'environnement⁵¹.

En 1970, Willy Brandt charge un comité interministériel pour les questions environnementales (*Kabinettausschuß für Umweltfragen*) de préparer un « programme immédiat » (*Sofortprogramm*) contenant des mesures contre la contamination de l'air et de

⁴⁹ Cf. : Sighard Wilhelm, *Umweltpolitik. Bilanz, Probleme, Zukunft*, op. cit., p. 31 sq.

⁵⁰ « In den Industrieländern – nicht zuletzt auch in der Bundesrepublik Deutschland – ist eine ernste Verschlechterung der natürlichen Umweltbedingungen eingetreten: Unsere Lebensgrundlagen sind in Gefahr geraten. (...) Wir stehen heute vor der doppelten Aufgabe, die Natur zugleich *vor* den Menschen und *für* die Menschen zu schützen. (...) Es fehlt an einem systematischen und vorausschauenden Gesamtkonzept, das den außerordentlich komplexen Zusammenhängen unserer Welt Rechnung trägt. (...) Die aktive Gestaltung unserer Umwelt ist ein gesellschaftspolitisches Ziel, das sich mit dem Ziel einer bloßen Wohlstandsteigerung nicht vereinbaren läßt. Eine Politik, die sich allein auf das wirtschaftliche Wachstum konzentriert, bringt keinen echten Zuwachs für die Gesellschaft, sondern führt zu zivilisatorischen Fehlentwicklungen. » Cf. : Willy Brandt, « Gesellschaftspolitische Bedeutung eines wirksamen Umweltschutzes ». Discours prononcé le 29 novembre 1970 à Bonn, lors d'une manifestation organisée par le *Deutscher Naturschutzring*. Texte reproduit intégralement in : Holger Strohm (éd.), *Umweltschutzreport*, op. cit., p. 324-330. Citations p. 324, 325, 326 et 327.

⁵¹ Cf. : Freie Demokratische Partei (FDP), *Freiburger Thesen der FDP zur Gesellschaftspolitik*, Bonn, Bundesgeschäftsstelle, 1971.

l'eau, ainsi que contre le bruit et l'utilisation de biocides, et visant à renforcer la protection de la nature, l'entretien des paysages et la recherche technologique en matière d'environnement. Cette initiative est suivie en octobre 1971 d'un « Programme pour l'environnement » (*Umweltprogramm*), rédigé sous la direction du ministre fédéral de l'Intérieur, Hans-Dietrich Genscher (*1927), membre du FDP. Ce programme prend en considération plus de trois cents propositions d'« initiatives de citoyens ». A travers lui, le gouvernement se fixe pour objectifs de faire prendre conscience à la population des défis écologiques et d'initier de nouvelles mesures, notamment en matière d'assainissement de l'eau et de lutte contre le bruit et la pollution atmosphérique, domaines du ressort de l'Etat fédéral⁵². Un décret en date du 28 décembre 1971 prévoit également la création d'un Conseil d'experts pour les questions environnementales (*Rat von Sachverständigen für Umweltfragen*), composé de douze spécialistes rattachés au ministère fédéral de l'Intérieur, et en 1974, une loi crée au niveau administratif l'Office fédéral pour l'environnement (*Umweltbundesamt*). En 1976, le gouvernement social-libéral, maintenant dirigé par Helmut Schmidt, renforce cette orientation au sein de la politique fédérale : son Rapport sur l'environnement (*Umweltbericht '76*) est centré autour de deux grands principes destinés par la suite à servir de référence en matière de législation environnementale : le principe de précaution, qui implique une action préventive de l'Etat pour éviter qu'il soit porté atteinte à l'homme et la nature, et le principe du pollueur-payeur. Ce rapport annonce également un renforcement de la politique d'assainissement des eaux et de lutte contre la pollution sonore, invite à l'exploitation modérée des matières premières et des éléments naturels et met l'accent sur une plus grande prise en compte des questions écologiques dans tous les champs du politique⁵³. Ainsi, dès le début des années 1970, le SPD et le FDP définissent ensemble les grandes orientations du gouvernement en matière de politique environnementale et dotent le pays d'un programme et d'instruments concrets pour amorcer une véritable politique écologique. La loi relative au bruit émis par les avions (*Fluglärmsgesetz*, 1971), celle qui réduit la proportion de plomb dans l'essence (*Benzin-Bleigesetz*, 1971), celle qui interdit l'utilisation du DDT comme insecticide (*DDT-Gesetz*, 1972) ainsi que la loi de restriction des émissions polluantes (*Bundesimmissionsschutzgesetz*, 1974) font partie de leurs premières réussites. Peter Menke-Glückert considère ainsi en 1978 que, « dans l'histoire allemande de l'après-guerre, aucun autre gouvernement que la coalition social-libérale n'a fait autant de choses en si peu de

⁵² Cf. : Bundesministerium des Innern, *Umweltschutz - Das Umweltprogramm der Bundesregierung*, Stuttgart, Verlag W. Kohlhammer, 1971.

⁵³ Cf. : Bundesministerium des Innern, *Umweltbericht '76. Fortschreibung des Umweltprogramms der Bundesregierung vom 14. Juli 1976*, Stuttgart, Verlag W. Kohlhammer, 1976.

temps pour la protection de l'environnement et gagné par là un large soutien au sein de la population »⁵⁴.

1-2-2 Crise économique et amenuisement progressif des impulsions environnementales sous le chancelier Schmidt

Néanmoins, cette bonne volonté politique, tablant en grande partie sur un changement des mentalités, parmi les citoyens aussi bien que dans les entreprises, n'est pas suivie de beaucoup de changements concrets dans la mesure où elle s'avère peu contraignante et que le secteur industriel surtout, pris au dépourvu, ne change aucunement ses modes de production et de distribution⁵⁵. De plus, en l'absence de ministère fédéral de l'Environnement – celui-ci ne sera fondé qu'en 1986, peu après la catastrophe de Tchernobyl – si le ministère de l'Intérieur se voit confier la plus grosse partie de la gestion des questions environnementales, plusieurs autres institutions reçoivent également des compétences dans ce domaine, en particulier les ministères des Transports, de l'Economie et de l'Agriculture. Leurs intérêts parfois très divergents rendent ainsi difficile et ralentissent considérablement la mise en place de mesures environnementales efficaces et cohérentes. A cela s'ajoute que la protection de l'environnement est une compétence partagée entre les *Länder* et l'Etat fédéral en RFA, si bien que la coalition social-libérale se trouve également liée au soutien de la chambre haute du Parlement, le Bundesrat, pour mener à bien ses réformes dans ce domaine. A ce niveau également, la coopération s'avère compliquée, dans la mesure où de nombreuses régions dirigées par l'opposition bloquent les initiatives du gouvernement fédéral.

Par ailleurs, le successeur de Willy Brandt au poste de chancelier, Helmut Schmidt, est loin de partager avec son prédécesseur le même engagement sur les questions écologiques. S'il prolonge le travail effectué dans le « Programme pour l'environnement » de 1971 par ce Rapport sur l'environnement de l'été 1976 évoqué précédemment et si son gouvernement n'hésite pas à se vanter du fait que l'Allemagne possède « la meilleure législation environnementale au monde », la campagne de H. Schmidt en vue des élections législatives de 1976 ne reprend en rien la question de la protection de la biosphère⁵⁶. Arrivé en 1974 à la tête du gouvernement, en pleine crise économique (après le choc pétrolier de 1973), Helmut Schmidt met fin à la phase de réformes initiée par son prédécesseur pour se tourner vers une

⁵⁴ « Keine Regierung in der deutschen Nachkriegsgeschichte hat soviel in so kurzer Zeit für den Umweltschutz getan und an breiter Zustimmung in der Bevölkerung erreicht wie die sozialliberale Koalition. » In : Peter Menke-Glückert, « Grüner Protest – Zeichen der Parteienverdrossenheit ? », *Aus Politik und Zeitgeschichte. Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament*, B 43/78, 28.10.1978, p. 3-19, ici p. 9.

⁵⁵ Cf. : Sighard Wilhelm, *Umweltpolitik. Bilanz, Probleme, Zukunft*, op. cit., p. 35.

⁵⁶ Voir notamment à ce sujet : Horst W. Schmollinger, « Veränderung und Entwicklung des Parteiensystems », in : Gert-Joachim Glaebner, Jürgen Holz, Thomas Schlüter (éd.), *Die Bundesrepublik in den siebziger Jahren : Versuch einer Bilanz*, Opladen, Leske und Budrich, 1984, p. 32-52, ici p. 46 sq.

politique de management de crises. En ce sens, la nouvelle coalition social-libérale s'attache bien plus à soutenir l'économie allemande qu'à renforcer la législation en faveur de la protection de la nature. Cette question reste donc largement ignorée du nouveau gouvernement, et en particulier du chancelier lui-même qui n'y voyait qu'un « thème à la mode pour classe moyenne ennuyée », selon les dires de Bernhard Wessels⁵⁷ qui qualifie les années 1975-1980 de « période creuse pour la législation environnementale »⁵⁸. De fait, les grands projets écologiques sont repoussés à plus tard et certaines lois environnementales – par exemple en matière de réglementation des eaux usées, de contrôle des produits chimiques vendus sur le marché ou de tolérance écologique des chantiers entrepris – sont revues à la baisse pour ne pas pénaliser les entreprises et menacer les emplois. En 1978, le Conseil d'experts pour les questions environnementales mis en place par Willy Brandt juge ainsi qu'en période de crise économique, le gouvernement fédéral considère la politique environnementale comme « un frein à une relance rapide »⁵⁹. La gestion de la crise et la raison économique – dans un contexte d'inquiétude populaire vis-à-vis de la montée du chômage et d'actives campagnes d'opposition au sein du secteur industriel⁶⁰ – l'emportent donc sur une prise en compte à long terme des questions environnementales, réflexion pourtant amorcée dans le gouvernement social-libéral précédent. Cette priorité accordée à l'économie est notamment manifeste dans le conflit autour de la « *Startbahn West* », la nouvelle piste de décollage de l'aéroport de Francfort, qui oppose pendant plus de dix ans, avec une intensification du conflit à la fin des années 1970, une partie de la population locale – soutenue par les écologistes – et le gouvernement régional de Hesse dirigé par le SPD⁶¹.

Dans ce contexte, les personnalités social-démocrates engagées à la suite de Willy Brandt dans le domaine de la protection de l'environnement, se retrouvent très marginalisées au sein du SPD sous le gouvernement d'Helmut Schmidt. Le cas d'Erhard Eppler est à ce titre particulièrement représentatif du délaissement par la gauche traditionnelle allemande de la problématique écologique dans la seconde moitié des années 1970. Membre des instances nationales du parti tout au long des années 1970 et 1980, député au Bundestag entre 1961 et

⁵⁷ « ...ein Modethema gelangweilter Mittelständler ». Cf. : Bernhard Wessels, « Politik, Industrie und Umweltschutz in der Bundesrepublik: Konsens und Konflikt in einem Politikfeld 1960-1986 », in: Dietrich Herzog, Bernhard Wessels (éd.), *Konfliktpotentiale und Konsensstrategien. Beiträge zur politischen Soziologie der Bundesrepublik*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1989, p. 269.

⁵⁸ « Die Jahre von 1975 bis 1980 wurden zu einer Flaute umweltpolitischer Gesetzgebung ». Cf. : Bernhard Wessels, *Ibid.*, p. 282.

⁵⁹ « ... als Hemmschuh für einen schnellen Wiederaufschwung ». Prise de position citée in : Sighard Wilhelm, *Umweltpolitik. Bilanz, Probleme, Zukunft, op. cit.*, p. 53.

⁶⁰ Le milieu industriel s'oppose par exemple avec véhémence à la mise en place d'une réglementation visant à diminuer la pollution atmosphérique générée par le secteur secondaire (Cf. : *Technische Anleitung zur Reinhaltung der Luft – TA-Luft*), qualifiant cette initiative de nouveau « plan Morgenthau » destiné à anéantir les capacités industrielles du pays.

⁶¹ Cf. : Chapitre 3, point 2-2-2.

1976 et ministre fédéral pour la Coopération économique entre octobre 1968 et juillet 1974 – dans les gouvernements de K. G. Kiesinger puis W. Brandt et H. Schmidt – cette haute personnalité du SPD se fait en effet connaître sur le terrain de l'écologie en publiant en 1975, la même année qu'Herbert Gruhl, un ouvrage destiné à alerter l'opinion publique sur la situation environnementale globale et à proposer un vaste programme de réformes pour éviter la catastrophe écologique : *Ende oder Wende – Von der Machbarkeit des Notwendigen* (soit : « La fin ou le tournant – De la faisabilité du nécessaire »)⁶². Erhard Eppler y traite de différents sujets chers aux écologistes, notamment celui de la gestion des matières premières, des ressources alimentaires et de l'énergie. Au regard des défis environnementaux, il se penche également sur les questions d'éducation et de santé, de politique structurelle et budgétaire et s'intéresse plus particulièrement aux relations Est-Ouest et Nord-Sud⁶³. E. Eppler représente donc, dans les années 1970, l'aile gauche du parti social-démocrate sensible aux thèses écologistes et pacifistes de l'opposition extra-parlementaire. Ses relations avec H. Schmidt seront particulièrement difficiles : deux mois après l'arrivée de ce dernier à la tête du gouvernement, E. Eppler quittera son ministère et ne se verra plus confier aucune responsabilité nationale par le chancelier. S'il reste fidèle au SPD et à son orientation écologiste réformiste, son départ de la scène politique nationale reste symbolique de la moindre importance que le gouvernement Schmidt accorde aux thématiques environnementales et qu'Erhard Eppler défend avec le plus grand engagement au sein de la social-démocratie. Il ne restera alors plus à ce dernier qu'à tenter de diffuser ses idées dans la région du Bade-Wurtemberg où il est président du SPD jusqu'en 1981 et président du groupe parlementaire au sein de la diète régionale de 1976 à 1980⁶⁴. Depuis Stuttgart, et grâce à ses fonctions dans les instances nationales du parti, il ne cessera toutefois pas de mettre les sociaux-démocrates en garde contre la perte de leur influence dans la politique du pays s'ils ne réussissent pas à intégrer les thématiques environnementales dans leurs programmes, face à la montée en puissance des écologistes sur la scène politique locale et nationale⁶⁵. Cela

⁶² Cf. : Erhard Eppler, *Ende oder Wende – Von der Machbarkeit des Notwendigen*, Stuttgart, Verlag Kohlhammer, 1975. A notre connaissance, cet ouvrage n'a pas fait l'objet d'une traduction en français.

⁶³ La critique retiendra surtout de cet ouvrage la distinction qu'Erhard Eppler propose entre « conservatisme des structures » (*Strukturkonservatismus*) sur lequel se base selon lui la politique des partis de droite, et « conservatisme des valeurs » (*Wertkonservatismus*) qu'il considère comme une caractéristique des politiques de gauche et dont il se réclame. Cette distinction part de l'idée que dans un monde qui change très rapidement, les valeurs propres d'une société ne peuvent être conservées que si les structures politiques, économiques et sociales évoluent en même temps. En ce sens, l'idée de progrès chère à la gauche traditionnelle serait indissociable d'un certain conservatisme des valeurs, essentiel notamment dans le domaine de la protection de la nature et de la qualité de vie. A l'inverse, les partis de droite seraient selon lui trop fixés sur la conservation des structures économiques, politiques et sociales traditionnelles, pour concentrer leur réflexion et leur action politique sur les valeurs chères à la société.

⁶⁴ Cf. : Erhard Eppler, « An der Nahtstelle zwischen Gruhl und Fredersdorf », *Vorwärts*, 27.07.1978, p. 9

⁶⁵ Cf. : Interview d'Erhard Eppler dans le *Frankfurter Rundschau*, 7.08.1978 ; voir également celle accordée au *Spiegel* : « Eppler: 'Die Grünen betrafen mich' », *Der Spiegel*, n° 13, 24.03.1980, p. 33-36.

n'empêchera pas le vice-président du SPD au Bade-Wurtemberg, Franz Steinkühler, également à la tête du syndicat *IG-Metall* dans la région à cette époque, de déclarer en février 1980, peu avant les élections législatives pour la diète régionale et pour le Bundestag, que « les problèmes verts ne sont pas les problèmes de demain », reflétant par là la priorité accordée par la majorité des leaders du SPD aux questions économiques⁶⁶. De façon très simplifiée, le magazine *Stern* pointera en 1984 la maladresse du SPD sur ce dossier :

« Il [le SPD] ne s'est pas rendu compte des changements profonds de l'époque. Il s'est moqué du Club de Rome qui avait prévu à l'avance tout ce qui s'est réalisé aujourd'hui, il a isolé comme un lépreux pendant des années un visionnaire tel qu'Erhard Eppler, n'a pas pris en compte le mouvement alternatif car il était imprégné de l'odeur rebutante de l'anarchisme et il a remarqué que les Grünen constituaient un facteur de pouvoir politique seulement quand tout à coup, ces derniers se sont retrouvés à siéger dans les Parlements. »⁶⁷

Paradoxalement, cette mise à l'écart des questions environnementales par le SPD à partir de 1974 a lieu dans un contexte où l'opinion publique allemande se trouve de plus en plus sensibilisée aux questions de protection de l'environnement et de respect de la qualité de vie, notamment à l'échelle locale où les pressions en matière de pollution sonore, atmosphérique, aquatique, terrestre, etc. sont de plus en plus mal supportées par les citoyens. Les mesures environnementales encore envisagées sous Helmut Schmidt, si toutefois leur application est entreprise, ne parviennent donc pas à confirmer sur la durée un changement de cap véritable en matière de protection de l'environnement. A la fin des années 1970, l'opinion publique sensibilisée à ces questions, souvent mobilisée au sein d'associations de protection de la nature, d'« initiatives de citoyens » ou de listes vertes, ne peut qu'en conclure que le gouvernement social-libéral n'a pas évolué sur le sujet et qu'il n'entend pas subordonner son objectif prioritaire, celui de mener une politique de développement des infrastructures industrielles et commerciales pour soutenir la croissance économique, à des considérations environnementales encore jugées secondaires. De plus, ce revirement rapide du gouvernement en matière de protection de l'environnement vient s'ajouter à une politique de renforcement de la production d'électricité d'origine nucléaire sur le territoire, politique mise en place par les sociaux-libéraux suite au premier choc pétrolier de 1973 et qui se concrétise dans les années 1970 par la mise en activité de dix nouveaux réacteurs, parallèlement au

⁶⁶ « Die grünen Probleme sind nicht die Probleme von morgen. » Citation de Franz Steinkühler rapportée par E. Eppler in : « Eppler: 'Die Grünen betrafen mich' », *Der Spiegel*, n° 13, 24.03.1980, p. 33-36, ici p. 34.

⁶⁷ « Sie [die SPD] hat den Umbruch der Zeit verschlafen. Sie hat den Club of Rome verhöhnt, der alles vorhersagte, was heute eingetroffen ist, sie hat einen Seher wie Erhard Eppler jahrelang isoliert wie einen Aussätzigen, die Alternativbewegung nicht zur Kenntnis genommen, weil sie vom abstoßenden Geruch des Anarchismus umgeben war, und sie hat Die Grünen als politischen Machtfaktor erst bemerkt, als sie plötzlich in den Parlamenten saßen. » In : *Stern*, n° 47, 1984.

développement de nombreux mouvements antinucléaires au sein de la population⁶⁸. De même, dans le domaine de la politique de sécurité et de défense, la décision du gouvernement de répondre à la pression exercée par l'OTAN en matière de réarmement dans le contexte tendu de la guerre froide, va complètement à l'encontre de l'orientation pacifiste de la plupart des écologistes et de leur volonté de voir se développer un monde de paix et sans armes⁶⁹. Enfin, comme nous avons déjà eu l'occasion de l'évoquer au début du quatrième chapitre, de façon générale, les années 1970 sont une période de communication difficile entre la coalition au pouvoir à Bonn et les citoyens actifs au sein des divers mouvements sociaux et des formations politiques émergentes sur le terrain de l'écologie. La plupart de ces militants acceptent en effet très mal certains paramètres jugés répressifs et peu démocratiques de la politique du gouvernement face à la RAF, éléments dénoncés dans l'expression « *Polizei-Staat* », injure d'autant plus violente que le SPD faisait campagne en 1969 avec le slogan « *Mehr Demokratie wagen* » (Oser plus de démocratie)⁷⁰. Pour toutes ces raisons, il est évident qu'à la fin des années 1970, les écologistes allemands qui se sont politisés tout au long de la décennie, même ceux appartenant à l'aile gauche du spectre politique la plus modérée, ne cherchent à rejoindre ni le SPD ni le FDP pour donner plus de poids à leur mouvement. Vis-à-vis de ce dernier, leur réticence est d'autant plus forte que si le FDP reconnaît encore en 1977 la nécessité de limiter la croissance en matière de consommation au profit d'une production plus respectueuse de l'environnement⁷¹, à la toute fin des années 1970, il se tourne de plus en plus vers les partis conservateurs dans le but de sceller des alliances politiques. Avec le départ des militants réformateurs de gauche, le FDP reformule ses orientations économiques et sociales de base et se tourne alors résolument, dans les années 1980, vers l'économie libérale. Quant au SPD, en ne tendant pas la main aux écologistes et en se montrant peu sensible à leurs préoccupations, il confirme à leurs yeux son incapacité à s'ouvrir aux thématiques qui leur sont chères. C'est d'ailleurs précisément à la fin des années 1970 que la plupart des listes vertes se forment en RFA et que des militants sociaux-démocrates préoccupés de l'avenir de la biosphère et opposés à la technologie nucléaire, à l'instar de Petra Kelly et Roland Vogt, prennent l'initiative de quitter le SPD. En ce sens, la négligence de la gauche gouvernementale traditionnelle vis-à-vis des questions environnementales renforce un sentiment de « *Parteiverdrossenheit* » déjà bien présent chez

⁶⁸ Cf. : Chapitre 3, point 3-1-1.

⁶⁹ Voir notamment à ce sujet : Horst W. Schmollinger, « Veränderung und Entwicklung des Parteiensystems », *art. cit.*, p. 50 sq. Nous reviendrons sur cette question au chapitre 6, points 1-1-1 et 3-4.

⁷⁰ Voir à ce sujet nos remarques introductives dans le chapitre 4, notamment sur l'attitude du chancelier Schmidt face à la RAF.

⁷¹ Cf. : Freie Demokratische Partei (FDP), *Kieler Thesen zur Wirtschaft im sozialen Rechtsstaat, zu Bürger, Staat, Demokratie, zu Bildung und Beschäftigung der jungen Generation*, Bonn, Bundesgeschäftsstelle, 1977 (document voté au congrès national du FDP qui s'est tenu du 6 au 8 novembre 1977 à Kiel).

les militants écologistes et antinucléaires. Et contrairement à ce qui se passe en France, les écologistes politiques ne peuvent pas reporter leur espoir sur l'opposition. En dehors de quelques exceptions régionales – comme la création, en 1970, d'un premier ministère de l'Environnement dans l'Etat libre de Bavière – il est clair que dans la seconde moitié des années 1970, la CDU/CSU a déjà apporté la preuve, au-delà de son orientation résolument productiviste, de son manque d'intérêt pour les thématiques vertes. Elle n'a eu de cesse, en effet, de se distancer des écologistes qu'elle considère surtout comme des « chaotiques », dont les revendications ne sont pas sérieuses. De surcroît, l'accueil glacial qu'elle réserve aux thèses de leur collègue le plus à l'avant-garde sur le sujet, Herbert Gruhl, finit par pousser celui-ci à quitter le parti chrétien-démocrate en 1978⁷². En mars 1980, lors de la phase de création du parti Die Grünen, le *Spiegel* en conclura rétrospectivement que :

« Le succès du livre de Gruhl a constitué un indice au sujet du malaise largement répandu vis-à-vis du manque d'imagination et de courage des partis établis. »⁷³

Dès 1967 – année de formation de la première « grande coalition » – Robert Dahl avait déjà mis en garde la sphère politique traditionnelle allemande face au danger de devenir « trop éloignée et bureaucratisée, trop centrée sur le marchandage et le compromis et trop l'instrument des experts et des élites politiques »⁷⁴. Dans les années 1970, les partis traditionnels allemands ne semblent toujours pas avoir pris conscience de ce danger. Selon Elmar Wiesendahl, ils cumulent alors dans les années 1980 toutes les défaillances de structure et de programme suivantes :

- faiblesse d'intégration (*Integrationsschwäche*)
- manque de perspectives (*Perspektivlosigkeit*)
- faiblesse d'innovation (*Innovationsschwäche*)
- manque d'alternative (*Alternativlosigkeit*)
- étatisation (*Verstaatlichung*)
- éloignement des citoyens (*Abkopplung*)
- manquement aux responsabilités (*Überforderung*)
- perte de compétence devant l'évolution de la société (*Kompetenzverlust*)
- manque de démocratie au sein des partis (*innerparteiliches Demokratiever sagen*)

⁷² Cf. : Chapitre 4, point 3-2. Au sujet du rejet, par la CDU, de la thématique environnementale dans les années 1970, voir également Dieter Rucht, *Modernisierung...*, *op. cit.*, p. 247-249.

⁷³ « Der Erfolg von Gruhls Buch lieferte ein Indiz für das verbreitete Unbehagen an der Phantasie- und Mutlosigkeit der etablierten Politik. » In : « Aufbruch in eine bessere Zukunft », *Der Spiegel*, n° 13, 24.03.1980, p. 22-28, ici p. 28.

⁷⁴ Cf. : Robert Dahl, *Political opposition in Western Democracies*, New Haven, Yale University Press, 1967, p. 400.

- déficit de représentation (*Repräsentationsdefizit*)⁷⁵.

Ainsi, à la fin des années 1970, pour les écologistes politisés, les partis traditionnels allemands, aussi bien au gouvernement que dans l'opposition, apparaissent comme incapables de s'adapter aux changements structurels au sein de la société et de résoudre ses problèmes, ce qui provoquerait surtout pour l'électorat insatisfaction et frustration, manque de confiance, incapacité à différencier vraiment les différents partis sur leur programme et à se sentir représenté. Dans ce contexte politique spécifique, l'idée d'un parti vert national ne peut mûrir que plus rapidement parmi les diverses formations vertes locales qui ont acquis une première expérience politique au sein de l'espace public, que celle-ci passe ou non par la participation électorale, et qui aspirent à passer à la vitesse supérieure. Peter Mair corrobore cette thèse à l'échelle internationale en montrant, dans son évaluation des partis verts en Europe, le lien direct qui existe entre leur création et un sentiment d'hostilité généralisé à l'encontre des partis traditionnels de la part de leurs initiateurs⁷⁶.

Notons au passage qu'en France, s'il est plus lent, le processus sera comparable : dans les années 1980, l'arrivée des Verts est ainsi perçue comme une « bouffée d'oxygène » dans la vie politique locale jusque-là très statique⁷⁷. Dès les élections législatives de 1978, le sociologue Daniel Boy apparente d'ailleurs le vote écologiste à un sentiment de malaise parmi les classes moyennes intellectuelles qui souffrent d'un déficit d'identité sociale, ne se reconnaissent ni dans les partis de droite, ni dans les partis de gauche et se tournent plus facilement vers un mouvement qui conteste l'ordre politique établi et dont les idées en font une véritable alternative⁷⁸. Cette tendance se retrouve dans les remarques des militants verts qui déplorent le « recentrage » du PS en 1984 et réagissent face à « une gauche qui n'est plus à gauche » ou émettent le désir de promouvoir un parti qui ait la vocation de gérer la société et constitue une « troisième voie » à gauche entre le PC et le PS, surtout après l'affaiblissement du parti de gauche libertaire, le PSU (Parti socialiste unifié), créé en 1960,

⁷⁵ Cf. : Elmar Wiesendahl, « Etablierte Parteien im Abseits ? Das Volksparteiensystem der Bundesrepublik vor den Herausforderungen der neuen sozialen Bewegungen », in : Ulrike C. Wasmuth (éd.), *Alternativen zur alten Politik ? Neue soziale Bewegungen in der Diskussion*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1989, p. 82-108, ici p. 87-89.

⁷⁶ Cf. : Peter Mair, « Evaluation des performances politiques des partis verts en Europe » in : Pascal Delwil, Jean-Michel de Waele (dir.), *Les partis verts en Europe*, op. cit., p. 23-43, ici p. 38.

⁷⁷ Cf. : Jérôme Vialatte, *Les partis Verts en Europe occidentale*, op. cit., p. 205.

⁷⁸ Cf. : Daniel Boy, « Le vote écologiste en 1978 », in : *Revue Française de science politique*, avril 1981, Volume 31/2, p. 394-416. Dans ce contexte, notons que les partis d'extrême droite voient également leur électorat augmenter (le Front national est créé en 1972 en vue des législatives de mars 1973 où il obtiendra 2,86% des voix).

mais fracturé et dont l'attrait diminue dès 1967⁷⁹. Herbert Kitschelt suggère dans cette logique que l'écologie politique serait l'expression d'une nouvelle gauche, la quête d'un « supplément d'âme » au socialisme devenu gestionnaire et qui aurait perdu de sa force symbolique⁸⁰.

Toujours est-il qu'à la toute fin des années 1970, les écologistes allemands et français n'en sont pas au même point. Dans l'Hexagone, ces derniers intéressent les socialistes, alors dans l'opposition, qui commencent à mesurer l'importance du vote écologiste lors de consultations électorales. Nous venons de voir en effet qu'à partir de 1977, le PS s'attache de plus en plus à mettre en avant sa bonne volonté en matière de législation environnementale et de prise en compte de l'opinion publique dans le débat sur le nucléaire civil. Les militants écologistes, par leur mobilisation sur le terrain et lors de scrutins électoraux, sont ainsi à même d'exercer une certaine pression sur le parti de F. Mitterrand, ce qui contribue à diffuser leurs idées sur la scène politique et au sein de la société, sans les contraindre à créer une véritable formation politique. Dans la perspective des élections présidentielles de 1981 où, pour la gauche, les espoirs d'une alternance politique à l'échelle nationale se concentrent sur le Parti socialiste, il s'agit également pour les écologistes de provoquer suffisamment le PS pour qu'il prenne au sérieux leurs revendications, tout en évitant de réduire leur chance de l'emporter lors de ce scrutin. Dans un pays dirigé dans les années 1970 par la gauche, les écologistes allemands sont eux, en quelque sorte, à l'étape suivante, étant donné qu'ils ont été confrontés directement – après une brève impulsion donnée par W. Brandt – au manque d'intérêt des sociaux-démocrates pour mettre en place une politique environnementale efficace ainsi qu'un dialogue sérieux avec l'opinion publique sur la question du nucléaire. Ils ne croient donc plus à la possibilité d'un véritable changement de cap en matière d'écologie sous l'impulsion des partis établis, ce qui n'est pas forcément le cas de leurs homologues français qui soutiennent, en général, une démarche réformatrice pour laquelle le PS montre des marques d'intérêt entre 1977 et 1981. Dans ce contexte, toutes tendances confondues, la nécessité de la création d'un parti écologiste national s'impose aux écologistes allemands de façon beaucoup plus pressante qu'en France, dès la fin des années 1970. En ce sens, le contexte politique national dans lequel les écologistes évoluent de part et d'autre du Rhin dans la seconde moitié des années 1970 constitue un élément important pour expliquer pourquoi les écologistes français, d'abord à l'avant-garde en matière de participation

⁷⁹ Cf. : « Pourquoi voter Vert ? », analyse du profil des électeurs écologistes, in : Jean-Luc Bennaïm, Agnès Roche, *Des Verts de toutes les couleurs. Histoire et sociologie du mouvement écologiste*, Paris, Albin Michel 1992, p. 176 sq.

⁸⁰ Herbert Kitschelt, « Left-libertarian parties : explaining innovation in competing party system », *World Politics*, Vol. 40, n° 2, 1988, p. 194-237.

électorale, prennent du retard sur leurs homologues allemands pour fonder leur propre parti politique.

II La création d'un parti écologiste national : un projet compatible avec les enjeux propres à l'écologie politique ?

En Allemagne, l'absence de réaction des partis traditionnels devant les enjeux écologiques, en particulier de la part des sociaux-démocrates qui sont en situation de responsabilité gouvernementale à l'échelle nationale et donc en mesure de prendre des décisions fortes dans ce domaine, achève de convaincre les écologistes allemands que l'écologie politique doit se construire sur des bases nouvelles si elle veut contribuer, dans l'avenir, à formuler les grandes orientations du pays. Dans la mesure où l'opposition extra-parlementaire a déjà donné la preuve de ses limites, notamment lors des manifestations antinucléaires violentes de l'été 1977 qui ont contribué à déstabiliser le mouvement et ternir son image auprès de l'opinion publique, ce nouvel élan ne peut s'inscrire que dans le cadre institutionnel, tout en se construisant en dehors des partis traditionnels. Des « *Spontis* » de Francfort aux agriculteurs biologiques du Schleswig-Holstein, les écologistes de tous bords ont d'ailleurs déjà eu l'occasion de s'en rendre compte localement, ce qui les a conduits à participer à des scrutins régionaux. Pour donner une nouvelle impulsion à l'écologie politique et propulser cette dernière sur la scène politique du pays, la question de la création d'un parti écologiste national se pose donc ouvertement en RFA à la fin des années 1970, ce qui ne manque pas de faire débat au sein même du mouvement, au regard des contradictions que porte avec elle cette initiative. Rappelons en effet que dès le début de leur mobilisation, la très grande majorité des groupes écologistes se caractérisent par une défiance absolue envers les partis établis, ceux-ci étant jugés dépassés, incapables de répondre aux clivages actuels, contraignants et étouffants, antidémocratiques car centralisés, hiérarchisés, fixés sur la prise de pouvoir et leurs intérêts propres. Dans les milieux écologistes politisés, les débats sont donc vifs pour déterminer comment faire de la politique autrement : comment unifier le mouvement et intervenir dans le champ politique sans adopter les formes d'organisation des partis classiques ? Comment être aussi efficace sans être centralisé, hiérarchisé, discipliné et tendu vers le pouvoir et les élections comme les autres ?

En France, la pression que les écologistes – en particulier le Mouvement écologique (ME) de René Dumont et les Amis de la Terre (AT) – peuvent exercer sur le Parti socialiste, en s'immiscant sur la scène politique et dans les scrutins électoraux, est la bienvenue dans un

premier temps car elle va dans le sens de leur vision réformiste de la politique. Elle les arrange aussi – et ce n'est pas le moindre argument – car elle leur permet de contourner la question délicate de la création d'un parti. De surcroît, elle les aide à masquer des divisions internes importantes. Il n'en demeure pas moins que, très vite, la question de la création d'un parti écologiste français va se poser dans les mêmes termes et faire ressortir les mêmes contradictions qu'en Allemagne.

2-1 Difficultés pratiques et idéologiques

2-1-1 Divisions internes

Si les écologistes français ne fondent pas un parti à la fin des années 1970, outre le fait qu'ils cherchent d'abord à faire pression sur le PS, c'est aussi parce qu'ils ont du mal à s'entendre et à unir leur force. Ainsi, après la participation de René Dumont aux élections présidentielles de 1974, le Mouvement écologique (ME) créé à cette occasion continue de coordonner les associations et groupes locaux qui y ont adhéré, dans la perspective des prochains scrutins électoraux. Les deux plus grandes associations qui y participent sont alors Ecologie et Survie, active en Alsace sous l'impulsion de Solange Fernex et d'Antoine Waechter, et le Mouvement écologique Rhône-Alpes (MERA), dirigé par Philippe Lebreton. Ces initiatives locales restent toutefois libres de leur organisation ou de leurs actions, sous réserve que celles-ci soient en accord avec les objectifs du ME, réaffirmés dans le Manifeste de Lons-le-Saunier, publié en 1977 à l'occasion des élections municipales. Très vite, le ME est mis en difficulté, jugé par certains groupes adhérents, et avant tout les Amis de la Terre, comme non représentatif de leurs revendications, sans direction forte et incapable de préciser ses idées comme de se doter d'un véritable programme⁸¹. Les Amis de la Terre se séparent alors du ME en novembre 1975. En janvier 1976, ils réunissent leurs trente-trois groupes locaux et décident de la création de la Fédération des Amis de la Terre qui devient le Réseau des Amis de la Terre (RAT) lors de la réunion nationale qui se tient à Sannecey-le-Grand (Saône-et-Loire) du 19 au 22 mai 1977. La Fédération des Amis de la Terre puis le RAT présentent des caractéristiques proches de celles du ME puisque le but de ce rassemblement est également de coordonner les différents groupes de l'association nationale des Amis de la Terre. Ces groupes restent, eux aussi, autonomes dans leur organisation, leurs ressources

⁸¹ Voir les témoignages suivants : Jean-Luc Bennahmias, Agnès Roche, *Des Verts de toutes les couleurs. Histoire et sociologie du mouvement écologiste*, op. cit., p. 45 ; Pierre Samuel, *Histoire des Amis de la Terre. 1970-1989 : vingt ans au cœur de l'écologie*, op. cit., p. 20. Voir également les extraits du rapport d'organisation des Amis de la Terre publié sous le titre « Debout les Amis de la Terre » in : *Le Courrier de la Baleine*, n° 21, mai 1976, p. 12-13.

financières et leurs actions, pourvu que ces dernières soient compatibles avec « le consensus global » et le texte de base du réseau qui sera mis au point à Saint-Omer, le 11 décembre 1977 (Charte de Saint-Omer⁸²). Comme le ME, le RAT ne dispose pas non plus de bureau ou secrétariat nationaux et la double appartenance partisane n'est pas interdite dans la mesure où ce réseau définit ses buts comme essentiellement associatifs. Officiellement donc, les Amis de la Terre ne présentent pas de candidats aux élections sous leur étiquette, même si ses membres peuvent participer à des scrutins. Toujours comme le ME, la majorité des groupes locaux du RAT, dont le plus influent d'entre eux, la cellule parisienne, juge « utile l'activité de groupe de pression parlementaire, même s'ils ne se font pas d'illusion sur l'application des lois » et revendiquent notamment un vrai travail de lobbying auprès des députés et sénateurs lors du vote de la loi sur la protection de la nature en 1976⁸³. Malgré ces similitudes entre le ME et le RAT, il n'en demeure pas moins que les Amis de la Terre se transforment ainsi en concurrents du Mouvement écologique.

A cela s'ajoute que dans la seconde moitié des années 1970, c'est aussi en dehors du cercle des militants très politisés du ME et des Amis de la Terre que l'écologie progresse sur le terrain électoral en France. Nous avons en effet déjà eu l'occasion de préciser que ce sont des candidatures émanant surtout d'écologistes « environnementalistes » qui, en dehors de la capitale, font le succès de l'écologie lors des élections municipales de 1977⁸⁴. La majorité de ces écologistes sont sans étiquette partisane, non porteurs d'une vision à grande échelle des défis écologiques et très liés aux associations de défense de l'environnement. Leurs programmes mettent l'accent sur des préoccupations locales et concrètes et ils s'attachent surtout à défendre leur cadre de vie, sans remettre en question le fonctionnement global de la société. Ces militants « verdâtres », comme les surnomment ceux qui se considèrent comme les seuls véritables écologistes, s'activent donc parallèlement au ME et au RAT. Certains d'entre eux rejoignent après les municipales de 1977 l'association SOS-Environnement fondée cette année-là par Jean-Claude Delarue, groupe de pression proche des pouvoirs publics auquel participent surtout bon nombre de notables⁸⁵.

⁸² Cf. : Réseau des Amis de la Terre, *Charte de Saint-Omer*, 1977. Document disponible aux Archives nationales, section des missions, centre des archives contemporaines, cote CAC : 20050521/1.

⁸³ Cf. : Extraits du rapport d'organisation des Amis de la Terre publié sous le titre « Debout les Amis de la Terre » in : *Le Courrier de la Baleine*, n° 21, *op. cit.* ; « Les Amis de la Terre en France », présentation de l'organisation in : *Le Courrier de la Baleine*, n° 25, décembre 1976, p. 8-9, citations p. 9.

⁸⁴ Rappelons que les résultats de ce scrutin sont encourageants puisqu'il y aura en tout trente élus écologistes. Les pourcentages dépassent en moyenne les 10% à Paris, Montpellier et Mulhouse. Bon nombre de listes vertes allemandes se sentiront encouragées par le succès des écologistes français en 1977 – les écologistes de France étant encore à cette époque à l'avant-garde en Europe. Cf. : « Résultats des élections municipales de mars 1977 – candidats et listes écologistes », tableaux rassemblant tous les secteurs et toutes les communes de France, *Combat Nature*, n° 28, mai-juin 1977, p. 5-7.

⁸⁵ Cf. : Au sujet de SOS-Environnement, voir le chapitre 4, point 3-1-1.

Dans ce contexte, 1977 est en France, pour les écologistes, l'année de la « division qui frise la cacophonie »⁸⁶. Seule la campagne des élections municipales de 1977 à Paris constitue une exception à ce tableau dans la mesure où ces trois courants – le ME, le RAT et les candidats environnementalistes proches de SOS-Environnement – réussissent à former pour quelques semaines une coalition électorale à laquelle participent également des associations d'usagers des transports⁸⁷. Sous le nom de Paris-Ecologie, ils proposent ainsi des candidats communs et parviennent à cette occasion à passer au-dessus de la barre des 10%, avec un score moyen dans la capitale de 10,1% et des pics à 13,8% dans les 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements, où Brice Lalonde et Alain Hervé des Amis de la Terre sont respectivement têtes de liste⁸⁸.

Précisons à cette occasion que si le PSU – qui a évolué après Mai 68 pour devenir essentiellement un parti contestataire, autogestionnaire et tiers-mondiste – est fortement « écologisé » dans les années 1970, et même très actif dans la première partie de cette décennie dans le cadre de manifestations antinucléaires ou lors de mobilisations en faveur de la défense de l'environnement et de la qualité de vie⁸⁹, il ne constitue pas une alternative au système suffisamment attrayante aux yeux des écologistes pour rebondir sur la scène politique nationale. Très populaire dans les années 1960, en particulier lors des contestations étudiantes de 1968, le PSU est en effet un parti qui s'essouffle après 1974. Il est victime des efforts du Parti socialiste pour rassembler la gauche derrière François Mitterrand, démarche qui entraîne notamment le départ de plusieurs de ses dirigeants, dont sa figure de proue, Michel Rocard (*1930). A l'inverse, le PSU ne cherche pas non plus à devenir un parti vert. Exprimant un point de vue largement répandu à l'époque – et qui continue souvent de coller aux écologistes – selon lequel l'écologie ne s'occuperait que de la protection de la nature et du cadre de vie, la majorité de ses dirigeants se montre soucieuse de garder ses distances vis-à-vis des écologistes les plus politisés et d'insister sur le fait que le champ d'action et de réflexion du PSU porte sur toutes les questions politiques et sociales, et pas seulement sur les thématiques environnementales⁹⁰. Ainsi, dans la seconde moitié des années 1970, si, à l'instar de Brice

⁸⁶ Cf. : Selon l'expression de Jean-Luc Bennahmias et Agnès Roche in : *Des Verts de toutes les couleurs...*, op. cit., p. 48.

⁸⁷ Sur les municipales de 1977 et en particulier au sujet des programmes des différentes formations écologistes et candidats environnementalistes, voir le magazine *Combat Nature*, « Spécial municipales », n° 27, février 1977. Le programme de la liste Paris-Ecologie y est reproduit page 33. Au sujet des municipales, voir également le numéro spécial du *Courrier de la Baleine*, « Pour des communes écologiques », n° 26-27, 1977.

⁸⁸ Cf. : Pierre Samuel, *Histoire des Amis de la Terre. 1970-1989 : vingt ans au cœur de l'écologie*, op. cit., p. 21.

⁸⁹ Cf. : Le magazine écologiste *Le Sauvage* rendra hommage à son action. Voir : « La gauche, hélas... », avril 1974, art. cit., p. 13. L'auteur y souligne que parmi les partis politiques de gauche, il n'y a que le PSU qui ait mené dès le début des actions militantes en matière d'écologie, restant en 1974 à la pointe de ce combat.

⁹⁰ Cf. : Voir à ce sujet le témoignage de Guy Philippon, dirigeant du PSU ayant rejoint les Verts en 1998 : « Du PSU aux Verts » [Podcast], consultable sur le site Internet des Verts, à l'adresse suivante : http://lesverts.fr/article.php?id_article=3932/ [réf. du 2.07.2009].

Lalonde jusqu'en 1977⁹¹, beaucoup d'écologistes sont membres du PSU, celui-ci ne devient pas pour autant le parti des écologistes, et encore moins la formation politique au sein de laquelle ces derniers décident de se mettre en ordre de bataille pour conquérir l'électorat lors de scrutins électoraux.

Pour éviter les confrontations directes entre écologistes lors de scrutins plus importants, qui menaceraient de dissolution l'écologie politique naissante, les différents courants verts vont alors tenter de se regrouper – mais au prix de bien des efforts et uniquement sur la base de coalitions électorales « biodégradables ».

En 1977, le collectif national Ecologie 78 est créé en vue des élections législatives. Cette plateforme présente 210 candidats lors du premier tour qui a lieu le 12 mars 1978, après de multiples discussions entre les différents courants, preuve que le rassemblement est avant tout commandé par la raison politique. En effet, SOS-Ecologie participe de justesse, après avoir fini par accepter de s'aligner sur la position des autres écologistes en refusant officiellement le recours au nucléaire civil et militaire⁹². D'autre part, à l'instar de Philippe Lebreton qui dirige le MERA à Lyon, les représentants du ME sont plutôt partisans d'un regroupement électoral très structuré, capable de mener campagne seul, en mesure de nouer des alliances avant le début de la campagne mais excluant tout désistement au second tour du scrutin. Les autres, dont la majorité des groupes régionaux des Amis de la Terre, craignent pour leur part une organisation électorale trop traditionnelle et hiérarchique ainsi que le parachutage de candidats dans certaines circonscriptions, sans ancrage local et éventuellement contre l'avis des associations écologistes actives dans la région. De plus, le décalage est net entre les représentants du Mouvement écologique, surtout partisans du « ni droite, ni gauche », voulant faire avancer leurs idées en s'opposant aux partis établis, et les Amis de la Terre, beaucoup plus prompts à chercher le soutien de personnalités proches du Parti socialiste et actives dans le domaine de l'environnement, comme par exemple Théodore Monod ou Haroun Tazieff. Les AT veulent également favoriser les alliances avec des candidats proches des partis traditionnels, si ceux-ci sont favorables à la mise en place d'une politique écologique sérieuse, ainsi qu'avec certains candidats du Front autogestionnaire autour du PSU⁹³. En ce sens, devant les tensions internes que subit le collectif Ecologie 78 et l'influence plus grande du Mouvement écologique puisque celui-ci parvient à imposer

⁹¹ Celui-ci sera exclu du parti à l'occasion des élections municipales de 1977 où il est candidat pour Paris-Ecologie dans le 5^{ème} arrondissement de la capitale – contre le candidat du PSU.

⁹² Au sujet de la position ambiguë de SOS-Environnement à ce sujet, voir au chapitre 4, le point 3-1-1.

⁹³ Sur les divergences d'opinion au sein du collectif Ecologie 78, voir notamment les témoignages suivants : Claude-Marie Vadrot : *L'écologie, histoire d'une subversion*, op. cit., p. 122 sq. ; Pierre Samuel, *Histoire des Amis de la Terre. 1970-1989 : vingt ans au cœur de l'écologie*, op. cit., p. 22-23.

comme stratégie le refus de tout désistement⁹⁴, l'ensemble du Réseau des Amis de la Terre ne participe pas à cette plateforme électorale. C'est le cas notamment de Brice Lalonde, figure montante et médiatique des AT depuis sa candidature à Paris aux élections municipales de 1977, qui se retire avant l'élection, lui qui s'est pourtant beaucoup engagé dans la campagne des législatives, notamment à travers plusieurs publications⁹⁵. Au soir du premier tour du scrutin, sur 210 candidats participant aux élections sous l'étiquette Ecologie 78, 76 réussissent à passer la barre des 5%. Le collectif rassemble en tout 2,1% des votes, soit un peu plus de 600.000 voix. Philippe Lebreton du MERA obtient 8,03% des suffrages dans l'Ain, Antoine Waechter, du mouvement Ecologie et Survie, 9,5% dans le Haut-Rhin et Didier Anger (*1939), militant antinucléaire de la première heure, autre futur membre fondateur des Verts et député européen de 1989 à 1994, 12,63% dans la Manche – le meilleur score de tous les écologistes à cette élection.

Quelques semaines après cette expérience, dès le mois de mai 1978, les négociations reprennent entre les différents courants écologistes en vue de la préparation des élections européennes. Le Mouvement écologique (ME) – qui change de nom pour devenir la CIME, Coordination interrégionale des mouvements écologiques – est à l'origine de cette initiative. Plus particulièrement, Solange Fernex d'Ecologie et Survie et Philippe Lebreton du MERA dirigent les opérations qui conduisent à la création de la liste Europe-Ecologie⁹⁶. De même que pour les législatives, les Amis de la Terre sont largement divisés sur l'intérêt de participer à ce scrutin. Certains membres tentent de s'y opposer en proposant une motion hostile à cette initiative, lors de la réunion nationale des AT qui a lieu près de Melun, du 30 septembre au 1^{er} octobre 1978. En outre, ceux qui sont favorables à une participation du RAT aux élections européennes s'interrogent sur le bien fondé d'une liste uniquement écologiste, même si les thématiques antinucléaires et environnementales se prêtent particulièrement à cette échéance électorale. Ainsi, malgré l'engagement de Brice Lalonde en faveur de la Liste Europe-Ecologie, certains groupes des Amis de la Terre prônent plutôt une alliance avec des listes électorales représentant d'autres minorités, régionalistes et féministes notamment, ou des partis minoritaires comme le PSU ou le Mouvement des radicaux de gauche (MRG), ancêtre

⁹⁴ Cf. : Ecologie 78, *Texte d'orientation*, 18 septembre 1977. Document reproduit en annexe du témoignage de Claude-Marie Vadrot : *L'écologie, histoire d'une subversion*, op. cit., p. 136-141.

⁹⁵ Voir en particulier : Brice Lalonde, Dominique Simonnet, *Quand vous voudrez*, Paris, Editions Pauvert, 1978.

⁹⁶ Voir à ce sujet l'appel de Françoise Menrath (Ecologie et Survie) à la convergence des forces au sein du courant écologiste ainsi qu'à la mise en place d'une coordination nationale et d'un débat national. Cf. : Françoise Menrath, « Les Européennes », *Ecologie*, n° 304 du 21.12.1978 au 3.01.1979, p. 17. La liste reçoit le soutien de René Dumont. Cf. : René Dumont, « L'impératif moral », *Ecologie*, n° 305, 4-17.01.1979, p. 19.

de l'actuel Parti radical de gauche (PRG)⁹⁷. Finalement, devant l'ampleur des polémiques et les divisions internes que ces diverses propositions ne manquent pas de susciter, les Amis de la Terre finissent par se rallier à la liste Europe-Ecologie conduite par Solange Fernex⁹⁸. Toutefois, ils n'y jouent pas un rôle de premier ordre, tout comme les partisans de SOS-Environnement pour qui les thématiques européennes sont éloignées de leurs préoccupations quotidiennes locales. Le 10 juin 1979, la liste Europe-Ecologie obtient presque 900.000 voix et 4,39% des suffrages. Sous la barre des 5%, elle n'obtient pas d'élus. Au regard des divisions internes qui caractérisent l'écologie politique en France dans la seconde moitié des années 1970 et après un premier rassemblement difficile en 1978 à l'occasion des législatives, elle parvient quand même à demeurer la seule liste écologiste en lice pour ce scrutin⁹⁹.

D'Ecologie 78 à Europe-Ecologie, ces structures éphémères, qui servent avant tout à coordonner le déroulement des campagnes électorales sur tout le territoire et à permettre aux écologistes de gagner en visibilité en se présentant sous une étiquette commune aux élections, s'auto-dissolvent au lendemain des scrutins. Pour les élections locales (comme les municipales de 1983 et les cantonales de 1979 et 1982), il n'y a pas la moindre structure nationale, tout juste certains regroupements locaux tout aussi éphémères, à l'image de Paris-Ecologie, actif en 1977 dans la capitale. Ainsi, entre 1974 et 1980, malgré le relatif succès de René Dumont aux présidentielles de 1974 et les bons scores des candidats verts aux élections municipales de 1977, les différents courants écologistes français, qui coopèrent difficilement, refusent non seulement toute idée de parti commun, mais aussi toute organisation permanente et nationale. Ce contexte ne facilite pas l'ancrage des militants écologistes qui ont du mal à discerner leur instance nationale de référence, percevant difficilement les différences entre le ME et le RAT, mais aussi le Parti socialiste unifié (PSU), et qui choisissent alors souvent de se limiter aux réseaux écologistes locaux.

En Allemagne, si, à la fin des années 1970, beaucoup d'écologistes s'interrogent sur la possibilité d'un rassemblement national des différents courants écologistes – et cela avec

⁹⁷ Cf. : Pierre Samuel, *Histoire des Amis de la Terre. 1970-1989 : vingt ans au cœur de l'écologie*, op. cit., p. 23-24.

⁹⁸ Sur la liste Europe-Ecologie, on retrouve également les personnalités suivantes : Didier Anger (n° 3, Manche-Ecologie), Jean-Claude Delarue (n° 10, SOS-Environnement/Fédération des usagers de transports), Antoine Waechter (n° 14, Ecologie et Survie), René Commandeur (n° 18, MERA), Jean-Luc Burgunder (n° 19, directeur de publication du magazine *Ecologie*). Théodore Monod est n° 79, Alain de Swarte, le directeur de la revue *Combat Nature*, n° 80 et l'écrivain-journaliste Jean Carlier ferme la liste. Pour la liste complète des 81 candidats, voir : *Ecologie*, n° 315, 31.05-16.06.1979, p. 5.

⁹⁹ Pour le programme, voir : Europe-Ecologie, « Onze points pour les verts », *Ecologie*, n° 306, 18-31.01.1979, p. 17. Voir également : Europe-Ecologie, « Le programme », *Ecologie*, n° 315, 31.05-16.06.1979, p. 5. La campagne d'Europe-Ecologie s'articule autour de trois axes : « Europe de l'écologie », « Europe des libertés et des régions » et « Europe pacifique et solidaire ».

d'autant plus d'énergie que le mépris des partis traditionnels à leur égard est grand – le contexte dans lequel s'inscrivent leurs réflexions n'est pas le même qu'en France. En effet, du fait de l'organisation fédérale du pays, les différentes formations vertes allemandes cherchent d'abord à s'inscrire dans le paysage politique au niveau local et régional, la conquête de mandats électoraux à ce niveau leur apportant déjà l'assurance d'un certain poids politique. Même si certaines de ces formations se développent dans plusieurs *Länder*, elles ont donc généralement un point d'ancrage régional originel, sur lequel elles se concentrent tout particulièrement : la *Bunte Liste-Wehrt Euch* (BLW) à Hambourg, les écologistes libertaires du mouvement « *Sponti* » en Hesse, l'AUD d'August Haußleiter en Bavière, la GLSH au Schleswig-Holstein, etc. En ce sens, elles ne se font pas forcément concurrence lors de scrutins électoraux et elles ont moins besoin les unes des autres pour gagner en visibilité au sein de l'opinion publique.

Le fait que, pendant les années 1977-1978, au moment de l'éclosion des nombreuses listes écologistes, la RFA ne connaisse pas d'échéance électorale d'ampleur nationale contribue également à expliquer que les listes vertes se concentrent avant tout sur leur développement et leur ancrage régional et ne cherchent pas particulièrement à gagner en visibilité en coordonnant leurs actions au niveau fédéral. Néanmoins, cette « vague verte » prenant une ampleur tout à fait exceptionnelle en l'espace de quelques mois, les rivalités entre listes écologistes augmentent rapidement dans certaines régions et créent des tensions d'autant plus grandes que, comme nous avons eu l'occasion de le voir dans le chapitre précédent, les formations écologistes allemandes se caractérisent par des orientations idéologiques très différentes, allant pour ainsi dire de l'extrême gauche à l'extrême droite du spectre politique. Ces frictions impliquent en particulier les quelques formations dont la stratégie consiste, à l'inverse des autres, à tenter de se développer en plusieurs points du territoire. C'est le cas par exemple de la GAZ d'Herbert Gruhl qui se considère dès sa création en juillet 1978 comme un parti à vocation nationale et participe, trois mois après son lancement, aux élections régionales en Hesse et en Bavière. La *Grüne Liste Umweltschutz* (GLU) surtout, qui se développe en Basse-Saxe, en Bavière, en Rhénanie du Nord-Westphalie, en Hesse et à Hambourg, ne manque pas de s'attirer les foudres des autres listes écologistes qui ont l'impression d'être chez elles et avec lesquelles la GLU a beaucoup de mal à s'entendre au regard de ses positions modérées et consensuelles qui ne conviennent ni aux courants écologistes issus de la gauche alternative, ni aux formations vertes conservatrices¹⁰⁰. Ainsi, au sein de la mouvance écologiste, la GLU entre-t-elle directement en concurrence

¹⁰⁰ Voir à titre d'exemple, dans une brochure entièrement dédiée à cela, le réquisitoire dressé par la *Bunte Liste-Wehrt Euch* à l'encontre de la GLU qui tente de s'implanter à Hambourg. Cf. : *Bunte Liste-Wehrt Euch, Feigenblatt oder Alternative ?*, 11.07.78, *doc. cit.*

avec la BLW lors des élections pour la diète de Hambourg du mois de juin 1978, rassemblant 1% des voix, contre 3,5% pour la liste multicolore. Il en va de même en Hesse où la GAZ de Herbert Gruhl, la GLU et la GLH des écologistes libertaires s'opposent lors du scrutin du 8 octobre 1978 pour la diète régionale, obtenant respectivement 0,9%, 0,1% et 1,1% des voix¹⁰¹.

Pour des élections régionales du 15 octobre 1978, en Bavière, l'AUD d'August Haußleiter apporte en revanche son soutien à la GAZ de Herbert Gruhl. Cette première entente entre formations écologistes d'orientation conservatrice constitue un premier pas vers plus de cohésion. Elle introduit les bases d'un rapprochement entre les différentes listes et formations écologistes issues de la droite traditionnelle, quelques mois avant les élections européennes de 1979 à l'occasion desquelles les écologistes allemands se retrouvent pour la première fois confrontés aux exigences d'une campagne électorale d'ampleur nationale. Dans ce contexte, dès l'automne 1978, l'AUD, la GAZ, la GLSH de Baldur Springmann et la GLU de Carl Beddermann se rencontrent dans l'idée de coordonner le mouvement écologiste au niveau national et d'éviter que toutes les listes écologistes aux diverses orientations politiques ne se retrouvent de plus en plus en situation de concurrence. A cette occasion, Herbert Gruhl tente de prendre la tête du mouvement et de réunir toutes les formations présentes dans la GAZ qu'il dirige, option refusée par ses interlocuteurs de l'AUD, de la GLSH et de la GLU¹⁰². Au cours de leur troisième rencontre, qui a lieu en février 1979, ces quatre listes réussissent cependant à se mettre d'accord sur l'idée de participer ensemble aux élections européennes et d'unir leur force au sein d'une alliance politique qui présenterait une seule et même liste nationale. Elles arrivent également à convaincre certains militants du BBU (*Bundesverband Bürgerinitiativen Umweltschutz*) de se joindre à eux, à l'instar de Petra Kelly et Roland Vogt¹⁰³. C'est donc dans l'objectif d'une alliance électorale qu'est créée au congrès de Francfort, les 17 et 18 mars 1979, la *Sonstige Politische Vereinigung-Die GRÜNEN* (SPV, soit littéralement : l'« Autre union politique – Les Verts ») qui propose une liste unique pour les élections du 10 juin. Celle-ci est conduite par Petra Kelly qui bénéficie d'une certaine renommée nationale en RFA, en tant que présidente des Jeunes européens fédéralistes et militante au BBU, ainsi que pour ses activités au sein de la Commission européenne. Derrière elle, Roland Vogt (BBU), Baldur Springmann (GLSH) et Georg Otto (GLU), tout comme

¹⁰¹ Cf. : Sur ces campagnes électorales, voir les chapitres consacrés à toutes ces formations politiques au chapitre 4 de ce travail.

¹⁰² Voir sur ce point Ferdinand Müller-Rommel, *Grüne Parteien in Westeuropa, Entwicklungsphasen und Erfolgsbedingungen*, op. cit., p. 61.

¹⁰³ Au sujet du BBU, rappelons que la fédération ne s'engage pas en tant que telle dans ces élections, refusant de participer directement à des campagnes électorales. Cf. : Chapitre 4, point 2-2.

l'écrivain Carl Amery (AUD) et Herbert Gruhl (GAZ, suppléant de Petra Kelly), représentent les différentes tendances idéologiques présentes au sein de cette liste¹⁰⁴. En dehors des quatre formations politiques fondatrices et des militants du BBU, on retrouve aussi dans la SPV les membres de diverses initiatives populaires, organisations et associations, à l'image des militants antinucléaires Jürgen Marquart, Wilhelm Knabe, et Manfred Siebker, ainsi que de la militante féministe Eva Quirstop, qui sont également candidats sur la liste de ceux que l'on appelle dorénavant « *die Grünen* ». Derrière l'artiste Joseph Beuys, numéro 5 sur la liste de la SPV, c'est également tout le *Achberger Kreis* (Cercle de Achberg) qui s'engage dans ces élections européennes. Ce mouvement est formé essentiellement de la *Freie internationale Hochschule für Kreativität und interdisziplinäre Forschung* (Université libre internationale pour la créativité et la recherche interdisciplinaire)¹⁰⁵ que l'artiste a fondée en 1973, et de l'association *Aktion Dritter Weg* (Action troisième voie) qui s'engage pour une « alternative humano-écologiste » (*human-ökologische Alternative*), une troisième voie, au-delà du capitalisme et du communisme, s'appuyant sur les valeurs humanistes et chrétiennes¹⁰⁶. Rappelons à cette occasion que, notamment par le biais des travaux du père fondateur de l'anthroposophie¹⁰⁷, Rudolf Steiner (1861-1925) – personnalité qui joue un rôle important dans son œuvre – Joseph Beuys est très sensibilisé aux rapports que l'homme entretient avec la nature et le monde qui l'entoure. Il a déjà eu l'occasion, avant les élections européennes de 1979, de s'impliquer au sein du mouvement écologiste. Comme nous avons déjà pu l'évoquer, il a coopéré avec l'AUD dans le cadre des élections législatives de 1976, à une époque où ce « parti de la protection de la vie », fondé bien plus tôt que les autres listes écologistes allemandes, représentait outre-Rhin une tendance vraiment nouvelle sur la scène politique¹⁰⁸. En 1978, Joseph Beuys se rend célèbre au sein de la communauté écologiste en publiant dans

¹⁰⁴ Pour le programme de la SPV aux élections européennes de 1979 ainsi que la liste des principaux candidats écologistes, voir notamment : SPV-Die Grünen, « Für das andere Europa » [tract de campagne], 1979 (cf. : Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier Kelly, Petra, 2479).

¹⁰⁵ Le nom usuel de cette *Freie internationale Hochschule für Kreativität und interdisziplinäre Forschung* est FIU : *Freie Internationale Universität* (Université libre internationale).

¹⁰⁶ Aussi bien la FIU que l'association *Aktion Dritter Weg* sont basées à Achberg, près de Ravensburg, dans le Bade-Wurtemberg, commune qui donne son nom à ce cercle organisé autour de la personnalité de Joseph Beuys. Au sujet de l'engagement de la FIU et de l'*Aktion Dritter Weg* en 1979 pour les élections européennes au sein de la SPV, voir : *Aktion Dritter Weg, Freie Internationale Universität, Die Grundrichtung der GRÜNEN ALTERNATIVE für die Europawahlen aus der Sicht der AKTION 3. WEG (Achberger Kreis) und der Freien Internationalen Universität*, Achberg, 1979, ainsi que : *Diskussionsbeitrag zur Frage nach dem Weg der grünen, bunten und alternativen Kräfte ins Bundestagswahljahr 1980*, Achberg, 1980 (cf. : Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier Kelly, Petra, 2479).

¹⁰⁷ L'anthroposophie est une « science de l'esprit » d'inspiration holiste qui s'intéresse à la dimension spirituelle de l'homme et de l'univers. Ses adeptes cherchent à agir dans leur vie quotidienne en harmonie avec la nature profonde de l'être humain. Dans ce contexte, Rudolf Steiner est également le fondateur des écoles Waldorf. Il a aussi encouragé le développement de la médecine douce et des thérapies artistiques, tout comme de l'agriculture « biodynamique » et des produits cosmétiques naturels Weleda. Au sujet de l'anthroposophie, voir en particulier l'ouvrage de référence de R. Steiner : *Die Philosophie der Freiheit* qu'il a publié en 1894 (*La Philosophie de la liberté*, Paris, Fischbacher, 1963).

¹⁰⁸ Au sujet de l'AUD, voir le chapitre 4, point 3-2.

le *Frankfurter Rundschau* un « Appel à l'alternative » dans lequel il prône, au nom de l'« unité dans la diversité » (*Einheit in der Vielfalt*), un rassemblement de toutes les forces alternatives du pays, dans le but de mettre en place une société libre, égale et solidaire¹⁰⁹.

Le 10 juin 1979, portée par une campagne très hostile au nucléaire peu après les événements dans la centrale nucléaire civile américaine de Three Miles Island¹¹⁰, la SPV obtient 3,2% des suffrages exprimés – soit environ 900.000 voix, comme en France ! Si ce rassemblement prôné par J. Beuys commence à s'opérer en 1979 dans le contexte des élections européennes, il reste toutefois encore partiel, dans la mesure où aucune des listes alternatives et multicolores ne participe à la SPV, ses principaux initiateurs refusant pour l'heure de coopérer avec des communistes, des anarchistes, des libertaires et des « chaotiques ». De plus, en Allemagne également, l'époque est à la prudence puisque la SPV n'a pas vocation à faire office de parti. Elle constitue bien plus une alliance de circonstance entre différentes formations écologistes qui restent par ailleurs indépendantes dans leurs actions.

2-1-2 Les débats autour de la légitimité de la fondation d'un parti

Cette entrée partielle en politique des écologistes français et allemands dans les années 1970 rend l'attitude de ces derniers vis-à-vis de l'Etat et des partis ambivalente et même paradoxale. D'un côté, en effet, les écologistes continuent de refuser l'Etat et les partis, y compris la formation d'un parti vert national, faisant preuve d'une défiance absolue à l'encontre de toute initiative allant dans cette direction. D'un autre côté, ils légitiment partiellement le système politique en participant aux scrutins et en cherchant à avoir des élus. Ainsi, au-delà des querelles de chapelles qui ralentissent de part et d'autre du Rhin la fondation d'un parti national, cette situation reflète aussi les contradictions qui traversent le milieu écologiste dans la seconde moitié des années 1970 et les interrogations qui les agitent pour parvenir à « faire de la politique autrement ».

En France, les écologistes, inscrits en majorité dans une tradition contestataire réformiste, critiquent l'Etat au nom d'une défense de la société civile, de la liberté et de l'autonomie individuelle. L'Etat représente selon eux une menace par l'emprise grandissante qu'il exerce sur la société et par ses décisions qui paraissent imposées à la population, à l'exemple d'une politique nucléaire dangereuse en elle-même, d'une politique de croissance coûteuse en énergie et propice à l'épuisement des réserves et d'une tendance à la

¹⁰⁹ Cf. : Joseph Beuys, « Aufruf zur Alternative », *Frankfurter Rundschau*, 23.12.78.

¹¹⁰ Sur l'incident dans la centrale nucléaire civile américaine de Three Miles Island en Pennsylvanie, voir le chapitre 3, point 1-3-1.

centralisation et à la répression. Ainsi, les Amis de la Terre se sont toujours réclamés d'un idéal de décentralisation qui préfigure le thème d'un « Etat minimum ». En 1977 par exemple, année des élections municipales en France, leur programme propose de mettre « fin aux actuelles concentrations de pouvoir entre les mains de l'Etat (...) et des grandes sociétés privées »¹¹¹. Les écologistes regroupés dans le Mouvement écologique créé en 1974, formulent, eux aussi, pour les élections de 1978, des positions très tranchées sur le sujet, considérant que « les écologistes sont sceptiques et critiques à l'égard du pouvoir politique. Ils ne croient pas au pouvoir. (...) Rien de fondamental ne se règle par le pouvoir »¹¹². Ainsi : « intensité ou détente énergétique, centralisation ou décentralisation, autoritarisme ou autogestion, ce sont là trois questions intimement liées et de nature éminemment politique » auxquelles il convient de chercher des solutions sans passer par « la prise du pouvoir central » mais par « la réduction et la dissolution des pouvoirs »¹¹³.

Pour ce qui est des partis, les écologistes, et avant tout les Amis de la Terre, les considèrent comme un « appendice de l'Etat »¹¹⁴, inadapté qui plus est aux mutations de la société civile dans la mesure où le système des partis reste structuré selon un clivage fondamental entre capital et travail, opposant les travailleurs représentés par la gauche et les possédants représentés par la droite, division qui ne correspond plus, selon eux, au clivage politique essentiel. En prônant une politique globale de gestion des écosystèmes ainsi qu'une redéfinition des rapports sociaux et des valeurs fondamentales de la société, les écologistes contredisent aussi un consensus largement partagé par l'ensemble des partis établis, se basant sur la légitimité de la croissance et de la production.

Ainsi, cette hostilité des écologistes français vis-à-vis de l'Etat et des partis contribue également à alimenter leur refus de créer une véritable formation politique. En conséquence, leur méthode d'action privilégiée reste celle de la mobilisation extra-parlementaire et de l'interpellation, ce qui leur permet de dialoguer avec les partis au pouvoir tout en gardant leur autonomie. Cependant, les différents courants d'écologie politique s'accusent peu à peu réciproquement de vouloir constituer un parti national. Aux Assises écologistes de Lyon, en mai 1980, la seule solution semble alors être d'« inventer un mode de fonctionnement propre aux écologistes »¹¹⁵. Brice Lalonde propose à cette occasion de considérer les écologistes comme « des libéraux libertaires »¹¹⁶. A ce sujet, en effet, selon les analyses de Claude Journès, « il est possible de déceler une parenté entre les thèmes écologistes et certaines

¹¹¹ Cf. : Les Amis de la Terre, *L'écologie, la politique et les Amis de la Terre*, Paris, 1977, p. 8.

¹¹² Cf. : Mouvement écologique, *Vers une société écologique aujourd'hui, projet politique du Mouvement écologique*, Paris, le Sycomore, 1978, p. 13.

¹¹³ Cf. : *Ibid.*, p. 48-49.

¹¹⁴ Cf. : Brice Lalonde, Dominique Simonnet, *Quand vous voudrez, op. cit.*, p. 27.

¹¹⁵ Cf. : Pierre Radane, « Le mouvement existera-t-il un jour ? », in : *La Gueule Ouverte*, 2.05.1980.

¹¹⁶ Cf. : Brice Lalonde, *Sur la vague verte*, Paris, Editions Laffont, 1981, p. 223.

analyses libérales critiquant l'interventionnisme étatique. L'idée de borner l'Etat, de limiter son emprise sur la société, d'en faire un arbitre relève de l'héritage libéral. Mais (...) le libéralisme n'est pas dans son essence antiétatiste, car l'Etat garantit l'ordre et la liberté. Or, certains écologistes veulent aller beaucoup plus loin, transformer profondément la société, détruire l'Etat et ses appareils. L'écologie est donc aussi libertaire »¹¹⁷. Le Mouvement écologique (ME) propose pour sa part de justifier la participation des écologistes aux élections, puis la fondation d'un parti vert, en affirmant : « Nous participons aux élections par tactique, ce n'est aucunement notre stratégie »¹¹⁸. Ses leaders prétendent ne pas viser la conquête du pouvoir, leur but étant de « réussir à faire connaître l'identité du courant écologiste actuel et à ébranler le fatalisme et l'indifférence », précisant que « vouloir un mouvement structuré n'est pas vouloir un Parti traditionnel quel qu'il soit. Un parti se donne pour but principal d'exercer le Pouvoir »¹¹⁹. Dans leur ensemble, les écologistes français critiquent donc l'Etat et les partis mais, pour élargir le soutien dont ils bénéficient auprès de l'opinion publique et renforcer leur marge d'action, ils finissent par reprendre à leur compte le modèle partisan et par s'engager ouvertement en tant que tel, lors des élections, pour défendre leur cause. Toutefois, il est important de noter que par toutes ces caractéristiques, les écologistes ne se coulent pas dans le moule de l'ordre politique dominant.

En Allemagne, les difficultés et les paradoxes quant à la création d'un véritable parti national s'expriment dans les mêmes termes et les écologistes réunis au sein de la SPV, dans un souci d'efficacité, se trouvent aussi contraints, après bien des discussions, de tenter de surmonter leur éclatement, l'objectif étant de parvenir à s'imposer comme une force institutionnalisée stable dans la sphère politique de la RFA. Outre-Rhin, si le défi est plus grand qu'en France dans la mesure où les orientations idéologiques des différents courants écologistes sont très éloignées les unes des autres, le passage à l'étape de la fondation d'un parti national semble toutefois un peu plus facile que dans l'Hexagone, de nombreux militants réclamant justement ce changement de statut. Cette caractéristique, perçue par Wolf-Dieter Narr comme une nouvelle tentative d'identification politique, contribue une fois de plus à souligner la dimension identitaire forte que revêt en RFA l'adhésion à un mouvement écologiste¹²⁰. Les verts allemands, à l'exemple de leur leader charismatique Petra

¹¹⁷ Cf. : Claude Journès, « Les écologistes, l'Etat et les partis », *art. cit.*, p. 60.

¹¹⁸ Cf. : Mouvement écologique, *Vers une société écologique aujourd'hui*, *op. cit.*, p. 13.

¹¹⁹ Selon le MEP, *Mouvement d'Ecologie Politique*, créé en 1979. Cf. : *Mouvement d'Ecologie Politique, Plaque de présentation*, n° 2 bis, p. 6. Document cité par Claude Journès, *in* : « Les écologistes, l'Etat et les partis », *art. cit.*, p. 67.

¹²⁰ Cf. : Wolf-Dieter Narr, « Andere Partei oder neue Form der Politik ? » *in* : Jörg R. Mettke (éd.), *Die Grünen, Regierungspartner von morgen?*, Reinbek bei Hamburg, Rowohlt-Taschenbuch-Verlag, 1982, p. 242 sq. Au

Kelly, ne virent ainsi « pas d'autre choix, étant donné les rapports de pouvoirs sociaux, que de se référer, sous une forme ou sous une autre, au système politique tel qu'il est »¹²¹ – et cela même si, comme en France, les mouvements écologistes avaient placé la critique des institutions politiques au centre de leurs mobilisations.

C'est dans ce contexte que la notion de « *Bewegungspartei* » (parti-mouvement) est mise en valeur. Elle sera popularisée sous le terme de « *Anti-Parteien-Partei* » (parti anti-partis), selon l'expression de Petra Kelly¹²². Ce concept phare des écologistes d'outre-Rhin est une façon de signifier qu'ils se sentent forcés, vu le paysage et la structure politique du pays, de jouer le jeu des partis, mais qu'ils comptent bien se démarquer fortement des partis traditionnels et de leurs objectifs, en prétendant rester en même temps un mouvement social. De même qu'en France, la prise du pouvoir n'est pas déclarée comme un but en soi et les Parlements sont perçus comme *une* forme parmi d'autres de l'activité politique. Ainsi, les écologistes ouest-allemands affirment avec presque les mêmes mots que leurs homologues français : « Le Parlement n'est pas l'objectif, mais une partie de la stratégie »¹²³. Ces conceptions politiques furent à cette époque volontiers illustrées par la « Théorie des deux jambes » (*Zwei-Beine-Theorie*). Selon cette dernière, l'attache de l'écologie politique aux mouvements sociaux, avec des frontières floues entre ces deux pôles, serait la vraie « jambe stable » du parti (*Standbein*), c'est-à-dire l'assise des écologistes. A l'inverse, la représentation parlementaire et les liens avec des structures institutionnelles établies seraient considérés comme « la jambe de jeu » (*Spielbein*), la marge de manœuvre donc, ne remplissant qu'une fonction secondaire et instrumentale, au service de la première, notamment en tant que porte-parole des revendications des mouvements et organe du pouvoir¹²⁴. Dans cette mesure, les écologistes allemands qui ont mené ensemble la campagne pour les élections européennes en 1979 reconnaissent que la création d'un véritable parti politique national et la participation aux scrutins électoraux en vue d'obtenir des sièges dans les assemblées élues démocratiquement est un moyen de représentation légitime de la volonté populaire. Il s'agit de donner la possibilité aux électeurs d'exprimer leur mécontentement à l'égard des partis traditionnels par le vote et d'« utiliser » les institutions, comme Petra Kelly le souligne :

sujet de la dimension identitaire liée à l'adhésion aux mouvements écologistes dans l'Allemagne des années 1970, voir notamment nos remarques en conclusion du chapitre 4.

¹²¹ « Angesichts der gesellschaftlichen Machtverhältnisse [gibt es] keine andere Wahl, als sich in irgendeiner Form auf das politische System, wie es ist, zu beziehen ». Cf. : Petra K. Kelly, *Um Hoffnung kämpfen! Gewaltfrei in eine grüne Zukunft*, Bornheim-Merten, Lamuv-Verlag, 1983, p. 21.

¹²² Cf. : Petra Kelly, « Wir sind die Anti-Parteien-Partei », interview in : *Der Spiegel*, 14.06.1982.

¹²³ « Das Parlament ist kein Ziel, sondern Teil einer Strategie ». Cf. : Petra Kelly in : *Ibid.*

¹²⁴ Au sujet de cette « Théorie des deux jambes », voir Hubert Kleinert, *Aufstieg und Fall der Grünen, Analyse einer alternativen Partei*, Bonn, Verlag J.H.W. Dietz Nachf, 1992, p. 301 sq., et notamment ses remarques sur le bien-fondé de la métaphore.

« Les Parlements sont pour nous un lieu comme la place du marché, comme le chantier, où nous pouvons parler, rapporter nos points de vue et en tirer des informations »¹²⁵.

Ainsi, malgré les réticences initiales, de plus en plus d'écologistes français et allemands se voient dans l'obligation, pour donner de l'ampleur à leur mouvement et réussir à se faire entendre sur la scène politique, d'accepter le système institutionnel de leur pays et de se lancer dans la fondation de partis nationaux. Ils soulignent cependant, par leur attachement à la doctrine « libérale-libertaire », comme c'est le cas en France, ou par des expressions comme « parti anti-partis » et « parti-mouvement » en RFA, qu'ils sont bien déterminés à entrer dans le jeu politique pour utiliser le pouvoir qui leur sera attribué afin de mettre en place les revendications environnementales et sociales des mouvements extra-parlementaires qui les soutiennent et pour transformer le système institutionnel qu'ils contestent¹²⁶. Avec cela, dans un premier temps du moins, des arguments sont trouvés dans les deux pays pour justifier finalement la formation de partis politiques écologistes.

2-2 Les congrès fondateurs

2-2-1 « Unité dans la diversité » en Allemagne, en vue de la création du parti Die Grünen

Après les élections européennes de 1979, l'AUD (*Arbeitsgemeinschaft Unabhängiger Deutscher*) et la GLU (*Grüne Liste Umweltschutz*) plaident pour une coopération étroite avec les *Bunte* et *Alternative Listen* (les listes multicolores et alternatives), placées beaucoup plus à gauche sur l'échiquier politique, mais dont le soutien permettrait de passer la barre des 5% aux élections législatives de 1980 pour le renouvellement du Bundestag. La GAZ (*Grün-Alternative Liste*), en revanche, s'oppose à cet élargissement de la liste européenne, tandis que les *Bunte* et *Alternative Listen* se montrent très exigeantes sur le contenu du programme commun avant d'accepter une fusion. Au congrès SVP- DIE GRÜNEN de Offenbach, les 3 et 4 novembre 1979, trois courants se démarquent donc clairement les uns des autres :

¹²⁵ « Die Parlamente sind für uns ein Ort wie der Marktplatz, wie der Bauplatz, wo wir sprechen können, unsere Standpunkte hineinbringen und Informationen hinaustragen können. ». Cf. : Petra Kelly, « Wir sind die Anti-Parteien-Partei », interview citée précédemment.

¹²⁶ Gertrud Schrüfer souligne à cette occasion que cette idée d'« utiliser » le Parlement n'est pas nouvelle, les marxistes-léninistes ainsi que les nationaux-socialistes ayant déjà élaboré de telles stratégies avant les écologistes, et qu'il s'agit donc de bien faire la différence entre les objectifs totalitaires de ces derniers et l'attitude distanciée des écologistes vis-à-vis du Parlement, liée, en outre, à un idéal de plus grande démocratie directe. Voir à ce sujet : Gertrud Schrüfer, *Die Grünen im deutschen Bundestag, Anspruch und Wirklichkeit. Analyse der parlamentarischen Arbeit der Grünen : Rotationsprinzip, Basisdemokratie und imperatives Mandat*, Nürnberg, Pauli-Balleis Verlag, 1985, p. 74 sq.

- les militants de la GAZ et de la GLSH, derrière Herbert Gruhl et Baldur Springmann, clairement à droite sur le spectre politique (contre le communisme et le socialisme), pour une alliance de centre-droit. Ils sont engagés avant tout dans le domaine de la protection de la nature et envisagent volontiers de recourir, pour un parti vert national, aux mêmes structures d'organisation que dans un parti classique.
- un groupe autour de la GLU (Georg Otto) et de l'AUD (August Haußleiter), au centre, influencé par la droite et dont la perception de la notion de parti est également conventionnelle, mais qui prône une coopération avec les forces de gauche, en soutenant un programme écologique et social.
- une aile gauche venant des *Bunte* et *Alternative Listen*, avec des membres d'organisations marxistes-léninistes surtout d'orientation maoïste, des socialistes, des représentants de certains groupes sociaux comme les femmes ou les homosexuels, des libertaires, des « *Spontis* » et des pacifistes. Certains sont en contact avec les milieux contestataires de RDA, à l'instar de Rudolf Bahro. Leurs revendications s'inscrivent dans leur engagement dans la lutte des classes, dans le réformisme social ou la démocratie radicale. Ces militants mettent donc particulièrement l'accent sur les questions économiques et sociales ainsi que sur les questions de politique internationale de sécurité et de défense. Ils prônent pour leur part une forme d'organisation proche de celle des « initiatives de citoyens » et des groupes informels, avec des structures très souples et les moins hiérarchisées possible.

Devant les divergences d'opinion lors du congrès d'Offenbach, la formation d'un parti unique, d'abord envisagée à cette occasion, est repoussée à plus tard. Toutefois, plusieurs raisons encouragent ces différentes organisations à coopérer au plus vite et un nouveau congrès en vue de la fondation d'un parti national est organisé dès les 12 et 13 janvier 1980, à Karlsruhe. En effet, aux motivations « anciennes », exprimées souvent dès les années 1977-1978, liées aux limites de l'opposition extra-parlementaire – surtout dans le domaine de la lutte antinucléaire – tout comme à l'absence d'alternative crédible en matière de politique environnementale et antinucléaire sur le spectre politique ouest-allemand, s'ajoutent d'autres facteurs plus récents. Pour créer un parti national, les écologistes allemands sont ainsi encouragés au tournant des années 1980 par l'évolution des mentalités en faveur de la thématique environnementale. Cette tendance est confirmée par les statistiques en leur faveur¹²⁷, les bons résultats de la SPV aux élections européennes en juin 1979, ainsi que le

¹²⁷ Margaret Manale souligne en effet que cette arrivée des écologistes dans la sphère politique a été calculée et que le parti des Grünen fut créé sous l'enseigne du marketing politique dans la mesure où « dès 1977, des politologues avaient effectué des enquêtes et des sondages pour connaître les chances d'une telle entreprise » et

succès de la liste écologiste de Brême puisque le 7 octobre 1979, la *Bremer Grüne Liste* (BGL) obtient 5,1 % des suffrages exprimés et que, pour la première fois, des écologistes entrent dans un Parlement régional, avec quatre mandats¹²⁸. En outre, en 1980, il s'agit pour les écologistes de tous bords de réagir au manque de perspective qu'offrent pour les thématiques qui leur sont chères les élections législatives de l'automne, à l'occasion desquelles se prépare un duel serré entre le chancelier sortant, Helmut Schmidt (SPD), et le candidat des partis conservateurs, Franz Josef Strauß, alors président de la CSU et ministre-président de Bavière. La fondation d'un parti écologiste national, capable de participer sur tout le territoire à ces élections, constitue donc un signe de protestation face aux partis traditionnels et contribue à expliquer l'empressement avec lequel les écologistes cherchent à s'unir au début de l'année 1980.

Afin de surmonter les divisions entre les différents courants et de vaincre les réticences des célébrités conservatrices, comme Herbert Gruhl et Baldur Springmann, qui refusent toujours de coopérer avec des forces communistes et menacent les écologistes de scission, il est décidé à Karlsruhe que l'appartenance aux Grünen exclura à terme, après une période transitoire, toute adhésion à un autre parti¹²⁹. L'objectif est alors, selon les vœux de Rudolf Bahro, « passeur » entre les conservateurs et les alternatifs, que les militants allient leurs forces, sans cacher ce qu'ils sont, pour que le parti soit créé et que les écologistes puissent aller de l'avant¹³⁰. Sur les 1004 délégués présents à Karlsruhe, 90% votent alors, le 13 janvier 1980, la fondation d'un parti national écologiste :

DIE GRÜNEN.

Dans ce contexte, notons que la participation des écologistes aux élections législatives de 1980 ne fera que creuser l'écart qui les sépare du SPD et de l'« *Atomkanzler* » Helmut Schmidt, les sociaux-démocrates ne voyant pas d'un bon œil l'apparition d'un nouveau concurrent sur la scène politique nationale, et cela même si son potentiel de nuisance n'est pas considéré comme très élevé. Lors de la campagne électorale, tous les partis établis s'accordent pour critiquer et décrédibiliser les écologistes, Franz Josef Strauß faisant partie de ceux qui

que des résultats encourageants avaient incité un petit nombre de politiciens et de militants à se lancer. Voir sur ce point Margaret Manale, « RFA : Parlementarisation des Verts et démocratie médiatique » in : *Politix, travaux de science politique*, Paris, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, premier semestre 1990, p. 70-73, ici p. 70.

¹²⁸ Ils seront suivis de près par les écologistes du Bade-Wurtemberg qui, lors des élections législatives régionales du 16 mars 1980, obtiennent 5,3% des voix, ce qui leur permet également d'avoir six représentants au Landtag.

¹²⁹ Cette prise de distance vis-à-vis des communistes fait l'objet d'une résolution spécifique : Die Grünen, « Resolution. Das Verhältnis des Grünen zum Kommunismus », janvier 1980 (cf. : Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier Kelly, Petra, 2484).

¹³⁰ Voir à ce sujet le discours très remarqué de Rudolf Bahro lors du congrès national des écologistes à Offenbach, le 4 novembre 1979. Document publié par les Grünen (cf. : « Rede von Rudolf Bahro auf der Bundesversammlung der Grünen in Offenbach », *doc. cit.*).

diffusent l'expression selon laquelle les Grünen sont des « pastèques », verts en apparence, mais rouges à l'intérieur, sous le contrôle des communistes. Les sociaux-démocrates se montrent cependant les plus véhéments, dans la mesure où les estimations laissent penser que les Grünen pourraient leur voler des voix. Par l'intermédiaire de Egon Bahr (*1922), ancien ministre, alors directeur administratif fédéral (*Bundesgeschäftsführer*) du parti, le SPD ouvre ainsi la « bataille électorale » – pour reprendre le terme allemand de « *Wahlkampf* » – en déclarant : « Les Grünen sont notre ennemi et cela va se remarquer dans les prochaines semaines et les prochains mois »¹³¹. Un des slogans électoraux du SPD vise aussi directement à déstabiliser ses électeurs qui pourraient être tentés par l'aventure écologiste, en prétendant : « *Wer grün wählt, erntet schwarz* », « celui qui vote vert, récolte noir » puisqu'il qu'il favorise indirectement les conservateurs.

2-2-2 Querelles de chapelles en France, entre les déçus de la gauche victorieuse

En France également, après les élections européennes de juin 1979, un changement de discours est perceptible. Dans la mesure où la liste Europe-Ecologie a remporté un relatif succès, certains de ses membres envisagent maintenant de mettre en place une structure écologiste permanente et nationale – ce qui va se traduire par la création de *deux* nouvelles structures distinctes en 1980.

Pendant les Assises de Dijon en novembre 1979, les animateurs d'Europe-Ecologie, Solange Fernex et Philippe Lebreton en tête, annoncent la création d'un Mouvement d'écologie politique (MEP) qui voit officiellement le jour le 17 juin 1980 et présente trois caractéristiques. La première est que cette nouvelle organisation s'intitule toujours mouvement et non parti, bien que le risque d'une dérive partisane soit tout de suite dénoncé par certains, notamment les Amis de la Terre qui réaffirment à cette occasion leur opposition à la création d'un parti. La seconde caractéristique est que le MEP refuse toute alliance électorale sur le plan national et local avec d'autres partis et que, d'un point de vue idéologique, il insiste sur son orientation « ni droite ni gauche ». Enfin, le principe d'une structure nationale durable est maintenant acquis, mais il ne s'agit pas là d'une décision majoritaire dans la mesure où elle n'est pas soumise à un vote, ses partisans craignant un échec. Cette stratégie conduit les Amis de la Terre ainsi que plusieurs membres ayant appartenu à Europe-Ecologie à refuser de rejoindre la nouvelle structure. Néanmoins, Claude Journès considère, comme Philippe Lebreton à l'époque, que le MEP constitue « un tournant

¹³¹ Cf. : Egon Bahr : « Die Grünen sind unser Gegner, und das wird sich in den nächsten Wochen und Monaten auch bemerkbar machen. » Voir : « Die Grünen – Steigbügelhalter für FJS? », *Der Spiegel*, 24.03.1980, p. 19-21, ici p. 20 (FJS: Franz Josef Strauß). Pour annoncer cet article, on retrouve en couverture de ce numéro du *Spiegel*, le titre suivant : « Die Grünen, letzte Hoffnung für Strauß ? » (Les Grünen – dernier espoir pour Strauß ?).

dans l'écologie »¹³² car, bien qu'héritier d'Ecologie 78 et d'Europe-Ecologie, il est fondé avec une volonté de durer et l'adhésion à celui-ci est exclusive de l'appartenance à un quelconque parti. Cette dernière caractéristique distingue nettement le MEP des autres mouvements écologistes ayant existé jusqu'ici. Elle peut aussi être appliquée plus vite qu'au sein des Grünen où une période de transition est nécessaire au regard de l'intérêt que les groupuscules communistes portent à ce nouveau parti.

En réaction à la création du MEP, certains membres du RAT – le Réseau des Amis de la Terre, c'est-à-dire la « concurrence » désormais, pour le MEP – créent en décembre 1980 la Confédération écologiste (CE). Cette dernière vise à organiser l'unité par la base des écologistes, son mode de fonctionnement est très évasif et ses structures d'organisation très légères puisqu'il n'y a pas d'organe exécutif de prévu. En ce sens, comme le RAT, le CE constitue une confédération nationale de fédérations régionales qui restent autonomes. Donnant la primauté aux groupes de base, autorisant implicitement la double appartenance politique, sans équipe dirigeante bien définie et ne se considérant pas comme une organisation strictement politique, cette Confédération écologiste ne peut donc pas du tout, elle, être considérée comme un parti. A l'inverse du MEP, elle considère d'ailleurs qu'il faut interpeller les forces politiques traditionnelles sur les luttes écologiques et n'exclut pas des alliances avec le PS ou le PSU, pour des actions ciblées ou dans de petites communes¹³³.

En France, en 1980, la nécessité de créer un parti écologiste est donc loin de constituer une évidence et une urgence : plus qu'en Allemagne, les divisions entre le MEP (surtout animé par des groupes écologistes en Alsace et à Lyon) et la Confédération écologiste (dont les principaux animateurs sont des membres parisiens des Amis de la Terre) ont du mal à être surmontées et constituent un frein évident à la création d'un parti unique. D'autre part, dans un contexte politique national où, rappelons-le, le Parti socialiste a le vent en poupe, les écologistes dans leur ensemble ne cherchent pas non plus à bousculer le paysage politique français. Juste avant les élections présidentielles de 1981, où François Mitterrand a une chance de l'emporter, les écologistes français adoptent ainsi une attitude beaucoup plus conciliante que leurs homologues d'outre-Rhin vis-à-vis de la gauche traditionnelle.

¹³² Cf. : Interview de Philippe Lebreton, *La Croix*, 19.02.1980. Document cité par Claude Journès in : « Les écologistes, l'Etat et les partis », *art. cit.*, p. 67.

¹³³ Voir au sujet de ces deux organisations, le MEP et le CE, Guillaume Sainteny, *Les Verts, op. cit.*, p.18 sq. ainsi que le témoignage de Pierre Samuel in : *Histoire des Amis de la Terre, doc. cit.* p. 25 sq.

Après bien des discussions autour d'une éventuelle candidature du Commandant Cousteau¹³⁴, et à la suite de l'organisation de primaires au cours desquelles Philippe Lebreton est battu, c'est donc une fois de plus sans étiquette partisane que Brice Lalonde est choisi par le MEP, la Confédération écologiste des Amis de la Terre ainsi que diverses associations, pour être le candidat des écologistes aux élections présidentielles de 1981. Il fait donc campagne pour une nouvelle liste écologiste éphémère, intitulée cette fois : Aujourd'hui l'Ecologie. Grâce notamment au soutien de soixante-treize maires UDF et de quinze maires RPR – preuve selon Pierre Samuel (Amis de la Terre) que la droite tente d'affaiblir le PS en soutenant indirectement les écologistes¹³⁵ – Brice Lalonde réussit à obtenir les 500 signatures nécessaires pour se présenter au scrutin. Lors du premier tour, le 26 avril, il rassemble 3,9% des voix, se plaçant en cinquième position derrière le PS, l'UDF, le RPR et le PC. Au second tour, les écologistes s'expriment contre la droite. Ils soutiennent donc implicitement le PS qui a accepté deux de leurs revendications sur trois : le scrutin proportionnel et le référendum d'initiative populaire, François Mitterrand restant flou sur la question du nucléaire civil¹³⁶.

Dès les législatives, quelques semaines plus tard, le mouvement écologiste menace à nouveau d'éclater et il y a donc un vrai saut lorsque, le 1^{er} novembre 1981, l'assemblée générale du MEP décide de se transformer en « parti écologiste » pour 1982, « en raison des insuffisances que présentent les formations politiques existantes en matière d'écologie »¹³⁷. Six mois après la double victoire de la gauche aux élections présidentielles et législatives, les espoirs des écologistes de voir leurs revendications prises en compte par l'Etat commencent donc déjà à s'estomper, tendance qui ira en s'accroissant au fil des mois au regard des réalités politiques auxquelles ils sont confrontés. A leur arrivée au pouvoir en 1981, les socialistes prennent en effet quelques mesures allant dans le sens des écologistes et correspondant, le plus souvent, à des promesses de campagne. Le gouvernement stoppe ainsi le projet de construction de centrale nucléaire à Plogoff, ainsi que les projets de réacteurs à Saint-Priest-la-Prugne (département de la Loire) et au Pellerin, près de Nantes (Loire-Atlantique). Il renonce également à l'extension du camp militaire du Larzac. Néanmoins, très vite, la gauche abandonne à son tour l'idée de toute mesure environnementale qui impliquerait des sacrifices financiers ou des changements sérieux d'habitudes. Ainsi par exemple, sous la présidence de

¹³⁴ Sollicité par les Amis de la Terre et le MEP, Jacques-Yves Cousteau fait durer le suspense au début de l'année 1981, alimentant les rumeurs dans la presse, avant d'annoncer le 19 février sur Antenne 2 qu'il ne sera pas le candidat des écologistes à cette élection et d'apporter peu après son soutien à Brice Lalonde.

¹³⁵ Voir à ce sujet le témoignage de Pierre Samuel qui cite les chiffres du Conseil constitutionnel concernant l'étiquette politique des élus qui ont apporté leur parrainage à Brice Lalonde. Cf. : *Histoire des Amis de la Terre, doc. cit.* p. 29.

¹³⁶ Cf. : Jean-Luc Bennahmias, Agnès Roche, *Des Verts de toutes les couleurs. Histoire et sociologie du mouvement écologiste, op. cit.*, p. 63.

¹³⁷ Cf. : « Les écologistes veulent fonder un parti », interview de Philippe Lebreton, *Libération*, 2.11.1981.

F. Mitterrand, le budget du ministère de l'Environnement continue de baisser puisque si celui-ci représentait en 1980, à la fin du mandat de V. Giscard d'Estaing, 0,111 % du budget civil de l'Etat, il tombe à 0,063 % en 1990¹³⁸. De même, à partir de mai 1981, les politiques conduites en matière d'énergie par le gouvernement sont loin d'être conformes à ce que le PS s'était engagé à faire en signant, par exemple, en 1980, la pétition nationale des Amis de la Terre et de la FFSPN¹³⁹ : Superphénix, le projet de surgénérateur de Creys-Malville, initié sous la présidence de V. Giscard d'Estaing, se poursuit – il sera inauguré en 1985¹⁴⁰ – tout comme le projet d'extension de l'usine de retraitement de déchets radioactifs de La Hague. D'autre part, les essais nucléaires reprennent à Mururoa peu de temps après l'élection de F. Mitterrand à la présidence¹⁴¹ et les réacteurs de Tricastin et Gravelines, considérés comme fissurés et inutilisables par les écologistes, sont remis en marche. Contrairement à ce qu'il avait annoncé dans ses « 110 propositions pour la France », le PS ne limite pas non plus le programme nucléaire français « aux centrales en cours de construction, en attendant que le pays, réellement informé, puisse se prononcer par référendum »¹⁴². Conformément aux résultats d'un débat parlementaire organisé sur le sujet les 2 et 3 octobre 1981, et notamment sous la pression du Parti communiste favorable au nucléaire, le gouvernement ralentit juste la cadence en réduisant à trois (au lieu de cinq ou sept) le nombre de réacteurs commandés chaque année.

Ainsi, en l'espace de quelques mois, les écologistes se rendent compte combien le Parti socialiste s'est jusque-là surtout intéressé à leurs revendications pour des raisons tactiques, et qu'une fois au pouvoir, la croissance reste une priorité absolue pour la gauche classique. Face à cette réalité, il serait faux de dire que les écologistes ont été complètement dupés par le PS, dans la mesure où, entre 1977 et 1981, ils gardent constamment une distance critique vis-à-vis de celui-ci et le poussent à « verdir » son programme en proposant leurs propres candidats aux élections. Il n'en demeure pas moins que l'intérêt du PS pour les questions écologiques a pu susciter auprès des écologistes politiques un certain espoir de changement et qu'ouvertement ou pas, du moins par fidélité à leurs origines partisans, la très grande majorité d'entre eux a soutenu l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981. Après la

¹³⁸ Source : Ministère des Finances, secrétariat d'Etat à l'Environnement. Chiffres cités in : *Le Monde*, 29.08.1989.

¹³⁹ Voir dans ce chapitre 5, le point 1-1-2.

¹⁴⁰ Précisons que ce réacteur nucléaire rencontre régulièrement des difficultés techniques. A partir de janvier 1994, il est une nouvelle fois arrêté pendant plusieurs années. Il ne sera jamais remis en route puisqu'à l'arrivée au pouvoir de la gauche plurielle, en 1997, le Premier ministre Lionel Jospin (*1937) prend la décision d'arrêter définitivement Superphénix.

¹⁴¹ Le premier essai nucléaire sous la présidence de François Mitterrand aura lieu le 8 juillet 1981. En tout, au cours de ses deux mandats présidentiels, F. Mitterrand effectuera quatre-vingt-six essais nucléaires. C'est plus que Valérie Giscard d'Estaing (55), Georges Pompidou (21) et Charles de Gaulle (30).

¹⁴² Voir également dans ce chapitre 5, le point 1-1-2.

victoire de F. Mitterrand, ils se retrouvent donc doublement déçus devant les mesures prises par la gauche dans les domaines politiques qui leur sont chers.

Cette décision unilatérale du MEP de se transformer en parti écologistes pour 1982 ne facilite pas le rassemblement des écologistes, bien au contraire, puisqu'au sein même du MEP, cette décision n'est pas prise à l'unanimité. Du côté des autres groupes écologistes, même si ceux-ci reconnaissent de plus en plus la nécessité d'un organisme politique durable et national, la transformation en parti est toujours refusée, à l'image de la Confédération écologiste animée par des Amis de la Terre qui reste intraitable sur le sujet. Si ces derniers expriment en décembre 1982 le souhait de créer un organe politique d'action électorale commun aux écologistes, ils s'obstinent à refuser la dénomination de parti. Finalement, au cours de leur assemblée générale des 11 et 12 juin 1983, les Amis de la Terre décident de retourner à leur vocation associative, si bien que le RAT est dissout¹⁴³. A partir de cette date, les Amis de la Terre se restructurent et leur organisation n'a plus, officiellement, de but de pouvoir, même si, jusqu'en 1997, elle sera la seule, parmi toutes les formations écologistes, quels que soient leurs statuts, à parvenir à placer l'un de ses dirigeants à un poste du gouvernement¹⁴⁴.

Entre temps, le mot « parti » a été clairement formulé et le discours des deux grandes organisations écologistes, le MEP et la Confédération écologiste, va évoluer rapidement au cours de l'année 1982, laissant progressivement, malgré les oppositions, s'imposer le principe du parti.

Le 1^{er} novembre 1982, à l'assemblée générale de Saint-Prix, le MEP devient donc le premier parti écologiste officiel de France, sous le nom : Les Verts-parti écologiste (VPE). Pour la première fois, le mot « parti » apparaît, et même si ce n'est que dans le sous-titre et que cet appendice ne sera jamais mentionné dans les statuts (où on trouve le mot « association »), cette évolution est décisive et sera vivement dénoncée par une partie de l'ancienne équipe dirigeante du MEP. Mais, désormais, le VPE se considère comme une force concurrente des partis politiques établis, et non simplement comme un groupe de pression sur la sphère politique.

¹⁴³ Selon Guillaume Sainteny, de nombreux éléments, outre le refus d'un parti, expliquent ce retour en arrière des Amis de la Terre, notamment la réticence à devenir des élus, l'éventualité de perdre les subventions accordées aux associations et l'impression, au sein du RAT, de moins en moins pouvoir contrôler la Confédération écologiste. Voir à ce sujet, Guillaume Sainteny, *Les Verts, op. cit.*, p. 20.

¹⁴⁴ Ainsi, en mai 1988, François Mitterrand nomme Brice Lalonde secrétaire d'Etat chargé de l'Environnement dans le gouvernement de Michel Rocard (*1930). Ce n'est qu'en 1997 que Les Verts entrent dans le gouvernement de Lionel Jospin : Dominique Voynet (*1958) y devient ministre de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire.

En réaction, le 23 mai 1983, la Confédération écologiste, préalablement devenue en novembre 1982 : Les Verts-confédération écologiste, se transforme au congrès national de Besançon en une nouvelle organisation dénommée : Les Verts (V), dont les statuts sont plus détaillés et qui exclue à son tour la double appartenance politique¹⁴⁵, même si, selon Guillaume Sainteny, comparée aux Verts-parti écologiste, l'organisation partisane y est moins poussée et l'action de type associatif toujours préférée, le mot « parti » ne figurant ni dans le nom de la nouvelle organisation ni dans ses statuts¹⁴⁶.

Une commission constituée de cinq membres du Parti écologiste (VPE) et de cinq représentants des Verts (V), dont Didier Anger et Yves Cochet, est alors mandatée pour trouver un accord. Ainsi, après la création de sept organisations nationales à durée de vie théoriquement illimitée (ME, RAT, CIME, MEP, CE, VPE, V) et d'au moins cinq alliances électorales à durée de vie limitée (Comité de soutien à René Dumont (1974), Paris Ecologie (1977), Collectif écologie 78, Europe-Ecologie (1979) et Aujourd'hui l'Ecologie (1981)), au bout de dix ans, on aboutit enfin à une unification du mouvement écologiste (sans les Amis de la Terre toutefois) lorsque Les Verts-parti écologiste et Les Verts fusionnent en janvier 1984 au Congrès de Vichy et forment désormais le parti :

Les Verts, Confédération écologiste-Parti écologiste (Les Verts c.p.)¹⁴⁷.

L'analyse de la fondation des partis écologistes en France et en Allemagne attire, dans une perspective comparatiste, trois remarques :

Notons tout d'abord que les écologistes allemands se montrent moins hésitants que les Français devant la formation d'un parti. Cela est à rapprocher d'une perception plus pragmatique en Allemagne de l'outil politique que représente un parti. Il apparaît également que les écologistes français sont ralentis par le souci de créer des formations homogènes – une des caractéristiques du paysage politique dans l'Hexagone – ce qui conduit à de nombreuses fragmentations, avant que des compromis ne soient faits, toutefois sans la participation des Amis de la Terre. A cela s'ajoutent des rivalités entre les leaders écologistes – Brice Lalonde et Philippe Lebreton notamment – qui s'affrontent pour prendre la tête du mouvement, qui de ce fait en pâtit. En 1980, les Allemands semblent plus attachés au principe d'unification des forces. Ils réussissent à surmonter les différences idéologiques des militants et dirigeants et à unir tout le monde autour de nouvelles problématiques politiques,

¹⁴⁵ Ce qui n'était pas encore le cas à la Confédération écologiste.

¹⁴⁶ Voir sur ce point : Guillaume Sainteny, *Les Verts*, *op. cit.*, p. 25.

¹⁴⁷ Sur le bien fondé de ce titre à rallonge, voir les remarques sarcastiques de Jean Carlier *in* : « Verts et Verds s'unissent », *Ecologie*, n° 355, 1^{er} trimestre 1984, p. 20-21.

dans le domaine écologique et social avant tout, en regardant vers l'avant et non vers le passé.

Deuxième remarque : au regard du contexte politique national auquel ils sont confrontés, et tout particulièrement en 1980, l'année d'élections législatives pour le Bundestag, les écologistes allemands sont motivés par l'idée de présenter un front uni face au SPD, derrière H. Schmidt, et aux partis conservateurs, derrière F. J. Strauß. Les perspectives qu'offre la campagne électorale pour faire connaître leurs idées sur tout le territoire ont une fonction de catalyseur qui contribue à accélérer la création du parti Die Grünen. Ce rendez-vous politique national est pour eux l'occasion de lancer une véritable offensive contre les partis traditionnels. Cet objectif les réunit au-delà des divergences idéologiques qui continuent d'exister au sein du mouvement écologiste et cela même si on ne sait combien de temps une telle alliance peut résister aux scissions. En France, ralentis de toute façon par leurs querelles internes, les écologistes sont beaucoup plus indulgents, lors des élections présidentielles de 1981, vis-à-vis du Parti socialiste et d'une alliance à gauche dont ils espèrent, somme toute, beaucoup. Si la création des Verts en 1984 fait suite, indéniablement, à un véritable effort de rapprochement des différents courants verts, il s'inscrit donc aussi dans un contexte politique national précis. Le parti des Verts est ainsi fondé directement dans la continuité des déceptions que ressentent les écologistes après l'arrivée de François Mitterrand à l'Élysée, l'échec du programme commun de la gauche et le « tournant de la rigueur » mis en place par le gouvernement à partir de 1983. C'est donc quatre ans après leurs homologues allemands que les écologistes français décident de prendre clairement leurs distances vis-à-vis de la gauche traditionnelle non communiste et d'entrer à leur tour dans une phase d'offensive contre l'ensemble des partis établis. D'un point de vue comparatif, le contexte national dans lequel se développent les partis écologistes de part et d'autre du Rhin a donc clairement joué en faveur des écologistes allemands qui, bien qu'entrés en politique plus tard que leurs collègues français, ont eu l'occasion de se rendre plus vite compte de leur isolement sur la scène politique et de lancer leur propre formation nationale.

Dernière remarque : les écologistes français ont certes eu du mal à s'unir, de nombreux mouvements politiques entrent en concurrence et différentes structures électorales se succèdent. Il est cependant intéressant de noter qu'une fois le parti créé, c'est lui qui va se développer à tous les échelons électoraux et c'est surtout sous la bannière du parti des Verts que les écologistes feront campagne jusqu'en 1990. Il n'en va pas de même en Allemagne où les premières formations politiques écologistes régionales restent actives plusieurs années encore après la formation d'un parti national. C'est le cas par exemple dans le Schleswig-Holstein où la GLSH et le parti national des Grünen, représenté aussi au niveau du Land, ne

fusionnent qu'en 1983. A Brême, la BGL (*Bremer Grüne Liste*), créée en février 1979 et entrée au Parlement régional dès le mois d'octobre, refuse de se rallier à la fondation des Grünen en 1980¹⁴⁸. Les deux listes entrent donc en concurrence pour les élections régionales de 1983 et cette situation dure jusqu'en 1987, date à laquelle la BGL, « battue », disparaît¹⁴⁹. A Hambourg se trouvaient en concurrence depuis 1978 la GLU et la liste multicolore antinucléaire BLW qui, après de difficiles pourparlers (voulus par la GLU, en situation de faiblesse par rapport à l'autre liste¹⁵⁰), fusionnent pour former la GAL (*Grün-Alternative Liste*). Celle-ci reste active au niveau régional après 1980 et obtient 7,7 % des voix en juin 1982 aux élections pour la diète de Hambourg, ce qui pénalise le parti vert national dans ce Land et éveille les convoitises du SPD qui entame des discussions pour une éventuelle coalition, sans qu'une ligne de conduite commune ne soit finalement arrêtée. Par la suite, la GAL se rallie aux Grünen en octobre 1984 et participe aux élections de 1986 sous le nom : DIE GRÜNEN/GAL. Jusqu'en 1987, date à laquelle le SPD forme une coalition à Hambourg avec le FDP, la GAL reste cependant entre les Grünen et les sociaux-démocrates, éditant un catalogue de douze « conditions de tolérance » (*Tolerierungsbedingungen*), dont l'acceptation est un préalable à toute coalition avec le SPD mais qui, au regard des positions extrêmes qu'il défend, est toujours rejeté par ce dernier.

III La place accordée à l'environnement et au nucléaire dans les textes fondateurs des Grünen et des Verts

La fondation d'un parti est l'occasion pour les écologistes d'enrichir et de rationaliser leurs arguments à l'égard des diverses pollutions et abus engendrés par la société occidentale et de se donner un cadre conceptuel. Logiquement, les programmes électoraux présentent les grandes lignes de leurs analyses et de leurs conceptions pour mettre en place des solutions. Même si la lutte pour la protection de la nature et l'opposition au nucléaire représentent, aussi bien pour les Grünen que pour les Verts, leurs premiers fondements et les points de leur programme les plus connus, ces partis se caractérisent aussi par leur volonté d'organiser la société sur de nouvelles bases afin de protéger l'humanité face à la recherche du bonheur

¹⁴⁸ Ce refus s'explique par l'opposition de la BGL à la participation de communistes dogmatiques au sein d'un mouvement écologiste national. Voir : Ferdinand Müller-Rommel, *Grüne Parteien in Westeuropa, Entwicklungsphasen und Erfolgsbedingungen*, op. cit., p. 57.

¹⁴⁹ En 1983, les Grünen obtiennent 5,4% des voix tandis que la BGL ne rassemble que 2,4% des scrutins. L'échec semble lié à des conflits internes sur l'orientation à donner au parti. Avec la disparition de la BGL, les Grünen obtiennent en 1987 10,2% des voix et dix mandats qu'ils garderont jusqu'en 1991.

¹⁵⁰ En 1978, la *Bunte Liste* (BLW, très engagée contre le projet de Brockdorf) obtient 3,5% des voix et la GLU 1%.

humain à court terme, dans une société industrielle productiviste qui conduit à la dégradation des ressources naturelles. Cette partie est donc destinée à l'analyse des programmes fondateurs des Grünen et des Verts, tels qu'ils sont rédigés respectivement en 1980 et 1984, afin de déterminer la place qu'y tiennent les thématiques environnementales et antinucléaires et d'apprécier si, des deux côtés du Rhin, ces écologistes parviennent à se distancer des partis monothématiques (*Ein-Punkt-Parteien*) pour s'élever au rang de véritable formation politique à prétention globale.

3-1 Les grandes notions clefs du programme fondateur des Grünen (1980)

3-1-1 Logique restrictive et logique libératrice

En RFA, des affrontements ont lieu en 1979-1980 entre les militants des Grünen pour déterminer quelles thématiques devaient être avant tout mises en valeur par le parti, le groupe des écologistes issus de la droite traditionnelle ne parvenant pas à imposer à tous les militants le choix de l'environnement comme une priorité absolue. L'adoption d'une « troisième voie », au-delà du capitalisme et du communisme, revendiquant à la fois les idées des écologistes plutôt conservateurs et les idées des mouvements alternatifs et des pacifistes qui ont rejoint le parti, est donc loin d'être une évidence au départ. Le principe de « l'unité dans la diversité », cher à Joseph Beuys, a du mal à trouver son application pratique. Pour rassembler des groupes hétérogènes, tout en préservant la spécificité de toute position, les Grünen définissent alors en 1980 quatre principes de base, repris dans le préambule de chaque programme fédéral, principes sur lesquels ils s'accordent tous : il s'agit d'agir de façon « écologique » (*ökologisch*), « sociale » (*sozial*), selon une « démocratie de base » (*basisdemokratisch*) et « sans violence » (*gewaltfrei*)¹⁵¹.

Si, à partir de 1979, le rapprochement entre les différentes listes écologistes est clairement initié par les courants les plus conservateurs (H. Gruhl, B. Springmann, A. Haußleiter), le programme fondateur des Grünen, défini du 21 au 23 mars 1980 lors du congrès de Sarrebruck, marque la percée des courants alternatifs de gauche. Ces derniers parviennent en effet à imposer plusieurs de leurs idées, étant donné que leurs militants sont venus en nombre participer à l'élaboration du programme. Dans la mesure où peu d'entre eux sont en costume, que beaucoup sont venus en famille et que la majorité « campe » directement dans le centre de conférence, l'ambiance bon enfant qu'ils créent lors de ce congrès donne à ce rassemblement politique un aspect tout à fait nouveau en Allemagne,

¹⁵¹ Cf. : Die Grünen, *Das Bundesprogramm*, Bundesgeschäftsstelle, 1980, Préambule, p. 4-5.

dans la lignée des habitudes des « chaotiques », des « *Spontis* » et des « *Stadtindianer* », ce qui suscite l'intérêt des médias¹⁵² et contribue très vite à faire connaître le parti comme un mouvement issu de la mouvance alternative, même si historiquement, l'aile gauche des mouvements écologistes n'a pas eu l'initiative de la fondation des Grünen. Au regard du nombre de militants pour représenter chaque tendance idéologique, le programme voté en 1980 constitue ainsi avant tout un compromis entre les courants « alternatifs » et « multicolores » et un centre politique (GLU, AUD), tandis que l'aile conservatrice et environnementaliste conduite par Herbert Gruhl et Baldur Springmann doit renoncer à son emprise sur la totalité des points discutés. Cette fracture interne, gommée en partie dans le programme par l'adoption de compromis, éclate par exemple sur la question de la condamnation ou non de l'avortement et du § 218 du code pénal, aucune prise de position commune claire n'apparaissant finalement dans le texte définitif¹⁵³.

Selon l'expression de Thomas Keller, en 1980, les Grünen « héritent ainsi d'une logique restrictive (écologique) et d'une logique libératrice »¹⁵⁴ qui se retrouvent clairement à la lecture du premier programme qu'ils rédigent : la première partie de celui-ci (Chapitres 2 à 4 : Economie et monde du travail, Politique étrangère et politique pacifiste, Environnement et nature) présente des restrictions et interdictions légitimées par des nécessités écologiques et souhaitées par les membres du parti privilégiant l'écologie, tandis que la seconde moitié (Chapitre 5, contenant les sous-parties : Démocratie et droit, Femmes, Enfants et adolescents, Personnes âgées, Groupes sociaux marginaux, Education et recherche, Culture, Médias, Environnement et santé), marquée de l'empreinte des alternatifs, contient les revendications relatives aux droits des citoyens et des minorités discriminées¹⁵⁵. Pour plus de clarté, nous nous en tiendrons donc à l'analyse du préambule des programmes, passage qui fait l'unanimité et définit par là même les grandes orientations du parti au cours des années 1980.

3-1-2 « *Ökologisch, sozial, basisdemokratisch, gewaltfrei* »

Le préambule du programme national commence par une introduction qui replace les Grünen dans la lignée des mouvements sociaux des années 1970, souligne la spécificité du parti en tant que tel (« Nous sommes l'alternative aux partis établis »¹⁵⁶), et rappelle au lecteur la situation écologique catastrophique dans laquelle se trouve la planète et, lié à cela,

¹⁵² Cf. : Carl-Christian Kaiser, « Schöne Welt jenseits der Wirklichkeit », *Die Zeit*, 28.03.80.

¹⁵³ Cf. : Die Grünen, *Das Bundesprogramm*, Bundesgeschäftsstelle, 1980, V.2.7., « Schwangerschaft », *doc. cit.*, p. 35.

¹⁵⁴ Cf. : Thomas Keller, « Les synthèses idéologiques des Verts : fin ou perpétuation des nouveaux mouvements sociaux ? » in : *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 113, juillet-septembre 1990, p. 34-49, ici p. 40.

¹⁵⁵ Ces deux parties contiennent respectivement 22 et 18 pages.

¹⁵⁶ « Wir sind die Alternative zu den herkömmlichen Parteien. ». Cf. : Die Grünen, *Das Bundesprogramm*, 1980, Préambule, *op. cit.*, p. 4.

le mauvais chemin sur lequel s'engage la société d'un point de vue économique, politique et social. Ils aspirent ainsi à présenter un concept global (*Gesamtkonzept*) pour transformer à long terme la société selon leurs quatre orientations principales.

Penser de façon « écologique » reste le premier grand principe du parti. Il consiste à définir une politique écologique à l'échelle planétaire, à percevoir de nouveau les hommes et leur environnement comme faisant « partie de la nature ». En ce sens, les Grünen s'opposent, à l'instar des écologistes français autour de René Dumont, au pillage de la nature et des matières premières, ainsi qu'à l'« intervention destructive » dans les cycles de la nature. Ils prônent un système économique modéré et consciencieux, organisé en structures économiques et administratives contrôlables, qui réponde aux besoins des hommes et des futures générations, tout en permettant la conservation de la nature. Il s'agit même d'organiser « un partenariat actif entre la nature et les hommes ». Pour cela, ils réclament plus de démocratie et de solidarité entre les individus, et veulent s'éloigner de valeurs comme la hiérarchie et la performance, ce qui requiert une transformation de la société et de l'économie. Sur la question énergétique, ils s'opposent bien entendu à la production d'électricité d'origine nucléaire et réclament l'arrêt immédiat des centrales en fonctionnement ou en cours de construction.

Le second principe n'est déjà plus directement tourné vers l'environnement : mener une politique « sociale », doit avoir pour but de « mettre en place un système social stable ». Les Grünen s'opposent à un monde du travail dominé par le pouvoir économique qui accroît les écarts entre riches et pauvres, concentre les décisions, crée du chômage et « des conditions de travail inhumaines ». Cela permet de tenter un rapprochement avec les syndicats, dans la mesure où le capitalisme serait à l'origine responsable de la destruction de l'environnement et de la qualité de vie. Selon ce principe, ils défendent aussi les groupes discriminés, que ce soit pour leur appartenance religieuse, ethnique ou sexuelle, et s'engagent à redéfinir le rôle de la femme dans la société. Ces différents points occupent une place particulièrement importante au sein du programme, compte tenu du rassemblement de plusieurs courants au sein des Grünen, et constituent une spécificité qui ne se retrouve pas dans le programme des Verts en France. Notons à cette occasion que le choix du mot « social » a fait lui aussi l'objet d'un compromis puisque plusieurs courants issus de la gauche alternative s'étaient engagés en faveur du mot « socialiste », terme refusé catégoriquement par Herbert Gruhl notamment¹⁵⁷.

¹⁵⁷ Témoignage de Christoph Becker-Schaum, actuellement directeur des archives de la Fondation Heinrich Böll à Berlin, en mars 2007.

Pour résoudre cette crise écologique, économique et sociale, le parti s'engage pour « l'autodétermination des personnes concernées ». Les deux dernières notions clefs du programme représentent ainsi la méthode pour mettre en place leurs exigences : la « démocratie de base » (*Basisdemokratie*) et le refus de la violence.

La première notion se donne pour objectif de renforcer la démocratie directe et décentralisée : en donnant la parole à la base, aux citoyens, par des référendums organisés à différents niveaux, pour toutes les questions importantes, dans tous les domaines politiques, et en octroyant aux petites unités de base comme les communes et les *Kreise* plus d'autonomie et de responsabilités. Selon la même logique, les Verts tiennent à être un parti « d'un nouveau genre » et à organiser leur fonctionnement suivant ce même principe : la base doit donc maintenir un contrôle constant sur ses délégués, ses responsables et ses élus, afin de rendre l'organisation et la politique du parti transparente pour tous les militants. Les Grünen affirment par là être exactement le contraire des partis établis à Bonn qui « sont incapables et ne veulent pas prendre en compte les nouvelles approches, les réflexions et les intérêts des mouvements démocratiques »¹⁵⁸. Ces idées seront mises en place dès 1980, quand les Grünen adoptent, par exemple, le principe du mandat impératif, obligeant leurs élus à respecter les décisions des assemblées de délégués, ou le principe de la rotation qui conduit au remplacement des élus au bout de la moitié de leur mandat. Nous ne nous attarderons pas sur ces modes de fonctionnement puisque, pour beaucoup, ils seront remis en cause quelques années plus tard, devant l'impossibilité de diriger efficacement le parti¹⁵⁹. A titre d'exemple, citons simplement la non soumission de Petra Kelly à ce que le sociologue et homme politique libéral Ralf Dahrendorf (1929-2009) a appelé la « dictature de la base »¹⁶⁰, dans la mesure où elle refuse de céder sa place de député écologiste au Bundestag, à la date de la première rotation en 1985. Ces choix organisationnels renforcent cependant les principes politiques adoptés par le parti et soulignent la volonté des Grünen de se montrer différents et pragmatiques dès le début, non sans rencontrer quelques difficultés.

La question de l'attitude à adopter vis-à-vis du recours à la violence divise également les écologistes, avant qu'ils ne s'accordent sur le fait que « des objectifs humains ne peuvent pas être atteints avec des moyens inhumains ». Ils aspirent ainsi à une société sans guerre et sans violence, à l'intérieur des groupes sociaux, au sein de la société ainsi qu'entre les

¹⁵⁸ « Diese sind unfähig und nicht willens, neue Ansätze und Gedanken und die Interessen der demokratischen Bewegungen aufzunehmen. ». Cf. : Die Grünen, *Das Bundesprogramm*, 1980, Préambule, *op. cit.*, p. 5.

¹⁵⁹ Au sujet de l'organisation interne des Grünen (mandat impératif, rotation, redistribution des indemnités parlementaires, etc.), voir en particulier les « Décisions de Sindelfingen » (*Sindelfinger Beschlüsse*) prises au congrès extraordinaire des Grünen à Stuttgart-Sindelfingen les 15 et 16 janvier 1983 et partiellement remises en question à partir de 1985.

¹⁶⁰ Expression utilisée par Ralf Dahrendorf (1929-2009) in : « Gefahr von der Basis », *Die Zeit*, 15.04.1983.

peuples, et veulent mettre en place une politique pacifiste active¹⁶¹. En ce sens, en mars 1980, c'est-à-dire quelques mois après le début de l'intervention militaire soviétique en Afghanistan (1979-1989) ainsi qu'en pleine « crise des euromissiles »¹⁶², les écologistes s'ouvrent aux mouvements pacifistes auxquels ils font une place essentielle dans leur programme fondateur¹⁶³. Cette orientation ne remet cependant pas en cause le droit fondamental à la légitime défense et l'opposition sociale sous ses diverses formes. La non-violence « ne signifie donc pas la passivité des personnes concernées » et la défense d'intérêts vitaux menacés, notamment par des mesures d'Etat, n'est pas considérée comme seulement légitime mais aussi nécessaire. Ils justifient donc par là les moyens d'action chers à l'APO.

Une politique environnementale et antinucléaire, sociale et féministe, démocratique et pacifiste, tels sont donc les points de départ essentiels des Grünen en 1980. Ces notions soulignent la volonté du parti de respecter toutes les orientations qui se sont associées au mouvement purement écologiste, ce qui entraîne parfois des paradoxes, un programme environnementaliste à grande échelle s'accordant mal, par exemple, avec une organisation du pays très décentralisée. Elles illustrent aussi la diversité programmatique de ceux qu'on appelle habituellement « les écologistes ». Lukas Beckmann, porte-parole de la direction nationale des Grünen, s'attachera à souligner que le concept d'écologie est un point central de la programmation, qu'il joue un rôle essentiel dans la mesure où « il ne signifie pas seulement protection de l'environnement au sens traditionnel du terme, mais en même temps, une méthode globale d'un point de vue politique et intellectuel »¹⁶⁴. En ce sens, les Grünen ne peuvent pas être considérés comme un parti à revendication unique. Ils reprennent bien à leur compte l'idée développée tout au long des années 1970 par les précurseurs du mouvement selon laquelle l'écologie ne se conçoit pas seulement comme une préoccupation vis-à-vis de l'état de santé de la planète et de la mauvaise conduite des humains envers elle, mais comme une réflexion qui se veut entière sur la place et les droits de l'homme sur terre,

¹⁶¹ Le fait que le non recours à la violence ait été inscrit, en 1980, dans les quatre principes de base du parti explique les débats et emportements passionnés parmi les membres des Grünen, lorsque Joschka Fischer, alors vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères, décide en 1999 de remettre complètement en question cette position politique fondamentale et de donner son feu vert à l'envoi de troupes allemandes au Kosovo.

¹⁶² Lors du sommet de l'OTAN le 12 décembre 1979, les pays occidentaux prennent la décision d'installer de nouvelles fusées nucléaires américaines à moyenne portée, les Pershing II et Cruise Missiles, dans cinq pays d'Europe occidentale, dont la RFA, après que l'URSS a placé des missiles SS-20 de moyenne portée en direction de l'Europe de l'Ouest. Parallèlement, ils s'engagent à entamer des négociations avec Moscou en vue d'un retrait multilatéral de tous les euromissiles (mesure connue sous le nom de « double décision » de l'OTAN).

¹⁶³ Nous reviendrons plus longuement sur la question de pacifisme au sein du mouvement écologiste allemand au chapitre 6. Voir les points 1-1-1 et 3-4.

¹⁶⁴ « (...) spielte der Begriff 'Ökologie' eine ganz wesentliche Rolle, beinhaltet er doch nicht nur Umweltschutz im traditionellen Sinne, sondern gleichzeitig eine ganzheitliche Methode in politisch-geistiger Hinsicht ». Cf. : Lukas Beckmann, *Anmerkungen anlässlich der Beendigung meiner Arbeit als Bundesgeschäftsführer*, gbd 3/1984, cité par Ina Kahl-Lüdtke, *Entstehungsvoraussetzungen, Möglichkeiten und Grenzen grüner Politik in der BRD*, op. cit., p. 76.

réflexion qui s'élargit logiquement au comportement des hommes entre eux et conduit à repenser complètement le mode de fonctionnement de la société.

3-2 Les grandes notions clefs des textes d'orientation des Verts (1984)

3-2-1 En amont : le délaissement de la question environnementale entre 1974 et 1983

En 1984, les écologistes français présentent le même souci d'apparaître comme une formation politique au caractère global. Si le programme de la formation Europe-Ecologie, présenté à l'occasion des élections européennes de 1979, est surtout très environnementaliste et clairement antinucléaire, cela s'explique par l'influence du Mouvement écologique et des idées de René Dumont, mais aussi par le fait que ces élections à l'échelle de l'Europe conviennent parfaitement à l'évocation de problèmes environnementaux, dont les solutions ne peuvent être envisagées qu'à un niveau supranational. Dès 1981 cependant, la part des questions d'environnement diminue dans le programme défendu lors des élections présidentielles par Brice Lalonde, au profit de questions économiques, sociales, institutionnelles et énergétiques.

Dans *Le pouvoir de vivre*¹⁶⁵, le texte publié par la formation pour présenter l'ensemble de sa réflexion, les écologistes considèrent en effet qu'ils « se coltinent désormais avec l'ensemble des problèmes du monde moderne », dans la mesure où ils veulent montrer les liens directs entre notre vie quotidienne et les problèmes planétaires et que « leurs positions en matière de défense de la nature et de protection des ressources entraînent des conséquences profondes sur le plan de l'économie, de l'emploi, des relations internationales, des institutions politiques »¹⁶⁶. Les principales thématiques du texte sont alors nouvelles par rapport aux idées défendues en 1974 : sur cinq chapitres, deux seulement reprennent les grands sujets chers à René Dumont. Dans le chapitre 1, « Protéger la vie », les questions concernant la préservation du patrimoine naturel, le développement de l'agriculture et l'opposition à l'énergie nucléaire sont abordées, tandis que le chapitre 4, « Développer la solidarité mondiale » reprend les idées tiers-mondistes. Les deux tiers du texte¹⁶⁷ sont en revanche axés sur des questions sociales (chapitre 2 : « briser la solitude »), économiques (chapitre 3 : « domestiquer l'économie ») et institutionnelles (chapitre 5 : « borner l'Etat »). De même, sur les « douze mesures d'urgence » présentées aux candidats restants entre les

¹⁶⁵ Aujourd'hui l'Ecologie, *Le pouvoir de vivre. Le projet des écologistes avec Brice Lalonde, Ecologie* (numéro spécial), mars 1981.

¹⁶⁶ Cf. : *Ibid.*, introduction, p. 8-9.

¹⁶⁷ Les chapitres 1 et 4 s'étalant sur 73 pages et les chapitres 2, 3 et 5 sur 151 pages.

deux tours de l'élection présidentielle, aucune ne porte directement sur l'environnement, tandis que sept concernent des aspects institutionnels déjà présents, pour certains, dans le programme du Parti socialiste (à l'instar de l'élection des assemblées régionales au suffrage universel et de la représentation proportionnelle¹⁶⁸). Cette nouvelle orientation qui attache beaucoup d'importance aux questions institutionnelles (modes de scrutin, décentralisation, libertés locales), au détriment des questions environnementales, culmine lors de la campagne présidentielle en 1981 et souligne l'influence à cette époque, au sein des écologistes politiques, des Amis de la Terre, qui représentent la tendance la plus institutionnaliste du mouvement. En 1983, après le retrait du champ politique de ces derniers, l'accent est mis avant tout sur les questions économiques, sociales et de sécurité internationale, conformément aux préoccupations concrètes des électeurs, les écologistes sentant, comme l'exprime la politologue Colette Ysmal, que les grands thèmes qu'ils défendent, l'interruption immédiate et totale du programme nucléaire civil français, l'arrêt du pillage du Tiers-monde ou l'évolution vers trente heures de travail hebdomadaire, « s'ils correspondaient bien au climat des années 1970, sont dix ans plus tard, totalement décalés par rapport aux demandes des citoyens »¹⁶⁹.

3-2-2 Les textes d'orientation de 1984

Les « textes d'orientation » publiés en 1984 par Les Verts lors de la fondation officielle du parti confirment la volonté des écologistes d'élargir leur discours au-delà de leur thématique originelle, la défense de l'environnement et l'opposition au nucléaire civil. Ces textes d'orientation – Les Verts ne rédigent pas de programme de base¹⁷⁰ – se présentent sous la forme de quatre contributions de Roger Fischer, Jean Brière, Yves Cochet et François Degans : « Introduction aux textes d'orientation », « Un monde en crise, une planète en péril », « Ecologie et technocratie » et « Qu'est-ce que le productivisme ? »¹⁷¹. Ces quatre textes, très denses, abstraits et théoriques, ce qui étonne étant donné leur objectif de vulgarisation, s'attachent, non sans une touche de catastrophisme (Roger Fischer) et de menace (avec le slogan « A vous de choisir »), à présenter leur analyse de la société dans son ensemble. Ils refusent ainsi la « déshumanisation » des rapports humains et de la vie elle-même à cause de menaces directes, que constituent par exemple les armes nucléaires, et indirectes, par la prolifération de la pauvreté dans le monde ou l'aliénation croissante de

¹⁶⁸ Cf. : Parti socialiste, *110 propositions pour la France*, 1981, *doc. cit.*

¹⁶⁹ Cf. : Colette Ysmal, *Les partis politiques sous la Ve République*, Paris, Montchrestien, 1989, p. 147.

¹⁷⁰ En revanche, en 1984, ils publient un programme pour la campagne des élections européennes, nous allons y revenir.

¹⁷¹ Cf. : Les Verts, *Textes fondateurs*, janvier 1984. Textes d'orientation votés à l'AG des 28-29 janvier 1984 à Clichy. Documents disponibles sur le site Internet du parti des Verts, à l'adresse suivante : http://lesverts.fr/article.php3?id_article=1176&id_mot=222&id_groupe=12 [réf. du 25.07.2009].

l'homme ; ils démontrent l'avancée du « désastre planétaire » au regard de la régression de la vie animale et végétale, de l'appauvrissement des sols, des gaspillages énergétiques et des pollutions de toutes sortes en mer, dans l'air et sur terre. Ils s'opposent aussi au « productivisme », aussi appelé « guerre économique », et à la « technocratie » par leur emprise sur la vie personnelle des individus et la destruction du milieu naturel et humain qu'occasionnent leurs structures socio-économiques, en ne suivant que trois principales logiques : une « recherche prioritaire de la croissance, de l'efficacité économique et de la rationalité instrumentale ». Concernant les formes d'organisation politique, l'évolution actuelle du capitalisme et du socialisme (priviliégiant tous deux la productivité) est condamnée, tout comme le libéralisme, le marxisme et l'anarchisme. Refusant l'axe gauche-droite, ils prônent, dans une VI^{ème} République, une « démocratie politique et économique », où le pouvoir de décision procède de tous, et où « les besoins [sont] déterminés, par tous, en fonction des possibilités naturelles et des limites de l'écosystème », au sein de laquelle les êtres humains se responsabilisent, devant la nécessité pour l'espèce humaine de devenir « son propre limitateur ». Dès leur fondation, l'accent est également fortement mis, chez les Verts, sur l'urgence qu'il y a à instituer une « économie de justice sociale basée sur le respect des identités, des races, des sexes, des exclus : chômeurs, quart monde » et sur la « défense des libertés et des droits de l'homme ». Sur la question du nucléaire civil en revanche, l'« introduction aux textes d'orientation » de R. Fischer ne souffle mot. Ainsi, si les Grünen s'opposent catégoriquement au nucléaire dès leur création en 1980, il n'en va pas de même des Verts qui, sans avoir une attitude pronucléaire, loin de là, adoptent des positions beaucoup plus modérées sur ce point, ne remettant pas tout le temps ouvertement en cause le principe même de production d'énergie nucléaire¹⁷². Ainsi, s'il n'évoque pas directement la question des centrales, R. Fischer insiste sur le point suivant :

« Bien définir les objectifs, c'est d'abord être réaliste, écarter ceux qui seraient impossibles à atteindre, retenir ceux qui ont des chances de pouvoir l'être. (...) Séparer donc, dans l'actuel, le bon grain de l'ivraie, ne pas refuser en bloc toute la moisson sous prétexte qu'il y a de l'ivraie dans le grain. »¹⁷³

En ce sens, dans le premier programme électoral que les écologistes français élaborent en tant que parti, à l'occasion des élections européennes de 1984, la question du nucléaire

¹⁷² Dans une interview au journal *Le Monde*, Didier Anger, tête de liste des Verts aux Européennes de 1984, déclare ainsi : « Nous voulons bien, en effet, pour une dizaine d'années, admettre les centrales existantes, mais nous voulons ensuite un plan de reconversion. » Cf. : « M. Didier Anger (Les Verts) : ni à droite ni à gauche, les écologistes ne sont pas non plus au centre », *Le Monde*, 5.06.1984.

¹⁷³ Cf. : Roger Fischer, « Introduction aux textes d'orientation » in : Les Verts, *Textes d'orientation, doc. cit.*, p. 1-5, ici p. 3.

civil n'est pas du tout mise en avant dans leurs revendications. Les Verts concentrent leur programme sur quatre autres grands thèmes :

- « Pour l'Europe des régions unies » : contre les égoïsmes nationaux,
- « Pour l'Europe de la qualité de la vie » : contre les pollutions,
- « Pour une Europe indépendante, une défense populaire et non violente » : contre l'Europe des blocs et la prolifération des armes nucléaires,
- « Pour une Europe de la solidarité » : contre l'Europe des marchands et des technocrates.

Ils font alors campagne :

- « Pour une économie maîtrisée », où le politique prend le dessus sur l'économique,
- « Pour une économie nouvelle », contre le libéralisme sauvage de droite et les nationalisations de gauche,
- « Pour une économie responsable », sur le long terme, qui encourage le développement des libertés au sein des entreprises,
- « Pour une économie solidaire », qui partage le travail, les revenus et le temps libre en Europe et qui se montre solidaire avec le Tiers-monde,
- « Pour une économie économe », qui tient compte des limites des ressources, lutte contre le gaspillage et s'engage pour le recyclage comme pour le développement des énergies renouvelables et des transports collectifs¹⁷⁴.

En 1984, dans leurs orientations, les écologistes regroupés au sein des Verts font donc le choix de mettre l'accent sur l'analyse des rapports sociaux et des libertés individuelles, des grands systèmes politiques et des institutions qui les produisent, ce qui montre bien que, dès leur fondation, les Verts refusent de passer pour un parti monothématique et veulent proposer une vision globale de la société, même si leur manque de maturité politique ne leur permet pas d'échapper à un discours général, imprécis et peu concret. Leur engagement dans le domaine du désarmement nucléaire traduit également un intérêt accru pour les revendications des mouvements pacifistes, dont certains militants ont choisi de rejoindre le parti. Cette volonté des Verts d'élargir leur champ d'action est aussi à relier au fait qu'en France, dans les années 1970 et 1980, le soutien de la population aux nouveaux mouvements sociaux, en particulier à ceux qui luttent contre la construction de centrales nucléaires ou s'engagent pour la protection des espaces naturels et le renforcement de la qualité de vie, est beaucoup moins

¹⁷⁴ Cf. : Programme présenté par Didier Anger, tête de liste des Verts aux Européennes de 1984, in : « Les Verts Europe Ecologie », *Ecologie*, 356, 2^{ème} trimestre 1984, p. 27-28 et 34. Yves Cochet, porte-parole des Verts est numéro deux sur cette liste et Solange Fernex, numéro trois.

important qu'en RFA¹⁷⁵. En traitant uniquement des questions portant sur l'énergie nucléaire et l'environnement, leur première spécificité, les Verts craignent donc de ne pas pouvoir s'assurer un soutien satisfaisant dans les urnes. De plus, ils redoutent qu'avec la montée des problèmes de chômage et d'emploi, les électeurs s'intéressent peu à leurs thématiques de référence. A cela s'ajoute le fait que depuis 1981, certaines mesures prises par les socialistes, comme l'abandon de l'extension du camp militaire du Larzac et de la construction de la centrale nucléaire de Plogoff, ont amoindri les luttes pour l'environnement et les revendications des écologistes. Dans une certaine mesure, pour développer leur propre formation politique, les Verts souffrent donc, dès le début, de la stratégie du Parti socialiste qui a saisi depuis plusieurs années l'intérêt d'afficher un engagement, même superficiel, sur les thématiques énergétiques et environnementales et les contraint à élargir leur programme.

Les Verts eux-mêmes reconnaissent qu'ils ont « relâché leurs efforts en direction des 'environnementalistes' » pour effectuer un « virage à gauche » dans leurs thématiques, ce qui ne manque pas d'être souligné par la presse¹⁷⁶. Michel Delore, délégué aux relations internationales au sein du parti, admet qu'il ne s'agit pas d'un simple ajustement, mais d'un véritable changement de cap :

« En quelques semaines, les écologistes français ont effectué une métamorphose qui, ailleurs, demanda des années : militants, sympathisants et surtout électeurs écologistes ont de quoi être surpris de voir qu'après les petits oiseaux on leur parle de vote des immigrés, de désarmement nucléaire unilatéral et d'écogestion des entreprises. »¹⁷⁷

3-3 Eléments de comparaison : la question du nucléaire dans les programmes des Verts et des Grünen

Sur ce point précis et caractéristique des partis écologistes, l'opposition à la production d'énergie nucléaire, les divergences qui existent, au début des années 1980, entre le discours des Grünen et celui des Verts sont très nettes : si les écologistes allemands placent leur opposition à cette technologie au centre de leur stratégie, les Français, même s'ils n'y sont pas favorables, préfèrent renforcer leur communication sur d'autres thématiques. Ces divergences sont d'autant plus étonnantes que dans les années 1970, le mouvement antinucléaire est aussi vif et violent en Allemagne qu'en France, nous en avons vu quelques exemples dans le troisième chapitre de ce travail¹⁷⁸. C'est d'ailleurs en France que les mouvements antinucléaires, comme les mouvements écologistes, se sont d'abord développés

¹⁷⁵ Voir statistiques et remarques en conclusion du chapitre 3.

¹⁷⁶ Cf. : Jérôme Jaffré, « Les Verts : un virage à gauche », *Le Monde*, 6.06.1984.

¹⁷⁷ Cf. : Michel Delore, « Pour une alternative verte », *Ecologie*, n° 357, 3^{ème} trimestre 1984, p. 20-21, ici p. 21.

¹⁷⁸ Cf. : Chapitre 3, point 3.

au début des années 1970 et ont attiré de nombreux Allemands, curieux d'apprendre sur place les stratégies de l'opposition citoyenne aux grands projets des pouvoirs publics. A l'inverse, jusqu'au milieu des années 1970, le nucléaire bénéficie encore d'un large soutien populaire en RFA, s'accordant, selon Sabine von Oppeln, spécialiste du nucléaire en France et en Allemagne, avec le consensus forgé autour d'une société de croissance et de bien-être – substitut à une identité nationale et aux valeurs qui lui sont liées – et contribuant dans un premier temps, pendant la période de prospérité et de croissance que connaît le pays, à renforcer la foi dans le progrès économique et technique. A en croire ses recherches, la méfiance d'une partie de la population vis-à-vis des mouvements de protection de la nature, à cause de leurs liens supposés avec le national-socialisme, aurait même renforcé cette perception positive du nucléaire en RFA¹⁷⁹. Toutefois, dès le milieu des années 1970, cette tendance s'inverse et au cours de la décennie suivante, la perception par la population dans son ensemble des risques que représente l'énergie nucléaire se renforce en RFA et non en France, ce qui conduit les partis écologistes allemands et français à tenir des discours différents pour s'adapter à leur public. Les raisons qui expliquent cette divergence fondamentale dans le discours des Grünen et des Verts sont de plusieurs natures et méritent que nous nous y arrêtions quelques instants.

3-3-1 Des contextes historiques, identitaires, politiques et géostratégiques différents

L'énergie nucléaire est en effet présentée et comprise en France, depuis la présidence de Charles de Gaulle, comme un atout qui garantit l'indépendance du pays et de la liberté de la Nation, aussi bien au niveau politique, économique et géostratégique qu'au sein de la communauté internationale¹⁸⁰. Ce discours politique – lié aux traumatismes de la défaite de 1940 – a été renforcé dans les années 1970 avec l'arrivée de la crise pétrolière et la volonté des gouvernements d'être le plus indépendant possible de l'étranger en matière de ressources énergétiques. L'opinion publique et les médias français voient eux aussi plutôt d'un œil positif le leadership économique et technologique français en matière d'industrie nucléaire civile, dont l'exportation rapporte beaucoup de capitaux au pays¹⁸¹. Parallèlement, le discours officiel français, par l'intermédiaire du CEA (Commissariat à l'énergie atomique), chargé d'informer et de rassurer la population, minimise depuis toujours les dangers potentiels liés aux centrales nucléaires en mettant en avant leurs systèmes de sécurité ultra développés. D'un

¹⁷⁹ Cf. : Sabine von Oppeln, « Politique de l'environnement : comparaison entre le RFA, la RDA et la France » in : *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 109/110, juillet-décembre 1989, p. 243-257, ici p. 244 sq.

¹⁸⁰ Cf. : Gerhard Kiersch, Sabine von Oppeln, *Kernenergiekonflikt in Frankreich und Deutschland*, Berlin, Wissenschaftlicher Autoren-Verlag, 1983, p. 12-14. Voir aussi : Catherine Dedieu, « Die letzten Atomtests. Nukleare Abschreckung statt Friedensdividende » in : *Dokumente*, avril 1996, p. 131-133.

¹⁸¹ Cf. : Alfred Frisch, « Atomenergie und Wiederaufbereitung. Frankreichs energiepolitischer Alleingang. Atom bleibt das Fundament », in : *Dokumente*, mars 2001, p. 222-226.

point de vue environnemental, les centrales ne sont pas non plus considérées comme néfastes, le réchauffement des rivières et la radioactivité de l'eau rejetée ne dépassant pas les normes autorisées et aucune pollution atmosphérique n'étant soi-disant engendrée¹⁸². Ainsi, selon les indications de Joachim Schild, même au sein de la population française considérée comme « libertaire », seulement 34% soutiennent complètement les mouvements antinucléaires (contre 90% en RFA) dans le courant des années 1990¹⁸³, alors qu'entre 1981 et 1990, 31 réacteurs supplémentaires sont mis en fonctionnement dans le pays¹⁸⁴.

Si en France, l'énergie nucléaire représente « la plus grande aventure industrielle et militaire de la seconde moitié du XX^{ème} siècle », en Allemagne – où le traumatisme du militarisme dit « prussien » est encore fort – elle est beaucoup plus souvent perçue comme « l'instrument du diable » et « une prise de risque incalculable »¹⁸⁵. Gerhard Kiersch et Sabine von Oppeln, références sur le sujet, soulignent qu'outre-Rhin, le concept d'indépendance énergétique par rapport à l'étranger, dans un processus de repli dans un cadre national, et un rapprochement avec l'idée de Nation, n'entrent pas en compte pour justifier une politique nucléaire, dans la mesure où l'Etat est perçu, après la guerre, avant tout comme le garant de la croissance économique et des structures démocratiques et que la société, largement dépolitisée, s'intéresse avant tout à son confort et sa sécurité. Il ne se développe donc pas, en RFA, dans les années 1950-1960, de consensus politique sur la stratégie énergétique du pays. L'argumentation pronucléaire est uniquement économique et justifiée par le renforcement de la croissance économique¹⁸⁶. Cette situation favorise alors un retournement dans les années 1970 : avec l'arrivée des difficultés économiques et la baisse de la croissance, la base de légitimation du nucléaire s'effrite et l'attitude positive envers celui-ci se tourne en critique d'une société très industrialisée mais vide de sens et sans valeur, à laquelle s'ajoute une certaine peur devant le développement des technologies de pointe.

Cet arrière-plan idéologique influence l'attitude des partis traditionnels sur la question du nucléaire. En France, à droite comme à gauche, nous avons vu que le consensus en faveur de l'énergie atomique est largement respecté. Ainsi, si la base militante du Parti socialiste est

¹⁸² Voir sur ce point : Alfred Frisch, « Frankreichs Glaube an die Kernenergie. Zwang zur größten Sicherheit » in : *Dokumente*, décembre 1988, p. 463-467, et Thorsten Hickmann, « Ein umweltbewusstes europäisches Haus. Ein Ziel, dem noch unterschiedliche Denkweisen im Wege stehen » in : *Dokumente*, décembre 1992, p. 497-502, ici p. 500.

¹⁸³ Cf. : Joachim Schild, « Wertwandel diesseits und jenseits des Rheins. Umweltbewusstsein und politisches Protestverhalten », in : *Dokumente*, juin 1995, p. 217-222, ici p. 220.

¹⁸⁴ Cf. : Marc Ambroise-Rendu, « Selon le rapport annuel sur l'état de l'environnement, les paysages français sont toujours en péril », *Le Monde*, 18.07.1990.

¹⁸⁵ Selon les expressions de Menard Ritzenhofen dans : « Atomenergie : Deutsch-französische Störfälle » in : *Dokumente*, mars 2001, p. 227-228.

¹⁸⁶ Cf. : Gerhard Kiersch, Sabine von Oppeln, *Kernenergiekonflikt in Frankreich und Deutschland*, op. cit., p. 14-17.

divisée sur la question, les leaders et responsables politiques du parti s'accordent tous pour légitimer cette ligne de conduite. Entre 1974 et 1981, si le PS décide de refuser le programme nucléaire du Président Valéry Giscard d'Estaing, ce n'est pas par opposition à l'utilisation de l'énergie atomique, mais pour montrer son désaccord avec un projet « tout électrique – tout nucléaire » qui accorde trop d'importance, selon lui, à ce mode de production énergétique et pour lequel le processus de décision n'est pas assez démocratique. Dans le fond cependant, le nucléaire est accepté comme une réalité incontournable, comme un atout de la sécurité nationale et comme un élément de la diversification énergétique qui est positif si son utilisation est maîtrisée et réfléchie. Ce qu'il convient de résoudre, ce sont avant tout les difficultés environnementales, sociales ou psychologiques qu'il peut entraîner. Dans les années 1980, les Verts se retrouvent donc confrontés à une opinion publique largement acquise au nucléaire et à un discours politique sur le fond uniforme, de la droite au Parti communiste, ce qui empêche un débat à ce sujet au sein de l'Assemblée nationale et affaiblit fortement les mouvements locaux hostiles aux centrales nucléaires qui ne sont pas relayés au niveau politique. Les Verts se retrouvent donc isolés sur cette question et leur spécificité ne contribue pas à renforcer politiquement le parti dans la mesure où ses prises de positions antinucléaires ne sont pas au centre des préoccupations de la majorité des Français.

En RFA, les partis conservateurs, la CDU et la CSU, continuent dans les années 1980 d'affirmer la nécessité, pour le progrès industriel, d'un programme nucléaire, même si la population allemande se montre de plus en plus réservée sur cette question. En revanche, dès les années 1970, le SPD et le FDP se divisent en partie sur cette orientation. Ainsi, au niveau fédéral, ces partis, s'ils sont au pouvoir, restent massivement pronucléaires. A l'inverse, leurs sections régionales ne penchent pas toutes forcément dans ce sens. Cela contribue à provoquer des contradictions dans les orientations prônées par les partis dans la mesure où des conflits internes se développent entre les délégations au pouvoir, au niveau fédéral ou régional, guidées par les réalités gouvernementales et la nécessité de résoudre les problèmes économiques, et les délégations dans l'opposition, beaucoup plus favorables à la prise en compte des nouvelles revendications sociales, notamment pour ne pas perdre une partie de leur électorat. Ces controverses, au sein du SPD surtout, alimentent ainsi la discussion générale sur le nucléaire en RFA, notamment après 1982 et le passage des sociaux-démocrates dans l'opposition. Elles reflètent les divisions au sein de la société et ébranlent sur ce point l'orientation politique du pays, dans la mesure où les Parlements régionaux abritent des courants antinucléaires et ont un poids politique dans le pays¹⁸⁷.

¹⁸⁷ Pour plus de précisions, voir : *Ibid.*, p. 43-48.

Ainsi, les choix programmatiques des Grünen sur le nucléaire s'accordent avec les préoccupations et les revendications d'une partie montante de l'opinion publique. Dans la mesure où il existe un véritable dialogue sur ce mode de production énergétique en RFA à cette époque-là, les Grünen peuvent alors, en se montrant unis derrière une ligne claire et radicale – alors que sur ce point, le SPD est divisé et idéologiquement en crise – mettre en valeur leur spécificité et attirer une partie de l'électorat.

3-3-2 Raison d'Etat versus libertés individuelles

La perception de l'Etat et la conscience nationale de la population jouent aussi un grand rôle pour expliquer le succès ou non de discours antinucléaires. Selon Sabine von Oppeln, « l'idée d'une prépondérance du pouvoir central est profondément ancrée dans l'esprit des Français. A cela s'ajoute une conception rousseauiste de l'Etat qui accorde à la volonté générale la priorité absolue »¹⁸⁸. En France, c'est donc la majorité gouvernementale qui prend en charge la représentation de l'intérêt général et qui, par des structures étatiques centralisées, a la possibilité de le mettre en place. De ce fait, la question nucléaire, traitée par décrets, ne fait même pas partie, avant 1981, des débats au Parlement et en règle générale, la population n'est pas du tout impliquée dans le processus de décision, n'ayant aucune tribune pour s'exprimer sur le sujet et ne pouvant interpellier le gouvernement que par courrier. En effet, sous le couvert d'« intérêt commun », soutenu par une majorité, l'Etat ne se sent pas tenu de prendre en compte les intérêts particuliers, que ce soit des régions ou de minorités sociales, et c'est au contraire à elles de faire un effort et de participer au bien-être du plus grand nombre.

En Allemagne, inversement, l'organisation fédérale du territoire renvoie à un principe d'auto-administration et aucune ligne directrice stricte n'émane dans tous les domaines du pouvoir central, ce qui s'applique aussi pour la réglementation de l'énergie atomique. De plus, au concept d'« intérêt commun » français s'oppose l'idée du « droit de la société » en RFA, qui implique que les actions de l'Etat soient soumises à plus de normes et de contrôles. Parallèlement, les conflits politiques sont perçus comme nécessaires et les groupes d'intérêts ont un plus grand poids. De ce fait, l'opposition à la mise en place d'un programme nucléaire y est beaucoup plus envisageable, notamment au sein des Parlements, en particulier des Parlements régionaux qui doivent donner leur accord aux plans du gouvernement fédéral projetés dans leur Land. En comparaison, le poids politique des régions en France est

¹⁸⁸ Cf. : Sabine von Oppeln, « Politique de l'environnement : comparaison entre la RFA, la RDA et la France », *art. cit.*, p. 248-249.

négligeable face aux décisions de Paris, où tout se joue dans un cercle fermé de technocrates. A cela s'ajoute le fait qu'en France, la production d'électricité est gérée par une seule entreprise publique, EDF, avec laquelle le gouvernement coopère, tandis que les responsables politiques allemands doivent trouver des accords avec différents fournisseurs d'électricité privés. Enfin, en RFA, les citoyens ont formellement la possibilité de s'exprimer sur le nucléaire lors de conférences explicatives organisées régulièrement par les pouvoirs publics et il est aussi plus aisé aux opposants à l'énergie atomique de déposer une plainte et de mener leur protestation au niveau institutionnel¹⁸⁹.

Ainsi, les opposants à l'énergie atomique en France se heurtent à des possibilités de résistance limitées contre le nucléaire, ce qui conduit à des mouvements extra-parlementaires souvent explosifs mais qui manquent de continuité et de recours, et aboutissent rapidement à une certaine résignation face aux décisions du pouvoir central, d'autant plus que celles-ci ne sont pas fondamentalement remises en cause par une large majorité de la population. En RFA, le système politique se montre un peu plus démocratique dans ce domaine qu'en France. La vivacité des nouveaux mouvements sociaux et le rôle des instances publiques régionales a contribué à y renforcer, dans l'espace public, le dialogue sur le nucléaire.

Ces caractéristiques politiques et sociales expliquent les hésitations des Verts en matière de politique nucléaire : ils sont partagés entre une attitude strictement antinucléaire, en conformité avec leurs grands principes originels (environnementaux et pacifistes), et la nécessité d'aborder des thèmes d'actualité, qui intéressent l'opinion publique et plaisent aux électeurs.

Ces éléments expliquent donc pourquoi, à leur fondation en 1984 et lors de la campagne électorale pour les élections européennes qui a lieu quelques mois plus tard, les Verts choisissent de ne pas insister outre mesure sur leurs positions antinucléaires. Etant donné qu'ils savent que celles-ci ne vont pas leur permettre de rassembler l'opinion derrière eux, ils préfèrent démarginaliser le parti, dans ses orientations comme dans ses thèmes de campagne, et mettre l'accent sur d'autres thématiques, parfois avec l'espoir de réussir à convaincre sur des sujets qui ne font pas forcément partie de leur domaine traditionnel de compétence. A l'inverse, le système fédéral et le contexte politique de RFA encouragent les mouvements hostiles au nucléaire dans les années 1980 à se développer. De plus, ces derniers trouvent un écho non négligeable au sein de la population. Il est alors logique que, dans leurs

¹⁸⁹ Sur cette question juridique : Gerhard Kiersch, Sabine von Oppeln, *Kernenergiekonflikt in Frankreich und Deutschland*, op. cit., p. 24-29. Voir également au chapitre 3 de ce travail, en conclusion du point 3-3-2, un exemple de tentative de dialogue sur le nucléaire entre les pouvoirs publics allemands et la population : le « *Bürgerdialog Kernenergie* » coordonné par le ministre fédéral pour la Recherche et la Technologie, Hans Matthöfer, entre 1975 et 1978.

programmes et leurs discours, les Grünen mettent particulièrement en valeur leur opposition au nucléaire.

Bilan et perspectives

En résumé, pour leur arrivée sur la scène politique nationale en tant que parti, les écologistes français souffrent de trois handicaps majeurs sur leurs homologues allemands.

Premièrement, le fait qu'à la fin des années 1970 le Parti socialiste affiche un certain intérêt pour les thématiques environnementales et les réticences de la population vis-à-vis des centrales nucléaires, avant de revenir largement sur cette ouverture à l'écologie après l'élection présidentielle de 1981, contribue à retarder la création d'un parti écologiste en France. Dans cette mesure, le parti des Verts est fondé quatre ans après celui des Grünen qui prennent conscience bien plus vite de l'impossibilité pour l'ensemble des partis traditionnels de répondre à leurs attentes. Il faut donc environ trois ans aux écologistes allemands, entre 1977 et 1980, pour se lancer pleinement sur la scène politique nationale de leur pays, tandis qu'il s'écoule dix ans en France entre la candidature de René Dumont à la présidentielle de 1974 et la fondation des Verts. Si les écologistes français sont à l'avant-garde du mouvement au début des années 1970, et impressionnent même les Allemands à cette époque, ils se retrouvent donc à la traîne dix ans plus tard.

Deuxièmement, si de part et d'autre du Rhin, l'épineuse question de la création d'un parti en vue de faire de la politique « autrement » est relativement vite réglée – non sans un certain sens de la rhétorique pour justifier une telle démarche – les écologistes français sont ralentis pendant plusieurs années par les divisions internes. Celles-ci entraînent une série d'alliances et de scissions, motivées souvent par des querelles de leadership, qui les empêchent d'aller de l'avant. A l'inverse, les écologistes allemands font preuve de beaucoup plus de pragmatisme en plaçant ouvertement au centre de leur stratégie « l'unité dans la diversité » et en essayant consciemment de faire travailler ensemble toutes les sensibilités – défi autrement plus difficile à relever qu'en France au regard de l'hétérogénéité idéologique du mouvement écologiste dans la seconde moitié des années 1970.

Enfin troisièmement, au regard du contexte politique, géostratégique, identitaire et historique en France, tout comme de l'importance de la raison d'Etat pour la Nation, les Verts français, une fois structurés en parti, se retrouvent pour ainsi dire privés d'un de leurs fers de lance. A l'inverse des Grünen, ils peuvent en effet difficilement centrer leurs programmes et leurs discours sur l'opposition au nucléaire civil, la thématique par excellence de l'écologie

politique dans ces années, historiquement à l'origine de leur mouvement et qui a plus que contribué à lancer les écologistes sur la scène politique.

Sur un autre point toutefois, Verts et Grünen présentent une évolution parallèle au début des années 1980. En effet, dès la fondation des partis, il apparaît de façon très claire, de part et d'autre du Rhin, que ces nouvelles formations politiques vont se développer à gauche sur le spectre politique. En France, au regard du manque de perspective d'un point de vue électoral qu'offre un fort engagement contre le nucléaire, les Verts sont contraints de diversifier leurs propositions, en insistant tout particulièrement sur les questions économiques et sociales. Cela contribue à leur faire perdre de leur originalité dans la mesure où leurs programmes se rapprochent alors fortement des revendications du Parti socialiste, du PSU et d'autres formations de gauche plus minoritaires. En Allemagne, grâce à la participation de nombreux militants issus de la mouvance alternative, lors des différents congrès que les Grünen organisent l'année de leur création (à Karlsruhe en janvier 1980, à Sarrebruck en mars puis à Dortmund en juin), le parti développe rapidement une ligne politique qui s'inscrit pleinement à gauche. En effet, même si plusieurs de ses membres fondateurs sont issus de la droite traditionnelle, de la GAZ, de la GLSH et de l'AUD en particulier, leur faible assise populaire ne leur permet pas de peser dans le processus de définition des grandes orientations programmatiques des Grünen, processus effectué selon le principe de la « *Basisdemokratie* » qui donne le dernier mot aux militants. Très vite, l'influence de ces écologistes issus de l'aile droite du spectre politique est même presque réduite à zéro puisqu'au congrès des Grünen à Dortmund en juin 1980, Herbert Gruhl (GAZ) n'est pas confirmé en tant que membre du bureau politique (*Vorstand*), poste qu'il avait reçu automatiquement à Karlsruhe en janvier 1980, en tant qu'un des principaux membres fondateurs de la SPV et du parti. August Haußleiter (AUD) décide quant à lui de ne pas rester porte-parole des Grünen, pour protester contre les choix programmatiques effectués lors du congrès de Sarrebruck. Enfin, Baldur Springmann (GLSH) prend la décision de quitter complètement le parti à cette occasion, cinq mois à peine après sa création¹⁹⁰.

Dans un dernier chapitre, nous allons maintenant nous intéresser au sort des Verts et des Grünen, au cours des années 1980, dans l'arène politique de leur pays respectif. Nous chercherons à comparer le devenir de ces deux partis écologistes à un moment décisif de leur histoire, qui préfigure souvent le destin des partis politiques dans leur ensemble : leur phase

¹⁹⁰ Sur le congrès des Grünen à Dortmund, le 21 et 22 juin 1980, voir : « Wichtige Stimmung », *Der Spiegel*, 30.06.1980, p. 83-85.

de lancement, avec leurs premières performances électorales et leurs premiers ajustements. Les Grünen partent déjà avec une avance de quatre ans sur leurs homologues français. Cependant, au-delà de cet avantage comparatif sur les Verts, quelles stratégies vont permettre aux Grünen de devenir en l'espace de quelques années les stars montantes du paysage politique ouest-allemand ? Une fois de plus, vont-ils être davantage soutenus dans leur entreprise que leurs homologues français par un certain nombre de facteurs extérieurs à eux mais dont ils savent tirer profit ?

CHAPITRE 6 :

LES VERTS ET LES GRÜNEN DANS LE SYSTEME POLITIQUE DES ANNEES 1980

Les années 1970 ont été la phase de l'écologie militante au sein de l'opposition extra-parlementaire et des premières revendications politiques portées par un certain nombre d'associations, de comités de citoyens, de petites formations politiques locales et de listes vertes et multicolores. Dans ce contexte, les grands rassemblements de foule ont joué un rôle décisif, à la fois comme moteurs et comme fédérateurs du mouvement écologiste, donnant même l'occasion aux militants français et allemands de se rencontrer et de coopérer. C'est donc en nettoyant les plages après les marées noires, en campant sur le Causse du Larzac ou sur la zone de construction de la nouvelle piste de l'aéroport de Francfort, puis surtout en manifestant contre la construction d'installations nucléaires civiles (par exemple à Fessenheim, à Creys-Malville et à Gorleben où s'établit la « République libre du Wendland »), que la mouvance écologiste se développe et laisse mûrir ses idées. Les années 1970, c'est aussi l'époque où la presse écologiste est en pleine effervescence et où les titres fleurissent comme les tournesols : *Graswurzelrevolution*, *Pflasterstrand*, *La Gueule Ouverte* et *Le Sauvage* sont alors les titres de référence des écologistes et le moyen de diffuser leurs réflexions et leurs propositions.

A partir des années 1980, tout change. Le nombre des manifestations antinucléaires et en faveur de la protection de l'environnement ou du cadre de vie diminue, même si en RFA les mobilisations pacifistes sont dynamisées par les événements sur la scène mondiale. En France, beaucoup de journaux et magazines écologistes disparaissent, à l'exemple de *La Gueule Ouverte* et du *Sauvage* qui cessent tous deux de paraître en 1980, tandis que *Charlie Hebdo* s'arrête en 1981. L'utopie colorée n'est plus aussi vive et l'heure est au réalisme. De part et d'autre du Rhin, les écologistes sont maintenant organisés au sein d'un parti national et, même s'ils veulent « faire de la politique autrement », nous allons voir qu'ils ne vont pas tarder à se lancer dans la course électorale et chercher à plaire aux électeurs, comme les autres. Les « écolos baba-cool et barbus », tout comme les « contestataires » prêts à en découdre avec les « nucléocrates » et les « bétonneurs », se font de plus en plus rares au cours de la décennie. Les opposants à la société de consommation, qui se retrouvaient dans des communautés et fabriquaient leur fromage de chèvre à l'écart, laissent place, à l'avant-garde de l'écologie, à des dirigeants politiques qui se forment aux règles de la communication et du marketing et qui se professionnalisent rapidement.

Nous allons donc observer et comparer dans ce chapitre comment, petit à petit, les écologistes se professionnalisent en tant que courant politique – si bien que les Verts et les Grünen réussissent à intégrer l'échiquier politique de leur pays respectif. Nous verrons ainsi comment les partis écologistes adaptent leurs programmes et comment le profil de leurs principaux dirigeants évolue. Nous comparerons ensuite leurs succès électoraux ainsi que leur influence sur la scène politique et au sein de l'espace public. En cela, nous nous demanderons dans quelle mesure les Grünen, qui connaissent au cours des années 1980 une progression exceptionnelle, ont été soutenus par le système institutionnel de la RFA – atout sur lequel les Verts n'ont pas eu la chance de pouvoir compter. Par ailleurs, nous chercherons à savoir si, outre-Rhin, un réel engagement des pouvoirs publics en faveur des questions environnementales après 1980 ne va pas non plus contribuer à faire rayonner l'écologie allemande et, par contraste, faire ressortir la faiblesse des mouvements verts français.

I La professionnalisation des Verts et des Grünen

En fondant un parti national, les écologistes des deux pays se lancent véritablement dans le jeu politique. Ils ne cherchent plus alors, comme ils ont pu le prétendre, à simplement informer le plus grand nombre de citoyens sur les questions que soulève l'écologie, mais véritablement à s'inscrire sur la durée dans le paysage politique de leur pays respectif. Tout en continuant de vouloir se démarquer des autres partis établis, à la fois par leurs revendications et leur style politique, les Grünen et les Verts sont alors influencés dans leur développement par les préoccupations majeures des électeurs dont ils espèrent gagner les suffrages. En conséquence, au-delà du programme fondateur et des textes d'orientation rédigés lors de la création des partis, les points sur lesquels ils décident de mettre l'accent évoluent au cours des années 1980. Si le programme des Grünen s'ouvre à des thématiques nouvelles correspondant à « l'air du temps », nous verrons qu'à l'inverse, les Verts opèrent un recentrage sur leurs préoccupations originelles, délaissées au début des années 1980. Par ailleurs, des deux côtés du Rhin, les écologistes renforcent leur réflexion tactique, notamment au niveau de la question des alliances avec d'autres formations politiques, afin de se donner toutes les chances de remporter des mandats lors des différents scrutins. En cela, ils se conforment de plus en plus aux pratiques courantes au sein des partis traditionnels.

Ces aménagements au niveau des programmes et des stratégies électorales ne se font pas sans provoquer de nombreux débats internes. La vitesse et l'intensité avec lesquelles ces

évolutions ont lieu sont donc aussi le reflet des courants majoritaires au sein des Grünen et des Verts. Ces deux partis sont en effet caractérisés par des tensions entre les écologistes partisans d'une intégration rapide du parti dans la sphère politique nationale – impliquant certaines concessions vis-à-vis des idéaux et des principes originels – et les écologistes réfractaires à toute idée d'élargissement des programmes et d'alliances stratégiques avec d'autres formations politiques. A ce niveau également, nous constaterons qu'au cours des années 1980, les profils des partis écologistes français et allemand divergent largement.

1-1 Evolutions programmatiques des partis écologistes au cours des années 1980

1-1-1 L'ouverture des Grünen

Dès 1980, les Grünen sont forts d'un programme fédéral mettant clairement en avant leurs exigences en matière de protection de l'environnement et du cadre de vie, leur opposition au nucléaire civil, tout comme leur défense des libertés individuelles et leurs positions non-violentes en matière de politique internationale. En cela, ils sont en adéquation avec les préoccupations de la majorité des associations et « initiatives de citoyens » qui les soutiennent, qui constituent la source de leurs revendications et légitiment leur présence sur la scène politique institutionnelle.

De plus, dans la première moitié des années 1980, en pleine « crise des euromissiles » qui renforce les tensions entre l'Est et l'Ouest pendant la Guerre froide¹, les Grünen s'emploient à approfondir le volet pacifiste de leur programme. En ce sens, une semaine avant que 300.000 personnes ne manifestent à Bonn le 10 octobre 1981 en faveur du désarmement, ils adoptent lors de leur congrès national à Offenbach (du 2 au 4 octobre) un « Manifeste pour la paix » (*Friedensmanifest*) s'opposant à la course aux armements. Ils y défendent une position critique vis-à-vis des Etats-Unis qu'ils accusent d'envenimer les tensions entre l'Est et l'Ouest, au lieu de conduire une politique de dissuasion comme ils le prétendent, menant ainsi l'Europe au bord du gouffre nucléaire². En novembre 1983, quelques jours avant le débat au Parlement en vue d'autoriser le stationnement des missiles Pershing sur le sol de la RFA (débat demandé même par F. Mitterrand devant le Bundestag), les écologistes allemands votent également une résolution hostile à cette mesure et exigent la sortie de la RFA de l'OTAN³. Parallèlement, les Grünen s'avèrent très actifs lors des multiples manifestations

¹ Voir les explications données dans une note en bas de page du chapitre 5, point 3-1-2.

² Cf. : Die Grünen, *Friedensmanifest*, Bonn, 1982, p. 9.

³ Cf. : Die Grünen, *Auflösung der Militärblöcke – Raus aus der NATO. Erklärung zur Friedenspolitik der Grünen*, déclaration votée lors de l'assemblée générale des Grünen à Duisburg, du 18 au 20 novembre 1983

pacifistes qui ont lieu en Europe au début des années 1980, surtout au plus fort des contestations, entre 1981 et 1984. Ils participent par exemple aux protestations organisées à Bonn contre la visite du président des Etats-Unis, Ronald Reagan (1911-2004, président de 1981 à 1989), le 10 juin 1982, lesquelles rassemblent environ 500.000 opposants à la politique étrangère et de défense des Etats-Unis. Ils sont également présents lors des « *Ostermärsche* », les traditionnelles marches pacifiques de Pâques qui se poursuivent dans les années 1980 et sont animées entre 1981 et 1984 par des centaines de milliers de personnes dans plusieurs villes de RFA. Ils manifestent aussi lors des rassemblements du 22 octobre 1983 qui ont lieu parallèlement dans plusieurs villes d'Allemagne, en particulier entre Stuttgart et Ulm, et qui mobilisent en tout 1,3 million de personnes contre les missiles. A l'échelle européenne, essentiellement sous l'impulsion de Petra Kelly, porte-parole des Grünen en 1980 et égérie du mouvement pacifiste, ainsi que de Gert Bastian (1923-1992), ancien général de blindés devenu pacifiste et écologiste, les Grünen co-organisent également plusieurs manifestations en faveur de la paix et du désarmement, en particulier à Bruxelles, le 22 octobre 1983 (400.000 manifestants), et à La Haye, le 29 octobre (500.000 personnes). Précisons enfin que Gert Bastian et Petra Kelly font partie des initiateurs de l'« Appel de Krefeld » (« *Krefelder Appel* ») dans lequel un certain nombre de pacifistes ouest-allemands interpellent le gouvernement fédéral pour qu'il refuse le stationnement des missiles américains sur le sol de RFA et que le pays s'engage fermement au sein de l'OTAN pour mettre un terme à la course aux armements. Entre 1980 et 1984, cet appel sera signé par plus de quatre millions de citoyens ouest-allemands.

Au début des années 1980, ces multiples actions ancrent profondément les Grünen dans le mouvement pacifiste, représenté jusqu'à présent au sein de la mouvance écologiste mais de façon assez minoritaire. Par l'importance qu'ils attachent aux questions de désarmement, les Grünen approfondissent ainsi, en plus de leur politique en faveur de l'environnement, de leur défense des libertés individuelles et de leur opposition au nucléaire civil, un quatrième domaine d'action privilégié qui répond aux préoccupations d'une partie importante de l'opposition extra-parlementaire, en cette période de Guerre froide particulièrement tendue. On peut expliquer en partie l'importance du mouvement pacifiste outre-Rhin par le fait que l'expérience allemande est marquée par le passé du militarisme dit « prussien » et par la machine de guerre du Troisième Reich qui a enflammé et détruit l'Europe. En ce sens, l'idée selon laquelle, « plus jamais, une guerre ne devra surgir du sol

(Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier G 153). Contre les Grünen et 198 députés sociaux-démocrates, la majorité des membres du Bundestag s'exprime le 22 novembre 1983 en faveur du stationnement de missiles américains de moyenne portée sur le sol de la RFA. Nous reviendrons plus en détail, au point 3-4 de ce chapitre, sur les positions pacifistes des Grünen dans les années 1980 et les conséquences de celles-ci au niveau du dialogue franco-allemand.

allemand », est ancrée dans la mémoire collective. Par ailleurs, le fait qu'au début des années 1980 la RFA et la RDA hébergent sur leurs territoires la plus forte concentration de troupes et d'armements au monde n'est sûrement pas étranger à l'expression de certaines tensions psychologiques et comportements extrêmes en République fédérale⁴. Cette affirmation de la sensibilité pacifiste des Grünen constitue un point fort pour leur progression au sein de l'espace public et une caractéristique par rapport au développement des Verts en France. En effet, dans l'Hexagone, pays qui dispose de sa propre force de frappe et qui, depuis la présidence de Charles de Gaulle, a bâti sa stratégie de défense militaire sur la dissuasion nucléaire, devenue un consensus, les mouvements pacifistes mobilisent beaucoup moins les citoyens qu'en RFA au début des années 1980. Ajoutons à cela que ce consensus nucléaire va de paire avec une mémoire collective nationale, dans laquelle le pacifisme n'est pas forcément un bon souvenir. Il est en effet plutôt lié à un sentiment de naïveté puisque particulièrement fort sur le territoire avant 1914 et avant 1940, il n'a pas su empêcher deux guerres mondiales. Le traumatisme des accords de Munich (1938) joue dans ce contexte un rôle décisif⁵. Il conduit à la conclusion qu'il ne faut pas répéter les erreurs du passé – « Non à Munich II » – que la démocratie et la liberté doivent être défendues, par les armes s'il le faut⁶. En conséquence, les écologistes français s'attachent à distinguer nucléaire civil et nucléaire militaire et ils ne placent pas leurs revendications pacifistes au centre de leur stratégie, même si celles-ci font partie de leur conception du monde et que cette dimension est également présente dans leurs programmes.

Pour ce qui est du reste de l'évolution programmatique des Grünen, à partir de 1983 – année qui marque leur entrée au Bundestag⁷ – ces derniers se détachent sensiblement des nouveaux mouvements sociaux dont ils s'inspiraient et proposent eux-mêmes de nouveaux thèmes de campagne. Ils essaient alors de combler les lacunes de leur programme, avant tout sur le plan économique, et d'unifier leur pensée. A Stuttgart-Sindelfingen, en janvier 1983, ils votent ainsi un programme « Contre le chômage et le démontage social » qui accorde plus de

⁴ Voir également nos remarques se rapportant à l'Allemagne et au processus de dépassement des expériences traumatiques collectives, en conclusion du chapitre 4. Par ailleurs, sur la question du lien entre protestantisme et pacifisme, voir notamment : Joseph Rovin, *L'Allemagne du changement*, Paris, Calmann-Levy, 1983, p. 182-186.

⁵ Les accords de Munich ont été signés entre l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et l'Italie à l'issue de la conférence de Munich, qui a lieu du 29 au 30 septembre 1938. A cette occasion, le président du Conseil des ministres français, Édouard Daladier (1884-1970), et le premier ministre du Royaume-Uni, Neville Chamberlain (1869-1940), abandonnent la Tchécoslovaquie à Hitler, avec l'illusion de sauver la paix.

⁶ Voir à ce sujet : Ingo Kolboom, « Im Westen nichts Neues ? Frankreichs Sicherheitspolitik, das deutsch-französische Verhältnis und die deutsche Frage », in : Karl Kaiser, Pierre Lellouche et al., *Deutsch-Französische Sicherheitspolitik*, Bonn, Europa Union Verlag, 2^{ème} éd., 1988, p. 68-89 ; Ingo Kolboom, « Unsicherheiten in der deutsch-französischen Sonderbeziehung » in : *Die Internationale Politik 1983-1984*, München, Oldenbourg Verlag, 1987, p. 147-159.

⁷ Nous reviendrons sur cette élection un peu plus loin dans ce chapitre, au point 2-1-2.

poinds aux questions économiques et sociales qui préoccupent l'opinion publique. Leur « carré magique » se présente alors de la façon suivante : écologie, Etat social (*Sozialstaatlichkeit*), participation citoyenne (*basisdemokratische Mitbestimmung*) et plein emploi (*Vollbeschäftigung*)⁸. Celui-ci est complété en 1986 d'un nouveau programme économique sur la restructuration de la société industrielle, dans lequel se dessine de plus en plus clairement un abandon de toute position anti-industrialiste, destiné en particulier à renforcer la coopération entre les Grünen et les syndicats⁹.

La principale particularité du programme des Grünen dans les années 1980 réside ainsi dans sa capacité à être en phase avec les revendications de la majorité des nouveaux mouvements sociaux actifs en Allemagne de l'Ouest, tout en attirant un public plus large, grâce notamment à l'approfondissement de leurs thématiques économiques et sociales. Jusqu'en 1990, du point de vue des sujets qu'ils traitent en priorité, les Grünen occupent donc une place à part dans la sphère politique nationale, ce qui les aide à faire entendre leur voix au sein de l'espace public.

1-1-2 Le recentrage des Verts

Les Verts en France ne vont pas connaître une progression aussi régulière au niveau de l'ouverture de leurs programmes politiques. Nous avons déjà eu l'occasion de voir dans la partie précédente¹⁰ qu'entre 1981 et 1984, les écologistes français choisissent de mettre l'accent, dans leurs textes d'orientation et programmes électoraux, non trop sur les questions environnementales et énergétiques, mais sur les questions de société (en particulier celle de la « justice sociale ») et d'organisation institutionnelle (en proposant de passer à la VI^{ème} République) ainsi que sur les questions économiques (réduction du temps de travail, renforcement des droits des travailleurs au sein des entreprises, etc.). Leur stratégie politique consiste alors à « adapter les discours qui sont en direction du grand public » dans la mesure où, comme ils le reconnaissent eux-mêmes en novembre 1984, lors de l'assemblée générale des Verts à Dijon : « l'antinuclearisme primaire ou le désarmement unilatéral ne passionn[ent] pas les électeurs français ». En conséquence, selon un « revirement à 180 degrés » :

⁸ Cf.: Die Grünen, *Sinnvoll arbeiten - solidarisch leben. Gegen Arbeitslosigkeit und Sozialabbau*, Selbstverlag, Bonn, 1983. Programme économique adopté lors de l'assemblée extraordinaire des Grünen à Stuttgart-Sindelfingen, les 15 et 16 janvier 1983.

⁹ Cf. : Die Grünen, *Umbau der Industriegesellschaft - Schritte zur Überwindung von Erwerbslosigkeit, Armut und Umweltzerstörung*, Selbstverlag, Bonn, 1986. Programme économique adopté lors de l'assemblée extraordinaire des Grünen à Nuremberg, du 26 au 28 septembre 1986.

¹⁰ Cf. : Chapitre 5, point 3-2.

« Les nouveaux axes électoraux retournent à des préoccupations ‘classiques’ et pour lesquelles les risques électoraux de rejet sont moins grands. (...) Le thème du chômage prend la relève, dans les priorités, sur le désarmement et sur le nucléaire, thèmes relégués dorénavant en arrière-plan. »¹¹

Ainsi, même si « l'état d'esprit des dirigeants verts n'a pas réellement changé en profondeur » et que « tout cela n'est qu'aménagement de discours face à un contexte politique qui les y oblige »¹², jusqu'en 1986, les questions antinucléaires, tout comme les thématiques environnementales, leurs premières spécificités, sont relayées au second plan. Elles perdent aussi de leur ténacité, de sorte que certains de leurs projets se retrouvent également dans les programmes du Parti socialiste, à l'exemple de leurs revendications pour mettre en place un grand ministère de l'Environnement, doté de véritables moyens et compétences. En dépit de leurs déclarations originelles sur le fait que les écologistes participent aux campagnes électorales, non par stratégie mais de façon tactique – pour « réussir à faire connaître l'identité du courant écologiste actuel et à ébranler le fatalisme et l'indifférence »¹³ – les Verts entrent donc, dès leur création, dans la course aux scrutins. Pour cela, ils se montrent même prêts à adapter leurs discours en fonction des aspirations dominantes de l'électorat.

Pour les élections cantonales de mars 1985, l'assemblée générale des Verts réunie à Dijon le 4 novembre 1984 décide donc de mener « une campagne prioritaire sur le chômage et les moyens de le réduire »¹⁴. Ils veulent pour cela s'inspirer du programme des Grünen de 1983, « Contre le chômage et le démontage social », texte d'orientation économique des écologistes allemands en pleine phase d'élargissement de leurs sujets de compétence¹⁵. De même, dans la perspective des élections législatives et régionales de mars 1986, les Verts choisissent de structurer leurs revendications autour de quatre grands thèmes dont au moins la moitié ne fait pas partie de leurs domaines d'expertise privilégiés. Ils axent ainsi leur campagne sur :

- 1) l'environnement, car « la pollution et le stress rendent malade ». Dans cette catégorie, ils revendiquent notamment la création d'un vrai ministère de l'Environnement et l'abandon progressif du nucléaire, revendication peu mise en avant, entre un cahier des charges pour l'industrie et le renforcement du recyclage et des économies d'énergie ;
- 2) l'emploi, avec un programme de partage du travail et des revenus pour réduire le chômage ;

¹¹ Cf. : « Bilan de l'Assemblée Générale de Dijon » (4.11.1984), *Chlorophylle*, n° 1, décembre 1984, p. 1-2, ici p. 1. *Chlorophylle* est le mensuel du parti des Verts.

¹² Cf. : *Ibid.*, p. 2.

¹³ Cf. : Chapitre 5, point 2-1-2.

¹⁴ Cf. : « Motion de campagne », *Chlorophylle*, n° 1, décembre 1984, p. 6.

¹⁵ Cf. : Die Grünen, *Sinnvoll arbeiten - solidarisch leben. Gegen Arbeitslosigkeit und Sozialabbau*, 1983, *doc. cit.*

- 3) la défense, thématique liée à leur opposition à la prolifération des armes nucléaires et qui propose de mettre en place une « défense civile non violente » passant par des actions de non collaboration avec l'adversaire ;
- 4) les questions d'immigration, en se prononçant en faveur de l'insertion des immigrés¹⁶.

Ce choix programmatique vaut aussi bien pour les élections législatives que les élections régionales de mars dans la mesure où, pour ces dernières, les quatre grands thèmes choisis sont accompagnés pour chaque région de quelques lignes supplémentaires se rapportant à des considérations locales¹⁷. Ainsi, malgré l'importance accordée à la décentralisation et aux régions dans les discours des écologistes, les programmatiques électorales choisies en 1986 restent très nationales. Elles se rapprochent des idées de la gauche en général et s'éloignent des préoccupations environnementales qui faisaient leur spécificité dans les années 1970 et pour le traitement desquelles les Verts jouissent d'une certaine crédibilité. Une analyse des discours des candidats en Franche-Comté pour les élections régionales de 1986 confirme cette tendance. Philippe Plas démontre ainsi que les Verts sont le groupe politique qui accorde le moins d'espace aux questions locales. Dans le Jura, par exemple, 70% de leur discours a une portée nationale et même les 30% de politique régionale restants relèvent largement de la déclaration de principe fortement idéologique, en dehors de quelques thèmes d'ordre revendicatif (contre une autoroute ou pour l'aménagement de pistes cyclables)¹⁸.

Après ces scrutins, il est prévu par la direction des Verts de garder l'environnement, l'emploi, la défense et la question des immigrés au centre des préoccupations du parti. Une « Initiative démocratique écologiste », mise en place le 23 mars 1986, est chargée d'approfondir leur réflexion autour de ces mêmes sujets, afin d'« accroître [leur] maturité et [leur] implantation à moyen terme »¹⁹. Selon l'expression de Guillaume Sainteny, les Verts glissent donc au milieu des années 1980 « d'un moralisme de la nature (protection de la nature, préservation des ressources naturelles, catastrophisme...) vers un moralisme des droits

¹⁶ Cf. : Les Verts, supplément au magazine *Ecologie*, n° 369, janvier-février 1986. Pages réalisées indépendamment de la rédaction du journal, pour présenter le programme électoral des Verts en 1986, insérées pages 9-12. Les quatre principaux thèmes de campagne sont exposés pages 10-11.

¹⁷ Cf. : Les Verts, « La région : notre identité », supplément au magazine *Ecologie*, n° 369, janvier-février 1986, p. 12.

¹⁸ Cf. : Philippe Plas, « Une volonté en quête d'objet : discours politique et région en Franche-Comté » in : Pascal Perrineau (dir.), *Régions, le baptême des urnes*, Institut d'études politiques de Bordeaux, Edition Pedone, 1987, p. 113-132, ici p. 116 et 124.

¹⁹ Les sept axes de réflexion choisis sont les suivants : les contraintes écologiques sur les activités humaines, le partage du travail, les conditions de travail, la solidarité entre les différentes populations présentes en France, la promotion de la démocratie directe, la recherche d'une défense non nucléarisée et non-violente ainsi que les relations Nord-Sud. Cf. : « L'Initiative démocratique écologiste », *Vert-Contact*, n° 1, 24.04-1.05.1986, p. 2. *Vert-Contact* est le bulletin de liaison hebdomadaire des Verts.

de l'homme, de l'antiracisme, de l'anticolonialisme, de l'égalité sociale... qui n'est pas spécifique à l'écologisme »²⁰.

L'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl le 26 avril 1986 va changer la donne. En stimulant les thèses écologistes partout en Europe, elle va en effet conduire les Verts à se réapproprier leurs thèmes originels. Ce changement de cap est lié également au fait que lors de l'assemblée générale des Verts qui se tient à Paris après la catastrophe, le 24 mai 1986, l'équipe dirigeante sortante, assez proche des partis de gauche non communistes – en particulier les porte-parole Didier Anger et Yves Cochet, ainsi que le secrétaire national Michel Delore, ancien membre du PSU – n'est pas reconduite dans ses fonctions. Les militants choisissent en effet de placer en tête la motion d'Antoine Waechter, environnementaliste dans son orientation, engagé très tôt dans la défense de la faune au sein de l'association Jeunes amis des animaux qu'il a créée, docteur en zoologie et connu pour son engagement en faveur de la réintroduction des castors en Alsace – ce qui lui vaut dans la presse le surnom de « Père Castor ». De la sorte, les anciens membres du Mouvement écologique (ME) se retrouvent à la tête du parti, notamment Antoine Waechter et Solange Fernex de l'association alsacienne Ecologie et Survie, qui jouissent du soutien de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN) et qui considèrent les Verts davantage comme un groupe de pression que comme un parti politique à part entière. A partir de cette date, et jusqu'à la fin de la décennie, ils s'attachent alors à recentrer le programme des Verts sur les thématiques environnementales, à redonner au parti un cadre plus à sa mesure, moins ambitieux et capable de mieux séduire un électorat ciblé.

Ainsi, pour les élections présidentielles et législatives de 1988, les thèmes originels de « la préservation et la sauvegarde de la vie » sont remis en valeur pendant la campagne. Les Verts s'appuient dans ce contexte sur une nouvelle série de catastrophes environnementales d'origine industrielle, notamment Tchernobyl, « Tchernobâle »²¹, Bhôpal²² et les pluies

²⁰ Cf. : Guillaume Sainteny, *L'introuvable écologisme français*, op. cit., p. 305.

²¹ L'expression « Tchernobâle », utilisée dans la presse, fait référence à la pollution du bassin rhénan par l'entreprise pharmaceutique allemande Sandoz, dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre 1986, à la suite d'un incendie dans un de ses entrepôts à Schweizerhalle, près de Bâle (Suisse). L'eau utilisée pour éteindre l'incendie déverse dans le Rhin des pesticides, des dérivés de mercure et d'esters phosphoriques. La pêche est interdite en aval de l'accident pendant six mois. Cette catastrophe environnementale est à l'origine d'une réglementation européenne pour les entreprises qui stockent des substances dangereuses dans le bassin versant d'un cours d'eau international.

²² La catastrophe de Bhôpal, dans la région Madhya Pradesh en Inde, est survenue dans la nuit du 2 au 3 décembre 1984 suite à l'explosion d'une usine de pesticides appartenant à la filiale indienne de l'entreprise américaine Union Carbide Corporation. L'isocyanate de méthyle qui se répand dans l'atmosphère, très toxique, fait plusieurs milliers de morts et des centaines de milliers de victimes.

acides²³. La perspective de la mise en activité du premier réacteur de la centrale de Nogent-sur-seine (Aube) au mois d'octobre leur permet également de remettre en avant leurs positions hostiles au nucléaire civil²⁴.

Parmi leurs « cinq priorités » pour 1988, diffusées le 26 avril 1988 entre les deux tours des élections présidentielles, les Verts exigent donc la création d'un ministère de l'Environnement « à larges compétences », comprenant la gestion des forêts et des paysages, mais aussi des risques technologiques. Ce ministère aurait notamment pour mission d'établir une loi-cadre pour la gestion des paysages ruraux, urbains et des espaces naturels, d'œuvrer pour la disparition des substances qui mettent en péril la couche d'ozone, en interdisant par exemple les CFC²⁵, et de généraliser la « voiture propre » pour 1989. Les revendications antinucléaires font aussi leur réapparition au centre des programmes : deux « priorités » réclament en effet l'arrêt des essais à Mururoa ainsi que la fermeture de Superphénix et la fin des surgénérateurs, parallèlement à l'abandon de la construction de nouvelles centrales²⁶. En 1989, les élections européennes sont propices à un nouveau développement des questions d'environnement qui occupent alors un tiers du programme et dépassent le cadre national français : protection de l'atmosphère, des sols et des mers, avènement de la voiture propre dès 1991, programme de protection des nappes d'eau, du littoral et des montagnes, réhabilitation de la mer du Nord et de la Méditerranée, valorisation des déchets ménagers, telles sont alors les priorités des Verts à la fin de la décennie²⁷. A cette occasion, la notion de « crise écologique » est popularisée. Parallèlement, le parti met en valeur le terme tiré du *Rapport Brundtland* de 1987²⁸ de « développement soutenable », autrement dit acceptable moralement et durable dans le temps, qui définit une nouvelle façon d'être au monde en encourageant un développement « compatible avec les équilibres écologiques », « accessible à l'ensemble des peuples et permettant un renforcement des solidarités » ainsi que « prenant en compte les

²³ Nous consacrons un développement à part à ce sujet, voir dans ce chapitre, le point 3-1.

²⁴ Cf. : Solange Fernex, « Nous devons construire l'alternative », *Combat Nature*, n° 79, novembre 1987, p. 8.

²⁵ CFC : chlorofluorocarbures de la famille des gaz fluorés. Ils sont très utilisés dans le secteur industriel dans les années 1980, en vertu de leurs propriétés (gaz inertes, stables, ininflammables et non toxiques, dont le prix de fabrication est très bas).

²⁶ Cf. : « Les cinq critères de M. Antoine Waechter », *Le Monde*, 28.04.1988. Voir également : Antoine Waechter, « Choisissons notre progrès », *Combat Nature*, n° 80, février 1980, p. 12-15. Dans cet article, A. Waechter présente les détails de son programme pour les élections présidentielles de 1988.

²⁷ Cf. : « Les Verts. Des priorités pour l'Europe », *Combat Nature*, n° 86, août 1989, p. 11. Extraits du texte d'introduction prononcé lors de la conférence de presse de présentation de la liste des Verts, mercredi 10 mai 1989. Voir également les onze brochures de campagne préparées par les Verts pour leur campagne électorale et portant sur les thèmes suivants : nature, risques technologiques, énergie, transports, santé, agriculture, éducation, régionalisme, défense, économie et Tiers-monde. Brochures présentées in : « Propositions des Verts pour l'Europe », *Combat Nature*, n° 85, mai 1989, p. 36.

²⁸ Le titre officiel du Rapport Brundtland est : *Notre avenir à tous*. Il a été élaboré par la CMED, Commission mondiale de l'environnement et du développement, présidée par la femme politique norvégienne Gro Harlem Brundtland (*1939). Cf. : CMED, *Notre avenir à tous*, New York, Nations Unies, 1987.

besoins des générations futures »²⁹. On note aussi, à l'échelle européenne, plus de radicalité sur la question du nucléaire avec comme projet « l'abandon du nucléaire » par « une sortie commune » de tous les Etats membres³⁰.

Par ailleurs, dans la lignée des revendications chères à René Dumont et au Mouvement écologique (ME) au cours des années 1970, les Verts remettent en avant leurs thématiques régionales. En 1988, Antoine Waechter, candidat des Verts pour les élections présidentielles, choisit de faire de « l'épanouissement des diversités régionales » un point d'orientation prioritaire de sa campagne, à côté des revendications environnementales³¹. Les Verts critiquent ainsi la loi de décentralisation du gouvernement qui conduit selon eux à des abus de pouvoir au niveau des responsables politiques et administratifs locaux, sans que la population ne puisse s'y opposer. Ils s'engagent en faveur d'une véritable régionalisation du territoire avec une « large autonomie » des régions, notamment dans le domaine de l'économie, de la gestion de l'espace, de l'enseignement et de la culture, de l'environnement et de la production d'énergie, parallèlement au renforcement de la démocratie directe et de l'implication des citoyens dans la politique locale³². Cette orientation, qui présenterait l'avantage, selon eux, de régler au passage le problème des revendications nationalistes, se concrétise dans les faits aux élections européennes. En 1989, les Verts invitent ainsi sur leur liste deux personnalités dites « d'ouverture ». Ainsi par exemple, Max Siméoni devient le troisième candidat des écologistes, derrière A. Waechter et S. Fernex, en tant que « représentant des mouvements régionalistes »³³ – il est connu des médias de l'époque en tant qu'autonomiste corse, fondateur en 1977 du parti politique nationaliste non-violent Union du peuple corse (UPC).

Les dernières années de la décennie sont ainsi marquées chez les Verts avant tout par un retour aux préoccupations environnementales et antinucléaires et à la politique locale. Les revendications sociales et institutionnelles sont encore présentes dans les programmes, bien sûr : en 1988, les « cinq priorités » exigent également l'instauration du référendum d'initiative populaire ainsi que la mise en place d'un revenu social garanti ; en 1989, de nouvelles revendications apparaissent aussi dans ce domaine, autour de deux grands axes :

²⁹ Voir notamment : Antoine Waechter, « Juin 1989, l'Europe des Verts », *Combat Nature*, n° 84, février 1989, encadré p. 26.

³⁰ En plus des sources précédentes, voir aussi à ce sujet : Eyméric de Swarte, « Les Verts, en piste pour les Européennes », *Combat Nature*, n° 84, février 1989, p. 24-28. Ce texte constitue un compte-rendu de l'assemblée générale des Verts qui a eu lieu à Paris les 11 et 12 novembre 1988 pour fixer les objectifs politiques concrets du parti en 1989.

³¹ Cf. : Antoine Waechter, « Choisissons notre progrès », *art. cit.*

³² Cf. : *Ibid.*

³³ Cf. : Les Verts, « Les Verts-Europe Ecologie. Liste complète des 81 candidats aux élections européennes de 1989 », *Combat Nature*, n° 86, août 1989, p. 6. La seconde personnalité d'ouverture est Djida Tazdait, numéro 8 sur la liste, présidente de l'association des Jeunes Arabes de Lyon et banlieue, représentante à la fois de la mouvance associative et des immigrés vivant en France.

l'engagement pour la démocratie participative et européenne, et la solidarité sociale. Seulement maintenant, à la différence des choix tactiques faits au début des années 1980, cette orientation programmatique plus récente n'éclipse pas l'engagement environnemental des Verts, stratégie qui permet au parti de se battre sur un terrain sur lequel il est compétent et reconnu comme tel. En ce sens, à la fin des années 1980, les écologistes français font le choix de développer une stratégie proche de celle que les Grünen ont testée dès le début de la décennie : mise en avant des thèmes fondateurs (environnement, nucléaire, démocratie participative) et élargissement du programme sur quelques thèmes fortement mobilisateurs (le pacifisme en RFA, la lutte contre le chômage et la cohésion sociale en France).

Soulignons qu'en conséquence de leurs choix programmatiques qui ratissent très large et manquent d'originalité par rapport à ceux de la gauche en général, les Verts français – apparus dans le paysage politique sur la base de revendications écologiques – souffrent d'un manque de crédibilité entre 1981 et 1986. Leurs homologues allemands ne rencontrent pas ce handicap, eux qui accordent un intérêt constant à leurs sujets de référence : l'environnement, les libertés individuelles, l'opposition au nucléaire puis les revendications pacifistes. Ce manque de crédibilité explique qu'au sein de l'électorat français, le ratio entre vote potentiel et vote réel pour les écologistes soit plus bas que celui de toutes les autres familles de partis³⁴. En dépit de leurs efforts, les Verts restent ainsi, pour l'opinion publique, les spécialistes de l'environnement et du nucléaire, ce qui les empêche de proposer une solution globale crédible auprès de l'électorat et les prive d'un plus grand soutien dans les urnes, à une époque où les thèmes sur lesquels ils ne sont pas spécialistes préoccupent le plus grand nombre de Français. Dans la première moitié des années 1980, les Verts se montrent donc un peu trop pressés dans leur volonté d'élargir leurs thématiques afin de toucher un large électorat, oubliant ce qui fait la base de leur mouvement et leur popularité auprès d'une partie de l'opinion. Ce que nous pouvons qualifier d'erreur stratégique ne pourra être corrigé effectivement qu'à partir des scrutins de 1988 et 1989. D'un point de vue comparatif, les Verts perdent ainsi plusieurs années par rapport à leurs homologues allemands à définir l'angle d'approche le plus efficace au niveau programmatique pour garder toute leur spécificité, tout en s'ouvrant aux thématiques qui préoccupent en priorité l'électorat.

³⁴ Notons également qu'à l'automne 1987, « protéger la nature et lutter contre la pollution » constitue un problème « important » pour la population française, au troisième rang dans l'ordre des priorités, derrière la lutte contre le chômage et la lutte contre le terrorisme (Faits et Opinions, Eurobaromètre automne 1987). En revanche, lors des élections présidentielles de 1988, dans la liste des problèmes qui « au moment de voter ont le plus compté », les Français placent l'environnement au douzième rang (sondage CSA, *L'Événement du Jeudi*, 28 avril 1988). Chiffres rappelés in : Ministère des Affaires étrangères, Centre d'analyse et de prévision, *Les opinions des Français et les questions internationales*, n° 11, été 1989, p. 32 et 34.

1-2 Evolution au sein des équipes dirigeantes

1-2-1 ÖDP et MEI

Ces évolutions au sein des programmes des partis écologistes français et allemands sont fortement liées aux différents courants qui cohabitent au sein des Grünen, mais aussi des Verts, et qui influencent les choix stratégiques de ces formations politiques. En effet, très vite après la création des Grünen en 1980 et des Verts en 1984, les problèmes de concurrence interne ou de divergences de fond ressurgissent au sein des partis, ces difficultés se manifestant toutefois beaucoup plus vite en Allemagne où le principe de l'union dans la diversité a prévalu lors de la création du parti.

Ainsi, dès 1982, une fracture idéologique interne entre les écologistes modérés et les écologistes les plus radicaux, opposés à toute coopération avec d'autres formations ou partis et se souciant avant tout de l'avenir de la nature, se produit au sein des Grünen. Les écologistes les plus environnementalistes décident alors de quitter le parti et de créer une nouvelle formation politique : le *Ökologisch-Demokratische Partei* (ÖDP – « Parti démocratique écologique »). En France, les Verts connaissent un destin similaire, mais bien plus tard dans la mesure où le courant le plus radical ne se sépare du parti qu'en 1994, pour fonder le Mouvement écologiste indépendant (MEI).

Dans les deux cas, il s'agit selon Jérôme Vialatte de partis « écocentriques » qui ne se retrouvent que dans deux autres pays d'Europe³⁵, à rapprocher des mouvements de *deep ecology* anglo-saxons, et qui forment une véritable sous-famille des mouvements écologistes. Leurs adhérents sont surtout engagés dans le secteur rural et la défense de la nature, parfois qualifiés par leurs détracteurs de « Khmers verts ». L'ÖDP constitue une initiative de Herbert Gruhl lui-même qui, n'obtenant aucune majorité pour prendre la direction du parti et très vite déçu par l'orientation politique des Grünen, décide une nouvelle fois (après l'expérience de la GAZ) de fonder son propre parti. Il quitte alors les Grünen accompagné de trois mille membres sur les vingt mille environ que compte le parti en 1982. En France, deux cents adhérents (sur cinq mille) abandonnent les Verts avec Antoine Waechter en 1994. Figure emblématique du parti tout au long des années 1980, candidat des Verts à l'élection présidentielle en 1988, celui-ci entend protester par ce geste contre un nouveau mouvement d'ouverture à gauche du parti dans les années 1990. Lui qui a popularisé l'expression « l'écologie n'est pas à marier » reste en effet attaché à une prise de distance claire vis-à-vis des partis traditionnels, de gauche comme de droite. Il considère ainsi qu'il a redressé le parti

³⁵ En Espagne avec le VERDE et en Hollande avec le parti *De Groenen*. Cf : Jérôme Vialatte, *Les partis Verts en Europe occidentale, op. cit.*, p. 195.

des Verts à partir de 1986, en remettant à l'ordre du jour un des principes chers au Mouvement d'écologie politique (MEP³⁶) : l'orientation « ni droite ni gauche » des écologistes. Il n'accepte donc pas ce qu'il considère comme un retour en arrière, une faute tactique et une faiblesse vis-à-vis des convictions que portent les écologistes.

L'ÖDP et le MEI se caractérisent en conséquence par la confiance accordée par les militants à un leader charismatique. Electoralement marginaux (ils ne dépassent jamais les 3% aux élections), ils revendiquent une stricte autonomie politique et disent s'engager plus pour un changement des valeurs de la société que pour obtenir des postes de pouvoir. Leur discours est à la fois globalisant, dans la mesure où ils partent de l'unique concept de crise écologique planétaire pour construire un système social complètement différent, et radical, car ils interprètent tout selon le seul prisme de l'écologie. Ainsi, Herbert Gruhl prétendra restaurer les valeurs humanistes et de solidarité communautaire que la société matérialiste a fait décliner³⁷. Antoine Waechter, de son côté, se consacra avant tout aux problèmes environnementaux, négligeant les problèmes sociaux et urbains³⁸. Toutefois, dans les années 1990, ses positions ne sont pas aussi radicales que celles de Herbert Gruhl.

En RFA, le départ des écologistes radicaux dès 1982 plaide en faveur d'une plus grande cohésion dans le parti des Grünen. Ce n'est pas le cas au sein des Verts où les écologistes les plus environnementalistes parviennent à s'imposer à partir de 1986 et ne quittent le parti que dix ans après sa création. Toutefois, même sans la mouvance proche de Herbert Gruhl, et malgré leurs efforts pour unifier leurs discours, les Grünen sont loin de constituer pour autant un parti homogène dans les années 1980. Il y cohabite en effet différents groupes très distincts les uns des autres et qui ne parviennent le plus souvent à s'accorder que sur un consensus minimal. Cette caractéristique a été popularisée en Allemagne par la différence faite entre les « *Realos* » et les « *Fundis* », catégories également évoquées en France et sur lesquelles il convient de s'attarder.

1-2-2 Les « Realos » et les « Fundis »

Les termes de « *Realo* » (réaliste) et de « *Fundi* » (fondamentaliste) ont été inventés par la presse allemande dans les années 1980 pour caractériser les deux tendances principales

³⁶ Rappel : Le MEP est fondé notamment par Philippe Lebreton et Solange Fernex, au lendemain des élections européennes de 1979. Voir au chapitre 5, le point 2-2-2.

³⁷ Cf. : Herbert Gruhl, « Grundsatzrede auf dem Gründungsparteitag der Ökologisch-Demokratischen Partei (ÖDP) am 6. März 1982 in Bad Honnef », discours disponible sur le site Internet de l'ÖDP, à l'adresse suivante : <http://www.oedp.de/themen/demokratie-sicherheit/oedp-politik/25-jahre-oedp/gruendungsrede-von-dr-herbert-gruhl> [réf. du 28.07.2009].

³⁸ Cf. : Mouvement écologiste indépendant, *Charte constitutive du MEI*, septembre 1994. Document disponible sur le site Internet du parti, à l'adresse suivante : <http://www.mei-fr.org/chart1.htm> [réf. du 28.07.2009].

du parti écologiste allemand et faciliter le travail médiatique par l'attribution d'étiquettes aux principaux dirigeants³⁹. Ils reflètent effectivement l'existence de deux groupes qui s'opposent sur différents points du programme mais également sur l'attitude à adopter vis-à-vis des coalitions, en particulier avec les sociaux-démocrates. Ainsi les « *Realos* » représentent les sensibilités pragmatiques du parti qui acceptent le principe d'une participation au pouvoir et sont prêts à entrer dans des coalitions, tandis qu'après le départ de H. Gruhl et de ses partisans, les « *Fundis* » sont maintenant les écologistes considérés comme les plus radicaux au sein du parti, idéalistes, critiques à l'égard du système et qui refusent toute concession dans leurs idées et toute coalition. Ces deux catégories se divisent à leur tour en sous-catégories. On distingue ainsi au sein des Grünen quatre courants, les « *Fundis* » se partageant entre « fondamentalistes radicaux » (*Radikalökologen*) et « écosocialistes » (*Ökosozialisten*), et les « *Realos* » se divisant entre « réformistes radicaux » (*Realpolitiker*) et « écolibertaires » (*Ökolibertären*).

Les « fondamentalistes radicaux » (comme P. Kelly, J. Ditfurth ou R. Bahro) tiennent l'industrialisme pour responsable de l'orientation suicidaire de la société, indépendamment de sa forme capitaliste ou socialiste et, selon eux, seule une transformation complète du système serait à même d'éviter une catastrophe écologique, ceux-ci ayant abandonné tout espoir de changement par une alternance au pouvoir. Ils se montrent également hostiles à l'Etat. En ce sens, le « parti anti-partis » des Grünen et les mandats politiques gagnés doivent être utilisés non pour faire des coalitions et gagner le pouvoir, mais pour faire entendre leurs voix et faire évoluer par ce biais les mentalités. Ils n'acceptent alors pour partenaires que les mouvements sociaux et visent « une forme de socialisme émancipateur administré écologiquement par chacun » selon l'expression de Petra Kelly⁴⁰, certains espérant (comme R. Bahro) une conversion religieuse de la population pour réaliser cette transformation de la conscience politique⁴¹.

Les « écosocialistes » (T. Ebermann, R. Trampert) viennent surtout des formations multicolores, en particulier de l'ancienne *Bunte Liste-Wehrt Euch* de Hambourg (BLW) et de l'*Alternative Liste Berlin* (AL). Conformément aux courants présents dans ces listes à la fin des années 1970, on y retrouve une tendance communiste, inspirée notamment par le

³⁹ Au sujet des relations entre les Grünen et les médias, voir : Margaret Manale, « RFA : Parlementarisation des Verts et démocratie médiatique », *art. cit.*, ici p. 71.

⁴⁰ « eine Form von ökologisch-selbst-verwaltetem emanzipativem Sozialismus ». Cf. : Petra Kelly, « Wir müssen die Etablierten entblößen, wo wir können », interview reproduite in : Jörg Mettke (éd.), *Die Grünen. Regierungspartner von morgen?*, Reinbek, Rowohlt Taschenbuch-Verlag, 1982, p. 26-35, ici p. 30.

⁴¹ Voir à ce sujet : Thomas Keller, « L'évolution des Verts », *art. cit.*, p. 86-87.

*Kommunistischer Bund (KB)*⁴². Les « écosocialistes » ne s'opposent pas à l'industrialisme, mais ils condamnent le capitalisme et l'Etat et préconisent, pour mettre en place une politique écologique, un modèle d'économie socialiste où le pouvoir reviendrait à des conseils démocratiques. Ils se basent sur les mouvements sociaux et les travailleurs, refusent eux aussi toute coalition, surtout avec le SPD. A travers les Grünen, ils veulent exposer leurs idées et acceptent dans un premier temps les réformes, tout en souhaitant à long terme une transformation totale du système et de la société.

Du côté des « *Realos* », les « écolibertaires » (W.D. Hasenclever, T. Schmid) se réclament d'une tradition libertaire anarcho-syndicaliste, mais ils ne remettent pas en question le système politique et reconnaissent pleinement la démocratie représentative. Ils rejettent ainsi la trop grande influence de l'Etat, les principes de l'Etat-providence et attendent de chacun qu'il assume davantage ses responsabilités, en misant essentiellement, pour la réalisation d'une politique écologique, sur un changement de valeurs au sein d'une large partie de la population. Ils rejettent l'industrialisme dévastateur et prônent l'organisation de sous-systèmes autorégulateurs décentralisés (notamment au niveau du commerce), à même de créer des échanges équitables. Leurs principes sont donc : autorégulation, décentralisation, communautarisme, auto-responsabilité. Pour les mettre en place dans le cadre d'une politique écologique, ils prennent au sérieux leur rôle au sein des Parlements et ne refusent pas les coalitions, avec le SPD comme avec la CDU.

Les « réformistes radicaux » (J. Fischer, H. Kleinert, O. Schily jusqu'en 1989, D. Cohn-Bendit qui adhère au parti en 1984) veulent transformer les mécanismes économiques par la voie de réformes écologiques, grâce à un travail actif dans les Parlements et une coopération avec les mouvements sociaux et les syndicats. Ils ne remettent donc pas en cause l'Etat et sont favorables, pour plus d'efficacité, à des coalitions avec le SPD, tout en gardant leur spécificité et en visant un soutien électoral assez élevé pour leur permettre de peser sur les décisions. Dans ce même souci d'efficacité, ils sont favorables à la démocratie de base, mais se veulent un parti à part entière et non une prolongation parlementaire des mouvements de protestation.

Ces différents courants au sein des Grünen défendent des stratégies politiques fort différentes et souvent incompatibles, cette hétérogénéité politico-idéologique étant la caractéristique principale de la structure du parti. Celle-ci est à l'origine de nombreux conflits internes, notamment autour de la question de la coopération ou non avec le SPD, mais

⁴² Sur l'influence communiste au sein des mouvements écologistes, voir au chapitre 4, le point 1-1.

également de certaines incohérences au sein de leurs programmes, fruits de compromis mal ficelés. Ainsi, par exemple, dans le programme économique des Grünen mis au point en 1983, certains passages défendent les lois du marché et le retrait de l'Etat (influence des écolibertaires), tandis que d'autres soulignent la nécessité des interventions publiques (influence des réformistes radicaux)⁴³. Le sociologue Horst-Dieter Rönsch considère que ce programme reflète la tentative des Grünen d'intégrer toutes les traditions et tous les courants écologistes et que, de ce fait, on y trouve à la fois :

« un libéralisme sans capitalisme, un socialisme sans bureaucratisme, un conservatisme sans traditionalisme, un système de conseils sans centralisme et un keynesianisme sans croissance »⁴⁴.

Selon une analyse du politologue F. Müller-Rommel, la RFA est en Europe de l'Ouest le pays où le parti vert présente en son sein les luttes d'influence les plus féroces, la France n'arrivant qu'en cinquième position⁴⁵. Pour les Grünen, cette situation est caractéristique des années 1980-1988. Après cette date, les fondamentalistes perdent de l'influence suite à la non réélection, en décembre au congrès de Karlsruhe, de la direction nationale organisée autour de Jutta Ditfurth⁴⁶, et l'AL Berlin (la liste alternative berlinoise) décide de participer à une coalition avec le SPD, en dépit de ses déclarations originelles refusant catégoriquement le principe des alliances⁴⁷. A partir de 1988 donc, avec le succès des « *Realos* » sur les « *Fundis* », le rapport de force entre les différentes influences idéologiques évolue et la structure bipolaire des Grünen se dissout pour donner lieu à un nouveau regroupement. On distingue ainsi en 1989 : les « *Realos* », l'« *Aufbruch* » (« Nouveau départ », avec Antje Vollmer et Christa Nickels) au centre du mouvement et le « *Linkes Forum* », courant qui regroupe les survivants les plus modérés du camp fondamentaliste. Le travail de synthèse et de cohérence, sur la base d'un refus commun de la société actuelle, progresse alors au sein des Grünen.

⁴³ Cf. : Die Grünen, *Sinnvoll arbeiten - solidarisch leben. Gegen Arbeitslosigkeit und Sozialabbau, doc. cit.*

⁴⁴ « ein Liberalismus ohne Kapitalismus, ein Sozialismus ohne Bürokratismus, ein Konservatismus ohne Traditionalismus, ein Räte-system ohne Zentralismus und ein Keynesianismus ohne Wachstum ». Cf. : Horst-Dieter Rönsch, « Die Grünen : Wählerbasis, politische Entwicklung, Programmatik », *Gewerkschaftliche Monatshefte*, n° 34, 1983, H.2., p. 98-111, ici p. 105.

⁴⁵ Derrière la Suisse, l'Autriche et la Belgique. Voir : Ferdinand Müller-Rommel, *Grüne Parteien in Westeuropa, Entwicklungsphasen und Erfolgsbedingungen, op. cit.*, p. 175-178.

⁴⁶ Le parti des Grünen est en effet dirigé par un collège de trois personnes en rotation constante. Les Verts sont, eux, dirigés par un Collège exécutif élu par le Conseil national Inter Régional qui comprend notamment le secrétaire national, le trésorier national et les porte-parole. Cf. : <http://www.lesverts.org> et <http://www.gruene.de>. [réf. du 29.07.2009].

⁴⁷ Cf. : Sur cette alliance AL Berlin-SPD, voir : Ferdinand Müller-Rommel, Thomas Poguntke, « Die Grünen », in : Alf Mintzel, Heinrich Oberreuter (éd.), *Parteien in der Bundesrepublik Deutschland*, Bundeszentrale für politische Bildung, Schriftenreihe Band 282, 1992, p. 319-361, p. 340.

La distinction entre « réalistes » et « fondamentalistes » a parfois été appliquée aux écologistes français par les médias, dans les années 1980, pour différencier la tendance représentée par A. Waechter de celle incarnée par Brice Lalonde.

- Brice Lalonde, candidat pour les écologistes aux élections présidentielles de 1981, représente ainsi la tendance « réaliste ». Très actif au sein des Amis de la Terre, il décide en 1983, avec le reste de cette association, de ne pas participer à la création du parti écologiste auquel il n'a jamais adhéré. Bien plus que les Verts, il s'engage alors en faveur d'une politique de compromis avec les partis établis et conçoit le mouvement écologiste comme une partie d'une union à gauche, voire au centre. Resté dans la mouvance associative, son objectif est donc de négocier très rapidement avec le Parti socialiste des postes d'élus ou une participation à l'Exécutif.

- Antoine Waechter, qui clame l'autonomie absolue du mouvement écologiste comme préalable à la pensée et à l'action écologique et centre son discours sur les thématiques environnementales, constitue en contrepartie la branche fondamentaliste au sein du courant écologiste⁴⁸.

Le clivage entre ces deux différentes stratégies politiques ressurgit à l'occasion de chaque échéance électorale. Ainsi, tout au long des années 1980, Brice Lalonde ne cesse d'afficher dans les médias son manque d'enthousiasme vis-à-vis du parti des Verts⁴⁹ et en 1984, à l'occasion des élections européennes, il lui fait directement concurrence en se présentant comme tête de liste pour une formation parallèle, l'Entente radicale écologiste (ERE) à laquelle participe également Philippe Desbrosses, le président de SOS-Environnement⁵⁰. Après avoir fait campagne plusieurs fois pour l'ERE, en 1990, B. Lalonde renforce l'écart entre les deux pôles de l'écologie française en créant son propre parti, Génération écologie (GE). Cette démarche couronne son entrée dans le gouvernement de Michel Rocard (PS) en tant que secrétaire d'Etat chargé de l'Environnement et des Risques majeurs (1988) et confirme sa volonté de constituer un grand parti centriste, proche du Parti socialiste. Les

⁴⁸ Sur l'utilisation en France des termes « réaliste » et « fondamentaliste », voir : Bodo Morawe, « Weder Realos, noch Fundis. Auch Frankreichs Grüne haben ihre Probleme – trotz Erfolgskurs », *Dokumente*, février 1992, p. 13-17. Voir également sur ce sujet : Andrée Buchmann, interview du 6 janvier 1990 reproduite in : *Politix, travaux de science politique*, premier semestre 1990, *op. cit.*, p. 7-9. Andrée Buchmann est alors conseillère municipale de Strasbourg et conseillère régionale des Verts en Alsace.

⁴⁹ Voir à titre d'exemple : « Sans donner de consigne de vote Les Amis de la Terre hésitent entre M. Waechter et M. Juquin », *Le Monde*, 14.04.1988 ; « M. Lalonde prêt », *Le Monde*, 18.04.1989 ; « La préparation des élections européennes. M. Brice Lalonde refuse de choisir entre la liste du PS et celle des Verts », *Le Monde*, 9.05.1989.

⁵⁰ Le Programme de l'ERE à l'occasion des élections européennes de 1984 est imprimé dans le magazine *Ecologie*, n° 356, 2^{ème} trimestre 1984, p. 34. Au sujet de SOS-Environnement, voir au chapitre 4, le point 3-1-1.

médias parlent alors à ce moment-là de « guerre entre écologistes », situation aggravée en 1994 par la création du MEI, suite au rejet par les Verts du principe « ni droite ni gauche »⁵¹.

Bien que très divisés idéologiquement, et célèbres pour leurs disputes internes, les écologistes allemands tentent ainsi beaucoup plus que leurs homologues français d'unir leurs forces pour imposer le parti. Même s'ils bénéficient pour cela du départ rapide des écologistes les plus radicaux avec Herbert Gruhl, il est important de souligner combien ils s'attachent à faire vivre le principe d'« unité dans la diversité », sans qu'aucune tendance « *fundi* » ou « *realo* » n'en vienne à quitter les Grünen. L'influence grandissante des écologistes réformistes et pragmatiques au cours des années 1980, parallèlement à la mise au point d'un programme électoral spécifique et adroitement conçu, aide de surcroît les Grünen à s'intégrer rapidement dans le paysage politique de la République fédérale. En France, les écologistes connaissent surtout dans les années 1980 des divisions internes en matière de stratégie politique et des luttes de pouvoir. Ces éléments expliquent en particulier l'éparpillement programmatique des Verts jusqu'en 1986, qui contribue à ralentir leur entrée sur la scène politique nationale. D'autre part, ces divisions et luttes au sein de la mouvance écologiste finissent par faire éclater le mouvement en trois partis au début des années 1990, le parti « réaliste » de Brice Lalonde (GE) et celui plus « fondamentaliste » d'Antoine Waechter (MEI) venant s'ajouter aux Verts sur l'échiquier politique français, non sans fragiliser ces derniers. A la fin des années 1980, en matière de professionnalisation (choix programmatique, organisation interne, stratégie électorale), les Grünen sont ainsi clairement en avance sur leurs homologues français. Afin d'approfondir notre analyse de l'évolution des deux principaux partis écologistes français et allemands dans le système politique des années 1980, nous allons maintenant nous intéresser, au-delà des écarts que nous venons de constater, aux résultats électoraux des Grünen et des Verts.

⁵¹ Au sujet de l'opposition B. Lalonde/A. Waechter, voir notamment, en plus des multiples articles de presse sur le sujet : Günther Fuchs, Udo Scholze, « Gesellschaftlicher Aufbruch oder Utopie ? Soziale Alternativvorstellungen der französischen Umweltbewegung » in : *Frankreich Jahrbuch 1992*, Deutsch-französisches Institut, Opladen, Leske und Budrich, 1992, p. 185-196.

II Les succès électoraux des partis écologistes dans les années 1980

Les recherches de F. Müller-Rommel sur les partis écologistes en Europe occidentale dans les années 1980 montrent que les Grünen et les Verts peuvent obtenir de bons résultats lors des élections, malgré les luttes internes, les deux données ne semblant pas être liées directement. Selon lui, ces conflits internes – s'ils restent raisonnables et n'empêchent pas la participation aux discussions publiques – tout comme l'hétérogénéité des conceptions politiques – marque d'ouverture – peuvent même avoir un effet positif sur les électeurs⁵². En effet, en France comme en Allemagne, le degré d'acceptabilité des partis écologistes est assez élevé dans les années 1980⁵³. Cela s'explique par plusieurs facteurs, surtout liés au fait qu'ils se présentent comme les héritiers des nouveaux mouvements sociaux. Leur fraîcheur et leur motivation (qui provoque tant de disputes internes), l'originalité de leurs programmes, leur spontanéité, leur tolérance envers les groupes marginaux, leur manque de professionnalisme et leurs candidats « près du peuple » contrastent avec l'expérience des partis établis, tout comme l'autosuffisance dont peuvent faire preuve ces derniers et leur éloignement de la population⁵⁴. Peter Mair a calculé, au niveau de l'Europe de l'Ouest, que le potentiel électoral des partis verts (qui s'élevait à 29,8% en moyenne en 1994) n'est pas beaucoup moins élevé que celui de leurs principaux concurrents comme les partis conservateurs (40,5%) ou sociaux-démocrates (39,9%) et au-dessus de celui des autres alternatifs, l'« autre » gauche radicale comptabilisant en moyenne un potentiel électoral de 16,7% et l'extrême droite de 15,9%⁵⁵. Cela ne veut pas dire pour autant que les Verts et les Grünen sont égaux dans la course électorale. Nous avons déjà eu l'occasion de voir que potentiellement, ces derniers sont susceptibles d'intéresser plus d'électeurs grâce à la vivacité des mouvements extra-parlementaires outre-Rhin, l'intérêt marqué d'une partie de l'opinion publique ouest-allemande pour leurs thématiques de prédilection et l'unicité de leur mouvement. A cela s'ajoute le fait que des éléments extérieurs aux partis, des différences notoires entre les systèmes électoraux et le paysage politique français et allemand, contribuent également à

⁵² Cf. : Ferdinand Müller-Rommel, *Grüne Parteien in Westeuropa, Entwicklungsphasen und Erfolgsbedingungen*, op. cit., p. 175-178.

⁵³ Nous laisserons dans cette étude les partis minoritaires comme l'ÖDP, pour nous concentrer sur les deux principaux partis écologistes : les Verts en France et les Grünen en Allemagne.

⁵⁴ Cf. : Philippe-Henri Ledru, « Elections et écologie : quel avenir pour 'les Verts' ? », art. cit., p. 39-40.

⁵⁵ Cf. : Peter Mair, « Evaluation des performances politiques des partis verts en Europe » in : Pascal Delwil, Jean-Michel De Waele, *Les partis verts en Europe*, op. cit., p. 23-43.

expliquer les écarts de parcours sur la scène politique entre les écologistes allemands et français.

2-1 Les résultats dans les urnes⁵⁶

2-1-1 Le lent progrès des Verts français

En France, les performances des Verts vont pâtir cruellement des divisions au sein des écologistes qui conduisent ceux-ci à entrer en concurrence les uns avec les autres.

Fondé en janvier 1984, le parti se présente ainsi, la même année, aux élections européennes du mois de juin, avec une liste conduite par Didier Anger. Celle-ci rassemble 3,4% des suffrages. Elle fait donc moins bien que la liste Europe-Ecologie de 1979 qui avait à l'époque rassemblé près de 900.000 voix (4,3% des votes). La liste Entente radicale écologiste (ERE), à laquelle participent d'anciens compagnons de route des années 1970, dont Brice Lalonde qui en est le chef de file, obtient à ce scrutin 3,3% des voix et environ 10.000 voix de moins que les Verts, ce qui ne permet à aucun des deux partis de passer la barre des 5% et de siéger au Parlement européen.

Aux élections cantonales de mars 1985, les Verts obtiennent 4,08% des voix dans les circonscriptions « couvertes » (0,79% au niveau national), ce qui leur donne deux sièges. Là encore, ils sont freinés par la concurrence de candidats indépendants, souvent d'orientation environnementaliste, avec des idées proches des thématiques écologistes sur le plan local, mais qui participent aux élections sans appartenir aux Verts, un engagement politique plus approfondi ne faisant généralement pas partie de leurs objectifs. Pour améliorer leurs résultats, trois porte-parole des Verts en 1985, Yves Cochet, Didier Anger et Jean Brière, lancent alors un « Appel à la convergence des forces alternatives et écologistes » pour tenter de gagner le soutien de ces candidats indépendants. Parallèlement, ils se déclarent prêts à former des alliances avec des mouvements de gauche, voire d'extrême gauche, tels que la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire). Toutefois, les candidatures indépendantes se poursuivent en 1986 et l'idée d'une ouverture à gauche entraîne une situation de blocage, la moitié des militants s'y opposant.

Pour les élections législatives de 1986, les résultats des Verts restent décevants puisqu'ils n'obtiennent que 1,2% des suffrages exprimés, ce qui ne leur donne aucun siège. Dans le département du Rhône, Philippe Lebreton renonce à se présenter à ces

⁵⁶ Voir également en annexe notre chronologie comparative qui récapitule tous les résultats électoraux des Grünen et des Verts dans les années 1980 (annexe 2).

élections car il ne parvient pas à s'entendre avec Brice Lalonde pour conduire une liste commune. Une nouvelle fois, ce dernier entre donc en concurrence avec le candidat des Verts, Jean Brière. Il obtient à cette occasion 1,4% des suffrages et les Verts 1,2%.

Lors des élections régionales qui ont lieu le même jour, le 16 mars 1986, les Verts réussissent à doubler leur score en rassemblant 2,4% des votes. Cependant, ce résultat est loin de constituer un succès puisqu'ils ne parviennent à gagner que trois mandats de conseillers régionaux sur les 1.800 que compte la France à cette époque. Là encore, des candidats parrainés par Brice Lalonde et l'ERE limitent les résultats des Verts dans plusieurs régions. Ces élections sont toutefois l'occasion pour Didier Anger (Manche), Antoine Waechter (Haut-Rhin) et Andrée Buchmann (Bas-Rhin) d'acquérir une première expérience politique d'ampleur régionale.

A partir de novembre 1986, l'assemblée générale des Verts désavoue les dirigeants sortants et c'est alors la tendance autonome qui domine avec A. Waechter, A. Buchmann ou S. Fernex, parallèlement à un recentrage sensible du parti sur le local, le travail de terrain et les thèmes écologistes. Ce changement de cap se traduit dans un premier temps par une augmentation du nombre des militants de 30% entre 1986 et 1988, les adhérents se chiffrant, selon le parti, à 6.000 en 1989⁵⁷ – phénomène de bon augure pour les prochaines élections. Si Antoine Waechter recueille 3,8% des suffrages au premier tour des élections présidentielles de 1988, ce qui représente une stagnation par rapport à 1981 (où Brice Lalonde avait obtenu 3,9 % des voix) et que les Verts participent peu aux législatives⁵⁸, on parle en revanche dans la presse de « vague verte » en 1989⁵⁹. *Le Monde* souligne même que, cette année-là, à l'occasion des élections municipales, les Verts font « une irruption, timide certes mais bien réelle, dans la cour des grands de la classe politique »⁶⁰.

En effet, lors de ce scrutin, sur fond d'abstention record (30%), les Verts obtiennent 8,1% des suffrages dans les communes où ils se sont présentés (1,3% sur le plan national). Dans plusieurs villes importantes, ils parviennent même à doubler ou à tripler le résultat d'A. Waechter aux présidentielles de 1988. Ils obtiennent ainsi, par exemple, 12,76% des voix à Strasbourg au premier tour, 10,97% à Poitiers et 8,4% à Lille. Ils arrivent également à entrer dans des conseils municipaux dès le premier tour, notamment à Rennes (où ils obtiennent

⁵⁷ Cf. : Chiffre indiqué par les Verts sur le site du parti. Voir à ce sujet, la page Internet suivante : http://www.lesverts.fr/article.php?id_article=232 [réf. du 1.08.2009]. Guillaume Sainteny les estime de son côté à 3.000.

⁵⁸ Ils ne présentent que quatorze candidats.

⁵⁹ Voir à titre d'exemple : « Les soutiers de la marée verte », *Le Monde*, 16.03.1989.

⁶⁰ Cf. : « Les Verts se maintiennent à Strasbourg et acceptent les offres de M. Mauroy à Lille », *Le Monde*, 15.03.1989. Cette expression revient également dans *Le Monde* après les élections européennes du mois de juin, voir : « M. Waechter a rempli son contrat », *Le Monde*, 20.06.1989.

quatre sièges, dont un revient à Yves Cochet qui a rassemblé 13,9% des voix dans sa circonscription), à Compiègne (trois), à Villeurbanne et à Tours (deux), mais aussi à Nancy, Rouen, Montauban, Saint-Nazaire, Montpellier, La Rochelle, etc. Dans certaines petites communes sensibilisées à l'écologie, notamment en Alsace, près de la frontière allemande, ou en Bretagne qui connaît plusieurs problèmes de pollution (liés aux nitrates par exemple), les résultats des listes écologistes dépassent même parfois les 20%. Pour le second tour, les Verts se retrouvent dans plusieurs communes à même de négocier avec les autres partis, dans la mesure où, pour la première fois depuis 1986, il a été décidé que les sections locales étaient libres de choisir de s'associer en vue du second tour ou de poursuivre seules la bataille électorale. A Strasbourg, les Verts choisiront donc de maintenir leur liste et de rejeter l'alliance avec Catherine Trautmann (PS) qui a réussi à mettre en ballottage le maire sortant, Marcel Rudloff (RPR-UDF). A Lille en revanche, ils négocient avec le maire sortant, Pierre Mauroy (PS), qui leur offre cinq postes éligibles sur sa liste, dont deux d'adjoints. En cas de victoire de la gauche, ils sont également assurés d'obtenir un poste de délégué à la communauté urbaine. En tout, à l'échelle de la France, les Verts parviennent ainsi à gagner six cents sièges de conseillers municipaux et à faire élire une quinzaine de maires. Si l'on considère l'ensemble des élus d'orientation écologiste avec ou sans affiliation au parti, on arrive même au chiffre de 1.400 élus écologistes après ces municipales.

Aux élections européennes qui ont lieu trois mois plus tard, le 18 juin 1989, les Verts parviennent à reproduire leur performance et même à l'améliorer considérablement puisque cette fois, ils rassemblent 10,6% des suffrages *sur le plan national*. Avec presque deux millions de voix (1.919.797), ils enregistrent la plus forte progression de tous les partis politiques pour ce scrutin (7,2 points de pourcentage de plus qu'en 1984). Ils obtiennent ainsi neuf sièges de députés européens, ce qui fait des Verts la quatrième force politique française derrière le PS, le RPR-UDF et le FN, largement devant le Parti communiste. *Le Monde* parle cette fois de « première véritable consécration politique pour les Verts »⁶¹. Antoine Waechter, tête de liste à ces élections, devient député européen, ainsi que Solange Fernex, Claire Schlecht, Yves Cochet, Marie Christine Aulas, Gérard Monnier-Besombes, Didier Anger et les deux « candidats d'ouverture », Djida Tazdait et Max Siméoni⁶².

Fondés en 1984, les Verts connaissent ainsi leurs premiers succès politiques dans les urnes cinq ans plus tard, à la fois à l'occasion d'un scrutin local et d'un scrutin national, les élections municipales et les élections européennes de 1989.

⁶¹ Cf. : « M. Waechter a rempli son contrat », *Le Monde*, *art.cit.*

⁶² Notons au passage que le candidat nationaliste corse, Max Siméoni, n'ira pas siéger au Parlement européen avec le reste des écologistes français, mais avec le groupe Arc-en-Ciel qui regroupe des représentants de partis écologistes et régionalistes.

2-1-2 L'ascension rapide des Grünen

Comme en France, les premières élections auxquelles participent les Grünen à l'échelle nationale, quelques mois après la fondation du parti, sont décevantes : aux élections législatives du mois d'octobre 1980, ils n'obtiennent ainsi que 1,5% des suffrages alors qu'un an plus tôt, en juin 1979, le *SPV-Die Grünen* avait obtenu 3,2% des voix pour les élections européennes. A cela s'ajoutent les analyses des journaux qui prédisent déjà la fin de cette aventure écologiste et une crise de confiance vis-à-vis du parti. Soulignons toutefois que vraisemblablement, lors de ce scrutin très attendu, les Grünen ont souffert de la polarisation de la campagne électorale sur le duel Strauß/Schmidt, « l'effet Strauß » qui conduit au « vote utile » d'une partie de l'électorat de gauche contribuant à expliquer ce résultat en baisse. Cet échec des Grünen n'est cependant que de courte durée puisqu'entre 1980 et 1984, date d'apparition des Verts français, les écologistes allemands conquièrent des sièges dans les Parlements de cinq *Länder* et à Berlin-Ouest :

- en 1980, les Grünen obtiennent six sièges au Bade-Wurtemberg ;
- en 1981, la liste alternative (AL), qui coopère largement avec les Grünen, remporte neuf sièges à Berlin ;
- en 1982, les Grünen gagnent onze sièges en Basse-Saxe et neuf en Hesse, tandis que la *Grün-Alternative Liste* de Hambourg (GAL, liste qui se rallie aux Grünen en octobre 1984⁶³) obtient également neuf sièges ;
- en 1983, les Grünen remportent cinq sièges à Brême.

De plus, aux élections législatives du 6 mars 1983, les Grünen réussissent à obtenir au niveau national 5,6% des voix, ce qui leur permet de passer la barre des 5% et leur ouvre les portes du Bundestag. Les vingt-sept sièges obtenus lors de ce scrutin concrétisent pour la première fois depuis les années 1950 l'arrivée d'un nouveau parti au Parlement fédéral. En France, en comparaison, les Verts sont exclus de l'Assemblée nationale jusqu'en 1997 et une fois entrés au Palais Bourbon, leur présence n'est matérialisée que par six élus. Dès 1983, les Grünen sont à même de constituer leur propre groupe parlementaire dont Petra Kelly et Otto Schily deviennent les porte-parole et Joschka Fischer le secrétaire général (les Grünen n'ont pas de président). Roland Vogt, Antje Vollmer, Hans-Christian Ströbele, Jürgen Reents, Christa Nickels, Hubert Kleinert et Gert Bastian font partie des personnalités du mouvement écologiste qui entrent au Bundestag à cette occasion, ou deux ans plus tard, en 1985, en vertu du principe de rotation.

⁶³ La GAL est née de l'union de la liste alternative antinucléaire BLW et de la GLU. Au sujet de la GAL, voir les remarques de conclusion au chapitre 5, point 2-2.

Il est aussi important de rappeler qu'avant 1992, le parti des Verts ne comptabilise en France que trois sièges sur l'ensemble des conseils régionaux, sièges gagnés lors des élections de 1986. En comparaison, les Grünen sont présents en 1989 dans sept Parlements régionaux et à Berlin-Ouest. En effet, il s'ajoute aux sièges évoqués précédemment :

- quinze sièges au Parlement de Bavière, à partir d'octobre 1986, et
- cinq sièges au Parlement de Rhénanie-Palatinat, à partir du mois de mai 1987.

En outre, entre 1985 et 1987, les Grünen participent au gouvernement du *Land* de Hesse grâce à une alliance avec le SPD. La première coalition « rouge-verte » de l'histoire de l'Allemagne est ainsi constituée, événement marqué par la nomination de Joschka Fischer en tant que ministre de l'Environnement et de l'Energie dans le cabinet de Holger Börner (1931-2006)⁶⁴. Marita Haibach (*1953), députée au Landtag de Hesse depuis 1982, est nommée secrétaire d'Etat aux questions féminines.

Lors des élections fédérales du 25 janvier 1987, les Grünen voient leurs résultats progresser de façon significative : quatre ans après leur entrée au sein du Parlement fédéral, ils réussissent cette fois à rassembler 8,3% des scrutins sur le plan national, ce qui leur donne quarante-quatre mandats de députés au Bundestag, soit dix-sept sièges de plus que pendant la période législative précédente.

Enfin, en ce qui concerne le Parlement européen, les Grünen obtiennent des sièges cinq ans avant leurs homologues français. Dès 1984, avec 8,2% des suffrages exprimés en leur faveur, soit plus de deux millions de voix (2.025.972), ils envoient sept députés à Strasbourg⁶⁵. Leur nombre augmente sensiblement en 1989, lorsqu'ils remportent 8,4% des voix, ce qui leur donne un siège supplémentaire.

Cette percée des écologistes allemands est stoppée lors de la première élection qui suit la réunification, en décembre 1990, dans la mesure où les Grünen ne rassemblent que 4,8% des suffrages dans les anciens *Bundesländer*. Cela est dû toutefois à une situation géopolitique et des prises de positions complètement nouvelles au regard des événements, lesquels empêchent la comparaison avec la période précédente qui reste une phase d'expansion exceptionnelle pour les Grünen. Ainsi, si les Verts en France peuvent s'enorgueillir, en 1989, d'être bien représentés au niveau local, avec environ 600 conseillers municipaux, et d'avoir réussi à percer au niveau européen, ils n'ont encore aucune responsabilité à l'échelle nationale

⁶⁴ C'est à cette occasion qu'a lieu la scène célèbre où Joschka Fischer prête serment en portant costume et baskets de sport.

⁶⁵ Ces sept élus siègent au sein du groupe Arc-en-Ciel du Parlement européen. On y trouve notamment : Undine-Uta Bloch von Blottnitz, Friedrich-Wilhelm Gräfe zu Baringdorf, Dorothee Piermont et Brigitte Heinrich qui est co-présidente du groupe parlementaire.

ou au niveau des régions. A l'inverse, les Grünen sont devenus à cette date une composante à part entière du paysage politique ouest-allemand, avec des représentants à Berlin-Ouest et au sein de sept diètes régionales sur dix ainsi qu'avec leur propre groupe parlementaire au Bundestag, en plus de leurs députés européens à Strasbourg.

2-1-3 Analyse des écarts

En Allemagne comme en France, à partir de 1986, les écologistes sont aidés dans leurs performances électorales par un certain regain d'intérêt, dans l'opinion publique, pour les thèmes environnementalistes. Ce phénomène est surtout lié à l'explosion du réacteur nucléaire de Tchernobyl, en Ukraine, qui constitue un choc dans le monde entier et ravive le débat sur la sécurité des centrales nucléaires en Europe de l'Ouest et les conséquences des contaminations radioactives. Cependant, bien avant cet événement, dès 1983, les Grünen enregistrent des résultats exceptionnels pour une formation politique nouvellement arrivée sur la scène politique nationale.

Dans leur succès, il est indéniable que les écologistes ouest-allemands ont bénéficié d'un système de parti dont le pluralisme est beaucoup plus modéré qu'en France et qui a permis la concentration des opposants aux partis traditionnels sous leur étiquette. Pour leur part, les Verts français entrent en concurrence avec de nombreux petits partis, de droite comme de gauche, dont les programmes recoupent parfois en partie le leur, et avec un Front national qui monte dans les années 1980 et qui, par un autre discours, est lui aussi fédérateur des mécontentements vis-à-vis du système et de la situation politique du moment. De plus, il est certain que les écologistes français souffrent de « l'effet Mitterrand » et d'un Parti socialiste qui domine la gauche dans les années 1980.

A cela s'ajoute qu'à partir de leur congrès national de Hambourg, qui se tient du 7 au 9 décembre 1984, les Grünen, même s'ils n'envisagent aucune coalition ou coopération avec le SPD au niveau national, déclarent qu'au niveau des *Länder*, des *Kreise* et des communes, la décision des alliances revient aux comités locaux. Cela permet de diversifier les orientations en matière de stratégie électorale, résolution qui évite toute position radicale et aide à s'adapter aux situations locales, facteur pouvant également contribuer à donner les plus grandes chances électorales aux écologistes. En France, l'attitude « ni gauche ni droite » choisie par les Verts en 1986 ne sera assouplie qu'en 1989, à l'occasion des élections municipales où il revient aux comités locaux de s'engager ou non dans des alliances électorales. Cette opposition à toute coopération avec d'autres partis correspond à une logique propre défendue par Antoine Waechter qui n'était pas sans fondement. En pleine phase de cohabitation (1986-1988), l'affirmation d'autonomie des Verts permet en effet d'échapper au

discrédit croissant qui atteint le système politique et les partis traditionnels dans la mesure où, placées toutes deux à la tête de l'Etat, la gauche et la droite tendent à se confondre. De plus, Guillaume Sainteny souligne qu'« en conservant une bonne partie de la radicalité de leur programme, les Verts (...) se placent en position de pouvoir incarner une véritable alternative politique dans un régime où, précisément, les alternances successives (...) n'ont pas entraîné une réelle alternative mais, au contraire, un relatif rapprochement des positions des partis établis »⁶⁶. Il n'en demeure pas moins que sur le terrain, ce refus strict des alliances jusqu'en 1989 a sûrement contribué à freiner la progression des Verts, notamment à l'occasion des élections régionales de 1986 et des élections législatives de 1986 et 1988.

En outre, les Grünen souffrent de la récupération de certains thèmes de leur programme par les autres partis. Si ce transfert est perçu comme positif dans un premier temps, c'est-à-dire avant l'entrée des écologistes dans les assemblées représentatives, l'ouverture des programmes des partis établis à l'écologie contribue à affaiblir leur spécificité. Cette évolution est possible car la pensée écologique a mûri, s'est complétée au contact des réalités et elle n'est plus refusée catégoriquement par les autres formations politiques si elle ne remet pas en cause fondamentalement les systèmes de production ou d'organisation du travail. Ainsi, le SPD déclare au cours des années 1980 travailler « à la transformation écologique de la société industrielle »⁶⁷. Le Gouvernement conservateur d'Helmut Kohl mène aussi une politique écologiste : en 1985, par exemple, il introduit sur le marché l'essence sans plomb et le pot catalytique ; en 1986, à la suite de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, un ministère fédéral de l'Environnement voit le jour. En 1987, dans le cadre de réformes fiscales, un impôt sur l'essence, destiné à inciter les gens à moins rouler, est mis en place. Ainsi, selon Claude Hubain, en 1992, « l'initiative en matière de réglementation écologique est clairement dans le camp des partis politiques établis »⁶⁸, ce qui montre l'ampleur du transfert d'idées qui se produit tout au long des années 1980 et l'évolution des mentalités. En France, où le gouvernement déclare encore après la catastrophe nucléaire de Tchernobyl en 1986 que la propagation des nuages radioactifs s'est arrêtée exactement au niveau du Rhin, épargnant ainsi la France, les préoccupations écologistes n'occupent pas encore une place aussi importante dans les programmes des autres partis établis⁶⁹. Cette caractéristique devrait cependant clairement distinguer les Verts des autres formations politiques et les aider au

⁶⁶ Cf. : Guillaume Sainteny, *Les Verts*, *op. cit.*, p. 51.

⁶⁷ Déclaration citée par Claude Hubain, dans « L'écologie en Allemagne », in : *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 122, octobre-décembre 1992, p. 6-21, ici p. 10.

⁶⁸ Cf. : *Ibid.*, p. 11.

⁶⁹ Nous reviendrons ultérieurement sur la question de la gestion, en France, de la catastrophe de Tchernobyl. Voir dans ce chapitre, le point 3-3.

niveau électoral, dans la mesure où ils renforcent leur programme environnemental et antinucléaire à partir de 1986.

Il semble donc, devant les atouts et les handicaps que présentent tour à tour les écologistes en France et en RFA, que d'autres paramètres encore permettent d'expliquer les différences nettes dans les résultats des scrutins en faveur des Verts et des Grünen. Nous allons donc maintenant nous intéresser aux modes de scrutin et aux systèmes de financement des partis en vigueur de part et d'autre du Rhin.

2-2 L'influence des modes de scrutin et du financement du parti sur le succès des partis écologistes

La France et l'Allemagne se distinguent dans leurs modes de scrutin. En ce sens, les résultats des élections ont des conséquences différentes pour les écologistes français et allemands en termes de mandats, au-delà du nombre de voix qu'ils parviennent à rassembler. Par ailleurs, le succès des partis est aussi lié à leurs ressources financières qui servent à entretenir une équipe permanente et à diffuser leurs idées par l'organisation de congrès, de conférences, de meetings ainsi que l'édition de brochures et d'affiches. Surtout, ces rentrées d'argent permettent de couvrir ou non les frais des campagnes électorales. Dans ce domaine, les écarts entre les Grünen et les Verts sont assez significatifs pour constituer un second point de comparaison.

2-2-1 Comparaison des modes de scrutin

Ferdinand Müller-Rommel réfute la thèse largement répandue, notamment par Karl-Werner Brand, selon laquelle la représentation proportionnelle avantage l'apparition de nouveaux partis, tandis que le scrutin majoritaire l'empêche. Il se base justement pour cela sur la comparaison des résultats des partis écologistes en Europe occidentale. A ce titre, la France, dont l'histoire institutionnelle est régie par le scrutin uninominal majoritaire à deux tours, et la RFA, où la représentation proportionnelle domine dans la Loi Fondamentale depuis 1949, illustre parfaitement cette thèse puisque dans les deux cas, l'existence de partis écologistes est indéniable à partir des années 1980⁷⁰. Il est cependant incontestable que ces différences dans le mode de scrutin jouent un rôle important pour les partis minoritaires et influencent de manière significative leur succès et leur marge d'action.

⁷⁰ On peut ajouter à cela que, dans les pays européens qui favorisent la représentation proportionnelle, les succès des écologistes varient énormément. Voir sur ce point : Ferdinand Müller-Rommel, *Grüne Parteien in Westeuropa, Entwicklungsphasen und Erfolgsbedingungen*, op. cit., p. 115-117.

En France, en dehors des élections européennes et d'un épisode proportionnaliste en mars 1986 pour les élections régionales et législatives⁷¹, qui ne donnent – rappelons-le – que trois sièges de conseillers régionaux et aucun mandat parlementaire aux Verts (mais qui permet l'entrée du Front national au Palais Bourbon...), la V^{ème} République est marquée par une forte préférence pour le système majoritaire, lors des élections au suffrage universel direct :

- le scrutin uninominal majoritaire à deux tours est utilisé aux élections présidentielles, législatives et cantonales ;
- le scrutin majoritaire de liste à deux tours pour les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants.

Les modalités du scrutin majoritaire renforcent la bipolarisation, ce qui pénalise les partis minoritaires. Il en est ainsi pour les élections présidentielles depuis 1962, dans la mesure où seuls les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour peuvent se présenter au second. Aux élections législatives ou cantonales, seuls les candidats ayant obtenu 12,5% des votes des inscrits, en ballottage, peuvent se présenter au second tour. Classiquement, on admet ainsi que les scrutins majoritaires cherchent à privilégier l'efficacité, encourageant les électeurs à « voter utile », et qu'ils permettent, mieux que la représentation proportionnelle, l'émergence d'une majorité de gouvernement cohérente, indispensable au régime parlementaire. Cela se fait cependant au détriment de la « justice électorale », selon laquelle chaque parti est représenté en fonction du nombre de suffrages qu'il a obtenu.

En dehors des élections européennes, ce n'est qu'au niveau des élections régionales ou pour les élections municipales dans les villes de plus de 3.500 habitants (depuis 1982) qu'une représentation proportionnelle existe. Celle-ci reflète de façon plus fidèle les choix politiques de l'électorat et supprime pratiquement les distorsions entre voix et sièges. Cependant, en France, celle-ci est limitée dans les deux cas : l'élection des conseillers régionaux se fait en effet selon une « représentation proportionnelle à la plus forte moyenne », méthode qui avantage les listes ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages, c'est-à-dire celles des grands partis politiques, et les élections municipales se font selon une « représentation proportionnelle avec correctif majoritaire » qui récompense la liste ayant obtenu la majorité absolue au premier tour ou, s'il y a un second tour, la liste arrivée en tête⁷². Il faut ajouter que pour ce genre de scrutin, les listes ayant moins de 5% des suffrages exprimés ne sont pas

⁷¹ Introduite par le gouvernement de Laurent Fabius en 1985 et présentée comme un progrès démocratique, cette mesure est davantage perçue comme une décision tactique par la droite qui rétablit le scrutin majoritaire dès son arrivée au pouvoir, par la loi du 10 juillet 1986.

⁷² Cette liste remporte la moitié des sièges à pourvoir tandis que les autres listes se partagent les sièges restants à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne.

admissibles à la répartition et celles qui ont eu moins de 10% au premier tour ne peuvent pas se présenter au second⁷³.

Dans tous les cas, si de nouveaux partis peuvent tout à fait voir le jour en France, les possibilités d'ascension rapide sont limitées par les modes de scrutin qui obligent les formations politiques à franchir un seuil d'électeurs haut placé afin de basculer du statut de petit parti, désavantagé, à celui de grand parti, favorisé dans l'attribution des mandats.

En RFA, d'une façon générale – car au niveau local, les modalités électorales peuvent varier d'un *Land* à un autre – la répartition des sièges se fait de manière proportionnelle. Certains politologues parlent cependant de « système mixte » car la répartition des sièges s'effectue en partie selon le principe du scrutin uninominal. Les électeurs bénéficient, en effet, lors des élections, de deux voix, la première servant à élire les mandats directs et la seconde à soutenir une liste électorale. Le nombre de mandats directs obtenus par chaque parti n'a pas d'influence sur la répartition des mandats qui est strictement proportionnelle au nombre de « secondes voix » rassemblées par chaque formation (méthode de répartition dite Hondt, remplacée en 1985 par la méthode Hare/Nidermeyer, censée favoriser légèrement les petits partis). Ainsi, si une formation est pénalisée par la première attribution car ses candidats sont rarement en tête, la seconde attribution permet de corriger cette injustice. Cette particularité soutient donc les petits partis dans la répartition des mandats. En France, ceux-ci se voient souvent exclure du second tour et de toute la répartition des sièges car ils ne sont pas en tête des scrutins. Le système allemand affirme donc une volonté d'équité, se rapprochant de l'idéal de « justice électorale », tout en maintenant une personnalisation du scrutin caractéristique des systèmes majoritaires⁷⁴. Cependant, ce principe de justice est tempéré depuis 1953 par l'obligation, pour participer à la répartition des mandats, de rassembler 5% des « secondes voix » et, depuis 1956, par la nécessité d'obtenir avec les « premières voix », en plus, un siège dans trois circonscriptions au moins⁷⁵. Si cette décision, visant ouvertement à couper la route aux petites formations, peut paraître sévère ou injuste aux partis minoritaires allemands, leur situation n'est pas comparable à celle de leurs homologues français qui, dans un système uninominal, doivent atteindre le chiffre de 12,5% des votes des *inscrits* pour les élections législatives et cantonales, afin d'avoir le droit de participer à un second tour où seul le meilleur candidat gagnera une représentation. A cela s'ajoute le fait que dès qu'un parti

⁷³ Sur la question des modes de scrutins en France, voir par exemple : Jean-Luc Parodi (dir), *Institutions et vie politique*, Paris, La Documentation française, 1997, p. 91-97.

⁷⁴ Cf. : Yves Mény, *Politique comparée, les démocraties en Allemagne, aux Etats-Unis, en France, en Grande-Bretagne et en Italie*, Paris, Edition Montchrétien, 1996⁵, p. 261.

⁷⁵ Pour plus de détails sur le fonctionnement précis du mode de scrutin en RFA, voir par exemple : Alfred Grosser, Henri Ménudier, *La vie politique en Allemagne Fédérale*, Paris, Armand Colin, 1981.

allemand dépasse la barre des 5%, il est représenté proportionnellement à ses performances. Ainsi, en 1983, avec seulement 5,6% des « secondes voix » aux élections fédérales, les Grünen se voient attribuer vingt-sept sièges. Dans le système majoritaire français, il faut beaucoup plus aux petits partis avant de commencer à être pris en compte et d'avoir un poids politique, même minime. En contrepartie, le système français avantage les grands partis en leur octroyant un nombre de sièges proportionnellement beaucoup plus grand que le nombre de voix obtenues⁷⁶. Autre exemple au sujet des élections municipales : en 1989, même s'ils ont réussi à rassembler 13,9% des votes à Rennes, les Verts français doivent se contenter de quatre sièges au conseil municipal. A l'inverse, la même année, avec « seulement » 10% des voix à Francfort, les Grünen sont en position d'obliger les sociaux-démocrates à négocier avec eux une coalition. Ils obtiennent ainsi plusieurs postes d'adjoint et Daniel Cohn-Bendit devient chef de service bénévole au sein de l'Office des affaires multiculturelles.

Le mode de scrutin, beaucoup plus homogène en Allemagne qu'en France et avec des orientations complètement différentes dans les deux pays, influence donc de façon significative, non pas l'existence de partis minoritaires, mais leur chance de succès et la vitesse avec laquelle ils sont représentés dans les différents échelons politiques. Ces caractéristiques électorales jouent un rôle déterminant dans l'explication du progrès, plus ou moins rapide, des écologistes des deux côtés du Rhin et permettent d'éclairer de façon mathématique un des paramètres du « miracle écologiste » en RFA dans les années 1980.

2-2-2 Le financement des partis en France et en RFA

En Allemagne, le système institué en 1949 par la Loi Fondamentale présente la particularité de constitutionnaliser les partis, en leur reconnaissant un rôle dans la construction de la vie politique du pays et dans l'exercice de la démocratie moderne. Tenant compte des enseignements du passé, cette mesure cherche aussi à soumettre les partis à une obligation de transparence. En France, l'Article 4 de la Constitution de la V^{ème} République garantit leur libre fondation et leur liberté d'activité dans le respect de la démocratie, sans toutefois leur attribuer un véritable statut. De ce fait, les partis sont longtemps restés des associations Loi 1901. Ces approches différentes ne sont pas sans effet sur la question de leurs ressources pécuniaires car d'un côté, en RFA, les partis sont insérés dans un réseau de financement public alors qu'en France, ce n'est qu'en 1988 que la première loi de financement des partis a été votée.

⁷⁶ Ainsi, les Gaullistes en 1968 et le Parti socialiste en 1981 obtiennent une majorité absolue au Parlement en étant loin de celle-ci dans les suffrages.

Si l'on ne peut pas affirmer, comme le rappelle Ferdinand Müller-Rommel⁷⁷, qu'il y ait une relation directe entre les sources de financement des partis écologistes et leurs succès électoraux, il n'en demeure pas moins que la situation financière des Grünen dans les années 1980 est bien meilleure que celle des Verts en France – et des partis écologistes en Europe en général – et que celle-ci joue un rôle dans le développement des formations politiques. L'hypothèse qui en découle est donc qu'un plus gros capital permet une meilleure répartition du budget au sein des différentes structures et sections du parti, ce qui crée de meilleures conditions de travail et contribue à la diffusion de ses idées et revendications.

Dans les démocraties occidentales, différentes formes de financement entrent en jeu pour les partis politiques. Ceux-ci peuvent disposer de ressources propres, liées par exemple aux cotisations des adhérents, à leurs publications ou à des sommes gagnées lors de meetings. L'argent peut également venir de sources privées, grâce à des dons ou legs d'entreprises, d'organisations ou de particuliers. Le financement public des partis politiques constitue une troisième source importante de revenus. Il peut se faire de manière directe, avant tout par le remboursement des frais de campagne, ou de manière indirecte : par des avantages fiscaux, le financement de groupes parlementaires, des contributions de l'Etat en nature (mise à disposition de salles, temps d'antenne gratuit sur les chaînes de télévision ou les stations de radio publiques) ou des subventions aux fondations proches des partis. Selon F. Müller-Rommel, les principales sources de revenus des partis écologistes en Europe occidentale sont les cotisations des adhérents, les dons des députés et le soutien de l'Etat par des financements directs, dans la mesure où ces partis reçoivent peu de dons de personnes physiques ou morales et que leur propre capital n'est pas assez élevé⁷⁸. Nous nous en tiendrons donc, dans notre étude, à ces trois paramètres pour comparer la situation financière des Grünen et des Verts.

⁷⁷ Ferdinand Müller-Rommel, *Grüne Parteien in Westeuropa, Entwicklungsphasen und Erfolgsbedingungen*, op. cit., p. 178-182.

⁷⁸ Cf. : *Ibid.*

Les cotisations des adhérents

Comme le prouvent les chiffres suivants, les Grünen comptent beaucoup plus d'adhérents que les Verts :

<u>Die Grünen</u>	<u>Les Verts</u>
- en 1980 : 15.000	- en 1984 : 1.500
- en 1983 : 25.000	- en 1986 : 1.500
- en 1984 : 35.000	- en 1988 : 2.000
- en 1987 : 42.000	- en 1989 : 3.000
- en 1990 : 41.000	- en 1990 : 5.000 ⁷⁹

En matière de recettes, cette situation s'avère plus avantageuse pour les Grünen, même si le niveau de leurs cotisations est beaucoup plus bas : ils perçoivent en effet, en 1989, 5 DM par mois des adhérents qui ne travaillent pas et 10 DM des autres, contre l'équivalent de 80 DM par mois et par adhérent en France, la même année. Ainsi par exemple, nous pouvons supposer que les cotisations représentent entre 205.000 et 410.000 DM par mois (selon le profil de leurs adhérents) en 1990 pour les Grünen, tandis que les Verts ne peuvent encaisser à cette date que l'équivalent de 200.000 DM – si tant est que les cotisations soient payées régulièrement, ce qui est moins le cas en France qu'en Allemagne.

Les dons des parlementaires

En Allemagne, les députés écologistes sont tenus de reverser entre 20 et 30% de leurs revenus, sous forme de dons, à un « Fond écologique » (*Ökofond*) dont la gestion est décentralisée (décision de l'assemblée extraordinaire des Grünen à Stuttgart-Sindelfingen en 1983). Avec 27 députés au Bundestag entre 1983 et 1987, puis 44 jusqu'en 1990, et des représentants dans sept diètes régionales et à Berlin-Ouest, cela représente une certaine somme. En comparaison, même si cette règle prévalait en France, elle n'aiderait en rien les écologistes français dans la mesure où ils n'ont aucun député avant 1997 au Palais Bourbon et uniquement trois conseillers régionaux jusqu'en 1992.

⁷⁹ Chiffres des adhérents aux Verts : selon les estimations de Guillaume Sainteny, dans la mesure où les indications du parti semblent surestimées. Cf. : *Les Verts, op. cit.*, p. 91. Les chiffres allemands sont ceux des Grünen, confirmés par diverses sources.

Le soutien de l'Etat par des moyens publics

A l'échelle de l'Europe, c'est la source de revenu la plus importante pour les partis écologistes, avant tout dans le cadre des remboursements des frais électoraux, lesquels serviront ici de base de comparaison.

Globalement, depuis 1966, l'Etat rembourse en Allemagne les frais de campagne à tous les partis ayant participé aux élections « avec leurs propres propositions électorales ». Lors de chaque élection, le budget fédéral met donc à la disposition des partis des fonds représentant une certaine somme par électeur inscrit (3,50 DM pour les législatives de 1983, 2,50 DM à l'origine), ce montant global étant réparti entre les partis ayant obtenu 0,5% des voix au moins pour des élections fédérales ou européennes et 1% des scrutins aux élections régionales⁸⁰. En France, ce n'est qu'à partir de la loi du 11 mars 1988 que les partis peuvent recevoir une subvention de l'Etat, aucune législation spécifique n'existant avant cette date pour le financement des partis. Cependant, selon ces nouvelles dispositions, les frais électoraux ne sont remboursés qu'aux partis ayant rassemblé, au niveau national, au moins 5% des votes. A cela s'ajoute le fait que le financement public des partis dépend uniquement du nombre de suffrages obtenu aux élections législatives et du nombre de parlementaires⁸¹. Les Verts n'ayant pas de députés avant 1997 à l'Assemblée nationale, ils sont donc tenus à l'écart de toute subvention publique jusqu'à cette date.

De cette façon, entre l'entrée en vigueur de la loi en 1988 et décembre 1989, les Verts se présentent aux élections présidentielles d'avril 1988, aux législatives de juin, aux cantonales d'octobre ainsi qu'aux municipales du mois de mars 1989 et aux européennes en juin. C'est seulement à ces dernières élections qu'ils passent la barre des 5% au plan national mais ils ne peuvent tout de même pas bénéficier d'un remboursement de leurs frais de campagne, n'ayant pas de députés à l'Assemblée nationale.

Ainsi, selon les constatations amères de deux Verts français, pour les élections européennes de 1979 (où les écologistes rassemblent des deux côtés du Rhin environ 900.000 voix, soit 4,4% des votes en France et 3,2% en RFA) : « les écologistes français, qui ont manqué de peu l'élection de 4 députés, sont obligés prioritairement de rembourser leurs dettes. Les écologistes allemands peuvent, avec des moyens désormais considérables,

⁸⁰ Cf. : Frédéric Weil, « La crise du financement des partis politiques en République Fédérale d'Allemagne » in : *Revue d'Allemagne*, Tome XIX, n° 2, avril-juin 1987, p. 163-195 ; Karl-Heinz Naßmacher, « Parteienfinanzierung in Deutschland » in : Gerrit Manssen, *Die Finanzierung von politischen Parteien in Europa : Bestandsaufnahme und europäische Perspektive*, Frankfurt/Berlin/New York/Oxford, Lang Verlag, 2008, p. 157-176.

⁸¹ Sur la question du financement des partis politiques en France, voir notamment : Pierre Pactet, *Les Institutions françaises*, Paris, Que sais-je ?, P.U.F., 2006¹¹, p. 56-61.

développer les Grünen (...) qu'ils ont créés en mars 1979 »⁸². En effet, les Français sont endettés de quelques millions et matériellement ralentis tandis qu'en touchant plusieurs deutschemarks par électeur, les Allemands ont assez de moyens pour réunir trois fois, entre janvier et juin 1980, leur assemblée générale, afin de discuter d'un programme commun et de l'organisation générale du parti qu'ils viennent de créer. Pour l'année 1983 par exemple, les remboursements des frais électoraux représentent 70,2% des ressources des Grünen et entre 1983 et 1987, le parti est financé en moyenne à 83,9% par l'argent public⁸³. On mesure ici le rôle de ce dernier, en particulier dans la phase de fondation du parti, car, en comparaison, les cotisations représentent avant 1990 moins de 10% du budget total du parti. De leur côté, non sans dénoncer « un barrage financier redoutable » et le fait que « les principes les plus élémentaires de la démocratie sont bafoués », les écologistes français sont obligés, avant chaque élection, de lancer une campagne de souscription nationale en direction de leurs militants et sympathisants⁸⁴. Pour les élections européennes de 1984, leur campagne est financée pour un tiers par les militants et pour deux tiers par les partis écologistes belges – Ecolo et Agalev apportent une caution bancaire de 450.000 francs – et par les Grünen qui font un don équivalent à 1,33 million de francs et un prêt sur un an sans intérêt de 30.000 DM (soit environ 100.000 francs)⁸⁵. A l'issue de ce scrutin, les Verts (3,4% des suffrages) ne bénéficient d'aucun remboursement de l'Etat, tandis que les Grünen, qui ont rassemblé plus de deux millions de voix (8,2% des suffrages), empochent dix-huit millions de deutschemarks, soit près de soixante millions de francs⁸⁶. De même, en 1986, les écologistes français sont tentés d'expliquer leur défaite aux élections législatives et régionales par le fait qu'avec moins de 5 millions de francs de budget global, leur campagne a été « semi-clandestine » et « molle », le parti n'ayant pas d'argent pour imprimer des affiches vraiment informatives, organiser de véritables meetings de campagne et utiliser suffisamment les moyens de communication⁸⁷.

⁸² Cf. : Jean-Luc Bennaïm, Agnès Roche, *Des Verts de toutes les couleurs. Histoire et sociologie du mouvement écologiste*, op. cit., p. 88. Ces deux auteurs se rapportent à la création de *SPV-Die Grünen* pour évoquer la date de mars 1979.

⁸³ Cf. : Frédéric Weil, « La crise du financement des partis politiques en République Fédérale d'Allemagne », *art. cit.*, p. 172.

⁸⁴ Cf. : Europe-Ecologie, « Souscription nationale pour les élections au Parlement Européen », texte publié dans la magazine *Ecologie*, n° 306, 18-31.01.1979, p. 17 ; Les Verts, « Souscription 18 Juin 89 : les Verts au Parlement Européen », appel publié dans le magazine *Combat Nature*, n° 85, mai 1989, p. 36. Les citations viennent du second texte.

⁸⁵ Cf. : Michel Delore (délégué aux relations internationales des Verts), « Les verts européens entrent en lice... », *Ecologie*, n° 355, 1^{er} trimestre 1984, p. 26-27.

⁸⁶ Cf. : Michel Delore, « Pour une alternative verte », *Ecologie*, n° 357, 3^{ème} trimestre 1984, p. 20-21.

⁸⁷ Cf. : Jean Carlier, « Le vert est gris, ce printemps », *Ecologie*, n° 370, mars-avril 1986, p. 13.

En résumé sur cette question pécuniaire, il faut donc constater que les Grünen ne se financent pas beaucoup par les cotisations de leurs adhérents, mais qu'ils bénéficient des dons de leurs parlementaires et d'un soutien de l'Etat important, surtout sous forme de remboursements des frais de campagne. Ainsi par exemple, sur l'ensemble de leur comptabilité entre 1984 et 1987, les Grünen ne connaissent que des dividendes positifs⁸⁸. A l'opposé, les Verts français rassemblent encore moins d'argent que leurs homologues allemands par l'intermédiaire des cotisations et ils n'ont aucune source de revenus importante, ne bénéficiant d'aucun soutien de l'Etat, si ce n'est indirect et non monétaire. Dans ces conditions, le parti ne peut connaître que des difficultés financières qui freinent son développement.

Au regard de ces différences quant au succès des écologistes sur la scène politique en France et en Allemagne, nous pouvons ordonner les Grünen et les Verts dans différentes catégories de la classification des partis écologistes d'Europe occidentale opérée par Ferdinand Müller-Rommel. Celui-ci part en effet de l'observation de la pénétration des écologistes dans le système politique de leur pays jusqu'en 1990 pour différencier quatre sortes de verts :

- I : les partis « professionnalisés » (*die Professionnalisierten*), qui en 1990 existent déjà depuis quinze ans, ont rapidement après leur apparition participé à des élections locales et régionales et se sont organisés au niveau national. Ils se présentent alors en 1990 comme des partis stables, qui se sont *nolens volens* professionnalisés et qui se rapprochent des partis établis.
- II : les « débutants au Parlement » (*die Parlamentsneulinge*) qui, après leur unification au niveau national, ont réussi en une période de temps relativement courte à entrer dans le Parlement national.
- III : les partis « prêts à entrer au Parlement » (*die Vorparlamentarier*), créés à différentes époques, organisés au niveau national, qui n'ont pas encore réussi à s'imposer au Parlement mais qui ont déjà une expérience locale ou européenne.
- IV : les partis « non-professionnels » (*die Unprofessionellen*), organisés à l'échelle du pays, qui ont déjà participé à des élections, mais sans réussir à être représentés, ni au Parlement national, ni au Parlement européen⁸⁹.

⁸⁸ Cf. : Ferdinand Müller-Rommel, Thomas Poguntke, « Die Grünen », *art. cit.*, p. 344-345.

⁸⁹ Cf. : Ferdinand Müller-Rommel, *Grüne Parteien in Westeuropa, Entwicklungsphasen und Erfolgsbedingungen*, *op. cit.*, p. 87-89.

Dans cette classification, les Grünen appartiennent en 1990 (avant la réunification) à la première catégorie, celle des partis écologistes qui ont percé, tandis que les Verts ne sont encore que dans la troisième, prêts à entrer véritablement en scène, mais retardés dans leur progression.

Dans les deux cas, malgré les différences, il est incontestable que les écologistes ont contribué à déstabiliser le système des partis de leur pays respectif. En Allemagne, l'entrée des Grünen au Bundestag et dans la majeure partie des diètes régionales constitue ainsi un tournant dans la politique allemande. Les Verts, sans avoir cette influence en France, sont quand même bien représentés au niveau local à partir de 1989, où leur arrivée dans le paysage politique est ressentie comme une « bouffée d'oxygène » par l'opinion publique⁹⁰. De ce fait, ils contribuent, à côté du Front national, à rompre le système partisan bipolaire en vigueur depuis les années 1960. En ce sens, il semble intéressant de compléter la classification de Ferdinand Müller-Rommel par celle de Paul Lucardie, en considérant les partis écologistes non seulement selon leur évolution propre, mais en prenant en compte leur position sur l'échiquier politique, par rapport aux clivages dominants.

Sous cet angle d'analyse, Paul Lucardie distingue alors cinq positions essentielles pour les partis écologistes :

- A : « une situation marginale, largement déterminée par le système électoral ou bien par les clivages sociaux » et que connaissent les écologistes, soit dans les pays les moins développés où les préoccupations « post-matérialistes » ne sont pas très grandes, soit dans les pays riches où les valeurs « post-matérialistes » sont importantes, mais où le système politique est dominé par une confrontation bipartite et des modes de scrutins défavorables.
- B : « une position presque aussi marginale, à l'ombre d'autres formations plus ou moins vertes » et que connaissent souvent les partis les plus éco-centriques, se retrouvant à l'ombre d'une « nouvelle gauche ».
- C : « une posture isolée, fondée sur le thème 'ni droite ni gauche' » qui est celle de plusieurs partis écologistes en Europe, même si ces derniers peuvent être classés au centre-gauche car ils sont contre l'étatisme et la planification de la gauche socialiste, mais pour un Etat social et contre le néolibéralisme du marché. Cependant, cette position est instable, selon Paul Lucardie, et ces partis évoluent tôt ou tard vers une position de type A/B ou D.
- D : « une position de parti modéré ou de centre-gauche, en alliance avec la social-démocratie », dans la mesure où, dans les systèmes relativement polarisés entre la gauche et la droite, cet allié écologiste est recherché par la gauche traditionnelle. Des accords sont donc signés entre eux, sur la base d'un ennemi commun : la droite. Ce genre de coalition implique

⁹⁰ Cf. : Jérôme Vialatte, *Les partis Verts en Europe occidentale*, op. cit., p. 205.

cependant que les écologistes se modèrent, en s'éloignant complètement du radicalisme oppositionnel, et se professionnalisent.

- E : « une position de parti radical ou de gauche-alternative, en concurrence avec la social-démocratie », quand les écologistes représentent le concurrent le plus sérieux du parti social-démocrate et qu'ils sont prêts à faire aussi des alliances avec le centre, les libéraux ou les démocrates-chrétiens⁹¹.

Dans ce nouveau classement, les Verts français entrent dans les années 1980 dans la catégorie C, celle des partis « ni... ni... », conformément à la position d'isolement qu'ils ont choisie et dont la figure emblématique est Antoine Waechter. Ce n'est qu'à partir de 1997 que les Verts se déplaceront vers la catégorie D, en participant à l'alliance rassemblant les partis de la « gauche plurielle »⁹², en entrant au Parlement et au gouvernement. Les Grünen, eux, sont placés par Paul Lucardie entre 1980 et 1994 dans le dernier groupe (E) dans la mesure où ils représentent une force non négligeable qui veut changer le système politique et social de la RFA et « vivre autrement », avant que les Grünen ne rejoignent la catégorie D et ne soient plus perçus par l'opinion publique comme une opposition radicale de gauche, cette position étant alors incarnée par d'autres partis tels que le PDS (*Partei des Demokratischen Sozialismus*), issu du Parti communiste de la RDA (SED). Dans les années 1980 en tout cas, les Grünen sont certes un petit parti dans le système partisan de l'époque, mais ils présentent – plus qu'en France – deux caractéristiques importantes : ils jouissent d'un potentiel de coalition, au regard de leur succès croissant et du fait qu'ils ne rejettent pas, par principe, les alliances, et d'un potentiel de pression vis-à-vis des partis établis, grâce à leur force de mobilisation extra-parlementaire. Cela contribue à faire de ce parti un acteur à part entière dans le système politique de RFA, malgré son envergure modeste, ce qui explique aussi l'intérêt que lui portent des médias (au-delà des diverses querelles entre « *Fundis* » et « *Realos* ») et renforce une fois de plus l'impression que les écologistes allemands connaissent un large succès. De plus, comme nous allons le voir maintenant, cette image très contrastée de l'écologie politique en France et en Allemagne est encore renforcée par le fait que, dans les années 1980, toute l'Allemagne semble prendre au sérieux les questions environnementales et même les positions du parti écologiste, ce qui est loin d'être le cas en France.

⁹¹ Cf. : Paul Lucardie, « Comment qualifier et répertorier les partis verts ? » in : Pascal Delwil, Jean-Michel De Waele (dir.), *Les partis verts en Europe*, op. cit., p. 63-70.

⁹² La « gauche plurielle » est constituée des partis suivants : Parti socialiste, Parti communiste, Les Verts, Mouvement des citoyens, Parti radical de gauche.

III Querelles franco-allemandes sur fond d'enjeux écologiques

Au cours des années 1980, plusieurs dossiers écologiques de dimension européenne vont faire l'objet, de part et d'autre du Rhin, de traitements fort différents par les pouvoirs publics. Pris au sérieux en RFA, où les décideurs politiques s'attachent à démontrer l'intérêt qu'ils portent à ces questions et leur volonté de trouver des solutions pour améliorer la situation, ils vont plutôt être gérés de façon prudente par les autorités françaises – à moins même que Paris ne mette tout son engagement pour freiner le traitement de ces dossiers ou tente même d'en nier l'existence. L'exemple le plus célèbre ici, et que nous avons déjà évoqué rapidement, concerne la gestion en France des conséquences de l'explosion du réacteur nucléaire de Tchernobyl, au mois d'avril 1986. La question des pluies acides et de « la mort des forêts » (*Waldsterben*), tout comme celle de l'introduction en Europe de l'essence sans plomb et des pots catalytiques sur les automobiles, sont d'autres exemples qui ne manquent pas d'entraîner des querelles franco-allemandes. Celles-ci renforcent l'impression que la France est loin de sa « révolution verte » et que le courant écologiste est insignifiant, tandis que celui-ci gagne du terrain en Allemagne. A ce propos, nous verrons également que les Grünen se retrouvent même au cœur d'une polémique franco-allemande au cours des années 1980 dans la mesure où l'influence politique des écologistes allemands inquiète dans l'Hexagone et qu'en pleine Guerre froide, certaines personnalités craignent à travers eux une déstabilisation de l'équilibre international.

3-1 La question du « *Waldsterben* »

A posteriori, il a été démontré qu'entre 1978 et 1985, un certain nombre d'aléas climatiques particulièrement intenses (gel, sécheresse, tempêtes), associés à des phénomènes classiques de déstabilisation de l'espace sylvicole (incendies, champignons, insectes, bactéries), ont été en premier lieu à l'origine d'une phase d'affaiblissement de la forêt ouest-allemande dans certaines zones géographiques⁹³. Au début des années 1980, l'observation de cette évolution suscite toutefois de fortes inquiétudes auprès d'une partie de la communauté scientifique allemande qui cerne mal ce phénomène. En 1979, le géologue Bernhard Ulrich

⁹³ La revue scientifique britannique *Nature*, dans son numéro de novembre 1988, est l'une des premières publications à défendre cette thèse.

avance une explication nouvelle en considérant que c'est la pollution atmosphérique qui est en cause. Selon lui, une trop grande concentration d'oxydes de soufre et d'oxydes d'azote (produits notamment par l'industrie, les centrales électriques, le chauffage et les transports) est à l'origine de pluies acides qui détruisent les arbres. Même si à partir des années 1970, dès le premier « Programme pour l'environnement » (*Umweltprogramm*) de Willy Brandt en 1971, le gouvernement fédéral s'est attaché à réduire de façon drastique la pollution atmosphérique générée par le secteur secondaire⁹⁴, le professeur Ulrich lance la polémique en pronostiquant en 1981 que les premières forêts allemandes vont mourir en moins de cinq ans. La question du « *Waldsterben* », du dépérissement des forêts⁹⁵, nourrie par les thèses de plusieurs scientifiques, soulève alors un vent de panique auprès des médias, de l'opinion publique et de la classe politique. Elle se transforme en véritable drame national qui ne s'amenuise qu'au début des années 2000, notamment quand Renate Künast (*1955) – membre des Grünen et ministre fédéral pour la Défense du consommateur, l'Alimentation et l'Agriculture au sein de la coalition « rouge-verte » (1998-2005) – déclare à l'été 2003 que ce phénomène a pris fin.

Dans ce contexte, notons notamment le rôle du magazine d'information *Der Spiegel*, qui est l'un des premiers médias à relayer les thèses de Bernhard Ulrich et des scientifiques qui le soutiennent, parlant dès novembre 1981 de « bombe à retardement » et de « catastrophe environnementale d'une ampleur inimaginable »⁹⁶. Tout au long de la décennie, il rapporte les propos alarmistes des scientifiques et entretient ainsi un climat d'insécurité sur l'avenir du paysage allemand et de la santé publique⁹⁷. Les associations de protection de la nature jouent également un rôle prépondérant en s'exprimant régulièrement dans la presse, au titre de spécialistes du problème, et en diffusant des paroles inquiétantes, telles que « D'abord, c'est la forêt qui meurt, puis c'est l'homme » (*Erst stirbt der Wald, dann stirbt der Mensch*). Le BUND (auquel participe la branche allemande des Amis de la Terre), soutenu par le BBU⁹⁸, considère ainsi en 1983 que la zone des forêts malades a doublé en moins d'un an, que des centaines de plantes et d'animaux sont menacés et qu'au train où vont les choses, le pays va

⁹⁴ Cf. : Chapitre 5, point 1-2.

⁹⁵ En France, le terme de « *Waldsterben* », parfois repris directement en allemand, est souvent traduit par ce qui est considéré comme la cause du dépérissement des forêts : le problème des pluies acides.

⁹⁶ Cf. : « *Saurer Regen über Deutschland. Der Wald stirbt* », *Der Spiegel*, 16.11.1981, page de couverture. Les citations (« *Zeitbombe* », « *Umweltkatastrophe von unvorstellbarem Ausmaß* ») sont issues de l'article : « *Säureregen : Da liegt was in der Luft* », p. 96-110. Ce dossier sur « la forêt qui meurt » est traité dans trois numéros du *Spiegel* au mois de novembre 1981.

⁹⁷ Voir à titre d'exemples : « *Wir stehen vor einem ökologischen Hiroshima* », *Der Spiegel*, 14.02.1983, p. 72 ; « *Saurer Regen: Lebensgefahr für Babys* », *Der Spiegel*, 10.01.1984, page de couverture ; « *Saurer Regen : Der Schaden ist irreparabel* », *Der Spiegel*, 9.04.1984, p. 91-95, etc. Ces articles se poursuivent dans les années 1990.

⁹⁸ Rappel. BUND : *Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschlands* ; BBU : *Bundesverband Bürgerinitiativen Umweltschutz*.

se retrouver rapidement face à un problème « de déboisement laissant place à des steppes et à des paysages karstiques »⁹⁹.

Confrontés, en plus des experts et des associations de protection de la nature, à une opinion publique largement concernée par cette question environnementale et un parti écologiste national nouvellement créé, les responsables politiques du SPD et de la CDU/CSU s'empresment de réagir – et d'abonder dans le sens de la catastrophe. En 1981, le gouvernement fédéral (SPD-FDP) lance l'opération « *Rettet den Wald* » (Sauvez la forêt) ainsi qu'un programme de recherche sur les dégâts forestiers (*Waldschadensforschung*). Une campagne visant à répertorier les arbres malades en fonction de leur perte d'aiguilles et de feuilles, cautionnée par le nouveau cabinet de Helmut Kohl à partir de 1983, se révèle catastrophique dans la mesure où cette méthode peu scientifique comptabilise comme « atteints » des arbres sains, qui perdent aiguilles ou feuillages de façon tout à fait régulière. Plus de 30% de la forêt allemande est ainsi considérée comme endommagée en 1983, 50% en 1985. Toute tentative du gouvernement pour changer de démarche est présentée dans les médias comme une volonté des pouvoirs publics de cacher la réalité et de banaliser le dépérissement des forêts¹⁰⁰.

Dans cette crise, les Grünen participent activement aux débats. Pour la campagne des élections législatives de 1983, ils collent par exemple des affiches dans toutes les grandes villes de RFA, reprenant le projet du SPD : « *Rettet den Wald* » et, soutenus par quatorze fédérations d'associations pour la protection de la nature et de l'environnement, ils exigent la mise en place d'un « programme immédiat » (*Sofortprogramm*) pour nettoyer rapidement toutes les grandes centrales électriques du pays. Membres de la diète régionale de Hesse depuis 1982, ils font également pression sur le cabinet de Holger Börner qui annonce l'installation d'équipements de désulfuration dans le secteur industriel et un programme d'assainissement des émissions des centrales à charbon. Leur présence aux élections pour le Bundestag en 1983 puis aux européennes de 1984 – à l'occasion desquelles les Grünen prennent leur envol dans la sphère politique allemande, soutenus notamment par le vote des électeurs du sud du pays, la zone la plus touchée par le « *Waldsterben* » – pousse la CDU/CSU et le SPD à renforcer leur programme environnemental. Hans-Jochen Vogel (*1926), le candidat désigné du SPD pour succéder à Helmut Schmidt, annonce ainsi en janvier 1983 qu'il souhaite organiser une conférence extraordinaire sur le sujet, rassemblant tous les gouvernements du pays, au niveau des *Länder* et à l'échelon fédéral. La CDU et la

⁹⁹ « *Entwaldung und damit Versteppung und Verkarstung* », opinion du BUND, rapportée in : « *Wir stehen vor einem ökologischen Hiroshima* », *Der Spiegel*, art. cit.

¹⁰⁰ Voir à ce sujet : « Chronik einer Panik », *Die Zeit*, 9.12.2004, p. 39.

CSU déclarent de leur côté que la lutte contre les pluies acides, parallèlement au maintien de la paix, est pour les prochaines années « la mission la plus importante de l'humanité » (*die wichtigste Aufgabe der Menschheit*). Friedrich Zimmermann (*1925, membre de la CSU), ministre de l'Environnement en 1982-1983 dans le gouvernement de transition d'Helmut Kohl, considère que la protection de la forêt « n'est pas un monopole des forces politiques à gauche du centre » mais « une tâche ancrée au sein de la pensée conservatrice »¹⁰¹. Notons au passage qu'au cours des années 1980, la CDU et la CSU tiendront largement leurs promesses de campagne en matière de politique écologique. Elles prolongent les efforts entrepris du temps des chanceliers Brandt et Schmidt si bien que la RFA se dote en quelques années d'une des juridictions les plus strictes en Europe en matière de pollution atmosphérique.

En France, ce phénomène de dépérissement des forêts est peu mentionné dans la première moitié des années 1980. Ce n'est qu'à partir de 1984, conformément aux accords internationaux¹⁰², que le gouvernement commande plusieurs rapports sur le sujet des pluies acides¹⁰³ et prend les premières mesures pour réduire les émissions dans l'atmosphère d'oxyde de carbone, d'oxyde d'azote et d'hydrocarbures¹⁰⁴. C'est seulement en 1985 que les experts commencent à tirer la sonnette d'alarme¹⁰⁵, que l'Assemblée nationale est chargée d'une mission d'enquête confiée au député Jean Valroff (PS) et que le Programme européen d'observation et de recherche sur le dépérissement des forêts attribué à la pollution atmosphérique (DEFORPA) se met en place sur le territoire. En ce sens, un rapport sur les forêts françaises du professeur de biologie allemand Günther Reichelt, publié par le BUND en septembre 1983 et selon lequel d'ici cinq ans, les forêts des Vosges devraient dépérir comme les forêts allemandes, est considéré comme absurde par les scientifiques français. Dans la presse, les responsables du ministère de l'Agriculture, du Muséum d'histoire naturelle et de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) s'empressent de souligner la multitude de causes connues tendant à expliquer ce phénomène qu'ils considèrent comme peu

¹⁰¹ « kein Monopol politischer Kräfte links von der Mitte », « eine im konservativen Denken beheimatete Aufgabe ». Citations de la CDU et de la CSU reproduite in : « *Wir stehen vor einem ökologischen Hiroshima* », *Der Spiegel*, art. cit.

¹⁰² Cf. : A Ottawa (Canada), les 20 et 21 mars 1984, les ministres de l'Environnement de dix pays, dont la France et la RFA, s'engagent à réduire de 30% d'ici 1993 leurs émissions de dioxyde de soufre.

¹⁰³ Cf. : Secrétariat d'Etat à l'Environnement et à la Qualité de la vie, *Livre blanc sur les pluies acides : première approche scientifique du problème en France*, Paris, Secrétariat d'Etat à l'Environnement, juin 1984 ; Secrétariat d'Etat à l'Environnement et à la Qualité de la vie, *La lutte contre les pluies acides*, Paris, Secrétariat d'Etat à l'Environnement, décembre 1984.

¹⁰⁴ Cf. : Décision prise au conseil des ministres du 19 décembre 1984. Compte-rendu in : « Au conseil des ministres : offensive tous azimuts contre les pluies acides », *Le Monde*, 20.12.1984, p. 30. (Remarquons que cette nouvelle, annoncée page 30 dans *Le Monde*, est loin de faire les gros titres de la presse française.) Sur cette question, voir également le discours de F. Mitterrand au sujet des pluies acides qui n'ont pas de frontières, prononcé au Parlement européen, le 24 mai 1984.

¹⁰⁵ Cf. : « Forêts : l'inexorable gangrène. Pluies acides et ozone : le cri d'alarme des spécialistes français », *Le Figaro*, 10.05.1985, p. 13.

alarmant dans l'Hexagone et dû aussi à des problèmes de mauvaise gestion des espaces sylvicoles dans la mesure où certaines régions ont été reboisées avec des espèces incapables de supporter les conditions climatiques¹⁰⁶. *Le Monde* souligne également la faiblesse méthodologique des mesures allemandes dont les critères « globalisent les résultats en extrapolant » :

« Voilà donc l'explication des nouvelles alarmantes du genre 'la moitié de la forêt allemande malade' ou 'un tiers de la forêt allemande mourante'. Effets déformants de la statistique par extrapolation, souvent renforcés pour des motifs politiques. »¹⁰⁷

Même après 1985, en dépit du fait que la santé des forêts est altérée sur certaines parties du territoire et qu'à la suite du rapport du député Jean Valroff, la France prend la décision d'intensifier son action contre la pollution atmosphérique pour la période 1985-1988, l'ambiance générale n'est pas à l'inquiétude dans le pays. Le directeur du département de santé des forêts, nouvellement créé au sein du ministère de l'Agriculture, déclare ainsi que « la situation n'est pas dramatique ». *Le Figaro* insiste sur le fait que si les forêts meurent, c'est simplement qu'elles sont « ravagées par les insectes, les champignons, la pollution, le mauvais temps » et qu'« un dispositif de surveillance et d'intervention vient d'être mis sur pied pour remédier au mal »¹⁰⁸. L'industrie française et le MEDEF (organisation patronale représentant les dirigeants des entreprises françaises¹⁰⁹) se défendent contre les pressions vis-à-vis du dépérissement des forêts en soulignant que l'air est pur en France, grâce notamment aux centrales nucléaires.

Quant aux écologistes français, au début des années 1980, ils sont avant tout mobilisés contre les essais atomiques du gouvernement à Mururoa et, en juillet 1985, par l'affaire du *Rainbow Warrior*¹¹⁰. Ils s'opposent également à la mise en service du surgénérateur de Creys-Malville, Superphénix, qui est effective en 1985. En outre, ils suivent de près la question des nitrates en Bretagne qui posent des problèmes au niveau de la préservation des sols, de l'agriculture et de la qualité de l'eau. Ils partent aussi en guerre contre la politique de décentralisation telle qu'elle est conçue par le gouvernement, notamment contre le TGV atlantique, « instrument de la décentralisation qui causerait des atteintes non négligeables sur

¹⁰⁶ Cf. : « Arbres en péril », *Le Figaro*, 12.09.1983, p. 36 ; « Une autre forêt pour l'an 2000 », *Le Figaro*, 14.09.1983, p. 11.

¹⁰⁷ Cf. : « Autopsie de la forêt ouest-allemande », *Le Monde*, 28.03.1985, p. 1 et 22, ici p. 22.

¹⁰⁸ Cf. : « Forêts françaises : l'inquiétude », *Le Figaro*, 11.05.1988, p. 14.

¹⁰⁹ MEDEF est l'abréviation de : Mouvement des entreprises de France.

¹¹⁰ Le 10 juillet 1985, les services secrets français coulent dans le port d'Auckland, en Nouvelle-Zélande, le *Rainbow Warrior*, un bateau de l'organisation écologiste *Greenpeace* en route pour Mururoa. Cette opération fait une victime parmi l'équipage, le photographe d'origine portugaise Fernando Pereira. Elle déclenche un incident diplomatique avec la Nouvelle-Zélande et un scandale en France.

l'environnement »¹¹¹. En ce sens, la question du dépérissement des forêts, peu constatée sur le territoire français en dehors d'Alsace, n'est pas au centre de leurs préoccupations. Ce n'est qu'en 1984 que les Amis de la Terre organisent une campagne d'information sur les pluies acides et cherchent à imposer au niveau européen un plan de lutte contre la « peste verte »¹¹².

Ces décalages entre les réactions de l'opinion publique allemande et française sur la question du « *Waldsterben* », mais aussi les écarts dans l'implication des médias, des experts, des écologistes et des pouvoirs publics de part et d'autre du Rhin, conduisent à des difficultés de compréhension mutuelle qui ne manquent pas de nourrir les clichés et les stéréotypes franco-allemands. Ainsi, les médias allemands diffusent l'image d'une France qui prend les questions d'environnement à la légère et ferme les yeux sur le « *Waldsterben* »¹¹³, considérant qu'il s'agit là surtout d'un problème allemand¹¹⁴. Ils dénoncent le fait que les Français comptent sur leurs centrales nucléaires pour se sortir d'affaire¹¹⁵ et qu'en France, les stratégies électorales l'emportent sur la préservation de la nature. Le grand hebdomadaire allemand *Die Zeit* écrit ainsi :

« En 1985, un an avant les élections, le gouvernement socialiste préfère protéger les emplois plutôt que l'environnement. Avec près de 300.000 chômeurs supplémentaires en 1984, le chômage, qui est monté à bien 2,3 millions de personnes, est le sujet numéro un de la campagne électorale en France. En comparaison, une politique environnementale efficace promet à peine de faire gagner des voix. C'est un signe supplémentaire du fait qu'il manque encore à beaucoup de Français toute conscience environnementale, dans les petites comme dans les grandes choses. »¹¹⁶

Pour arranger le tout, les médias allemands se montrent scandalisés par le fait qu'au sujet de la lutte contre le dépérissement des forêts, même l'intervention directe d'Helmut Kohl auprès de François Mitterrand n'est suivie d'aucune mesure concrète en France¹¹⁷. En

¹¹¹ Cf. : « Contre le TGV Atlantique », *Le Courrier de la Baleine*, n° 64, été 1983, p. 12.

¹¹² Cf. : « Pluies acides : la peste verte », *La Baleine*, n° 66, hiver 1984, p. 10.

¹¹³ Voir par exemple : « Franzosen glauben Alarmmeldungen über Waldsterben nicht », *Frankfurter Rundschau*, 17.09.1983, p. 7 ; « Die grüne Illusion. Noch glauben die Franzosen, daß sie vom Waldsterben verschont bleiben », *Die Zeit*, 1.03.1985, p. 28 ; « Wenig besorgt um die Umwelt », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 2.10.1985, p. 7.

¹¹⁴ Cf. : « 20 Prozent des Vogesen-Waldes geschädigt », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 30.08.1985, p. 1 ; « Saurer Regen ist für die Franzosen kein Thema », *Die Welt*, 17.02.1988, p. 2.

¹¹⁵ Cf. : « Die Atomkraft hat die französischen Wälder nicht gerettet », *Frankfurter Rundschau*, 10.09.1983, p. 2.

¹¹⁶ « Im Vorwahljahr 1985 schützt die sozialistische Regierung lieber Arbeitsplätze statt die Umwelt. In Frankreich ist die Arbeitslosigkeit, die 1984 um fast dreihunderttausend auf gut 2,3 Millionen stieg, Wahlthema Nummer eins, während eine konsequente Umweltpolitik kaum Stimmengewinne verheißt. Das ist ein Zeichen mehr dafür, daß vielen Franzosen noch jegliches Umweltbewußtsein fehlt, in kleinen wie in großen Dingen. » Cf. : « Die grüne Illusion... », *Die Zeit*, art. cit.

¹¹⁷ Cf. : Lors d'une rencontre dans les Vosges en juillet 1983, le chancelier allemand aborde auprès de son homologue français la question du danger encouru par les forêts européennes.

outre, ils acceptent mal les sarcasmes de la part de l'intelligentsia française qui s'amuse de ce nouvel émoi de l'âme allemande¹¹⁸.

De leur côté, à propos du « *Waldsterben* », les médias français renforcent l'image qu'ils ont d'une Allemagne romantique, où tous les Allemands sont des amoureux de la nature qui s'affolent face à la pollution des forêts en lançant des cris d'alarme complètement disproportionnés par rapport aux dangers réels et qui tendent au pessimisme dans chacun de leurs verdicts¹¹⁹. Ils soulignent également combien les associations de protection de l'environnement et les écologistes sont devenus tout puissants puisqu'ils font régner la panique au sein de la population et « traquent » les gouvernants, ce qui force ces derniers à prendre des mesures inconsidérées, en acceptant de recourir par exemple à des statistiques absurdes, pour satisfaire une opinion publique en plein désarroi. Peu passionnés, en général, par le sujet du dépérissement des forêts, les journaux français critiquent donc surtout la « précipitation » allemande et la « surenchère à laquelle se sont livrés les grands partis et (...) [qui] n'a pas aidé à calmer les débats »¹²⁰.

« Les relations franco-allemandes des dernières années », écrit Werner Gephart dans l'ouvrage édité en 1990 par Jacques Leenhardt et Robert Picht, *Au jardin des malentendus. Le commerce franco-allemand des idées*, « ont sans nul doute été très profondément marquées par les attitudes à la fois divergentes et analogues des deux pays vis-à-vis de la nature. Tandis que se développait en Allemagne fédérale un goût toujours plus grand pour la nature, on constatait au contraire en France un scepticisme, voire une certaine ironie à l'égard du culte allemand de la nature »¹²¹.

3-2 Essence sans plomb et pots catalytiques

Aux malentendus franco-allemands nés d'une perception différente du danger que représentent les pluies acides s'ajoute une seconde source de conflit entre les deux pays, liée à la question du « *Waldsterben* ». En effet, parallèlement à un ambitieux programme de réduction de la pollution atmosphérique issue de l'industrie, le gouvernement allemand

¹¹⁸ Voir notamment : « Frankreich nimmt 'Le Waldsterben' ernst », *Süddeutsche Zeitung*, 7.02.1986, p. 4.

¹¹⁹ Cf. : Revue de presse entreprise par les Amis de la Terre concernant les réactions dans les journaux français face au vent de panique qui touche la RFA sur la question des pluies acides. Voir : *La Baleine*, n° 65, automne 1983, p. 12.

¹²⁰ Voir en particulier : « Allemagne fédérale : la tornade 'verte'. Traqués par les écologistes, des gouvernements dans l'embarras », *Le Monde*, 24-25.02.1985, p. 13.

¹²¹ Cf. : Werner Gephart, « Nature-Environnement » in : Jacques Leenhardt, Robert Picht (éd.), *Au jardin des malentendus. Le commerce franco-allemand des idées*, Arles, Acte Sud, 1997 [1990], p. 489-494.

ambitionne de réduire les émissions polluantes dans le secteur du transport routier. A l'automne 1983, il propose ainsi à ses partenaires européens que la Communauté économique européenne (CEE) passe à l'essence sans plomb dès le 1^{er} janvier 1984, comme c'est déjà le cas aux Etats-Unis, au Canada et Japon. Ce qui est présenté outre-Rhin comme une mesure visant à répondre à la pression de l'opinion publique et à répartir les efforts nécessaires à la préservation des forêts entre les différents secteurs d'activités, n'est pas perçu de cette façon dans l'Hexagone. D'aucuns à Paris considèrent en effet que l'Allemagne fait pression sur ce dossier et menace officiellement de faire cavalier seul pour « sauver la forêt », tout en dissimulant des objectifs beaucoup moins nobles.

Dans un ouvrage intitulé *Pluies acides : Menaces pour l'Europe*, Philippe Roqueplo¹²² a montré combien les Français sont méfiants sur la question des pluies acides, se demandant si le « *Waldsterben* » ne constitue pas une psychose de masse mise en scène par l'industrie allemande dans le but de faire passer auprès de la CEE une série de réglementations environnementales avantageuses pour elle. Le chercheur souligne notamment le scepticisme des Français face au fait que les phénomènes de dégradation des forêts constituent un processus lent, mais qu'en l'espace de deux ans (1981-1983), les Allemands ont été pris de panique, demandant tout à coup à l'Europe entière de faire des efforts en matière de pollution atmosphérique pour sauver leurs forêts. Si Philippe Roqueplo réfute la thèse selon laquelle l'industrie allemande aurait tout manigancé, il insiste lui aussi sur le rôle des médias qui ont focalisé les Allemands sur le sujet, et cela avec d'autant plus de facilité que l'impossibilité pour les non spécialistes de reconnaître la plupart des arbres malades a été la porte ouverte à tous les fantasmes. Il en veut notamment pour preuve qu'au milieu des années 1980, les Alsaciens – qui ont accès à la télévision allemande – sont majoritairement d'avis que la forêt des Vosges est malade. Ce n'est pas l'avis des Lorrains qui, eux, ne comprennent pas assez l'allemand pour suivre massivement la télévision d'outre-Rhin et qui ne sont pas inquiétés par les chaînes de télévision françaises où, aux heures de grande écoute, le sujet est à peine abordé.

Ainsi, si les Français ne paniquent pas par rapport à la question du dépérissement des forêts (et cela, même si un débat éclate dans l'Hexagone sur les effets des pluies acides sur les cathédrales), ils se font du souci pour leur industrie au regard des normes environnementales que l'Allemagne pourrait être tentée de leur imposer. Philippe Roqueplo démontre ainsi combien, derrière la question de l'introduction de l'essence sans plomb et des pots

¹²² Cf. : Philippe Roqueplo, *Pluies acides : Menaces pour l'Europe*, Paris, Economica, 1988. P. Roqueplo, sociologue, directeur de recherche au CNRS, a été membre du cabinet d'Huguette Bouchardeau (*1935), ministre de l'Environnement de 1983 à 1986.

catalytiques¹²³, Paris et Bonn se livrent au cours des années 1980 une bataille politique et économique pour définir les normes européennes concernant les produits industriels – l'enjeu consistant pour chaque pays à faire accepter sa norme comme référence et à réussir par là à se donner un avantage concurrentiel. Dans ce bras de fer, les chances ne sont pas les mêmes puisque l'Allemagne a développé depuis les années 1970, dans le cadre de sa politique environnementale, des normes très précises, facilement transposables à l'échelle européenne, tandis la législation française dans ce domaine se caractérise encore en premier lieu par un règlement au cas par cas, en fonction du profil des entreprises et des usines¹²⁴.

Dès 1983, les Allemands font donc pression au niveau européen, pour que les réglementations environnementales se durcissent et rendent obligatoires l'essence sans plomb et les pots catalytiques. De l'autre côté du Rhin, les Français font tout pour ralentir ce processus, d'autant plus que l'ajout d'un pot catalytique pose un problème technique aux constructeurs automobiles français, spécialisés dans la production de petits modèles. Afin de modérer les ardeurs allemandes, ils se mobilisent ainsi pour que la consommation d'essence au kilomètre soit également prise en compte dans le calcul des pollutions dues aux rejets automobiles, sachant que ce paramètre n'avantage pas les grosses berlines allemandes.

Dans ce conflit franco-allemand, les Amis de la Terre et les Verts se rangent plutôt du côté allemand. Ils attaquent les grandes marques automobiles françaises qu'ils accusent de faire pression sur le gouvernement pour qu'il n'accepte aucune nouvelle réglementation environnementale. Ils leur reprochent aussi d'effrayer le grand public en agitant le spectre d'une essence hors de prix, tout en dissimulant les avantages en matière de santé publique que représente cette évolution. Les Amis de la Terre parlent alors de « campagne de désinformation systématique » de la part de Renault et du groupe PSA (Peugeot-Citroën) et considèrent qu'en France :

« Nos voitures sont en voie de devenir désuètes, inexportables. La réputation que se font les constructeurs français en matière de lutte pour la protection de l'environnement entraînera inexorablement un sentiment négatif chez les consommateurs étrangers, dont les préoccupations écologiques sont maintenant reconnues. (...) Le pari des constructeurs automobiles [français] est actuellement de protéger et rentabiliser les investissements qu'ils ont pu faire, notamment dans les méthodes conventionnelles en matière de construction automobile, sans se soucier de l'impact écologique de leur production. En cela, ils bénéficient de la complicité aveugle des pouvoirs publics et du gouvernement. »¹²⁵

¹²³ Ces deux sujets sont liés dans la mesure où le pot catalytique impose l'utilisation d'une essence non plombée.

¹²⁴ Cf. : Philippe Roqueplo, *Pluies acides : Menaces pour l'Europe*, op. cit., p. 344 sq. Voir également : « Plomb dans l'essence : l'enjeu économique », *La Baleine*, n° 66, hiver 1984, p. 8

¹²⁵ Cf. : « Plomb dans l'essence : la grande bataille européenne », *La Baleine*, n° 67, été 1984, p. 4-6, ici p. 5 et p. 6. Voir également, pour les Verts : Solange Fernex, « Pluies acides et alerte au smog », *Ecologie*, n° 362,

Ce bras de fer se solde par une première victoire de la RFA, qui en entraînera d'autres, dans la mesure où, le 28 juin 1984, la Commission européenne décide de rendre obligatoire, à partir de 1989, la mise sur le marché de l'essence sans plomb, sachant qu'à partir de 1986, les Etats membres ont la permission d'anticiper et de commencer à commercialiser ce type d'essence. De même, la Commission impose les pots d'échappement catalytiques sur les nouveaux modèles de véhicule à partir de 1989, réglementation étendue à toutes les voitures nouvelles à partir de 1991¹²⁶.

Cette bataille industrielle que se livrent la France et l'Allemagne a des répercussions au niveau de l'image que renvoie le pays voisin en matière d'écologie. En France, dans les années 1980, les opposants aux propositions allemandes – Jean Calvet en tête, le PDG de PSA – accusent ainsi les Allemands de vouloir fixer des normes « démagogiques » pour plaire à une opinion publique qu'on a affolée par rapport à la situation environnementale et la sécurité sanitaire du pays¹²⁷. Ils soupçonnent leur voisin de dire « forêt » mais de penser « Mercedes » et d'instrumentaliser les défis écologiques pour en tirer des avantages industriels. Si la question des pluies acides impose la reconnaissance de la pollution atmosphérique, ils ne manquent pas de souligner que cela arrange bien l'entreprise Bosch, qui fournit toute l'électronique des systèmes à injection du pot catalytique aux constructeurs automobiles du monde entier, et les producteurs allemands de grosses cylindrées pour lesquelles l'intégration de ce nouveau pot d'échappement ne représente presque aucun surcoût¹²⁸. De plus, les Français considèrent que les Allemands s'achètent à grand renfort de pots catalytiques et d'essence sans plomb « une bonne conscience à peu de frais » et ils reprochent aux industriels d'avoir compris que « la mauvaise conscience de leurs concitoyens [vis-à-vis de l'environnement est] un fantastique filon à exploiter ». Selon eux, les Allemands ne sont pas très honnêtes pour autant car :

« Si le pot catalytique prévient la pollution de l'air par le plomb, il ne contrarie en rien les émissions de gaz carbonique (...) Une grosse cylindrée lancée à 180 kilomètres à l'heure sur autoroute brûle trois fois plus de carburant qu'une petite auto circulant à 90. »¹²⁹

février 1985, p. 10-11 ; « Au salon de l'automobile, les Verts manifestent pour le pot catalytique », *Le Monde*, 1.10.1988.

¹²⁶ Cf. : « Calendrier de la Commission », *La Baleine*, n° 67, été 1984, encadré p. 5.

¹²⁷ Cf. : Remarques de Jacques Calvet, PDG du groupe PSA, cité in : « Peugeot und Citroën bauen 'Benzinsparautos' », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 13.09.1990, p. 22.

¹²⁸ Inversement, pour les petites voitures françaises, le pot catalytique entraîne un surcoût d'environ 10%. Sur les réactions françaises à ces nouvelles réglementations pour les automobiles, voir : Philippe Roqueplo, *Pluies acides : Menaces pour l'Europe*, op. cit., p. 106 sq. et 304 sq.

¹²⁹ Cf. : « La face cachée de l'Allemagne écolo », *L'Expansion*, 03.09.1992.

Au niveau des responsables politiques, nombreux sont alors en France les propos hostiles aux propositions allemandes en matière d'assainissement des gaz d'échappement. Edith Cresson, ministre du Redéploiement industriel et du Commerce extérieur de 1984 à 1986, s'y oppose par exemple vigoureusement, avant de devoir s'incliner. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'Environnement à partir de 1988, menace un temps d'interdire en France les grosses berlines allemandes produites par Mercedes ou BMW qui, même avec un pot catalytique, dépensent beaucoup trop d'essence au kilomètre – réactions du gouvernement français qui ne manquent pas d'agacer en RFA¹³⁰.

En retour, sur la question des pots catalytiques et de l'essence sans plomb, les Allemands accusent les Français de vouloir renoncer à cette innovation favorable à la purification de l'atmosphère¹³¹ et de ne pas être empreints de la même volonté qu'eux-mêmes de faire progresser la protection de l'environnement, en pensant d'abord à leurs intérêts économiques, d'autant plus que le secteur automobile français est déjà en crise. En conséquence, les Français sont perçus outre-Rhin comme ceux qui ne renforcent pas la coopération européenne, regardent surtout les Allemands comme des concurrents et qui s'attachent avant tout à sauvegarder leurs emplois¹³². En outre, à la fin des années 1980, la France commence tout juste à se conformer aux décisions européennes, tandis que la plupart des automobiles allemandes ont déjà été modernisées. Dans ce contexte, les vacanciers allemands dans l'Hexagone ont toutes les peines du monde à trouver, au-delà de l'Alsace, des stations d'essence qui commercialisent du carburant sans plomb et se retrouvent régulièrement menacés de panne sèche. Ces déboires, rapportés volontiers dans la presse d'outre-Rhin, ne manquent pas d'accentuer, dans les représentations collectives allemandes, l'image d'une France en retard en matière d'écologie et qui n'est pas prête non plus à faire des efforts¹³³.

3-3 La catastrophe de Tchernobyl – danger réel ou hystérie injustifiée ?

Les réactions de part et d'autre du Rhin après l'explosion du réacteur nucléaire de Tchernobyl, le 26 avril 1986, constituent notre troisième exemple dans la série des

¹³⁰ Cf. : « Die grüne Illusion... », *Die Zeit*, art. cit. ; « Attacke aus Paris gegen deutsche Nobelmarken », *Die Welt*, 11.09.1990.

¹³¹ Cf. : « Paris will Katalysator-Verzicht », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 19.04.1984, p. 13.

¹³² Voir notamment : « Die grüne Illusion... », *Die Zeit*, art. cit. ; « Attacke aus Paris gegen deutsche Nobelmarken », *Die Welt*, art. cit.

¹³³ Voir à titre d'exemple : « Bleifrei à la France », *Stuttgarter Zeitung*, 3.05.1988, p. 3 ; « Kat in Frankreich. Probleme beim Tanken und Speisen », *Handelsblatt*, 5-6.08.1988, p. 5 ; « Bleifrei auf Umwegen », *Die Welt*, 28.02.1989, p. 11.

événements qui touchent à la fois la France et la RFA et qui soulignent combien, pour plusieurs raisons, les préoccupations écologiques gagnent du terrain en Allemagne, parmi la population mais aussi au niveau des partis traditionnels, tandis que cette évolution n'est pas sensible en France – décalage qui entraîne forcément une série de clichés franco-allemands.

Dans l'Hexagone, la catastrophe de Tchernobyl est gérée conformément à la tradition qui prévaut depuis les années 1960 en matière de politique nucléaire : sans aucune transparence et en vertu d'un fort centralisme¹³⁴. Seul le Service central de protection contre les rayons ionisants (SCPRI), dirigé par le professeur Pierre Pellerin¹³⁵, chargé de la protection de la population contre la radioactivité, est habilité à communiquer sur les questions sanitaires liées au nuage radioactif qui menace l'Europe de l'Ouest. Pendant les deux semaines qui suivent l'explosion, l'information sur les retombées en France de la catastrophe nucléaire est verrouillée par les pouvoirs publics. Le président François Mitterrand, tout comme le Parti socialiste, ne s'exprime pas officiellement sur le sujet, préférant – en ce début de première cohabitation (1986-1988) – laisser au gouvernement de Jacques Chirac (*1932) le soin de gérer la situation. Les ministres et les experts autorisés à parler dans la presse – ce qui n'est pas le cas, par exemple, du ministre de l'Environnement chargé de la prévention des risques majeurs, Alain Carignon !¹³⁶ – ne diffusent que des paroles rassurantes, destinées à banaliser l'événement. Le 30 avril, le SCPRI annonce ainsi simplement, « sur certaines stations du Sud-Est, une légère hausse de la radioactivité atmosphérique non significative pour la santé publique »¹³⁷. Une semaine plus tard, le 6 mai, le ministère de l'Agriculture déclare pour sa part que « le territoire français, en raison de son éloignement, a été totalement épargné par les retombées de radionucléides »¹³⁸. Pendant les deux semaines qui suivent l'explosion, la presse reprend simplement les informations officielles et ne montre aucun signe d'inquiétude, à l'instar du *Figaro* qui titre le 8 mai : « Tchernobyl : pourquoi la France est à l'abri »¹³⁹. C'est seulement le 10 mai que les premiers résultats chiffrés des différents taux de radioactivité en France sont rendus publics et que le professeur Pellerin admet au journal télévisé de treize heures sur TF1 que les retombées ont

¹³⁴ Voir à ce sujet nos remarques concernant les interactions entre pouvoirs publics et population à la suite de l'accident de Three Miles Island en Pennsylvanie en 1979 et dans le contexte des essais nucléaires français (chapitre 3, point 1-3) ainsi que lors des mobilisations antinucléaires des années 1970 (chapitre 3, point 3-3). Voir aussi notre analyse au chapitre 5, point 3-3, se rapportant à la place du nucléaire dans les programmes des Verts et des Grünen.

¹³⁵ Celui-ci sera mis en examen, le 31 mai 2006, pour « tromperie aggravée » dans le cadre de ses fonctions lors de la catastrophe de Tchernobyl.

¹³⁶ Voir à ce propos son propre aveu d'impuissance *in* : « Alain Carignon : le temps du secret est révolu », interview donnée au journal *Libération*, 13.05.1986, p. 19.

¹³⁷ Cf. : « Tchernobyl, 20 ans après », *Le Monde*, 30.06.2006, p. 21.

¹³⁸ Cf. : *Ibid.*

¹³⁹ Citons également, à titre d'exemple : « A Paris, les experts insistent sur le fait qu'il n'y a aucun risque de retombées radioactives en France. », *Le Monde*, 30.04.1986.

pu atteindre quatre cents fois le niveau de radioactivité antérieur à l'accident. La polémique enfle alors surtout sur la politique d'information du gouvernement – *Libération* fait sa Une, le 12 mai, sur « le mensonge radioactif » – moins sur le danger sanitaire que l'explosion du réacteur pourrait représenter en France.

Dans cette affaire, l'enjeu pour les autorités françaises est d'« éviter une panique injustifiée » et de ne pas discréditer le nucléaire, aussi bien sa filière civile (garante de l'indépendance économique du pays en livrant 50% de l'électricité produite) que sa filière militaire (garante de l'indépendance politique et stratégique de la Nation), à une époque où la France entend bien poursuivre ses essais atomiques dans le Pacifique. Il s'agit aussi de ne pas menacer la filière agro-alimentaire dont la balance commerciale annuelle affiche un excédent de trente milliards de francs au milieu des années 1980.

En conséquence, même si, du 1^{er} au 5 mai, le nuage radioactif de Tchernobyl survole la France – les détecteurs des centrales nucléaires enregistrent les retombées – aucune mesure de précaution particulière n'est décrétée par le SCPRI, P. Pellerin affirmant le 2 mai que « ni la situation actuelle, ni son évolution ultérieure ne justifient dans notre pays quelques contre-mesures sanitaires que ce soit »¹⁴⁰. Seuls les épinards d'Alsace sont interdits à la consommation à partir du 14 mai. La CRII-Rad (Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité, créée à cette occasion) et les Verts ont beau protester face au manque d'informations et de précautions prises, ils reconnaissent eux-mêmes leur impuissance face au « clan de l'atome français »¹⁴¹. « Au moment où les faits paraissent leur donner raison, les Verts sont si pâles que personne ou presque ne les remarque », confirme *Libération* qui considère par ailleurs qu'en France, leur arrivée sur la scène politique a entraîné un renforcement du secret nucléaire¹⁴². Toujours est-il que dans l'ensemble, la population française ne paraît pas avoir été traumatisée par la catastrophe de Tchernobyl – comme celle de la RDA d'ailleurs, dont la politique d'information sur le nuage radioactif suit également un modèle soviétique... Selon un sondage effectué en janvier 1989, moins de trois ans après l'accident, les deux tiers des Français avouent s'inquiéter rarement des risques d'accidents technologiques, redoutant davantage la drogue, le chômage et le SIDA que la pollution industrielle et l'accident nucléaire¹⁴³.

¹⁴⁰ Cf. : « Tchernobyl, 20 ans après », *Le Monde*, art. cit.

¹⁴¹ Cf. : « La colère noire des Verts français », interview de Didier Anger, porte-parole national des Verts, *Le Matin*, 13.05.1986, p. 11. Voir aussi : Didier Anger, « Arrêtons de banaliser », *Combat Nature*, n° 73, août 1986, p. 14-17.

¹⁴² Cf. : « Le clan de l'atome français » et « Les Verts français : le tort d'avoir raison trop tôt », *Libération*, 13.05.1986, p. 19 et 20. La citation est issue du second article, p. 20.

¹⁴³ Cf. : Sondage IPSOS, publié in : *Le Monde*, 23.02.1989.

En République fédérale, la gestion de la crise par les pouvoirs publics a été tout autre. Contrairement à ce qui se passe en France, les *Länder* peuvent faire leurs propres mesures de radioactivité et dans le domaine du nucléaire, la tendance est surtout à la transparence pour tranquilliser les citoyens et faire accepter cette technologie, très contestée par une partie de la population depuis les années 1970. De ce fait, les Allemands se sont inquiétés beaucoup plus vite et beaucoup plus intensément que leurs voisins français car dès les premiers jours qui ont suivi l'explosion en Ukraine, ils ont pu constater que les normes de sécurité en matière de radioactivité avaient été dépassées. Et la diversité des seuils fixés par les différents *Länder* (20 becquerels maximum pour le lait en Hesse, 500 en Bavière !¹⁴⁴) n'a pas contribué non plus à les rassurer. A cela s'ajoute que le pays, plus proche de Tchernobyl, a été globalement plus exposé au nuage radioactif que la France, ce qui explique aussi des niveaux de radioactivité plus haut. En France, pour les zones du territoire jugées plus « à risque », comme la Corse ou la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (le nuage est arrivé par le Sud-Est), le SCPRI assure encore le 7 mai que les prélèvements sont « non parvenus » : problèmes postaux en ce mois de mai où les ponts s'enchaînent...

Il est probable également que la population ouest-allemande ait été d'autant plus ébranlée par l'événement que Tchernobyl s'inscrit dans une longue série d'atteintes portées à son environnement et à sa qualité de vie, désagréments qui n'affectent pas autant les Français. En effet, aux problèmes de densité, d'urbanisation et d'industrialisation ainsi que de pollution atmosphérique, sonore, des eaux et des sols que rencontre la population allemande au cours des années 1960-1970 (et que nous avons déjà évoqués précédemment¹⁴⁵) s'ajoutent dans les années 1980 plusieurs autres scandales : hormones dans la viande, métaux lourds dans les légumes, vin frelaté, pâtes alimentaires préparées à base d'œufs avariés, forêts à l'agonie – l'accident de Tchernobyl vient en quelque sorte couronner le tout.

De plus, comme cela a déjà été le cas en 1982-1983 au moment du « *Waldsterben* », un scrutin d'ampleur nationale se profile en République fédérale au moment où la catastrophe de Tchernobyl se produit. En prévision des élections pour le Bundestag du 25 janvier 1987, les responsables politiques allemands de tous bords s'attachent donc à montrer combien ils se préoccupent de la situation – souci que n'ont pas les décideurs politiques français pour lesquels les élections législatives et régionales du mois de mars sont déjà passées. Ainsi, ce contexte politique explique aussi en grande partie l'intense mobilisation qui a lieu outre-Rhin à la suite de l'explosion.

¹⁴⁴ Les becquerels sont une unité de mesure de la radioactivité.

¹⁴⁵ Cf. : Chapitre 2, point 1.

Des mesures préventives sont prises sur tout le territoire : interdiction pour les enfants de jouer dans les bacs à sable, piscines fermées, consommation de certains fruits et légumes interdite, priorité donnée au lait en poudre, douches régulières recommandées, etc. De plus, pour éviter toute maladie de la thyroïde à la suite de l'ingestion d'aliments irradiés, des centaines de personnes décident de suivre un traitement à base d'iode.

Le parti d'Helmut Kohl, au pouvoir et bien déterminé à y rester, est obligé de nuancer son discours sur le nucléaire, dans la mesure où la question du bien-fondé du recours à cette technologie devient un sujet de discussion prioritaire au sein d'une opinion publique allemande inquiète de sa sécurité. En effet, selon les sondages, dans les semaines qui suivent l'explosion de Tchernobyl, plus des deux tiers des Allemands de l'Ouest refusent la construction de nouveaux réacteurs¹⁴⁶. Cinquante mille personnes défilent à la Pentecôte lors d'une manifestation organisée à Wackersdorf (Bavière) contre la construction d'un complexe de retraitement des déchets radioactifs¹⁴⁷. Dans les semaines qui suivent, les protestations se multiplient contre le projet et les 26 et 27 juillet 1986, le cinquième « *Anti-WAAhnsinns-Festival* », auquel participent plusieurs personnalités de la chanson (Herbert Grönemeyer, Rio Reiser, Die Toten Hosen, Udo Lindenberg, etc.), attire environ 100.000 visiteurs, faisant de cette manifestation contre le nucléaire l'un des plus grands rassemblements publics des années 1980.

Comme pour le « *Waldsterben* », les Grünen entretiennent dans le pays un climat de panique destiné à renforcer la prise de conscience de la population vis-à-vis des enjeux écologiques. Ils diffusent par exemple, avec un certain succès, le slogan « *Tschernobyl ist überall* » (Tchernobyl est partout). De façon inattendue, ils reçoivent dans leur entreprise le soutien du SPD. En effet, à l'occasion de leur congrès national à Nuremberg, du 25 au 29 août 1986, les sociaux-démocrates décident de changer radicalement de ligne politique à la suite des événements en Ukraine. Alors qu'Helmut Schmidt a négligé les questions de politique environnementale et largement développé le nucléaire civil – ce qui lui vaut, auprès des adversaires de cette technologie, le surnom d'« *Atom-Kanzler* » – ils tablent maintenant sur un programme écologique fort et une sortie du nucléaire. Cette « entrée dans la sortie » est prévue sur dix ans et reçoit le soutien de la puissante Confédération syndicale allemande (DGB, *Deutscher Gewerkschaftsbund*)¹⁴⁸.

¹⁴⁶ Sondage EMNID publié dans le *Spiegel*, 29.05.1986.

¹⁴⁷ Devant les difficultés que rencontre le projet de Gorleben en Basse-Saxe, le ministre-président de Bavière, Franz Josef Strauß, annonce en décembre 1980 son intention de trouver un site dans son *Land* capable d'accueillir un complexe de retraitement des déchets radioactifs. La commune de Wackersdorf, dans le Haut-Palatinat, est alors sélectionnée. Les protestations commencent en octobre 1981.

¹⁴⁸ Cf. : Sozialdemokratische Partei Deutschlands (SPD), *Aufbruch in die Zukunft*, Nürnberger Beschlüsse, Vorstand der SPD, 1986. Programme voté lors du congrès national du SPD à Nuremberg, du 25 au 29 août 1986.

C'est dans ce contexte tendu qu'Helmut Kohl crée un ministère fédéral de l'Environnement, six semaines seulement après la catastrophe de Tchernobyl, dans le but de calmer et de rassurer la population, à un moment où, selon lui, « comme jamais, on cherche à lui faire peur » (*beispiellose Angstmacherei*). Cet acte politique vise également à sauver l'industrie nucléaire civile en Allemagne et à contrecarrer les rêves de pouvoir du SPD et des Grünen¹⁴⁹.

D'un point de vue comparatif, une étude universitaire montre qu'entre mars et septembre 1986, les articles dans la presse publiés sur l'accident de Tchernobyl, ainsi que sur les niveaux d'irradiation et les risques sanitaires, ont été deux fois plus nombreux en RFA qu'en France. Alors que la presse hexagonale s'est focalisée sur ce qui se passait en Ukraine, les journaux ouest-allemands ont eu plutôt tendance à présenter l'accident comme une catastrophe pour leur propre pays, tendance confirmée dans les semaines suivantes où les articles se multiplient sur les conséquences qu'une telle explosion aurait directement en Allemagne. La question d'une sortie possible du nucléaire y est largement discutée. A l'inverse, ce débat n'existe pas dans la presse en France où la question de la sécurité des centrales nucléaires françaises n'occupe pas une place prépondérante : les journaux publient dix fois moins d'articles sur les centrales françaises que ne le font les journaux d'outre-Rhin sur les centrales allemandes. Ainsi, conformément à nos observations précédentes, il se dégage de cette étude qu'en République fédérale, Tchernobyl est interprété comme un problème d'ordre général, qui entraîne une crise de l'industrie nucléaire allemande tout entière, avec les répercussions politiques que nous venons de présenter. En France, à l'instar des pouvoirs publics et des experts, la presse considère avant tout l'explosion du 26 avril comme une défaillance de la technologie nucléaire soviétique, si bien que d'une manière générale, la population garde son calme quant aux menaces sanitaires que l'explosion est susceptible d'entraîner et ne remet pas fondamentalement en cause cette technologie, tout en critiquant la gestion de l'information par l'Etat sur ce dossier¹⁵⁰.

Ces réactions fort différentes dans leur intensité de part et d'autre du Rhin entraînent ici encore une incompréhension réciproque entre Français et Allemands. En dehors peut-être de l'Alsace, où la population peut observer directement que de l'autre côté de la frontière, les salades sont considérées comme impropres à la consommation et qui a accès à la télévision

¹⁴⁹ Cf. : « Kohls Antwort auf Tschernobyl », *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung*, 4.06.2006, p. 4.

¹⁵⁰ Cf. : Claude Muller, *Nuclear Energy Coverage : The Influence of the Chernobyl Accident in the West German and French Press*, Extensive Abstract, Institut für Publizistik, Johannes Gutenberg Universität Mainz (West Germany), 1987.

allemande (ce qui, comme dans le cas du « *Waldsterben* », peut contribuer à l'inquiéter), l'agitation allemande semble, vue depuis l'Hexagone, absolument disproportionnée. Les autorités françaises ne se privent d'ailleurs pas pour souligner combien règne le chaos outre-Rhin dans la répartition des compétences et pour traiter avec une certaine condescendance cet « excès d'inquiétude » et ces précautions quasiment « hystériques » qui sont prises de l'autre côté de la frontière. Le préfet du Haut-Rhin, Mahdi Hacène, va même jusqu'à déclarer publiquement qu'il mange tous les jours de la salade locale¹⁵¹. Tandis que *Libération* souligne l'influence des courants contestataires en RFA, qui permettent de faire la lumière sur Tchernobyl¹⁵², le SCPRI parle dans un communiqué officiel de « surenchère » outre-Rhin, due notamment aux « pressions des milieux écologistes » auxquelles le gouvernement fédéral, et surtout les gouvernements des *Länder*, sont trop sensibles. Ce communiqué illustre par ailleurs une thèse volontiers défendue en France selon laquelle, au Nord-Est du pays, le nuage de Tchernobyl aurait été stoppé exactement au niveau des postes de douane, grâce à « la rupture de la continuité territoriale aux frontières », ce qui « explique que chaque rive du Rhin soit soumise à un régime préventif distinct »¹⁵³. Cette affirmation des autorités françaises ne manquera pas d'éveiller quelques interrogations auprès de la population frontalière – non sans faire le bonheur des caricaturistes. Quoi qu'il en soit, en France, certains se posent dorénavant la question suivante :

« Après les réactions face à la mort de la forêt et après le mouvement pacifiste, la peur de l'atome va-t-elle constituer un nouveau trait caractéristique de la mentalité allemande ? »¹⁵⁴

Le Monde souligne dans ce contexte que ce sont les Allemands qui « mènent la danse antinucléaire » en France, lors des manifestations qui ont lieu après Tchernobyl contre les centrales. Ainsi, le 15 juin, un rassemblement organisé par le Comité Tchernobyl-Cattenom dans la ville de Cattenom (Moselle), où quatre réacteurs nucléaires sont en construction, attire environ 500 Français et 10.000 Allemands. Ces derniers tentent, selon le maire de la ville, de développer dans la région une « psychose criminelle »¹⁵⁵.

En RFA, les Allemands apprécient peu d'être considérés par leurs voisins comme des gens « bizarres », aux réactions « hystériques » et dont le perfectionnisme légendaire les conduit à soupçonner le pire danger derrière chaque centrale. Ils considèrent à l'inverse que les Français sont des inconscients, qui refoulent le danger et minimisent la portée de

¹⁵¹ Cf. : Citations reproduites in : « France-RFA : la guerre des salades irradiées », *Le Matin*, 13.05.1986, p. 11.

¹⁵² Cf. : Gérard Dupuy, « A danger majeur, citoyens mineurs », *Libération*, 12.05.1986, p. 3.

¹⁵³ Cf. : Communiqué officiel du SCPRI reproduit in : « France-RFA : la guerre des salades irradiées », *art. cit.*

¹⁵⁴ Cf. : Dieter Mayer-Simeth, « La peur de l'atome : une nouvelle composante de l'âme allemande ? » in : Bernard Brigouleix, Joseph Rovon (dir.), *Que devient l'Allemagne ?*, Paris, Editions Anthropos, 1986, p. 147-154, ici p. 148.

¹⁵⁵ Cf. : « Manifestation d'écologistes français et allemands », *Le Monde*, 17.06.1986.

l'accident de Tchernobyl. Pour eux, il est absurde de banaliser l'événement, comme la presse française s'attache à le faire, sous prétexte que l'on trouve des éléments radioactifs partout : dans les montres, dans les hôpitaux et jusque dans les pierres en granite des maisons bretonnes¹⁵⁶. *Le Spiegel* accuse les pouvoirs publics français de tromper la population avec leurs propos lénifiants, allant jusqu'à dérouter les ménagères du Bade-Wurtemberg qui sont venues acheter leurs fruits et légumes en Alsace après les communiqués officiels de Paris attestant que le nuage n'avait pas pu passer la frontière. Selon ce magazine, c'est la fierté nationale française qui explique cette folie des grandeurs en France, folie qui s'étend de la force de frappe à l'avion supersonique Concorde, en passant par les centrales nucléaires qui sont construites à la chaîne et fournissent bien plus d'électricité que nécessaire pour les besoins de la population¹⁵⁷. C'est cette volonté de puissance, ajoute Jo Leinen, le ministre de l'Environnement de Sarre (membre du SPD, ancien dirigeant du BBU), qui rend les Français « sourds » et « aveugles » par rapport au risque technologique que représente le nucléaire¹⁵⁸. Vue d'Allemagne, la faiblesse du parti écologiste français n'aide pas non plus à ébranler la confiance de toute l'élite parisienne dans ce domaine. « Les Verts ne sont même pas un vrai parti », écrit le *Spiegel* en 1986, « plutôt une confrérie apolitique qui s'occupe de soigner les relations entre l'homme, l'animal et la sole »¹⁵⁹.

Ce magazine en conclut, non sans moquerie, que les Français sont les seuls à ne pas évoluer sur les questions écologiques :

« Partout en Europe de l'Ouest, l'impressionnante catastrophe de Tchernobyl a développé une nouvelle prise de conscience par rapport aux centrales. En revanche, au pied des tours de réfrigération de la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux au bord de la Loire, les pêcheurs s'installent avec du mousseux, des fruits frais et les poissons qu'ils viennent de pêcher pour un pique-nique de solidarité, afin de souligner combien ils font confiance à l'énergie nucléaire. (...) Dans un pays où les gens font des excursions le dimanche après-midi pour aller voir leurs centrales, la protection de l'environnement est un concept qui n'existe pas. »¹⁶⁰

¹⁵⁶ Voir à ce sujet l'interview édifiante d'un spécialiste du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), in *Le Figaro*, 8.05.1986, p. 20.

¹⁵⁷ Cf. : Commentaires venus d'Allemagne tirés d'un article que le *Spiegel* consacre à la France après l'accident de Tchernobyl et qui apporte un bon aperçu de l'image que le pays renvoie outre-Rhin. Cf. : « Cattenom : Störfall für die gute Nachbarschaft », *Der Spiegel*, 1.09.1986, p. 124-132.

¹⁵⁸ Cf. : « Frankreich hat alle machbaren Fehler gemacht », interview de Jo Leinen, *Der Spiegel*, 1.09.1986, p. 132-137.

¹⁵⁹ « Die Grünen [in Frankreich] sind nicht einmal eine richtige Partei, eher eine unpolitische Bruderschaft zur Pflege der Beziehungen zwischen Mensch, Tier und Scholle. ». Cf. : « Cattenom : Störfall für die gute Nachbarschaft », *art. cit.*, p. 127.

¹⁶⁰ « Überall in Westeuropa hat sich unter dem Eindruck der Katastrophe von Tschernobyl neues Atomkraft-Bewußtsein gebildet. Am Fuße der AKW-Kühltürme von Saint-Laurent-des-Eaux an der Loire dagegen lassen sich Angler mit Schampus, Frischobst und selbstgefangenen Fischen zu einem Sympathiepicknick nieder, um ihr Vertrauen zur Atomkraft zu unterstreichen. (...) Für ein Land, in dem die Menschen Sonntagnachmittag-Ausflüge zu ihren Atomkraftwerken machen, ist Umweltschutz kein Thema. » Cf. : *Ibid.*, p. 124-125.

Il reste toutefois que par son insouciance présumée, la France inquiète les Allemands qui, en plus de s'interroger sur le niveau de sécurité des centrales présentes sur leur territoire, se posent des questions sur la bonne gestion de l'arsenal nucléaire français. Avec quarante-cinq réacteurs dispersés sur tout le territoire en 1986, dont certains tout près de la frontière allemande, des normes de sécurité moins sévères qu'en RFA et des dirigeants qui pratiquent la politique de l'autruche, il y a de quoi s'affoler, pense-t-on outre-Rhin. Pour aggraver le tout, quatre mois après l'explosion en Ukraine, le 23 août 1986, un incident dans la centrale nucléaire de Cattenom provoque une grosse inondation sur le site, réveillant les angoisses allemandes vis-à-vis du nucléaire. C'est ce qui justifie la couverture inquiétante du *Spiegel*, le 1^{er} septembre 1986, qui titre sur fond de centrales, de fusées et de sous-marins nucléaires : « *Gefährlicher Atomnachbar Frankreich* » (La France, un dangereux voisin sur le plan atomique). Le 18 juin déjà, la télévision régionale sarroise avait diffusé un film alarmiste prétendant qu'un accident dans la centrale de Cattenom était cent fois plus probable que dans une centrale allemande. Si, comme il l'admettra plus tard, ces propos sont jugés complètement exagérés par le ministre de l'Environnement de Sarre, Jo Leinen, il ne dit rien dans un premier temps, pour renforcer le débat sur le nucléaire en Allemagne. Cette technique, digne des Grünen, vise également à soutenir le gouvernement régional de Sarre qui a porté plainte avec d'autres communes ouest-allemandes et luxembourgeoises contre la centrale nucléaire française¹⁶¹. En effet, les Allemands redoutent en particulier que cette installation ne soit en mesure de résister à la chute d'un avion, dans cette zone de l'Europe où le trafic aérien est très dense, s'attirant par là les rires des Français, incrédules face à toutes ces Cassandres allemandes¹⁶².

La peur est « le seul conseiller sûr » en matière de sécurité, pense Oskar Lafontaine (*1943), alors ministre-président de Sarre sous l'étiquette du SPD (1985-1998)¹⁶³. Les Grünen, qui ont largement surfé sur cette vague, ne viendront pas le contredire. Cette stratégie les a aidés à entrer au Bundestag en 1983, en pleine crise du « *Waldsterben* ». En janvier 1987, rappelons qu'ils gagnent dix-sept mandats supplémentaires de députés au Bundestag et comptent à partir de cette date quarante-quatre membres dans leur groupe parlementaire. Les Français aussi ont leurs peurs, se résigne le *Spiegel*, mais celles-ci sont plus individuelles, « elles ne débordent pas autant que les peurs allemandes en un sentiment de malaise général »¹⁶⁴.

¹⁶¹ Cf. : « Frankreich hat alle machbaren Fehler gemacht », interview de Jo Leinen, *art. cit.*

¹⁶² Cf. : « Ein solcher Vorfall war nicht vorgesehen » et « In einem Gebiet mit dichtem Luftverkehr », *Der Spiegel*, 1.09.1986, p. 122-123 et 126-127.

¹⁶³ Propos rapportés in : « Cattenom : Störfall für die gute Nachbarschaft », *art. cit.*, p. 131.

¹⁶⁴ « Sie ufern nicht zu so flächendeckendem Weltschmerz aus wie die Deutschen ». Cf. : *Ibid.*, p. 125.

Au sujet du « *Waldsterben* », comme sur la question des « voitures propres » et des dangers que présente l'industrie nucléaire, les écologistes français et les Verts ne peuvent que dénoncer ce qui leur apparaît comme une mauvaise gestion de la part des pouvoirs publics. Outre-Rhin, les associations environnementales et les Grünen peuvent se prévaloir d'avoir influé sur les décisions prises par leurs gouvernements, au niveau fédéral et local, et c'est dans ce climat de crise que le parti des Grünen va gravir rapidement les premiers échelons du système politique allemand. En ce sens, ces querelles franco-allemandes constituent un révélateur du chemin parcouru par l'écologie au sein de l'espace public ouest-allemand.

Outre-Rhin, les écologistes profitent d'une opinion publique attentive depuis longtemps aux questions d'environnement et de qualité de vie, et qui a globalement cédé à la panique sur la question de la « mort des forêts » et de la sécurité nucléaire. Dans le cas des disputes franco-allemandes autour de l'essence sans plomb, les Grünen sont également portés par un secteur industriel qui a compris les profits qu'il pouvait tirer du développement durable. C'est une autre caractéristique de l'Allemagne d'avoir pris conscience de cela très vite. En développant des produits verts hautement technologiques, avec le soutien de l'Etat qui met en place plusieurs programmes de subvention et de recherche-développement, le pays se forge rapidement une réputation dans ce domaine qui accentuera également son profil écologique. A titre d'exemple, notons que la conception et la fabrication d'éoliennes, spécialité danoise à l'origine, débute en RFA dès le début des années 1970, avec l'aide du gouvernement. De plus, c'est aussi ce climat de contestation du développement industriel et d'éveil de la conscience écologique qui a décidé les pouvoirs publics à miser sur ce filon. Un cercle vertueux semble ainsi s'établir entre les courants verts allemands, institutionnels ou non, qui contribuent à développer la conscience écologique de la population – parfois en taquinant sa corde sensible – et les industriels, qui répondent aux nouveaux besoins engendrés par cette évolution et bénéficient de ces nouveaux débouchés.

Ces décalages franco-allemands renforcent l'image d'une écologie qui a gagné ses lettres de noblesse en RFA, capable de mobiliser la population, les partis politiques et même les industriels. En France, dans les années 1980, les faibles performances des Verts lors des consultations électorales sont encore ternies par le fait que les écologistes continuent de faire cavalier seul au sein de l'espace public et que l'écologie reste une discipline dont les pouvoirs publics et les industriels essaient plutôt de se prévaloir, sans protestations de la part de la très grande majorité des citoyens.

3-4 Les Grünen, une force de déstabilisation de l'équilibre international ?

Sur un dernier point encore, les décalages sont flagrants dans les années 1980 entre la diffusion et la prise en compte des préoccupations chères aux partis écologistes en France et en Allemagne. Face à la montée en puissance des Grünen et une République fédérale (population, partis, industrie) qui semble se montrer de plus en plus soucieuse des questions d'environnement et de santé publique qui leur sont liées, les Français peuvent s'en moquer (comme dans le cas des pluies acides) ou s'en distancer (notamment face à l'exigence allemande de « voitures propres »). Sur un point bien précis en revanche, certains experts politiques et intellectuels français en viennent à s'inquiéter de l'influence grandissante des écologistes allemands au sein de l'espace public. Cette inquiétude est alimentée par l'idée que les Grünen seraient les principaux instigateurs d'un mouvement pacifiste « jusqu'aboutiste », capable de réveiller le nationalisme allemand, de remettre en question l'ancrage de la RFA en Europe de l'Ouest et par là, le processus d'intégration européenne ainsi que l'équilibre fragile de la Guerre froide entre le bloc occidental et le bloc soviétique¹⁶⁵.

L'idée est la suivante : très actifs parmi les mouvements pacifistes qui se développent outre-Rhin dans le contexte de la « crise des euromissiles »¹⁶⁶, les Grünen attisent au sein de la population une angoisse latente face à une éventuelle catastrophe nucléaire sur leur territoire. Cette angoisse est alimentée par la stratégie de l'OTAN (« double décision ») et en particulier certains scénarios américains envisageant un affrontement nucléaire restreint entre les deux superpuissances sur le sol européen, pour lequel la RFA et la RDA seraient en première ligne¹⁶⁷. Elle s'exprime au sein des Grünen par une vive critique de l'Alliance transatlantique et des Etats-Unis, comme nous avons pu le remarquer précédemment, critique qui va tellement loin qu'elle se transforme en condamnation du bloc occidental¹⁶⁸. Cette

¹⁶⁵ Cette inquiétude française vis-à-vis des positions et de l'influence des Grünen au sein de la société ouest-allemande s'exprime à travers différents ouvrages et articles de presse, dont nous citerons plusieurs exemples dans le texte qui suit. Elle est également discutée lors du 11^e Colloque franco-allemand sur le thème « L'Allemagne en Europe – la problématique de l'identité nationale », organisé par le *Deutsch-Französisches Institut* et le Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine, à Berlin, du 15 au 17 décembre 1983. Les problématiques exposées lors de ce séminaire ont fait l'objet d'une importante couverture dans la presse française et allemande, elle même symptomatique de l'importance accordée à la question. Cf. : « Französische Sorgen über die politische Entwicklung in der Bundesrepublik », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 22.12.1983, p. 6 ; « Angst vor den 'unruhigen Deutschen' », *Die Zeit*, 23.12.1983, p. 2 ; « In Frankreich wächst die Furcht vor der 'deutschen Krankheit' », *Stuttgarter Zeitung*, 24.12.1983, p. 6 ; « Zwischen München und Rapallo », *Süddeutsche Zeitung*, 30.12.1983, p. 8 ; « L'Allemagne en quête d'identité », *Le Monde*, 23.12.1983, p. 2 ; « Allemagne : le rêve et la réalité », *Le Point*, 2.01.1984 ; « Réflexion commune sur l'identité allemande », *Pariser Kurier*, janvier 1984, p. 14-15 ; « Une normalisation difficile », *La Croix*, 18.01.1984.

¹⁶⁶ Voir les explications données dans une note en bas de page du chapitre 5, point 3-1-2.

¹⁶⁷ Cf. : Stratégie de l'OTAN dite de la « *flexible response* ». Voir par exemple à ce sujet : Dan Diner, « La 'Question de l'Allemagne' dans le mouvement éco-pacifiste », *Hérodote*, n° 28, 1^{er} trimestre 1983, p. 23-47, ici p. 27 sq.

¹⁶⁸ Cf. : Die Grünen, *Friedensmanifest*, 1982, *doc. cit.* ; manifestation anti-Reagan du 10 juin 1982, etc. Voir à ce sujet, dans ce chapitre, le point 1-1-1.

position entraîne deux revendications de la part des écologistes allemands, largement diffusées grâce à la vivacité du mouvement pacifiste :

- en janvier 1983, ils exigent la « neutralisation de la République fédérale » (*Neutralisierung der Bundesrepublik*) et le démantèlement complet de tout l'arsenal militaire présent sur son territoire (désarmement unilatéral)¹⁶⁹ ;

- en novembre 1983, juste avant le débat au Bundestag en vue d'autoriser le stationnement des Pershing dans le pays (22 novembre), ils réclament la sortie de la RFA de l'OTAN¹⁷⁰.

Par ricochet, l'attitude des Grünen fait donc craindre aux Français – dont les incertitudes vis-à-vis de l'Allemagne sont toujours prêtes à se raviver – un rapprochement de la RFA du bloc soviétique, autrement dit une nouvelle « dérive vers l'Est ». Deux fantômes, Munich et Rapallo, reviennent ainsi au galop : le pacifisme qui mène au pire, comme en 1938¹⁷¹, et le rapprochement de l'Allemagne et de l'URSS, à l'image des événements qui ont suivi la Première Guerre mondiale¹⁷². Comme à l'époque de la *Ostpolitik* de Willy Brandt, dans les années 1970, c'est la vieille crainte française d'une relance de la *Mitteleuropa* qui s'exprime ici¹⁷³.

Le fait qu'un certain nombre de courants écologistes, surtout les plus alternatifs, abritent en leur sein des militants communistes, renforce cette théorie¹⁷⁴. En RFA également, Berlin-Est est soupçonné de faire le maximum pour influencer les Grünen et renforcer leur hostilité à la « double décision » de l'OTAN, hostilité qui ne peut aller que dans le sens de Moscou et du bloc soviétique. En octobre 1983, le chef du SED¹⁷⁵, Erich Honecker, (1912-1994), reçoit d'ailleurs une délégation des Grünen, dont Petra Kelly et l'ex-Général Gert Bastian font partie¹⁷⁶. En outre, certains passages des prises de position des verts allemands expriment

¹⁶⁹ Cf. : Die Grünen, *Diesmal die Grünen. Warum ? Ein Aufruf zur Bundestagswahl 1983*, appel voté lors de l'assemblée générale extraordinaire des Grünen à Stuttgart-Sindelfingen, les 15 et 16 janvier 1983, p. 6. (Cf.: Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier G 155).

¹⁷⁰ Cf. : Die Grünen, *Auflösung der Militärblöcke – Raus aus der NATO. Erklärung zur Friedenspolitik der Grünen*, déclaration votée lors de l'assemblée générale des Grünen à Duisburg, du 18 au 20 novembre 1983, *doc. cit.*

¹⁷¹ Sur les Accords de Munich, voir les explications données précédemment dans une note en bas de page, au point 1-1-1 de ce chapitre.

¹⁷² Le traité de Rapallo est signé le 16 avril 1922 par l'Allemagne et l'URSS. Il permet aux deux signataires de rompre l'isolement dont ils sont victimes après la Première Guerre mondiale et la révolution bolchevique. Par ce traité, l'Allemagne et l'URSS rétablissent des relations diplomatiques et commerciales et renoncent aux réparations de guerre qu'elles se doivent mutuellement. Les deux pays engagent également une collaboration militaire qui durera jusqu'en 1933.

¹⁷³ Sur ce sujet, voir tout particulièrement : Ernst Weisenfeld, *Welches Deutschland soll es sein ? Frankreich und die deutsche Einheit seit 1945*, München, Verlag C. H. Beck, 1986, p. 113 sq. ; Ingo Kolboom, *Das Problem der Franzosen mit der deutschen Identität – Frankreich und die deutsche Frage in Geschichte und Gegenwart*, FB Politische Wissenschaft, FU Berlin, Occ. Papers n° 12/1985.

¹⁷⁴ Cf. : Chapitre 4, point 1-1.

¹⁷⁵ Rappel : SED : *Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*, principal parti politique de RDA.

¹⁷⁶ Au sujet des rapports et des relations d'influence entre le SED et les Grünen, voir en particulier : Udo Baron, *Kalter Krieg und heisser Frieden. Der Einfluss der SED und ihrer westdeutschen Verbündeten auf die Partei 'Die Grünen'*, Berlin-Hamburg-Münster, LIT Verlag, 2003.

clairement cette volonté de rapprochement de l'Est, à l'image de l'appel voté par leur assemblée générale à Stuttgart-Sindelfingen, en janvier 1983, qui précise que la neutralité de la RFA (soutenue par 82% des électeurs du parti en mars 1982¹⁷⁷) doit permettre « la réconciliation avec les autres peuples d'Europe, en particulier ceux d'Europe de l'Est et de l'Union soviétique »¹⁷⁸. Par ailleurs, l'appel de Krefeld auquel les écologistes participent activement, Petra Kelly et Gert Bastian en tête, est dénoncé par ses détracteurs comme une initiative pilotée par le SED et ses alliés en RFA, notamment le DKP. La polémique autour de cet appel au désarmement qui éclate en Allemagne présente ainsi les Grünen comme les marionnettes des communistes derrière le Rideau de fer et renforce la théorie des écologistes « pastèques » (vert à l'extérieur, rouge à l'intérieur) chère à Franz Josef Strauß.

L'essayiste Jean-François Revel (1924-2006), connu pour ses positions critiques vis-à-vis du marxisme, écrit ainsi dans *Le Point*, en janvier 1984, en parlant des Grünen :

« Leur programme s'appuie sur une négation pure et simple de la réalité. Pour eux, le danger soviétique et peut-être même l'Union soviétique n'existent pas. Une fois supprimé cet obstacle, l'affaire des euromissiles apparaît tout naturellement comme une gratuite ingérence américaine visant à imposer des Pershing à la RFA pour des motifs imaginaires. Le neutralisme devient résistance à l'impérialisme américain (...) pour eux la puissance militaire soviétique est une invention occidentale. Ne perdons pas notre temps à nous demander si le mouvement pacifiste est sincère ou manipulé par l'Est : les deux sont vrais. Ce qui nous intéresse ici est de constater la fuite des Verts [allemands] devant la réalité, et que cette fuite sert les intérêts soviétiques. »¹⁷⁹

Cette prise de distance par rapport au bloc occidental du courant « écopacifiste », comme on le désigne à l'époque, est d'autant plus inquiétante vue de France qu'elle semble se propager à travers toute la société ouest-allemande, à gauche comme à droite de l'échiquier politique. Dans ce contexte, le virage à cent quatre-vingts degrés du SPD sur la question de l'installation en RFA des missiles américains, est une source d'anxiété dans l'Hexagone¹⁸⁰. En effet, alors que pendant son mandat, le chancelier Schmidt s'est investi en faveur de la « double décision » de l'OTAN, une écrasante majorité des délégués sociaux-démocrates présents lors du congrès extraordinaire du parti qui se tient à Cologne le 19 et 20 novembre

¹⁷⁷ Selon des études d'opinion effectuées à trois reprises en 1980, à l'automne 1981 et en mars 1982, publiées in : Jörg R. Messke, *Die Grünen*, Reinbek, Rowohlt Taschenbuch, Spiegel-Buch, 1982, p. 36-50.

¹⁷⁸ « Versöhnung mit den anderen Völkern Europas, gerade auch Osteuropas und der Sowjetunion ». Cf. : Die Grünen, *Diesmal die Grünen. Warum ? Ein Aufruf zur Bundestagswahl 1983*, doc. cit., p. 6.

¹⁷⁹ Cf. : Jean-François Revel, « Allemagne : le rêve et la réalité », *Le Point*, 2.01.1984.

¹⁸⁰ Cf. : Comptes-rendus dans la presse du Colloque franco-allemand de décembre 1983, notamment : « Angst vor den 'unruhigen Deutschen' », *Die Zeit*, art. cit. ; Henri Ménudier, « Réflexion commune sur l'identité allemande », *Pariser Kurier*, art. cit. Fin novembre 1983, lors du vote au Bundestag, 198 députés SPD s'opposent avec les députés verts au stationnement des Pershing sur le sol de la RFA.

1983 (dont Willy Brandt) s'oppose aux Pershing¹⁸¹. De même, à droite, l'intensification par le gouvernement Kohl de ses rapports avec la RDA, alors que la CDU n'a eu de cesse, dans les années 1970, de critiquer la *Ostpolitik* de W. Brandt, laisse les Français dubitatifs. Notamment le rôle actif que joue Franz Josef Strauß en personne dans l'accord de juin 1983 pour l'octroi à Berlin-Est d'un crédit bancaire d'un milliard de deutschemarks – ce qui lui vaut d'être reçu avec tous les égards par Erich Honecker quelques semaines plus tard – donne à Paris toute la mesure du « nouveau réalisme allemand »¹⁸².

« Le gouvernement fédéral a de plus en plus de mal à résister aux sirènes de l'Est. (...) Cette soviétophilie n'est pas l'apanage d'une opinion publique jeune et gauchiste. Personne n'y échappe », écrit Alain Minc (*1949) dans *La Grande illusion*, un ouvrage peu scientifique mais bien diffusé, visant à dénoncer ce qu'il considère comme le « *Drang nach Osten* » de la RFA¹⁸³. En effet, selon lui :

« La société allemande n'est plus contestée par une minorité (...). Elle vit avec, lovée en son sein, une contre-société. Celle-ci a ses valeurs : la nature, l'écologie, la paix. (...) Elle a sa culture : un étrange melting-pot d'anarchie, de gauchisme, de mythes de la nature, de réflexes pacifistes. (...) Ainsi de l'écologie, qui dépasse de loin le fonds de commerce des seuls verts et des alternatifs. Résurgence du vieux culte germanique de la nature, sous-produit d'une société industrielle confinée sur un espace réduit, substitut idéologique pour un pays sans idéologie. (...) A travers la défense de l'environnement, c'est le modèle de société lui-même qui est en jeu. Tout est en effet critiquable, à l'aune de la nature (...). C'est un levier de contestation qui se périmé moins vite que les vieilles analyses de classes. (...) Le cheminement est clair, qui va de l'écologie au refus du nucléaire et de celui-ci au pacifisme. (...) Un zeste d'évangélisme, un doigt d'écologie, quelques principes luthériens : les ingrédients sont là, qui font du « Plutôt rouges que morts »¹⁸⁴ une morale collective. (...) L'amour de la nature mène à la haine du nucléaire, celle-ci au pacifisme et celui-là au découplage. Voilà comment une société civile démocratique devient par sa vitalité-même le meilleur allié de l'Union soviétique, le seul pays sans vraie société civile ! »¹⁸⁵

Dans un ouvrage du même type, *Le Vertige allemand*, largement consacré au problème que représente les Grünen dans la société allemande, Brigitte Sauzay (1947-2003) – future conseillère du chancelier Schröder (1998-2005) pour les relations franco-allemandes et célèbre dans les années 1980 en tant qu'interprète de Helmut Kohl et François Mitterrand – écrit en 1985 :

¹⁸¹ Voir notamment à ce sujet : Ankekatrin Gebauer, *Der Richtungsstreit in der SPD*, Wiesbaden, Verlag für Sozialwissenschaften, 2005, p. 202-217.

¹⁸² Cf. : Comptes-rendus dans la presse du Colloque franco-allemand de décembre 1983, notamment : Henri Ménudier, « Une normalisation difficile », *La Croix*, art. cit.

¹⁸³ Cf. : Alain Minc, *La Grande illusion*, Paris, Grasset, 1989, p. 52 et 53. Voir sur cet ouvrage les propos critiques d'Ingo Kolboom, notamment in : « Du rôle des grandes incantations. Point de vue allemand à partir d'une expérience transnationale », texte publié dans les actes du colloque « L'Europe de la pensée, l'Europe du politique » qui s'est tenu à Albi les 5 et 6 mai 1989. Cf. : *Cosmopolitiques*, numéro spécial, 1989, p. 41-54.

¹⁸⁴ « *Lieber rot als tot* », slogan diffusé par le mouvement pacifiste allemand.

¹⁸⁵ Cf. : Alain Minc, *La Grande illusion*, op. cit., p. 34-36.

« En abandonnant le havre de la croyance en la protection absolue américaine, en jetant aux orties la croyance en l'efficacité de la dissuasion, en se penchant sur l'éventualité de la destruction totale, les Allemands ont contracté un vertige métaphysique. Car c'est bien de métaphysique qu'il s'agit, lorsque se pose la question du sens du suicide : plutôt rouge que mort, ou plutôt mort que rouge ? Tot oder rot ? 'La liberté ou la mort ?' Ou : la vie avant tout ? Survivre à tout prix, *Wir wollen leben* 'Nous voulons vivre', disent les Verts [allemands]. »¹⁸⁶

Derrière cette évolution entraînée par les « écopacifistes », mais qui les dépasse largement, se cache potentiellement pour certains observateurs français une résurgence du nationalisme allemand et un retour de la « question allemande ». Ils diagnostiquent en effet, après une phase d'auto-reniement, un réveil du patriotisme outre-Rhin, dans la mesure où, en cette période de guerre froide tendue, les Allemands se sentent pris en otage par les deux superpuissances et se font du souci pour leur propre sort. Puisque cela contribue à créer une certaine solidarité avec la RDA, qui se trouve dans la même situation, les Français – plus que tous les autres observateurs étrangers¹⁸⁷ – craignent donc une alliance entre Bonn et Berlin-Est dont l'origine serait à la fois la peur du nucléaire et un besoin d'accéder à plus de souveraineté politique. Selon cette hypothèse, le « *Nationalpazifismus* » allemand¹⁸⁸ pourrait remettre d'actualité la question de la réunification allemande si, « pour sauver sa peau », la RFA décidait de se déclarer neutre par rapport à la Guerre froide que se livrent l'Est et l'Ouest, évolution dont on pense, en se remémorant la note de Staline de 1952¹⁸⁹, qu'elle pourrait entraîner l'acceptation par l'Union soviétique de la réunification de l'Allemagne¹⁹⁰. Dans un numéro spécial du magazine d'actualité économique et financière *La vie française* sur « le curieux partenaire allemand », on peut lire dans l'éditorial :

« L'Allemagne est, à tous les niveaux, un pays sous influence. Sur le plan économique et financier, ce sont l'Amérique et la Suisse qui décident pour elle. (...) Sur le plan politique, la RFA est devenue le champ de pressions soviétiques croissantes qu'illustre le revirement du SPD sur le problème des euromissiles. Les pacifistes allemands, les écologistes du Bundestag

¹⁸⁶ Cf. : Brigitte Sauzay, *Le Vertige allemand*, op. cit., p. 219. « *Wir wollen leben* » est le titre d'une publication des Grünen en 1983, à laquelle Rudolf Bahro notamment a participé.

¹⁸⁷ Voir à ce sujet : Dan Diner, « La 'Question de l'Allemagne' dans le mouvement éco-pacifiste », op. cit., p. 44.

¹⁸⁸ Expression diffusée par l'historien français d'origine allemande Joseph Rovin (1918-2004) pour désigner le réveil du nationalisme via le pacifisme.

¹⁸⁹ La note de Staline du mars 1952 s'inscrit dans les réflexions des Alliés sur la « question allemande ». Elle propose de réunifier et de neutraliser l'Allemagne, dans la mesure où celle-ci ne disposerait que d'une armée de défense. Moscou provoque à cette occasion une levée de boucliers aux Etats-Unis, en France et en Grande-Bretagne. Le chancelier Konrad Adenauer (1949-1963) réagit également vivement et refuse catégoriquement cette proposition, ne voulant pas mettre en péril la relation entre la RFA et ses partenaires occidentaux. Voir notamment sur cette question : Ernst Weisenfeld, *Welches Deutschland soll es sein ? Frankreich und die deutsche Einheit seit 1945*, op. cit., p. 56 sq.

¹⁹⁰ Cf. : Comptes-rendus dans la presse du Colloque franco-allemand de décembre 1983, notamment : « Französische Sorgen über die politische Entwicklung in der Bundesrepublik », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, art. cit.

prennent leurs instructions à Moscou. (...) La France aurait tort de croire que la main qu'elle tend à l'Allemagne l'empêchera d'être séduite par le chant des sirènes soviétiques. Moscou sait, en effet, faire vibrer dans le cœur des Allemands la corde sensible de la réunification, dont l'attrait est chaque jour plus fort. »¹⁹¹

Cette menace d'un revirement continental et du retour de la « question allemande » éveille alors auprès de certains Français des peurs disparues depuis longtemps. Ceux-ci s'interrogent en particulier sur l'attachement de la RFA aux valeurs occidentales et la sincérité de son ancrage à l'Ouest, si celle-ci est prête, en cas de danger, à suivre les « écopacifistes » sur la voie du neutralisme et à se rapprocher ainsi de l'URSS, avec l'espoir de survivre physiquement. L'historien et journaliste Alexandre Adler (*1950) souligne ainsi :

« Aujourd'hui, le pacifisme allemand consiste à dire que la nature même de l'Union soviétique, la nature même de l'oppression que subit un tiers du peuple allemand en Allemagne de l'Est, est un problème entièrement secondaire par rapport à des problèmes transcendants. Avant [19]14, le pacifisme consiste à exalter la République démocratique, aujourd'hui à la considérer comme rien. »¹⁹²

« Les crimes d'Hitler occultent ceux de Staline » veut croire Brigitte Sauzay¹⁹³. Au colloque franco-allemand organisé à Berlin sur cette question en 1983, le philosophe André Glucksmann (*1937) demande aux Allemands :

« Aimez-vous sans complexe la démocratie et êtes-vous prêts à prendre des risques pour la défendre ? Quel avenir voulez-vous choisir ? Voulez-vous entrer dans la sphère d'influence de l'Europe de l'Est, choisir une existence autonome ou au contraire, rester dans le cadre de l'Europe occidentale ? »¹⁹⁴.

Joseph Rovay s'interroge pour sa part :

« La raison d'être de la Nation étant la démocratie, peut-on sacrifier la seconde à la première ? »¹⁹⁵

Et Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Recherche et de l'Industrie entre mai 1981 et mars 1983, d'ajouter :

¹⁹¹ Cf. : « Coopération franco-allemande. Relever la tête », éditorial, *La vie française*, n° 2072, 25.02-3.03.1985, p. 28.

¹⁹² Cf. : Remarque d'Alexandre Adler à la suite de l'intervention d'Ingo Kolboom citée précédemment (« Du rôle des grandes incantations. Point de vue allemand à partir d'une expérience transnationale ») lors du colloque « L'Europe de la pensée, l'Europe du politique ». Cf. : *Cosmopolitiques*, numéro spécial : Actes du colloque « L'Europe de la pensée, l'Europe du politique », 1989, *op. cit.*, p. 53.

¹⁹³ Cf. : Brigitte Sauzay, *Le Vertige allemand*, *op. cit.*, p. 234.

¹⁹⁴ Cf. : Propos rapportés par Henri Ménudier in : « Réflexion commune sur l'identité allemande », *Pariser Kurier*, *art. cit.* Voir également à ce propos l'ouvrage d'André Glucksmann, *La force du vertige* (Paris, Grasset, 1983) qui constitue une dénonciation virulente des illusions du pacifisme.

¹⁹⁵ Cf. : Propos rapportés in : « L'Allemagne en quête d'identité », *Le Monde*, *op. cit.*

« Il y a-t-il [en RFA] la volonté politique de comprendre la dimension historique selon laquelle il est nécessaire d'avoir un pôle européen entre l'Union soviétique et les Etats-Unis, car sinon, la vassalisation collective menace ? »¹⁹⁶

L'expression de ces craintes françaises, vis-à-vis d'un retour possible au « *Sonderweg* », au « chemin particulier » d'une République fédérale allemande à la fois déçue par l'Occident et en proie à une « frustration nationale »¹⁹⁷, n'est pas non plus sans paradoxe. André Fontaine, alors rédacteur en chef du *Monde*, souligne ainsi que la méfiance permanente de la France vis-à-vis de l'Allemagne conduit, dans les années 1980, à ce que les Français reprochent à la RFA son manque de fermeté vis-à-vis de l'Union soviétique, alors que pendant des années, ils ont critiqué sa docilité vis-à-vis des Etats-Unis et son ardent antibolchevisme. Cette méfiance conduit également à ce que la France se fasse du souci par rapport au « pacifisme irresponsable » des Allemands, alors qu'encore peu de temps auparavant, elle mettait en garde contre leur penchant inné pour le militarisme¹⁹⁸. C'est d'ailleurs cette dernière contradiction que souligne le conseiller de François Mitterrand, Jacques Huntzinger, en confiant au magazine *Stern* en 1984 : « Avant on craignait le militarisme allemand, maintenant on craint le pacifisme allemand »¹⁹⁹.

En conclusion de son ouvrage sur *Le Vertige allemand*, Brigitte Sauzay n'hésite pas à comparer les écologistes et les pacifistes à « Lucifer », considérant qu'ils sont dangereux politiquement pour la France :

« [Les verts allemands] nous concernent directement : ils sont l'expression de ce trouble qui a saisi l'Allemagne et qui nous met une fois de plus devant une question oubliée : notre destin de joue-t-il en Allemagne ? (...) L'Allemagne peut-elle à nouveau bouleverser les équilibres internationaux ? Faut-il s'attendre à une 'proposition malhonnête' de la part des Russes, et craindre de voir se former au centre de l'Europe un énorme bloc neutre, inféodé à l'Union soviétique ? La fin de l'Atlantisme ? Faut-il craindre que les Américains ne s'opposent fermement à cette réunification sous l'égide russe, et alors... 'mourir pour Bonn' ? »²⁰⁰

¹⁹⁶ Propos rapportés en allemand in : « Zwischen München und Rapallo », *Süddeutsche Zeitung*, art. cit. (« Gibt es den politischen Willen, die historische Dimension zu begreifen, wonach es zwischen der Sowjetunion und den USA einen europäischen Pol geben muß, weil sonst kollektives Vasallentum droht »)

¹⁹⁷ Cf. : Brigitte Sauzay, *Le Vertige allemand*, op. cit., p. 248.

¹⁹⁸ Cf. : Comptes-rendus dans la presse du Colloque franco-allemand de décembre 1983, notamment : « Französische Sorgen über die politische Entwicklung in der Bundesrepublik », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 22.12.1983. Voir également : André Fontaine, « L'Allemagne en quête d'identité », *Le Monde*, op. cit.

¹⁹⁹ Cf. : « Muss die Welt die Deutschen fürchten ? », *Stern*, 26.04.84, p. 64-72, ici p. 71. Voir à ce sujet : Ingo Kolboom, « Deutsche Frage, französische Antworten » in : *Merkur. Deutsche Zeitschrift für europäisches Denken*, n° 431, 1985, p. 78-83.

²⁰⁰ Cf. : Brigitte Sauzay, *Le Vertige allemand*, op. cit., p. 254-255.

Même s'il souligne – comme d'autres experts de l'Allemagne d'ailleurs²⁰¹ – que la grande majorité des habitants de RFA reste attachée à la nécessité d'une défense nationale et qu'il ne cherche pas, comme Brigitte Sauzay, Alain Minc ou d'autres²⁰², à diaboliser l'Allemagne, Joseph Rován, se montre également soucieux de la percée des « écopacifistes » :

« Peut-on (...) empêcher le nouveau millénarisme [du mouvement pacifiste] de paralyser l'Etat républicain et de le faire basculer dans un neutralisme qui exposerait l'Europe occidentale isolée et esseulée aux menaces des fusées soviétiques ? »²⁰³.

En conséquence, il considère que la participation des Grünen aux élections législatives de 1983 constitue potentiellement de la « dynamite » car s'ils se retrouvent en position d'arbitre entre les sociaux-démocrates et les conservateurs, ils seraient alors en mesure de déstabiliser le pays en le rendant ingouvernable, plaçant le pays devant l'obligation de former une nouvelle « grande coalition » ou d'organiser très rapidement de nouvelles élections²⁰⁴.

En 1989, cette discussion autour de l'influence des écologistes et des pacifistes sur la scène politique allemande, avec les conséquences potentielles qui pourraient en résulter pour la France, est loin d'être terminée :

« Je peux vous assurer que les hommes politiques, en France ou ailleurs dans le monde, (...) ont peur des écologistes et des pacifistes allemands », déclare ainsi l'universitaire Katharina von Bülow lors d'un colloque franco-allemand, « parce que dans leurs textes il y a des passages sur l'appartenance de l'Allemagne à l'OTAN, sur la possible sortie, sur la question du neutralisme, question cruciale pour la politique dans le monde et pas seulement en Allemagne fédérale. »²⁰⁵

Dans cette affaire, tout au long des années 1980, même si les questions de sécurité et de défense n'ont rien à voir avec l'écologie en tant que telle, les déclarations non-violentes des Grünen et le rôle prépondérant qu'ils jouent dans le mouvement pacifiste en RFA propulsent ainsi le parti écologiste au centre de la scène politique nationale et des discussions franco-allemandes sur l'avenir des relations bilatérales et du projet européen. Dans ce contexte, les Grünen parviennent même à inquiéter, du moins leurs positions politiques sont-elles analysées et discutées dans les hautes sphères du pouvoir et par les experts en politique

²⁰¹ Cf. : Bernard Brigouleix, « La démocratie au présent » in : Gérard Sandoz (dir.), *Les Allemands sans miracle*, Paris, Armand Colin, 1983, p. 29-74, ici p. 66 (en 1983, Bernard Brigouleix est journaliste au *Monde*).

²⁰² Voir encore, par exemple : Georges Valance, *France-Allemagne. Le retour de Bismarck*, Paris, Flammarion, 1990.

²⁰³ Cf. : Joseph Rován, *L'Allemagne du changement*, op. cit., p. 188.

²⁰⁴ Cf. : *Ibid.*, p. 208-224.

²⁰⁵ Cf. : Remarque de Katharina von Bülow suite à l'intervention d'Ingo Kolboom citée précédemment (« Du rôle des grandes incantations. Point de vue allemand à partir d'une expérience transnationale ») lors du colloque « L'Europe de la pensée, l'Europe du politique ». Cf. : *Cosmopolitiques*, numéro spécial : Actes du colloque « L'Europe de la pensée, l'Europe du politique », 1989, op. cit., p. 52-53.

étrangère. En comparaison, les écologistes français apparaissent comme de gentils militants en faveur d'un plus grand respect de l'environnement, dont l'écho au sein de l'espace public reste très limité et qui, dans l'ensemble, ne dérangent personne. En outre, les prises de position françaises caricaturales à l'égard des « écopacifistes », bien médiatisées pour certaines, ne font que renforcer les incompréhensions et les clichés des Français vis-à-vis de leurs voisins d'outre-Rhin. Aux peurs allemandes d'une « *Totalkatastrophe* »²⁰⁶ en cas d'attaque nucléaire répondent ainsi les peurs françaises face à une Allemagne imprévisible, à laquelle on ne peut pas se fier, une Allemagne romantique qui, comme dans le cas du « *Waldsterben* » et de Tchernobyl, cède facilement à l'effusion des émotions, à l'irrationalité et à la psychose collective, une Allemagne écologiste qui se laisse une fois de plus entraîner par un parti vert adroit et puissant au sein de l'espace public – « Jusqu'où ira l'Allemagne envoûtée ? » s'interroge Alain Minc ?²⁰⁷

Bilan

Très peu de temps après la date de leur fondation, les Grünen ont ainsi, grâce à leur programme politique, leur pragmatisme croissant ainsi qu'un système de scrutins qui privilégie la représentation proportionnelle, des élus dans la majorité des diètes régionales et au Parlement fédéral. Cela leur assure un certain niveau de pouvoir dans les différents centres de décision du système politique de RFA et, grâce à la législation allemande, des ressources pécuniaires importantes. En ce sens, ils sont considérés à la fin des années 1980 comme un parti stable, en pleine ascension, qui s'est professionnalisé et qui se rapproche des partis établis, potentiellement en mesure de s'allier avec eux ou de concurrencer le SPD²⁰⁸. A ce titre, ils participent activement aux travaux du Bundestag – notamment dans les commissions pour l'environnement, les transports, la paix, la démocratie et les questions sociales (lutte contre le chômage, lutte contre les discriminations) – et se distinguent par leurs nombreuses interpellations au gouvernement et propositions de loi²⁰⁹.

²⁰⁶ Cf. : Rudolf Bahro in : Die Grünen, *Wir wollen leben !*, Bonn, 1983, p. 4 (Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier G 153).

²⁰⁷ Cf. : Alain Minc, *La Grande illusion*, op. cit., p. 53. Sur ce « chassé-croisé franco-allemand », voir : Ingo Kolboom, « 1968-1988 : Connivences, équivoques et malentendus dans le dialogue franco-allemand depuis mai 1968 », art. cit., p. 36 sq.

²⁰⁸ Cf. : Classifications des partis écologistes vis-à-vis de leur pénétration du système politique et de leur évolution par rapport aux clivages dominants (F. Müller-Rommel / Paul Lucardie). Classifications présentées précédemment dans ce chapitre, en conclusion du point 2.

²⁰⁹ Sur le travail des Grünen au sein du Bundestag, voir en particulier : Joachim Raschke, *Die Grünen. Wie sie wurden, was sie sind*, Köln, Bund-Verlag, 1993, p. 609-653. Dans ce chapitre, il évoque aussi les nombreuses luttes d'influence que se livrent les différents courants écologistes actifs au sein du groupe parlementaire et les problèmes que constituent au quotidien les principes liés à la démocratie de base.

En revanche, dans les années 1980, à l'inverse de ce que craignait Joseph Rovin avant les élections législatives de 1983, les Grünen n'ont pas le poids politique suffisant pour influencer sur les grandes orientations politiques du pays. Ni entre 1983 et 1987 (vingt-sept députés), ni entre 1987 et 1990 (quarante-quatre députés), ils ne se retrouvent en position d'arbitres entre les sociaux-démocrates et les conservateurs ou en mesure de paralyser le travail du Bundestag, le pays étant dirigé pendant toute cette période par un gouvernement de coalition alliant conservateurs et libéraux (CDU/CSU et FDP). Il en va de même dans les Parlements régionaux, à l'exception du *Land* de Hesse où ils participent au gouvernement entre 1985 et 1987, à la suite d'une alliance avec le SPD.

Ainsi, tout au long de cette décennie, ce qui donne aux Grünen une véritable assise dans le paysage politique de la République fédérale, c'est le soutien dont ils jouissent au sein de l'opposition extra-parlementaire, opposition qui compte parfois des dizaines de milliers de militants, à l'instar des mouvements antinucléaires et pacifistes. Par ailleurs, les différentes « affaires » que nous venons de présenter – le problème du « *Waldsterben* », la question de la pollution atmosphérique par les automobiles, le danger d'une contamination radioactive après Tchernobyl et la crainte d'un conflit nucléaire sur le sol allemand avec la crise des euromissiles – bénéficient d'une forte médiatisation en RFA dans les années 1980. Elles contribuent à diffuser au sein de la population les réflexions, les expertises et les propositions des Grünen. De la sorte, ces derniers deviennent incontournables, aussi bien pour l'opinion publique qui cherche à comprendre la situation au-delà des discours officiels, que pour les partis politiques établis qui sont obligés de réagir par rapport à un courant politique encore peu influent dans les Parlements, mais très médiatisé et qui bénéficie de l'attention d'une partie non négligeable de la population. De surcroît, le succès des Grünen contribue à réintégrer toute une génération anciennement extra-parlementaire dans un système politique en plein changement et à faire évoluer en même temps la culture politique du pays.

Inversement, en France, dans les années 1980, les Verts n'ont pas été aussi adroits que leurs homologues allemands dans le choix de leurs axes de campagne. Jusqu'en 1997, ils n'ont aucun député à l'Assemblée nationale. Toutefois, le système majoritaire, qui domine lors des scrutins, et le système de financement des partis politiques français ne leur sont pas favorables non plus. En outre, les Verts sont handicapés par le fait qu'ils n'arrivent pas à intéresser vraiment les médias et à structurer autour d'eux une opposition extra-parlementaire dynamique qui dépasse le cercle restreint des Amis de la Terre et des associations de défense de l'environnement. En effet, les mouvements d'opposition aux centrales s'essouffent dans les années 1980. A cette époque, le pacifisme n'est pas non plus un « bon filon » dans

l'Hexagone et, quoi qu'il en soit, les Verts ne s'engagent pas activement dans cette voie : ils ne prennent pas position contre les euromissiles et dans ce contexte, n'hésitent d'ailleurs pas à se distancer des Grünen, dont ils ne soutiennent pas les attaques contre la « double décision » de l'OTAN, ni les revendications en faveur d'une neutralisation de la République fédérale – positions dont ils craignent au contraire des retombées négatives sur leur propre évolution politique. Pour ce qui est des questions de société, ils peinent à se distinguer des autres partis de gauche, les problèmes d'égalité sociale ou d'immigration n'étant pas spécifiquement des thématiques propres à l'écologie. Quant aux « affaires » qui éclatent en Allemagne sur des sujets environnementaux et qui propulsent les Grünen sur le devant de la scène (pluies acides, voitures propres, contaminations radioactives suite à Tchernobyl), elles ne font pas recette chez les Verts. Soit parce que l'opinion et les médias français ne les considèrent pas comme un problème grave (pluies acides, Tchernobyl), soit parce que ces derniers s'en méfient (voitures propres). En ce sens, dans les années 1980, il n'y a pas d'événements écologiques en France qui soutiennent vraiment le développement du parti vert. Par comparaison, les années 1970 ont été beaucoup plus favorables aux écologistes français : marées noires à répétition, défense du parc de la Vanoise, bataille du Larzac, protestations contre les voies sur berges à Paris, grandes manifestations contre le programme nucléaire français, à la fois militaire (par rapport aux essais nucléaires) et civil (contre les centrales). Ces événements ont lancé le mouvement écologiste français et fait sa réputation en Europe en tant que courant d'avant-garde, à une époque où les écologistes allemands venaient faire leurs classes dans l'Hexagone. Dans les années 1980, pour toutes les raisons que nous venons de citer plus haut, cet élan retombe. Aussi, au moins jusqu'en 1989, date de leur percée aux élections municipales et européennes, les Verts sont-ils cantonnés au rang de parti très minoritaire. Ils peinent à décoller lors des votes et du fait de leurs choix stratégiques (« ni droite ni gauche »), comme du manque d'intérêt qu'ils éveillent auprès du reste de la classe politique, ils sont isolés. Ainsi, si au début des années 1970, ce sont les Allemands qui sont impressionnés par le dynamisme des associations et comités écologistes français – au Larzac, à Fessenheim, dans le Bugey, à l'usine Lip, lors des élections présidentielles de 1974, etc. – au cours des années 1980, ce sont les écologistes français qui n'ont de cesse d'admirer la force d'action et de mobilisation des Grünen, leurs moyens financiers, leur organisation matérielle et leur visibilité au sein de l'espace public²¹⁰.

²¹⁰ Voir à titre d'exemple : Michel Delore, « Les Verts au pouvoir à Bonn », *Ecologie*, n° 362, février 1985, p. 27.

Ces décalages entre les parcours des écologistes de part et d'autre du Rhin et l'intérêt du pays pour les thématiques qui leur sont chères érigent l'écologie au rang de caractéristique nationale allemande dans les représentations collectives françaises des années 1980. A l'inverse, dans les représentations collectives allemandes, le désintérêt supposé des Français dans le domaine de l'écologie devient également un trait constitutif de leur identité. Les malentendus franco-allemands qui s'expriment dans les années 1980 autour de questions propres à l'écologie politique ne viennent que renforcer ces représentations et servent de faire valoir à toutes les idées reçues sur « l'âme germanique » et l'esprit français. Ainsi, à une Allemagne romantique, proche de la nature, sensible à l'appel de la forêt, qui se méfie des technologies dangereuses et s'enfonce facilement dans l'irrationalité parce qu'elle a peur, s'oppose une France rationnelle, qui a une confiance aveugle dans la technique et dans le progrès et dont le rapport à la nature est avant tout un rapport de domination. A partir des années 1980, en matière d'écologie, les réputations de part et d'autre du Rhin sont donc bien scellées. Pour le dire en des termes journalistiques : l'Allemagne devient pour les Français le pays « le plus écologiste du monde », tandis que pour les Allemands, « la France incarn[e] le plus souvent le pays des cartésiens attardés qui s'érig[ent], avec des centrales nucléaires, des barrages et des trains à grande vitesse, en 'Maîtres de la nature' et qui employ[ent] le mot 'Vert' tout au plus pour les joueurs du club de football de Saint-Etienne »²¹¹.

²¹¹ Selon les analyses du *Zeit*, au cours des années 1980, « Deutsche sahen in Frankreich meist das Land der ewigestrigen Kartesianer, die sich mit Atomkraftwerken, Staudämmen und Hochgeschwindigkeitszügen zum 'Meister der Natur' aufschwangen und die das Wort Grüne höchstens für die Spieler des Fußballklubs von Saint-Etienne verwendeten. » Cf. : Ludwig Siegele, « Soeben die Natur entdeckt », *Die Zeit*, 12-13.03.1992.

CONCLUSION

CONCLUSION

Ce travail, qui analyse le développement de la conscience écologique et la naissance de l'écologie politique en France et en Allemagne, montre à quel point l'écologie n'est pas un passe-temps pour « amateurs de pâquerettes »¹ dans une société d'abondance caractéristique des pays riches, qui peut se permettre d'être post-matérialiste et de se soucier de l'état de santé de la planète. Bien plus, l'écologie telle qu'elle se développe de part et d'autre du Rhin entre 1960 et 1990 contribue à remettre en question une idée qui sous-tend toute la société moderne depuis les Lumières et selon laquelle le progrès technique permet à l'humanité de se libérer toujours davantage des contraintes matérielles. La critique écologique pose en effet la question du sens de l'évolution des sciences et des technologies puisqu'elle accuse certaines d'entre elles – à commencer par le nucléaire – d'œuvrer non à l'amélioration de la condition humaine mais bien plus aux risques de destruction de l'humanité. Les écologistes participent à un mouvement critique de questionnement de la société industrielle caractéristique des années 1970 et 1980 en Occident qui a pu aussi s'exprimer dans la philosophie postmoderne². Il convient toutefois de distinguer clairement l'écologie de cette dernière. En effet – pour l'exprimer selon les termes de Jean-François Lyotard – la philosophie postmoderne dénonce la fin de la croyance aux « grands récits » grâce auxquels l'humanité a pu analyser la marche du monde, en particulier le récit de l'émancipation universelle par le développement techno-industriel. Elle préfère aux grands paradigmes les « petits récits », parcellaires, éclatés, qui appréhendent certains aspects de notre société, et elle n'aspire pas à proposer une grille d'analyse globale de l'évolution de l'humanité³. Ce n'est pas le cas des écologistes car s'ils remettent en cause, eux aussi, les certitudes de la société industrielle et produisent de nombreux « petits récits », ces derniers se raccrochent tous à une analyse globale du monde contemporain occidental et constituent donc les éléments d'un « grand récit » de type traditionnel. Ainsi, l'histoire de la mort des forêts, l'idée selon laquelle « le 'vaisseau terre' est en danger », le concept de la citoyenneté planétaire, les utopies des écologistes libertaires, etc. sont autant d'éléments qui se rattachent au « grand récit » du lien immuable qui existe entre l'homme et la nature et au danger que l'humanité encourt à vouloir se poser en dehors ou au-dessus d'elle. Ce récit, caractéristique des sociétés primitives et traditionnelles, se retrouve au

¹ L'expression est de Jacques Chirac (*1932), au début de son premier mandat présidentiel. Cf. : « Jacques Chirac s'empare de l'écologie », *Le Monde*, 04.05.2001.

² Le principal représentant de la philosophie postmoderne en France est Jean-François Lyotard. Voir en particulier son ouvrage de référence : *La condition postmoderne*, Paris, Editions de Minuit, 1979.

³ Cf. : *Ibid.*, p. 98 sq.

sein du courant romantique qui s'oppose à la conception utilitariste de la nature des positivistes. Les écologistes s'y réfèrent également en appelant à un nouveau rapport entre la société et la biosphère.

Nous avons eu l'occasion de souligner dans ce travail que l'écologie ne s'inscrit pas pour autant automatiquement dans la continuité de la tradition romantique – même si, indéniablement, celle-ci a pu constituer un terreau favorable, en Allemagne essentiellement. En effet, comme nous l'avons explicité dès l'introduction, l'écologie se développe sur une nouvelle base, propre à la seconde moitié du XX^{ème} siècle : l'idée selon laquelle l'intensification des activités humaines a désormais atteint un niveau tel qu'elle empêche la régénérescence de la biosphère et entraîne une dégradation des conditions de vie sur terre, dégradations qui risquent à terme de menacer la survie de l'espèce humaine. Néanmoins, il est vrai que la référence commune du romantisme et de l'écologie à ce même « grand récit », qui porte attention au lien homme/nature, peut prêter à confusion. Cette référence commune explique d'ailleurs nombre de clichés franco-allemands, le succès de l'écologie outre-Rhin étant justifié en France par l'importance du romantisme en Allemagne au XVIII^{ème} et au XIX^{ème} siècle. La vivacité, dans les années 1960, 1970 et 1980, de certaines traditions typiquement allemandes vues de France – à l'image du « culte de la forêt » cher aux romantiques, tout comme des mouvements naturistes et naturopathes – ont également contribué à cristalliser dans les représentations collectives françaises l'image d'une Allemagne intrinsèquement « proche de la nature ». La réponse allemande à ce cliché est celle d'une France peuplée de cartésiens endurcis, qui n'ont pas retenu les leçons de Rousseau et qui ont oublié tout ce qui les rattachait à la nature.

Au-delà de ces traditions « sensibles à la nature » qui font cruellement défaut aux Français, c'est donc surtout pour plusieurs autres raisons que l'écologie s'est mieux développée en Allemagne qu'en France dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle, aussi bien au sein de la société civile que sur la scène politique. Tout au long de cette étude, nous nous sommes attaché à démontrer ce fait, en comparant de part et d'autre du Rhin la montée des préoccupations environnementales dans l'espace public à partir des années 1960, puis le développement de discours d'écologie politique, discours qui se définissent par une réflexion globale sur le monde, à partir de l'observation de dysfonctionnements propres aux sociétés industrialisées.

Au niveau de la montée des préoccupations environnementales, nous avons vu qu'une certaine prise de conscience au sein de la population des deux pays a été soutenue par l'activité d'experts de renommée internationale, dont les travaux ont été largement médiatisés,

qui voient poindre dans la préservation des équilibres de la biosphère un nouveau défi planétaire, que seule une gestion commune du globe permettra de relever. Dans ce contexte, nous avons pu évoquer par exemple le rôle du rapport *Halte à la croissance?*, publié par le Club de Rome en 1972 et qui a connu un retentissement mondial, l'année de la première conférence internationale des Nations Unies sur l'environnement. D'un point de vue comparatif, nous nous sommes toutefois attaché à mettre en évidence combien cette prise de conscience environnementale au sein de la société s'est faite selon des rythmes qui diffèrent de part et d'autre du Rhin. Pour cela, nous avons montré combien, dans les années 1960-1970, la population allemande est confrontée plus intensément à des problèmes d'urbanisation ainsi qu'aux faiblesses et aux limites du système industriel et économique (densités de population plus élevées, pollutions et nuisances plus intenses, crise économique qui s'installe de façon brutale à partir de 1973, etc.). Cet état de fait constitue à nos yeux un élément explicatif majeur du développement de la sensibilité écologique au sein de la population ouest-allemande. Les chiffres et les données que nous avons pu présenter à cette occasion ne nous ont pas intéressés en tant que tels, mais afin de bien mettre en valeur combien il est logique, au regard des réalités auxquelles sont confrontées les populations dans chacun des deux pays, que la croissance économique et la société industrielle soient remises plus intensément en question en Allemagne qu'en France à partir des années 1970.

Toutefois, même si les Français ne subissent pas les mêmes pressions géo-économiques sur leur territoire, il serait faux de considérer qu'une véritable prise de conscience environnementale ne s'est développée qu'en Allemagne à cette époque. La France compte en effet plusieurs personnalités scientifiques de renommée internationale, comme Jacques-Yves Cousteau, Jean Dorst ou René Dubos, qui se chargent d'informer les pouvoirs publics sur ces questions écologiques, comme les médias intéressés, et d'organiser des débats au sein de l'espace public. En outre, dans les années 1960, en Allemagne comme en France, le processus de modernisation socio-culturelle qui accompagne la modernisation économique entraîne le développement d'un courant contestataire, la « *Neue Linke* » ou « nouvelle gauche », qui se caractérise par une réflexion critique sur la société de consommation et le modèle de production occidental. Il va permettre en France et en RFA l'affirmation de nouveaux discours « post-matérialistes » sur les libertés individuelles et la notion de qualité de vie, discours que l'APO et Mai 68 se chargeront de diffuser et qui participent indirectement à la maturation d'une conscience environnementale.

Par ailleurs, dans la phase de maturation des réflexions propres à l'écologie, l'Allemagne est épargnée par de grandes catastrophes environnementales, ce qui n'est pas le

cas de la France, confrontée notamment à six marées noires entre 1976 et 1981. Les Français observent aussi avec la même inquiétude que les Allemands les conséquences de l'accident industriel de Seveso en Italie (1976), les événements qui surviennent à la centrale nucléaire de Three Miles Island aux Etats-Unis (1979) ou les retombées des essais nucléaires atmosphériques – en particulier ceux qu'effectue leur propre gouvernement en Polynésie entre 1966 et 1974. De plus, dès le début des années 1970, plusieurs associations et comités de citoyens s'engagent en France contre le programme nucléaire civil du gouvernement ainsi que certaines politiques d'aménagement du territoire. Leur engagement est qualifié d'« écologiste » au sens où ils se battent pour la préservation du cadre de vie. Plusieurs grandes « batailles » populaires placent alors ces militants écologistes français à l'avant-garde en Europe, à une époque où les écologistes allemands ont à peine eu le temps de commencer à se mobiliser et viennent recevoir en France leurs premières leçons d'utopie politique et de désobéissance civile. Nous avons souligné, en effet, que les mouvements antinucléaires s'organisent en France dès le début de la décennie, en rassemblant plusieurs milliers de manifestants contre les projets de centrale à Fessenheim et dans le Bugey. Parallèlement, les mobilisations victorieuses en faveur de la défense du parc de la Vanoise (1969), comme contre l'extension du camp militaire du Larzac (1971-1981), contre la construction d'une voie express sur la rive gauche de la Seine en plein Paris (1971-1972) ou contre l'implantation d'une usine de stéréates de plomb à Marckolsheim en Alsace (1974-1975) ont contribué à faire connaître et rayonner très tôt l'écologie française. En comparaison, nous avons montré combien, à la fin des années 1960 et dans les années 1970, la plupart des mobilisations qui ont lieu en RFA en faveur de l'environnement et de la qualité de vie sont moins exceptionnelles, liées surtout aux nuisances quotidiennes. Elles prennent en effet essentiellement la forme de mouvements de protestation contre des pollutions d'origine industrielle près d'espaces urbains, de luttes contre la construction de voies rapides de type autoroutier ou d'aéroports, et de manifestations en faveur de la préservation des vieux quartiers d'habitation dans les centres-villes. Ces mobilisations intéressent donc moins les médias et attirent surtout des militants locaux, à l'exception notable du retentissement national que connaît l'affaire de la « *Startbahn West* » à l'aéroport de Francfort, qui tient le pays en haleine de 1968 à 1987.

Ces mouvements écologistes français qui sont très médiatisés dans les années 1970 dissimulent toutefois une réalité plus amère puisque concentrés sur quelques grandes « batailles » et « affaires », ils peinent à mobiliser durablement leurs militants et perdent de la vigueur avec le temps. C'est le cas notamment de la lutte antinucléaire qui est confrontée à une forte opposition de l'appareil d'Etat et des principaux partis politiques du pays et qui, après une ultime victoire à Plogoff en 1981, s'affaiblit considérablement au cours des années

1980. En comparaison, après un démarrage plus lent et plus discret, nous avons montré que les manifestations autour des thématiques environnementales et antinucléaires sont en progression continue en RFA, au cours des années 1970 et 1980, et que dans la mesure où elles se rattachent à des préoccupations quotidiennes, elles éveillent plus durablement l'intérêt de la population qui se mobilise beaucoup plus qu'en France. En ce sens, nous sommes arrivé à la conclusion que l'on assiste bien, dans les deux pays, à une prise de conscience des défis écologiques, dans les années 1960-1970. Soulignons à ce propos que l'analyse minutieuse des différentes « batailles » menées en France et en Allemagne en faveur de l'environnement, qu'elles connaissent un écho national ou restent très locales, nous a paru essentielle afin de pouvoir en arriver à cette affirmation. Toutefois, dans la mesure où les pressions liées aux densités de population ainsi qu'au développement économique, industriel et urbain sont plus fortes en Allemagne, nous avons aussi insisté sur le fait que c'est outre-Rhin que les préoccupations environnementales se développent le plus largement et le plus profondément au sein de la population.

Dans sa dimension politique, avant la création de partis verts nationaux, l'écologie en France et en Allemagne mûrit parallèlement aux mobilisations populaires en faveur de la défense de l'environnement et de l'arrêt des programmes nucléaires. En conséquence, elle ne se développe pas non plus au même rythme de part et d'autre du Rhin. Portée par les grands rassemblements du début des années 1970, au Larzac, à Fessenheim, dans le Bugey, nous avons vu qu'en France, l'écologie politique se situe donc, là aussi, à l'avant-garde. Pierre Fournier diffuse ses réflexions dans *Hara-Kiri*, *Charlie Hebdo* et *La Gueule Ouverte* dès 1969 et deux candidats écologistes se présentent aux élections législatives de 1973. Surtout, c'est avec la candidature de René Dumont aux élections présidentielles de 1974, que les écologistes font une entrée remarquée sur la scène politique nationale. Toutefois, il ressort très clairement de notre étude qu'avec quelques années de décalage, c'est en Allemagne que l'écologie politique va s'exprimer avec le plus de vivacité et de diversité. Sous la forme de listes électorales, c'est en effet une véritable « vague verte » qui déferle sur la scène politique de RFA en 1977-1978, en réponse notamment à la situation d'impasse à laquelle ont mené les violentes manifestations antinucléaires de Brokdorf, Grohnde, Kalkar et Malville (1976-1977). L'écologie politique telle qu'elle se développe en RFA est constituée de différents courants avec des orientations idéologiques beaucoup plus variées qu'en France puisqu'on y trouve des tendances aussi bien révolutionnaires, anti-étatistes et libertaires que réformistes, autoritaires, et même parfois passéistes et agrariennes. Dans ce contexte, nous avons montré que la présence au sein des mouvements écologistes allemands de courants communistes ainsi

que de représentants de la droite conservatrice, parfois avec des antécédents nationalistes, est une particularité liée au contexte historique et politique que connaît l'Allemagne après 1945. Au-delà de ces deux pôles extrêmes, nous avons aussi eu l'occasion de souligner combien la vivacité des mouvements d'écologie politique en RFA peut s'expliquer par un contexte social beaucoup plus tendu qu'en France, la remise en question de l'« *Atom-Staat* » se doublant d'une opposition au « *Polizei-Staat* » incarné par la politique du chancelier Schmidt. De plus, le dynamisme des mouvements verts allemands sur la scène politique peut aussi être analysé dans le prisme d'un contexte psychologique et identitaire particulier, où l'investissement dans l'écologie par la participation à un mouvement de protestation constructif, aux revendications universelles, s'inscrirait dans un processus de dépassement des expériences traumatiques collectives liées au national-socialisme et au génocide juif.

Ainsi, de même qu'à partir des années 1960 une prise de conscience environnementale se développe de part et d'autre du Rhin au sein de la population, nous en arrivons à la seconde conclusion que l'écologie politique voit le jour aussi bien en France et en Allemagne à la décennie suivante. Cependant, sur le plan politique également, nous avons montré que les mouvements écologistes allemands sont portés par une mobilisation beaucoup plus forte qu'en France, avec la création de très nombreuses listes électorales vertes. Au-delà de la situation géo-économique de la RFA que nous avons évoquée plus haut, cela s'explique à la fois par un contexte historique et politique particulier ainsi que par le fait que dans les années 1970, l'écologie devient aussi, par sa dimension constructive et universaliste, l'expression d'une lutte beaucoup plus vitale qu'en France. Des problèmes d'urbanisation et de pollution chimique aux questions identitaires, l'écart qui se dessine entre l'écologie politique française et allemande, avant même la création de partis politiques nationaux, est ainsi lié au fait que les mouvements écologistes ont bien plus de raisons de se développer au sein de l'espace public en RFA que dans l'Hexagone.

A cela s'ajoute que pour créer un parti national et s'implanter sur la scène politique de leur pays, les écologistes français vont rencontrer beaucoup plus de difficultés internes et externes que leurs homologues d'outre-Rhin. Nous en sommes arrivé à cette troisième conclusion au terme d'une analyse précise de différents paramètres. Nous avons en effet eu l'occasion de montrer que, même s'ils sont tous issus de courants proches de René Dumont, les écologistes français sont très divisés, ce qui repousse dans le temps la création d'une formation politique unique. A l'inverse, les écologistes allemands tentent consciemment de faire travailler ensemble toutes les sensibilités en plaçant ouvertement au centre de leur stratégie le principe d'« unité dans la diversité », défi autrement plus difficile à relever qu'en

France au regard de l'hétérogénéité idéologique des différents courants verts. De plus, l'espoir d'une alternance politique en faveur de la gauche en 1981 et les appels du Parti socialiste à partir de 1977 font hésiter longtemps les écologistes français avant de créer leur propre parti. En RFA, dans un pays dirigé tout au long des années 1970 par un gouvernement fédéral dominé par les sociaux-démocrates, leurs homologues allemands ne croient plus à la possibilité d'un véritable changement de cap en matière d'écologie sous l'impulsion des partis établis et c'est justement pour exprimer leur « *Parteiverdrossenheit* » qu'ils tiennent à fonder leur propre parti national et à participer aux élections pour le Bundestag dès 1980. Par ailleurs, leur parti une fois créé (1984), les écologistes français peinent à définir un programme spécifique et à même de séduire l'électorat. En se détournant de leurs thématiques d'origine (les revendications environnementales et antinucléaires), de peur de ne pas répondre aux préoccupations majeures de la population, nous avons vu qu'ils perdent leur spécificité vis-à-vis des autres partis de gauche, erreur stratégique – amplifiée par le refus des alliances politiques – qui ne pourra être corrigée qu'à la toute fin de la décennie. Les Grünen, eux, ne commettent pas cette maladresse. Ils placent leurs thématiques de prédilection au centre de leurs programmes – les revendications environnementales et antinucléaires, sociales et féministes, démocratiques et non-violentes – et s'appuient dans les années 1980 sur le dynamisme des mouvements d'opposition extra-parlementaires, en particulier les luttes antinucléaires et les manifestations pacifistes qui se multiplient dans le contexte de la crise des euromissiles (1979-1987). Au niveau local et régional, à partir de 1984, nous avons également observé que les Grünen évoluent dans leur stratégie électorale, en ne refusant plus le principe des alliances avec le SPD, ce qui leur permet de mettre toutes les chances de leur côté lors des élections. Enfin, pragmatiques, et soutenus en cela par l'organisation fédérale du pays, ils s'attellent bien plus que leurs homologues français à gravir un à un tous les échelons politiques, s'engageant en particulier à se faire élire au sein des Parlements régionaux où ils espèrent pouvoir mettre concrètement en pratique leurs programmes électoraux et faire la démonstration du bien-fondé de leur engagement partisan et de leur maturité politique. En France, tout au long des années 1980, le grand rendez-vous électoral des écologistes, celui qui fait l'objet d'une campagne particulièrement intense, reste celui des élections présidentielles qui, si elles permettent de faire connaître leurs idées, n'ont aucune chance de renforcer leur pouvoir au sein des institutions.

Enfin, nous avons eu l'occasion d'analyser combien, dans le système politique des années 1980, les Grünen bénéficient de plusieurs avantages par rapport aux Verts français. Ils profitent en effet d'un paysage politique dont le pluralisme est beaucoup plus modéré qu'en France, ce qui facilite la concentration des opposants aux partis traditionnels sous leur

étiquette. De plus, le système électoral allemand, qui privilégie la représentation proportionnelle, leur permet en quelques années d'envoyer des élus dans la majorité des Parlements régionaux ainsi qu'au Bundestag où ils font leur entrée dès 1983. En France, les Verts ne réussirent à avoir des députés à l'Assemblée nationale qu'à partir de 1997. Par ailleurs, dès leur création, les Grünen sont insérés dans un réseau de financement public qui leur assure les ressources pécuniaires nécessaires pour structurer le parti, diffuser leurs réflexions et leurs idées et mener des campagnes électorales dynamiques. Les Verts, eux, sont privés de toute subvention publique jusqu'à leur entrée au Parlement, qui a lieu treize ans après la fondation du parti, ce qui les condamne à des difficultés financières chroniques qui se manifestent en particulier lors des campagnes électorales.

Ces facteurs extérieurs aux partis écologistes facilitent ainsi l'ascension rapide des Grünen dans le paysage politique de la République fédérale tandis qu'ils pénalisent fortement les Verts en France. Ils contribuent donc à expliquer très concrètement pourquoi, à la fin des années 1980, les Grünen sont déjà un parti stable, professionnel, et qui s'est complètement intégré dans le système partisan de la RFA, même s'il reste un petit parti, tandis que les Verts ont beaucoup de mal à percer dans le paysage politique national et qu'ils doivent encore faire leurs preuves. Face à la montée des préoccupations écologiques au sein de la société et devant l'ascension politique des Grünen, il est également intéressant de retenir qu'en RFA, pour ne pas perdre une partie de leur électorat, les partis traditionnels vont, dès les années 1980, s'efforcer de réagir en présentant à leur tour des programmes environnementaux. Parallèlement, nous avons souligné combien les industriels allemands ont compris bien plus vite qu'en France tous les bénéfices qu'ils peuvent tirer de cette situation en développant des produits à forte valeur ajoutée environnementale. C'est ainsi que petit à petit, toute l'Allemagne donne l'impression de « s'écologiser ». Inversement, en France, dans les années 1980, les Verts ne sont pas en mesure de pouvoir faire pression sur les partis établis, en les concurrençant réellement sur l'échiquier politique. En ce sens, ni les partis de gauche, ni les partis de droite ne ressentent le besoin d'approfondir leurs positions sur les questions environnementales ou d'évoluer dans leur politique énergétique. C'est d'autant plus le cas que la population dans son ensemble se désintéresse encore largement des questions propres à l'écologie, qu'il règne en France un certain consensus sur le nucléaire civil (comme sur le nucléaire militaire) et qu'au cours de cette décennie, le pays ne souffre pas de catastrophe ni de bataille écologique de grande ampleur, à même de retourner l'opinion en faveur des Verts. Au niveau des représentations mutuelles, les débats franco-allemands autour de la question des pluies acides, des voitures propres, des conséquences sanitaires de l'explosion de Tchernobyl ou de l'influence des Grünen au sein du mouvement pacifiste, ne font que

renforcer l'image d'une écologie puissante et reconnue en Allemagne tandis qu'en tant que mouvement social et politique, elle peine, en France, à se faire entendre et à sortir de son isolement.

A partir des années 1990, cet écart entre la France et l'Allemagne, en matière de prise de conscience écologique au sein de la population et de prise en compte des thématiques écologistes sur la scène politique, tend à se réduire.

Cette évolution est liée en partie au contexte international qui place les défis environnementaux sur le devant de la scène. Une centaine de chefs d'Etat et de gouvernement participent en effet à la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement qui se tient à Rio de Janeiro, au Brésil, en juin 1992 (ils étaient deux à Stockholm en 1972). Plus de mille cinq cents organisations non gouvernementales sont également présentes. La déclaration finale de ce « Sommet de la Terre » reconnaît officiellement que l'état de santé de la planète se détériore et que le progrès économique est en interdépendance directe avec la nécessité d'une protection de l'environnement. Elle souligne la responsabilité des Etats vis-à-vis de la préservation de la biosphère, de même que la nécessité de renforcer la coopération internationale⁴. C'est à cette occasion qu'est créée la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, face à la diminution inquiétante de la couche d'ozone. Elle lance un processus qui aboutira, en 1997, à la signature du protocole de Kyoto. En faisant de la protection de l'environnement un sujet à part entière des négociations internationales et en confrontant directement les populations des pays industrialisés avec une des incidences concrètes sur la biosphère des modes de vie occidentaux, la Conférence de Rio, très médiatisée, constitue ainsi une étape majeure sur la voie d'une plus grande prise de conscience des défis écologiques globaux au sein de la population, aussi bien en Allemagne qu'en France.

Parallèlement à cette évolution au niveau international, la mise en place d'un cadre réglementaire européen en matière de préservation des écosystèmes introduit également une prise en compte croissante de la protection de l'environnement au quotidien, du moins au niveau des pouvoirs publics, des collectivités territoriales. Dans l'Acte unique européen de 1986, la protection de l'environnement est ainsi élevée au rang d'objectif communautaire, exigence renouvelée dans le Traité de Maastricht (1992) par lequel les Etats membres de

⁴ Cf. : Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement*, 14 juin 1992. Document disponible sur le site des Nations Unies à l'adresse Internet suivante : <http://www.un.org/french/events/rio92/rio-fp.htm> [réf. du 20.09.2009].

l'Union européenne s'engagent à promouvoir « une croissance durable et non inflationniste respectant l'environnement » ainsi que « le relèvement du niveau et de la qualité de vie »⁵.

Toutefois, au-delà de ces évolutions sur le plan mondial et européen, il est important de souligner combien, dès 1989, les élections municipales et européennes constituent un tournant en France et contribuent à rapprocher le pays de l'Allemagne en matière d'écologie. En effet, en permettant aux Verts d'entrer « dans la cour des grands de la classe politique »⁶, ces élections conduisent les partis établis à reconnaître le poids des écologistes sur la scène politique, à une époque où ces derniers sortent d'une phase de restructuration qui leur a permis de se recentrer sur leurs thématiques d'origine. Dans les semaines et les mois qui suivent ces élections, du Parti communiste au Front national, tous les principaux responsables politiques du pays s'attachent à montrer combien ils ont pris la mesure des problèmes environnementaux, rattrapant sur ce point leurs collègues d'outre-Rhin. Michel Rocard (*1930), alors premier ministre de François Mitterrand, déclare par exemple dans une interview remarquée :

« Il y a dans la montée des partis verts un risque pour l'écologie de se limiter à un groupe de pression, au lieu de devenir une nouvelle manière de penser la gestion publique. C'est dans tous les partis qu'il faut une pensée verte. (...) Le mode de vie urbain doit retrouver le contact avec la nature. (...) Il faut que l'écologie colore la pensée industrielle, la pensée fiscale, la pensée commerciale. »⁷

De même, après les résultats records des Verts aux élections de 1989, les médias s'emparent du sujet et publient de nombreux articles sur les problèmes de pollution des sols et des eaux, de « trous » dans la couche d'ozone, sur les enjeux de l'agriculture biologique, les dangers de la désertification, le problème de l'accumulation des ordures ménagères, etc. – non sans parfois chercher à éveiller les mêmes angoisses que la presse allemande, dans les années 1980, face notamment à « la mort des forêts ».

Par ailleurs, les industriels français sont de plus en plus nombreux au tournant des années 1990 à prendre conscience que le mépris de l'environnement peut avoir un coût économique élevé ou qu'à l'inverse, sa prise en compte dans la stratégie de l'entreprise peut se révéler très rentable commercialement ainsi qu'au niveau de l'image de marque. La

⁵ Cf. : Traité sur l'Union européenne, Journal officiel de l'Union européenne n° C 191 du 29 juillet 1992, Titre II, article G, point B, 2. Document disponible sur le site Internet EUR-Lex à l'adresse suivante : <http://eur-lex.europa.eu/fr/treaties/dat/11992M/htm/11992M.html> [réf. du 20.09.2009].

⁶ Cf. : « Les soutiers de la marée verte », *Le Monde*, 16.03.1989, *art. cit.*

⁷ Cf. : Entretien Michel Rocard – Jacques-Yves Cousteau, *L'Express*, Paris, 11.08.1989, p. 28-33. Propos rapportés également *in* : « Il faut une pensée verte dans tous les partis », *Le Monde*, 12.08.1989. D'autres positions de personnalités représentatives de l'éventail politique français sont reproduites *in* : Pierre Alphanéry, Pierre Bitoun, Yves Dupont, *La sensibilité écologique en France*, La Documentation française, Problèmes économiques et sociaux, n° 651, 01.03.1991, p. 13-15 et p. 67-68.

catastrophe de Bhopal ou les marées noires ne sont pas étrangères à cette évolution ; les études d'experts non plus, qui estiment qu'en 1993, les produits et services liés à l'environnement représenteront un chiffre d'affaires de 280 milliards de francs dans les pays de la CEE⁸. Il s'agit aussi pour l'industrie française de ne pas se faire voler un marché de plus en plus prometteur par les entreprises allemandes, en avance dans ce domaine. De cette façon, les campagnes de publicité pour les « écoproduits » (piles vertes, voitures propres, papier recyclé, produits d'entretien biodégradables), ou la bataille que se livrent en 1989 les producteurs de lessive à propos des phosphates, sont tout à fait représentatives de l'« écolo-boum », de la « fièvre verte » qui s'empare de la France à cette époque⁹.

En 1990, 65% des Français se déclarent prêts à n'acheter que des produits portant un label vert et à boycotter ceux qui contribuent à dégrader l'environnement¹⁰ ; 62% s'expriment en faveur d'un impôt supplémentaire pour protéger la nature et 73% sont favorables à un ralentissement de la croissance économique pour favoriser la protection de la biosphère¹¹. « L'esprit du temps vote vert »¹², « les hommes politiques [français] découvrent la protection de l'environnement »¹³, « quelque chose change dans la société française »¹⁴, commente la presse allemande, non parfois sans malice au regard des sarcasmes que l'engouement allemand pour les thématiques environnementales a pu provoquer dans les années précédentes. « Tout à coup, la France, un pays jusqu'ici en voie de développement écologique, se dote d'une conscience verte », ironise ainsi le *Spiegel* en mars 1990¹⁵.

Dans ce contexte, l'analyse de Klaus Eder sur le rôle de la médiatisation des problèmes écologiques est particulièrement intéressante. Plutôt que de chercher des racines historiques au développement de la conscience environnementale – à l'exemple des traditions romantiques ou protestantes – il considère en effet que le développement de l'écologie au sein de l'espace public a été soutenu par une médiatisation et une communication spécifique, dont la particularité réside en son objet : thématiser des risques collectifs incalculables et d'origine humaine. L'écologie se développe donc, selon lui, sur la base de « cultures du risque », en

⁸ Cf. : « L'industrie passe au vert », *Le Monde Affaires*, 24.06.1989, p. 4-6, ici p. 4-5.

⁹ Cf. : « L'écolo-boum », *Le Point*, 30.07.1990, p. 30-32. Voir aussi, à titre d'exemples : « La fièvre verte des industriels », *Le Monde*, 16.01.1990, p. 28 ; « Les industriels saisis par la fièvre verte », *Le Monde*, 2.06.1990, p. 12 ; « La fin de la société de consommation ? », *L'Express*, 15.11.1991, p. 24-30.

¹⁰ Cf. : Sondage Ipsos, réalisé du 2 au 9 juillet 1990. Résultats reproduits in : « L'écolo-boum », *art. cit.*

¹¹ Cf. : « La France se met au vert », *Le Point*, 23.4.1990, p. 62.

¹² Cf. : « Der Zeitgeist wählt grün », *Die Zeit*, 09.06.1989.

¹³ « Die Politiker [in Frankreich] entdecken den Umweltschutz. » Cf. : « Etwas frigide », *Der Spiegel*, 15.05.1989, p. 172.

¹⁴ « Es ändert sich etwas in der französischen Gesellschaft. » Cf. : « Umweltschutz in Frankreich », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 19.03.1990, p. 1.

¹⁵ « Das bisherige Öko-Entwicklungsland Frankreich hat plötzlich grünes Bewußtsein. » Cf. : « Schande für die Republik », *Der Spiegel*, 26.03.1990, p. 220-222, ici p. 220.

référence au concept formé par Ulrich Beck de « société du risque » (1986)¹⁶. Partant de cela, il est alors d'avis que des traditions historiques comme le romantisme ne sont pas les causes du développement de l'écologie, mais, au contraire, qu'elles ont pu être utilisées comme moyens de légitimation dans l'élaboration d'une conscience collective de l'environnement. En ce sens, Klaus Eder donne une explication sociale, et non culturelle, des différences nationales en matière de prise en compte de l'écologie¹⁷.

Au-delà de cette médiatisation du risque, rappelons aussi qu'à partir des années 1970-1980, l'apparition des médias de masse, surtout la télévision, affecte profondément la communication. Dans le domaine scientifique, par exemple, les présentateurs d'émissions exploitent les possibilités offertes à la vulgarisation par la construction d'histoires appuyées sur des recettes traditionnelles qui font la fortune et le pouvoir séducteur des contes et légendes. Ces procédés littéraires mettent en valeur des personnages, des héros (les chercheurs bien sûr, surtout les Prix Nobel), des lieux (comme toutes les sortes possibles de « déserts »), des mythes et leurs figures familières (comme le dinosaure, assimilé au dragon des légendes), mais aussi des situations : les catastrophes (comme le Déluge), les menaces d'apocalypses (la fin du monde), la nostalgie du paradis perdu ou les récits des origines (d'où le succès de l'astrophysique et de la préhistoire)¹⁸. Ce discours scientifique médiatique a des compétiteurs, par exemple les discours des parasciences, mais aussi les discours politiques qui exploitent des composantes scientifiques. C'est le cas, très clairement, de l'écologie qui cherche à susciter des émotions, notamment par des images de catastrophes présentes ou à venir et par des prédictions qui concernent le corps (et son rapport avec la nourriture, à l'exemple des débats autour des OGM). Ces discours qui utilisent les astuces de la « société du spectacle » ont évidemment un impact considérable dans l'imaginaire social et leur influence émotionnelle est très difficile à corriger.

Dès le début des années 1980, on observe, en effet, que plusieurs thématiques chères aux écologistes sont très médiatisées en Allemagne, à l'instar du « *Waldsterben* », de la prolifération nucléaire, de la question des contaminations radioactives suite à l'explosion de Tchernobyl (1986). Parallèlement, les mouvements antinucléaires se chargent de maintenir d'actualité la question de la sécurité des centrales et de l'avenir de leurs déchets. En France, il est vrai que dans les années 1980, après les chocs des années 1970 (marées noires, essais nucléaires, Three Miles Island), la population dans son ensemble s'émeut peu de grands sujets liés à l'environnement. A partir du moment où l'écologie devient aussi un sujet médiatique

¹⁶ Cf. : Chapitre 3, point 3-2-1.

¹⁷ Cf. : Klaus Eder, « Communication écologique et culture environnementaliste » in : Dominique Bourg, *La Nature en politique ou l'enjeu philosophique de l'écologie*, op. cit., p. 121-137.

¹⁸ Cf. : Paul Caro, « Science in the Media Between Knowledge and Folklore », *The Communication of Science to the Public. Science and the Media*, Fondazione Carlo Erba, Milano, 1996, p. 111-132.

dans l'Hexagone, au tournant des années 1990, les différences franco-allemandes, au niveau de la sensibilité de l'opinion face aux questions d'environnement et de la prise en compte des thématiques écologiques par les partis politiques, s'estompent rapidement.

Aujourd'hui, en France et en Allemagne, l'écologie au sens de préoccupation vis-à-vis des atteintes portées à la biosphère – non d'idéologie à prétention globale – a fait son chemin bien au-delà du cercle restreint des associations environnementales et des partis écologistes. A défaut de « vivre autrement », nombreux sont désormais ceux, à tous les échelons de la société, qui cherchent à « faire autrement » dans leur rapport à l'environnement. Ainsi, au sein de la population, les seuils de tolérance en matière de pollutions et de nuisances ne cessent de diminuer. Les consommateurs sont depuis longtemps attentifs à la qualité des produits qu'ils achètent. A ce sujet, la crise de la « vache folle » à la fin des années 1990 a d'ailleurs permis des deux côtés du Rhin d'approfondir les débats au sein de la société, sur les rapports que l'homme entretient avec son environnement et les dangers sanitaires que représentent certains de ses choix économiques et techniques¹⁹. Depuis le début des années 2000, face au spectre toujours plus menaçant du réchauffement incontrôlé de la planète, les débats autour de la question du changement climatique se sont considérablement renforcés dans chacun des deux pays et ne sont pas non plus étrangers à l'épanouissement des thématiques chères aux écologistes au sein de la société.

Face à la pression de l'opinion publique et, dans certains cas, pour contenir les votes en faveur des partis écologistes – surtout en Allemagne, où les Grünen sont un parti à même de jouer un rôle clef dans le jeu des alliances politiques – les partis politiques traditionnels s'efforcent également d'élaborer des programmes précis en matière de développement durable. A cet égard, l'engagement de la chancelière chrétienne-démocrate Angela Merkel (*1954) lors de la double présidence allemande du Conseil de l'Union européenne et du G8 au premier semestre 2007, en dit long sur le chemin parcouru en matière d'écologie au cours des trois dernières décennies²⁰. Rappelons aussi que lors de leur présence au gouvernement (1998-2005), les Grünen ont réussi à engager l'Allemagne vers la sortie du nucléaire, contraignant le SPD et la CDU à les suivre dans cette direction²¹. Même si la loi est modifiée

¹⁹ La « maladie de la vache folle » est une infection nerveuse mortelle qui a touché des centaines de milliers de bovins au Royaume-Uni entre 1986 et les années 2000. Elle soulève un vent de panique en Europe à partir de 1996, face au danger de transmission de la maladie des bovins aux êtres humains.

²⁰ En mars 2007, lors du Sommet européen sur l'énergie, ainsi qu'en juin 2007, au sommet du G8 à Heiligendamm, Angela Merkel s'est attaquée à la fois aux problèmes de l'approvisionnement énergétique, du réchauffement planétaire et du développement industriel, en cherchant à jeter les bases de nouvelles politiques communes au niveau international.

²¹ Cf. : Voir à ce sujet la loi du 26 avril 2002 : « Gesetz zur geordneten Beendigung der Kernenergienutzung zur gewerblichen Erzeugung von Elektrizität ». Elle a mis fin à l'« Atomgesetz » de 1959, la loi qui soutenait l'énergie nucléaire. Elle interdit la construction de nouveaux réacteurs et fixe la durée de vie maximum des

après les élections législatives du 27 septembre 2009, il semble impensable que le pays revienne complètement en arrière sur ce dossier²². De même en France, depuis la campagne présidentielle de 2002, la droite et la gauche s'efforcent de développer leurs plans d'action en faveur de l'environnement et du climat. Sous l'impulsion du président de la République Jacques Chirac (UMP) – ancien ministre de l'Agriculture (1972-1974), réputé pour ses positions en faveur d'une production intensive et que l'on peut difficilement suspecter de connivence avec les écologistes – la France s'est dotée en 2005 d'une Charte de l'environnement²³. Pour atteindre les objectifs que l'Europe s'est fixée en 2007 en matière de lutte contre le réchauffement climatique²⁴, le gouvernement de François Fillon (*1954, UMP) a organisé en octobre 2007 un « Grenelle de l'environnement », une série de rencontres politiques visant à débattre des mesures concrètes à prendre en France, et dont les résultats trouvent depuis octobre 2008 une traduction législative, grâce aux projets de loi dit « Grenelle I » et « Grenelle II ». L'actuel président de la République, Nicolas Sarkozy (*1955, UMP), parle de « New Deal écologique »²⁵. Il a pu prouver sa détermination sur ce dossier à l'occasion de la présidence française de l'Union européenne au second semestre 2008, en parvenant in extremis à un accord européen sur le « Paquet Energie-Climat ». A gauche, la récente *Déclaration de principes* du Parti socialiste, publiée en avril 2008, insiste sur le fait que le développement durable fait désormais partie de ses objectifs prioritaires²⁶. Par ailleurs, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), au sein de laquelle la France est un acteur clef, s'est engagée depuis 2008 dans un programme écologique ambitieux²⁷.

centrales à trente-deux ans. Cette loi n'a pas été remise en question en 2005, dans le cadre de la « grande coalition » (2005-2009).

²² Le SPD n'a jamais remis en cause l'accord de sortie du nucléaire négocié avec les Grünen et qui a permis aux sociaux-démocrates de diriger l'Allemagne entre 1998 et 2005. Le FDP est actuellement le seul parti à prôner un renforcement du nucléaire civil. La CDU a toujours considéré la technologie nucléaire comme efficace pour assurer la sécurité énergétique du pays mais face à une opinion publique hostile, elle insiste aujourd'hui sur le fait que l'énergie atomique constitue une technologie de transition indispensable et se prononce pour le prolongement de la durée de vie des centrales, dans le respect des normes de sécurité, jusqu'à ce que d'autres sources d'énergie « propres » pour le climat, économiquement viables et disponibles en quantité assez importante prennent le relais.

²³ Celle-ci consacre le droit de chacun « à un environnement équilibré et favorable à la santé » (article 1) et trouve sa place dans le préambule de l'actuelle constitution, aux côtés de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et du Préambule de la Constitution de 1946 sur les droits économiques et sociaux.

²⁴ Il s'agit, d'ici 2020, d'augmenter de 20% l'efficacité énergétique de l'UE, de réduire de 20% – de 30% en cas d'accord international – ses émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990 et d'atteindre une proportion de 20% d'énergies renouvelables dans la consommation énergétique totale de l'UE. Cf. : Conseil de l'Union européenne, « Conseil européen de Bruxelles, 8-9 mars 2007, Conclusions de la présidence », document en date du 2 mai 2007 disponible sur le site Internet suivant : <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/l27067.htm> [réf. du 10.10.2008].

²⁵ Cf. : Nicolas Sarkozy, « Discours de clôture du Grenelle de l'environnement », 25.10.2007. Document disponible sur le site Internet de l'Elysée : <http://www.elysee.fr> [réf. du 10.10.2008].

²⁶ Cf. : Parti socialiste, *Déclaration de principe*, avril 2008. Document disponible sur le site Internet du Parti socialiste : <http://www.parti-socialiste.fr> [réf. du 10.10.2008].

²⁷ Cette décision des pays francophones a été prise à l'issue du Sommet de la Francophonie qui a eu lieu en octobre 2008 à Québec (Canada). Les Etats membres de l'OIF se sont fixés pour objectif de contribuer activement à la lutte contre le réchauffement climatique, en renforçant la coopération entre les pays du Nord et

En ce sens, depuis les années 1970, l'écologie a fait son chemin au sein de la société, de la classe politique, du secteur industriel et des médias, en France comme en Allemagne. C'est devenu une préoccupation « normale » de tout gouvernement, à l'image des négociations de l'automne 2009 autour de la taxe carbone en France, ou des réunions de préparation à Paris et à Berlin en vue de la prochaine Conférence des Nations Unies sur le Climat, en décembre 2009. Ainsi, par de petites étapes successives – à la suite des catastrophes environnementales, grâce aux multiples mobilisations au sein de l'espace public, sur la scène politique et au niveau international, ainsi que par l'intermédiaire des médias – l'écologie est devenue aujourd'hui une notion incontournable en France et en Allemagne. Petit à petit, elle a réussi l'exploit d'imposer un changement de paradigme sur le regard que la société porte sur son rapport à la nature. Ainsi, selon une expression en usage dans les régions francophones d'Amérique du Nord, il n'est pas exagéré de parler de « révolution tranquille » : par opposition aux révolutions violentes et concentrées dans le temps, l'écologie introduit en effet une transformation profonde de la société grâce à un bouleversement en douceur qui s'est inscrit dans la durée²⁸.

Disons ainsi, pour conclure et apporter des éléments de réponse aux questions que nous avons formulées au début de cette étude, que dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle, le « sentiment de la nature » ne constitue pas une prérogative allemande. La France et la RFA ne défendent pas deux conceptions du monde totalement opposées en matière de progrès technique et de rapport à la nature. Les malentendus franco-allemands sur ce point sont dus essentiellement au décalage qui existe entre l'essor de l'écologie en Allemagne – dans les années 1980 – et en France – seulement à partir des années 1990. Les clichés réciproques qui mettent en valeur une Allemagne romantique et une France cartésienne sont donc surtout caractéristiques d'une époque, celle des années 1980, où l'écart entre l'expérience que vivent les deux pays en matière d'écologie est le plus fort. Ainsi, les différences qualitatives et les particularités nationales, qui continuent aujourd'hui d'exister dans ce domaine entre la France et l'Allemagne, ne sont que des variantes du même modèle sociétal, variantes liées notamment à des rythmes différents dans la perception et la prise en compte des défis

les pays du Sud. Cette initiative a été saluée par la presse qui a diffusé à cette occasion le slogan « Francophonie rime avec écologie ». Cf. : Dépêche AFP, *Francophonie rime avec écologie*, 20.10.2008.

²⁸ D'un point de vue théorique, voir à ce sujet les ouvrages, surtout d'origine anglo-saxonne, se rapportant au « gradualisme » ou « réformisme ». Nous n'entrerons pas ici dans des détails qui dépasseraient notre propos, précisons juste que le politologue Andrew Heywood donne la définition suivante du gradualisme : « Progrès entraîné par des améliorations graduelles, fragmentaires, plutôt que par un bouleversement spectaculaire ; changement qui a lieu par la réforme légale et non-violente » (« Progress brought about by gradual, piecemeal improvements, rather than dramatic upheaval ; change through legal and peaceful reform »). Cf. : Andrew Heywood, *Political Ideologies, An introduction*, London, Macmillan Press, 1998 [1992], p. 115.

écologiques, en fonction de la spécificité des histoires nationales. On ne peut donc parler que de *différences dans la similarité* en matière d'écologie en France et en Allemagne.

Le vrai défi qui se pose aujourd'hui, ce n'est plus de rapprocher la France et l'Allemagne, ou même les Etats européens, autour de cette thématique. Malgré les difficultés, les ralentissements et des rythmes nécessairement différents, comme le prouvent les accords au sein de l'Union européenne, ces pays ont déjà admis la nécessité du changement de paradigme introduit par l'écologie. Un des grands défis de ce début du XXI^{ème} siècle, c'est bien plus de convaincre le reste du monde du bien fondé des politiques de développement durable, en particulier les pays émergents, mais aussi les Etats-Unis qui rechignent toujours à abandonner leur polluant train de vie. En s'attachant à diminuer les émissions de gaz à effet de serre, le protocole de Kyoto signé en 1997 s'est fixé des objectifs ambitieux pour aller dans ce sens. Les négociations qui s'ouvriront à Copenhague (Danemark) en décembre 2009 en vue de préparer l'après-Kyoto – le protocole expire en 2012 – nous donneront la mesure du rapprochement qui s'engage ou pas à l'échelle mondiale en matière de prise en compte des exigences environnementales et des réflexions propres à l'écologie politique.

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

Dans un souci d'homogénéité linguistique, toutes les citations tirées de textes en langue étrangère ont été retranscrites en français. Ces traductions ont souvent été effectuées librement par l'auteur qui en porte toute la responsabilité. Dans le cas de l'existence d'une traduction officielle, pour des publications réalisées dans des pays francophones, c'est bien sûr celle-ci qui a été utilisée. Les références des ouvrages nécessaires pour cela sont mentionnées dans la liste bibliographique, directement après celles des œuvres originales. De façon générale, pour les œuvres rédigées en langue étrangère, nous avons indiqué – si elles existent – les références d'une parution française entre parenthèses. Si la langue originale de ces œuvres n'est ni le français ni l'anglais ni l'allemand, nous n'avons précisé que les références françaises et cité seulement le titre original de l'œuvre et la date de sa première parution.

Sources primaires

Pour les documents non publiés, une source d'archives est indiquée entre crochets.

1 Œuvres historiques

1-1 Œuvres de langue allemande

CONWENTZ Hugo, *Die Gefährdung der Naturdenkmäler und Vorschläge zu ihrer Erhaltung*, Berlin, Borntraeger, 1904, 207 pages.

FRITSCH Theodor, *Die Stadt der Zukunft*, Leipzig, Fritsch, 1896, 29 pages.

GOETHE Johann Wolfgang von, *Faust I und II, Urfaust (1775-1832)*, Köln, Anaconda, 2005, 447 pages.

(*Faust I et II*, Paris, GF Flammarion, 1990, 554 pages)

GOETHE Johann Wolfgang von, *Farbenlehre (1810)*, Köln, DuMont, 1978, 174 pages.

(*Le Traité des couleurs*, Paris, Triades, 2000, 310 pages)

HAECKEL Ernst, *Generelle Morphologie der Organismen*, Berlin, G. Reiner, 1866.

HEGEL Georg Wilhelm Friedrich, *Enzyklopädie der philosophischen Wissenschaften*, ouvrage publié à partir de 1817, plusieurs tomes.

(*Encyclopédie des sciences philosophiques*, Paris, J. Vrin, 1994)

HEGEL Georg Wilhelm Friedrich, *Der Geist des Christentums und sein Schicksal (1799)*, Gütersloh, Gütersloher Verlagshaus G. Mohn, 1970, 87 pages.

(*L'esprit du christianisme et son destin*, Paris, Vrin, 1988, 174 pages)

KAMPFMEYER Bernhard, *Von der Kleinstadt zur Gartenstadt*, Berlin, Deutsche Gartenstadt-Gesellschaft, 1908, 16 pages.

KANT Immanuel, *Anthologie in pragmatischer Hinsicht (1798)*, Hamburg, Meiner, 2000, 328 pages.

(*Anthologie du point de vue pragmatique*, trad. Foucault, Paris, Vrin, 1964, 176 pages)

KANT Immanuel, *Kritik der Urteilskraft (1790)*, Frankfurt a.M., Suhrkamp, 2004, 461 pages.

(*Critique de la faculté de juger*, Paris, Vrin, 1968, 308 pages)

- KANT Immanuel, *Grundlegung zur Metaphysik der Sitten* (1785), Hamburg, Meiner, 1999, 126 pages.
(*Fondements de la métaphysique des mœurs*, Œuvres philosophiques, Tome II, Paris, Pléiade, 1985, 688 pages)
- KANT Immanuel, *Kritik der reinen Vernunft* (1781), Hamburg, Meiner, 1998, 995 pages.
(*Critique de la raison pure*, Paris, P.U.F., 1967, 584 pages)
- STEINER Rudolf, *Die Philosophie der Freiheit - Grundzüge einer modernen Weltanschauung* (1894), Hagenow, Ondefo-Verlag, 2009, 120 pages.
(*La Philosophie de la liberté*, Paris, Fischbacher, 1963, 260 pages)
- WEBER Max, *Wirtschaft und Gesellschaft* (1922), Frankfurt am M., Zweitausendeins, 2005, 1138 pages.
(*Economie et Société*, Paris, Pocket, 1995, 2 volumes, 410 et 424 pages)
- WEBER Max, *Gesammelte Aufsätze zur Religionssoziologie* (1920), Tübingen, Mohr, 1988, 591 pages.
(*Sociologie des religions*, Paris, Gallimard, 1996, 545 pages)
dont :
- WEBER Max, *Die protestantische Ethik und der Geist des Kapitalismus* (1905) in : *Gesammelte Aufsätze zur Religionssoziologie* (1920), Tübingen, Mohr, 1988, p. 17-206.
(*L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964, 325 pages)
- 1-2 Œuvres de langue française
- DIDEROT Denis, *De l'interprétation de la nature* (1753), *Entretien entre d'Alembert et Diderot* (1769), *Rêve de d'Alembert* (1769) in : *Œuvres philosophiques*, Paris, Garnier, 1964, 649 pages.
- DESCARTES René, *Traité du monde* (1664), Paris, Garnier, 1963, 427 pages.
- DESCARTES René, *Le Discours de la méthode* (1637), Paris, GF Flammarion, 2000, 189 pages.
- FOURIER Charles, « Dispositions de la Phalange d'essai » in : *Le nouveau monde industriel et sociétaire ou Invention du procédé d'industrie attrayante et naturelle distribuée en séries passionnées* (1829) in : *Oeuvres complètes*, Volume VI, Paris, Editions Anthropos, 1966, p. 99-165.
- FOURIER Charles, « Théorie des quatre mouvements et des destinées générales » (1808) in : *Oeuvres complètes*, Volume I, Paris, Editions Anthropos, 1966, p. 210-237.
- HOLBACH, Paul Henri Dietrich (baron d'), *Système de la nature, ou Des lois du monde physique et du monde moral* (1770), Paris, Editions Coda, 2008, 465 pages.
- LA METTRIE Julien Offray de, *L'homme-machine* (1748), Paris, Mille et une nuits, 2000, 100 pages.
- MERCIER Louis Sébastien, *Le tableau de Paris* (1781-1788), Paris, Maspero, 1979, 356 pages.
- PROUDHON Pierre-Joseph, *Du principe fédératif et de la nécessité de reconstituer le parti de la Révolution* (1863), Paris, Romillat, 1999, 181 pages.
- PROUDHON Pierre-Joseph, *Qu'est-ce que la propriété ?* (1840), Antony, Editions Tops-H. Trinquier, 2003, 318 pages.
- RAYNAL Guillaume-Thomas, *Histoire philosophique et politique des Établissements et du Commerce des Européens dans les deux Indes*, tome huitième, Genève, Chez Jean-Léonard Pellet Imprimeur, 1783, 370 pages.

RETTE Adolphe, *Oeuvres complètes, Volume 1 : Poésie. Cloches dans la nuit. Une belle dame passa*, Paris, Bibliothèque artistique et littéraire, 1898, 203 pages.

ROUSSEAU Jean-Jacques, *Les rêveries du promeneur solitaire (1776-1778)*, Paris, GF Flammarion, 1997, 225 pages.

ROUSSEAU Jean-Jacques, *Du contrat social (1762)*, Paris, Editions R. Derathé, 1964, 252 pages.

ROUSSEAU Jean-Jacques, *Julie ou la Nouvelle Héloïse (1761) in : Œuvres complètes, Tome II*, Paris, Gallimard, 1964, 625 pages.

ROUSSEAU Jean-Jacques, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes (1754)*, Paris, Gallimard, 2006, 186 pages.

1-3 Œuvres publiées dans d'autres langues, dans leur version originale

BACON Francis, *Novum Organum. Aphorismes sur l'interprétation de la nature et le règne de l'homme*, Paris, P.U.F., 1986, 349 pages.

(Titre original : *Novum Organum, 1620*)

GALILEI Galileo (dit Galilée), *Dialogue sur les deux grands systèmes du monde*, Paris, Seuil, 2000, 656 pages.

(Titre original : *Dialogo sopra i due massimi sistemi del mondo ptolemaico e copernicano, 1632*)

VERNADSKY Vladimir Ivanovich, *La Biosphère*, Paris, Seuil, 2002, 281 pages.

(Titre original : *Biosfera, 1926*)

2 Ouvrages de pionniers et autres contributeurs à la pensée écologiste

2-1 Auteurs de langue allemande

ABENDROTH Wolfgang, *Antagonistische Gesellschaft und politische Demokratie. Aufsätze zur politischen Soziologie*, Neuwied/Berlin, Luchterhand, 1972 [1967], 578 pages.

ADORNO Theodor W., *Negative Dialektik*, Frankfurt a. M., Suhrkamp, 1966, 406 pages.
(*Dialectique négative*, Paris, Payot, 1978, 340 pages)

BECK Ulrich, *Risikogesellschaft : Auf dem Weg in eine andere Moderne*, Frankfurt a. Main, Suhrkamp, 1986, 391 pages.

(*La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Flammarion, 2001, 521 pages)

BINSWANGER Hans Christoph, GEISSBERGER Werner, GINSBURG Theo (éd.), *Der NAWU-Report. Wege aus der Wohlstandsfalle. Strategien gegen Arbeitslosigkeit und Umweltkrise*, Frankfurt a. Main, S. Fischer, 1978, 216 pages.

HABERMAS Jürgen, *Theorie des kommunikativen Handelns*, Frankfurt a. M., Suhrkamp, 1981, 2 volumes, 1167 pages.

(*Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard, 1987, 2 volumes: 448 et 480 pages)

HABERMAS Jürgen, *Technik und Wissenschaft als « Ideologie »*, Frankfurt a. Main, Suhrkamp, 1968, 169 pages.

(*La Technique et la science comme « idéologie »*, Paris, Gallimard, 1973, 211 pages)

HABERMAS Jürgen, *Strukturwandel der Öffentlichkeit : Untersuchungen zu einer Kategorie der bürgerlichen Gesellschaft*, Neuwied/Berlin, Luchterhand, 1962, 291 pages.

(*L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1978, 324 pages)

(*L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, avec une préface inédite de l'auteur (1990), Paris, Payot, 1993, 324 pages)

HABERMAS Jürgen, FRIEDEBURG Ludwig von, OEHLER Christoph, WELTZ Friedrich, *Student und Politik. Eine soziologische Untersuchung zum politischen Bewußtsein Frankfurter Studenten*, Neuwied/Berlin, Luchterhand, 1961, 359 pages.

HABERMAS Jürgen, « Die Dialektik der Rationalisierung : Vom Pauperismus in Produktion und Konsum », in : *Merkur*, n° 8, août 1954, p. 701-724.

HORKHEIMER Max, ADORNO Theodor W., *Dialektik der Aufklärung : Philosophische Fragmente*, Amsterdam, Querido, 1947, 310 pages.

(*La dialectique de la raison: fragments philosophiques*, Paris, Gallimard, 1974, 281 pages)

JONAS Hans, *Das Prinzip Verantwortung : Versuch einer Ethik für die technologische Zivilisation*, Frankfurt am Main, Insel-Verlag, 1979, 423 pages.

(*Le Principe responsabilité : une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Les Editions du Cerf, 1990, 336 pages)

JUNGK Robert, *Der Atom-Staat : vom Fortschritt in die Unmenschlichkeit*, München, Kindler Verlag, 1977, 243 pages.

MARCUSE Herbert, « Protozialismus und Spätkapitalismus - Versuch einer revolutionstheoretischen Synthese von Bahros Ansatz », *Kritik. Zeitschrift für sozialistische Diskussion*, Berlin, Olle und Wolter, n° 19, 1978, p. 5-27 ; Version courte in : *Die Zeit*, 26.01.1979.

PICHT Georg, *Der Mut zur Utopie. Die großen Zukunftsausgaben*, München, Piper Verlag, 1969, 154 pages.

(*Réflexions au bord du gouffre*, Paris, Laffont, 1970, 205 pages)

2-2 Auteurs de langue française

BAUDRILLARD Jean, *La Société de consommation, ses mythes, ses structures...*, Paris, S.G.P.P., 1970, 304 pages.

BAUDRILLARD Jean, *Le système des objets*, Paris, Gallimard, 1968, 288 pages.

BONNEFOUS Edouard, *Comment réconcilier l'homme et la nature*, Paris, C.E.P.E.C., 1972, 60 pages.

BONNEFOUS Edouard, *L'Homme ou la nature ?*, Paris, Hachette, 1970, 465 pages.

BONNEFOUS Edouard, *La Terre et la faim des hommes*, Paris, Fayard, 1960, 399 pages.

BOSQUET Michel [André Gorz], *Ecologie et Liberté*, Editions Galilée, 1977, 114 pages.

DEBORD Guy, *La Société du spectacle*, Paris, Buchet-Chastel, 1967, 176 pages.

DEBORD Guy, *Rapport sur la construction des situations et sur les conditions de l'organisation et de l'action de la tendance situationniste internationale*, s.l., 1957, 20 pages.

ELLUL Jacques, *Le système technicien*, Paris, Calmann-Lévy, 1977, 361 pages.

GORZ André, *Adieux au prolétariat*, Paris, Editions Galilée, 1980, 240 pages.

GORZ André, *Reforme et révolution*, Paris, Editions du Seuil, 1969, 253 pages.

GORZ André, *Le socialisme difficile*, Paris, Editions du Seuil, 1967, 249 pages.

GORZ André, *Stratégie ouvrière et néo-capitalisme*, Paris, Editions du Seuil, 1964, 175 pages.

INTERNATIONALE SITUATIONNISTE, *De la misère en milieu étudiant considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel et de quelques moyens pour y remédier*, Paris, Editions Champ Libre, 1976, 59 pages.

INTERNATIONALE SITUATIONNISTE, *La Véritable scission dans l'Internationale*, Paris, Editions Champ Libre, 1972, 147 pages.

LYOTARD Jean-François, *La condition postmoderne*, Paris, Editions de Minuit, 1979, 109 pages.

JOUVENEL Bertrand de, *La civilisation de puissance*, Fayard, Paris, 1976, 206 pages.

JOUVENEL Bertrand de, *Arcadie. Essai sur le mieux-vivre*, Paris, S.E.D.E.I.S., 1968, 390 pages.

LEFEBVRE Henri, *Introduction à la modernité : préludes*, Paris, Editions de Minuit, 1962, 373 pages.

LEFEBVRE Henri, *Critique de la vie quotidienne*, Paris, l'Arche, 1958, 268 pages.

MORIN Edgar, *L'Esprit du temps, tome I : Névrose. Essai sur la culture de masse*, Paris, Grasset, 1962, 280 pages.

ROUGEMONT Denis de, *Œuvres complètes de Denis de Rougemont*, tome 3, vol. 2, Paris, Editions de la Différence, 1994, 878 pages.

ROUGEMONT Denis de, « Ecologie, régions, Europe fédérée : même avenir », *Cadmos*, n° 5, 1979, p. 5-12.

ROUGEMONT Denis de, *L'avenir est notre affaire*, Paris, Stock, 1977, 374 pages.

ROUGEMONT Denis de, *Lettres sur la bombe atomique*, Bentano's, New York, 1946, 163 pages / Paris, Gallimard, 1946, 133 pages.

SARTRE Jean-Paul, *Critique de la raison dialectique. Tome 1 : Théorie des ensembles pratiques*, Paris, Gallimard, 1960, 759 pages.

SARTRE Jean-Paul, *L'Être et le néant : essai d'ontologie phénoménologique*, Paris, Gallimard, 1943, 722 pages.

SCHWEITZER Albert, *Paix ou guerre atomique*, Paris, Albin Michel, 1958, 63 pages.

UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE, *De la misère en milieu étudiant considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel et de quelques moyens pour y remédier*, Strasbourg, Association fédérative générale des étudiants de Strasbourg, 1966, 28 pages.

VANEIGEM Raoul, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Paris, Gallimard, 1967, 290 pages.

2-3 Auteurs de langue anglaise et sources internationales

CARSON Rachel, *Silent Spring*, Boston, Houghton Mifflin/Cambridge, Riverside Press, 1962, 368 pages.

(*Printemps silencieux*, Paris, Plon, 1963, 287 pages)

CHIEF SEATTLE, *Brother eagle, sister sky : a message from Chief Seattle* (1854), New York, Puffin, 2002, 31 pages.

(*Quelques heures, quelques hivers*, Paris, éd. Alternatives, 1998, 70 pages)

- CLUB OF ROME / MESAROVIC Mihajlo, PESTEL Eduard, *Mankind at the turning point. The second report to the Club of Rome*, New York, Dutton, 1974, 210 pages.
(*Stratégies pour demain*, 2^e rapport au Club de Rome, Paris, Seuil, 1974, 204 pages)
- CLUB OF ROME, *The new threshold*, London, Octagon Press, 1973, 61 pages.
(*Rapport de Tokyo... Vers une vision globale des problèmes humains*, Paris, Seuil, 1974, 85 pages)
- CLUB OF ROME / MEADOWS Donella H., MEADOWS Dennis L. (Massachusetts Institute of Technology), *The Limits to Growth, a report for the Club of Rome's project on the predicament of mankind*, New York, Universe Books, 1972, 205 pages.
(*Halte à la croissance?*, Paris, Fayard, 1972, 314 pages)
- COMMISSION MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT (CMED), *Notre avenir à tous*, New York, Nations Unies, 1987, 300 pages (*Rapport Brundtland*).
- COMMONER Barry, *The closing circle ; nature, man, and technology*, New York, Knopf, 1971, 326 pages.
(*L'encerclement*, Paris, Seuil, 1972, 300 pages)
- COMMONER Barry, *Science and Survival*, New York, Viking Press, 1966, 150 pages.
(*Quelle terre laisserons-nous à nos enfants?*, Paris, Seuil, 1969, 207 pages)
- DE BELL Garrett, *The environmental handbook. Prepared for the first national environmental teach-in*, New York, Ballantine/Friends of the Earth, 1970, 367 pages.
- EHRlich Paul R., *The Population bomb*, New York, Ballantine Books, 1971, 201 pages.
(*La Bombe P. 7 milliards d'hommes en l'an 2000*, Paris, Editions J'ai lu, 1973, 303 pages)
- FROMM Erich, *Escape from freedom*, New York, Farrar and Rinehart, 1941, 305 pages.
(*La Peur de la liberté*, Paris, Buchet-Chastel, 1963, 248 pages)
- ILlich Ivan, *Medical Nemesis : The exploration of health*, London, Marian Boyars, 1975, 184 pages.
(*Némésis médicales*, Paris, Seuil, 1975, 222 pages)
- ILlich Ivan, *Energie et équité*, *Le Monde*, 3-7 juin 1973 / Paris, Le Seuil, 1975, 30 pages (version complétée).
- ILlich Ivan, *Tools for conviviality*, New York, Harper and Row, 1973, 110 pages.
(*La Convivialité*, Paris, Seuil, 1973, 157 pages)
- ILlich Ivan, *Deschooling society*, New York, Harper and Row, 1971, 116 pages.
(*Une société sans école*, Paris, Seuil, 1971, 219 pages)
- LEOPOLD Aldo, *A Sand County Almanac*, New York, Oxford University Press, 1949, 228 pages.
(*Almanach d'un comté des sables*, Paris, Aubier, 1995, 289 pages)
- LOVELOCK James E., *Gaia, a new look at life on earth*, Oxford/New York, Oxford University Press, 1979, 157 pages.
(*La terre est un être vivant : l'hypothèse Gaïa*, Monaco, Le Rocher, 1986, 183 pages)
- MARCUSE Herbert, *Counterrevolution and Revolt*, Boston, Beacon Press, 1972, 138 pages.
(*Contre-révolution et révolte*, Paris, Seuil, 1973, 166 pages)
- MARCUSE Herbert, *One-dimensional man : studies in the ideology of advanced industrial society*, Boston, Beacon Press, 1964, 260 pages.
(*L'Homme unidimensionnel : essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, Paris, Editions de Minuit, 1968, 284 pages)

MARCUSE Herbert, *Eros and Civilization. A philosophical inquiry into Freud*, Boston, Beacon Press, 1955, 227 pages.

(*Eros et civilisation. Contribution à Freud*, Paris, Editions de Minuit, 1963, 240 pages)

SCHUMACHER Ernst Friedrich, *Small is beautiful ; economics as if people mattered*, New York, Harper and Row, 1973, 290 pages.

(*Small is beautiful : une société à la mesure de l'homme*, Paris, Seuil, 1978, 316 pages)

WARD Barbara, DUBOS René Jules, *Only one earth ; the care and maintenance of a small planet*, New York, Norton, 1972, 225 pages (Rapport de la première Conférence des Nations Unies sur l'Environnement à Stockholm en 1972).

(*Nous n'avons qu'une terre*, Paris, Denoël, 1972, 359 pages)

2-4 Films et documentaires

COUSTEAU Jacques-Yves, MALLE Louis, *Le Monde du silence*, film documentaire français, 35mm, couleur, 1h26, Filmad, 1955.

WATKINS Peter, *The War Game*, film documentaire anglais, 35mm, noir et blanc, 48mn, BBC Productions, 1965 (titre français : *La Bombe*).

3 Documents émanant de listes vertes ou rédigés par des militants écologistes politiques, avant la fondation des Verts et des Grünen

3-1 Sources allemandes

3-1-1 Bunte Liste-Wehrt Euch (BLW)

3-1-1-1 Programmes et tracts

BUNTE LISTE-WEHRT EUCH (Köln), « Wählen wir uns doch selbst ! » [programme électoral], Cologne, 01.08.1979, 21 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A- Heimann, Siegfried, 13].

BUNTE LISTE WEHRT EUCH, *Feigenblatt oder Alternative ?* [brochure], Hamburg, 11.07.78, 30 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A- Heimann, Siegfried, 13].

BUNTE LISTE-WEHRT EUCH, « Wahlanalyse », Communiqué relatif aux résultats des scrutins du 4 juin 1978 à Hambourg. Document reproduit in : Jan Peters (éd.), *Alternativen zum Atomstaat. Das bunte Bild der Grünen*, Berlin, Rotation Verlag, 1979, p. 276-281.

BUNTE LISTE-WEHRT EUCH, « Wir über uns », Communiqué relatif aux décisions prises lors du congrès du 18.03.1978. Document reproduit in: Jan Peters (éd.), *Alternativen zum Atomstaat. Das bunte Bild der Grünen*, Berlin, Rotation Verlag, 1979, p. 274-275.

BUNTE LISTE-WEHRT EUCH, « Plattform » [programme électoral], Hamburg, 18.03.1978, 14 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A- Heimann, Siegfried, 13].

KEINE Ilona, KUKIELKA Christina, « Bunte Liste informiert: die ersten 100 Tage im Bezirksparlament », Document de la *Bunte Liste-Wehrt Euch*, reproduit in : Jan Peters (éd.), *Alternativen zum Atomstaat. Das bunte Bild der Grünen*, Berlin, Rotation Verlag, 1979, p. 282-284.

STROHM Holger, « Waum die Bunten bunt sind », in : Holger Brun (éd.), *Der grüne Protest. Herausforderung durch die Umweltparteien*, Frankfurt, Fischer Verlag, 1978, p. 126-138.

3-1-1-2 Prises de position individuelles

STROHM Holger (éd.), *Der Umweltschutzreport*, Darmstadt, Merzer Verlag, 1973, 377 pages.

STROHM Holger, *Friedlich in die Katastrophe : Eine Dokumentation über Atomkraftwerke*, Hamburg, Verlag Association, 1973, 475 pages.

3-1-1-3 Documents émanant du KB, liés à la formation de la BLW

ANTI-AKW-KOMMISSION DES KOMMUNISTISCHEN BUNDES (KB), « Ökologie und Marxismus », *Arbeiterkampf*, 21.08.1978, p. 6-10.

KOMMUNISTISCHER BUND (KB), « Kommunisten und Wahlen – eine erste Bilanz », *Arbeiterkampf*, numéro spécial, 1978, p. 9-10.

3-1-2 Alternative Liste Berlin

3-1-2-1 Programmes, témoignages et prises de position

ALTERNATIVE LISTE FÜR DEMOKRATIE UND UMWELTSCHUTZ, « Bundestagswahlen'80 : Erklärungen, Stellungnahmen, Für und Wider einer alternativen Kandidatur gegen Schmidt und Strauß », Berlin, 1980, 40 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Heimann, Siegfried, 13].

ALTERNATIVE LISTE FÜR DEMOKRATIE UND UMWELTSCHUTZ, « Programm zu den Wahlen », Berlin, mars 1979, 17 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Heimann, Siegfried, 13].

BÜHNEMANN Michael, WENDT Michael, WITUSCHEK Jürgen, *AL - Die Alternative Liste Berlin. Entstehung, Entwicklung, Positionen*, Berlin, LitPol Verlagsgesellschaft, 1984, 223 pages.

PRÜTZ Michael, KREBS Mario (Mitglieder im Aktionskomitee gegen Berufsverbote an der FU), « Spucken wir den Mäuschlern in die Suppe. Über die Methoden von KB und KPD bei der Vorbereitung einer ‚Alternativen Liste‘ zur Wahl 79 » [lettre ouverte], Berlin, juillet 1978, 1 page [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Heimann, Siegfried, 13].

SCHILY Otto, « Alternative Liste mit oder ohne KPD ? », Berlin, octobre 1978, 1 page, in : Michael Bühnemann, Michael Wendt, Jürgen Wituschek, *AL - Die Alternative Liste Berlin. Entstehung, Entwicklung, Positionen*, Berlin, LitPol Verlagsgesellschaft, 1984, p. 77-78.

3-1-2-2 Document émanant du KPD, lié à la formation de l'AL Berlin

KOMMUNISTISCHE PARTEI DEUTSCHLANDS, Regionalkomitee Westberlin, « Stellungnahmen zu einer alternativen Liste. Dokumentation », Westberlin, 1978, 12 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Heimann, Siegfried, 13].

3-1-3 Grüne Liste Wählerinitiative für Umweltschutz und Demokratie (GLW) / Grüne Liste Hessen (GLH)

3-1-3-1 Documents publiés par les « Spontis »

SPONTIS, « Grüne Liste. Vorschlag für eine Wahlplattform der 'grünen Liste' zu den hessischen Landtagswahlen », *Pflasterstrand*, 20.10.-2.11.1977, p. 12-13.

SPONTIS, « Das ökologische Manifest », *Pflasterstrand*, 1-14.12.1977, p. 18.

3-1-3-2 Programmes et tracts

GRÜNE LISTE HESSEN, « Ein Jahr Beton und Asphalt auf dem Luwiesenplatz ! » [tract], Frankfurt, 1978, 1 page [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Kerschgens, Karl, 16].

GRÜNE LISTE HESSEN, « Wahlplattform Hessenwahl '78 », s.l., s.d., 24 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Kerschgens, Karl, 5].

GRÜNE LISTE HESSEN, « Grundsätze », s.l., s.d., 3 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Kerschgens, Karl, 16].

GRÜNE LISTE HESSEN, « Gründungsprotokoll », Alsfeld, 23.07.1978, 12 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Kerschgens, Karl, 4].

GRÜNE LISTE WÄHLERINITIATIVE FÜR UMWELTSCHUTZ UND DEMOKRATIE (GLW), « Grundsätze », s.l., 22-23.07.1978, 3 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Kerschgens, Karl, 9].

3-1-3-3 Prises de position individuelles

[COHN-BENDIT] Dany, « Chaos bei den Grünen », *Pflasterstrand*, 26.08-8.09.1978, p. 26-27.

[FISCHER] Joschka, « Warum eigentlich nicht ? », *Pflasterstrand*, 21.10-3.11.1978, p. 22-25.

KERSCHGENS Karl P., « Was spricht dafür, daß 'Umweltschützer' sich an Parlamentswahlen beteiligen ? », s.l., 19.03.1978, 4 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Kerschgens, Karl, 3].

REINHOLD, « Rauf auf die Liste », *Pflasterstrand*, 26.08-8.09.1978, p. 28.

SCHUBART Alexander, « Das grüne Ungeheuer mit den 3 Beinen – das Ökologiebein, das Demokratiebein und das Reflexionsbein », interview, *die tageszeitung*, 22.09.1978.

3-1-3-4 Document émanant du KPD, lié à la formation de la GLH

KOMMUNISTISCHE PARTEI DEUTSCHLANDS, « Die KPD zu den hessischen Landtagswahlen '78 » [tract], s.l., s.d. [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Kerschgens, Karl, 5].

3-1-4 Bundesverband Bürgerinitiativen Umweltschutz (BBU)

3-1-4-1 Programmes et tracts

BBU, « Für eine lebenswerte Zukunft » [tract], s.l., 1978, 2 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Kelly, Petra, 2792].

BBU, *Aktionskatalog des Bundesverbandes Bürgerinitiativen Umweltschutz e.V.*, s.l., 1972, 8 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Kelly, Petra, 2885].

BBU-GESCHÄFTSSTELLE, *Informationsblatt*, s.l., 1972, 6 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Kelly, Petra, 2885].

3-1-4-2 Prise de position individuelle

SCHUMACHER Hans-Günter, « Nur in einer gesunden Umwelt gibt es eine humane Arbeitswelt », *Frankfurter Rundschau*, 25.11.1978.

3-1-5 Grüne Liste Umweltschutz (GLU)

« Vereinbarung zwischen GLU und AUD », s.l., 6.04.1978, 4 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Kerschgens, Karl, 3].

GRÜNE LISTE UMWELTSCHUTZ, « Programm der Grünen Liste Umweltschutz », s.l., s.d., 22 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Kerschgens, Karl, 9].

3-1-6 Grüne Aktion Zukunft (GAZ)

3-1-6-1 Programmes et tracts

GRÜNE AKTION ZUKUNFT, « Das Grüne Manifest », s.l., s.d., 2 pages [Archiv Grünes Gedächtnis, Heinrich-Böll-Stiftung (Berlin), Dossier A-Vogel, Werner, 53].

Ce texte est publié dans son intégralité dans le *Frankfurter Rundschau* du 18 juillet 1978 sous le titre : « Ein sinnerfülltes Leben für alle Menschen ».

GRÜNE AKTION ZUKUNFT, *Das GRÜNE MANIFEST. Programme der Partei 'Grüne Aktion Zukunft' (GAZ) mit Erläuterungen*, Bonn, s.d., 14 pages [Archiv Grünes Gedächtnis, Heinrich-Böll-Stiftung (Berlin), Dossier A-Vogel, Werner, 14].

3-1-6-2 Prises de position individuelles

GRUHL Herbert, « ... der hat doch unser ganzes System verhohnepiepelt » [interview], *Tageszeitung*, 12.10.1979, p. 18.

GRUHL Herbert, interview, *Süddeutsche Zeitung*, 23.06.1978.

GRUHL Herbert, « In Hessen schaffen die Grünen fünf Prozent » [interview], *Stern*, n° 26, 22.06.1978, p. 134.

GRUHL Herbert, « Ich lasse mir kein Ultimatum stellen » [interview], *Spiegel*, n° 25, 19.06.1978.

GRUHL Herbert, *Ein Planet wird geplündert. Die Schreckensbilanz unserer Politik*, Frankfurt/Main, Fischer, 1975, 375 pages.

3-1-7 Grüne Liste Schleswig-Holstein (GLSH)

3-1-7-1 Programmes et tracts

GRÜNE LISTE SCHLESWIG-HOLSTEIN (GLSH), « Grundsatzprogramm », s.l., 22.11.1978, 29 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Vogel, Werner, 53].

GRÜNE LISTE SCHLESWIG-HOLSTEIN (GLSH), « Umdenken-Umschwenken. Leben beschützen » [tract], s.l., s.d., 2 pages [Archiv Grünes Gedächtnis, Heinrich-Böll-Stiftung (Berlin), Dossier A-Knabe, Wilhelm, 71].

3-1-7-2 Prises de position individuelles

RIEWERTS Jette, Lettre à Petra Kelly en date du 18.03.1980, 2 pages [Archiv Grünes Gedächtnis, Heinrich-Böll-Stiftung (Berlin), Dossier A-Kelly, Petra, 1859].

SPRINGMANN Baldur, « Wahrheit und Klarheit. Ein Versuch, etwas dazu beizutragen » [dépliant], s.l., 1980, 2 pages [Archiv Grünes Gedächtnis, Heinrich-Böll-Stiftung (Berlin), Dossier A-Vogel, Werner, 24].

SPRINGMANN Baldur, « Hallo Grüne ! », lettre ouverte aux Grünen en date du 14.01.1980, 2 pages [Archiv Grünes Gedächtnis, Heinrich-Böll-Stiftung (Berlin), Dossier A-Knabe, Wilhelm, 64].

SPRINGMANN Baldur, « Ökologie als politische Leitlinie » [texte], s.l., s.d., 3 pages [Archiv Grünes Gedächtnis, Heinrich-Böll-Stiftung (Berlin), Dossier A-Knabe, Wilhelm, 64].

SPRINGMANN Baldur, « Zur grünen Liste », s.l., s.d., 2 pages [Archiv Grünes Gedächtnis, Heinrich-Böll-Stiftung (Berlin), Dossier A-Wilhelm Knabe, 64].

SPRINGMANN Baldur, Lettre à Wilfried Heidt en date du 18.02.1979, 1 page [Archiv Grünes Gedächtnis, Heinrich-Böll-Stiftung (Berlin), Dossier A-Vogel, Werner, 24].

SPRINGMANN Baldur, « Unser Volkskraftlied » [poème], s.l., s.d., 1 page [Archiv Grünes Gedächtnis, Heinrich-Böll-Stiftung (Berlin), Dossier A-Vogel, Werner, 24].

3-1-8 Achberger Kreis

AKTION DRITTER WEG, FREIE INTERNATIONALE UNIVERSITÄT, *Diskussionsbeitrag zur Frage nach dem Weg der grünen, bunten und alternativen Kräfte ins Bundestagswahljahr 1980* [dépliant], Achberg, 1980, 14 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier Kelly, Petra, 2479].

AKTION DRITTER WEG, FREIE INTERNATIONALE UNIVERSITÄT, *Die Grundrichtung der GRÜNEN ALTERNATIVE für die Europawahlen aus der Sicht der AKTION 3. WEG (Achberger Kreis) und der Freien Internationalen Universität*, Achberg, 1979, 8 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier Kelly, Petra, 2479].

BEUYS Joseph, « Aufruf zur Alternative », *Frankfurter Rundschau*, 23.12.78.

3-2 Sources françaises

3-2-1 La mouvance libertaire autour de Pierre Fournier

FOURNIER Pierre, *Y'en a plus pour longtemps*, Paris, Éditions du Square, 1975, 203 pages.

FOURNIER Pierre, « Pour ceux qui aiment les éditos », *La Gueule Ouverte*, n° 4, février 73, p. 3.

FOURNIER Pierre, « L'heure est grave », *Charlie Hebdo*, n° 100, 16.10.72, p. 12-13.

FOURNIER Pierre, « Un dimanche à Clochemerle », *Charlie Hebdo*, n° 97, 25.09.1972, p. 12-13.

FOURNIER Pierre, « Trois petits tours dans le fond du problème », *Charlie Hebdo*, n° 84, 26.06.72, p. 12-13.

FOURNIER Pierre, « Des mots, des mots », *Charlie Hebdo*, n° 83, 19.06.72, p. 12-13.

FOURNIER Pierre, « C'est pas facile d'être plouc », *Charlie Hebdo*, n° 65, 14.2.1972, p. 10-11.

FOURNIER Pierre, « Concierges de tous les pays, unissez-vous », *Charlie Hebdo*, n° 28, 1971, p. 10-11.

FOURNIER Pierre, « Pour une armée au service du peuple », *Charlie Hebdo*, n° 27, 1971, p. 14.

FOURNIER Pierre, « Une bonne journée au grand air », *Charlie Hebdo*, n° 23, 1971, p. 14.

3-2-2 René Dumont, son Comité de soutien et le Mouvement écologique

3-2-2-1 Programmes et tracts

DUMONT René, *A vous de choisir. L'écologie ou la mort. La Campagne de René Dumont et du Mouvement Ecologique, naissance de l'écologie politique : déclarations, interviews, tracts, manifestes, articles, rapports, sondages, récits...*, Paris, Société Nouvelle des Editions J.-J. Pauvert, 1974, 142 pages.

LES AMIS DE LA TERRE, « Après Harrisburg, un débat national, un référendum » [tract], s.l., 1979, 2 pages [Bibliothèque nationale de France (site Tolbiac), Dossier Les Amis de la Terre, 4-WZ-9667].

LES AMIS DE LA TERRE, « Impossible n'est pas français... » [tract], s.l., 1979, 2 pages [Bibliothèque nationale de France (site Tolbiac), Dossier Les Amis de la Terre, 4-WZ-9667].

LES AMIS DE LA TERRE, « Boycoter Shell, pourquoi ? » [tract], s.l., 1979, 2 pages [Bibliothèque nationale de France (site Tolbiac), Dossier Les Amis de la Terre, 4-WZ-9667].

LES AMIS DE LA TERRE, *L'écologie, la politique et les Amis de la Terre*, Paris, 1977, 12 pages [Bibliothèque nationale de France (site Tolbiac), Dossier Les Amis de la Terre, 4-WZ-9668].

LES AMIS DE LA TERRE, « Programme des Amis de la Terre lors de l'élection partielle du V^{ème} arrondissement de Paris » [tract], Paris, novembre 1976, 2 pages [Bibliothèque nationale de France (site Tolbiac), Dossier Les Amis de la Terre, 4-WZ-9667].

LES AMIS DE LA TERRE, « Centrales nucléaires – Société meurtrière » [tract], s.l., 1975, 2 pages [Bibliothèque nationale de France (site Tolbiac), Dossier Les Amis de la Terre, 4-WZ-9667].

LES AMIS DE LA TERRE, « Vive la France ! » [tract], s.l., 1973, 2 pages [Bibliothèque nationale de France (site Tolbiac), Dossier Les Amis de la Terre, 4-WZ-9667].

LES AMIS DE LA TERRE, « Bagnoles ras-le-bol » [tract], s.l., 1972, 1 page [Bibliothèque nationale de France (site Tolbiac), Dossier Les Amis de la Terre, 4-WZ-9667].

LES AMIS DE LA TERRE, *Bulletin de présentation* [tract], s.l., 1971, 2 pages [Bibliothèque nationale de France (site Tolbiac), Dossier Les Amis de la Terre, 4-WZ-9667].

MOUVEMENT ECOLOGIQUE, *Textes d'orientation*, Paris, Mouvement écologique, 1980, 32 pages.

MOUVEMENT ECOLOGIQUE, *Vers une société écologique aujourd'hui, projet politique*, Paris, Le Sycomore, 1978, 183 pages.

MOUVEMENT ECOLOGIQUE, « Ecologie, combat pour la vie – Ville de Lons-le-Saunier, élections municipales » [affiche], s.l., 1977 (80x60 cm) [Archives nationales, Section des missions, Centre des archives contemporaines, cote CAC : 20050519/64].

RESEAU DES AMIS DE LA TERRE, *Charte de Saint-Omer*, 1977, 1 page [Archives nationales, section des missions, centre des archives contemporaines, cote CAC : 20050521/1].

3-2-2-2 Prises de position individuelles

DUMONT René, *Seule une écologie socialiste*, Editions Robert Laffont, 1977, 285 pages.

DUMONT René, « Loin de la gauche » [entretien], mars 1977, in : Claude-Marie Vadrot, *L'écologie, histoire d'une subversion*, Paris, Syros, 1978, p. 113-114.

DUMONT René, « Il ne s'agit pas de changer la société mais de changer de société » [entretien] in : *Le Sauvage*, n° 13, mai 1974, p. 7-8.

DUMONT René, *L'Utopie ou la mort*, Paris, Seuil, 1973, 184 pages.

DUMONT René, *L'Afrique noire est mal partie*, Paris, Seuil, 1962, 287 pages.

HERVE Alain, « Naissance de l'écologie politique », *Le Sauvage*, n° 13, mai 1974, p. 6.

LALONDE Brice, *Sur la vague verte*, Paris, Editions Laffont, 1981, 268 pages.

LALONDE Brice, Dominique Simonnet, *Quand vous voudrez*, Paris, Editions Pauvert, 1978, 234 pages.

3-2-3 Progrès et Environnement

PROGRES ET ENVIRONNEMENT, brochure de présentation, s.l., juin 1975, 8 pages [Bibliothèque nationale de France, Archives 40Wz6410].

3-2-4 Le Comité de la Charte de la nature

3-2-4-1 Charte

COMITE DE LA CHARTE DE LA NATURE, « Charte de la nature », document reproduit in : Claude-Marie Vadrot, *L'écologie, histoire d'une subversion*, Paris, Syros, 1978, p. 75-80.

3-2-4-2 Prises de position individuelles

SAINT-MARC Philippe, « Pour un combat politique », *Le Sauvage*, n° 3, juin-juillet 1973, p. 67-68.

SAINT-MARC Philippe, « L'initiative électorale », *Le Sauvage*, n° 1, avril-mai 1973, p. 55.

SAINT-MARC Philippe, *Socialisation de la nature*, Paris, Stock, 1971, 381 pages.

3-2-5 SOS-Environnement

3-2-5-1 Manifeste

SOS-ENVIRONNEMENT, « Manifeste d'écologie politique », s.l., juin 1977, document reproduit in : Claude-Marie Vadrot, *L'écologie, histoire d'une subversion*, Paris, Syros, 1978, p. 127-132.

3-2-5-2 Prise de position individuelle

DELARUE Jean-Claude, « La grande famille des écologistes », *Le Monde*, 20/21.03.1977.

4 Ouvrages, textes ou recueils de textes d'autres militants écologistes

4-1 Auteurs de langue allemande

BAHRO Rudolf, Lettre adressée à Uta Wilke, militante maoïste, en date du 6.02.1881, 2 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Kelly, Petra, 963].

BAHRO Rudolf, *Rede von Rudolf Bahro auf der Bundesversammlung der Grünen in Offenbach*, 4.11.1979, 2 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Heinemann, Siegfried, 07].

BAHRO Rudolf, *Die Alternative: zur Kritik des real existierenden Sozialismus*, Köln/Frankfurt am Main, Europäische Verlagsanstalt, 1977, 542 pages.

(*L'Alternative: pour une critique du socialisme existant réellement*, Paris, Stock, 1979, 425 pages)

BRUN Holger (éd.), *Der grüne Protest. Herausforderung durch die Umweltparteien*, Frankfurt, Fischer Verlag, 1978, 191 pages.

DUTSCHKE Rudi, « Vom Antisemitismus zum Antikommunismus » in : Uwe Bergmann (éd.), *Rebellion der Studenten oder Die neue Opposition*, Reinbek b. Hamburg, Rowohlt, 1968, 188 pages, p. 58-85.

GÄRTNER Edgar, « Die Zukunft der Grünen Aktion Zukunft. Gedanken zu Herbert Gruhls 'Grünem Manifest' », *Blätter der deutschen und internationalen Politik*, Septembre 1978, p. 1070-1077.

KELLY Petra K., *Um Hoffnung kämpfen! Gewaltfrei in eine grüne Zukunft*, Bornheim-Merten, Lamuv-Verlag, 1983, 207 pages.

PETERS Jan (éd.), *Alternativen zum Atomstaat. Das bunte Bild der Grünen*, Berlin, Rotation Verlag, 1979, 464 pages.

4-2 Auteurs de langue française

BOUFFANET Bernard, *Le Larzac veut vivre*, Paris, Daniel Mauprey Editeur, 1973, 127 pages.

HUSSONNOIS Jean, *Les technocrates, les élus et les autres*, Paris, Editions Entente, 141 pages.

PERICARD Michel, NOSARI Jacques, *Les écologistes. Pourquoi f... ?*, Paris, Editions Mengès, 1978, 246 pages.

PILLEMENT Georges, *France, ta beauté fout le camp !*, Paris, Editions Entente, 1976, 272 pages.

PROFESSEUR MOLLO-MOLLO [Philippe Lebreton], *L'Energie, c'est vous*, Paris, Stock, 1974, 252 pages.

VADROT Claude-Marie, *L'écologie, histoire d'une subversion*, Paris, Syros, 1978, 267 pages.

5 Documents publiés par des organisations, associations ou « initiatives de citoyens »

ARBEITSAUSSCHUß KAMPF DEM ATOMTOD, *Kampf dem Atomtod*, Bonn, Arbeitsausschuß Kampf dem Atomtod, 1958, 47 pages.

BÜRGERINITIATIVE UMWELTSCHUTZ UNTERELBE (BUU), « Atomkraft? Nein Danke », Hamburg, 1978, 8 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier A-Heinemann, Siegfried, 13].

INTERNATIONALES KOMITEE DER 21 BADISCH-ELSÄSSISCHEN BÜRGERINITIATIVEN, tracts et programmes des manifestations in : Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier 2264.

KOMITEE FÜR DIE FREILASSUNG RUDOLF BAHROS, *Der Bahro-Kongress : Aufzeichnungen, Berichte und Referate*, Berlin, Olle und Wolter, 1979, 255 pages.

VOLKSHOCHSCHULE WYHLER WALD, « Vierwochenprogramm », s.l., s.d., 4 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier 2264].

6 Documents émanant des Verts, des Grünen et des alliances électorales nationales passées entre mouvements écologistes, à partir de 1978

6-1 Sources allemandes

DIE GRÜNEN, *Umbau der Industriegesellschaft - Schritte zur Überwindung von Erwerbslosigkeit, Armut und Umweltzerstörung*, Selbstverlag, Bonn, 1986, 117 pages.

DIE GRÜNEN, *Sinnvoll arbeiten - solidarisch leben. Gegen Arbeitslosigkeit und Sozialabbau*, Selbstverlag, Bonn, 1983, 32 pages.

DIE GRÜNEN, *Auflösung der Militärblöcke – Raus aus der NATO. Erklärung zur Friedenspolitik der Grünen*, déclaration votée lors de l'assemblée générale des Grünen à Duisburg, du 18 au 20 novembre 1983, 32 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier G 153].

DIE GRÜNEN, *Wir wollen leben !*, Bonn, 1983, 22 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier G 153].

DIE GRÜNEN, *Diesmal die Grünen. Warum ? Ein Aufruf zur Bundestagswahl 1983*, appel voté lors de l'assemblée générale extraordinaire des Grünen à Stuttgart-Sindelfingen, les 15 et 16 janvier 1983, 14 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier G 155].

DIE GRÜNEN, *Friedensmanifest*, Bonn, 1982, 27 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier G 153].

DIE GRÜNEN, *Das Bundesprogramm*, Bonn, Bundesgeschäftsstelle, 1980, 47 pages.

DIE GRÜNEN, « Resolution. Das Verhältnis der Grünen zum Kommunismus », s.l., janvier 1980, 3 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier Kelly, Petra, 2484].

SPV-DIE GRÜNEN, « Für das andere Europa » [tract de campagne], s.l., 1979, 2 pages [Heinrich-Böll-Stiftung, Archiv Grünes Gedächtnis (Berlin), Dossier Kelly, Petra, 2479].

6-2 Sources françaises

LES VERTS, supplément au magazine *Ecologie*, n° 369, janvier-février 1986 (pages réalisées indépendamment de la rédaction du journal, pour présenter le programme électoral des Verts en 1986, insérées p. 9-12).

ANGER Didier, « Les Verts Europe Ecologie » [présentation du programme des Verts aux élections européennes de 1984], *Ecologie*, 356, 2^{ème} trimestre 1984, p. 27-28 et 34.

AUJOURD'HUI L'ÉCOLOGIE, *Le pouvoir de vivre. Le projet des écologistes avec Brice Lalonde*, *Ecologie* (numéro spécial), mars 1981, 252 pages.

EUROPE-ÉCOLOGIE, « Onze points pour les verts », *Ecologie*, n° 306, 18-31.01.1979, p. 17.

EUROPE-ÉCOLOGIE, « Le programme », *Ecologie*, n° 315, 31.05-16.06.1979, p. 5.

ÉCOLOGIE 78, *Texte d'orientation*, 18 septembre 1977, Document reproduit en annexe de l'ouvrage de Claude-Marie Vadrot, *L'écologie, histoire d'une subversion*, Paris, Syros, 1978, p. 136-141.

7 Documents politiques et institutionnels

7-1 Sources allemandes

Bundesgesetzblatt

BUNDESMINISTERIUM DES INNERN, *Umweltbericht '76. Fortschreibung des Umweltprogramms der Bundesregierung vom 14. Juli 1976*, Stuttgart, Verlag W. Kohlhammer, 1976, 293 pages.

BUNDESMINISTERIUM DES INNERN, *Umweltschutz - Das Umweltprogramm der Bundesregierung*, Stuttgart, Verlag W. Kohlhammer, 1971, 220 pages.

LANDESREGIERUNG NORDRHEIN-WESTFALEN (éd.), *Umweltbericht Nordrhein-Westfalen*, Troisdorf, Buchdruckerei Max Jaschel & Sohn, 1974, 125 pages.

7-2 Sources françaises

BOYER André, « Rapport fait au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention pour la protection du Rhin », Rapport n° 266 enregistré à la Présidence du Sénat le 13.03.2002, 20 pages.

Journal Officiel

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, *Etat de l'environnement. Edition 1987*, Paris, La Documentation française, 1988, 262 pages.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, CENTRE D'ANALYSE ET DE PREVISION, *Les opinions des Français et les questions internationales*, n° 11, été 1989, 172 pages.

OFFICE PARLEMENTAIRE D'EVALUATION DES CHOIX SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES, *L'évaluation de la recherche sur la gestion des déchets nucléaires à haute-activité – Tome II : Les déchets militaires*, Rapport 179, s.l., 1997/1998, 378 pages.

PREMIER MINISTRE – SERVICE D'INFORMATION ET DE DIFFUSION, *La protection et la mise en valeur de l'environnement 1974-1981*, Paris, Actualités Documents, février 1981, 12 pages.

SECRETARIAT D'ETAT A L'ENVIRONNEMENT ET A LA QUALITE DE LA VIE, *La lutte contre les pluies acides*, Paris, Secrétariat d'Etat à l'Environnement, décembre 1984, 301 pages.

SECRETARIAT D'ETAT A L'ENVIRONNEMENT ET A LA QUALITE DE LA VIE, *Livre blanc sur les pluies acides : première approche scientifique du problème en France*, Paris, Secrétariat d'Etat à l'Environnement, juin 1984, 253 pages.

SECRETARIAT GENERAL DU HAUT COMITE DE L'ENVIRONNEMENT, Ministère de la culture et de l'environnement, *L'état de l'environnement. Rapport annuel 1976-1977*, Tomes 1 et 2, Paris, La Documentation française, 1978, 213 et 283 pages.

7-3 Sources européennes et internationales

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, *L'état de l'environnement : premier rapport*, Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, 1977, 275 pages.

GOLDSMITH Maurice, « The International Union for the Protection of Nature » *in : Deforestation and its abuses - The UNESCO Courier*, janvier 1952, p.11-13.

UNESCO, « La Conférence des Nations Unies sur la conservation et l'utilisation des ressources », *Le courrier de l'UNESCO*, juin 1949.

8 Documents émanant des partis traditionnels ou de représentants d'un parti traditionnel

8-1 Sources allemandes

EPPLER Erhard (membre du SPD), *Ende oder Wende – Von der Machbarkeit des Notwendigen*, Stuttgart, Verlag W. Kohlhammer, 1975, 128 pages.

FREIE DEMOKRATISCHE PARTEI (FDP), *Kieler Thesen zur Wirtschaft im sozialen Rechtsstaat, zu Bürger, Staat, Demokratie, zu Bildung und Beschäftigung der jungen Generation*, Bonn, Bundesgeschäftsstelle, 1977, 64 pages.

FREIE DEMOKRATISCHE PARTEI (FDP), *Freiburger Thesen der FDP zur Gesellschaftspolitik*, Bonn, Bundesgeschäftsstelle, 1971, 83 pages.

SOZIALDEMOKRATISCHE PARTEI DEUTSCHLANDS (SPD), *Aufbruch in die Zukunft*, Nürnberger Beschlüsse, Vorstand der SPD, 1986, 20 pages.

8-2 Sources françaises

GISCARD D'ESTAING Valéry, Allocution du président de la République lors de la première réunion de l'assemblée élargie du Haut Comité de l'environnement, Paris, Palais de l'Elysée, le 29 octobre 1975.

MITTERRAND François, *Ici et maintenant*, Paris, Fayard, 1980, 309 pages.

MITTERRAND François, *L'abeille et l'architecte*, Paris, Flammarion, 1978, 402 pages.

MITTERRAND François, Discours prononcé lors du Congrès d'Épinay, 13 juin 1971.

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Programme commun de gouvernement du Parti communiste français et du Parti socialiste (27 juin 1972)*, Paris, Editions sociales, 1972, 192 pages.

PARTI SOCIALISTE, *Energie : l'autre politique*, Paris, Club socialiste du livre, 1981, 152 pages.

PARTI SOCIALISTE, « 110 propositions pour la France », texte d'orientation politique présenté par le Parti socialiste et François Mitterrand en vue des élections présidentielles de 1981, Paris, Parti socialiste, 1980, 8 pages.

PARTI SOCIALISTE, *Projet socialiste. Pour la France des années 80*, Paris, Club socialiste du livre, 1980, 380 pages.

PARTI SOCIALISTE, « Motion d'orientation du congrès de Nantes (juin 1977) » in : « Textes de références du Parti socialiste », supplément à la revue *Le Poing et la Rose*, n° 73, octobre 1978, p. 22-32.

PARTI SOCIALISTE, *Changer la vie. Programme de gouvernement du Parti socialiste*, Paris, Flammarion, 1972, 249 pages.

POUJADE Robert, *Le ministère de l'impossible*, Paris, Calmann-Lévy, 1975, 278 pages.

9 Témoignages

9-1 Sources allemandes

BECKER-SCHAUM Christoph, témoins de la création du parti des Grünen et actuel directeur des archives de la Fondation Heinrich Böll à Berlin, divers entretiens avec l'auteur de ce travail, février-mars 2007.

ENZENSBERGER Ulrich, *Die Jahre des Kommune I : Berlin 1967-1969*, Köln, Kiepenheuer und Witsch, 2004, 415 pages.

HAFNER Sebastian, « Nacht der langen Knüppel. Der 2. Juni 1967 – ein geplanter Pogrom », *Stern*, n° 26, 1967, p. 12-13.

KLEINERT Hubert, *Aufstieg und Fall der Grünen, Analyse einer alternativen Partei*, Bonn, Verlag J.H.W. Dietz Nachf, 1992, 415 pages.

SCHMIDT Helmut, « Ich bin in Schuld verstrickt », *Die Zeit*, 30.08.2007, p. 17-21.

9-2 Sources françaises

BENNAHMIA Jean-Luc, ROCHE Agnès, *Des Verts de toutes les couleurs. Histoire et sociologie du mouvement écologiste*, Paris, Albin Michel, 1992, 209 pages.

FREMION Yves, *Histoire de la révolution écologiste*, Paris, Editions Hoëbeke, 2007, 395 pages.

LIPIETZ Alain, « Gorz, ou la quête du sens », *Ecorev*, n° 26, décembre 2007, p. 14-15.

RAFFIN Jean-Pierre, « Itinéraire d'un naturaliste » [Interview] in : *Cosmopolitiques. Cahiers théoriques pour l'écologie politique*, n° 1 : « La nature n'est plus ce qu'elle était », 2002, p. 181-185.

Pourquoi les Verts font-ils de la politique ? Entretiens de Jean-Paul Ribes avec Brice Lalonde, Serge Moscovici et René Dumont, Paris, Edition du Seuil, 1978, 187 pages.

10 Journaux et revues auxquels il est fait référence dans le corps du texte

10-1 Journaux et revues de langue allemande

Abendzeitung

Berliner Zeitung

Badische neueste Nachrichten

Bild Zeitung

Der Spiegel

Deutsche Apotheker Zeitung

Die Bauernschaft, für Recht und Gerechtigkeit (publication de l'Organ der Bürger- und Bauerinitiative e.V.)

Die Linkszeitung

die tageszeitung

Die Welt

Die Zeit

Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung

Frankfurter Allgemeine Zeitung

Frankfurter Rundschau

Freitag

Graswurzelrevolution (journal anarchiste)

Hamburger Abendblatt

Handelsblatt

Nationalzeitung (journal d'extrême droite)

Neues Forum

Neue Westfälische

Nürnberger Nachrichten

Pariser Kurier

Pflasterstrand (magazine des « Spontis »)

Publik-Forum

Rheinische Post

Stern

Stuttgarter Zeitung

Süddeutsche Zeitung

Tages-Anzeiger

Vorwärts (organe de presse du SPD)

Westfälische Rundschau

WSL-Info (publication du *Weltbund zum Schutze des Lebens*)

10-2 Journaux et revues de langue française

Chlorophylle (mensuel du parti des Verts)
Charlie Hebdo
Combat Nature (magazine écologiste)
Combat non-violent
Ecologie (magazine écologiste)
France Soir
La Croix
La Gazette nucléaire
La Gueule Ouverte (magazine écologiste)
L'Aurore
La vie française (magazine économique)
Le Courrier de la Baleine (bulletin de liaison des Amis de la Terre)
Le Figaro
Le Matin
Le Monde
Le Nouvel Observateur
Le Point
Le Sauvage – Le Nouvel Observateur-Ecologie (magazine écologiste)
L'Expansion
L'Express Libération
Paris-Match
Politique Internationale
Vert-Contact (bulletin de liaison hebdomadaire des Verts)

10-3 Journaux et revues de langue anglaise

Herald Tribune
Nature
New Scientist
Scientific American
The New York Times
Time Magazine

11 Sources électroniques

Les dates de consultation, pour chaque site, sont indiquées dans le corps du texte.

11-1 Sources de langue allemande

<http://bbu-online.de> (*Bundesverband Bürgerinitiativen Umweltschutz, BBU*)
www.bhu.de (*Bund Heimat und Umwelt, ancienne Bund Heimatschutz*)
www.clubofrome.at (*Club of Rome*)
www.dfk.org (*Deutscher Verband für Freikörperkultur*)
www.dstgb.de (*Deutscher Städte- und Gemeindebund*)
www.graswurzel.net (site du magazine anarchiste *Graswurzelrevolution*)
www.gruene.de (site du parti Die Grünen)
www.kleingarten-bund.de (*Bundesverband deutscher Gartenfreunde*)
www.kleingarten-museum.de (*Schrebergärten in Leipzig*)

www.naturfreunde.de (*Naturfreunde in Deutschland*)

www.oedp.de (*Ökologisch-Demokratische Partei*)

Herbert Gruhl, « Grundsatzrede auf dem Gründungsparteitag der Ökologisch-Demokratischen Partei (ÖDP) am 6. März 1982 in Bad Honnef ».

www.reformhaus.de (*Reformhäuser in Deutschland*)

www.rettet-die-elbe.de (association *Rettet die Elbe e.V.*)

www.sdw.de (association *Schutzgemeinschaft Deutscher Wald*)
« *Tag des Baumes* » in Deutschland

www.sternwarte-bochum.de (site de l'observatoire astronomique de Bochum – *Bochumer Sternwarte* – créé par Heinz Kaminski en 1961)

www.stopp-duebodo.de (*Bürgerinitiative Bochun gegen die DüBoDo*)

11-2 Sources de langue française

www.amisdelaterre.org (association Les Amis de la Terre)

SAMUEL Pierre, *Histoire des Amis de la Terre. 1970-1989 : vingt ans au cœur de l'écologie*, Paris, Les Amis de la Terre, 1998, 58 pages.

www.assemblee-nationale.fr (Assemblée nationale)

BATAILLE Christian, REVOL Henri, *Rapport sur les incidences environnementales et sanitaires des essais nucléaires effectués par la France entre 1960 et 1996 et éléments de comparaison avec les essais des autres puissances nucléaires*, Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques, enregistré à la présidence de l'Assemblée nationale le 5 février 2001.

OFFICE PARLEMENTAIRE D'ÉVALUATION DES CHOIX SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES, *Rapport sur l'aval du cycle nucléaire – Tome II : les coûts de production de l'électricité*, n°1359, déposé le 2 février 1999 par MM. Christian Bataille et Robert Gallet.

www.dissident-media.org (site d'information sur l'énergie nucléaire)
Syndrome chinois (film)

www.ecologie.gouv.fr (site du ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer)

Affiches et tracts de mouvements écologistes français, documents numérisés consultables en ligne, don de l'association des Amis de la Terre.

www.elysee.fr (site de la présidence de la République)

Nicolas Sarkozy, « Discours de clôture du Grenelle de l'environnement », 25.10.2007.

<http://eur-lex.europa.eu> (site officiel rassemblant les textes de droit de l'Union européenne)

Traité sur l'Union européenne, Journal officiel de l'Union européenne n° C 191 du 29 juillet 1992.

Directive 78/176/CEE du 20 février 1978, relative aux déchets provenant de l'industrie du dioxyde de titane.

<http://europa.eu> (portail de l'Union européenne)

CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE, « Conseil européen de Bruxelles, 8-9 mars 2007, Conclusions de la présidence », document en date du 2 mai 2007.

www.lesverts.fr (Les Verts, parti écologiste français)

Podcast - 31 juillet 1977, Malville, raconté par Yves Frémion.

Podcast - Témoignage de Guy Philippon, dirigeant du PSU ayant rejoint les Verts en 1998.

Les Verts, *Textes fondateurs*, s.l., janvier 1984, 27 pages.

Nombre d'adhérents

www.mei-fr.org (Mouvement écologiste indépendant)

Charte constitutive du MEI, septembre 1994.

« Les écologistes », dossier de presse, 2007, 7 pages.

www.miscellanees.com (textes en ligne)

LOTI Pierre, « Le château de la Belle-au-Bois-Dormant » (1910) *in* : Pierre Loti, *Le Château de la Belle-au-Bois-Dormant*, précédé de « La Maison des Aïeules », La Rochelle, Rumeur des Âges, 1993.

www.parti-socialiste.fr (Parti socialiste)

Parti socialiste, *Déclaration de principe*, avril 2008.

www.un.org (site des Nations Unies)

Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement*, 14 juin 1992.

Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, 16 juin 1972.

La Charte des Nations Unies, 26 juin 1945 [Traité de San Francisco].

www.vie-publique.fr (portail édité par la Documentation française dans le cadre de sa mission générale d'information et de documentation sur l'actualité politique, économique, sociale et internationale)

Textes de loi

Discours politiques

11-3 Sources de langue anglaise

www.earthsite.org (Site officiel du *International Earth Day*)

www.iucn.org (Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles, connue également sous le nom « World Conservation Union »)

What is the World Conservation Union?

www.panda.org (Site officiel du WWF)

About WWF

www.sciam.com (*Scientific American*, revue de vulgarisation scientifique américaine)

« Interview with Barry Commoner. A leading environmentalist reviews his long, contentious past and sets new directions for the future », Alan Hall, 23 juin 1997.

www.unep.org (PNUE : Programme des Nations Unies pour l'Environnement – UNEP selon le sigle anglo-saxon)

About UNEP

Articles et ouvrages d'analyse

1 Aspects historiques et philosophiques

1-1 Articles et ouvrages de langue allemande

BRINKSCHMIDT Hans-Christian, *Das Naturverständnis der Arbeiterbewegung am Beispiel der Naturfreundebewegung*, Frankfurt a. M., Univ., Diss., 1998, 355 pages.

BRÜGGEMEIER Franz-Josef, TOYKA-SEID Michael (éd.), *Industrie-Natur. Lesebuch zur Geschichte der Umwelt im 19. Jahrhundert*, Frankfurt/New York, Campus Verlag, 1995, 288 pages.

BRÜGGEMEIER Franz-Josef, ROMMELSPACHER Thomas (éd.), *Besiegte Natur. Geschichte der Umwelt im 19. und 20. Jahrhundert*, München, Beck, 1987, 197 pages.

DIJKSTERHUIS Eduard Jan, *Die Mechanisierung des Weltbildes*, Berlin/Göttingen/Heidelberg, Springer Verlag, 1956, 594 pages.

(Titre original : *De mechanisering van het wereldbeeld*, 1950)

LINSE Ulrich, « Der deutsche Wald als Kampfplatz politischer Ideen », *Revue d'Allemagne*, Tome XXII, n° 3, juillet-septembre 1990, p. 339-350.

MAIER Anneliese, *Die Mechanisierung des Weltbildes im 17. Jahrhundert*, Leipzig, Meiner Verlag, 1938, 64 pages.

RADKAU Joachim, UEKÖTTER Frank (éd.), *Naturschutz und Nationalsozialismus*, Frankfurt am M., Campus Verlag, 2003, 487 pages.

WEIBLER Sabine (éd.), *Fokus Wandervogel : der Wandervogel in seinen Beziehungen zu den Reformbewegungen vor dem Ersten Weltkrieg*, Marburg, Jonas-Verlag, 2001, 144 pages.

1-2 Articles et ouvrages de langue française

BESSE Jean-Marc, ROUSSEL Isabelle (dir.), *Environnement. Représentations et concepts de la nature*, Paris, L'Harmattan, 1997, 236 pages.

BOURG Dominique (dir.), *La nature en politique ou l'enjeu philosophique de l'écologie*, Paris, L'Harmattan, 1993, 172 pages.

BOURG Dominique (dir.), *Les sentiments de la nature*, Paris, Editions La Découverte, 1993, 246 pages.

CADORET Anne (dir.), *Chasser le naturel...*, Paris, Editions de l'EHESS, 1988, 157 pages.

CADORET, Anne (dir.), *Protection de la nature : histoire et idéologie. De la Nature à l'environnement*, Paris, L'Harmattan, 1985, 245 pages.

CLUET Marc, *La « libre culture ». Le mouvement nudiste en Allemagne depuis ses origines au seuil du XXe siècle jusqu'à l'arrivée de Hitler au pouvoir (1905-1933). Présupposés, développements et enjeux idéologiques*, Thèse d'Etat, Université Paris-Sorbonne-Paris IV, 2000, 1152 pages.

CORBIN Alain, *L'homme dans le paysage*, Paris, Les éditions Textuel, 2001, 190 pages.

CORVOL Andrée (dir.), *Les sources de l'histoire de l'environnement. Tome 3 : Le XX^{ème} siècle*, Paris, L'Harmattan, 2003, 750 pages.

CORVOL Andrée (dir.), *Les sources de l'histoire de l'environnement. Tome 2 : Le XIX^{ème} siècle*, Paris, L'Harmattan, 1999, 503 pages.

CORVOL Andrée, Isabelle Rochefort, *Nature, environnement et paysage : l'héritage du XVIII^{ème} siècle*, Paris, L'Harmattan, 1995, 295 pages.

GONSETH Marc-Olivier, HAINARD Jacques, KAEHR Roland (éd.), *Natures en tête*, Neuchâtel, Musée d'ethnographie de Neuchâtel, 1996, 298 pages.

GROVE Richard, « Les origines historiques du mouvement écologiste », *Pour la science*, n° 179, septembre 1992, p. 30-35.

GUSDORF Georges, *Le savoir romantique de la nature*, Paris, Payot, 1985, 345 pages.

GUSDORF Georges, *Dieu, la nature, l'homme au siècle des lumières*, Paris, Payot, 1972, 535 pages.

HADOT Pierre, *Le voile d'Isis. Essai sur l'histoire de l'idée de Nature*, Paris, Gallimard, 2004, 399 pages.

LENOBLE Robert, *Esquisse d'une histoire de l'idée de Nature*, Paris, Albin Michel, 1969, 446 pages.

LENOBLE Robert, « L'évolution de l'idée de Nature du XVI^{ème} siècle au XVIII^{ème} siècle », *Revue de métaphysique et de morale*, 1953, p. 118-135.

LÖWY Michael, « L'alternative romantique », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, juillet-septembre 1990, Tome XXII, p. 313-321.

MATAGNE Patrick, *Aux origines de l'écologie. Les naturalistes en France de 1800 à 1914*, Paris, édition du Comité des travaux historiques et scientifiques (CTHS), 1999, 310 pages.

STERNHELL Zeev, *Les anti-Lumières*, Paris, Fayard, 2006, 590 pages.

1-3 Articles et ouvrages de langue anglaise

GROVE Richard H., *Green imperialism. Colonial expansion, tropical island Edens and the origins of environmentalism, 1600-1860*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, 540 pages.

HARRISSON Robert Pogue, *Forests : the shadow of civilization*, Chicago, University of Chicago, 1992.

(*Forêts, essai sur l'imaginaire occidental*, Paris, Flammarion, 1992, 395 pages)

LA FRENIERE Gilbert F., « Rousseau and the European roots of environmentalism », *Environmental History Review*, n° 14, 1990, p. 41-73.

2 Aspects démographiques et économiques

2-1 Articles et ouvrages de langue allemande

ABELSHAUSER Werner, *Wirtschaftsgeschichte der Bundesrepublik Deutschland 1945-1980*, Frankfurt a. M, Suhrkamp, 1983, 186 pages.

AUBIN Hermann / ZORN Wolfgang (éd.), *Handbuch der deutschen Wirtschafts- und Sozialgeschichte, Bd. 2 : Das 19. und 20. Jahrhundert*, Stuttgart, Klett-Cotta Verlag, 1976, 998 pages.

CIPOLLA Carlo M., BORCHARDT K. (éd.), *Europäische Wirtschaftsgeschichte, Band 5*, Stuttgart/New York, Gustav Fischer Verlag, 1986, 356 pages.

EHMER Josef, *Bevölkerungsgeschichte und historische Demographie 1800-2000*, München, Oldenbourg Verlag, 2004, 168 pages.

GLASTETTER Werner, HÖGEMANN Günter, MARQUARDT Ralf, *Die wirtschaftliche Entwicklung in der Bundesrepublik Deutschland 1950-1989*, Frankfurt/New York, Campus Verlag, 1991, 464 pages.

INSTITUT DER DEUTSCHEN WIRTSCHAFT, *Zahlen zur wirtschaftlichen Entwicklung der Bundesrepublik Deutschland*, Köln, Deutscher Instituts-Verlag, édition CD-Rom, 1999.

TIETZE W., BOESLER K.-A., KLINK H.-J., VOPPEL G. (éd.), *Geographie Deutschlands. Bundesrepublik Deutschland. Staat-Natur-Wirtschaft*, Berlin/Stuttgart, Gebrüder Borntraeger, 1990, 687 pages.

2-2 Articles et ouvrages de langue française

ASSELAIN Jean-Charles, *Histoire économique de la France du XVIII^{ème} siècle à nos jours*, Tome 2, Paris, Editions du Seuil, 1984, 209 pages.

BRAUDEL Fernand, LABROUSSE Ernest, *Histoire économique et sociale de la France (de 1450 à nos jours)*, tome 4 (1880-1980), Paris, Presses universitaires de France, 1982, p. 983-1837.

COCHET François, *Histoire économique de la France depuis 1945*, Paris, Editions Dunod, 1997, 128 pages.

DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE, Ministère de l'équipement et du logement, *Atlas économique et social pour l'aménagement du territoire, Tome I : Démographie*, Paris, La Documentation française, 1967, 40 pages.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES (Insee), *Recensement général de la population de 1990. Evolutions démographiques 1975-1982-1990*, Paris, Insee, 1991, 235 pages.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE, *Histoire économique de la France au XX^{ème} siècle*, n° 255, mars-avril 1992.

LONGONE Pierre, « Densité et urbanisation » in : *Population et sociétés*, n° 25, mai 1970, p. 1-3.

ROVAN Joseph, « Les raisons géographiques de la puissance des 'Verts' en R.F.A. Géographie et politique dans l'Allemagne d'aujourd'hui » in : *Hérodote*, n° 28, 1^{er} trimestre 1983, p. 48-55.

3 Aspects scientifiques et écologiques

3-1 Articles et ouvrages de langue allemande

GLEICH Arnim von, « Risiko, Vorsorge und Wettbewerbsfähigkeit am Beispiel des EU-Weißbuchs zur Chemiewirtschaft » in : Bundesdeutscher Arbeitskreis für umweltbewußtes Management – B.A.U.M. (éd.), *B.A.U.M.-Jahrbuch*, Hamburg, Henkel-Kommunikation, 2002, 243 pages, p. 131-140.

INSTITUT FÜR ÖKOLOGISCHE WIRTSCHAFTSFORSCHUNG, *Umweltreport DDR. Bilanz der Zerstörung, Kosten der Sanierung, Strategien für den ökologischen Umbau*, Frankfurt am Main, S. Fischer, 1990, 190 pages.

KILIAN Michael, *Umweltschutz durch Internationale Organisationen. Die Antwort des Völkerrechts auf die Krise der Umwelt ?*, Berlin, Dunker und Humblot, 1987, 479 pages.

WILHELM Sighard, *Umweltpolitik. Bilanz, Probleme, Zukunft*, Opladen, Leske und Budrich, 1994, 160 pages.

3-2 Articles et ouvrages de langue française

C.E.N.E.C.O. [Compagnie pour l'entraînement et la communication], *Dixeco de l'Environnement, pour comprendre les échanges entre l'homme et son milieu*, Paris, ESKA, 1995, 262 pages.

CHARBONNEAU Jean-Pierre (dir.), *Encyclopédie de l'écologie : le présent en question*, Paris, Larousse, 1977, 487 pages.

CHARVOLIN Florian, « 1970 : L'année clef pour la définition de l'environnement en France », *La Revue pour l'histoire du CNRS*, n° 4, mai 2001, 10 pages.

DELEAGE Jean-Paul, « L'écologie, humanisme de notre temps » in : *Ecologie politique*, n° 5, hiver 1993, p. 12-15.

DELEAGE Jean-Paul, *Une histoire de l'écologie. Une science de l'homme et de la nature*, Paris, Editions La Découverte, 1991, 330 pages.

DROUIN Jean-Marc, *L'écologie et son histoire*, Paris, Flammarion, 1991, 213 pages.

ELSEN Liliane, *La Pollution et l'environnement*, Paris, Filipacchi, 1973, 156 pages.

FABIANI Jean-Louis, « Les Français et la protection de la nature », *Regards sur l'actualité*, La Documentation française, n° 117, janvier 1986, p. 31-38.

FAGOT-LARGEAULT Anne, ACOT Pascal, *L'éthique environnementale*, Chilly-Mazarin, SenS éd., 2000, 169 pages.

LAGADEC Patrick, *Le risque technologique majeur. Politique, risque et processus de développement*, Paris/Oxford/New York, Pergamon Press, 1981, 630 pages.

LAGADEC Patrick, *La civilisation du risque : catastrophes technologiques et responsabilité sociale*, Paris, Seuil, 1981, 236 pages.

LENOBLE Robert, *Esquisse d'une histoire de l'idée de Nature*, Paris, Albin Michel, 1968, 446 pages.

MATHIEU Jean-Luc, *La défense de l'environnement en France*, Paris, Que sais-je ?, PUF, 1994 [1992], 127 pages.

MILANI Carlos, « La complexité dans l'analyse du système-monde : l'environnement et les régulations mondiales », *Droit et Société*, n° 46, 2000, p. 425-455.

MORAND-DEVILLER Jacqueline, *Le droit de l'environnement*, Paris, Que sais-je ?, PUF, 2004 [1987], 127 pages.

3-3 Articles et ouvrages de langue anglaise

KAY David A., JACOBSON Harold K. (éd.), *Environmental Protection, The International Dimension*, Totowa, N.J., Allanheld, Osmun & Co., 1983, 218 pages.

WHITE Lynn Jr., « The Historical Roots of Our Ecological Crisis », *Science*, vol. 155, 1967, p. 1204-1207.

WORSTER Donald, *Nature's economy: a history of ecological ideas*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, 404 pages.

(*Les pionniers de l'écologie : une histoire des idées écologiques*, Paris, Editions Sang de la terre, 1992, 412 pages)

4 Aspects sociologiques, identitaires et culturels

4-1 Articles et ouvrages de langue allemande

BRAND Karl-Werner, BÜSSER Detlef, RUCHT Dieter, *Aufbruch in eine andere Gesellschaft. Neue soziale Bewegungen in der Bundesrepublik*, Frankfurt/New York, Campus Verlag, 1986, 320 pages.

BRAND Karl-Werner (éd.), *Neue soziale Bewegungen in Westeuropa und in den USA. Ein internationaler Vergleich*, Frankfurt/New York, Campus Verlag, 1985, 335 pages.

BRAND Karl-Werner, « Analyse neuer Protestpotentiale. Ansätze zu einer Systematisierung der Diskussion » in : *Journal für Sozialforschung*, Cahier n° 4, 1981, p. 375-388.

EDER Klaus, « L'environnement et le discours écologique : le cas de l'Allemagne » in : M. Abélès, L. Charles, H.-P. Jeudy, B. Kalaora (dir.), *L'environnement en perspective. Contextes et représentations de l'environnement*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 191-208.

GILCHER-HOLTEY Ingrid (éd.), *1968 – vom Ereignis zum Gegenstand der Geschichtswissenschaft*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1998, 307 pages.

HÖHNE Roland, KOLBOOM Ingo, « 'Die gestiegene Nachfrage nach Fernkompetenz': Entwicklung und Methoden der romanistischen Landes- und Kulturwissenschaften am Beispiel der Französisistik » in : Ingo Kolboom, Thomas Kotschi, Edward Reichel (éd.), *Handbuch Französisch. Sprache, Literatur, Kultur, Gesellschaft. Für Studium, Lehre, Praxis*, 2., neu bearbeitete und erweiterte Auflage, Erich Schmidt Verlag, Berlin, 2008, p. 387-404.

KAELBLE Hartmut, *Nachbarn am Rhein: Entfremdung und Annäherung der französischen und der deutschen Gesellschaft seit 1980*, München, C.H. Beck Verlag, 1991, 294 pages.

KAELBLE Hartmut, *Auf dem Weg zu einer europäischen Gesellschaft. Eine Sozialgeschichte Westeuropas 1880-1980*, C.H. Beck Verlag, München, 1987, 194 pages.

KIERSCH Gerhard, *Die jungen Deutschen. Erben von Goethe und Auschwitz*, Opladen, Leske und Budrich, 1986, 240 pages.

(*Les héritiers de Goethe et d'Auschwitz*, Paris, Flammarion, 1986, 284 pages)

KLAGES Helmut, « Werte und Wertewandel », in : Bernhard Schäfers, Wolfgang Zapf (éd.), *Handwörterbuch zur Gesellschaft Deutschlands*, Opladen, Leske und Budrich, 2001, 800 pages, p. 726-738.

KLAGES Helmut, *Wertorientierungen im Wandel : Rückblick, Gegenwartsanalyse, Prognosen*, Frankfurt a. M./New York, Campus Verlag, 1984, 183 pages.

RASCHKE Joachim, *Soziale Bewegungen. Ein historisch-systematischer Grundriß*, Frankfurt a. M./New York, Campus Verlag, 1985, 501 pages.

ROTH Roland, RUCHT Dieter (éd.), *Neue soziale Bewegungen in der Bundesrepublik Deutschland*, Campus Verlag, Frankfurt a. M./Bonn, 1987, 406 pages.

RUCHT Dieter, *Modernisierung und neue soziale Bewegungen. Deutschland, Frankreich und USA im Vergleich*, Frankfurt/New York, Campus Verlag, 1994, 601 pages.

RUCHT Dieter, *Planung und Partizipation : Bürgerinitiativen als Reaktion und Herausforderung politisch-administrativer Planung*, München, tuduv-Verlagsgesellschaft, 1982, 321 pages.

SCHILD Joachim, « Wertewandel und politischer Protest : die wachsende Bedeutung direkter Partizipationsformen » in : Renate Köcher, Joachim Schild (éd.), *Wertewandel in Frankreich und Deutschland : nationale Unterschiede und europäische Gemeinsamkeiten*, Opladen, Leske und Budrich, 1998, 388 pages, p. 220-241.

SCHILD Joachim, « Krise der Interessenvermittlung und die wachsende Bedeutung direkter Protestformen » in : Deutsch-Französisches Institut, *Frankreich Jahrbuch 1996*, Opladen, Leske und Budrich, 1997, p. 147-168.

SCHILD Joachim, « Wertwandel diesseits und jenseits des Rheins. Umweltbewusstsein und politisches Protestverhalten », *Dokumente*, juin 1995, p. 217-222.

WIESENDAHL Elmar, « Etablierte Parteien im Abseits? Das Volksparteiensystem der Bundesrepublik vor den Herausforderungen der neuen sozialen Bewegungen », in : Ulrike C. Wasmuht (éd.), *Alternativen zur alten Politik? Neue soziale Bewegungen in der Diskussion*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1989, p. 82-108.

4-2 Articles et ouvrages de langue française

CYRULNIK Boris, *Un merveilleux malheur*, Paris, Odile Jacob, 2002 [1999], 218 pages.

DESCOLA Philippe, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005, 623 pages.

DROIT Roger-Pol, GALLIEN Antoine, *La Chasse au bonheur: les nouvelles communautés en France*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, 229 pages.

FERRY Luc, *Le nouvel ordre écologique. L'arbre, l'animal et l'homme*, Paris, Grasset, 1992, 277 pages.

FERRY Luc, RENAUT Alain, *La pensée 68 : essai sur l'anti-humanisme contemporain*, Gallimard, 1985, 293 pages.

GAUCHET Marcel, « Sous l'amour de la nature, la haine des hommes », *Le Débat*, n° 60, mai-août 1990, p. 278-282.

GOMBIN Richard, *Le Projet révolutionnaire. Eléments d'une sociologie des événements de mai-juin 1968*, Paris/La Haye, Mouton, 1969, 143 pages.

HATZFELD Hélène, *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Rennes, Presse Universitaire de Rennes, 2005, 328 pages.

JULY Serge, MARZORATI Jean-Louis, *La France en 1968*, Paris, Hoëbeke, 2007, 118 pages.

KOLBOOM Ingo, « 'Et maintenant, que vais-je faire avec ma blessure ?' Essai sur la résilience acadienne », Université Technique de Dresde, 2008, 24 pages (texte de conférence non publié, confié par l'auteur).

KOLBOOM Ingo, « 'Le Malheureux Magnifique' ou 'le merveilleux malheur'. Essai sur les oxymorons québécois et acadiens », Université Technique de Dresde, 2008, 15 pages (texte de conférence non publié, confié par l'auteur).

LE GOFF Jean-Pierre, *Mai 68, l'héritage impossible*, Paris, La Découverte, 1998, 475 pages.

LEVI-STRAUSS Claude, *Anthropologie structurale – 2*, Paris, Plon, 1973, 450 pages.

MAURICE Antoine, *Le surfeur et le militant : valeurs et sensibilités politiques des jeunes, en France et en Allemagne, des années 60 aux années 90*, Paris, Editions Autrement, 1987, 233 pages.

MORIN Edgar, LEFORT Claude, COUDRAY Jean-Marc, *Mai 1968 : la brèche, premières réflexions sur les événements*, Paris, Fayard, 1968, 144 pages.

OLLITRAULT Sylvie, « Les écologistes français, des experts en action », numéro spécial « Devenir Militants », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n° 1-2, février-avril 2001, p. 105-130.

ROSANVALLON Pierre, *L'âge de l'autogestion ou la politique au poste de commandement*, Paris, Seuil, 1976, 184 pages.

TOURAINÉ Alain, « Contre-culture » in : *Encyclopædia Universalis France S.A.*, 2007. Version électronique disponible sur : <http://www.universalis.fr> [réf. du 11.12.2007].

TOURAINÉ Alain, *La voix et le regard. Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, Seuil, 1978, 315 pages.

TOURAINÉ Alain, *Le Communisme utopique : le mouvement de mai*, Paris, Seuil, 1968, 301 pages.

4-3 Articles et ouvrages de langue anglaise

CARO Paul, « Science in the Media Between Knowledge and Folklore », *The Communication of Science to the Public. Science and the Media*, Fondazione Carlo Erba, Milano, 1996, p. 111-132.

INGLEHART Roland, *The silent revolution : changing values and political style among western publics*, Princeton, Princeton University Press, 1977, 482 pages.

NAESS Arne, *The selected works of Arne Naess. Vol. 10, Deep ecology of wisdom : explorations in unities of nature and cultures*, Dordrecht, Springer, 2005, 688 pages.

NAESS Arne, « The Shallow and the Deep, Long-Range Ecology Movement. A Summary », *Inquiry*, n° 16, 1973, p. 95-100.

ROKKAN Stein, « Cross-Cultural, Cross-Societal and Cross-National Research » in : *Historical Social Research/Historische Sozialforschung*, Zentrum für Historische Sozialforschung, Vol. 18, 1993, n° 2, p. 6-54 (texte initialement publié in : *Main Trends of Research in the Human and the Social Sciences*, Paris, UNESCO/Mouton, 1970, p. 645-689).

ROSS Kristin, *May '68 and its afterlives*, Chicago, University of Chicago Press, 2002, 238 pages.

(*Mai 68 et ses vies ultérieures*, Paris, Editions Complexe, 2005, 248 pages)

SNOW David, BENFORD Robert, « Master Frames and Cycles of Protest » (1988) in : Morris Aldon, Mueller Carol McClurg, *Frontiers in social movement theory*, Yale University Press, 1992, 382 pages, p. 133-155.

5 Aspects politiques

5-1 Articles et ouvrages généraux ou ne portant pas spécifiquement sur les mouvements et les partis écologistes

5-1-1 Articles et ouvrages de langue allemande

GEBAUER Annetrin, *Der Richtungsstreit in der SPD*, Wiesbaden, Verlag für Sozialwissenschaften, 2005, 286 pages.

HÉRITIER Adrienne, MINGERS Susanne, KNILL Christoph, BECKA Martina, *Die Veränderung von Staatlichkeit in Europa. Ein regulativer Wettbewerb : Deutschland, Großbritannien und Frankreich in der Europäischen Union*, Opladen, Leske und Budrich, 1994, 422 pages.

HILDEBRANDT Kai, DALTON Russel, « Die neue Politik » in : Max Kaase (éd.), *Wahlsoziologie heute. Analysen aus Anlaß der Bundestagswahl. Politische Vierteljahrszeitschrift*, numéro spécial n° 2/3, 1976, p. 230-256.

NABMACHER Karl-Heinz, « Parteifinanzierung in Deutschland » in : Gerrit Manssen, *Die Finanzierung von politischen Parteien in Europa : Bestandsaufnahme und europäische Perspektive*, Frankfurt/Berlin/New York/Oxford, Lang Verlag, 2008, p. 157-176.

OLZOG Günter, LIESE Hans-Joachim, *Die politischen Parteien in Deutschland. Geschichte, Programmatik, Organisation, Personen, Finanzierung*, München, Olzog Verlag 1993, 258 pages.

RUDOLPH Karsten, LENNARDT Stefan, WILKE Martin, *Linkswende : 25 Jahre linke Jusos*, Essen, Klartext-Verlag, 1994, 94 pages.

SCHLIEBEN-LANGE Brigitte, KREMnitz Georg (éd.), « Regionalismus » [dossier] in : *Lendemains. Zeitschrift für Frankreichforschung und Französischstudium*, année 5, n° 17/18, 1980, p. 5-82.

SCHMOLLINGER Horst W., « Veränderung und Entwicklung des Parteiensystems » in : Gert-Joachim Glaesner, Jürgen Holz, Thomas Schlüter (éd.), *Die Bundesrepublik in den siebziger Jahren : Versuch einer Bilanz*, Opladen, Leske und Budrich, 1984, p. 32-52.

STEFFEN Michael, *Geschichten vom Trüffelschwein – Politik und Organisation des Kommunistischen Bundes 1971 bis 1991*, Thèse de science politique, soutenue en 2002 à l'Université Philipps de Marburg, 368 pages.

STÖSS Richard (éd.), *Parteienhandbuch. Die Parteien der Bundesrepublik Deutschland 1945-1990*, 3 tomes, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1983, 2580 pages.

WASMUHT Ulrike C. (éd.), *Alternativen zur alten Politik? Neue soziale Bewegungen in der Diskussion*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1989, 297 pages.

5-1-2 Articles et ouvrages de langue française

ARVON Henri, *Le Gauchisme*, Paris, Que sais-je ?, PUF, 1974, 127 pages.

BIARD Roland, *Dictionnaire de l'extrême gauche de 1945 à nos jours*, Paris, Belfond, 1978, 412 pages.

CARRILLO Santiago, *Eurocommunisme et Etat : essai politique*, Paris, Flammarion, 1977, 251 pages.

COURTOIS Stéphane, LAZAR Marc, *Histoire du parti communiste français*, Paris, PUF, 1995, 439 pages.

GIARD Jean, SCHEIBLING Jacques, *L'Enjeu régional. Une démarche autogestionnaire*, Paris, Editions Sociales, 1981, 277 pages.

GROSSER Alfred, MENUDIER Henri, *La vie politique en Allemagne Fédérale*, Paris, Armand Colin, 1981, 303 pages.

HATZFELD Hélène, MISCHI Julian, REY Henri, *Dictionnaire de la gauche*, Paris, Larousse, 2007, 288 pages.

MENY Yves, *Politique comparée, les démocraties en Allemagne, aux Etats-Unis, en France, en Grande-Bretagne et en Italie*, Paris, Edition Montchrétien, 1996⁵, 477 pages.

PACTET Pierre, *Les Institutions françaises*, Paris, Que sais-je ?, P.U.F., 2006¹¹, 127 pages.

PARODI Jean-Luc (dir.), *Institutions et vie politique*, Paris, La Documentation française, 1997, 180 pages.

ROSANVALLON Pierre, VIVERET Patrick, *Pour une nouvelle culture politique*, Paris, Seuil, 1977, 154 pages.

SIRINELLI Jean-François, *Histoire des droites en France*, Tome I, Paris, Gallimard, 1992, 794 pages.

THIBON Gustave, *Retour au réel, nouveaux diagnostics*, Lyon, Ed. H. Lardanchet, 1943, 282 pages.

WEIL Frédéric, « La crise du financement des partis politiques en République Fédérale d'Allemagne » in : *Revue d'Allemagne*, Tome XIX, n° 2, avril-juin 1987, p. 163-195.

YSMAL Colette, *Les partis politiques sous la Ve République*, Paris, Montchrestien, 1989, 312 pages.

5-1-3 Articles et ouvrages de langue anglaise

DAHL Robert, *Political opposition in Western Democracies*, New Haven, Yale University Press, 1966, 458 pages.

HEYWOOD Andrew, *Political Ideologies, An introduction*, London, Macmillan Press, 1998 [1992], 364 pages.

KITSCHOLT Herbert, « Left-libertarian parties : explaining innovation in competing party system », *World Politics*, Vol. 40, n° 2, 1988, p. 194-237.

5-2 Articles et ouvrages sur les mouvements et partis écologistes ainsi que sur la législation environnementale

5-2-1 Articles et ouvrages de langue allemande

BARON Udo, *Kalter Krieg und heisser Frieden. Der Einfluss der SED und ihrer westdeutschen Verbündeten auf die Partei 'Die Grünen'*, Berlin-Hamburg-Münster, LIT Verlag, 2003, 294 pages.

BICKERICH Wolfram (éd.), *SPD und Grünen. Das neue Bündnis?*, Reinbek, 1985, 175 pages.

FUCHS Günther, SCHOLZE Udo, « Gesellschaftlicher Aufbruch oder Utopie ? Soziale Alternativvorstellungen der französischen Umweltbewegung », *Frankreich Jahrbuch 1992*, Deutsch-französisches Institut, Opladen, Leske und Budrich, 1992, p. 185-196.

GUGGENBERGER Bernd, *Bürgerinitiativen in der Parteiendemokratie : von der Ökologiebewegung zur Umweltpartei*, Stuttgart/Berlin/Köln/Mainz, Kohlhammer, 1980, 206 pages.

HÜLLEN Rudolf van, *Ideologie und Machtkampf bei den Grünen*, Bonn, Bouvier Verlag, 1990, 639 pages.

KAHL-LÜDTKE Ina, *Entstehungsvoraussetzungen, Möglichkeiten und Grenzen grüner Politik in der BRD*, Münster/Hamburg, Lit Verlag, 1992, 186 pages.

KELLER Thomas, « Die Grünen – Kontinuität und Wandel der alternativen Tradition », *Revue d'Allemagne*, Tome XXII, n° 3, juillet-septembre 1990, p. 447-469.

MENKE-GLÜCKERT Peter, « Grüner Protest – Zeichen der Parteienverdrossenheit ? », *Aus Politik und Zeitgeschichte. Beilage zur Wochenzeitung Das parlament*, B 43/78, 28.10.1978, p. 3-19.

MESSKE Jörg R., *Die Grünen*, Reinbek, Rowohlt Taschenbuch, Spiegel-Buch, 1982, 89 pages.

METTKE Jörg R. (éd.), *Die Grünen, Regierungspartner von morgen?*, Reinbek bei Hamburg, Rowohlt-Taschenbuch-Verlag, 1982, 270 pages.

MORAWE Bodo, « Weder Realos, noch Fundis. Auch Frankreichs Grüne haben ihre Probleme – trotz Erfolgskurs », *Dokumente*, février 1992, p. 13-17.

MÜLLER-ROMMEL Ferdinand, *Grüne Parteien in Westeuropa, Entwicklungsphasen und Erfolgsbedingungen*, Opladen, Westdeutscher Verlag 1993, 246 pages.

MÜLLER-ROMMEL Ferdinand, POGUNTKE Thomas, « Die Grünen », in : Alf Mintzel, Heinrich Oberreuter (éd.), *Parteien in der Bundesrepublik Deutschland*, Bundeszentrale für politische Bildung, Schriftenreihe Band 282, 1992, p. 319-361.

RASCHKE Joachim, *Die Grünen. Wie sie wurden, was sie sind*, Köln, Bund-Verlag, 1993, 957 pages.

RÖNSCH Horst-Dieter, « Die Grünen : Wählerbasis, politische Entwicklung, Programmatik », *Gewerkschaftliche Monatshefte*, n° 34, 1983, H.2., p. 98-111.

SCHRÜFER Gertrud, *Die Grünen im deutschen Bundestag, Anspruch und Wirklichkeit. Analyse der parlamentarischen Arbeit der Grünen : Rotationsprinzip, Basisdemokratie und imperatives Mandat*, Nürnberg, Pauli-Balleis Verlag, 1985, 208 pages.

STÖSS Richard, *Vom Nationalismus zum Umweltschutz*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1980, 382 pages.

WESSELS Bernhard, « Politik, Industrie und Umweltschutz in der Bundesrepublik : Konsens und Konflikt in einem Politikfeld 1960-1986 » in : Dietrich Herzog, Bernhard Wessels (éd.), *Konfliktpotentiale und Konsensstrategien. Beiträge zur politischen Soziologie der Bundesrepublik*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1989, 344 pages.

5-2-2 Articles et ouvrages de langue française

ALPHANDERY Pierre, BITOUN Pierre, DUPONT Yves, *La sensibilité écologique en France*, La Documentation française, Problèmes économiques et sociaux, n° 651, 01.03.1991, 72 pages.

BOY Daniel, « Le vote écologiste en 1978 », in : *Revue Française de science politique*, avril 1981, Volume 31/2, p. 394-416.

CANS Roger, *Petite histoire du mouvement écolo en France*, Paris, Delachaux et Niestlé, 2006, 318 pages.

DELWIL Pascal, DE WAELE Jean-Michel (dir.), *Les partis verts en Europe*, Bruxelles, Edition Complexe, 1999, 260 pages.

HUBAIN Claude, « L'écologie en Allemagne », *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 122, octobre-décembre 1992, p. 6-21.

JOURNÈS Claude, « Les écologistes, l'Etat et les partis » in : Paul Bacot, Claude Journès (dir.), *Les nouvelles idéologies*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1982, p. 45-72.

JOURNÈS Claude, « Les idées politiques du mouvement écologique », *Revue française de science politique*, vol. 29, avril 1979, p. 230-254.

JACOB Jean, *Les sources de l'écologie politique*, Paris, Seuil, 1995, 179 pages.

KELLER Thomas, *Les verts allemands, un conservatisme alternatif*, Paris, L'Harmattan, 1993, 251 pages.

KELLER Thomas, « Les synthèses idéologiques des Verts : fin ou perpétuation des nouveaux mouvements sociaux ? » in : *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 113, juillet-septembre 1990, p. 34-49.

KELLER Thomas, « L'évolution des Verts », *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 94-95, octobre 1985-mars 1986, p. 71-92.

LARRERE Catherine, « Avons-nous besoin d'une éthique environnementale ? » in : *Cosmopolitiques. Cahiers théoriques pour l'écologie politique*, n° 1, 2002, p. 69-85.

LEDRU Philippe-Henri, « Elections et écologie : quel avenir pour 'les Verts' ? » in : *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 74, octobre-décembre 1980, p. 36-48.

MANALE Margaret, « RFA : Parlementarisation des Verts et démocratie médiatique » in : *Politix, travaux de science politique*, Paris, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, premier semestre 1990, p. 70-73.

PLAS Philippe, « Une volonté en quête d'objet : discours politique et région en Franche-Comté » in : Pascal Perrineau (dir.), *Régions, le baptême des urnes*, Institut d'études politiques de Bordeaux, Edition Pedone, 1987, p. 113-132.

SAINTENY Guillaume, *L'introuvable écologisme français ?*, Presses universitaires de France, 2000, 538 pages.

SAINTENY Guillaume, *Les Verts*, Paris, Que sais-je ?, PUF, 1997, 127 pages.

SAINTENY Guillaume, « Le Parti socialiste face à l'écologisme. De l'exclusion d'un enjeu aux tentatives de subordination d'un intrus » in : *Revue française de science politique*, n° 44, 3, juin 1994, p. 424-461.

TROM Danny, « Le parler Vert. Réflexions sur les structures discursives de l'idéologie écologiste », in : *Politix, travaux de science politique*, Paris, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Premier trimestre 1990, p. 44-52.

VIALATTE Jérôme, *Les partis Verts en Europe occidentale*, Paris, Edition Economica, 1996, 306 pages.

6 Ouvrages sur divers aspects des mobilisations écologistes

6-1 Energie et nucléaire

6-1-1 Articles et ouvrages de langue allemande

DEDIEU Catherine, « Die letzten Atomtests. Nukleare Abschreckung statt Friedensdividende », *Dokumente*, avril 1996, p. 131-133.

FRISCH Alfred, « Atomenergie und Wiederaufbereitung. Frankreichs energiepolitischer Alleingang. Atom bleibt das Fundament », *Dokumente*, mars 2001, p. 222-226.

FRISCH Alfred, « Frankreichs Glaube an die Kernenergie. Zwang zur größten Sicherheit », *Dokumente*, décembre 1988, p. 463-467.

HICKMANN Thorsten, « Ein umweltbewusstes europäisches Haus. Ein Ziel, dem noch unterschiedliche Denkweisen im Wege stehen », *Dokumente*, décembre 1992, p. 497-502.

KIERSCH Gerhard, OPPELN Sabine von, *Kernenergiekonflikt in Frankreich und Deutschland*, Berlin, Wissenschaftlicher Autoren-Verlag, 1983, 137 pages.

MEZ Lutz (éd.), *Der Atomkonflikt. Atomindustrie, Atompolitik und Anti-Atom-Bewegung im internationalen Vergleich*, Berlin, Olle und Wolter, 1979, 339 pages.

RITZENHOFEN Menard, « Atomenergie : Deutsch-französische Störfälle », *Dokumente*, mars 2001, p. 227-228.

RUCHT Dieter, *Von Wyhl nach Gorleben. Bürger gegen Atomprogramm und nukleare Entsorgung*, München, Beck Verlag, 1980, 293 pages.

6-1-2 Articles et ouvrages de langue française

BARRILLOT Bruno, *Les irradiés de la République. Les victimes des essais nucléaires français prennent la parole*, Ed. CDRPC/GRIP/Editions Complexe, novembre 2003, 233 pages.

BARRILLOT Bruno, *Les essais nucléaires français, Conséquences sur l'environnement et la santé*, Centre de Documentation et de Recherche sur la Paix et les Conflits, Lyon, 1996, 384 pages.

MAYER-SIMETH Dieter, « La peur de l'atome : une nouvelle composante de l'âme allemande ? » in : Bernard Brigouleix, Joseph Rovan (dir.), *Que devient l'Allemagne ?*, Paris, Editions Anthropos, 1986, p. 147-154.

OPPELN Sabine von, « Politique de l'environnement : comparaison entre le RFA, la RDA et la France » in : *Allemandes d'aujourd'hui*, n° 109/110, juillet-décembre 1989, p. 243-257.

TOURAINÉ Alain, *La prophétie anti-nucléaire*, Paris, Le Seuil, 1980, 374 pages.

6-1-3 Articles et ouvrages de langue anglaise

MULLER Claude, *Nuclear Energy Coverage : The Influence of the Chernobyl Accident in the West German and French Press*, Extensive Abstract, Institut für Publizistik, Johannes Gutenberg Universität Mainz (West Germany), 1987, 6 pages.

6-2 Luttes spécifiques

6-2-1 « Initiatives de citoyens » en Allemagne

DAMIAN-HESSER Ingrid, DAMIAN Michael (éd.), *Handbuch Bürgerinitiativen in Frankfurt*, Frankfurt/M, Verlag im Leseladen, 1978, 190 pages.

DANTSCHER Ralf, *Bürgerinitiativen Modell Maxvorstadt*, Gelnhausen, Berlin-West, Burckhardthaus-Verlag, 1974, 176 pages.

GROBMANN Heinz (éd.), *Bürgerinitiativen. Schritte zur Veränderung ?*, Frankfurt a. M., Fischer Bücherei, 1971, 174 pages.

GÜNTER Roland, HASSE Rolf, *Handbuch für Bürgerinitiativen. Argumente, Berichte, Erfahrungen*, West-Berlin, VSA Verlag, 1976, 249 pages.

KARL Fred, *Die Bürgerinitiativen. Soziale und politische Aspekte einer neuen sozialen Bewegung*, Frankfurt a. M., Institut für marxistische Studien und Forschungen, 1981, 135 pages.

STRACKE Ernst, *Stadterstörung und Stadtteilkampf : innerstädtliche Umstrukturierungsprozesse, Wohnungsnot und soziale Bewegungen in Frankfurt am M.*, Köln, Pahl-Rugenstein, 1980, 198 pages.

6-2-2 « Boues rouges »

MOLINELLI-CANCELLIERI Lucia, *Boues rouges, la Corse dit non*, Paris, L'Harmattan, 1995, 162 pages.

IFREMER, *La Baie de Seine. Actes du colloque national du CNRS à l'université de Caen, 24-26 avril 1985*, Brest, Ifremer, 1986, 531 pages.

6-2-3 Larzac/Vanoise

BAIER Lothar, «Larzac - Bericht über den Kampf französischer Bauern gegen den Kolonialismus nach innen », *Ästhetik und Kommunikation*, n° 17, 1974, p. 5-42.

BURMEISTER Heidi, TONNÄTT Volker, *Larzac : zu kämpfen allein schon ist richtig*, Frankfurt/Main, Verlag Jugend und Politik, 1981, 208 pages.

CARLIER Jean, *Vanoise. Victoire pour demain*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, 250 pages.

HERTLE Wolfgang, *Larzac 1971-1981 : der gewaltfreie Widerstand gegen die Erweiterung eines Truppenübungsplatzes in Süd-Frankreich*, Kassel, Weber/Zucht, 1982, 275 pages.

HOLOHAN-DRESSLER Wanda, *Dimension régionale des mouvements sociaux en France à travers le mouvement du Larzac*, Université des sciences sociales de Grenoble, Paris, C.O.R.D.E.S., 1975, 385 pages.

MARTIN Didier, *Le Larzac. Utopies et réalités*, Paris, L'Harmattan, 1987, 223 pages.

6-2-4 Lip

MORAWÉ Bodo, *Aktiver Streik in Frankreich oder Klassenkampf bei LIP*, Reinbek, Rowohlt, 1974, 165 pages.

MÜNSTER Arno, *Der Kampf bei LIP : Arbeiterselbstverwaltung in Frankreich*, Berlin, Rotbuch Verlag, 1974, 189 pages.

ROUAUD Christian, *Les Lip, l'imagination au pouvoir*, documentaire, France, 35mm, 1h58, Pierre Grise Distribution, sorti en France en mars 2007.

6-2-5 Pluies acides

ROQUEPLO Philippe, *Pluies acides : Menaces pour l'Europe*, Paris, Economica, 1988, 357 pages.

6-3 Biographie

SEWIG Claudia, *Bernhard Grzimek. Der Mann, der die Tiere liebte. Biographie*, Bergisch Gladbach, Lübbe Verlag, 2009, 447 pages.

7 Aspects spécifiquement franco-allemands

DINER Dan, « La 'Question de l'Allemagne' dans le mouvement éco-pacifiste », *Hérodote*, n° 28, 1^{er} trimestre 1983, p. 23-47.

GEPHART Werner, « Nature-Environnement » in : Jacques Leenhardt, Robert Picht (éd.), *Au jardin des malentendus. Le commerce franco-allemand des idées*, Paris, Acte Sud, 1997 [1990], p. 489-494.

GLUCKSMANN André, *La force du vertige*, Paris, Grasset, 1983, 332 pages.

KOLBOOM Ingo, « Du rôle des grandes incantations. Point de vue allemand à partir d'une expérience transnationale », *Cosmopolitiques*, numéro spécial actes du colloque « L'Europe de la pensée, l'Europe du politique » (Albi, 5-6.05.1989), 1989, p. 41-54.

KOLBOOM Ingo, « 1968-1988 : Connivences, équivoques et malentendus dans le dialogue franco-allemand depuis mai 1968 », *Allemandes d'aujourd'hui*, n° 104, avril-juin 1988, p. 32-40.

KOLBOOM Ingo, « Im Westen nichts Neues ? Frankreichs Sicherheitspolitik, das deutsch-französische Verhältnis und die deutsche Frage » in : Karl Kaiser, Pierre Lellouche et al., *Deutsch-Französische Sicherheitspolitik*, Bonn, Europa Union Verlag, 2ème éd., 1988, p. 68-89.

KOLBOOM Ingo, « Unsicherheiten in der deutsch-französischen Sonderbeziehung » in : *Die Internationale Politik 1983-1984*, München, Oldenbourg Verlag, 1987, p. 147-159.

KOLBOOM Ingo, *Das Problem der Franzosen mit der deutschen Identität – Frankreich und die deutsche Frage in Geschichte und Gegenwart*, FB Politische Wissenschaft, FU Berlin, Occ. Papers n° 12/1985, 32 pages.

KOLBOOM Ingo, « Deutsche Frage, französische Antworten » in : *Merkur. Deutsche Zeitschrift für europäisches Denken*, n° 431, 1985, p. 78-83.

MINC Alain, *La Grande illusion*, Paris, Grasset, 1989, 265 pages.

ROVAN Joseph, *L'Allemagne du changement*, Paris, Calmann-Levy, 1983, 234 pages.

SANDOZ Gérard (dir.), *Les Allemands sans miracle*, Paris, Armand Colin, 1983, 287 pages.

SAUZAY Brigitte, *Le Vertige allemand. Essai*, Editions Olivier Orban, Paris, 1985, 261 pages.

VALANCE Georges, *France-Allemagne. Le retour de Bismarck*, Paris, Flammarion, 1990, 302 pages.

WEISENFELD Ernst, *Welches Deutschland soll es sein ? Frankreich und die deutsche Einheit seit 1945*, München, Verlag C. H. Beck, 1986, 203 pages.

8 Sources électroniques

Les dates de consultation, pour chaque site, sont indiquées dans le corps du texte.

8-1 Sources de langue allemande

www.destatis.de (Statistisches Bundesamt Deutschland)
Informationen zur Bevölkerung

www.documentarchiv.de (*historische Dokumenten- und Quellensammlung zur deutschen Geschichte ab 1800*)
Siebzehntes Gesetz zur Ergänzung des Grundgesetzes [Notstandsgesetze] vom 24. Juni 1968.

www.hr-online.de (*Hessischer Rundfunk*)
Startbahn West. Eine Region wehrt sich. 25 Jahre Räumung Hüttendorf, November 1981.

8-2 Sources de langue française

<http://dubhart.free.fr/ethno.html> (revue *Ethnologies de l'Association canadienne d'ethnologie et de folklore*)

« Wicca », texte sur le néo-paganisme de Sabina Magliocco, en date du 20.01.1998

www.ined.fr (Institut national d'études démographiques – INED)
Population de la France et densité de 1954 à 2004

www.insee.fr (Institut national de la statistique et des études économiques – INSEE)
La France en faits et chiffres : Industrie-IAA-Construction

www.le-cedre.fr (Centre de Documentation, de Recherche et d'Expérimentations sur les Pollutions Accidentelles des Eaux)

Banque de données sur les accidents de navire ayant provoqué un déversement de pétrole en mer supérieur à 500 tonnes.

8-3 Sources de langue anglaise

www.insc.anl.gov (*International Nuclear Safety Center, U.S. Department of Energy*)
Informations techniques sur les centrales nucléaires du monde entier

www.museum.tv/archives (Museum of Broadcast Communications, Chicago)
Informations sur le documentaire anglais *La Bombe (The War Game)*

www.time.com (*Time Magazine*)

« Paul Revere of Ecology », 02.02.1970 (article sur Barry Commoner)

« Fighting to Save the Earth from Man », 02.02.1970 (Article sur Paul R. Ehrlich)

ANNEXES

SOMMAIRE DES ANNEXES

Annexe 1

Liste des abréviations

Annexe 2

Chronologie comparative, 1960-1990

Annexe 1 Liste des abréviations

AB	<i>Arbeiterbund für den Wiederaufbau der KPD</i>
AFRPN	Association fédérative régionale pour la protection de la nature
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
AKW	<i>Atomkraftwerk</i>
AL Berlin	<i>Alternative Liste für Umweltschutz und Demokratie (Berlin)</i>
APO	<i>Außerparlamentarische Opposition</i>
APRI	Association pour la protection contre les rayons ionisants
ARC	Action régionaliste corse
AT	Amis de la Terre
AUD	<i>Arbeitsgemeinschaft Unabhängiger Deutscher</i>
B.A.U.M	<i>Bundesdeutscher Arbeitskreis für umweltbewußtes Management</i>
BBA	<i>Bremer Bürgerinitiativen gegen Atomanlagen</i>
BBU	<i>Bundesverband Bürgerinitiativen Umweltschutz</i>
BGL	<i>Bremer Grüne Liste</i>
BINO	<i>Bürgerinitiative Nürnberger Nordstadt</i>
BISA	<i>Bürgerinitiative Südliche Altstadt</i>
BLW	<i>Bunte Liste-Wehrt Euch</i>
BRD	<i>Bundesrepublik Deutschland</i>
BUND	<i>Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschlands</i>
BUU	<i>Bürgerinitiative Umweltschutz Unterelbe</i>
CDU	<i>Christlich Demokratische Union Deutschlands</i>
CE	Confédération écologiste
CEA	Commissariat à l'énergie atomique
Cedre	Centre de documentation, de recherche et d'expérimentations sur les pollutions accidentelles des eaux
CEE	Communauté économique européenne
CFC	chlorofluorocarbures de la famille des gaz fluorés
CFDT	Confédération française démocratique du travail
CGT	Confédération générale du travail
CIME	Coordination interrégionale des mouvements écologiques
CIPR	Commission internationale pour la protection du Rhin contre la pollution
CITES	<i>Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora</i>
CMED	Commission mondiale de l'environnement et du développement
CNRS	Centre national de la recherche scientifique
CO ₂	dioxyde de carbone
CRII-Rad	Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité
CSFR	Comité de sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin
CSU	<i>Christlich-Soziale Union in Bayern</i>
DDR	<i>Deutsche Demokratische Republik</i>
DDT	dichlorodiphényltrichloroéthane
DEFORPA	Programme européen d'observation et de recherche sur le dépérissement des forêts attribué à la pollution atmosphérique
DFK	<i>Deutscher Verband für Freikörperkultur</i>
DGB	<i>Deutscher Gewerkschaftsbund</i>
DKP	<i>Deutsche Kommunistische Partei</i>
DM	<i>Deutsche Mark</i>
DNR	<i>Deutscher Naturschutzring</i>
ECOSOC	Conseil économique et social

EDF	Electricité de France
ERE	Entente radicale écologiste
FAO	<i>Food and Agriculture Organisation</i>
FDP	<i>Freie Demokratische Partei</i>
FFSPN	Fédération française des sociétés de protection de la nature
FIU	<i>Freie Internationale Universität</i>
FKK	<i>Freikörperkultur</i>
FN	Front national
G8	« Groupe des huit »
GAL	<i>Grün-Alternative Liste</i>
GAZ	<i>Grüne Aktion Zukunft</i>
GE	Génération écologie
GLH	<i>Grüne Liste Hessen</i>
GLNF	<i>Grüne Liste Nordfriesland</i>
GLSH	<i>Grüne Liste Schleswig-Holstein</i>
GLU	<i>Grüne Liste Umweltschutz</i>
GLUW	<i>Grüne Liste Unabhängiger Wähler</i>
GLW	<i>Grüne Liste Wählerinitiative für Umweltschutz und Demokratie</i>
ICSU	<i>International Council of Scientific Unions</i>
INRA	Institut national de la recherche agronomique
IUCN	Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles (sigle usuel en anglais)
IUPN	Union internationale pour la protection de la nature (sigle usuel en anglais)
IVG	interruption volontaire de grossesse
Jusos	<i>Junge Sozialdemokraten</i>
KB	<i>Kommunistischer Bund</i>
KBW	<i>Kommunistischer Bund Westdeutschland</i>
KPD	<i>Kommunistische Partei Deutschlands</i>
KPD/ML	<i>Kommunistische Partei Deutschlands/Marxisten-Leninisten</i>
KPD/AO	<i>Kommunistische Partei Deutschlands/Aufbauorganisation</i>
LC	Ligue communiste
LCR	Ligue communiste révolutionnaire
LDU	<i>Liste für Demokratie und Umweltschutz</i>
LO	Lutte ouvrière
LPO	Ligue française pour la protection des oiseaux
ME	Mouvement écologique
MEDEF	Mouvement des Entreprises de France
MEP	Mouvement d'écologie politique
MEI	Mouvement écologiste indépendant
MERA	Mouvement écologique Rhône-Alpes
MIT	<i>Massachusetts Institute of Technology</i>
MRG	Mouvement des radicaux de gauche
NABU	<i>Naturschutzbund Deutschland</i>
NAWU	<i>Neue Analysen für Wirtschaft und Umwelt</i>
NPD	<i>Nationaldemokratische Partei Deutschlands</i>
NSDAP	<i>Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei</i>
NYMBY	« <i>Not in my backyard</i> »
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ÖDP	<i>Ökologisch-Demokratische Partei</i>
OGM	organisme génétiquement modifié
OIF	Organisation internationale de la Francophonie
ONG	organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies

Orsec	Organisation des secours
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PCB	polychlorobiphényles
PCF	Parti communiste français
PCML	Parti communiste marxiste-léniniste
PCR-ML	Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste
PDS	<i>Partei des Demokratischen Sozialismus</i>
PEON	Commission consultative pour la production d'électricité d'origine nucléaire
PIB	produit intérieur brut
PNB	produit national brut
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PRG	Parti radical de gauche
PS	Parti socialiste
PSA	Peugeot Société Anonyme
PSU	Parti socialiste unifié
PUK	Pechiney-Ugine-Kuhlmann
RAF	<i>Rote Armee Fraktion</i>
RAT	Réseau des Amis de la Terre
RDA	République démocratique allemande
REP	réacteur à eau pressurisée
RFA	République fédérale d'Allemagne
RPR	Rassemblement pour la République
SA	<i>Sturmabteilung</i>
SB	<i>Sozialistisches Büro</i>
SCOPE	Comité scientifique sur les problèmes de l'environnement
SCPRI	Service central de protection contre les rayons ionisants
SDS	<i>Sozialistischer Deutscher Studentenbund</i>
SED	<i>Sozialistische Einheitspartei Deutschlands</i>
SFIO	Section française de l'Internationale ouvrière
SNPN	Société nationale de protection de la nature
SPD	<i>Sozialdemokratische Partei Deutschlands</i>
SPV	<i>Sonstige Politische Vereinigung-Die GRÜNEN</i>
TGV	Train à grande vitesse
TICE	Traité d'interdiction complète des essais nucléaires
UDF	Union pour la démocratie française
UMP	Union pour la majorité présidentielle (2002) puis Union pour un mouvement populaire
UNEF	Union nationale des étudiants de France
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (sigle usuel en anglais)
UPC	Union du peuple corse
URVN	Union régionale pour la sauvegarde de la vie et de la nature
UVB	<i>Unvereinbarkeitsbeschluss</i>
V	Les Verts
VPE	Les Verts-parti écologiste
WSL	<i>Weltbund zum Schutze des Lebens</i>
WWF	<i>World Wildlife Fund</i> puis <i>World Wide Fund for Nature</i>
WWW	<i>World Weather Watch</i>

Annexe 2

Chronologie comparative, 1960-1990

France	Allemagne	International
<p>1960-1961 : La France procède à quatre essais nucléaires aériens au Sahara (Algérie)</p>	<p>1961 : Dans le cadre des élections pour le renouvellement du Bundestag, Willy Brandt (SPD) fait campagne avec le slogan « <i>Blauer Himmel über der Ruhr</i> » (Ciel bleu au-dessus de la Ruhr)</p>	<p>1960 : Création du <i>Sierra Club</i> aux Etats-Unis</p> <p>1961 : Création du <i>World Wide Fund (WWF)</i> en Suisse</p> <p>30 octobre 1961 : Explosion de la « <i>Tsar Bomba</i> » dans l'archipel de Nouvelle-Zemble (URSS)</p>
<p>1962 : René Dumont, <i>L'Afrique noire est mal partie</i></p>	<p>Octobre 1962 : « Affaire du Spiegel »</p>	<p>1962 : Rachel Carson, <i>Le printemps silencieux</i></p> <p>5 août 1963 : Signature par les Etats-Unis, l'Union soviétique et le Royaume-Uni du Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires dans l'atmosphère et sous l'eau</p>
<p>1964 : Jean Dorst, <i>Avant que nature ne meure</i></p>		<p>1965 : Peter Watkins, <i>La Bombe</i> (film documentaire)</p>
<p>1966-1974 : La France procède à quarante-six essais nucléaires aériens en Polynésie (atolls de Mururoa et de Fangataufa)</p>		<p>1966 : Barry Commoner, <i>Quelle terre laisserons-nous à nos enfants ?</i></p>
<p>1966 : L'usine de retraitement de déchets radioactifs de la Hague entre en service</p>		
<p>18 mars 1967 : Marée noire (<i>Torrey Canyon</i>)</p>	<p>2 juin 1967 : Mort de Benno Ohnesorg</p> <p>30 mai 1968 : <i>Notstandsgesetze</i> (lois sur l'état d'urgence)</p>	<p>1968 : Création du Club de Rome</p>

<p>1969 : Création de la Fédération française des sociétés de protection de la nature</p> <p>1969 : Début des protestations contre la centrale nucléaire de Fessenheim ; Création du Comité de sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin (CSFR)</p> <p>1969-1971 : « Bataille de la Vanoise » pour la protection du parc naturel de Savoie</p> <p>1969 : Début des protestations contre la centrale nucléaire du Bugey</p> <p>juin 1970 : Le président Georges Pompidou annonce un « plan de cent mesures » en faveur de l'environnement ; il crée une Direction générale de la protection de la nature au ministère de l'Agriculture ainsi qu'un Haut Comité de l'Environnement</p> <p>11 juillet 1970 : Création de l'association Les Amis de la Terre (AT), branche française du mouvement américain <i>Friends of the Earth</i></p> <p>janvier 1971 : Création du premier ministère de la Protection de la nature et de l'Environnement</p>	<p>25 septembre 1968 : Fondation du <i>Deutsche Kommunistische Partei</i> (DKP)</p> <p>1968-1987 : Opposition populaire à la construction de la « <i>Startbahn West</i> », à l'aéroport de Francfort</p> <p>21 mars 1970 : auto-dissolution du SDS</p> <p>1970 : début des « initiatives de locataires » et du « combat pour les immeubles » (<i>Häuserkampf</i>)</p> <p>1970 : Création d'un ministère de l'Environnement en Bavière</p>	<p>1969 : Création de l'association <i>Friends of the Earth</i> aux Etats-Unis</p> <p>1970 : L'année 1970 est décrétée par le Conseil de l'Europe « Année européenne de la protection de la nature »</p> <p>22 janvier 1971 : Premier grand discours sur l'environnement du président des Etats-Unis, R. Nixon</p>
---	--	---

<p>janvier 1971 : Création de l'association Progrès et Environnement</p> <p>mars 1971 : Création des Amis de la Terre, branche française de <i>Friends of the Earth</i></p> <p>1971 : Début de l'« Affaire » du Larzac ; elle dure jusqu'en 1981</p> <p>1971 : Création de l'Association pour la protection contre les rayons ionisants (APRI)</p> <p>janvier 1972 : Création du mouvement Ecologie et Survie en Alsace</p> <p>avril 1972 : <i>Peace Media</i> et <i>Greenpeace</i> envoient près de Mururoa un voilier qui permet de retarder un essai nucléaire (opération répétée au printemps 1973)</p> <p>22 avril 1972 : Première grande « manif à vélo » organisée par les AT contre la construction d'une voie express sur la rive gauche de la Seine à Paris</p> <p>25 octobre 1972 : Soixante brebis paissent pendant deux heures au pied de la Tour Eiffel, opération menée par les militant en faveur de la défense du Larzac</p> <p>novembre 1972 : Création du magazine écologiste <i>La Gueule Ouverte</i></p>	<p>1971 : Loi relative au bruit émis par les avions (<i>Fluglärmmgesetz</i>) ; Loi qui réduit la proportion de plomb dans l'essence (<i>Benzin-Bleigesetz</i>)</p> <p>1971 : Création de <i>Freunde der Erde</i>, branche allemande de <i>Friends of the Earth</i></p> <p>octobre-décembre 1971 : Le gouvernement fédéral allemand dirigé par W. Brandt annonce un « Programme pour l'environnement » (<i>Umweltprogramm</i>) et la création d'un Conseil d'experts pour les questions environnementales</p> <p>28 janvier 1972 : « <i>Radikalerlaß</i> » (« décret contre les extrémistes »)</p> <p>1972 : Création du journal anarchiste <i>Graswurzelrevolution</i>, forum « antimilitariste et écologiste »</p> <p>juin 1972 : Création du <i>Bundesverband Bürgerinitiativen Umweltschutz</i> (BBU)</p>	<p>1971 : Paul R. Ehrlich, <i>La Bombe P</i></p> <p>1971 : Création de l'association <i>Greenpeace</i> au Canada</p> <p>1972 : Club de Rome, <i>Halte à la croissance?</i></p> <p>1972 : Interdiction du DDT aux Etats-Unis, en France et en RFA</p> <p>1972 : Création de l'Action internationale pour la plaine du Rhin-Rassemblement des initiatives de citoyens du Rhin</p> <p>5-16 juin 1972 : 1^{ère} Conférence internationale des Nations Unies sur l'environnement à Stockholm ; publication du rapport sous le titre français <i>Nous n'avons qu'une terre</i></p>
--	--	--

<p>novembre 1972 : Création du Comité de la Charte de la nature par P. Saint-Marc</p> <p>7 janvier 1973 : Vingt-six tracteurs partent du Larzac pour une « longue marche » vers Paris</p> <p>4 mars 1973 : Au premier tour des élections législatives, Henri Jenn, candidat d'Ecologie et Survie dans une circonscription de Mulhouse, obtient 6% des voix</p> <p>juin 1973 : Lors du congrès du PS à Grenoble, la motion « Changer le cadre de vie » est votée à l'unanimité</p> <p>1973 : Affaire des « boues rouges » en Corse</p> <p>1973 : Aventure autogestionnaire à l'usine de montres Lip</p> <p>1973 : René Dumont, <i>L'Utopie ou la mort</i></p> <p>1974-1975 : Conflit autour de la construction d'une usine de stérates de plomb à Marckolsheim (Bas-Rhin)</p> <p>5 mars 1974 : Annonce du plan Messmer qui intensifie la production nationale d'électricité d'origine nucléaire</p> <p>9 avril 1974 : Création du Comité de soutien à la candidature de René Dumont pour les élections présidentielles de 1974</p>	<p>1973 : Début des protestations contre le surgénérateur en construction sur le Rhin à Kalkar (projet abandonné en 1991)</p> <p>septembre 1973 : Présentation du Programme pour l'énergie du gouvernement fédéral qui renforce production nationale d'électricité d'origine nucléaire. Il sera suivi de la mise en place d'un quatrième programme nucléaire</p> <p>1973 : L'AUD, parti fondé en 1965, se déclare dorénavant « parti de la protection de la vie »</p> <p>1974 : Début des protestations contre la centrale nucléaire de Wyhl</p> <p>1974 : Début des protestations contre la centrale nucléaire de Brokdorf ; Création de la <i>Bürgerinitiative Umweltschutz Unterelbe</i> (BUU)</p> <p>1974 : Création du <i>Umweltbundesamt</i> (Office fédéral pour l'environnement).</p>	<p>1973 : Ivan Illich, <i>La Convivialité ; Energie et équité</i></p> <p>3 mars 1973 : Convention de Washington portant sur le contrôle du « commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction »</p> <p>Automne 1973 : Premier choc pétrolier</p>
---	---	---

<p>5 mai 1974 : René Dumont recueille au premier tour des élections présidentielles 1,3% des suffrages</p> <p>1974 : Début des protestations contre la centrale nucléaire de Braud-et-Saint-Louis</p> <p>1974 : Début des protestations contre la centrale nucléaire de Plogoff (projet abandonné en 1981)</p> <p>novembre 1974 : Création du Mouvement écologique (ME) qui prend la suite du Comité de soutien à la campagne de René Dumont</p> <p>novembre 1975 : Les Amis de la Terre quittent le ME ; ils créent en janvier 1976 la Fédération des Amis de la Terre qui devient le Réseau des Amis de la Terre (RAT) en mai 1977</p> <p>24 janvier 1976 : Marée noire (<i>Olympic Bravery</i>)</p> <p>3 juillet 1976 : Première manifestation de masse contre le surgénérateur Superphénix de Creys-Malville</p> <p>10 juillet 1976 : Loi sur la protection de la nature</p> <p>19 juillet 1976 : Loi n° 76-663 « relative aux installations classées pour la protection de l'environnement »</p> <p>15 octobre 1976 : Marée noire (<i>Boehlen</i>)</p>	<p>1975 : Création du <i>Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschlands</i> (BUND)</p> <p>1975 : Herbert Gruhl, <i>Ein Planet wird geplündert</i></p> <p>1975 : Erhard Eppler, <i>Ende oder Wende – Von der Machbarkeit des Notwendigen</i></p> <p>1976 : le gouvernement social-libéral dirigé par Helmut Schmidt publie son Rapport sur l'environnement (<i>Umweltbericht '76</i>)</p> <p>1976 : Création du magazine « <i>Sponti</i> » <i>Pflasterstrand</i></p> <p>11 août 1976 : décret concernant « la procédure d'autorisation pour les installations industrielles polluantes »</p>	<p>3 juillet 1974 : Traité sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires (non signé par la France notamment)</p> <p>1974 : Création du Comité international des 21 initiatives de citoyens du pays de Bade et d'Alsace</p> <p>10 juillet 1976 : Accident industriel de Seveso</p>
---	---	--

<p>13 et 20 mars 1977 : Lors des élections municipales, les candidats écologistes dépassent en moyenne 10% des voix à Paris, Montpellier et Mulhouse ; il y aura en tout trente élus écologistes</p> <p>12 juillet 1977 : Loi n° 77-711 relative au contrôle des produits chimiques</p> <p>31 juillet 1977 : Manifestation anti-nucléaire violente à Creys-Malville ; une victime parmi les manifestants</p> <p>1977 : Le collectif national Ecologie 78 est créé en vue des élections législatives</p> <p>1977 : Création de l'association SOS-Environnement dirigée par Jean-Claude Delarue</p> <p>1977 : René Dumont, <i>Seule une écologie socialiste</i></p>	<p>19 février 1977 : Deux grandes manifestations d'environ 20.000 personnes chacune sont organisées contre la centrale de Brokdorf</p> <p>14 mars 1977 : Abandon du projet de centrale nucléaire à Wyhl</p> <p>1977 : Manifestations violentes contre la centrale nucléaire de Grohnde et construction d'un « village antinucléaire » ; climat de « guerre civile » sur le chantier, le 19 mars, le 23 août et le 24 septembre</p> <p>19 août 1977 : Création en Basse-Saxe de la <i>Wählergemeinschaft Atomkraft-Nein Danke</i></p> <p>1977 : Robert Jungk, <i>Der Atom-Staat</i></p> <p>automne 1977 : « automne allemand »</p> <p>21 novembre 1977 : Immolation par le feu du militant antinucléaire Hartmut Gründler lors du congrès sur l'énergie du SPD</p> <p>décembre 1977 : Création de la <i>Grüne Liste Umweltschutz</i> (GLU) en Basse-Saxe</p> <p>1977 : Rudolf Bahro, <i>Die Alternative : zur Kritik des real existierenden Sozialismus</i></p>	<p>3 décembre 1976 : Signature des conventions relatives à la protection du Rhin, contre la pollution chimique et la pollution par les chlorures</p>
---	---	---

<p>février 1978 : Le président V. Giscard d'Estaing présente aux Français une Charte de la qualité de la vie</p> <p>12 mars 1978 : Lors du premier tour des élections législatives, Ecologie 78 présente 210 candidats. 76 réussissent à passer la barre des 5%. Le collectif rassemble en tout 2,1% des votes.</p> <p>16 mars 1978 : Marée noire (<i>Amoco Cadiz</i>)</p> <p>mai 1978 : Création de la liste Europe-Ecologie en vue des élections européennes de 1979</p>	<p>27-29 janvier 1978 : Congrès « <i>Sponti</i> » TUNIX à l'Université Technique de Berlin-Ouest</p> <p>29 janvier 1978 : Création à Hambourg de la liste électorale <i>Bunte Liste-Wehrt Euch</i> (BLW)</p> <p>5 mars 1978 : Lors des élections municipales dans le Schleswig-Holstein, la GLUW obtient 6,6% des voix et trois élus dans le district de Steinburg (près de Brokdorf) ; la GLNF 6% des voix et 2 élus dans le district de la Frise septentrionale</p> <p>21 mai 1978 : Création de la <i>Grüne Liste Schleswig-Holstein</i></p> <p>4 juin 1978 : Lors des élections pour la diète de Hambourg, la BLW obtient 3,5% des suffrages et deux élues locales ; la GLU : 1%</p> <p>4 juin 1978 : la GLU obtient 3,9% des voix lors des élections pour le parlement de Basse-Saxe</p> <p>13 juillet 1978 : Herbert Gruhl fonde la <i>Grüne Aktion Zukunft</i> (GAZ)</p> <p>23 juillet 1978 : Création en Hesse de la liste électorale <i>Grüne Liste Hessen</i> (GLH)</p>	
--	---	--

	<p>8 octobre 1978 : Elections régionales en Hesse, la GLH rassemble 1,1% des suffrages, la GAZ : 0,9% et la GLU : 0,1%</p> <p>15 octobre 1978 : Lors des élections régionales en Bavière, avec le soutien de la GAZ, l'AUD obtient 1,8% des suffrages</p> <p>5 novembre 1978 : Création dans le Schleswig-Holstein de la <i>Liste für Demokratie und Umweltschutz</i> (LDU)</p> <p>23 décembre 1978 : Joseph Beuys, « Aufruf zur Alternative », <i>Frankfurter Rundschau</i></p> <p>1978 : Création de l'<i>Aktionsgemeinschaft Rettet die Elbe</i></p> <p>1978 : Création du <i>III Russel Tribunal International</i></p> <p>février 1979 : Des membres de la <i>Bürgerinitiative SO 36</i> occupent plus de cent soixante-dix logements vides dans le quartier de Kreuzberg à Berlin</p> <p>février 1979 : Création de la <i>Bremer Grüne Liste</i> (BGL)</p> <p>17 et 18 mars 1979 : En vue des élections européennes, l'AUD, la GAZ, la GLSH et la GLU, ainsi que quelques militants du BBU, se regroupent au sein d'une liste unique : la <i>Sonstige Politische Vereinigung-Die GRÜNEN</i> (SPV)</p> <p>mars 1979 : Début de la « bataille de Gorleben »</p>	<p>29 mars 1979 : Accident dans la centrale nucléaire de Three Miles Island (USA)</p>
--	--	--

<p>28 avril 1979 : Marée noire (<i>Gino</i>)</p> <p>10 juin 1979 : Lors des élections européennes, la liste Europe-Ecologie rassemble 4,39% des suffrages, soit environ 900.000 voix. Sous la barre des 5%, elle n'obtient pas d'élus.</p> <p>1979 : Début de la construction de la centrale nucléaire de Flamanville (Manche) ; début des manifestations antinucléaires sur le site</p> <p>7 mars 1980 : Marée noire (<i>Tanio</i>)</p> <p>17 juin 1980 : Création du Mouvement d'écologie politique (MEP) par certains militants d'Europe-Ecologie</p>	<p>29 avril 1979 : Lors des élections régionales dans le Schleswig-Holstein, la GLSH rassemble 2,4% des suffrages</p> <p>10 juin 1979 : Lors des élections européennes, la SPV obtient 3,2 % des suffrages exprimés – soit environ 900.000 voix. Sous la barre des 5%, elle n'obtient pas d'élus.</p> <p>6 septembre 1979 : « Scandale de Stolzenberg »</p> <p>7 octobre 1979 : Lors des élections pour la diète de Brême, la BGL obtient 5,1% des voix et quatre députés</p> <p>3 et 4 novembre 1979 : Congrès SVP- Die Grünen à Offenbach</p> <p>1979 : Hans Jonas, <i>Le Principe responsabilité</i></p> <p>12 et 13 janvier 1980 : Congrès SVP- Die Grünen à Karlsruhe ; fondation du parti national écologiste Die Grünen</p> <p>16 mars 1980 : Lors des élections législatives au Bade-Wurtemberg, les Grünen obtiennent 5,3% des voix, ce qui leur permet d'avoir six représentants au Landtag</p> <p>21 au 23 mars 1980 : Congrès des Grünen à Sarrebruck afin de définir le programme fondateur du parti</p>	<p>décembre 1979 : Sommet de l'OTAN ; « double décision » et début de la « crise des euromissiles »</p>
---	--	--

<p>décembre 1980 : Certains membres du RAT créent la Confédération écologiste (CE).</p> <p>26 avril 1981 : Au premier tour des élections présidentielles, Brice Lalonde rassemble 3,9% des voix</p> <p>1^{er} novembre 1981 : L'assemblée générale du MEP décide de se transformer en « parti écologiste » pour 1982</p>	<p>5 octobre 1980 : Lors des élections législatives, les Grünen rassemblent 1,5% des suffrages, ce qui ne leur donne aucun élu au Bundestag</p> <p>1980 : Création de l'<i>Aktionsgemeinschaft Rettet den Rhein</i></p> <p>1980 : Construction d'un « village anti-atomique » de huttes à Gorleben, resté célèbre sous le nom de <i>Freie Republik Wendland</i></p> <p>1980 : Dissolution de la GAZ</p> <p>décembre 1980 : Affrontements violents à Kreuzberg (Berlin) entre les squatteurs d'immeubles et les forces de l'ordre</p> <p>10 mai 1981 : La liste alternative (AL) qui coopère largement avec les Grünen, remporte neuf sièges à la Chambre des députés de Berlin-Ouest (7,5% des voix)</p> <p>2 au 4 octobre 1981 : Congrès national des Grünen à Offenbach ; <i>Friedensmanifest</i></p> <p>10 octobre 1981 : 300.000 personnes manifestent à Bonn en faveur de la paix et du désarmement</p> <p>novembre 1981 : Destruction du « village de huttes » sur le chantier de la « <i>Startbahn West</i> », à l'aéroport de Francfort ; 120.000 personnes manifestent à Wiesbaden le 14 du mois pour protester</p>	
---	---	--

<p>1^{er} novembre 1982 : Lors de son assemblée générale à Saint-Prix, le MEP devient le premier parti écologiste officiel de France, sous le nom : Les Verts-parti écologiste (VPE).</p> <p>novembre 1982 : La Confédération écologiste (CE) devient Les Verts-confédération écologiste</p>	<p>contre le chantier ; il y a une 1^{ère} victime de 15 (3 en tout)</p> <p>1981 : La question du « <i>Waldsterben</i> », nourrie par les thèses de plusieurs scientifiques, soulève un vent de panique auprès des médias et de l'opinion publique et fait vivement réagir la classe politique. Elle se transforme en véritable « drame national » qui n'est toujours pas surmonté en 1990.</p> <p>21 mars 1982 : Les Grünen décrochent onze sièges au Parlement régional de Basse-Saxe (6,5% des voix)</p> <p>6 juin 1982 : Aux élections pour la diète de Hambourg, la <i>Grün-Alternative Liste</i> (GAL) obtient 7,7 % des voix et 9 sièges</p> <p>10 juin 1982 : 500.000 opposants à la politique étrangère et de défense des Etats-Unis manifestent à Bonn contre la visite du président des Etats-Unis, Ronald Reagan</p> <p>26 septembre 1982 : Les Grünen décrochent 9 sièges au Parlement régional de Hesse (8% des voix)</p> <p>1982 : Herbert Gruhl quitte les Grünen et fonde le <i>Ökologisch-Demokratische Partei</i> (ÖDP)</p> <p>1982 : Création de l'association <i>Robin Wood</i></p>	
--	---	--

<p>23 mai 1983 : Les Verts-confédération écologiste se transforme au congrès national de Besançon en une nouvelle organisation dénommée : Les Verts (V)</p> <p>11 et 12 juin 1983 : Lors de leur assemblée générale, les Amis de la Terre décident de retourner à leur vocation associative ; le RAT est dissout</p> <p>1983-1984 : Dans le contexte de la crise des euromissiles, certains experts politiques et intellectuels français s'inquiètent de l'influence grandissante des écologistes allemands outre-Rhin et d'une possible « dérive vers l'Est » de la RFA.</p>	<p>15 et 16 janvier 1983 : Congrès extraordinaire des Grünen à Stuttgart-Sindelfingen ; définition d'un programme contre le chômage et le démantement social. Dans le contexte de la crise des euromissiles, les Grünen exigent également à cette occasion la neutralisation de la République fédérale et le démantèlement complet de tout l'arsenal militaire présent sur son territoire</p> <p>6 mars 1983 : Aux élections législatives, les Grünen réussissent à obtenir au niveau national 5,6% des voix ; ils envoient 27 députés au Bundestag</p> <p>1983 : Les Allemands font pression au niveau européen, pour que les réglementations environnementales se durcissent et rendent obligatoires l'essence sans plomb et les pots catalytiques sur les voitures</p> <p>25 septembre 1983 : les Grünen décrochent 5 sièges au conseil municipal de Brême (9,2% des voix)</p> <p>22 octobre 1983 : 1,3 million de personnes en RFA manifestent contre l'installation de missiles américains dans le pays</p> <p>octobre 1983 : Erich Honecker (SED) reçoit une délégation des Grünen à Berlin-Est</p>	<p>22 octobre 1983 : Manifestations européennes en faveur de la paix et du désarmement à Bruxelles ; 400.000 participants</p> <p>29 octobre 1983 : Manifestations européennes en faveur de la paix et du désarmement à La Haye ; 500.000 participants</p>
--	---	---

<p>janvier 1984 : Au Congrès de Vichy, Les Verts-parti écologiste (VPE) et Les Verts (V) fusionnent et fondent un parti national unique : Les Verts, Confédération écologiste-Parti écologiste (Les Verts c.p.)</p> <p>17 juin 1984 : A l'occasion des élections européennes, la liste des Verts conduite par Didier Anger rassemble 3,4% des suffrages ; la liste Entente radicale écologiste (ERE) conduite par Brice Lalonde obtient 3,3% des voix. Les écologistes français n'ont pas de député européen.</p>	<p>18 au 20 novembre 1983 : Assemblée générale des Grünen à Duisburg ; ils exigent la sortie de la RFA de l'OTAN</p> <p>19 et 20 novembre 1983 : Congrès extraordinaire du SPD à Cologne. Une écrasante majorité des délégués présents (dont Willy Brandt) s'oppose au stationnement des Pershing en Allemagne.</p> <p>22 novembre 1983 : Contre les voix des Grünen et de 198 députés sociaux-démocrates, la majorité des membres du Bundestag s'exprime en faveur du stationnement de missiles américains de moyenne portée sur le sol de la RFA</p> <p>17 juin 1984 : A l'occasion des élections européennes, les Grünen rassemblent 8,2% des voix, ils envoient 7 députés à Strasbourg</p> <p>octobre 1984 : la GAL se rallie aux Grünen</p>	<p>1984 : Les Etats-Unis installent en RFA, ainsi qu'en Grande-Bretagne et en Italie, des missiles capables d'atteindre l'URSS</p> <p>28 juin 1984 : La Commission européenne décide de rendre obligatoire, à partir de 1989, la mise sur le marché de l'essence sans plomb et impose les pots d'échappement catalytiques sur les nouveaux modèles, réglementation étendue à toutes les voitures nouvelles à partir de 1991.</p>
---	---	--

<p>4 novembre 1984 : Lors de l'assemblée générale des Verts à Dijon, le thème du chômage prend la relève, dans les priorités, sur le désarmement et sur l'opposition au nucléaire</p> <p>10 et 17 mars 1985 : Aux élections cantonales, les Verts obtiennent 4,08% des voix dans les circonscriptions « couvertes » (0,79 % au niveau national), ce qui leur donne deux sièges.</p> <p>10 juillet 1985 : Début de l'affaire du <i>Rainbow Warrior</i></p> <p>1985 : Trois porte-parole des Verts, Yves Cochet, Didier Anger et Jean Brière, lancent un « Appel à la convergence des forces alternatives et écologistes »</p> <p>1985 : L'Assemblée nationale est chargée d'une mission d'enquête sur les pluies acides</p> <p>1985 : Mise en service du surgénérateur de Creys-Malville, Superphénix</p> <p>16 mars 1986 : Aux élections législatives, les Verts obtiennent 1,2% des suffrages exprimés, ce qui ne leur donne aucun siège</p>	<p>7 au 9 décembre 1984 : Congrès national des Grünen à Hambourg ; il est décidé, qu'au niveau les <i>Länder</i>, des <i>Kreise</i> et des communes, il revient aux comités locaux de prendre la décision de coopérer ou non avec le SPD</p> <p>1985-1987 : Les Grünen participent au gouvernement du Land de Hesse, grâce à une alliance avec le SPD. Joschka Fischer devient ministre de l'Environnement et de l'Energie dans le cabinet de Holger Börner (SPD)</p>	<p>3 décembre 1984 : Catastrophe de Bhopal, dans la région Madhya Pradesh (Inde) suite à l'explosion d'une usine de pesticides ; plusieurs milliers de morts et des centaines de milliers de victimes.</p>
--	---	---

<p>16 mars 1986 : Aux élections régionales, les Verts réussissent à doubler leur score en rassemblant 2,4% des scrutins ; ils décrochent trois mandats de conseillers régionaux.</p> <p>30 avril 1986 : Suite à la catastrophe de Tchernobyl, le SCPRI annonce simplement, « sur certaines stations du Sud-Est, une légère hausse de la radioactivité atmosphérique non significative pour la santé publique ».</p> <p>6 mai 1986 : Suite à la catastrophe de Tchernobyl, le ministère de l'Agriculture déclare que « le territoire français, en raison de son éloignement, a été totalement épargné par les retombées de radionucléides »</p> <p>24 mai 1986 : Lors de l'assemblée générale des Verts à Paris, la motion d'Antoine Waechter arrive gagnante. La position « ni gauche ni droite » du parti se renforce (refus des alliances)</p>	<p>avril-mai 1986 : La catastrophe de Tchernobyl est prise très au sérieux par les autorités allemandes qui engagent plusieurs mesures préventives. A la suite de cette catastrophe, plusieurs manifestations antinucléaires sont organisées</p> <p>17-19 mai 1986 : 50.000 personnes défilent à la Pentecôte lors d'une manifestation à Wackersdorf (Bavière) contre la construction d'un complexe de retraitement des déchets radioactifs</p> <p>26-27 juillet 1986 : Le cinquième « <i>Anti-WAAhnsinns-Festival</i> » contre le nucléaire attire environ 100.000 visiteurs</p> <p>25 au 29 août 1986 : Congrès national du SPD à Nuremberg. Les sociaux-démocrates prône dorénavant un programme écologique fort et une sortie du nucléaire</p>	<p>26 avril 1986 : Catastrophe nucléaire de Tchernobyl (Ukraine)</p>
--	--	---

<p>24 avril 1988 : Au premier tour des élections présidentielles, Antoine Waechter, candidat pour les Verts, rassemble 3,8% des voix</p> <p>26 avril 1988 : Entre les deux tours des élections présidentielles, les Verts présentent leurs « cinq priorités » pour 1988</p> <p>1988 : Manifestations contre la mise en activité du premier réacteur de la centrale de Nogent-sur-Seine (Aube)</p>	<p>1986 : Création du Ministère fédéral de l'environnement</p> <p>26 au 28 septembre 1986 : Assemblée extraordinaire des Grünen à Nuremberg ; à cette occasion, ils adoptent un nouveau programme économique</p> <p>12 octobre 1986 : Les Grünen décrochent 15 sièges au Parlement régional de Bavière (7,5% des voix)</p> <p>1986 : Ulrich Beck, <i>La société du risque</i></p> <p>25 janvier 1987 : Lors des élections législatives, les Grünen rassemblent 8,3% des scrutins sur le plan national, ce qui leur donne 44 mandats de députés au Bundestag, soit 15 sièges de plus que pendant la période législative précédente.</p> <p>17 mai 1987 : Les Grünen décrochent 5 sièges au Parlement régional de Rhénanie-Palatinat (5,9% des voix)</p>	<p>1er novembre 1986 : « Tchernobâle » (pollution du bassin rhénan près de Bâle, en Suisse, par l'entreprise pharmaceutique allemande Sandoz)</p> <p>1987 : Commission mondiale de l'environnement et du développement, <i>Notre avenir à tous</i> (Rapport Brundtland)</p>
--	--	---

<p>mai 1988 : Une fois élu président de la République, François Mitterrand nomme Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'Environnement et des Risques majeurs</p> <p>5 et 12 juin 1988 : Lors des élections législatives, les Verts ne présentent que 14 candidats ; aucun élu</p> <p>11 et 12 novembre 1988 : Assemblée générale des Verts à Paris pour fixer les objectifs politiques concrets du parti en 1989</p> <p>12 et 19 mars 1989 : Lors des élections municipales, les Verts recueillent 8,1% des suffrages dans les communes où ils se sont présentés (1,3% sur le plan national). Les Verts obtiennent 600 sièges de conseillers municipaux et font élire une quinzaine de maires. Si l'on considère l'ensemble des élus d'orientation écologiste avec ou sans affiliation au parti, on compte 1.400 élus écologistes en France après ces municipales. A cette occasion, l'attitude « ni gauche, ni droite » choisie par les Verts en 1986 a été assouplie.</p> <p>18 juin 1989 : Aux élections européennes, les Verts rassemblent 10,6% des suffrages et obtiennent neuf sièges de députés européens. Après les élections municipales et européennes, la presse parle de « vague verte » en France.</p>	<p>18 juin 1989 : A l'occasion des élections européennes, les Grünen rassemblent 8,4% des voix, ils envoient 8 députés à Strasbourg, soit un de plus qu'en 1984</p>	
---	--	--

<p>1990 : Brice Lalonde crée son propre parti, Génération écologie (GE).</p>	<p>2 décembre 1990 : Lors de la première élection post-réunification, les Grünen rassemblent 4,8 % des suffrages dans les anciens <i>Bundeländer</i>. Ils n'envoient pas de députés au Bundestag.</p>	
---	--	--

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
<u>PREMIERE PARTIE</u>	
DU RESPECT DE LA NATURE A LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	27
CHAPITRE 1 :	
RESPECTER LA NATURE	
VALORISATION ET APPROFONDISSEMENT D'UNE IDEE ANCIENNE	29
<u>I Hymne au progrès et affrontements autour de l'idée de nature au XVIII^{ème} siècle</u>	30
<u>1-1 Les certitudes des positivistes</u>	31
<u>1-2 Oppositions à une vision mécanisée et chosifiée de la nature</u>	35
1-2-1 <i>Au sein des Lumières</i>	35
1-2-2 <i>Parmi les savants naturalistes</i>	37
1-2-3 <i>Pour les romantiques</i>	38
<u>II La redécouverte de la nature par la société civile après 1750</u>	41
<u>2-1 Evolutions européennes</u>	42
<u>2-2 Caractéristiques allemandes</u>	42
2-2-1 <i>Le protestantisme au secours de la nature en Allemagne ?</i>	43
2-2-2 <i>« Der deutsche Wald »</i>	44
2-2-3 <i>« Die Heimatbewegung »</i>	46
2-2-4 <i>« Die Lebensreformbewegung »</i>	47
<u>III La conservation de l'environnement avant l'avènement de l'écologie</u>	50
<u>3-1 L'influence de la colonisation</u>	51
<u>3-2 Canaliser les effets nocifs, une première forme de gestion des pollutions</u>	52
<u>3-3 Les sociétés savantes naturalistes et de protection de la nature</u>	54
3-3-1 <i>L'influence des sociétés naturalistes</i>	54
3-3-2 <i>Les premières sociétés de protection de la nature</i>	54
<u>Bilan et perspectives</u>	56

CHAPITRE 2 :	
SUR LA VOIE D'UNE PRISE DE CONSCIENCE ECOLOGIQUE :	
LE TOURNANT DÉCISIF DES ANNÉES 1960-1970	59
<u>I L'évolution géo-économique</u>	61
<u>1-1 Activités industrielles, urbanisation et démographie</u>	62
1-1-1 <i>Evolutions allemandes</i>	62
1-1-2 <i>Evolutions françaises</i>	65
<u>1-2 Pollutions françaises, pollutions allemandes</u>	69
1-2-1 <i>Pollution atmosphérique</i>	69
1-2-2 <i>Pollution sonore</i>	71
1-2-3 <i>Pollution des eaux</i>	72
1-2-4 <i>Pollution des sols</i>	75
<u>1-3 Crise économique et remise en cause des excès de l'industrialisation</u>	77
1-3-1 <i>La fin du « rêve » en RFA</i>	77
1-3-2 <i>Le « retour à la normale » en France</i>	78
<u>II L'apparition d'un nouveau défi planétaire</u>	81
<u>2-1 L'éveil à la protection internationale de l'environnement</u>	82
<u>2-2 Un coup médiatique : l'alarmisme environnemental à vocation scientifique</u>	84
2-2-1 <i>Précurseurs américains</i>	84
2-2-2 <i>Initiatives européennes</i>	87
2-2-3 <i>Ouvrages et films de science fiction</i>	90
<u>2-3 L'engagement des organisations internationales</u>	91
<u>III L'évolution des mentalités</u>	95
<u>3-1 La montée des valeurs « post-matérialistes », individualistes et libertaires</u>	95
3-1-1 <i>Nouvelles « valeurs prioritaires »</i>	95
3-1-2 <i>Contre-culture et « nouvelle gauche » (Neue Linke)</i>	97
3-1-3 <i>Influences idéologiques</i>	99
<u>3-2 L'APO et Mai 68 : des catalyseurs pour l'expression du malaise social</u>	106
3-2-1 <i>Introduction de nouveaux thèmes politiques</i>	106
3-2-2 <i>Introduction de nouvelles pratiques politiques</i>	111
<u>3-3 L'apparition des « nouveaux mouvements sociaux »</u>	113
<u>Bilan et perspectives</u>	118

DEUXIEME PARTIE

LA MOBILISATION DE LA SOCIETE CIVILE ET LA NAISSANCE DE L'ECOLOGIE POLITIQUE

121

CHAPITRE 3 :

L'OPINION PUBLIQUE FACE AUX NOUVELLES MENACES PESANT SUR L'HOMME ET SON ENVIRONNEMENT

123

I Les chocs environnementaux des années 1960 et 1970

127

1-1 Les marées noires

128

1-1-1 Le Torrey Canyon, 1967

128

1-1-2 Des marées noires en série

132

1-1-3 Mobilisation populaire

133

1-2 Les contaminations chimiques

138

1-2-1 Seveso, 1976

138

1-2-2 Pollutions d'origine industrielle près des zones fortement peuplées

141

1-3 La peur des contaminations radioactives

146

1-3-1 Three Miles Island, 1979

146

1-3-2 Le cas des essais nucléaires dans l'atmosphère

151

II L'opposition aux stratégies de l'Etat pour le contrôle de l'espace géographique

157

2-1 En France : l'aménagement du territoire dans le collimateur

157

2-1-1 La défense du parc de la Vanoise, 1969

157

2-1-2 « L'affaire » du Larzac

159

2-1-3 L'opposition au réseau routier et autoroutier

163

2-1-4 Bétonnages touristiques et remembrements

164

2-2 En Allemagne : protestations contre un monde quotidien de béton et d'asphalte

167

*2-2-1 « Autoroutes citadines » et voies rapides dans les villes et les zones
de forte densité démographique*

167

2-2-2 Aéroports au centre de zones fortement peuplées

169

2-2-3 Destruction massive des vieux quartiers d'habitation dans les centres-villes

171

III L'opposition au nucléaire

174

3-1 Programmes nucléaires et méfiance populaire

174

3-1-1 Programmes nucléaires

174

3-1-2 Méfiance populaire

177

<u>3-2 Les défis de la modernité</u>	179
3-2-1 <i>La « société du risque » selon Ulrich Beck</i>	179
3-2-2 <i>Références théoriques du mouvement antinucléaire</i>	182
<u>3-3 La mobilisation antinucléaire</u>	187
3-3-1 <i>Les premières luttes (1972-1975)</i>	188
3-3-2 <i>Le durcissement des conflits (1976-1977)</i>	193
<u><i>Bilan et perspectives</i></u>	200
CHAPITRE 4 :	
APPARITION DES DISCOURS DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE ET DE LISTES ELECTORALES VERTES	207
<u>I Les courants écologistes issus de la gauche alternative</u>	213
<u>1-1 Les courants écologistes proches de l'extrême gauche – une particularité allemande</u>	214
1-1-1 <i>Formations communistes et écologie en RFA et en France</i>	215
1-1-2 <i>La Bunte Liste-Wehrt Euch à Hambourg</i>	217
1-1-3 <i>Rudolf Bahro (1935-1997)</i>	226
<u>1-2 L'aventure libertaire en Allemagne et en France</u>	227
1-2-1 <i>La Grüne Liste Hessen</i>	228
1-2-2 <i>Pierre Fournier, Charlie Hebdo et La Gueule Ouverte en France</i>	236
<u>II La mouvance associative, proche de la gauche institutionnelle</u>	244
<u>2-1 René Dumont, son Comité de soutien et le Mouvement écologique</u>	245
2-1-1 <i>Les élections présidentielles de 1974</i>	245
2-1-2 <i>Le programme politique des écologistes français en 1974</i>	247
2-1-3 <i>L'écologie socialiste de René Dumont, une approche réformiste</i>	252
2-1-4 <i>Friends of the Earth, WWF, Greenpeace: la spécificité des Amis de la Terre en France</i>	256
<u>2-2 <i>Bundesverband Bürgerinitiativen Umweltschutz</i> – éléments de comparaison</u>	260
<u>III Ecolocentrisme et courants écologistes issus de la droite traditionnelle</u>	267
<u>3-1 L'écolocentrisme en France et en Allemagne</u>	268
3-1-1 <i>Un courant très minoritaire en France</i>	268
3-1-2 <i>Deux listes d'audience régionale en Allemagne</i>	271

<u>3-2 Les formations conservatrices et écologistes allemandes – l'exemple de la <i>Grüne Aktion Zukunft</i> (GAZ)</u>	273
3-2-1 <i>De la CDU à la GAZ</i>	274
3-2-2 <i>Positionnement sur l'échiquier politique</i>	278
3-2-3 <i>« Le Manifeste Vert »</i>	279
3-2-4 <i>Tendances ultraconservatrices et autoritaires : l'influence directe de Herbert Gruhl</i>	281
<u>3-3 « <i>Zurück zur Natur</i> » : L'« harmonie biologique » à l'exemple de la <i>Grüne Liste Schleswig-Holstein</i> (GLSH)</u>	287
3-3-1 <i>Sur la trace des nouveaux mouvements sociaux</i>	289
3-3-2 <i>L'opposition au « management agraire », à la croissance et à la technique</i>	290
3-3-3 <i>Baldur Springmann (1912-2003)</i>	294
<u><i>Bilan et perspectives</i></u>	301
<u>TROISIEME PARTIE</u>	
L'ARRIVEE DE L'ECOLOGIE SUR LA SCENE POLITIQUE NATIONALE	309
CHAPITRE 5 :	
LA CREATION DE PARTIS ECOLOGISTES	311
<u>I Les écologistes face aux partis traditionnels</u>	313
<u>1-1 En France : des partis traditionnels présents sur le terrain de l'écologie</u>	314
1-1-1 <i>Une droite entreprenante mais peu crédible en matière d'environnement</i>	314
1-1-2 <i>La tentative de récupération des thèmes écologistes par le Parti socialiste</i>	319
<u>1-2 En Allemagne : le non engagement des partis établis pour les thématiques environnementales</u>	326
1-2-1 <i>L'exception Willy Brandt</i>	326
1-2-2 <i>Crise économique et amenuisement progressif des impulsions environnementales sous le chancelier Schmidt</i>	329
<u>II La création d'un parti écologiste national : un projet compatible avec les enjeux propres à l'écologie politique ?</u>	337
<u>2-1 Difficultés pratiques et idéologiques</u>	338
2-1-1 <i>Divisions internes</i>	338
2-1-2 <i>Les débats autour de la légitimité de la fondation d'un parti</i>	347

2-2 Les congrès fondateurs	351
2-2-1 « Unité dans la diversité » en Allemagne, en vue de la création du parti des Grünen	351
2-2-2 Querelles de chapelles en France, entre les élus de la gauche victorieuse	354
<u>III La place accordée à l'environnement et au nucléaire dans les textes fondateurs des Grünen et des Verts</u>	361
3-1 Les grandes notions clefs du programme fondateur des Grünen (1980)	362
3-1-1 Logique restrictive et logique libératrice	362
3-1-2 « Ökologisch, sozial, basisdemokratisch, gewaltfrei »	363
3-2 Les grandes notions clefs des textes d'orientation des Verts (1984)	367
3-2-1 En amont : le délaissement de la question environnementale entre 1974 et 1983	367
3-2-2 Les textes d'orientation de 1984	368
3-3 <u>Eléments de comparaison : la question du nucléaire dans les programmes des Verts et des Grünen</u>	371
3-3-1 Des contextes historiques, identitaires, politiques et géostratégiques différents	372
3-3-2 Raison d'Etat versus libertés individuelles	375
<u>Bilan et perspectives</u>	377
CHAPITRE 6 :	
LES VERTS ET LES GRÜNEN DANS LE SYSTEME POLITIQUE DES ANNEES 1980	381
<u>I La professionnalisation des Verts et des Grünen</u>	382
1-1 <u>Evolutions programmatiques des partis écologistes au cours des années 1980</u>	383
1-1-1 L'ouverture des Grünen	383
1-1-2 Le recentrage des Verts	386
1-2 <u>Evolution au sein des équipes dirigeantes</u>	393
1-2-1 ÖDP et MEI	393
1-2-2 Les « Realos » et les « Fundis »	394
<u>II Les succès électoraux des partis écologistes dans les années 1980</u>	400
2-1 <u>Les résultats dans les urnes</u>	401
2-1-1 Le lent progrès des Verts français	401
2-1-2 L'ascension rapide des Grünen	404
2-1-3 Analyse des écarts	406

2-2 <u>L'influence des modes de scrutin et du financement du parti sur le succès des partis écologistes</u>	408
2-2-1 <i>Comparaison des modes de scrutin</i>	408
2-2-2 <i>Le financement des partis en France et en RFA</i>	411
<u>III Querelles franco-allemandes sur fond d'enjeux écologiques</u>	419
3-1 <u>La question du « <i>Waldsterben</i> »</u>	419
3-2 <u>Essence sans plomb et pots catalytiques</u>	425
3-3 <u>La catastrophe de Tchernobyl – danger réel ou hystérie injustifiée ?</u>	429
3-4 <u>Les Grünen, une force de déstabilisation de l'équilibre international?</u>	429
<u><i>Bilan</i></u>	447
CONCLUSION	451
BIBLIOGRAPHIE	469
SOMMAIRE DES ANNEXES	507
ANNEXES	511
TABLE DES MATIERES	533

RESUME EN FRANÇAIS

L'écologie est un courant de pensée critique à l'encontre des sociétés industrialisées qui se développe dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle en Occident. En tant que mouvement social, les écologistes cherchent à définir les règles d'une société plus respectueuse de l'environnement et du cadre de vie ; en tant que courant politique, leurs réflexions ont pour but de proposer un autre modèle de société. Entre 1960 et 1990, la France et l'Allemagne présentent des similitudes en matière de prise de conscience environnementale au sein de la population et au niveau de l'arrivée de l'écologie sur la scène politique. Une analyse comparative plus précise dévoile toutefois des caractéristiques historiques, économiques, sociales, politiques et institutionnelles ainsi que culturelles et mentales propres à chaque pays qui permettent de souligner des divergences importantes dans ces domaines et d'expliquer les clichés se rapportant à une Allemagne romantique, sensible à la protection de la biosphère, et une France cartésienne, négligente sur le plan environnemental.

TITRE EN ANGLAIS

The development of environmental awareness and the emergence of political ecology in the public sphere in France and Germany, 1960-1990

RÉSUMÉ EN ANGLAIS

Ecology is a critical current of thought towards industrialized societies, which spreads throughout the Western countries in the second half of the 20th century. As a social movement, Ecologists try to set the rules of a society more respectful of the environment and the living conditions ; as a political movement, they offer a new model for society. Between 1960 and 1990, France and Germany present similarities regarding a growing sensitivity towards the environmental issues in their populations and the progressive accession of ecology to the political stage. A more detailed analysis nevertheless reveals historical, economical, social, political and institutional as well as cultural and mental characteristics peculiar to each country underlining important differences in these fields and explaining the clichés about a romantic Germany concerned with the need to preserve the biosphere and a Cartesian France ignoring the environment.

MOTS CLEFS EN FRANÇAIS

écologisme, mouvements alternatifs (politique), politique de l'environnement, Les Verts (France), Die Grünen (Allemagne), étude comparative

MOTS CLEFS EN ANGLAIS

Environmentalism, Green movement, Environmental policy, Les Verts (France), Die Grünen (Germany), comparative study

INTITULE ET ADRESSE DES ECOLES DOCTORALES

Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3

École doctorale 514 : Etudes anglophones, germanophones et européennes

Equipe d'accueil 4223 CEREG : Centre d'études et de recherches sur l'espace germanophone

Institut du Monde Anglophone

5 rue de l'École de Médecine

F-75006 Paris

Technische Universität Dresden

Fakultät Sprach-, Literatur- und Kulturwissenschaften

D-01062 Dresden